



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

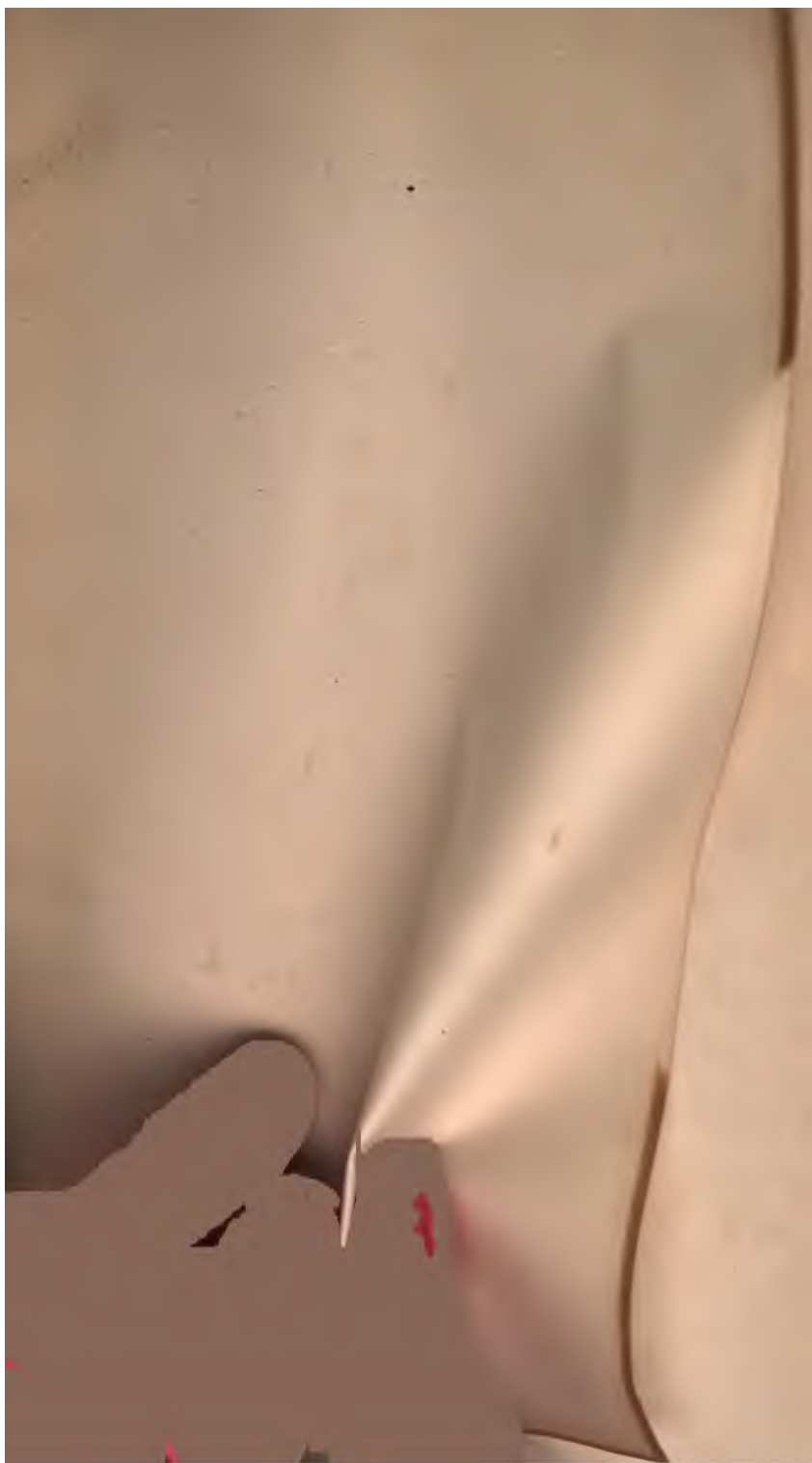




600004188R

1831. 752.













Die  
**Waldenser**  
und  
ihre Verhältnisse  
zu dem  
Brandenburgisch-Preussischen Staate.

---

Von  
**W. Dieterici,**  
Königlich Preussischem Geheimen-Ober-Regierungsrathe.

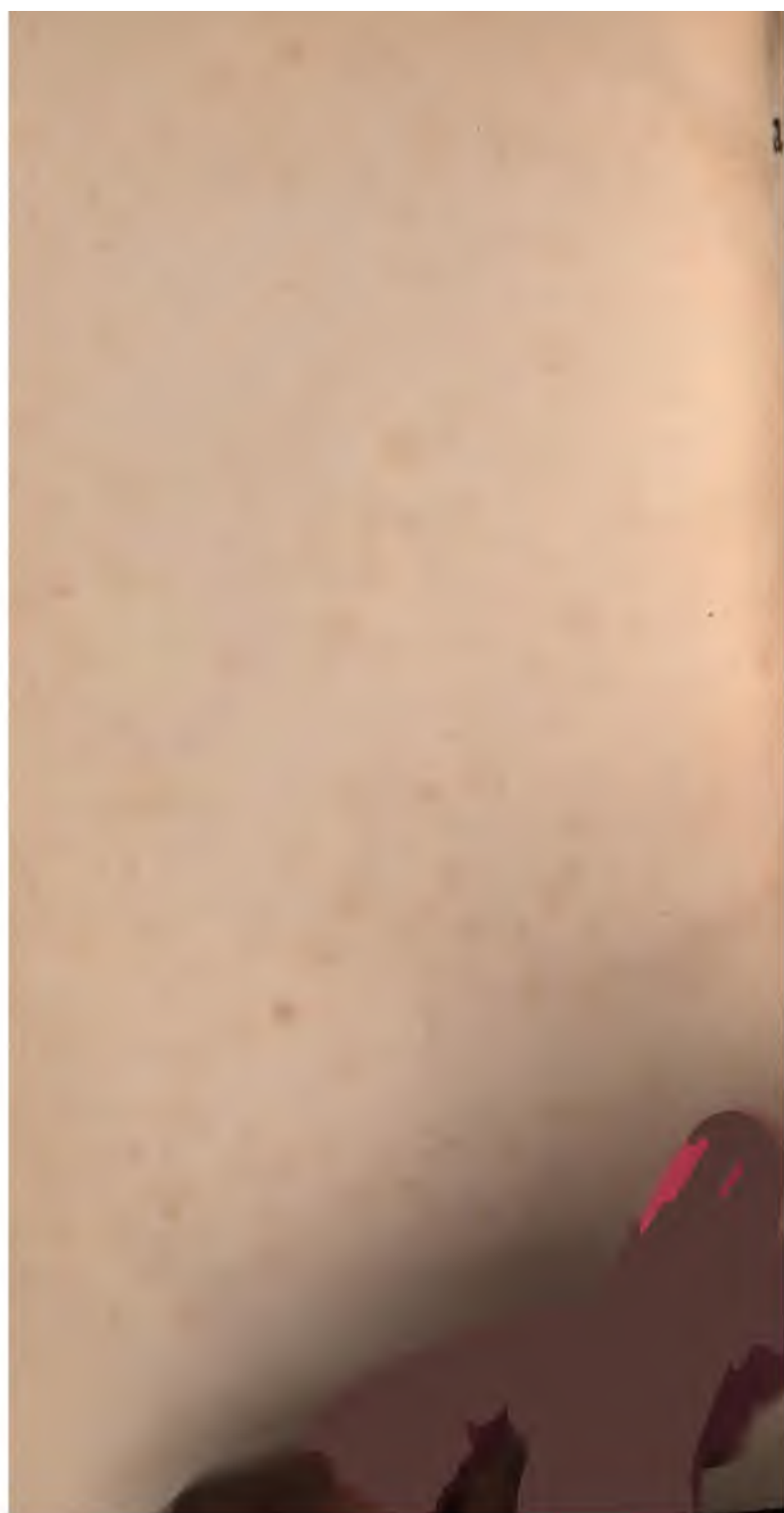


---

Nest einem Plane und einer Karte.

---

Berlin, Posen und Bromberg,  
Druck und Verlag von Ernst Siegfried Mittler.  
1831.



Die

**Waldenser**

und

ihre Verhältnisse

zu dem

Brandenburgisch-Preussischen Staate.

---

Von

**W. Dieterici,**

Königlich Preussischem Geheimen-Ober-Regierungsrathe.



---

Nebst einem Plane und einer Karte.

---

Berlin, Druck und Verlagsanstalt von **Bromberg,**  
Siegfried Mittler.





1831. 752.









Die  
**M a l d e n s e r**  
und  
ihre Verhältnisse  
zu dem  
Brandenburgisch-Preussischen Staate.

---

Von  
**W. Dieterici,**  
Königlich Preussischem Geheimen-Ober-Regierungsrathe.



---

Nest einem Plane und einer Karte.

---

Berlin, Posen und Bromberg,  
Druck und Verlag von Ernst Siegfried Mittler.  
1831.

1 3 6 4 3 0 7 6 5 3

11100164307653

11100164307653



11100164307653

11100164307653

11100164307653

Seiner Königlichen Hoheit

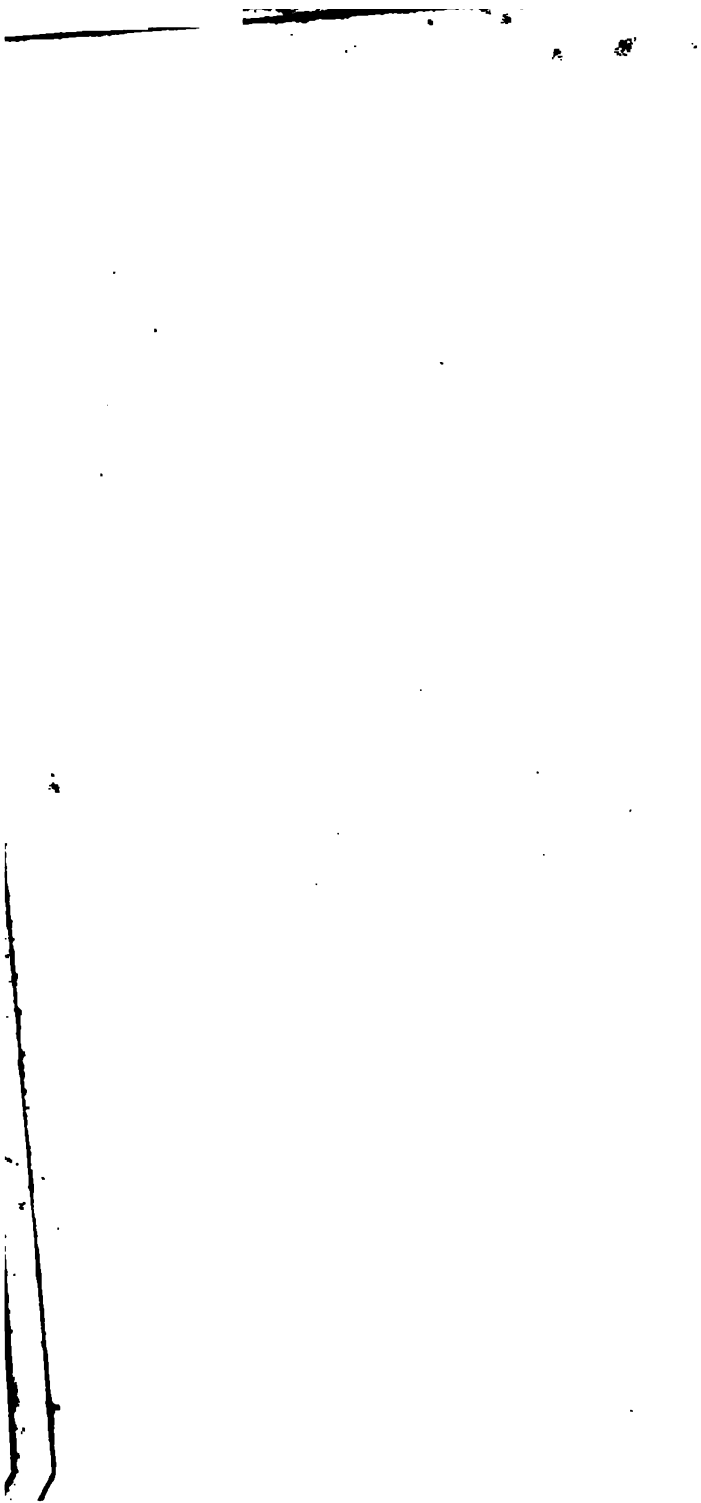
dem Prinzen

Friedrich Wilhelm Ludwig

von Preußen,

Sohn Seiner Majestät des Königs.





Durchlauchtigster Prinz!  
Gnädigster Prinz und Herr!

Euer Königliche Hoheit haben von frühen Lebensjahren an ein huldreiches Wohlwollen und gnädige Theilnahme an meinen Schicksalen und Verhältnissen mir persönlich fortdauernd zu schenken geruht.

Im Gefühle der innigsten Dankbarkeit wage ich die unterthänigste Bitte, daß Euer Königliche Hoheit die Zueignung der vorliegenden Schrift, in welcher der fromme Sinn der Regenten des Preussischen Hauses von dem großen Kurfürsten an bis auf

den heutigen Tag sich ausspricht, huldreichst annehmen, und die Gefinnungen treuen Gehorsams und tiefer Ehrfurcht genehmigen wollen, mit denen ich unwandelbar verharre

Eurer Königlichen Hoheit

Berlin, den 2. April 1831.

unterthänigster  
Dieterich.

---

## V o r r e d e.

---

Das in meinem Verufe, als vortragendem Rathe in dem königlichen Ministerio der Geistlichen-Unterrichts- und Medicinal-Angelegenheiten mir sich aufdringende Bedürfniß einer genaueren Kenntniß von der Verfassung und Einrichtung der verschiedenen Religions-Gesellschaften im Preussischen Staate veranlaßte mich, schon vor längerer Zeit die für vormalß Reformirte bestehenden Stiftungen aus einem allgemeineren Gesichtspunkt einer näheren Prüfung zu unterwerfen. Nothwendig war mir dabei ein näheres Studium der Geschichte der im 17. Jahrhundert in die Brandenburgisch-Preussischen Staaten eingewanderten französischen Refugiés, bei welcher Gelegenheit mir die gleichzeitig Statt gefundene Einwanderung der Waldenser in die Marken, als eine noch nicht näher bearbeitete, geschichtlich interessante Begebenheit aufließ. Seit Jahren widmete ich diesem Gegenstande die von Geschäften mir übrig bleibenden Mußestunden, und fand in dieser Arbeit meine süßeste Erholung. So entstand ein Aufsatz über die Schicksale der Waldenser am Ende des 17. Jahrhunderts und deren darauf erfolgte Einwanderung in die Brandenburgisch-Preussischen Staaten.

Die gütige Aufnahme, welche dieser Versuch bei geehrten Gönnern und Freunden fand, und die schmeichelhafte Aufforderung, solchen dem Druck zu übergeben, führten mich

auf ein näheres Studium der Geschichte der Waldenser. Es ergab sich, daß vor und nach oben erwähneter Einwanderung die Monarchen des Brandenburgisch-Preussischen Staates der Waldenser fortbauend sich lebhaft angenommen hatten. Das Resultat meiner desfallsigen Ermittlungen habe ich in der folgenden Schrift niederzulegen versucht, welche ich bitte, hiernach nicht aus dem Gesichtspunkte, als hätte ich eine vollständige Geschichte der Waldenser schreiben wollen, sondern nur von der Ansicht aus zu betrachten, daß ich eine Darstellung der Waldenser insbesondere in ihren Verhältnissen zu dem Brandenburgisch-Preussischen Staate versuchen, daß in dieser Hinsicht noch vielleicht weniger Bekannte mittheilen, und in das Ganze von den Schicksalen der Waldenser nur habe verflechten wollen, was aus ihrer allgemeinen Geschichte zum Verständniß jener besonderen Darstellung nöthig, und was sonst in dieser Beziehung vielleicht nicht näher allgemein bekannt war.

Nach diesem Standpunkte sind die Verhältnisse der Waldenser und ihre Verfolgungen bis zum Jahre 1685, mit Ausnahme der Verwendungen, welche der große Kurfürst Friedrich Wilhelm schon 1655, 1662 u. s. f. für sie eintreten ließ, so wie die S. 302 erwähnte Aufnahme der Waldenser in Württemberg, da solche bereits ausführlich vom Freiherrn von Moser bearbeitet worden, verhältnißmäßig nur kurz gehalten.

Den wesentlichsten Theil der folgenden geschichtlichen Darstellung hätte ich nicht liefern können, wenn ich nicht die hier vorhandenen schriftlichen Nachrichten über die Verhältnisse der Waldenser zu dem Brandenburgisch-Preussischen Staate in den desfallsigen officiellen Verhandlungen der Jahre 1655—1664, 1686, 1687, 1688, 1689, 1690, 1698,

1699, 1714, 1724, 1725 und 1730 hätte einsehen können. Ich verdanke die Benutzung dieser wichtigsten Quellen der gütigen Vermittelung meines innigst verehrten Chefs, des Herrn Geheimen Staatsministers Freiherrn von Altenstein Excellenz, der mit Interesse von meinem Versuch in seinem ersten Entstehen Kenntniß nahm und ihn des Druckes würdig erachtete. Ebenso haben mich der wirkliche Geheime Ober-Regierungsrath und Direktor *ıc.* Herr Nicolovius, der mich auf einige mir wichtige Notizen und Quellen aufmerksam machte, der Herr Geheime Legationsrath Eichhorn, welcher insbesondere in Bezug auf die Darstellung der jetzigen Verhältnisse der Waldenser mir mit Zuborkommenheit jede gewünschte Auskunft gewährte und freundlichen Rath ertheilte, und der Königl. Ober-Bibliothekar, Herr Geheime Regierungsrath Professor Wilken, welcher alle mir nöthigen Bücher aus der hiesigen und ausländischen Bibliotheken mir bereitwillig und schleunig verschaffte, auch sonst in aller Art mir überaus gefällig war, mich gütigst und freundschaftlichst unterstützt.

Auf diese Weise bin ich so glücklich gewesen, in den Besitz der sichersten und zuverlässigsten, ich darf sagen, ganz authentischer, Quellen zu gelangen, und in gleicher Art, wie die nach den schriftlichen Nachrichten, welche mir vorlagen, erzählten Thatfachen meist die Angaben und Aussagen der Augenzeugen und Zeitgenossen wörtlich enthalten, sind auch die Bücher, welche ich benutzte, fast alle nur solche, deren Verfasser persönlich Antheil hatten an den Geschichten, welche sie vortragen, in der Zeit, in welcher sie vorfielen, oder doch bald nachher lebten, und die jedenfalls in dem Besitz zuverlässiger Ueberlieferungen waren. — So war Leger in der für die Waldenser-Geschichte merkwür-

digen Zeit von 1650 bis 1664 einer ihrer ersten Geistlichen, tritt in seinem klassischen Werke als handelnde Person mit auf, und hatte über die Vorzeit die wichtigsten Dokumente in Händen, die er in treuer Uebersetzung wiedergiebt. Gilles schrieb schon vor ihm, 1655. Noch früher, 1618, erschien das Werk von Perrin. Zwar waren die Albigenser, deren Geschichte er bearbeitet, damals schon lange vertilgt; doch ist er nach seinem Geburtsort dem früheren Aufenthalt jener Sekte nah; auch der Zeit nach von den Begebenheiten, die er vorträgt, doch nicht so entfernt, daß er nicht in dem Besitz wichtiger Traditionen und sicherer Quellen hätte sein können, wie denn die anziehende Einfachheit seiner Erzählung durchaus den Stempel der Wahrheit trägt.

In Betreff der Begebenheiten am Ende des 17. Jahrhunderts war H. Arnaud selbst der Anführer des Zuges, den er beschreibt; Boyer aber schrieb 1691, und sein kleines Werk, in welchem er für die frühere Zeit dem Leger genau folgt, enthält für die Jahre von 1664 an deutliche Beweise, daß er von den Umständen, die er angiebt, sehr genau unterrichtet war. In Rücksicht der in neuerer Zeit über die Waldenser herausgekommenen, von mir benutzten Druckschriften bemerke ich, daß, was in Mone's Badischem Archiv zur Geschichte der Waldenser abgedruckt ist, und eine mir sonst offen gebliebene Lücke der Darstellung ausfüllt, hauptsächlich handschriftliche Briefe der 1685 u. aus ihren Thälern ausgewanderten Waldenser enthält, so wie des Freiherrn von Moser Buch mir besonders deshalb wichtig war, weil es die in Württemberg für die dorthin geflüchteten Waldenser erlassenen Patente und sonstige Urkunden mittheilt. In letzterer Beziehung war es mir von vorzüglichem Werthe, die unter landesherrlicher Auto-

rität herausgegebene Turiner Edition-Sammlung vergleichen zu können, so daß die betreffenden Geseze und Verordnungen selbst mir als Belag der Erzählung dienen, solche ergänzen und bestätigen konnten. Was ich über die jetzigen Verhältnisse der Waldenser mitgetheilt habe, beruht auf Erzählungen von Augenzeugen, namentlich Gilly's. Sein neuestes Werk: *Waldensian researches during a second visit to the Waldenses of the Valleys of Piedmont*, welches eben jetzt in London erschienen ist, habe ich zwar noch nicht erhalten können; dagegen aber sein früheres Buch: *Narrative of an Excursion to the Mountains of Piemont and Researches among the Vaudois or Waldenses*, namentlich im Anfang meiner Schrift, verglichen und benutzt.

In Beziehung auf meine obige Bemerkung, daß Alles, was aus gedruckten Schriften genommen ist, wesentlich nur zur Vervollständigung der Darstellung gegeben worden, könnte vielleicht getabelt werden, daß die Verfolgungen der Abigenfer mit aufgenommen sind. Indessen dürften dort die ersten Wurzeln der Verfolgungen der Waldenser liegen; überall steht die Begebenheit mit der Waldenser-Geschichte im innern Zusammenhange. — Eben so könnte getabelt werden, daß ich den Rückzug der Waldenser in ihre heimatlichen Thäler 1689 und 1690 vollständiger ausgeführt habe, als nach obigem Gesichtspunkte nöthig wäre. Indessen ist diese Begebenheit vielleicht der interessanteste Theil der Waldenser-Geschichte, und die Quelle, aus der ich schöpfte, *J. Arnaud's Histoire de la glorieuse rentrée des Vaudois dans leurs vallées*, ein so äußerst seltenes Werk, daß ich eine umständliche Erzählung dieses Rückzuges mir glaubte erlauben zu dürfen. Ich bin in dieser Darstellung genau dem



Werke H. Arnaud's, jedoch im gedrängten Auszuge, gefolgt, und habe nur Bourgeois mißglücktes Unternehmen zu Anfang erzählt, statt daß H. Arnaud solches am Schlusse ausführt, da mir dies wegen des Zusammenhanges der dann folgenden Geschichte mit H. Arnaud's Rückzug für die Darstellung in meiner Schrift zweckmäßiger schien. Außerdem sind in der Erzählung des Rückzuges nur die Angabe S. 222, daß wegen des mißlungenen Unternehmens in Paris ein Te Deum laudamus gesungen worden, die Berechnung (S. 223), wie viel Waldenser mit H. Arnaud nach Savoyen überschifften, und wie viel (S. 274) davon übrig geblieben waren, so wie einige durch Klammern bezeichnete Betrachtungen, nicht eigene Angaben Arnaud's.

Das Werk des Letzteren ist so genau und so interessant, daß, wer die Geschichte der Waldenser genauer studiren will, nothwendig dies Buch selbst lesen, und dabei eine in einem großen Maaßstabe entworfene Karte der Thäler würde vergleichen müssen, aus welcher auch einzelne wichtige Positionen, wie la Valsille u., speciell ersichtlich wären.

Die dieser Schrift beigelegte Karte konnte den vorstehenden Zweck nicht genau erfüllen. Zwar ist der Rückzug der Waldenser unter H. Arnaud auf der Nebenkarte und dem größeren Blatte bis zu dem Orte, bei welchem sie in das Thal St. Martin eintraten, durch eine punktirte Linie bezeichnet, auch werden in den drei Thälern St. Martin, Perugia und Lucerne so ziemlich alle Orte bezeichnet sein, die in der Erzählung vorkommen, wie sie nach älteren Karten und der Darstellung H. Arnaud's liegen müssen. Inbessen ist der Maaßstab viel zu klein, um in den drei Thälern selbst die Märsche und Bewegungen der wieder Eingez-

wanderten so genau verfolgen zu können, als nöthig sein möchte, wenn von dem militairischen Gesichtspunkte aus ihre Thaten beurtheilt werden sollten.

Ich selbst habe weder die Waldenser Thäler, noch überhaupt Alpen in meinem Leben mit eigenen Augen gesehen. Es lag mir daran, ein Bild der Gegend vor mir zu haben, während ich die Verhältnisse und Schicksale der Bewohner darzustellen mich bemühte. So entstand die beigefügte Karte, bei der ich zuerst die in Leger's Werke befindliche, 1668 von Valerius Crassus entworfene, von Sommer gestochene Karte, dann den bei der kleinen Darstellung über die Waldenser (No. 17. der Quellen) befindlichen Umriss zum Grunde legte, und die weitere Ausführung nach der Karte von Baclet d'Albe bewirkt wurde. Später erst habe ich Raimond's und Borganis's vorzügliche Karten verglichen.

Die nach meinen näheren Anweisungen zuerst von dem Herrn Bau-Kondukteur Grand sehr sauber gezeichnete Karte von den Thälern der Waldenser enthielt nur den Landstrich zwischen Turin, Saluzzo, Mont Dauphin, Briançon, die Dora entlang, Susa, Turin, da es mir zunächst lediglich auf Darstellung dieser Gegend ankam. Als ich viel später erst in den Besitz von H. Urnaud's Rentrée glorieuse gelangte, übertrug ich die mir wünschenswerth gewordene weitere Ausführung der Karte und die Darstellung des alten Savoyens auf einem Nebenblatte, um auf diesem den Zug H. Urnaud's verfolgen zu können, dem Kupferstecher und akademischen Künstler Herrn Kolbe, der mit vielem Geschick Beides nach meinen Angaben ohne weitere Vorzeichnung recht sehr zu meiner Zufriedenheit bewirkte. Außer den oben bereits angeführten Karten benutzte ich zu der Darstellung Savoyens

auch Keller's Reisekarte der Schweiz. — Hierauf hat Herr Professor E. Ritter die so bearbeitete Karte einer näheren Durchsicht unterworfen und mich auf einige wichtige Punkte aufmerksam gemacht; demnächst hat, wenn gleich die Karte in geognostischer Hinsicht gar keinen Werth und keine Bedeutung hat, doch Herr Kammerherr L. von Buch, der die Gegend genau kennt und längere Zeit dort verweilt hat, wie früher die Zeichnung, so zuletzt den Stich genauer zu prüfen, die besondere Güte gehabt. — Erst nachdem beide berühmte Männer mit der Karte im Allgemeinen ihre Zufriedenheit ausgedrückt haben, darf ich mir erlauben, das Blatt — jedoch immer unter der ausdrücklichen Voraussetzung, daß dasselbe nur eine Uebersicht der Gegend in allgemeineren Zügen geben soll — mit einiger Zuversicht dem Publikum vorzulegen.

In den Waldenser Thälern und deren Umgegend wird übrigens Französisch und Italienisch, letzteres im Volke überdies wohl in eigenthümlicher Mundart, geredet. Daraus entsteht auch eine verschiedene Schreibart der Ortschaften Torre und la Tour, Bobbio und Bobi, S. Giovanni und St. Jean, Peirouse, la Perosa und Perugia; ich finde Riouclaret, Riouclaret und Rioclaret, Pinace und Pinache, Roccapiatte und Rocheplatte u. s. w., welches ich in Bezug auf die bisweilen verschiedene Schreibart auf der Karte mit den Worten im Buche zu bemerken mich für verpflichtet halte.

Pral, Prals oder Villedel Prali, so wie S. Martin, sind der Einwohnerzahl nach nur kleine Orte. Inbessen nennt man in dortiger Gegend Pral die ganze Landschaft um den Ort gleiches Namens, so wie S. Martin dem Thal den Namen gegeben hat. Deshalb sind beide Orte mit etwas größerer Schrift bezeichnet. Eben so ist Torre

der Einwohnerzahl nach etwa gleich mit St. Jean, Villar und Bobi; aber Torre ist als Stadt zusammengebaut, der Sitz von Behörden und auch sonst der Hauptort der Waldenser im Thale Lucerna, weshalb Torre gleichfalls mit etwas hervorstechender Schrift bezeichnet ist.

Die Thäler selbst habe ich in keiner Karte als besondere Landesabtheilungen begränzt gefunden. Ich habe ihre Einschließung mit farbigen Linien so andeuten lassen, als die Gestaltung durch die Gebirgszüge nach den Ortschaften, die als in ihnen liegend angeführt wurden, und sonst etwa vorhandenen Notizen sich ergab. — So auch fehlten auf allen Karten, die mir zu vergleichen möglich war, einige wenige kleine Ortschaften u., die in H. Arnaud's Erzählung vorkommen, und die ich daher da einzeichnen ließ, wo sie nach jenem Werke liegen mußten. Hierher gehört auch, daß der Ort Pinace oder Pinache auf der Leger'schen Karte unterhalb la Perosa d. liegt, wo er auf der beigelegten Karte bezeichnet ist. Jetzt haben die Waldenser nicht mehr Pinache, sondern Envers Pinache inne, welches ich auf meiner Karte gefunden habe, aber bei Pomaret ganz nahe an Pinache liegen muß. Ich bemerke dies zur Erklärung der Karte; — für das Zahlenverhältniß, wie viel und welche Ortschaften die Waldenser gegen frühere Zeit verloren haben, ist der Umstand weniger erheblich, da für den Verlust von Pinache jedenfalls der Gewinn von Envers Pinache als Ersatz eintritt.

Das Thal Pragelas — Val Pragelato — ist zwar auf der Karte vollständig ersichtlich, jedoch nicht illuminirt, da jetzt dort Waldenser nicht mehr wohnen, und auch in früherer Zeit theils nur in wenigen Orten sich befanden, theils dies Thal die Schicksale der Waldenser in Lucerna,

Peyrouse und St. Martin vor 1713 nicht theilte, da es bis dahin unter französischer Herrschaft war.

Der Plan von Stendal würde dem Auge einen angenehmeren Eindruck gewähren, wenn die Gebäude durch Schraffiren mehr ausgeführt, vielleicht auch Umgebungen der Stadt hinzugesetzt wären. Es lag mir aber daran, ganz treu, wenn auch im verjüngten Maaßstabe, den Grundriß nur so wiederzugeben, wie er 1688 von Cayard gezeichnet worden. Hauptsächlich kam es mir dabei darauf an, aus der Häuserzahl auf die damalige Einwohnerzahl schließen zu können.

Von den Beilagen sind nur A. B. C. in Leger, E. in der Turiner Edikten-Sammlung bereits abgedruckt, alle übrigen, auch D., aus den schriftlichen Quellen entnommen. Es würde die Schrift unverhältnißmäßig verstärkt haben, wenn ich mehrere Edikte hätte abdrucken lassen. Ich glaubte dessen überhoben zu sein, da ich den wesentlichen Inhalt in den Text aufnahm. — Wer diese Dokumente näher studiren will, findet solche, namentlich die im Buche bemerkten Edikte von 1685, 1686 und 1694, in der mehr erwähnten Turiner Edikten-Sammlung. Ein Edikt, das in der Anlage E., glaubte ich vollständig mittheilen zu dürfen, da dessen längerer Inhalt den Text zu sehr vermehrt haben würde, außerdem aber ich zweckmäßig hielt, ein solches Edikt als Beispiel des Sinnes und Tones dieser Gesetze jener Zeit wiederzugeben.

Bei den lateinischen und französischen Briefen habe ich auf genaue Uebereinstimmung des Abdrucks mit den Originallen sorgfältig Bedacht genommen. — Es ist kein Fehler, wenn die Thalleute in den lateinischen Briefen Vallenses genannt werden,

werden, da dieses Wort wie Valdenses zu ihrer Bezeichnung gebraucht wird. (cf. Leger S. 17.)

Bißweilen habe ich nur kurz den Inhalt der Briefe in den Text aufgenommen; in der Regel jedoch vollständig, da mir dies zur Erreichung meines Hauptzweckes, der Darstellung der Verhältnisse der Waldbenser zu dem Brandenburgisch-Preussischen Staate und deren Regenten, nothwendig schien. Immer gleich ist in den letzteren das lebhaft, fromme Interesse für die leidenden Glaubensbrüder. Dies darzustellen, war mir vorzüglich wichtig, that mir unendlich wohl. Die Färbung des Bildes schien mir, wenn auch die Erzählung dadurch aufgehalten ward und hier und da vielleicht sich dehnte, hier durch Vollständigkeit nur zu gewinnen. — Uebrigens habe ich nicht wörtlich übersetzt. Eine philologisch-ängstliche Genauigkeit wäre wohl kaum am rechten Orte gewesen. Es kam mir überall nur darauf an, Sinn und Inhalt wahr wieder zu geben.

Wo ich namentliche Listen ausgewanderter Waldbenser vorfand, habe ich solche abdrucken lassen. — Aus einzelnen Familien-Geschichten und Erinnerungen können vielleicht Umstände zur Verfolgung geschichtlicher Verhältnisse ermittelt werden. Es schien mir in dieser Beziehung selbst nicht überflüssig, die 1730 nach der Schweiz gewanderten Waldbenser aufzuführen.

Der größten Sorgfalt ungeachtet, sind doch mehrere Druckfehler geblieben, die ich am Schlusse angezeigt habe, und von denen mir die S. 226 und 269 die empfindlichsten sind. Ich bitte diese vor der Durchsicht des Ganzen zu berücksichtigen. — Bei wörtlich citirten Stellen bin ich immer besonders aufmerksam gewesen, und hoffe, daß

diese — so weit keine Fehler ausdrücklich angezeigt sind — überall genau und richtig sein werden.

Schließlich bemerke ich noch, daß ich selbst, von Herzen evangelischer Christ, von Verfolgungsgeist, Haß oder Nichtachtung Andersmeinender mich frei fühle. Ich hoffe in dieser Hinsicht mich von zu lebhafter Darstellung oder gar Anreizung auch in dieser Schrift weit entfernt gehalten zu haben. Nur Thatsachen wollte ich erzählen, und habe auch von den Waldensern, den früheren Einwohnern unsers Vaterlandes und sonst nicht verschwiegen, was wahr ist, wenn es bisweilen auch nicht angenehm erschien. Auch diese Monographie und Spezialgeschichte wird am letzten Ende nur beweisen, daß eine Nemesis waltet, die menschliche Natur sich nicht verläugnet, und, selbst wenn sie in den Mitteln sich vergreift und nicht glücklich ist, nur wahrhaft edle Gesinnung, wie sie hier in den Regenten unseres Vaterlandes so oft hervortritt, immer ruhmwürdig bleibt, und nach Jahrhunderten noch den Blick des Betrachtenden erfreut und erhebt.

Der Verfasser.

# I n h a l t.

	Seite
<b>A. Quellen.</b>	
a) Gedruckte Schriften . . . . .	3
b) Handschriftliche Nachrichten . . . . .	5
<b>B. Einleitung.</b>	
a) Ort . . . . .	7
b) Name . . . . .	12
c) Unterscheidung der Waldenser als besondere Sekte; ihre Glaubenslehre . . . . .	12
d) Sitten der Waldenser . . . . .	23
<b>C. Schicksale und Verfolgungen der Waldenser bis zum     Jahre 1560, mit Einschluß des Albigenser-Krieges</b>	27
<b>D. Schicksale und Verfolgungen der Waldenser in dem     Zeitraum von 1560 bis 1650 . . . . .</b>	48
<b>E. Verfolgungen der Waldenser von 1650 bis 1685 . . . . .</b>	59
<b>F. Verfolgung der Waldenser in Piemont 1685 und 1686     und deren Folgen bis 1696.</b>	
a) Die Verfolgung selbst . . . . .	103
b) Vermittelung auswärtiger Mächte . . . . .	128
c) Einwanderung der Waldenser in die Schweiz und Verhandlungen wegen Niederlassung derselben in anderen Ländern . . . . .	135
d) Nähere Einleitungen und Verhandlungen wegen Einwanderung der Waldenser in die Brandenburg- gisch-Preussischen Staaten während der Regierung des großen Kurfürsten . . . . .	150
e) Fortgang der Verhandlungen wegen Aufnahme aus- wandernder Waldenser in Stendal unter Kurfürst Friedrich III. von Brandenburg . . . . .	165



	Seite
f) Abmarsch der Waldenser aus der Schweiz; ihre Reise bis in die Brandenburgisch-Preussischen Staaten	171
g) Unterbringung der Waldenser im Brandenburgischen	176
h) Aufenthalt der Waldenser im Brandenburgischen; Kosten ihrer Unterhaltung und Ertrag der ihretwegen ausgeschriebenen Kollekte; hiermit in Verbindung stehende Verhandlungen wegen Aufnahme noch mehrerer Waldenser im Brandenburgischen	183
i) Unterkommen der nicht in das Brandenburgische gewanderten Waldenser	197
k) Rückblick auf Savoyen	200
l) Rückkehr der ausgewanderten Waldenser in ihr Vaterland 1689 und 1690; ihre Theilnahme an dem Kriege Savoyens gegen Frankreich, und Wiedereinsetzung in ihre früheren Rechte und Besizungen 1694	205
m) Rückkehr der in das Brandenburgische gewanderten Waldenser	283
G. Kurze Uebersicht der Schicksale der Waldenser von 1696 an bis auf die heutige Zeit, mit besonderer Rücksicht auf die Verhältnisse zum Brandenburgisch-Preussischen Staate	296
Urkunden und Beilagen	351

Die  
**W a l d e n s e r**  
und  
ihre Verhältnisse  
zu  
dem Brandenburgisch=Preussischen Staate.

---



---

## A. Quellen.

---

### a) Gedruckte Schriften.

1. **H**istoire générale des Eglises Evangéliques des Vallées de Piemont ou Vaudoises, par Jean Leger. Leyden 1669. Fol.
2. Histoire Ecclesiastique des Eglises Reformées, recueillis en quelques Vallées de Piedmont etc. par Pierre Gilles. Geneve MDCLV. Quart.
3. Histoire des Chrestiens Albigeois. Par J. P. Perrin, Lionnois. à Geneve 1618. In Octavo.
4. Waldenser Chronik. Das ist, Von dem Harkommen, Lehr und Leben, wie auch vielfaltigen Verfolgungen der Evangelischen Christen, Waldenser genant. (ohne Druckort.) 1655. Duodez.
5. Histoire des Vaudois. à Paris 1796. Von Jacq. Brez (wie aus der Vorrede S. XXIV und der Biographie universelle hervorgeht). Octav.
6. Narrative of an Excursion to the Mountains of Piemont and Researches among the Vaudois, or Waldenses, Protestant Inhabitants of the Cottian Alps. By W. St. Gilly, M. A. Rector of North Cambridge, Essex. London 1824. Quart.

7. **Alani Insignis theologi Opus. Adversus Haereticos et Valdenses, qui postea Albigenses dicti, in duos libros divisum.** (Von einem Katholiken, der gegen die Waldenser eifert; es ist dieses Werk nur in Bezug auf die Glaubenslehre verglichen worden.) Octav.
8. **Histoire de la glorieuse Rentrée des Vaudois dans leurs vallées, de H. Arnaud, Pasteur et Colonel des Vaudois. 1710. Octav.** — Ein höchst seltenes Werk. Es ist auf Kosten des Verfassers erschienen. Ich danke die Benützung der gütigen Bemühung des Herrn Oberbibliothekars, Geh. Reg.-Raths Prof. Wilken, der es durch Vermittelung des Preuß. Gesandten in Turin, Herrn Freiherrn von Malshahn, von einem Waldenser Prediger erhielt.
9. **Mone, Badisches Archiv Th. I. Abhandl. 5. Zur Geschichte der Waldenser.**
10. **Abrégé de l'Histoire des Vaudois, où on voit leur origine, comme Dieu a conservé la Religion chrétienne en sa pureté parmi eux, depuis le tems des Apôtres jusques à nos jours et les merveilles qu'il a fait pour leur conservation avec les signalées et miraculeuses victoires qu'ils ont remportées sur leurs ennemies. Comment ils ont été dispersés et leurs Eglises dissipées, et enfin comment ils ont été rétablis contre l'espérance de tout le monde. Par P. Boyer, Ministre à la Haye. Chez Meindert Uitwerf, Marchand libraire. MDCXCI.**
11. **Raccolta per ordine di Materie delle Leggi, Provvidenze, Editti, Manifesti, ecc. pubblicati dal principio dell' Anno 1681 sino agli 8 Dicembre 1798. sotto il felicissimo Dominio della**

- Real Casa di Savoia per servire di continuazione a quella del Senatore Borelli. Torino 1825. Fol.
12. Actenmäßige Geschichte der Waldenser, ihrer Schicksale und Verfolgungen in den letztern dritthalbhundert Jahren überhaupt und ihrer Aufnahme und Anbau im Herzogthum Württemberg insbesondere. Von Friedrich Carl Freiherrn von Moser. Zürich 1798. Octav.
  13. Theatrum Europaeum. (Die betreffenden Theile.)
  14. Des Abts Karl Denina Geschichte Piemonts und der übrigen Staaten des Königs von Sardinien. Aus dem Ital. von Straß. 3 Theile. Berlin 1800. Octav.
  15. Mémoires pour servir à l'histoire des Réfugiés François dans les états du Roi par Erman et Reclam. Tome 6. Berlin 1787. Octav.
  16. Hennert, Beiträge zur Brandenburgischen Kriegsgeschichte unter Kurfürst Friedrich dem Dritten, nachherigem ersten Könige von Preußen. Berlin und Stettin, bei Nicolai 1790. Quart.
  17. Die Waldenser in den piemontesischen Thälern, — Berlin 1824. Ein halber Bogen. Octav.

b) Handschriftliche Nachrichten.

Außer obigen Büchern, ist der wesentliche Theil der nachfolgenden Geschichte aus den officiellen Nachrichten geschöpft, welche sich über die Waldenser und deren Verhältnisse zu dem Brandenburgisch-Preussischen Staate in den hiesigen Archiven und Registraturen vorfinden, und deren Einsicht und Benützung mir gütigst gestattet war.

Den Haupt-Inhalt der betreffenden Berichte u. s. w. habe ich meistens wörtlich aufgenommen, und sind es überall diese handschriftlichen Quellen, aus denen geschöpft ist, wo nicht Bücher besonders angegeben werden, aus denen die Erzählung genommen ist.

Außerdem habe ich von der Königlichen Bibliothek noch handschriftliche Nachrichten aus dem Nachlaß des Ministers von Spanheim erhalten.

Von diesen Quellen haben die Werke von Leger, Gilles, J. Brez und Gilly, und vorzugsweise das erste, mir zur Grundlage bei der Bearbeitung der Einleitung gedient.

Der Vernichtungskrieg der Albigenser ist ganz nach Perrin, die Erzählung von den Verfolgungen der Waldenser bis 1650 nach Leger, von da an hauptsächlich nach Boyer bis 1690 bearbeitet. Die spätere Geschichte der Waldenser, so wie die Verhandlungen mit auswärtigen Mächten sind fast ausschließlich aus handschriftlichen Nachrichten, die betreffenden Edicte, Verordnungen u. aus der oben angeführten Turiner Edicten-Sammlung entnommen. Die übrigen oben erwähnten gedruckten Schriften sind mehr des Zusammenhanges wegen verglichen; H. Arnaud's klassisches Werk über den Rückzug der Waldenser aber in einem ziemlich vollständigen Auszuge wiedergegeben. — Das Buch des Freiherrn von Moser ist hauptsächlich nur in Bezug auf die Niederlassung der Waldenser im Württembergischen benutzt.

In so fern außer den oben speciell angegebenen Quellen noch hier und da, zur Aufklärung besonderer Facta, Werke nachgesehen worden, sind solche betreffenden Orts besonders genannt.

---

## B. Einleitung.

### a) O r t.

Mitten in den verborgensten und wildesten Alpengegenden des Piemonts, zwischen den Bergströmen Elusone und Pelice, wohnen die Waldenser, eine christliche Religionsparthei, welche sich seit den frühesten Jahrhunderten von der Römisch-Katholischen Confession in ihren Glaubenslehren getrennt hielt. Die von diesen Waldensern noch jetzt in Piemont bewohnten Thäler heißen: Lucern oder Pelis — Perugia oder Eluson — St. Martin oder Balsille. — Sie liegen südwestlich von Turin, und es wurden in diesen Thälern um das Jahr 1650, nach Leger, noch folgende 33 Ortschaften von den Waldensern bewohnt:

#### a) 11 im Thale Lucern:

Garillane, Campiglone, Fenil, Bubblana, Lucerna, Roras, St. Jean, Angrogne, la Tour, Villar, Boby.

#### b) 6 im Thale Perugia:

Portes, St. Germain, Villars, Pramol, Pinache, Peyrouse.

#### c) 13 im Thale St. Martin:

Pral, Rodoret, Macel, Galse, Maneille, Chabrant, St. Martin, Bouvil, Gaet, Rioclairet, Traversé, Pomaret und Ville Seche.



d) 3 zwischen den Thälern Lucern und Perugia:  
Prarufstin, St. Barthelemy, Rocheplatte.

Jetzt bewohnen die Waldenser in diesen Thälern  
noch 26 Ortschaften, nämlich:

a) Im Thale Lucern:

1) St. Jean	2000	Waldenser	und	40	Katholiken.
2) La Tour	1600	:	:	300	:
3) Angrogne	} 2000	:	:	100	:
4) Serre (Fisjal)		:	:		:
5) Villar	2000	:	:	200	:
6) Bobi	2000	:	:	20	:
7) Rora	800	:	:	100	:
	<hr/> 10400.				

b) Im Thale Perugia:

1) St. Germain	800	Waldenser	und	60	Katholiken.
2) Chenevière	150	:	:		:
3) Pramol	1200	:	:		:
	<hr/> 2150.				

c) Im Thale St. Martin:

1) Pomaret	600	Waldenser	und	20	Katholiken.
2) Envers Pinache	500	:	:	100	:
3) Ville Geche	500	:	:	—	:
4) Rioclarret	600	:	:	50	:
5) Gaët	400	:	:	200	:
6) Bovil	150	:	:	100	:
7) St. Martin	100	:	:	150	:
8) Traverse	100	:	:	30	:
9) Maneille	300	:	:	50	:
10) Macel	500	:	:	40	:
	<hr/>				

Latus 3750

**Transport 3750 Waldenser**

11) Galse	}	360	:	:	und 110 Katholiken.
12) Chabrant					
13) Pral		800	:	25	:
14) Rodoret		350	:	40	:
		<hr/> 5260.			

d). Zwischen den Thälern Lucern und Perugia:

1) Prarustin	1500	Waldenser	und	30	Katholiken
2) Rocheplatte	400	:	:	20	:
		<hr/> 1900.			

Sind zusammen 19710 Waldenser. (Die evangelische Kirchenzeitung von 1829 No. 18. giebt ihre Zahl auf 22000 an.)

Die beigelegte Charte wird die Lage der hier erwähnten Ortschaften näher anschaulich machen.

Vier und zwanzig (in der Charte roth und schwarz unterstrichene) Ortschaften, nämlich: St. Jean (St. Giovanni), La Tour, Angrogne, Villar, Bobi, Rora, St. Germain, Pramol, Pomaret, Pinache, Ville Seche, Rioclarct, Gaët, Bobil, St. Martin, Traversè, Manville, Macel, Galse, Chabrant, Pral, Rodoret, Prarustin, Rocheplatte waren von jeher und sind noch jetzt im Besitze der Waldenser. Zwei kleine, unbedeutende (in der Charte bloß roth unterstrichene) Orte, Serre und Che-nevière, werden von Leger nicht angeführt. Diese, vielleicht durch Anbau neu entstandene Orte scheinen sie also seit der Mitte des siebenzehnten Jahrhunderts hinzu erhalten zu haben. Verloren hingegen haben sie seit jener Zeit neun bedeutende (in der Charte bloß schwarz unterstrichene) Orte: Garcillane, Campiglone, Genil, Subbiana, Lucerna, Porte, Villars, Peyrouse und St.

Barthelemy; ungerechnet, daß sie früher auch Besitzungen bei Bricherasco, St. Second und in Lucernette hatten, die ihnen um jene Zeit gleichfalls genommen wurden.

Die Waldenser sind, wie der Augenschein lehrt, aus den ebeneren Gegenden mehr nach Westen in die Gebirge gedrängt worden. — Die allermeisten der verlorenen Orte liegen im Thal Lucerna. Dies aber ist von den Thälern der Waldenser das bei weitem fruchtbarste, namentlich im Osten, wo die Gegend ebener wird, und italienischer Himmel den Wein, Kastanien und andere Früchte reift. Noch sind den Waldensern einige Orte geblieben, wie St. Giovanni, La Tour (Torre) u., die in diesem anmuthigsten Theile des Thales Lucerna liegen. Hier wird noch jetzt Wein gebaut; die Wiesen, welche in der Niederung der Fluß Pelice bewässert, gewähren gute Weide für den Viehstand; Obstbäume begränzen die Besitzungen der einzelnen Eigenthümer, und häufig sieht man den Maulbeerbaum, der dem Seidenwurm Nahrung giebt. — Aber schon von Angrogna und la Torre an liegen die meisten übrigen Waldenser-Orte im Thal Lucerna und in den Thälern Peyrouse und St. Martin, im hohen Gebirge. So imponirend und majestätisch schön die Alpen hier dem Reisenden erscheinen mögen, so wenig ergiebig ist der Boden, und Armuth das Loos der Waldenser, die ihn bebauen. Geröstete Kastanien, Kartoffeln, wenn's hoch kommt, Brod von der schwärzesten, schlechtesten Gattung, sagt ein reisender Engländer neuester Zeit (Gill), sind die vorzüglichsten Nahrungsmittel, welche ein Waldenser Landmann erlangen kann.

Die meisten Waldenser wohnen noch jetzt im Thale Lucern, und zwar verhältnißmäßig in wenigen (sieben)

Ortschaften. St. Jean, La Tour, Angrogna, Villar, Bobi, Rora, zählen alle etwa 2000 Einwohner, die fast sämmtlich Waldenser sind, welche also in diesen Flecken die bei weitem überwiegende, fast ausschließliche Bevölkerung ausmachen. Eben so ist es in den wenigen Waldenser Orten im Thale Perugia und in Prarustin und Rocheplatte, nur sind alle hier belegene Orte kleiner als im Thale Lucern. Im Thale St. Martin aber wohnen die Waldenser am meisten vermischt mit Katholiken, zerstreut in vierzehn Dörfern und kleinen Orten, deren größter, Pral, 800, deren kleinster, Traversè, dagegen nur 130 Einwohner zählt.

Manufacturen und Fabriken, Handel und städtisches Gewerbe finden sich in den Waldenser Thälern nicht. Eine einzige, nicht bedeutende Wollmanufactur (Gilly S. 117 u. 118), zwei Lohgerbereien, deren eine fünf, die andere vier Menschen beschäftigt, hier und da ein kleiner Handel mit Holzkohlen, sind Alles, was in dieser Hinsicht irgend zu erwähnen sein möchte. Meist mit großer Beschwer getriebener Landbau, Viehzucht, an einigen Orten Wein- und Seidenbau, sind die Hauptnahrungszweige der Waldenser, und waren es von jeher, wobei noch zu bemerken ist, daß der Weinbau in früherer Zeit stärker getrieben wurde als jetzt.

Die Anzahl der Waldenser wird um das Jahr 1650 auf 8000, um das Jahr 1763 auf 13000 Menschen angegeben, und beträgt jetzt etwa 20000, wobei zu bemerken ist, daß bei dieser bedeutenden Volksvermehrung in allerneuester Zeit Waldenser auch außerhalb ihrer oben speciell angeführten Orte hier und da ein Unterkommen gesucht haben.

## b) N a m e.

Viele glauben, daß die Waldenser ihren Namen von Peter Baldo führen. Selbst Gilles hat diese Meinung. Wahrscheinlicher aber ist wohl, nach Leger, daß, da sie schon lange vor Peter Baldo vorkommen, sie von der Gegend, die sie bewohnen, ihren Namen haben. — Die Thäler, welche sie inne haben, heißen in der Landessprache: Val di San Martin, Val di Peirouze, Val di Lucerne; die Thalbewohner heißen hiervon italienisch: Valdesi, lateinisch: Valdenses, französisch: Vaudois von Vaux. Diese Ansicht wird noch dadurch bestätigt, daß die Waldenser in deutscher Sprache in alten Schriften und Urkunden sehr oft, und sogar gewöhnlich, „Thal-leute“ genannt werden.

## c) Unterscheidung der Waldenser als besondere Sekte; ihre Glaubenslehre.

Einige (s. J. Brez S. 47) wollen den Ursprung der Waldenser unmittelbar von dem Apostel Paulus herleiten; dieser sagt nemlich in der Epistel an die Römer Kap. 15. V. 24:

Wenn ich reisen werde in Hispanien, will ich zu euch kommen. Denn ich hoffe, daß ich da durchreisen, und euch sehen werde, und von euch dorthin geleitet werden möge, so doch, daß ich zuvor mich ein wenig mit euch ergötze.  
und ebenda V. 28:

Wenn ich nun solches ausgerichtet, und ihnen diese Frucht versiegelt habe, will ich durch euch in Hispanien ziehen.

Wenn nun, wie angenommen wird, der Apostel zu Lande von Rom nach Spanien reiste, so kam er durch Piemont, und hieraus wollen Einige, in Verbindung als

verdings mit Traditionen und Erzählungen in den Thälern, herleiten, daß die Waldenser ihre Glaubenslehre unmittelbar von dem Apostel Paulus erhalten hätten. — Andere sagen, die unter Nero und Domitian verfolgten Christen hätten sich von Rom aus in diese verborgenen Alpenthäler geflüchtet, und seien die Stifter des Waldensischen Glaubens. Noch Andere meinen — wogegen aber die Waldenser selbst, wie z. B. Leger, sich sehr lebhaft erklären — aus dem Orient vertriebene Arianer, oder gar Manichäer, Catharer u. seien die Gründer der Waldenser Kirche.

Wie dem immer sei; — es ist in der That wenig erheblich, zu forschen und zu ermitteln, ob und welche Spuren der Waldenser Kirche in den frühesten Jahrhunderten nach Christo in den Piemonteser Thälern schon vorhanden waren — denn es ist historisch gewiß, daß bis zum Ende des achten Jahrhunderts — ja selbst später noch — die Waldenser als besondere Sekte in der christlichen Kirche nicht entschieden hervortreten.

Die Hauptlehren und Sätze der römisch-katholischen Kirche, welche von den evangelischen Glaubensbekennern, und so auch von den Waldensern, von jeher besonders angegriffen wurden, namentlich: die Verehrung der Heiligen, die Messe; die Untrüglichkeit und der Primat des Papstes, waren bis zu Ende des achten Jahrhunderts in der christlichen Kirche noch nicht so entschieden allgemein anerkannt, daß diejenigen, welche diese Lehren nicht unbedingt annahmen, sofort als Ketzer und besondere Sekte wären bezeichnet worden. Erst als durch das zweite Concil zu Nicaea im Jahre 787 die noch kurz vorher von 338 Bischöfen auf dem Concil zu Constantinopel

verdamnte Bilderverehrung wieder eingeführt wurde, erscheinen die Waldenser in der Geschichte bestimmter als von der herrschenden Kirche abweichende christliche Glaubensbekenner. Jene Lehre der Bilderverehrung fand nämlich im Abendlande heftigen Widerspruch schon auf einer Spanischen Synode; in Deutschland auf dem Concil zu Frankfurt am Main unter Karl dem Großen; in Frankreich, woselbst sie der Bischof Agobard von Lyon; und in Oberitalien, woselbst sie Claudius, Bischof von Turin, Zeitgenosse und Freund Karls des Großen, vorzüglich bekämpfte. Wie gegen die Verehrung der Bilder, der Reliquien und des Kreuzes, so auch erklärte sich Claudius lebhaft gegen die Anrufung der Heiligen, gegen die Wanderungen nach Rom und den aufkommenden Primat des Papstes. Er leugnete es, mit seinen Anhängern durch diese Ansichten eine besondere Sekte bilden zu wollen, behauptete vielmehr, daß seine Lehre die rein apostolische sei, von der die römische Kirche abweiche.

Zu der Diöces des Bischofs Claudius von Turin gehörten die Thäler Lucern, Perugia und St. Martin. In diesen wurde von den Thalbewohnern, den Waldensern, die Lehre des Claudius festgehalten, und von ihren Geistlichen (Barben oder Dnkeln genannt) nach diesen Grundsätzen und der rein biblischen Lehre die christliche Religion ausgeübt. Während im 9ten, 10ten und 11ten Jahrhundert die römisch-katholische Kirche immer mehr nach ihrer späteren Lehre und ihrem späteren Ritus sich ausbildete, insbesondere die Messe allgemein eingeführt wurde, endlich unter Gregor VII. gegen Ende des elften Jahrhunderts die Hierarchie mit Einführung des Eölibats der Geistlichen und dem Satze Gregors, daß der Papst

mit apostolischer Gewalt untrüglich, von Gott gesetzt und über Kaisern und Königen sei, vollendet ward, blieben die Waldenser — in ihren Gebirgen und Thälern weniger bemerkt — bei den von Claudius übernommenen Lehren und bei reiner Befolgung des Evangelii. — Jetzt erst, nach Gregor VII., erregen sie entschiedener die Aufmerksamkeit der Römisch-Katholischen, und treten noch bestimmter wie bisher als besondere Religionsparthei auf. Es ist ein Katechismus vom Jahre 1100 und ein Glaubensbekenntniß vom Jahre 1120 von ihnen bekannt, die in den Anlagen A. und B. abgedruckt sind, nach denen ihre Glaubenslehre von der römisch-katholischen wesentlich schon damals sich durch folgende Dogmen unterschied:

Die Bibel allein, alten und neuen Testaments, ist Grundlage christlichen Glaubens. — Die apocryphischen Bücher des alten Testaments, welche von den Hebräern nicht recipirt worden, lesen sie zur Unterweisung des Volks, wenn gleich nicht, um die Autorität der kirchlichen Lehren damit zu bestätigen.

Sie haben nur zwei Sacramente: die Taufe und das heilige Abendmahl.

Die Sacramente sind Zeichen oder sichtliche Formen heiliger Dinge, welches der Christ zur Erhebung und Erbauung von Zeit zu Zeit sich bedienen soll. — Kann der Christ letzteres aber nicht, so kann er doch selig werden.

Es giebt keinen anderen Mittler und Anwalt bei Gott dem Vater, als Jesus Christus. — Die Jungfrau Maria ist heilig, demüthig und voller Gnade; — so auch hoffen alle Heiligen im Himmel die Auferstehung.

Sie glauben nach diesem Leben ein Paradies für die Erretteten, eine Unterwelt für die Verurtheilten; — sie



läugnen ganz und gar das Fegfeuer, „erdacht vom Antichrist, und erfunden gegen die Wahrheit.“

Sie glauben eine Gemeinschaft der Heiligen, gestatten aber nicht eine göttliche Verehrung und Anbetung der Heiligen.

Der Papst hat, nach ihrer Lehre, keine übermenschliche Gewalt noch Ansehen, weder durch Worte noch Segnungen.

Prediger und Geistliche sollen sich vor Anderen auszeichnen durch den wahren Sinn vom Glauben, durch reine Lehre, durch ein Gott gefälliges Leben, das Anderen zum Beispiel diene. — Hieran, und an einer „gebührenden“ Verwaltung der Sacramente sind sie zu erkennen. — Die „nicht gebührende Verwaltung der Sacramente“ aber ist, wenn die Priester die Menschen lehren und bewegen, wen anders zu verehren, als Gott den Vater, Gott den Sohn und den heiligen Geist; wenn sie nicht den Sinn Christi haben, nicht seine Absicht bei den Sacramenten erkennen, und sagen: die Gnade und Wahrheit sei eingeschlossen allein in diesen äußeren Ceremonien — und wenn sie die Menschen dahin bringen, ohne Wahrheit des Glaubens, der Hoffnung und der Liebe die Sacramente zu empfangen.

Sie verachten in christlicher Lehre menschliche Traditionen, als antichristlich, durch welche sie beunruhigt würden, und die der Freiheit des Geistes präjudicirlich seien.

Ebenso, meinen sie, seien in der christlichen Kirche zu verabscheuen alle die Dinge, die von Menschen erdacht und erfunden werden, und denen dennoch göttliche Kraft bei-

beigelegt wird, und sei vor Gott von ihnen nicht zu sprechen, als:

die Feste und Vigilien der Heiligen;

das geweihte Wasser;

die Lehre, daß man sich an gewissen Tagen des Fleisches und ähnlicher Speisen enthalten müsse; insbesondere

die Messen. —

Um dieselbe Zeit etwa, von welcher der eben erwähnte Katechismus und das erste Glaubensbekenntniß der Waldenser datirt sind, das heißt, gegen Ende des elften und im zwölften Jahrhundert, traten in Frankreich mehrere Religionslehrer auf, welche sich gegen die Dogmen der römisch-katholischen Kirche erklärten, und Anhänger fanden, die, den Waldensern ähnliche, Sekten bildeten. — So schrieb und lehrte Berengar von Tours, nachher Archidiaconus von Angers, welcher 1088 starb, gegen das Dogma der Transsubstantiation (der wirklichen Verwandlung des Brodtes und Weines bei dem heiligen Abendmahle in den Leib und das Blut Jesu Christi).

Seine Lehre verbreitete sich, und ein alter Schriftsteller sagt: „Von Anhängern des Berengar sprechen, sei soviel als von Waldensern reden“; — ein Beweis, daß seine theologischen Ansichten überhaupt mit denen der Waldenser sehr übereinstimmen mußten.

Nach Berengar folgte Peter von Brugs, Geistlicher zu Toulouse, welcher, ganz wie die Waldenser, die Lehre vom Gegefeuer, die Bilderverehrung, die Anrufung der heiligen, die Messe, die Transsubstantiation, die Auctorität des Papstes verwarf. — Seine Anhänger hießen Petrobrusier, und verbreiteten sich sehr im südlichen Frank-

reich, in Languedoc, Provence, Dauphiné. Peter von Bruns ward vielfach verfolgt, und starb zuletzt den Märtyrertod 1124 zu St. Gilles in Languedoc.

Nach Pierre de Bruns erschienen als Nachfolger desselben und Vertheidiger derselben Lehre Henri de Bruns, auch bloß Henri genannt, und Arnaud de Bresse, deren Letzterer im Jahre 1155 als Ketzer gekreuzigt wurde. Einer seiner Schüler, Esperon, verbreitete seine Lehre, und hießen die Anhänger dieser verschiedenen Lehrer Henricianer, Arnoldisten, Esperonisten. — Viele derselben, insbesondere die Anhänger von Pierre de Bruns, Henri und Arnaud, wohnten in der Stadt Albi in Languedoc und der Umgegend, und bekamen von diesem Wohnort und dem Ländchen Albigeois den Namen der Albigenser, von denen gewiß ist, daß, wenn sie auch in ihrem ersten Ursprunge nicht mit den Waldensern Piemonts zusammenhingen, sie doch in den wesentlichsten Stücken der Glaubenslehre mit ihnen übereinstimmten.

Wichtiger noch für die Geschichte der Waldenser, als eben bezeichnete Sektenstifter, ist Peter Waldo. Er lebte in der Mitte des zwölften Jahrhunderts in Lyon, war daselbst ein reicher Kaufmann, und hatte durch seine ausgedehnten Handelsverbindungen Gelegenheit, viel mit Fremden zu verkehren, wie er denn wahrscheinlich auch auf diese Weise nähere Kenntniß erhielt von den evangelischen Sekten im südlichen Frankreich und von der Lehre der Waldenser. Nach der Waldenser Chronik (gedruckt 1655) ward Waldo, als er einst mit mehreren Freunden beim fröhlichen Nachteffen war, von dem Entschlus, sich ganz dem beschaulichen Leben zu widmen, plötzlich ergriffen, da einer der Anwesenden eines schnellen und uner-

warteten Todes starb. Ob und wie weit diese Erzählung wahr sei, mag dahin gestellt bleiben; gewiß ist, daß Peter Baldo, der zuerst 1160 genannt wird, nach dieser Zeit seine Geschäfte aufgab, dem Volke auf Straßen und Märkten das Evangelium predigte, sich, ganz im Sinne der alten Waldenser, gegen die Hauptlehren der römisch-katholischen Kirche erklärte, einzelne Stücke des alten und neuen Testaments in die Volkssprache übersetzen ließ, und diese Uebersetzungen unter das Volk vertheilte, wie er denn auch seinen gesammelten Reichtum ganz an die Armen verschenkte. Er fand unter dem Volke großen Anhang; worauf ihm der Erzbischof von Lyon im Jahre 1172 das fernere Lehren verbot. — Baldo verbarg sich bei Freunden drei Jahre hindurch, und lehrte fort, behauptend: er müsse Gott mehr gehorchen als den Menschen. Hierauf sprach Papst Alexander III. im Jahre 1175 den Bannfluch aus über Baldo und seine Anhänger, die nun ihre Rettung in der Flucht suchten. Zunächst begaben sie sich in die nicht sehr entfernt von Lyon belegenen Thäler des Delphinats und Piemonts. Insbesondere setzten sie sich fest in den Thälern Val Louise und Graissinières, westlich von Briançon, und Mont Dauphin, mehr noch in dem (auf der beigefügten Charte ersichtlichen, damals noch zu Frankreich gehörigen) Thale Pragelas, nördlich von dem Waldenser Thal St. Martin; auch die Thäler Queyras, Mathias und Méane besetzten sie. — Viele vereinigten sich mit den alten Waldensern in den Thälern St. Martin, La Peyrouse und Lucerna. Baldo selbst verließ bald wieder die Thäler des Delphinats, und blieb ein Wanderer für den Rest seines Lebens. Er floh zuerst nach der Picardie, woselbst seine

Anhänger unter dem Namen der Picarden bekannt geworden sind, auch sich von da zum Theil nach Holland verbreiteten, und begab sich dann bald durch Deutschland nach Böhmen, woselbst er vor dem Jahre 1180 gestorben sein soll.

Einige wollen von ihm den Ursprung der Böhmisches Brüder herleiten. — Ist dies auch nicht nachzuweisen, so ist doch gewiß, daß Anhänger von ihm sich längere Zeit in Böhmen gehalten und sich auch in den anderen östlichen Provinzen Deutschlands verbreitet haben. — Selbst in den Marken waren Anhänger Peter Waldo's.

In Schmidt's Brandenburgischer Kirchen- und Reformationsgeschichte findet sich hierüber S. 84 folgende Bemerkung: „als nachgehends die folgenden Päpste mit aller Macht die Waldenser allenthalben zu verfolgen und auszurotten bemühet waren, findet man, daß sonderlich in der Mark viele angetroffen worden, die sich zu dieser Lehre bekannt haben.“ Nach einer Nachricht von Joh. Wolf, wurden 413 Waldenser in Pommern, der Mark und benachbarten Orten im Jahre 1391 über ihre Irrlehren vernommen. Viele dieser Waldenser sollen in Angermünde gewesen sein, welche Stadt deshalb auch damals oft Ketters- oder Ketzers-Angermünde genannt worden ist. In der Neumark soll es damals 14 solcher Ketzersdörfer gegeben haben, die sich nachher den Hussiten angeschlossen.

Die Vermehrung der Waldenser in den Thälern Piemonts durch die Anhänger Peter Waldo's bewirkte, daß die Waldenser auch von dort aus sich bald weiter ausdehnten. Zunächst (cf. Gilles Cap. III., IV. und

XXXVI.) begaben sich viele in das Marquisat Saluzzo, südlich vom Thale Lucerna, und haben in diesem — damals von eigenen Herren regierten — Ländchen die Orte Pravillelm, Biolets und Bietone Jahrhunderte hindurch inne gehabt. — Um das Jahr 1300 gingen mehrere selbst nach Calabrien (s. Leger), und haben dort einige Colonieen, St. Sirte, la Garde, le Patricio, les Rouffes, l'Argentine u. bis zum Jahre 1560 besessen. Ja, selbst in Spanien, namentlich in Sevilla, haben Waldenser im 13ten und 14ten Jahrhundert gelebt.

So fanden sich denn die Waldenser und die ihnen verwandten Sekten an vielen Stellen Europa's, als die Vorgänger der Reformation: Wiclef (†. 1384), Huß (†. 1415) und Hieronymus von Prag (†. 1416) auftraten. — Wenn gleich schon vielfach verfolgt und in mehreren Gegenden ausgerottet, waren sie doch noch sehr verbreitet, als die große Kirchenreformation im Anfange des 16ten Jahrhunderts in Deutschland begann; ja, es ist nicht ohne allen Grund, wenn gleichsam eine der Wurzeln der großen Reformation, der erste Anfang und Ursprung derselben von einer Seite wenigstens bei den Waldensern gesucht wird.

Calvin nämlich steht in mehrfacher Hinsicht mit den Waldensern in Beziehung. Noch in neuester Zeit (1798. cf. Jacques Brez, Histoire des Vaudois, Préface XXII.) gab es mehrere Familien seines Namens in den Waldenser Thälern, in welchen die Meinung herrscht, daß seine Voreltern von dort nach der Picardie gewandert seien. Auch nennt Calvin selbst, wie Brez anführt, in der Vorrede zur ersten französischen Bibel, sich verwandt mit dem Uebersetzer, Olivetan, der ein Waldenser war, und

es ist nicht zu verkennen, daß die Meinungen und Ansichten Calvins über das Abendmahl, die Lehre von den guten Werken, die Prädestination, mit den Dogmen der Waldenser, wie solche um diese Zeit sich ausgebildet hatten, in vieler Hinsicht übereinstimmen. — Die Waldenser haben nämlich während der Reformation auf einer Versammlung zu Angrogne am 12. December 1532 das sub C. abgedruckte, von ihren Predigern und Familienhäuptern unterschriebene Glaubensbekenntniß beschworen, in welchem sie, ähnlich den von Calvin verbreiteten Lehren, die Dogmen aussprachen: Es seien nur zwei Sacramente, die Taufe und das Abendmahl, welches zum Zeugniß, daß der dasselbe Genießende in der heiligen Gemeinde verbleiben wolle, in welche er durch die Taufe eingegangen sei, und zur Erinnerung an die Leiden Jesu Christi empfangen werde; daß alle guten Werke von Gott kommen; daß die Guten von Ewigkeit her zur Seligkeit berufen seien, und wer den Menschen freien Willen belege, die Prädestination und Gottes Gnade läugne u. s. f. Auch in der einfachen Anordnung des äußeren Gottesdienstes nähern sie sich den Reformirten.

Luther hat in seinen Schriften die Waldenser mit Picarden und Böhmischem Brüdern zusammengeworfen, auch eine eigene Schrift „vom Anbeten des Sacraments des heiligen Leichnams Jesu Christi an die Brüder in Böhmen und Mähren, Waldenses genannt“ verfaßt, in welcher er bei der Lehre vom Abendmahl es heftig angreift, daß sie die Worte: das ist mein Leib, das ist mein Blut, nicht wollen im strengen Sinne nehmen, sondern meinen, es solle soviel gelten, als „das bedeut meinen Leib u.“ Dagegen erklärt er sich einig mit ihnen

in Bezug auf die Lehre der Dreieinigkeit, das Verwerfen der päpstlichen Autorität und menschlicher Satzung und Tradition und das Verwerfen des Fegfeuers, der Messen, Vigilien, Anrufung der Heiligen; er empfiehlt ihnen, dafür zu sorgen, daß ihre Prediger und „geschickte Knaben“ die alten Sprachen treiben mögen, da, wer die Schrift predigen und auslegen solle, Hülfe haben müsse aus lateinischer und griechischer und hebräischer Sprache, — und schließt mit einem, auch anderen Orts von ihm ausgesprochenen Lobe des guten, frommen Wandels der Waldenser. „Denn, weil ich höre“, sagt er gegen das Ende seiner Schrift, „daß von Gottes Gnaden bei euch so ein seiner, züchtiger, äußerlicher Wandel ist, daß man nicht so schwälget, frist und säufft, flucht und schwähret, prangeget und öffentlich übel thut, wie bei uns, sondern ein jeglicher sich seiner Arbeit nähren muß, wo er kan, und nicht solche müßige Gräßlinge und Bauchlinge habt, wie wir, und auch niemand darben lasset. Habe ich mich nicht mögen enthalten, und aus christlicher Pflicht auch anzeigen, was mich dünckt, das noch an eurem innerlichen Wandel des Glaubens und der Lehre, Mängel habe, welchen ich je gerne aufs allerlauterste sehen und hören wolte“ u.

#### d) Sitten der Waldenser.

Hatte Luther bei diesen Worten auch nicht die Waldenser Piemonts im Auge, so paßt doch, was er sagt, auch auf diese. — Im Zusammenhange mit ihrer Glaubenslehre steht die Einfachheit ihrer Sitten und die Frömmigkeit ihres Wandels, der von jeher gerühmt und selbst von ihren bittersten Feinden oft anerkannt worden ist. — Die



Kirchlichen Verhältnisse, die kirchliche Ordnung, mag an wenigen Orten so tief und allgemein in das Leben und die Familien eingreifen, als bei den Waldensern. — Von jeher waren die Geistlichen, denen herzliche Anhänglichkeit der Gemeiniglieder in früherer Zeit den Namen *Barbes* oder *Dafel* beilegte, die Vertrauten der Familien, namentlich sonst oft die Schiedsrichter in Streitsachen auch über Mein und Dein, die Wächter der Sitte. Die Armut theilen sie mit ihren Gemeingliedern; denn noch heute sind 1040 Francs, also etwa 270 Rthlr., jährlich, nebst dem Gebrauche eines Wohnhauses, das höchste fixirte Einkommen, welches ein Waldenser Prediger erreichen kann. Gebühren bei Begräbnissen, Taufen oder Heirathen erhalten sie nicht; aber in hoher Achtung bei denen, deren inneres Heil ihnen anvertraut ist, üben sie unverdrossen die gewissenhafteste, treueste Seelsorge. Keiner von ihnen hat weniger als 700 bis 800 Menschen abzuwarten, und diese sind bei vielen Gemeinen wegen der geringen Ergiebigkeit des Bodens auf einer großen Ausdehnung von schwer zugänglichen Gebirgen und Thälern zerstreut.

Bis zum Jahre 1630 ward der Gottesdienst bei den Waldensern in der Volkssprache gehalten. Damals starben ihre *Barbes*, mit Ausschluß zweier Greise, die dem Predigtamte nicht mehr vorstehen konnten, an der Pest (cf. J. Brez S. 90); seitdem werden die Waldenser Geistlichen in Genf gebildet, und der Gottesdienst wird in französischer Sprache gehalten. Wird auch in wenigen Waldenser-Familien Französisch gesprochen, so verstehen sie es doch, zumal da viele ihrer Bücher in dieser Sprache geschrieben sind.

Vier Male des Jahres war es früher bei den Wal-

den fern Sitte, das Abendmahl zu nehmen. Vor dem Genuße desselben zu Oftern, bisweilen auch vor Weihnachten, pflegten die Geistlichen in allen Gemeinen im Hause des Anciens oder in der Kirche die Eingepfarrten, Männer, Frauen, Kinder, Herren und Dienende zusammenkommen zu lassen, von ihnen ihr Glaubensbekenntniß zu fodern, und sich mit ihnen über religiöse Gegenstände zu unterhalten. Diese Sitte besteht jetzt nur noch bei einigen Gemeinen. — Ebenso waren sonst kirchliche Strafen angeordnet. Ein Ehebrecher mußte drei Sonntage auf besonderer Bank vor der Kanzel sitzen und nach dem Gottesdienste mit lauter Stimme Gott und seinen Mitbrüdern Abbitte thun, worauf ihm der Geistliche Vergebung ankündigte. Wer bloß gegen die Keuschheit gesündigt hatte, mußte nur einen oder zwei Sonntage, wie oben bezeichnet, erscheinen. Diese Sitte ist abgekommen; — immer aber noch halten die Waldenser, Männer und Jungfrauen, die Tugend der Keuschheit überaus hoch, und zeichnen sich in Sittenreinheit sehr aus vor ihren Nachbarn.

In früherer Zeit waren auch alle Charten- und ähnliche Spiele, ja selbst der Tanz, streng verboten. In Hinsicht auf beide sind sie jedoch in neuerer Zeit nachsichtiger geworden. Dagegen halten sie bis auf den heutigen Tag den Sonntag heilig, besuchen den Gottesdienst sehr regelmäßig, und wie sie, von früh auf mit der heiligen Schrift bekannt, oft Sprüche aus derselben im gewöhnlichen Leben gebrauchen, so sind sie sehr bedacht, nie zu fluchen, gotteslästerlich zu sprechen, oder auch nur unnützer Weise im Laufe des Gespräches durch Schwüre zu betheuern, wenn gleich sie vor dem Richter zu schwören nie verwei-

Kirchlichen Verhältnisse, die kirchliche Ordnung, mag an wenigen Orten so tief und allgemein in das Leben und die Familien eingreifen, als bei den Waldensern. — Von jeher waren die Geistlichen, denen herzliche Anhänglichkeit der Gemeinmitglieder in früherer Zeit den Namen Barbes oder Onkel beilegte, die Vertrauten der Familien, namentlich sonst oft die Schiedsrichter in Streitsachen auch über Mein und Dein, die Wächter der Sitte. Die Armut theilen sie mit ihren Gemeingliedern; denn noch heute sind 1040 Francs, also etwa 270 Rthlr., jährlich, nebst dem Gebrauche eines Wohnhauses, das höchste fixirte Einkommen, welches ein Waldenser Prediger erreichen kann. Gebühren bei Begräbnissen, Taufen oder Heirathen erhalten sie nicht; aber in hoher Achtung bei denen, deren inneres Heil ihnen anvertraut ist, üben sie unverdrossen die gewissenhafteste, treueste Seelsorge. Keiner von ihnen hat weniger als 700 bis 800 Menschen abzuwarten, und diese sind bei vielen Gemeinen wegen der geringen Ergiebigkeit des Bodens auf einer großen Ausdehnung von schwer zugänglichen Gebirgen und Thälern zerstreut.

Bis zum Jahre 1630 ward der Gottesdienst bei den Waldensern in der Volkssprache gehalten. Damals starben ihre Barben, mit Ausschluß zweier Greise, die dem Predigtamte nicht mehr vorstehen konnten, an der Pest (cf. J. Brez S. 90); seitdem werden die Waldenser Geistlichen in Genf gebildet, und der Gottesdienst wird in französischer Sprache gehalten. Wird auch in wenigen Waldenser-Familien Französisch gesprochen, so verstehen sie es doch, zumal da viele ihrer Bücher in dieser Sprache geschrieben sind.

Vier Male des Jahres war es früher bei den Wal-

denſern Sitte, das Abendmahl zu nehmen. Vor dem Genuſſe deſſelben zu Oſtern, biſweilen auch vor Weiſnachten, pflegten die Geiſtlichen in allen Gemeinen im Hauſe des Anciens oder in der Kirche die Eingepfarrten, Männer, Frauen, Kinder, Herren und Dienende ſamentommen zu laſſen, von ihnen ihr Glaubensbekenntniß zu fodern, und ſich mit ihnen über religiöſe Gegenſtände zu unterhalten. Dieſe Sitte beſteht jezt nur noch bei einigen Gemeinen. — Ebenſo waren ſonſt kirchliche Strafen angeordnet. Ein Ehebrecher mußte drei Sonntage auf beſonderer Bank vor der Kanzel ſißen und nach dem Gottesdienſte mit lauter Stimme Gott und ſeinen Mitbrüdern Abbitte thun, worauf ihm der Geiſtliche Vergebung ankündigte. Wer bloß gegen die Keuſchheit geſündigt hatte, mußte nur einen oder zwei Sonntage, wie oben bezeichnet, erſcheinen. Dieſe Sitte iſt abgekommen; — immer aber noch halten die Waldenſer, Männer und Jungfrauen, die Tugend der Keuſchheit überaus hoch, und zeichnen ſich in Sittenreinheit ſehr aus vor ihren Nachbarn.

In früherer Zeit waren auch alle Charten- und ähnliche Spiele, ja ſelbſt der Tanz, ſtreng verboten. In Hinſicht auf beide ſind ſie jedoch in neuerer Zeit nachſichtiger geworden. Dagegen halten ſie bis auf den heutigen Tag den Sonntag heilig, beſuchen den Gottesdienſt ſehr regelmäßig, und wie ſie, von früh auf mit der heiligen Schrift bekannt, oft Sprüche aus derſelben im gewöhnlichen Leben gebrauchen, ſo ſind ſie ſehr bedacht, nie zu fluchen, gottesläſterlich zu ſprechen, oder auch nur unnützer Weiſe im Laufe des Geſprächs durch Schwüre zu betheuern, wenn gleich ſie vor dem Richter zu ſchwören nie verwei-

gern. — Die Rache ist gegen ihr Glaubensbekenntniß, und ihre Geschichte ist nicht ohne Beispiele, daß sie sich derselben enthalten. Dies schließt aber nicht aus, daß sie nicht tapfere Soldaten seien; wie sie denn nicht nur oft zu ihrer Erhaltung die Waffen ergreifen mußten, sondern überall in den Kriegen ihrer Landesfürsten, in denen sie mitgefochten, durch unerschrockenen Muth vor dem Feinde ihre Unterthanentreue oft bewährt haben.

---

## C. Schicksale und Verfolgungen

der Waldenser bis zum Jahre 1560; — mit  
Einschluß des Albigenser-Krieges.

Vielfach und hart sind die Verfolgungen, welche die Waldenser und die ihnen verwandten Glaubensgenossen Jahrhunderte hindurch in Europa erduldet haben. — Diese Verfolgungen traten zuerst nach Peter Waldo ein; sie begannen in Frankreich gegen die Albigenser, deren Geschichte doch des Zusammenhanges wegen nicht wird können umgangen werden. Schon am Ende des dreizehnten Jahrhunderts waren diese vernichtet; gleichzeitig, dann auch im vierzehnten, und den ersten Jahren des funfzehnten Jahrhunderts, wurden die Waldenser und wer ihnen ähnlich, einzeln mit Feuer und Schwerdt verfolgt, wo sie sich zeigten, vertrieben aus Spanien, Holland und anderen Gegenden. — Während sie schon immer in der Zeit dieser Verfolgungen in den Piemontesischen Thälern, ihren ursprünglichen Sizen, beunruhigt worden, bricht hier Ende des funfzehnten Jahrhunderts der erste heftigere Angriff gegen sie aus; sie verlieren im sechszehnten Jahrhundert — nachdem sie in Calabrien vernichtet worden — das ihren ersten Wohnorten angränzende Thal Saluzzo; werden im siebenzehnten beschränkt in ihren Thälern St. Martin, Lucern und La Peyrouse, und selbst

noch im achtzehnten Jahrhundert aus den wenigen Ortschaften vertrieben, die einige, nördlich ihrer alten Wohnsitze, im Thal Pragelas längere Zeit inne gehabt hatten; so daß sie jetzt seit länger denn einhundert Jahren wiederum nur auf den Stellen sich finden, wo ihre Vorfahren — wie ihre Geschichtschreiber sagen — seit den Zeiten der Apostel gelebt haben.

Schon Papst Alexander III. erließ 1179 harte Verordnungen gegen die Waldenser, Albigenser, Catharer etc. Erst unter Papst Innocenz III. aber werden die Verfolgungen allgemeiner. Dieser, einer der wichtigsten und kräftigsten Päpste des Mittelalters, welcher von 1198 bis 1216 auf dem römischen Stuhle saß, und diesen schon im acht und dreißigsten Lebensjahre bestieg, aufmerksam auf die immer mehr sich verbreitenden Ketzereien, richtete sein Augenmerk zunächst auf die Albigenser, zumal da ihm gemeldet wurde, daß nicht bloß Leute niederen Standes, sondern auch Vornehme, Grafen, Barone und Ritter der Irrlehre anhängen. Zu diesen gehörte Graf Raimund von Toulouse, der Graf von Foix, der Vicomte von Beziers, Gaston Herr von Bearn und mehrere, die im südlichen Frankreich mit großer Unabhängigkeit ihre zum Theil sehr bedeutenden Ländereien beherrschten und die Albigenser beschützten und begünstigten. Andere Fürsten und Große Frankreichs, wie der Herzog von Bourgogne, der Graf von Argerre, der Graf von Poitiers, und insbesondere Graf Simon von Montfort, waren Feinde der die Albigenser beschützenden Grafen und Herren, und so auch Gegner jener Glaubensparthei. Auch König Peter von Arragonien nahm Parthei für die Albigenser. — Papst Innocenz III. versuchte nun zuerst den Weg der

Güte, und sandte Geistliche in das südliche Frankreich, welche die Albigenſer durch Predigten und Unterricht zur Römischen Kirche zurückführen ſollten. Der Erfolg war ungünstig. Einzelne Wenige nur aus der niedrigſten Volksklaſſe ließen ſich bekehren; die übrigen blieben ihrem Glauben treu, und ſchlugen vor, eine Zuſammenkunft der von Rom Abgeſandten mit ihren Predigern anzuordnen, damit dieſe ihre Anſichten rechtfertigen möchten. Der Vorſchlag ward angenommen; die Zuſammenkunft fand Statt zu Montreal, in der Nähe von Carcaſſonne, im Jahre 1206, die Diſcuſſion aber fiel zum Vortheil der Albigenſer aus. Während hierauf nun noch ähnliche Conferenzen zu Gerignan und Pamiers gehalten wurden, ließ Innocenz III. das Kreuz predigen gegen die Albigenſer, und aller Streit in Worten, alle Unterredungen, Conferenzen und Diſputationen wurden unterbrochen, da an den Gränzen Frankreichs ein gewaltiges Kreuzheer ſich ſammelte, angeführt von einem päpſtlichen Legaten, der mit ausgedehnter Vollmacht verſehen war, und in deſſen Nähe die Feinde des Grafen von Toulouse ſich befanden, inbeſondere Simon von Montfort.

In der von Innocenz III. erlaſſenen Bulle empfahl er den an dem Kreuzzuge Theil nehmenden Chriſten, die Albigenſer mit allen Mitteln, die Gott offenbaren werde, ſchärfer noch zu verfolgen, als die Saracenen, da ſie ſchlechter ſeien, als dieſe. Sie ſollten ſie verjagen vom Felde des Herrn, und ihr Land ihnen abnehmen, das katholiſchen Bewohnern übergeben werden müſſe. — Graf Raimund von Toulouse aber ward in den Bann gethan, als „Mörder eines guten Dieners Gottes“, weil nämlich ein Mönch, Pierre de Chateauneuf, in des Grafen Lande



ungestraft von Albigenfern getödtet worden. Vergebens stellte der Graf vor, daß er an dem Tode des Mönchs unschuldig sei. Um sein Gebiet vor dem Einfall des furchtbaren Kreuzheeres zu bewahren, begab er sich selbst zu dem päpstlichen Legaten nach Valence, erklärte, daß der Mönch in St. Gilles von einem Edelmann getödtet worden, der nachher zu seinen Verwandten nach Beaucaire geflüchtet sei; daß dieser Todtschlag ihm sehr mißfallen habe, es ihm jedoch aller angewandten Mühe ungeachtet nicht möglich gewesen sei, jenen Edelmann einzufangen, um ihn zu bestrafen; daß aber unter allen Umständen seine Bestrafung den Gerichten zu übergeben, und deshalb nicht nöthig sei, sein Land mit einem Kreuzheere zu bedrohen, welches der Legat möge aus einander gehen lassen, da der Graf vor Papst und Kirche sich so rechtfertigen wolle, daß sie zufrieden sein sollten. — Der Legat erwiderte: Graf Raimund habe wohl gethan, sich selbst zu stellen; er werde sich für ihn bei Sr. Heiligkeit verwenden; das Kreuzheer könne aber nicht aus einander gehen, und zur Gewähr seiner Gesinnung müsse er sieben feste Plätze dem päpstlichen Heere übergeben. Graf Raimund sah sich gefangen; er willigte in die harte Bedingung, ja, er erklärte, seine Person und seine Länder wären zu Gehot des heiligen Vaters, der Legat möge nur seine Unterthanen vor den Verwüstungen des Kreuzzuges bewahren. Der Legat versprach hlerin Hülfe so weit als möglich, legte ihm aber zugleich zur Wiedervereinigung mit der Kirche die Buße auf, zu St. Gilles, wo der Mönch Pierre de Chateauneuf begraben lag, im leinenen Kleide, baarfuß, unbedeckten Hauptes, mit entblößten Schultern, neun Mal um das Grab des erschlagenen

Mönche zu gehen und sich geißeln zu lassen. Vergebens protestirte Graf Raimund gegen eine so außerordentliche Buße für eine Sünde, die er nicht begangen; denn er habe den Mönch nicht erschlagen. Der Legat erwiederte: wenn er den Mönch auch nicht selbst getödtet habe, oder habe tödten lassen, so sei der Mord doch in seinem Lande geschehen, und der Mörder nicht von ihm bestraft worden, weshalb er mit Recht für den geschehenen Mord Buße leide. Hierauf unterwarf sich Graf Raimund der ihm auferlegten kirchlichen Strafe; der Legat geißelte ihn mit eigener Hand in Gegenwart vieler Grafen, Barone, Prälaten und des versammelten Volkes, und nun schwur der Graf auf Reliquien, daß er sein Leben lang in allen Dingen dem Papste und der römischen Kirche gehorsam sein, und daß er mit ewigem, tödtlichen, unversöhnlichen Krieg die Albigenser verfolgen wolle, bis sie gänzlich vernichtet, oder zum Gehorsam zur römischen Kirche zurückgeführt seien. — Nun, um ihn zu ehren, ernannte ihn der Legat zum Anführer desjenigen Theils des Kreuzheeres, welcher bestimmt war, Beziers zu belagern.

Graf Raimund von Toulouse war nahe verwandt mit dem Grafen von Beziers. In äußerster Verlegenheit über das ihm übergebene Commando, erklärte er, nach Rom reisen zu wollen, um sich mit dem Papste zu versöhnen. So verließ er das Kreuzheer, welches nun alsobald zur Eroberung von Beziers schritt, und nach Einnahme der Stadt ein furchtbares Blutbad anrichtete. Albigenser und Katholiken, wer in den Weg kam, ward niedergemacht; ja, die eindringenden Soldaten fielen verwundend und tödtend in die Reihen der Priester, Mönche und Geistlichen, die in Procession, „Herr

Gott, dich loben wir!“ singend, den Siegenden entgegenkamen.

Von Beziers ging der Zug des Kreuzheeres nach Carcassonne. Burg und Stadt wurden erobert und mit Feuer und Schwerdt verwüstet; jedoch hatten sich kurz vorher die meisten Bewohner durch einen glücklich aufgefundenen unterirdischen Kanal in der Nachtzeit gerettet, und waren nach Arragonien, Catalonien oder Toulouse geflüchtet.

Nachdem Carcassonne erobert war, erklärte der päpstliche Legat, daß es jetzt eines Feldherrn für die Kirche (chef de guerre pour l'église) bedürfe. Graf Simon von Montfort ward dazu ernannt, und er in den Besitz der Ländereien des Grafen von Beziers gesetzt, der zu dieser Zeit als Gefangener in Carcassonne, nicht ohne großen Verdacht einer Vergiftung, starb.

Da die Zeit, für welche die ersten Kreuzträger nur zum Kriege gegen die Albigenser sich verpflichtet hatten, längst verstrichen war, so ward jetzt (1210) von neuem durch ganz Europa gegen sie das Kreuz gepredigt, und Simon von Montfort eroberte, nachdem er so durch neue Kreuzfahrer die nöthige Verstärkung erhalten hatte, die Stadt Lavaur, die Schlösser Menerbe, Terme und andere.

Unmittelst war Graf Raimund von Toulouse von Rom zurückgekehrt. Papst Innocenz III. hatte ihn freundlich empfangen, mit einem reichen Mantel und kostbaren Ringe beschenkt, ihm volle Absolution ertheilt, und ihn in Rücksicht des Todes des Mönchs Peter von Chateaufort für gänzlich gerechtfertigt erklärt. Graf Raimund zeigte dies dem päpstlichen Legaten an. Es wird aber angeführt, daß der Papst den ersten Geistlichen des Albigenser

genster Kreuzheeres geschrieben habe, sie möchten den Grafen von Toulouse freisprechen, wenn er sich hinlänglich von dem Tode des Peter von Chateauneuf und der Ketzerei, deren er beschuldigt werde, reinigen könne. Genug, der päpstliche Legat und seine Anhänger erklärten dem Grafen Raimund, daß er den Papst getäuscht habe, daß er ihm versprochen habe, was er nie halten werde, und daß er noch eben so der Ketzerei ergeben sei, als ehe er solche abgeschworen. In dem Sturze und der Bestrafung des Grafen Raimund bestehe die Zerstörung der Albigenfer, wogegen, wenn auch die Erde bedeckt würde mit Leichnamen der Albigenfer, würden sie doch überall wieder in Menge hervorkommen, wenn der Graf Raimund bestehe. Es sei daher der Entschluß gefaßt, auszulöschen und von Grund aus zu zerstören das Haus des genannten Grafen. Indessen starb bald nach dieser Erklärung der bisherige Legat bei dem Kreuzheere, Milon; sein Nachfolger, Thedize, schrieb mildere Briefe an den Grafen von Toulouse, weshalb dieser 1211 unter Beistand und in Begleitung des Königs Peter von Arragonien sich persönlich nach Arles begab, um dort mit dem neuen Legaten, wo möglich, in Güte zu unterhandeln. Ein Freund des Grafen verschaffte ihm dort jedoch die Bedingungen, die ihm von dem Legaten vorgelegt werden würden. Sie enthielten unter anderem: daß der Graf sofort alle seine Truppen verabschieden solle, ohne einen einzigen Mann zurückzubehalten; daß er gehorsam und unterthan sein wolle der Kirche, der er allen Schaden und alle Kriegskosten ersetzen wolle; daß er alle Ketzer, und die mit ihnen verbunden, aus seinen Landen verjagen wolle; daß er alle festen Plätze und Schlösser, die ihm gehörten,

schleifen lassen, und dem Legaten und Grafen von Montfort alle die Personen zur freien Willkühr übergeben wolle, welche sie bezeichnen würden. Ferner enthielten diese Bedingungen: daß in seinen Landen nur zwei Arten Fleisch gegessen werden sollten; daß kein Edelmann in seinen Landen in einer Stadt oder einem Schlosse, vielmehr alle, gleich einem Bauer, in schlechten Landhäusern wohnen sollten; daß in seinem Gebiete Niemand, er sei Edelmann oder Roturier, Kleider von Werth trage, vielmehr alle in schwarzen Rappen und schlecht einhergingen; — und, wenn der Graf Raimund von Toulouse alle diese Bedingungen vollzogen und erfüllt habe, dann solle er über das Meer gehen und gegen die Türken Krieg führen, ohne jedoch früher, als der Legat es ihm heißen würde, zurückzukehren, der dann mit dem Grafen von Montfort ihm alle seine Länder und Herrschaften zurückgeben würde, wann ihm belieben werde.

Entrüstet stieg der Graf, nachdem er dies gelesen, sofort zu Pferde, und eilte mit Peter von Arragonien aus der Stadt. Der König sagte ihm in seiner Landessprache: „*Pla hous an pagat.*“ (Sie haben Euch gut bezahlt.)

Graf Raimund rüstete sich nun zum Kampfe, Simon von Montfort aber dachte daran, den König von Arragonien wo möglich von dem Bündniß mit dem Grafen Raimund abzuziehen. Dies gelang ihm durch Vermittelung einer Heirath zwischen seiner Tochter und dem ältesten Sohne des Königs Peter von Arragonien, der nun schwur, die Albigenser nicht mehr zu begünstigen und überhaupt in diesem Kriege der Kirche sich neutral zu halten.

Jetzt zog Simon von Montfort vor Toulouse und belagerte die Stadt; er ward indessen mehrmal zurückgeschlagen, und wandte sich daher mit seiner Heeresmacht gegen den Grafen von Foix, der mit Raimund von Toulouse im Bunde war. Er eroberte Pamiers, Saverdun, Mirepoix, und verwüstete das Land, während der Graf von Foix schwer krank danieder lag. Letzterer genas, und bat nun seinen Lehnsherrn, Peter von Arragonien, welcher längst schon wieder mit dem Verfahren Simons von Montfort, der, unter dem Vorwande der Religion, Land erobern und reich und mächtig werden wollte, höchst unzufrieden war, um Hülfe. Graf Raimund von Toulouse aber, betrübt, daß die Heirath des Sohnes Peters von Arragonien mit der Tochter Simons von Montfort den König von der Sache der Albigenser entfernt hatte, wünschte durch eine andere ähnliche Verbindung seines Hauses den mächtigen Bundesgenossen wieder zu gewinnen. Er erbat daher eine Tochter des Königs für seinen einzigen Sohn Raimund, und erhielt sie. — Nun traten mit vereinigter Macht der König von Arragonien, die Grafen von Toulouse, von Foix und Comminge und der Prinz von Bearn gegen das Kreuzheer zusammen, und nach wechselndem Kriegsglück kam es am 13. September 1213 bei Muret an der Garonne zu einer Hauptschlacht, in welcher Peter von Arragonien blieb und Simon von Montfort einen entschiedenen Sieg über die Verbündeten davontrug. Das Albigenser-Heer ward gänzlich zerstreut; die Grafen von Toulouse, Foix und Comminge flohen eiligst und gerathen auf dem Wege nach Toulouse. Von dort zog sich Graf Raimund nach Montauban zurück; die Andern gingen

in ihre Länder. Graf Simon von Montfort aber verfolgte seine Feinde bis an die Thore der Stadt Toulouse, welche sich ergab und der Plünderung Preis gegeben ward.

Um diese Zeit kamen neue Verstärkungen zum Kreuzheere, namentlich der Dauphin Louis, nachheriger König Ludwig VIII., der bei der Einnahme von Toulouse schon anwesend war; außerdem der Graf von St. Paul, der Graf von Alençon, der Graf von Savoyen, der Vicomte von Melun, der Herr von Montmorenci und Andere.

Der Dauphin verließ nach vierzig Tagen, als der Zeit, welche, nach dem gewöhnlichen Gelübde, zu einem Kreuzzuge gegen die Albigenſer verwandt werden mußte, das Heer; mit der übrigen verstärkten Macht ging Simon von Montfort gegen den Grafen von Foix. Er ſocht indeſſen nicht mit Glück, zumal die Arragonier in die von ihm beſetzten Orte eindringen, um den Tod ihres Königs zu rächen. Gleichzeitig ward er vom Legaten nach Dauphiné berufen, wo mehrere Große, als Ademar von Poitiers und Ponce de Monleaur und die Städte Montelimar und Creſt Arnaud, in denen viel Albigenſer wohnten, die ankommenden Kreuzfahrer aufhielten. Er unterhandelte zunächſt nur mit ihnen, da die abermals einfallenden Arragonier ſeine Rückkehr foderten, ward hierauf nach einem 1214 zu Montpellier gehaltenen Concil vom Papſte in einer Bulle vom April 1215 förmlich mit dem Beſiße aller eroberten Ländereien beliehen und mit den Beinamen beehrt: der rechte Kämpfer Jeſu Chriſti; der unbefiegbare Verſechter des katholiſchen Glaubens (*le dextre gens d'arme de Jesus Christ; invincible*

propugateur de la foy catholique), und ließ sich hierauf vom König von Frankreich mit dem Herzogthum Narbonne, der Grafschaft Toulouse und allen Ländern, welche die Kreuzfahrer von den Römern erobert hatten, belohnen. Im folgenden Jahre 1216 begab er sich abermals nach dem Delphinat, um die Städte Montelimar und Crest Arnaud zu erobern, welches ihm gelang, worauf er, um auch durch verwandtschaftliche Verhältnisse mehr Anhang und Stärke zu erhalten, zwei Söhne und eine Tochter mit Erben und Kindern der ersten Häuser verheirathete. Graf Raimund von Toulouse aber benutzte die Zeit seiner Abwesenheit; er sammelte seine Anhänger in Montauban, rückte vor Toulouse, und zog gegen Ende des Jahres 1217 mit fliegenden Fahnen und unter Jubel und Freudengeschrei der Einwohner in die Stadt. Eilig kehrte Graf Simon von Montfort zurück; er fand aber seinen Tod in den Gefechten vor Toulouse im Juni 1218.

Sein Sohn Almarich von Montfort glück dem Vater bei weitem nicht. — Simon von Montfort war geliebt von den Soldaten, von bewundernswerther Tapferkeit, gefaßt im Unglück, unermüdlich in der Arbeit, vorsichtig und glücklich in seinen Unternehmungen, berechnend und sorgend für alle Bedürfnisse einer Armee, zugänglich für den gemeinen Mann, aber von unverföhnlichem Haß gegen seine Feinde, weil er sie nur verfolgte, um ihr Land und Gut zu haben, welches er nur haben konnte, wenn sie todt waren; — sein Sohn Almarich war tapfer, aber kein Feldherr. Der Krieg ward von ihm ohne Nachdruck geführt, und die Albigenser durften bessere Zukunft hoffen, zumal auch Papst Innocenz III.



schon 1216 gestorben war, und sein Nachfolger Honorius nicht gleiches Interesse an diesem Kriege nahm. Raimund von Toulouse eroberte daher seine Länder größtentheils wieder, so auch der Graf von Foix; Beide aber starben 1220; auch die Mutter des Grafen von Foix, eine eifrige Albigenlerin.

So verlor Graf Almarich von Montfort nach und nach alle Eroberungen seines Vaters, weshalb er zuletzt alle Rechte auf jene Länder, die durch Papst und Concilien ihm gesichert waren, an König Ludwig VIII. von Frankreich abtrat, der ihn dafür zum Connetable des Reichs ernannte. — Ludwig VIII. marschirte nun mit einem ansehnlichen Heere nach Languedoc; belagerte und eroberte 1225 Avignon, ernannte einen Gouverneur für Languedoc, starb jedoch bald nachher auf dem Wege nach Montpensier im September 1226.

Der junge Graf Raimund von Toulouse hoffte nun, während der Minderjährigkeit Ludwigs IX. die Ländereien, die er an Ludwig VIII. schon verloren hatte, wieder zu gewinnen; aber die kluge und kräftige Mutter und Regentin, die Königin Blanca von Castilien, schickte eine bedeutende Heeresmacht an den Gouverneur von Languedoc im J. 1228; der Graf Raimund von Toulouse ward aus seinen Besitzungen immer mehr vertrieben, und zog sich nach Toulouse. Die Stadt ward eng eingeschlossen und die Gegend umher verwüstet. Hunger und Noth wütheten in der Stadt; nirgend war Rettung und Hülfe; da ward dem Grafen und den Toulousern vom päpstlichen Legaten Friede angeboten. — Gedrängt von den verzweifelnden Einwohnern, mußte Graf Raimund ihn mit Dank annehmen. Er mußte sich zu dem Behuf

nach Meaur begeben, und folgende Bedingungen eingehen:

Er unterwarf sich der ihm aufzuerlegenden kirchlichen Buße für das Unrecht, das er der Kirche gethan; er versprach, den katholischen Glauben zu vertheidigen und die Ketzer aus allen seinen Landen zu verjagen, eine bedeutende Geldsumme für die Kriegskosten zu zahlen, mehrere Lehrer der Theologie, des kanonischen Rechts und der Grammatik in Toulouse zu unterhalten, das Kreuz zu nehmen, und den Krieg gegen Lütken und Saracenen zu führen; den Grafen von Foix und seine Verbündeten zu verfolgen und zu bekriegen; 35 bezeichnete feste Plätze zu schleifen und auf 10 Jahre zu übergeben, und seine einzige Tochter Johanna dem König von Frankreich auszuliefern.

Letzteres geschah sofort; das Kind war erst 9 Jahr alt, sie ward nach Paris gebracht, um dort erzogen und späterhin an den Bruder des Königs Alphons verheirathet zu werden, den Raimund zum Erben seines Landes einsetzte.

Zur Erfüllung dieser Bedingungen mußte Raimund neue Anslagen ausschreiben. Diese wurden auf die Albigenser gelegt, letztere überhaupt im südlichen Frankreich, nachdem auch die Grafen von Foix und Comminge und der Prinz von Bearn, die allein gegen den Papst und den König von Frankreich sich nicht halten konnten, mit dem bevollmächtigten Legaten Frieden geschlossen, einzeln verfolgt und nach und nach gänzlich vertilgt, wenn nicht, wie Perrin erzählt, in einzelnen Familien vom Vater auf die Kinder der ächte Glaube bewahrt und der Funke unter der Asche glimmend erhalten worden, da sehr Viele

in den Orten, in denen früher Albigenſer waren, nachher ſofort den reformirten Glauben angenommen haben.

Das Mittel dieſer Verfolgung und Vernichtung im Einzelnen war die Inquiſition. Dominicus de Guzman, ein 1170 geborner edler Spanier, der ſich früh mit Eifer auf die Wiſſenſchaften und die Theologie legte, war entbrannt von Haß gegen die Albigenſer, die er auf einer Reiſe durch das ſüdliche Frankreich kennen gelernt hatte, und wünſchte zu ihrer Belehrung und Vernichtung beizutragen. Er nahm deſhalb Theil an dem Albigenſer-Kriege, und war immer im Gefolge und in der Nähe Simons von Montfort, der ihn ſchätzte und ehrte, ihn in offenen Briefen und Maniſeſten „unſern ſehr lieben Bruder Dominicus“ nannte, und ſich ſeiner mit ſehr gutem Erfolge gegen die Albigenſer bediente. Denn, ſobald er eine Stadt erobert hatte, ſetzte er den Pater Dominicus hinein, damit dieſer durch ſeine Inquiſition die Vernichtung der Ketzer vollendete, ſoweit ſolche durch die Gewalt der Waffen nicht bewirkt war. Die Albigenſer freuten ſich und hofften Erleichterung, als Dominicus im Auguſt 1221 ſtarb; aber der von ihm errichtete, von dem Papſte ſchon 1216 beſtätigte Orden der Dominicaner, deſſen Brüder durch Predigen und Unterricht auf Reiſen das Volk belehren, in Rückſicht des ſtrengen Lebens die Lehren der Waldenſer noch übertreffen, inſbeſondere aber zur Vernichtung der Ketzer thätig ſein ſollten, trat ganz in die Fußſtapfen ſeines Stifters, und ſetzte die Inquiſitionen kräftig fort, vergrößerte und verbreitete ſie.

Raimund von Toulouſe, der Sohn, nachdem er den ſchmachhichen Frieden zu Meaux geſchloſſen, erließ eine

Verordnung, nach welcher bestimmt wurde, daß alle Die, welche ihre Häuser, Scheunen, Gehöfte und Besitzungen den Inquisitoren verschließen, Ketzer vertheidigen, oder, wenn solche ergriffen wären, sie befreien würden, ferner Alle, welche den Inquisitoren Hülfe oder Beistand verweigern, sie nicht vertheidigen würden, wenn sie schrien, oder ihrer Kräfte und Mittel sich nicht bedienen würden, Diejenigen zu bewachen und festzuhalten, welche von den Inquisitoren gegriffen worden, körperliche Strafe und Confiscation ihrer Güter erleiden sollten. Sodann ward 1229 ein Concil zu Toulouse zusammenberufen, wo die Erzbischöfe von Narbonne, Bordeaux, Auch und andere Prälaten sich einfanden, um besser die Inquisitionen noch zu autorisiren und sie durch Verordnungen zu unterstützen. In allen Kirchspielen wurden stehende Inquisitions-Tribunale errichtet, und wer einmal den Inquisitoren verdächtig geworden, oder angegeben war, kam selten oder nie ungestraft davon. Ihre Instruction ging dahin, nie zu gestatten, daß ein Sektirer sich vor dem Volke vertheidige, sie sollten sich nie darauf einlassen, mit einem solchen Andersdenkenden über die Schrift zu streiten, oder ihn aus der Schrift belehren zu wollen; sie sollten das Factum der Ketzerei immer als ausgemacht voraussetzen, und ihre Fragen etwa so stellen: Da du der Ketzerei überführt bist, so zeige an: in welche Stube deines Hauses kommt dein Prediger, wenn er dich besucht? ıc. Nach geringster Anerkennung der Ketzerei, sollten die Ungläubigen dem weltlichen Arm übergeben und ohne Erbarmen zum Tode verurtheilt werden.

König Ludwig IX. von Frankreich bestätigte und erließ harte Verordnungen gegen die Ketzer, und die Al-

bigenfer insbesondere. Immer mehr wurden sie in einer Stadt nach der andern vertilgt. Allerdings widersehten sie sich noch einmal. Ein Bastard des Grafen von Beziers sammelte 1234, was von Albigenfern in seiner Nähe war, worauf abermals das Kreuz in Frankreich und anderen Theilen Europa's gepredigt wurde, um die wieder bewaffneten Albigenfer zu zerstreuen, welches jedoch erst 1242 ganz gelang. Aber noch im folgenden 1243sten Jahre wurden mehrere Mönche und Diener der Inquisition einzeln erschlagen. Die Folge davon war, daß die Anzahl der Inquisitoren und die ihnen nöthigen äußeren Mittel verdoppelt wurden; daß 1250, 1264 und 1276 immer größere Gewalt durch päpstliche Bullen und königliche Verordnungen den Inquisitionen beigelegt wurde, bis sie ihren Zweck vollständig erreicht hatten, und die Albigenfer, als solche, ganz ausgerottet waren. — Das Jahr 1281 wird als dasjenige bezeichnet, in dem zuletzt Albigenfer verfolgt worden sind.

Die Inquisitionen bewährten sich aber für das Interesse der römisch-katholischen Kirche bei den Albigenfer-Verfolgungen so sehr, daß sie sehr bald nach dem Concil zu Toulouse vom Jahre 1229 allgemeiner wurden. Ueberall wurden Inquisitions-Tribunale errichtet, Dominicaner waren vorzugsweise die Mitglieder derselben; außer päpstlichen Bullen erließen Kaiser und Könige, wie namentlich auch Friedrich II. zu Padua am 22sten Februar 1239, die härtesten Edikte gegen die Waldenser (wie sie ausdrücklich benannt werden) und die ihnen verwandten Sekten.

Diese Inquisitionen waren es, welche die Vernichtung der Waldenser in den entfernteren Colonien, in de-

nen sie sich niedergelassen, ihre Beschränkung auf weniger Dörfern in ihren ursprünglichen Piemontesischen Wohnsitzen, und ihre Verfolgung von Seiten der Fürsten Savoyens vorzugsweise herbeiführten.

In Spanien waren schon 1336 und 1393 vollständige Inquisitions-Tribunale gegen die „Waldenser“, wie Leger ausdrücklich bemerkt (Th. II. Cap. XXV.) eingerichtet; in Sevilla wurde 800 Personen zugleich der Prozeß gemacht, und mehrere Spanier der vornehmsten Familien, Christoph von Urobanio, Francisco de Chaves „wegen der Waldenser Lehre“ dem Märtyrertode übergeben. Schon von 1238 an wurden die Anhänger Peter Baldo's, die nach der Picardie und den Niederlanden geflüchtet waren, dort von den Königen Frankreichs und den Grafen von Flandern verfolgt. Der Mönch Robert wird als derjenige genannt, der hier von 1238 so gewaltig gegen sie verfuhr, daß er den Beinamen „le bougre“ erhielt.

Während so in allen Theilen Europa's die Spuren der Waldenser aufgesucht, verfolgt und vernichtet wurden, blieben sie in ihren ursprünglichen Piemontesischen Sitten nicht ungestört. Thomas, Graf von Savoyen, eroberte, nachdem er Ludwig, Dauphin von Frankreich, auf dessen Albigenser-Zuge begleitet hatte, 1233 Pignerol, und erst von dieser Zeit an kommen die Waldenser Thäler unter die Herrschaft des Hauses Savoyen. (Brez, Histoire des Vaudois S. 37. Th. I.; Leger Th. I. Cap. XXV.) Die in den Albigenser-Kriegen aufgekommenen Inquisitionen wurden nun auch in Piemont eingeführt, doch mögen sie anfangs nicht von erheblichen Folgen gewesen sein, wenigstens nicht so gewirkt haben, als man erwar-

tet hatte, da Papst Johann XXII. in einer Bulle vom 8. Juli 1332 erklärte, daß mit aller Strenge die Inquisitoren gegen die Waldenser ferner verfahren und sie den weltlichen Gerichten zur Bestrafung übergeben sollten, da ihre Anzahl in den Thälern Piemonts nach den ihm erstatteten Berichten sich sehr vermehrt habe. — Im ganzen 14ten Jahrhundert ist indessen keine allgemeine und heftige Verfolgung der Waldenser in ihren ursprünglichen Piemontesischen Thälern in den Geschichtsbüchern aufgeführt; 1440 aber überfielen die Römisch-Katholischen in den benachbarten Piemontesischen Thälern von Susa und Sezanne die Waldenser, die auf die Berge flüchteten, deren jedoch viele umkamen; wie denn namentlich angeführt wird, daß 50 Kinder in Wiegen oder mit ihren Müttern an deren Brüsten im Schnee erfroren gefunden wurden. Kleinere Verfolgungen der Art wurden in der zweiten Hälfte des 15ten Jahrhunderts fortgesetzt, bis endlich Papst Innocenz VIII. im Jahre 1487 in der Person des Legaten Alb. v. Capitaneis einen General-Commissar zur gänzlichen Ausrottung der Waldenser ernannte, und in der desfalls erlassenen Bulle den König von Frankreich, den Herzog von Savoyen, überhaupt die Herzöge, Fürsten, Grafen und Herren jener Gegenden, ja alle treuen Christen aufforderte, mit dem Schwerte in der Hand diese höchst verderblichen Kezer von der Erde zu vertilgen; wobei er hinzufügte, daß, sie zu ermutigen, alle diese Streiter das Kreuz auf ihren Kleidern tragen könnten, und alle Prediger diesen Kreuzzug ankündigen und denen, die ihm bewohnten, vollständigen Ablass und Vergebung aller Sünden im Leben wie nach dem Tode verheißen sollten. — Wirklich marschirte ein Kreuzheer, welches

18000 Mann stark angegeben wird, gegen die Waldenser. Diese flüchteten auf ihre Berge, und da die Truppen sie in kleinen Abtheilungen einzeln angriffen, wußten die Waldenser die Vortheile ihres Gebirgslandes so gut zu benutzen, daß die gegen sie angerückte Macht bald zerstreut wurde, und so die drohende Gefahr glücklicher bei ihnen vorbeiging, als nach deren Ankündigung irgend zu hoffen war.

Bald nachher aber, 1507, berührte Ludwig XII., König von Frankreich, auf seinem zweiten Zuge nach Italien, das von Waldensern bewohnte, in der Nähe Piemont's gelegene Thal Louise mit seinem Heere. Das Thal ward damals, aus Haß gegen die Waldenser, Putain-Val genannt; Ludwig XII. ließ ein vernichtendes Blutgericht gegen sie ergehen, und nannte nachher das so gereinigte Thal Louison-Val oder Val Louise. In Piemont selbst aber ermächtigte Herzog Karl III. von Savoyen im Jahre 1534 den Besitzer von Rocheplatte, Pantaleon Bressour, die Waldenser — auf Grund der Aussprüche der Inquisitoren in Turin — mit gewaffneter Hand zu verfolgen. Jener Edelmann überfiel unerwartet mit 500 Mann die Waldenser, deren viele, ehe sie sich sammeln und vertheidigen konnten, ergriffen und getödtet wurden.

Von dem folgenden 1535ten Jahre ab war in den Kriegen zwischen Kaiser Karl V. von Deutschland und König Franz I. von Frankreich Savoyen fast immer in französischen Händen. Franz I. war indessen kein Freund der Waldenser; er veranlaßte mit Papst Paul III. das Parlament von Turin, gegen die Waldenser zu erkennen, welches — dem Verfahren der französischen Parlamente



gegen die evangelischen Sekten im südlichen Frankreich folgend — viele Urtheile gegen die Waldenser fällte und sie vielfach beunruhigte. Diese wandten sich darauf in bittender Vorstellung an den König Franz I., der ihnen aber erwiederte: sie sollten nach den Gesetzen der römisch-katholischen Kirche leben, widrigenfalls er sie wie hartnäckige Ketzer werde bestrafen lassen. Das Turiner Parlament verordnete nun, daß die Waldenser zunächst ihre Prediger fortjagen sollten, und da dies nicht geschah, blieb es bei fortdauernder Verfolgung der Geistlichen und anderer Waldenser.

Während der französischen Herrschaft über Savoyen und Piemont kommen nicht selten die Fälle vor, daß Waldenser nach kurzem Prozesse als Ketzer öffentlich verbrannt wurden. Schonungslos verfuhr Franz I. gegen diejenigen, die in ursprünglich französischen Provinzen lebten, wie denn namentlich die in der Provence oder Dauphiné sich aufhaltenden fortdauernd heftig verfolgt und ausgerottet wurden; insbesondere wird angeführt, daß eine gänzliche Vernichtung der in den Gegenden von Merindol und Gabrières wohnenden Waldenser 1540 angeordnet wurde. — Das Parlament von Aix übertrug die Ausrottung der Sekte dem Baron von Oppeda, der 22 Dörfer verwüsten ließ, und sich die größten Grausamkeiten erlaubte.

Während so in Frankreich fast alle Spuren der Waldenser vernichtet waren, wurde 1560 auch noch die letzte entferntere Colonie derselben in Italien ausgerottet. — Papst Pius IV. übertrug 1560 dem Cardinal Alexandrin die Vernichtung derjenigen Waldenser, welche in Calabrien in St. Sigte, la Garde, Patricio u. sich niederge-

lassen hatten, und hier von den Grundherren wegen der unverhältnißmäßig hohen Abgaben, die sie stets willig gezahlt hatten, Jahrhunderte hindurch ruhig waren geduldet worden. Die Execution fing in St. Sigte mit solcher Heftigkeit an, daß die Einwohner mit Gewalt gezwungen wurden, die Messe zu hören, wogegen sie durch Flucht in die nahegelegenen Waldungen sich zu retten suchten und nur Greise und Schwache zurückließen. Von hier gingen die Vollstrecker des päpstlichen Willens nach la Garde, schlossen die Thore, und erklärten den Einwohnern, daß ihre Brüder in St. Sigte ihren Glauben abgeschworen hätten und zur Messe gegangen wären; — sie sollten ein Gleiches thun. Die Waldenser in la Garde ließen sich verleiten; als sie aber nachher die List erfuhren, traten sie zurück, und nun fielen die Soldaten mit bloßen Schwerdtern und dem Ausruf: Amassa, amassa! (tödtet, tödtet!) über die Wehrlosen her. So ging die Verfolgung weiter. Der Inquisitor Panza ließ 80 Waldenser schlachten und abstecken, wie Schaaf; viele andere wurden auf andere schreckliche Weise des Lebens beraubt; der Eine mit Pech überzogen und so verbrannt, ein Anderer auf einen hohen Thurm geführt, das Crucifix ihm vorgehalten, und als er es nicht anbeten wollte, von der Höhe hinabgestürzt u. s. w. — Genug, im Jahre 1560 ward die letzte Spur der Waldenser in Calabrien vernichtet.

Savoyen und Piemont kamen erst nach dem Frieden von Chateau-Cambresis im Jahre 1559 wieder in die Hände ihrer angeborenen Landesfürsten, und zwar unter Emanuel Philibert, Sohn des oben erwähnten Herzogs Karl III. (†. 1553.)

---

## D. Schicksale und Verfolgungen

der Waldenser in dem Zeitraume von 1560  
bis 1650.

Manuel Philibert, angeregt durch Spanien und Frankreich, welchen Mächten er wesentlich seine Wiedereinsetzung verdankte, verordnete, unter Einwirkung und Billigung des Papstes, bald nach seiner Thronbesteigung, im J. 1559, die Vernichtung der Waldenser; ihre Güter sollten confiscirt und Katholiken übergeben werden.

Die Waldenser nahmen in dieser neuen Verzweiflung zu Gebet und außerordentlichen Gottesverehrungen ihre Zuflucht, und warfen sich dann zu den Füßen ihres Fürsten, ihm eine dringende Bittschrift überreichend, daß er sie ferner in dem freien Gebrauche ihrer Religion leben lassen möge. Eine gleiche Vorstellung überreichten sie seiner Gemahlin Margaretha, Tochter Franz I., Königs von Frankreich, einer aufgeklärten Fürstin, deren Herzgüte den Waldensern bekannt war; aber Alles war vergeblich; der Papst und der König von Spanien drangen wiederholt auf Ausrottung der Waldenser.

Unterdessen bemächtigten sich die Soldaten der Burg von St. Germain während der Nacht. Hier wurden viele Geistliche verbrannt, wobei man die Grausamkeit beging, daß man die Frauen zwang, das Holz zu dem Scheiterhaufen der Männer herbeizutragen. Nicht wenige

Waldenser waren in der Nacht im Hemde aus St. Vermain entflohen; einige von ihnen setzten sich zur Wehr, nachdem sie eine feste Stellung eingenommen, und thaten den gegen sie anrückenden Feinden, nachdem sie in ihrem Angesicht laut ihr Gebet verrichtet, erheblichen Schaden. Viele Soldaten ertranken auf der Flucht im Flusse Aisone.

Jetzt aber errichtete der Herzog von Savoyen, mit dem Beistande des Papstes, Spaniens und Frankreichs, eine mächtige Armee gegen die Waldenser, und übergab deren Anführung dem Grafen de la Trinité, welcher die geschwächten Thalleute anfangs durch List und gute Worte zu gewinnen und zu vernichten hoffte. Er ließ die Vorsteher der Kirchen zusammenkommen, ermahnte sie, die Waffen niederzulegen und ihre Prediger zu verabschieden. Um sie zu diesem Entschlusse zu bewegen, stellte er ihnen vor, in welches Unglück sie sich begeben würden, wenn sie dem Willen ihres Fürsten sich nicht unterwürfen, da er so große Macht in Händen habe; — daß der Papst, der König von Spanien und der König von Frankreich den Herzog zu diesem Kriege veranlaßt hätten, welche ihm ihre Truppen gäben; — daß, nachdem der allgemeine Friede zu Stande gekommen sei, alle jene Fürsten ihre gesammte Macht anbieten würden, sie zu vernichten, wenn sie nicht gehorchten. Andererseits machte er ihnen die schönsten Versprechungen, und ließ sie hoffen, daß Friede und Freiheit ihnen würde zu Theil werden, wenn sie sich unterwürfen. Die Waldenser wurden un-  
einig. Einige, erschreckt durch die Drohungen des Grafen und gereizt durch die gütigen Versprechungen desselben, wollten sich, zur Erhaltung ihres Lebens und Ver-

mögens, ihrem Fürsten unbedingt ergeben; andere waren entgegengesetzter Meinung, die traurigen Folgen einer so blinden Unterwerfung mit Recht befürchtend. Der Graf de la Trinité aber benutzte geschickt diese Zeit der Uneinigkeit unter den Waldensern. Er legte Hinterhalt in verschiedene Orte, und nachdem er so viele nicht vertheidigte Plätze der Waldenser erobert hatte, ohne Widerstand zu finden, ließ er der Grausamkeit der Soldaten gegen die Waldenser, die seinen Worten getrauet hatten, freien Spielraum.

Dieser grausame Verrath warf die meisten Waldenser in die größte Bestürzung; dreihundert derselben aber, die dem Blutbad entronnen waren, vereinigten sich mit denen, welche dem Grafen nicht getraut hatten, und flüchteten sich in die Berge. Hier nahmen sie günstige Stellungen an, und vertheidigten sich mit Glück gegen das Heer des Grafen de la Trinité.

Dieser marschirte, nachdem er die übrigen Waldenserorte im Thale Lucern größtentheils vernichtet hatte, mit 7—8000 Mann auserwählter Mannschaft auf die Höhe von Angrogne, in die Gegend des Ortes Pré du Tour, wohin, als nach dem sichersten Orte im Thale Lucern, die meisten Waldenser Familien sich zurückgezogen hatten. Dreimal griff der Graf de la Trinité diesen befestigten Ort mit Sturm an, jedoch vergeblich; denn die in Pré du Tour befindlichen bewaffneten Waldenser vertheidigten sich in ihrer guten Stellung so tapfer und kraftvoll, daß der Graf de la Trinité immer zurückgeschlagen wurde und in diesen verschiedenen Angriffen zwei Obersten, acht Hauptleute und 7—800 Soldaten verlor. Am fünften Tage versuchte der Graf de la Trinité mit

spanischen Truppen, die ganz frisch waren, den befestigten Ort zu nehmen; als aber die spanischen Soldaten gleich bei den ersten Angriffen sahen, daß sie nicht zum Ziele kommen würden, und daß ihrer viele blieben, murrten sie gegen ihre Officiere. Die Waldenser bemerkten diesen Zustand der Dinge, benutzten die Uneinigkeit ihrer Feinde, und stürzten sich in einem glücklichen Ausfall mit solcher Gewalt auf dieselben, daß ein gewaltiger Schrecken sie ergriff, viele sich vom Felsen stürzten, und die Thalleute eine Meile weit, bis nach Angrogne hin, ihre Feinde verfolgten.

Jetzt erhielt der Graf de la Trinité bedeutende Hülfe von französischen Truppen. Als die Waldenser dies erfuhren, bemühten sie sich, den festen Platz bei Villar, mitten im Thale Lucern, einzunehmen, um die Verbindung des feindlichen Heeres zu erschweren.

Der Graf de la Trinité, verstärkt durch französische Truppen, griff die Waldenser an vielen Punkten an; nachdem die Thalleute aber erst der Vortheile ihres Terrains recht sich bewußt geworden, und solche zu benutzen gelernt hatten, schlugen sie ihre Feinde fast jedesmal. Der Graf de la Trinité hatte in jedem Treffen Verlust, und seine Soldaten wurden des kleinen lästigen Krieges überdrüssig, so daß viele entflohen. So ward des Grafen Heer geschwächt, und der Herzog von Savoyen, wiederholt dazu angeregt durch seine aufgeklärte Gattin, bewilligte den Waldensern den Frieden mit freier Religionsübung durch das zu Cavour unterm 5. Juni 1561 erlassene Patent. Dasselbe enthielt folgende Artikel:

1) Allgemeiner Pardon wird den Einwohnern der Thäler Angrogne, Bobio, Villaro, Balguichard, Rora,

Taillaret, Rua de Bonet; den Bewohnern von la Tour und der Umgegend, von St. Martin, Peyrouse, Roccapiatto, St. Barthélemi und allen denen bewilligt, welche in diesem Kriege gegen den Herzog gekämpft haben mögen.

2) Den Einwohnern von Angrogne, Bobio, Billaro, Balguichard, Rora, Rodoret, Marcel, Maneille und Salsa soll erlaubt sein, an den gewohnten Orten Predigten und Zusammenkünfte zu halten und andere gottesdienstliche Gebräuche zu üben.

3) Dasselbe soll auch in Billaro erlaubt sein, jedoch nur so lange, bis Seine Königliche Hoheit dort eine Festung errichtet. Während dieses Baues sollen sie sich aber nach der Seite von Bobio einen Ort zur Gottesverehrung erbauen dürfen.

4) Zu Taillaret, Rua de Bonet und in der Umgegend von la Tour soll es erlaubt sein, an den gewohnten Orten zu predigen und Versammlungen zu halten; nur sollen sie sich in der Umgegend von la Tour nicht weiter ausbreiten dürfen.

5) Den gedachten Einwohnern der Thäler Lucern und St. Martin soll aber nicht erlaubt sein, die bezeichneten Grenzen zu überschreiten und dort Predigten, Versammlungen und Disputationen zu halten. Dies dürfen sie bloß in den bezeichneten Ortschaften. Wenn sie aber über ihren Glauben gefragt werden, so dürfen sie ihn frei erklären, ohne persönliche oder andere Strafe zu befürchten.

6) Ein Gleiches soll denen von der Gemeinde Peyrouse erlaubt sein, welche jetzt flüchtig sind wegen der bezeichneten Religion; jedoch dürfen auch sie nur in ihrer

Gemeinde und nirgend anders als an dem bisherigen Orte ihre gottesdienstlichen Uebungen halten.

7) Ein Gleiches gilt von denen der Gemeinde Pinache, welche ihrer Religion wegen ebenfalls zum Theil flüchtig geworden sind.

8) Eben das gilt von den Gemeinden St. Germain und Rocca Piatta, die aber nur einen Prediger haben sollen.

9) Denjenigen, welche aus den Städten und Dörfern der Waldenser Thäler ihrer Religion wegen geflüchtet sind, und in selbiger verharren, trotz etwa gegebenen Besprechens oder Abschwörens ihrer Religion vor diesem Kriege, sollen mit ihren Familien in ihre Häuser zurückkehren, und ihre Religion, jedoch unter den vorhergehenden Bestimmungen und Beschränkungen, frei ausüben dürfen.

10) Da viele Waldenser außerhalb der Städte und Dörfer wohnen, welche oben bezeichnet sind, so sollen dort ihre Prediger sie in ihren Häusern besuchen dürfen, nur sollen sie deshalb keine Predigten oder heimliche Zusammenkünfte halten.

11) Aus besonderer Gnade soll auch den flüchtigen Einwohnern des Thales von Meane und St. Barthelemi erlaubt sein, die Bewilligungen des Art. 10. zu genießen.

12) Allen geflüchteten Waldensern der bezeichneten Thäler, als denen von St. Barthelemi, Roccapiatto und Meane, sollen die der Religion wegen schon confiscirten Güter wiedergegeben werden.

13) Das ihnen weggenommene Hausgeräth und Vieh sollen sie im Rechtswege von denen, die es jetzt besitzen, wieder erwerben können.



14) Alle Freiheiten, Immunitäten und Privilegien, allgemeine und besondere, welche den Waldensern von den Vorfahren des Herzogs bewilligt worden, sollen ihnen, als vom Herzog selbst gegeben, wieder zugestanden werden.

15) Es soll bei den Thallenten eine ordentliche Rechtspflege Statt finden, wie bei allen übrigen Unterthanen des Herzogs.

16) Die Waldenser sollen eine Rolle der Namen und Vornamen derjenigen anfertigen, welche der Religion wegen flüchtig geworden sind, damit sie zurückkehren und der vom Herzog bewilligten Freiheiten genießen können.

17) Zu der Festung, welche der Herzog in Villaro errichten will, sollen die Waldenser nur Hülfe leisten, insofern sie freiwillig dazu sich verstehen.

18) Den Waldensern soll erlaubt sein, wenn sie einen Prediger, den der Herzog wünscht, nicht rasen wollen, einen anderen zu wählen; nur soll es nicht Martin aus Pragelas sein, auch sollen die einmal für einen bestimmten Ort gewählten Prediger nicht nach anderen Thälern versetzt werden dürfen.

19) In allen Waldenser-Orten soll auch Messe und der römisch-katholische Gottesdienst gehalten werden; doch sollen die Waldenser in keiner Art verpflichtet sein, diesem Gottesdienste beizuwohnen.

20) Der Herzog entsagt allen etwaigen Geldforderungen an die Waldenser wegen des Statt gehabtten Krieges.

21) Die gefangenen Waldenser, welche noch in den Händen der Soldaten sind, sollen gegen Lösegeld, diejenigen, welche nur der Religion wegen auf den Galeeren sich befinden, ohne Weiteres freigegeben werden.

22) Die Waldenser sollen nach wie vor durch die

übrigen Staaten des Herzogs reisen und mit den übrigen Unterthanen desselben beisammen wohnen und mit denselben handeln und verkehren dürfen.

23) Der Herzog wird noch eine besondere Ordonnanz erlassen, wodurch alle etwaige Mißhelligkeiten im Voraus beseitigt werden.

24) Dieser Traktat soll von Abgeordneten des Herzogs und Deputirten der Waldenser als unverbrüchlich unterzeichnet werden.

Dabei wird noch bemerkt, daß dieser Traktat auch auf besondere Verwendung der Herzogin bewilligt sei.

So günstig dieser Traktat in vielen Punkten erscheint, so gaben dessen zum Theil sehr specielle Bestimmungen späterhin doch Veranlassung zu Verfolgungen der Waldenser. Auch wurden seine Bestimmungen selbst von Emanuel Philibert nicht gehalten, denn schon vier Jahre nachher, am 10. Juni 1565, wurde der Befehl gegeben, daß alle Einwohner Savoyens zur Messe gehen, und, wenn sie es nicht thäten, das Land verlassen sollten, und ein heftig katholischer Gouverneur der Thäler, Namens Castrocara, versuchte einzelne Waldenser der Ketzerei wegen anzuklagen und zu verfolgen, ja er drohte 1572 eine Bartholomäusnacht auch gegen die Waldenser zu verhängen; indessen hatten diese Drohungen und Maaßregeln, besonders da auch evangelische Fürsten Deutschlands (der Pfalzgraf und der Kurfürst von Sachsen) sich lebhaft für die Waldenser verwandten, doch in keiner Art erhebliche Folgen, vielmehr genossen die Waldenser bis zum Tode Emanuel Philiberts der Ruhe.

Auch während der langen Regierung seines Sohnes und Nachfolgers, Herzogs Karl Emanuel I. (1580 bis

1630) blieben die Waldenser in den Thälern Lucern, St. Martin und la Peyrouse in ihren Wohnsitzen nach Inhalt des Ediktes von 1561 ungestört. — Dagegen duldeten Karl Emanuel I. sie nicht in anderen Provinzen seines Reiches, begünstigte sie auch sonst nicht, und wollte überall nicht, daß sie sich irgend verbreiteten.

Er erhielt durch Tausch gegen la Bresse von Frankreich das mit Lucerna gränzende Thal Saluzzo. Hier waren acht blühende Waldenser-Orte. Karl Emanuel erklärte nach der Besignahme durch ein Edikt vom Jahre 1601, daß alle Waldenser, welche in einer Zeit von vierzehn Tagen ihre Erklärung, in die Messe gehen zu wollen, nicht abgegeben hätten, das Marquisat Saluzzo zwei Monate nach Publikation dieses Ediktes verlassen mußten und nie wieder in dasselbe zurückkehren dürften, bei Todesstrafe und Verlust ihrer Güter. Das Edikt ward mit Strenge ausgeführt, und viele Waldenser aus dem Marquisat flüchteten zu ihren Glaubensbrüdern in den Thälern Lucern, St. Martin und Peyrouse. Auch aus den Thälern Queyras, Mathias und Meane vertrieb Karl Emanuel, wie Jac. Brez Th. I. S. 37 anführt, im Jahre 1603 die Waldenser. \*)

Aus ihren ursprünglichen Sitzen in den Thälern St. Martin, Lucern und Peyrouse wurden sie zwar nicht mit

---

\*) Von nun an also finden sich die Waldenser nur noch in den ursprünglich von ihnen bewohnten Thälern Lucern, St. Martin, Peyrouse, und einige in dem damals noch zu Frankreich gehörigen Thal Pragelas. Die ganze folgende Geschichte bis 1712 bezieht sich nur auf die Waldenser in den Thälern Lucerna, St. Martin und Peyrouse. — Die Vertreibung der wenigen Waldenser in Pragelas wird beim Jahre 1712 erzählt werden.

Gewalt vertrieben, aber daselbst oft durch Abgaben gedrückt; und wenn auch mehrere Edikte, wie von den Jahren 1582 und 1603, den Waldensern ihre früheren Rechte und Privilegien bestätigten, so wurden doch auch wieder harte Verordnungen gegen sie erlassen, wie namentlich das **Edikt vom 25. Februar 1602**. Dies bestimmte: Um zu verhindern, daß die Ketzerei sich nicht verbreite, werde den Waldensern bei Todesstrafe und Verlust ihrer Güter verboten, außerhalb der Thäler Lucerna, la Peyrouse und St. Martin gottesdienstliche Handlungen, öffentliche oder Privatschulen zu halten. Heirathen zwischen Katholiken und Waldensern werden, bei Verlust von Haab und Gut der contrahirenden Theile, untersagt. Kein Katholik darf, bei Todesstrafe, den gottesdienstlichen Versammlungen der Waldenser beizohnen. Alle Waldenser, ohne Ausnahme, sind von öffentlichen Aemtern ausgeschlossen; nicht einmal Notarien ihres Glaubens sollen sie haben dürfen. Katholiken sollen den Waldensern keine Sachen vermietthen oder verkaufen u. s. f.

Ein **Edikt vom 23. Dezember 1622**, welches in der Beilage D. abgedruckt ist, verschärft die Verordnung, daß die Waldenser nicht außerhalb der vorgeschriebenen Gränzen und Ortschaften wohnen sollten.

Karl Emanuel starb 1630. Sein Sohn und Nachfolger, Victor Amadeus I., regierte nur bis 1637, hatte viel Kriege, und verfolgte die Waldenser nicht. Nach seinem Tode folgte sein ältester Sohn, Franz Hyacinth, welcher jedoch schon am 4. October 1638 starb; sein Bruder, Karl Emanuel II., folgte von 1638 bis 1675. — Während der Minorennität der Herzöge Franz Hyacinth und Karl Emanuel II., von 1637 bis 1648, ward

Savoyen von der Herzogin Mutter, Christina, regiert. In der Zeit dieser Regentschaft verbreiteten sich viele katholische Missionarien durch die von Waldensern bewohnten Thäler und Ortschaften. Sie suchten in die Familien Eingang zu finden, entzweiten die Eheleute, und bemühten sich so, den einen oder den andern Theil zur katholischen Kirche hinüberzuführen. Insbesondere suchten sie junge Waldenser durch Verheirathung an die Töchter reicher Katholiken für ihre Konfession zu gewinnen. Ja, Kinder der Waldenser, die von einem Ort zum andern in die Schule gingen, wurden unterwegs aufgegriffen, um in der katholischen Lehre unterrichtet und erzogen zu werden. Auch fehlte es den Missionarien nicht an Geld, um durch äußere Mittel die Waldenser von ihrem früheren Glauben abzuführen, und der Hof unterstützte dies Verfahren, wie denn am 16. Februar 1642 eine Verordnung erlassen wurde, wonach ein Jeder, der zur katholischen Kirche überträte, von vielen Real- und Personal-Abgaben befreit sein sollte.

Herzog Karl Emanuel II. übernahm, 14 Jahr alt, die Regierung im Jahre 1648. Unter seiner Herrschaft erlitten die Waldenser die härtesten Verfolgungen.

---

## E. Verfolgungen

der Waldenser von 1650 bis 1685.

Im Jahre 1650 ward zu Rom das Jubelsjahr gefeiert, und in Folge desselben ward, wie in Rom, so an mehreren katholischen Höfen, und namentlich auch in Turin, ein Rath zur Verbreitung des Glaubens und Ausrottung der Ketzerei errichtet (*consilium de propaganda fide et extirpandis haereticis*). Der in Turin begründete Rath dieser Art ward in zwei Theile getheilt, den Rath der Männer und den Rath der Frauen. Der Erzbischof war der Präsident des Rathes der Männer, die Marquise von Pianesse, eine der vornehmsten Damen am Turiner Hofe, und seit lange ausgesprochene Feindin der Waldenser, stand an der Spitze des Rathes der Frauen. Die Frauen sammelten Gelder und Geschenke für die Neubekehrten; die Männer hielten Rundschafter in den Thälern, die ihnen Nachricht gaben, welche Waldenser in bitterster Armuth lebten, oder Prozesse in Turin hätten. Jenen versprachen sie Befreiung von Abgaben und Einquartierung, diesen Gewinn und günstige Entscheidung.

Diese Bemühungen blieben nicht ohne Erfolg. Mehrere Waldenser wurden katholisch; indessen waren ihrer doch nur wenig, und es ward daher 1653 noch ein anderer Versuch gemacht. Damals kehrte eine Armee des

Königs von Frankreich unter dem Marschall de Grancé aus Italien zurück. Die Provence, Dauphiné, Languedoc und Bourgogne waren dem Heere zu Winterquartieren angewiesen. Diese Provinzen boten dem Marschall bedeutende Geldsummen, wenn sie von der Einquartierungslast befreit würden. Von Turin aus aber ward dem Feldherrn vorgeschlagen, für einen Theil der ihm gebotenen Geldsumme seine Truppen in Savoyischen Provinzen unterzubringen. Herr v. Grancé nahm den Vorschlag an; die Waldenser Thäler wurden ihm als der Ort bezeichnet, wo seine Soldaten Winterquartiere nehmen möchten. Den Waldensern aber ward hiervon nichts eröffnet, ja, es verbreiteten Abgesandte des Rathes zur Verbreitung des Glaubens und Ausrottung der Ketzer die Meinung, daß es nicht in der Absicht des Hofes liege, die fremden Truppen in Savoyische Provinzen aufzunehmen.

Beim Einrücken des französischen Heeres, im Anfang des Jahres 1654, widersetzten sich die Waldenser; — es wäre zur Schlacht, und vielleicht zum vernichtenden Kriege gekommen, wenn nicht der damalige Moderateur (erste Prediger) der Waldenser, Leger, sich mit Lebensgefahr zum Marschall de Grancé begeben und Auskunft über das Sachverhältniß erbeten hätte. — Nun kam die officiële Ordre von Turin an, daß die Waldenser die fremden Truppen aufnehmen sollten, welche dann ruhig in die Thäler einrückten.

In diesen Zeiten waren in Irland unter Cromwel's Protectorat die Katholiken verfolgt worden, und viele derselben hatten, nachdem sie ihr Vaterland verlassen, in Italien Kriegsdienste genommen. Von dem römischen Hofe und dem in Turin errichteten Rathe zur Verbreitung des Glaubens

ward nun dem Hofe zu Turin angerathen, die Waldenser aus ihren Wohnsitzen zu vertreiben und solche den Irländern einzuräumen. Indessen war es doch nicht möglich, ihnen ohne Weiteres alle bisherigen Besitzungen zu nehmen, und es ward daher der Weg eingeschlagen, sie in ihren Wohnsitzen zu beschränken, um wenigstens die so frei gewordenen Ortschaften den Irländern und Katholiken zu übergeben.

So erschien denn unerwartet Doctor Andreas Gastaldo, General-Conservator des heiligen Glaubens, im Januar 1655 in Lucern, und erklärte in Gemäßheit des unterm 13. Januar 1655 von dem Herzoge von Savoyen erhaltenen Auftrages, daß alle Waldenser in Lucern, Lucernette, St. Jean, la Tour, Bubbiana, Genil, Campiglon, Briqueras und St. Second jene Orte und deren Umgegend in dreien Tagen verlassen sollten, und zwar bei Todesstrafe und Confiscation ihrer Güter, die ein Jeder erfahren würde, der in zwanzig Tagen nicht vor Dr. Gastaldo erschiene und nachwies, daß er katholisch geworden sei, oder seine Grundstücke an Katholiken verkauft habe. Sie sollten sich nach Bobl, Villar, Angrogne, Roras und in die ihnen erlaubten Gegenden zurückziehen, indem weder des Herzogs noch seiner Vorfahren Wille je gewesen sei, daß die Waldenser irgend mehr als die ihnen ausdrücklich eingeräumten Ortschaften sollten bewohnen dürfen.

Da es den Waldensern unmöglich war, diesem in strengster Jahreszeit gegebenen Befehl sofort Genüge zu leisten, überdies aber sie gegen denselben durch frühere Verordnungen geschützt zu sein erachteten, so glaubten sie Vorstellungen gegen einen so harten Befehl sich erlauben zu



dürfen. — Allerdings nämlich enthielt der Traktat vom 5. Juni 1561 die Orte Lucern, Lucernette, St. Jean, la Tour, Bubbiana, Genil, Campiglon, Briqueras und St. Second nicht namentlich als solche, in denen die Waldenser gottesdienstliche Versammlungen und Predigten halten dürften. Daraus folgte aber schlimmsten Falles auch nur, daß sie in diesen Orten sich zum Gottesdienst nicht versammeln durften, keinesweges daß sie in diesen Orten nicht hätten wohnen und Besitzungen haben dürfen. Im Gegentheil, erlaubte der Artikel 9. des Traktats vom 5. Juni 1561 ausdrücklich allen damals entflohenen Waldensern, mit ihren Familien in ihre früheren Besitzungen zurückzukehren und in denselben ungestört zu wohnen; und von jeher waren Waldenser in Lucern, St. Jean, la Tour, Bubbiana, Genil u. an- sässig gewesen. Der Artikel 10. bestimmte, daß diejenigen Waldenser, welche nicht in den im Traktat speciell bezeichneten Orten wohnten, von ihren Predigern besucht werden dürften; ja der Artikel 22. genehmigte sogar ganz allgemein, daß ein jeder Waldenser, gleich jedem anderen Unterthan des Herzogs, überall in Piemont wohnen und Handel und Geschäfte treiben könne. Außerdem hatten nach 1561 viele Edikte, vom 24. November 1582, 3. Januar 1584, 21. Novbr. 1594, 14. Mai 1603, 9. April und 29. September 1603, und vom 17. August 1620 den Waldensern die Erlaubniß zum Aufenthalt in jenen von jeher von ihnen bewohnten Ortschaften bestätigt.

Gestützt also auf diese Gründe, begaben sich Deputirte der Waldenser nach Turin. Diese wurden aber mit ihrem Gesuch an ihre schlimmsten Widersacher, den Rath zur Verbreitung des Glaubens u., und von diesem an

den Marquis von Pianesse verwiesen. Dieser wußte sie durch Versprechungen und freundliche Worte hinzuhalten; es ward ihnen auf den 17. April 1655 eine Audienz verheißen, und den 16. reiste der Marquis von Pianesse incognito nach Lucern, und ließ die Ordre zurück, die Deputirten festzunehmen, sobald er fort sei. Zu rechter Zeit noch benachrichtigt, eilten sie in ihre Heimath.

Der Marquis von Pianesse fand im Thale Lucern am 17. April 1655 eine Armee von 15000 Mann, worunter vier Regimenter Franzosen, die der in Italien kommandirende Prinz Thomas von Savoyen zu diesem Behuf überließ, und 1200 Irländer; lauter alte Soldaten, erwählt, die Waldenser ganz zu vernichten. Am 18ten April 1655 verheerten und plünderten diese Truppen in der Gegend von St. Jean und la Tour. Den 19. kam es zu Gefechten mit den Waldensern, deren aber auch diese geübten Soldaten in ihren durch die Natur gegebenen festen Stellungen nicht Herr werden konnten. Der Marquis von Pianesse lud hierauf die Waldenser ein, ihm Bevollmächtigte zuzusenden, denen er den Willen des Herzogs eröffnen könne. Diese Bevollmächtigten kamen an; der Marquis lud sie zur Tafel, behandelte sie auf das herablassendste, und erklärte, er wolle bloß gegen die Waldenser verfahren, die in den von Dr. Gastaldo bezeichneten Orten sich aufhielten; die übrigen hätten nichts zu fürchten, wenn sie nur als Zeichen des Gehorsams und der Treue auf zwei oder drei Tage ein Regiment Infanterie und zwei Kompagnieen Kavallerie bei sich aufnehmen wollten. Die Waldenser, die lebhaft den Frieden wünschten, öffneten diesen Truppen ihre Thore; kaum aber war dies geschehen, als die Soldaten alle

festen Plätze und irgend wichtigen Punkte besetzten, worauf sie am 24. April 1655 auf ein vom Berge zu la Tour gegebenes Zeichen über die wehrlosen Waldenser herfielen, und nun alle Grausamkeiten sich erlaubten, die je in der Geschichte vom wildesten Fanatismus und der ausgelassensten Soldatenwuth berichtet worden sind. Viele Geistliche und andere wurden verbrannt, Männer und Weiber stückweis verstümmelt, dann langsam getödtet, Kindern die Köpfe an Steinen zerschlagen, sie von Felsen geworfen, ja an den Beinen von einander gerissen.<sup>\*)</sup> 4 Tages darauf wurden die Flüchtlinge verfolgt, die in Wäldern und rauher Wildniß elend umkamen und im Schnee erstarren. — Dann wurden viele Häuser und Wohnungen verbrannt, und die verlassenen Besizungen zum Theil den Irländern übergeben, die sich bei den Verfolgungen am meisten durch Grausamkeit ausgezeichnet hatten. Es wird angeführt, daß dies Blutbad und die darauf angestellten Verfolgungen an 4000 Waldensern, Männern, Weibern und Kindern, das Leben gekostet haben soll. (Theatr. Europ. Th. 7. S. 832.) — Ist auch nur die Hälfte wahr, so wird die Zahl durch die grausame Art der Vernichtung weit überwogen.

So waren auch die Verfolgungen, sagt das Theatrum Europaeum (Th. 7. S. 832), welche die reformirten

---

\*) *Risui et ludibrio mutilationem hominum fecerunt, viris penes absiderunt, avulsisque membra oribus mutilorum immiserunt, alios, genitali fune obligato, coque solo affixos suspenderunt, ut lentissimam dolorosissimam mortem paterentur. Feminis mammas desecuerunt, virgines stupraverunt, violatas, hasta vulvae immissa, perforarunt, cadavera signorum instar prae cohortibus tulerunt.*

mirte Christen in Piemont vor und nach erlitten, zwar schwer und harttrückend, diese letztere aber, so damahliger Zeit vorgangen, drange durch Herzen und Nieren, nit allein der Patienten, und deren, so dabey interessirt, sondern auch aller Menschen, so ferne sie annoch menschlich, und dergleichen barbarischen Greuel-Thaten seind seynd.“

Nachdem der erste Schreck dieses Ueberfalls vorüber war, sammelte ein wackerer Waldenser, Janavel, eine kleine Anzahl tapferer Freunde, und suchte mit diesen — der Vortheile des Terrains kundig, und solche meisterhaft benutzend — den Ort Nora gegen die Savoyischen Truppen zu vertheidigen. Es gelang ihm, mehrere Angriffe zurückzuschlagen. — Sodann hatte ein anderer Waldenser, Jayer, Flüchtlinge im Thale von Peyrouse und Pragelas gesammelt, ging mit diesen von Angrogne aus in das Thal Lucern, und vereinigte sich mit Janavel Ende Mai's. — Beide fochten mit großem Glück bei Garcillane, St. Second, Briqueiras, la Tour und Angrogne, und tödteten sehr viele ihrer Feinde, wie denn namentlich angeführt wird, daß nach der Einnahme von St. Second, am 28. Mai 1655, 800 Irländer und 650 Piemontesen das Leben verloren. In der Mitte Juni indessen ward Janavel in einem Gefecht schwer verwundet, und erst Ende Juli wieder geheilt; Jayer aber verlor in einem Ueberfall, bald nach der Verwundung Janavel's, das Leben. Die Waldenser gaben deshalb jedoch den Kampf und ihre Sache nicht auf. Der Bruder Jayer's und ein Capitain Laurens stellten sich an ihre Spitze; auch kamen Reformirte aus Frankreich ihnen zu Hülfe.

Jetzt 1800 Mann stark, waren sie in mehreren Treffen glücklich, und hatten am 19. Juli 1655 das letzte

Gefecht bei la Tour, worauf den Waldensern durch den Traktat zu Pignerol Friede gewährt wurde.

Der Herzog von Savoyen nämlich war aus mehr als einer Ursache geneigt, auf Friedensvorschläge einzugehen. Sein Heer war geschwächt; von den im April eingerückten 15000 waren über 3000 Mann in den Gefechten mit den Waldensern geblieben; die französischen Regimenter waren auf Befehl Ludwigs XIV. schon im Juni nach Frankreich marschirt; das Heer der Waldenser verstärkte sich täglich, und es war schwer, sie zu besiegen, da die Beschaffenheit des Landes fast nur den kleinen Krieg zuließ, und in diesem die ursprünglichen Bewohner, jeder Lokalität kundig, fast immer die Oberhand behielten. Außerdem aber, und ganz besonders waren es die auswärtigen Mächte, welche sich für die Unterdrückten verwandten und den Frieden vermittelten.

Die nach dem Schrecken des 24. Aprils 1655 geflüchteten Prediger und anderen Waldenser schrieben schon unterm 27. April 1655 an die evangelischen Kantone der Schweiz aus Pinache, und erzählten, was ihnen begegnet sei. \*) — „Unsere Thränen haben kein Wasser, sondern nur Blut“, beginnen sie ihren Brief, „und sie verdun-

---

\*) Nos larmes n'ont plus d'eau, mais de sang, et qui n'offusquent pas seulement nostre veue, mais suffoquent nostre pauvre coeur, et nous font tenir la plume d'une main tremblante, comme elle conduite d'un cerveau non seulement hébété par les coups de massue, qu'il vient de recevoir, mais aussi estrangement troublé par les nouvelles alarmes et attaques qui nous sont livrées, nous empêchent de vous former une lettre telle, que nous desirerions, et que l'estrangeté de nos desolations le requerroit. Mais nous vous prions d'excuser et de recueillir parmy nos sanglots le sens de ce que nous voudrions dire.

kein nicht allein unsern Blick, sondern ersticken unser armes Herz, und lassen uns die Feder mit zitternder Hand halten, die von einem Gehirne geführt wird, welches nicht allein benommen ist von den furchtbaren Schlägen, die es eben empfing, sondern auch unendlich verwirrt durch die neuen Schrecken und Angriffe, die wir erfahren; so daß wir keinen Brief schreiben können, wie wir es wünschten, und das Außerordentliche unsers Elends fordert, und bitten müssen, uns deshalb zu entschuldigen, und unter unsern Seufzern den Sinn dessen aufzusuchen, was wir haben sagen wollen.“

Sie erzählen nun, wie ihre Deputationen in Turin von der Propaganda zum Marquis de Pianessa gesandt seien und nichts ausgerichtet haben; wie sie plötzlich überfallen worden, ein schreckliches Blutbad angerichtet, Männer, Frauen und Kinder gefangen, gemartert und grausam getödtet seien. Der Vorwand so entsetzlicher Verfolgung sei, daß sie, die Waldenser, den Befehlen Sr. Kön. Hoh. sich widersetzt hätten (rebelles), da sie das Unmögliche nicht gethan und Bubbiana, Genil u. im strengen Winter sofort verlassen, vielmehr sich an G. K. H. gewandt, der eines Theils sage, daß er nichts ändern wolle, anderer Seits ihnen die nachgesuchte Erlaubniß verweigere, seine Staaten zu verlassen, wenn er sie doch nicht dulden wolle, wie seine Vorgänger. Der Marquis von Pianessa sage, der Herzog wolle ihren Hochmuth unterdrücken, da sie sich immer auf den Schutz auswärtiger Fürsten stützen wollten. — Wie dem auch sei, ihre schönen und blühenden Kirchen seien ohne Rettung verloren, wenn Gott nicht Wunder thue. Ihre Zeit sei gekommen, ihr Maaß sei voll. Die Schweizer möchten Erbarmen

haben mit den Trümmern Jerusalems, ihr Inneres aufschließen den Tausenden, die an den Bettelstab gebracht seien, weil sie dem Lamm folgen wollten, wohin es gehe. (*pour vouloir suivre l'agneau par tout où il va.*)

Die evangelischen Kantone der Schweiz schrieben nun sogleich eine Kollekte aus zu Gunsten der Waldenser und schickten Abgeordnete nach Turin. Außerdem setzten sie die Generalstaaten, den Protektor von England und die evangelischen Fürsten Deutschlands von dem, was vorgefallen, in nähere Kenntniß, und baten um Beistand für die Unglücklichen. Die Generalstaaten ließen gleichfalls sofort für die Waldenser Beiträge sammeln, und beschloßen, einen Abgeordneten nach Turin zu senden. Cromwell nahm an den hier erwähnten Unruhen und Verfolgungen den lebhaftesten Antheil. Er schrieb an sehr viele evangelische Staaten Europa's: an den Fürsten Rakoczzy von Siebenbürgen, an den König Karl Gustav Adolph von Schweden, an die Generalstaaten von Holland, an die evangelischen Kantone der Schweiz, an den König Friedrich III. von Dänemark, und zwar an mehrere derselben wiederholt, die dringendsten Verwendungs-Briefe. Auch an den König von Frankreich, Ludwig XIV., schrieb er zweimal, und begleitete seine Briefe zum Theil mit besonderen Schreiben an Mazarin. An den Herzog von Savoyen unmittelbar schrieb er schon im Mai 1655 einen sehr lebhaften Brief, worin er ihn bat, die Waldenser in ihre früheren Rechte wieder einzusetzen. „Wir versprechen uns dies,“ schließt er seinen Brief, von Eurer Gerechtigkeit und Billigkeit; wir bitten Gott, daß er Euren Sinn und Eure Gedanken dahin wende; und so

wünschen wir Euch und Eurem Volke Frieden und Wahrheit und glücklichen Ausgang aller Dinge von Herzen.“\*) Er hatte gleichfalls eine Kollekte, durch welche eine bedeutende Summe gewonnen wurde, in England, Schottland und Irland versüßt, und sandte, noch früher als die Generalstaaten, einen eifrigen jüngeren Mann, Morland, nach Turin. Morland hatte Befehl, über Paris zu gehen. Er übergab seine Briefe am 2. Juni; Mazarin leugnete, daß Frankreich von dem Ueberfall unterrichtet und in die ganze Angelegenheit verwickelt gewesen sei, und versprach im Gegentheil, den Frieden zu vermitteln. Morland setzte nun seine Reise fort, und hatte am 21. Juni zu Rivoli Audienz bei dem Herzog von Savoyen und der Mutter desselben, welche auf seine Vorstellungen über die Statt gehalten Grausamkeiten erwiderten, wie es zu verwundern sei, daß man es an anderen europäischen Höfen tadeln wolle, wenn ein Fürst rebellische Unterthanen züchtige und zur Ordnung bringe.

Morland reiste am 18. Juli 1655 mit höflicher Antwort zurück; er begab sich zunächst nach Genf. — Cromwell beschloß, noch einen anderen Abgeordneten, Downing, nach Turin zu senden. Ehe aber dieser, und ehe der holländische Gesandte in Turin ankam, war durch Vermittelung Frankreichs der schon oben erwähnte Traktat zu Pignerol bereits abgeschlossen.

Es ist nicht unwahrscheinlich, daß der Ueberfall der Waldenser im April 1655 mit Vorwissen und im Ein-

---

\*) Die sämtlichen hier erwähnten Briefe von Cromwell sind abgedruckt in folgendem Buche: *Litterae Pseudo-Senatus Anglicani, Cromwellii, Reliquorumque Perduellium nomine ac jussu conscriptae a Joanne Miltono. Impressae anno 1676. 12.*



verständnis mit Frankreich geschah. Der Prinz Thomas von Savoyen kommandirte damals die in Italien befindlichen französischen Truppen; schon im November 1654 erhielt er Befehl, solche nach Frankreich zurückzuführen. Er zögerte mit rascher Ausführung dieser Ordre, und überließ — wie oben erzählt ist — von diesen Truppen vier Regimenter zur Vernichtung der Waldenser. — Schwerlich hätte er dies ohne höhere Genehmigung wagen dürfen. Ludwig XIV. leugnete jedoch, hierzu ihm Erlaubniß gegeben zu haben, und verbreitete, daß er an der geschehenen Verfolgung unschuldig sei und solche ihm sehr zu Herzen gehe.

Unter'm 1. Juni 1655, also Tages zuvor, ehe Morland seine Briefe abgegeben hatte, schrieb Ludwig XIV., damals 17 Jahr alt und ganz unter Mazarins Leitung, an den Herzog von Lesdiguiers, Gouverneur von Dauphiné, er möge den Reformirten in jener Provinz erklären, daß sie nichts zu fürchten hätten und in ihren Privilegien geschützt bleiben sollten; es sollten auch die Waldenser, die in das Delphinat geflüchtet seien, dort geschützt werden. Wenn gleich er wohl wisse, daß nicht der Religion wegen, sondern weil die Unterthanen dem Herzoge nicht gehorsam gewesen, der Aufstand in Piemont ausgebrochen sei, so würde er doch, zumal bei den Folgen, welche die Sache haben könnte, seine Zustimmung nicht ertheilt haben, wenn der Prinz Thomas von Savoyen ihn befragt hätte, ob er französische Truppen zur Beilegung des Tumults überlassen dürfe. Uebrigens habe er seinem Gesandten in Piemont seine Meinung in dieser Angelegenheit bereits geschrieben.

Ludwig XIV. hatte sich zur Vermittelung des Frie-

dens erboten. Der Herzog von Savoyen und seine Mutter nahmen dies Anerbieten Frankreichs willig und unbedingt an, so daß sie sogar den Abgesandten der Schweiz erklärten, ihrer Vermittelung nicht zu bedürfen, da sie die Regulirung dieser Angelegenheit bereits in die Hände des Königs von Frankreich gegeben hätten.

Der französische Gesandte, Herr von Servien, begab sich hierauf nach Pignerol, woselbst mit den Abgeordneten der Waldenser am 3. August 1655 die Friedensverhandlungen angefangen, und schon am 9. August 1651 durch das von dem Herzog von Savoyen den Waldensern bewilligte Patent von Pignerol, ausgefertigt und bestätigt in Rivoli am 18. August 1655, beendet wurden.

Dieses in der Beilage E. abgedruckte Patent bewilligte den Waldensern zunächst vollständige Amnestie, und bestimmte, daß sie in den Orten jenseit des Flusses Pelice nicht wohnen dürften, also nicht in Bubiana, Lucernette, Genil, Campiglion, Garfillane und Lucerna; doch sollten sie ihre Besitzungen an Katholiken verkaufen dürfen. Auch St. Second und Briqueras ward ihnen zum Aufenthalt nicht gestattet; St. Jean sollten sie gemeinschaftlich mit Katholiken bewohnen dürfen; in la Tour sollten sie, wie früher, wohnen und ihre Religionsübung in der Umgegend halten dürfen. Wegen des Schadens, den sie in den Verfolgungen erlitten, sollten sie bis 1660 in den Abgaben erleichtert werden. In den erlaubten Orten sollten sie freie Religionsübung haben, auch im ganzen Staate ungestört Handel und Geschäfte treiben dürfen. Die Messe und die übrigen gottesdienstlichen Handlungen der römisch-katholischen Kirche sollten, wie im ganzen Staate, so überall auch in den Thälern abgehalten werden; doch sollen

nicht fremde Missionarien, weil sie so verhaßt sind, in die Thäler geschickt, auch kein Waldenser gezwungen werden, dem katholischen Cultus beizuwohnen; diejenigen, welche in den Unruhen übergetreten sind und jetzt zu ihrer früheren Kirche zurückgehen, sollen nicht verfolgt, überhaupt Niemand der Evangelischen gezwungen werden, zur katholischen Kirche überzutreten, auch die Kinder während der Minderjährigkeit, d. h. Knaben bis zum zwölften, Mädchen bis zum zehnten Jahre, ihren Aeltern nicht entzogen werden u. s. w.

Noch findet sich in den abgedruckten Exemplaren dieses Edikts ein besonderer Artikel, daß nach dem Wunsch der Waldenser das Fort zu la Tour niedergerissen oder an einer andern Stelle erbauet werden solle.

Gewiß hätten die Waldenser bessere Bedingungen erhalten, wenn es ihnen möglich gewesen wäre, den Abschluß des Traktats von Pignerol nur einige Zeit aufzuhalten. Theils wären dann holländische und englische Gesandte bei den Unterhandlungen zugegen gewesen, theils wäre ihnen vielleicht noch anderer Beistand geworden, da fast alle evangelischen Mächte Europa's für die Waldenser Parthei nahmen. — Der König von Schweden, Karl Gustav, antwortete auf einen von Cromwell erhaltenen Brief unterm 23. Juni 1655, daß er seinen Vorfahren in der Krone Schwedens bei Vertheidigung des evangelischen Glaubens nicht nachstehen wolle. Er wolle sich dringend bei dem Herzog von Savoyen verwenden, sei auch sonst zu allen Maaßregeln geneigt, die zur Aufrechthaltung des evangelischen Glaubens nöthig wären. — Wilhelm, Landgraf von Hessen-Kassel, schrieb unterm 23. Juli 1655 unmittelbar an den Herzog von Savoyen

zu Gunsten der Waldenser, desgleichen der Kurfürst von der Pfalz unterm 14. Juli 1655.

Aber auch der große Kurfürst Friedrich Wilhelm von Brandenburg nahm sich von Anfang an seiner verfolgten Glaubensgenossen in Piemont lebhaft an. Die evangelischen Eidgenossen übersandten ihm unterm 30. April 1655 den oben erwähnten Brief der vertriebenen Waldenser aus Pinache vom 27. April 1655 und schrieben ihm, wie sie zwar wohl erachten könnten, daß der Kurfürst „allerbereit auch mit betrübtem Herzen verstanden haben werdend, Inn was für schwerer Verfolgung Unsere Uralten lieben Glaubens-Genossen Inn den Piemonthesischen Thälern dieser Zeit begriffen sygen“; da sie aber von Tag zu Tage traurige Zeitungen ihretwegen erhielten, so theilten sie dem Kurfürsten den anliegenden Brief mit, überzeugt, daß auch Er auf Mittel zu denken sich angelegen sein lassen werde, „wie eintweders Sy uß dieser üßerster noth unnd trangsäl gar zu erretten, oder aber die davon Ueberblybenden Unnd verjagten mit Zeigung etwan anderer Wohnungen Unnd gelegenheiten oder ertheilung miltrycher Eshüren wiederumb zu erquidhen sya möchten.“

Der Kurfürst antwortete unterm 25. Juni 1655, nachdem er für die geschehene Mittheilung gedankt, ihm gehe „sothane Verfolgung, woran auch verschiedene der widrigen Confession Zugethane, und zwar dem einkommenden Bericht nach absonderlich C. Königl. Maj. in Frankreich ein groß mißfallen tragen sollen, gahr sehr zu herzen, wünschen der höchste Gott wolle diejenigen, so dem Unglück entrunnen, bei christlicher standhaftigkeit und gedullt erhalten und ihnen selbiges zur ausbreitung der

ehren Gottes und seiner wahrheit übertragen helfen.“ Er werde übrigens dem französischen Gesandten in Berlin vorstellen, wie sehr ihm das Unglück seiner Glaubensgenossen nahe gehe, sei auch bereit, an den König von Frankreich selbst zu schreiben, wolle auch nicht allein für seine Person den Vertriebenen „mit einer mitleidentlichen Beisteuer zu hülfe kommen, sondern auch in allen seinen Landen, miewohl so annoch mitt viel bürden fast sehr beschwert, eine Collecte bewilligen.“ — „Wollten auch einige“, bemerkt der große Kurfürst ferner, „auß dem mittel der Vertriebenen sich anhero begeben, solche Beisteuer abfordern und zugleich sich etwa erkundigen, welcher gestalt einige der egulirenden allhie ihrer gelegenheit nach so Unß nicht allerdings bekandt, unterkommen und aufgenommen werden könnten, würde solches ihnen selbst und den sachen fürträglich sein.“

Unterm 23. Juni 1655 — ein Bericht, der sich hiernach mit der Antwort des Kurfürsten kreuzte — schrieben die Schweizer an Friedrich Wilhelm, daß die geflüchteten Waldenser sich bemüheten, wieder in ihre Heimath zurückzukehren, daß die Generalstaaten und England sich für sie verwendeten, weshalb sie dem großen Kurfürsten anheim stellten: „durch Ihr hohes ansehen und krefftige vermittlung diser armen Waldenseren Begnadigung und Widernasehung in Ihre alte Wohnungen ebenmäßig christmitlydenlich befürderen zu helfen.“

Gleichzeitig fast, unterm 23. Juni 1655, schrieb der Kurfürst von der Pfalz, Karl Ludwig, aus Heidelberg an den großen Kurfürsten, theilte ihm mit, was er von den Schweizern über die Waldenser-Verfolgungen erfahren hatte, und bemerkte, wie er es „vor den nachdrück-

11 lichen weeg erachtet, wann die Evangelische Ehur- vnnnd  
 22 Fürsten gelieben wolten, durch ein Gesambt- Schreiben  
 18: bey des Herzogs von Savoyen Lbd. vor gemelte dero  
 20 verfolgte unterthanen zu intercediren, und demnach des  
 12 Herrn Ehurfürsten von Sachsen Lbd. hierunter belangt.“  
 1 In dem mitgetheilten Schreiben an den Kurfürsten von  
 Sachsen wird dieser von dem Kurfürsten von der Pfalz  
 ersucht: „diese Sache an die sambtliche Evangelische Ehur-  
 und Fürsten gelangen zu lassen, und zu gewinnung der  
 Zeit ein gesambt Schreiben uffzusetzen, auch in der Evan-  
 gelischen Ehur- und Fürsten nahmen zu siegeln, und her-  
 nächstens Uns (Ehurpfalz) zuzuschicken.“

Der große Kurfürst antwortete hierauf, daß er mit  
 diesen Ansichten einverstanden sei, deshalb auch selbst ein  
 Schreiben an den Kurfürsten von Sachsen abgehen lasse,  
 damit „im nahmen der gesambten Evangelischen Ehur-  
 Fürsten und Stände des Reichs, ein bewegliches schreiben  
 an des Herzogen zu Savoyen Lbd. abgehen möge, diese  
 Dero Unterthanen zu ihren Häusern und Gütern nicht  
 allein zu restituiren, sondern auch bei ihrer gewissens-  
 freyheit unturbiret zu lassen.“ — Noch bemerkt er,  
 daß er auch seinem Gesandten in Frankfurt am Main,  
 Doctor Portmann, diesfalls nöthigen Befehl schon zu-  
 geschicket. Dieser lautet: „Mit Ehur-Pfalz sein wir  
 einig, daß nomine aller Evangelischen Ehur-Fürsten und  
 Stände mann ursach habe, sich der bedrängten Walden-  
 ser in Piemont anzunehmen, und eo nomine an den  
 herzog zu Savoye zu schreiben. Wir haben auch sol-  
 ches an Ehur-Sachsen gelangen lassen, und wissen zwar  
 eigentlich nicht, wohin sich Er. Lbd. resolviren werden;  
 Sie entschließen sich aber, was sie wollen. So habet ihr

doch hierin mit den anderen Evangelischen auch zu vereinigen, und das Schreiben in Unserm Namen, mit zu vollenziehen.“

Der Kurfürst von Sachsen, Johann Georg, erklärte sich gegen Kurpfalz am 10. Juli, gegen den großen Kurfürsten am 19. Juli dahin, daß er doch Anstand nehme, ein Gesambt-Schreiben aller evangelischen Fürsten aufsetzen zu lassen, da er lediglich erst von Pfalz und Brandenburg dazu aufgefordert sei, und daß es — da das Umherschicken an alle evangelische Fürsten viel Zeit fordere — am besten sein würde, wenn die Deputirten sämtlicher evangelischer Fürsten in Frankfurt am Main sich zu einem allgemeinen Verwendungsschreiben vereinigten.

Mittlerweile kam der Tractat zu Pignerol zu Stande, und es blieb dem großen Kurfürsten Friedrich Wilhelm von Brandenburg für folgende Zeiten vorbehalten, noch unterschiedener zu bethätigen, wie lebhaft ihm das Schicksal der in Piemont verfolgten Waldenser zu Herzen gehe.

Der Tractat von Pignerol gewährte den Waldensern nicht lange Frieden und ungestörte Religionsfreiheit. Der Herzog von Savoyen ließ an einer veränderten Stelle in La Tour, statt des niedergerissenen, ein größeres, stärkeres Fort erbauen; es ward eine starke Garnison hineingelegt, welche schon im Jahre 1656 anfang, in der von Waldensern bewohnten Umgegend — als wäre es mitten im Kriege — die Früchte des Feldes fortzunehmen und den Wein aus den Kellern zu rauben. Vorstellungen gegen dieses Verfahren wurden nicht beachtet.

Der Tractat von Pignerol bestimmte, daß die Rechtsangelegenheiten der Waldenser vor ihren ordentlichen Ge-

richtshöfen in den von ihnen bewohnten Thälern abge-  
 macht werden sollten. Statt dessen suchte man die vor-  
 nehmen derselben, auf meist unbegründete Anklagen, in  
 Turin zur Kriminal-Untersuchung zu ziehen, und ließ  
 sie dort lange Zeit im Verhaft, ohne sie zu verhören,  
 verurtheilte sie auch, wenn irgend mit Schein Rechtsens,  
 zum Verlust ihres Vermögens, um so die einflußreichsten  
 unter den Waldensern in ihren äußeren Mitteln zu  
 schwächen. Sie wurden im Reisen beschränkt, wenn sie  
 Handel und Geschäfte außerhalb ihrer Thäler treiben  
 wollten, und gezwungen, in den ihnen durch die Patente  
 bewilligten Gränzen zu bleiben. Insbesondere aber ward  
 ihnen Gewissens- und Religions-Freiheit nicht so gewährt,  
 als sie nach dem Frieden von Pignerol erwarten durften.  
 Es ward der Satz aufgestellt, daß nur in den Orten,  
 welche namentlich in dem Patent von Pignerol genannt  
 seien, Predigten und überhaupt religiöse Handlungen  
 der Waldenser Statt finden dürften; viele Schulen  
 derselben wurden aufgehoben; für St. Jean verbot  
 man allen evangelischen Gottesdienst, auch daß der Ka-  
 techismus dort gelehrt werden dürfe, und verurtheilte  
 den Prediger und Moderateur J. Leger dafelbst zum  
 Tode, weil er in der Schule catechisirt und gepredigt  
 habe, und auf Erfordern nicht in Turin zur Verant-  
 wortung erschienen sei.

Leger entfloß, nachdem die Prediger und Vorsteher  
 der Waldenser ihm Vollmacht gegeben hatten, bei aus-  
 wärtigen Mächten für ihre Sache Hülfe zu suchen. Er  
 ging zunächst in die evangelischen Cantone der Schweiz,  
 wo er sich, mit dringenden Empfehlungen versehen,  
 über Heidelberg nach Cleve, und von da nach Holland begab.



Der Kurfürst von der Pfalz, der Landgraf von Hessen, die Generalstaaten und der König von England, Carl II., schrieben hierauf dringende Verwendungs-Briefe an den Herzog von Savoyen (abgedruckt in Leger's Histoire générale des Eglises Vaudoises Th. II. Cap. 19. 20. 24.); ebenso verwandte sich der große Kurfürst für die Waldenser. Er schrieb unterm 17. März 1662 an den Herzog von Savoyen (s. die Beilage F.): Da die Leiden und das Elend derer, welche mit ihm gleichen Glaubens seien; sein Gemüth besonders ergriffen, und zu Werken der Liebe nach Recht und Verdienst ihn einluden, so würde der Herzog von Savoyen, wie er hoffe, seine Verwendungen für die, welche in des Herzogs Staaten in den Piemontesischen Thälern mit ihm bisher denselben christlichen Glauben bekannt hätten, mit billigem Sinne zulassen. Er habe erfahren, daß, wenn gleich die Vorfahren des Herzogs schon vor vielen Jahrhunderten für die Sicherheit der Waldenser gesorgt hätten, und der Herzog selbst auf Verwendung des allerchristlichsten Königs und der nachbarter Freunde ihnen von neuem Freiheit des Gewissens und des Handels bewilligt, und dies durch öffentliche Patente bestätigt habe, sie dennoch nicht in Ruhe sein und der ihnen von dem Herzog gewährten Gnade genießen könnten, da das, was der Herzog ihnen aus höchster Billigkeit zugestanden habe, Andere verdrängten, auf wunderbare Weise eludirten, und so den Waldensern ihre Rechte und Privilegien entzögen. So geschehe es denn, wie dem Kurfürsten erzählt sei, daß die Waldenser vor Anderen mit Steuern belastet, vom Handel abgehalten würden, daß sie vor den Gerichten nicht gleichen Rechtes mit anderen Einwohnern sich erfreuten,

daß gegen die Prediger ihrer Kirche Todesurtheile gefällt, die vorzüglichsten Mitglieder derselben vertrieben, und in denjenigen Orten, in denen sie bisher freie Religionsübung gehabt hätten, diese verhindert, und ihnen fast keine andere Freiheit des Gewissens gelassen würde, als welche sie — im Streite mit ihrem eigenen Gewissen — nachdem sie ihre Religionsgebräuche verlassen, in der römischen Kirche genießen könnten. So werde denn, wie der Kurfürst erfahre, das Recht der freien Ausübung ihrer uralten Religion, welches der Herzog als ihr Fürst mildvolllest ihnen gewährt, von Einigen zum Scherz ausgelegt. Das aber thue nicht allein dem Rechte Eintrag, welches keinem Christen versagt werden darf, sondern streite auch, da jenes Recht von des Herzogs Vorfahren und ihm selbst den Thalleuten mildvolllest bewilligt und erhalten sei, mit der Gültigkeit fürstlicher Verordnungen, weshalb der Kurfürst nicht zweifle, der Herzog werde die Auctorität seiner Edikte, das Wohl seiner Unterthanen und die Freiheit des Gewissens in würdiger Art beschützen und aufrecht erhalten; dem Kurfürsten werde der Herzog, wenn er die Genossen seines Glaubens und Bekenntnisses von diesem Elend und dieser Noth befreie, eine große, durch jede Gegengefälligkeit zu entgeltende (verdienende) Wohlthat erweisen und ihn einladen, denjenigen seiner Unterthanen, welche der katholischen Konfession zugethan seien, und denen er alle Sicherheit und Freiheit des Gewissens gewähre, täglich noch mehr Gunst zu erweisen. Jene höchst unglücklichen Unterthanen aber, so schließt der Brief, denen nach der wahren Verehrung Gottes in Gemäßheit der Vorschrift ihrer Religion nichts wichtiger ist, als die Treue gegen ihren Fürsten, mögen die heißesten Gebete

doch hierin mit den anderen Evangelischen auch zu vereinigen, und das schreiben in Unserm Namen, mit zum vollenziehen.“

Der Kurfürst von Sachsen, Johann Georg, erklärte sich gegen Kurpfalz am 10. Juli, gegen den großen Kurfürsten am 19. Juli dahin, daß er doch Anstand nehme, ein Gesambt-Schreiben aller evangelischen Fürsten aufsetzen zu lassen, da er lediglich erst von Pfalz und Brandenburg dazu aufgefördert sei, und daß es — da das Umherschicken an alle evangelische Fürsten viel Zeit fordere — am besten sein würde, wenn die Deputirten sämtlicher evangelischer Fürsten in Frankfurt am Main sich zu einem allgemeinen Verwendungsschreiben vereinigten.

Mittlerweile kam der Tractat zu Pignerol zu Stande, und es blieb dem großen Kurfürsten Friedrich Wilhelm von Brandenburg für folgende Zeiten vorbehalten, noch entschiedener zu bethätigen, wie lebhaft ihm das Schicksal der in Piemont verfolgten Waldenser zu Herzen gehe.

Der Tractat von Pignerol gewährte den Waldensern nicht lange Frieden und ungestörte Religionsfreiheit. Der Herzog von Savoyen ließ an einer veränderten Stelle in La Tour, statt des niedergerissenen, ein größeres, stärkeres Fort erbauen; es ward eine starke Garnison hineingelegt, welche schon im Jahre 1656 anfang, in der von Waldensern bewohnten Umgegend — als wäre es mitten im Kriege — die Früchte des Feldes fortzunehmen und den Wein aus den Kellern zu rauben. Vorstellungen gegen dieses Verfahren wurden nicht beachtet.

Der Tractat von Pignerol bestimmte, daß die Rechtsangelegenheiten der Waldenser vor ihren ordentlichen Ge-

**Vermittelung an die Gnade und das Wohlwollen des Königs**, die sie in den größten Gefahren schon früher erfahren, und bäten, daß er die Wohlthat, die er ihnen durch seine Vermittelung verschafft, schützen und erhalten, und die Sache bei dem Herzog von Savoyen dahin leiten möge, daß sie die Freiheit, welche er ihnen früher bewilligt habe, von nun an auch sicher genießen und sich ihrer erfreuen könnten. In dem Ruhme leuchteten die Verfahren des Königs voraus, und das Lob bewahre er selbst, daß — da Gott sie dem größten Königreiche vorgesetzt habe — sie selbst die Herrschaft des Königs der Könige auf die Gewissen und Seelen der Menschen, wie in ihren Reichen, so auch anderswo vertheidigten. Da der König in dieser Angelegenheit der höchst betrübten Thalleute schon früher hervorgetreten sei, so versprechen sie sich um so gewisser, da sie jetzt in demselben Unglück seien, von ihm dieselbe Hülfe; weshalb es der Kurfürst für überflüssig halte, zu dem, was der König aus freien Stücken und eigener Güte thun werde, ihn noch durch seine Bitten einzuladen, und füge nur noch hinzu, daß er durch keine Wohlthat mehr verpflichtet werden könne, als welche gegen seine Glaubensgenossen geschehe, der er durch jede Art des Dienstes zu entsprechen jederzeit bemüht sein werde. Uebrigens empfehle er den König dem göttlichen Schutze &c.

Der große Kurfürst sendete diese beiden Schreiben an die Elevische Regierung, um sie dem Prediger Leger einzuhändigen. In Betreff des Schreibens an den Herzog von Savoyen bemerkte er, daß er nicht gesonnen sei, einen eigenen Gesandten in dieser Angelegenheit nach Turin zu senden, vielmehr den Waldensern frei stelle, „ob

Sie solch schreiben einem von denen Legatis, so von anderen Herrschafften in dieser Sache nach Savoyen möchten geschicket werden, mit geben wolten, und selbiges hochdächter Seiner des Herzogs Lbd. zu praesentiren, oder ob Sie es sonst an dieselben bringen lassen wolten.“ — Er bemerkt ferner in diesem Rescript, daß er sich jederzeit der Waldenser nach allen Kräften annehmen werde, mit dem Hinzufügen, daß er auch erbötig sei, „wenn ja die Noht die Waldenser dergestalt ferner drängen solte, Ihr Vaterland zu verlassen, dieselben in Unsere Lande aufzunehmen, auch so viel möglich zu accommodiren, undt Ihnen solche Landereyen, so Sie cultiviren und anbauen könten, anzuweisen undt einzureumen.“

Die evangelischen Kantone der Schweiz sandten hierauf im Juli 1662 den Abgeordneten Holzhalb an den Herzog von Savoyen, um die sämtlichen Verwendungs-schreiben der auswärtigen evangelischen Mächte zu übergeben. Der Herzog antwortete auf diese Verwendungen, daß er die Patente der Waldenser halten werde, daß sie sich aber vieler Vergehungen schuldig gemacht hätten und der Verwendung fremder Mächte nicht würdig wären.

Diese Antwort theilten die evangelischen Kantone der Schweiz dem großen Kurfürsten Friedrich Wilhelm unterm 17. September 1662 mit, und bemerkten dabei, daß sie, nachdem ihr Gesandter zurückgekehrt sei, den Herzog von Savoyen gedankt hätten, weil „Ihr Kön. Dhl. sich vernemmen lassen, die Pignerolische Patente gegen den Evangelischen Talleüthen zu halten“, so wie sie den Herzog gebeten hätten, „daß Sy solch beständiger Intention verbleiben, unnd Ihre Underthanen der angedeüthten Patente wyther rühmiglich genießen lassen wolle.“ — „Die

befagten Thalleuth aber“, sagen sie weiter, „hätten sie gebührend erinnern lassen, daß Sy Ihrem Fürsten mit schuldigem respect Inn aller treuw unnd gehorsamme entsprächind, auch zun Widrigem keinen anlaaß gäbind.“

— Zum Schluß jedoch führen sie an, daß zwar der Herzog von Savoyen die Waldenser vieler Vergehen beschuldige, dergleichen „Imputationen aber eß an gründlicher Widerlag und gnugsammer Verantworthung nit ermanglet.“

Die Waldenser gewannen indessen durch die eben erwähnten Vermittelungen und Verwendungen keine Verbesserung in ihrer gedrückten Lage. Im Gegentheil ward ihnen bald nachher in der Person eines Herrn von Bagnols ein Gouverneur gesetzt, der sich schon in den Verfolgungen des Jahres 1655 durch Grausamkeit ausgezeichnet hatte. Dieser drückte sie auf vielfache Weise, wie er denn namentlich mehrere Familienhäupter wegen Ungehorsams und angeblicher Verbrechen in Fesseln legen ließ. Die Waldenser wandten sich bittend an den Herzog und seine Minister, worauf die bedeutendsten Familienhäupter der Thalleute im Anfange des Jahres 1663 nach Pignerol geladen wurden, um dort mit den Beamten des Herzogs zu unterhandeln. (Cf. Boyer Cap. XVII. und Leger Th. II. S. 300.) Gleichzeitig forderten die Generale des Herzogs die vorzüglichsten Führer der Waldenser auf, Truppen nach der entgegengesetzten Seite von Pignerol, der an Dauphiné gränzenden Festung Mireboue zu geleiten, und während so die wichtigsten Vertheidiger der Thalleute, von ihren Familien getrennt, nach Osten und Westen verschickt waren, überfiel ein Heer von 8000 M. unter Anführung der Marquis von Fleuri und Angrogne und des Grafen von Bagnol, die in den Thälern zurück-

gebliebenen, zum Kampfe nicht gerüsteten Waldenser, um sie vollständiger und sicherer noch als 1655 zu vernichten. In der Eil sammelten sich jedoch sogleich 60 Waldenser auf einem Berge bei Angrogne, um die von St. Gerond und Briherasco anrückenden Armeen in dem unzugänglichen Gebirgslande, so gut es ging, bis sie stärker wären, aufzuhalten. Dies gelang ihnen, da große Heere hier nicht agiren konnten. Von allen Seiten stießen nun bewaffnete Thalleute zu ihnen; ihre Anzahl stieg zu 500 und bald darauf zu 700 Mann. Mit diesen behauptete sich der tapfere Waldenser-Hauptmann Janavel lange Zeit in der Gegend von Angrogne, überfiel dann die Feinde in ihrem Lager, und verfolgte sie, zu ihrem großen Verluste, bis in die Gegend von Briqueras, von wo er sich rasch wieder in die Gebirge zurückzog, da die Waldenser in der Ebene, besonders gegen die feindliche Kavallerie, nicht Stand halten konnten. — Der Verlust des Marquis von Fleuri, der selbst unter den Fliehenden sich befand, war bedeutend, so daß, als er in Briqueras angekommen war, er ausgesprochen haben soll, daß er mit diesen Rethern sich nie wieder in eine Schlacht einlassen wolle, wenn ihm nicht 10000 Mann zur Seite ständen. — Die Waldenser benutzten nun die Vortheile des Schreckes ihrer Feinde und ihres Terrains. Sie ließen sich nie in größere Gefechte ein, sondern beschränkten sich darauf, in kleinen Abtheilungen aus Verstecken und befestigten Plätzen in ihrem Gebirgslande einzelne feindliche Corps anzugreifen. So thaten sie dem Heere des Herzogs sehr großen Schaden, so daß die Feldherren, Marquis von Fleuri und von Angrogne, durch Heranziehung neuer herzoglicher Truppen im August 1663 sich ver-

n stärkten. Mit diesen griffen sie Noras an, welches von  
 u. den Waldensern schwach besetzt war, und eroberten den  
 1) Ort, jedoch nicht ohne bedeutenden Verlust. Von hier  
 gingen sie nach la Tour, und steckten in der Umgegend  
 20 bis 25 Häuser in Brand. Die Waldenser, welche  
 das von einer Anhöhe bemerkten, fielen mit heftigem An-  
 griff über ihre Feinde, und erfochten einen vollständigen  
 Sieg.

Da hiernach der Marquis von Fleuri in diesem  
 Feldzuge durchaus nicht glücklich war, so übertrug der  
 Herzog das Kommando dem Marquis von St. Damian  
 in der zweiten Hälfte des Jahres 1663. Aber auch die-  
 ser erfocht keine Siege, so daß Karl Emanuel II. gegen  
 Ende 1663 geneigter als je war, den Waldensern Friede  
 zu gewähren. Seine Finanzen waren erschöpft, ein Theil  
 seiner Staaten durch diesen inneren Krieg verwüstet und  
 mehr als 4000 Menschen, nach Boyer's Angabe (S. 184  
 Cap. XIX.), umgekommen.

Die Waldenser waren im Glück. Sie hielten sich  
 auf ihren Bergen verschanzt, und kamen nur in die Eben-  
 nen, um ihren Feinden Abbruch zu thun, die große  
 Furcht vor ihnen hatten, und meist bei ihrem Anblicke  
 flohen.

Die evangelischen Kantone der Schweiz, in steter  
 Kenntniß von der Lage der Dinge in den Waldenser  
 Thälern, schickten daher um diese Zeit Gesandte nach  
 Turin, die am 15. Dezember 1663 eintrafen, und besser  
 als früher oder später in ähnlichen Angelegenheiten  
 von dem Herzoge und dem ganzen Hofe empfangen wur-  
 den. — Gleichzeitig trafen dringende Verwendungsschrei-



ben für die Waldenser von auswärtigen Mächten ein, namentlich von den Generalstaaten von Holland, und insbesondere auch vom großen Kurfürsten von Brandenburg, der in dieser zweiten Verfolgung der Waldenser unter Karl Emanuel zu denjenigen evangelischen Fürsten gehörte, die am thätigsten ihrer unglücklichen Glaubensgenossen sich annahmen.

Friedrich Wilhelm schrieb am 15. Dzbr. 1663 (s. Beil. H.) an den Herzog von Savoyen<sup>\*)</sup>: Seit dem 17. März sei es ein Jahr, daß er geglaubt habe, jene seiner unglücklichen Glaubensgenossen, die in den Piemontesischen Thälern wohnten und Unterthanen des Herzogs seien, wären durch seine freundschaftlichen Verwendungs schreiben weit mehr empfohlen, und seit jener Zeit schon wieder eingesetzt in ihre Privilegien zur Freiheit der Religion und des Handels und in ihre übrigen Rechte, zumal da zur Aufrechthaltung der Verordnungen die herrlichsten Patente des Herzogs selbst schon lange vorher öffentlich bekannt gemacht seien. Nachdem aber habe er aus guter Hand erfahren, daß jene Rescripte des Herzogs durch falsche Interpretationen Anderer und List täglich vernichtet, und von der alten Härte

---

\*) Leger hat S. 279 des zweiten Theils seiner Histoire des Vaudois noch einen andern Brief des großen Kurfürsten vom 22. November 1663 in französischer Uebersetzung abdrucken lassen, der sich aber, aller Nachsichung ungeachtet, in den hier vorhandenen handschriftlichen Nachrichten nicht aufgefunden hat. Ich übergehe ihn daher hier, da er schon abgedruckt, und in sofern nicht wesentlich ist, als die treffliche Gesinnung des großen Kurfürsten, die allerdings in diesem Briefe herrscht, auch aus dem hier folgenden Schreiben vom 15. Dezbr. 1663 deutlich hervorgeht.

gegen jene Unglücklichen nichts nachgelassen, sondern ihnen vielmehr soviel fortdauernder harter Druck aufgelegt werde; daß solcher im bevorstehenden Winter zu schwer für ihren Nacken sein werde, und ihnen daher Flucht und Auswanderung zu drohen schiene. — Durch so große Härte ihres Looses sei zwar der Kurfürst bewegt und von Mitleid gerührt, beharre jedoch in der guten Meinung von dem Herzoge, daß er diese seine wiederholten und dringenden Empfehlungen, da ja das Elend bis auf die Nerven dringt, endlich doch erhören werde. Der Kurfürst wolle nicht die Verdienste seiner Glaubensgenossen anführen, noch viel aufzählen, was im römischen Reiche und bei den Generalstaaten Hollands zu Gunsten der Kirche des Herzogs erlassen sei. Auch würde es ihm nicht schwer sein, wenn nicht christliche Lehre und Liebe es ihm verböten, die Sicherheit der Kirche des Herzogs in seinen, des Kurfürsten, Staaten in gleicher Art zu beschränken, welche er jedoch, frei von Haß und Uebeltollen, wohl verwahrt und aus eigenem Antriebe bis jetzt mildvollst beschützt habe. Doch könne er, der Kurfürst, das glänzende, gleichsam zu des Herzogs Familie gehörige Beispiel der evangelischen Religion Seitens der christlichsten Könige, womit diese dem Herzoge voranleuchteten, hier nicht übergehen. Die Könige von Frankreich nämlich hätten den Ruhm ihres Namens nun schon im zweiten Jahrhundert durch die Erhaltung der evangelischen Glaubensgenossen erhöht, die lange Zeit habe diesen Ruhm geheiligt, und werde nie aufhören, ihn der späten und solchen Verfahrens eingedenk Nachwelt zu überliefern. Hätte doch der erlauchteste Kaiser etwas

früher dieselben heilbringenden Rathschläge bei sich durchdringen lassen, der, nachdem die Angelegenheit schon zu sehr verschlimmert war, nun um so sichrere Mittel suchend, befahl, daß seine Unterthanen evangelischen Glaubens im Königreiche Ungarn Gewissensfreiheit wieder erhielten, mit neuen Diplomen begünstigt würden, und ihrer alten Rechte und aller Privilegien genießen sollten. Ja, die verhängnißvollen Zeiten, welche Deutschland nahe sind, könnten dagegen warnen, daß nicht der schlimme und tödtliche Feind des christlichen Namens, der Türk, im Besützen und Vertheidigen der Christen, die er einmal in seine Herrschaft aufgenommen, die Fürsten und Herren, die Christum selbst bekennen, an Treue und Gerechtigkeit übertreffe, dann aber in den Waffen sie um so viel mehr mit Recht besiege und in Verlust bringe. Wie aber der Kurfürst dies täglich und mit seinen Augen vor sich sähe, so zweifle er anderer Seits nicht, daß der Herzog hierüber mit ihm einerlei Sinnes sein werde, und in Erhaltung und Beschüzung der Glaubensgenossen des Kurfürsten, die seine Unterthanen seien, ihm seine besondere und rühmliche Güte und Huld um so lieber von nun an werththätig beweisen werde. Danach wenigstens seufzen jene guten und unschuldigen Menschen, die bisher mit den übrigen Bürgern gleiches Recht in des Herzogs Landen genossen, und werden für seine Erhaltung und Wohlfahrt um so heißere Bitten zu Gott senden, da sie durch ihre Glaubenslehre selbst angewiesen werden, nicht sich von Treue und Pflicht gegen ihren Fürsten loszusagen, sondern mit aller Ergebung und allem Gehorsam sich an ihn zu fesseln. Der Kurfürst aber würde der von dem Herzog gegen die Waldenser geschehenen Wohlthat immer

eingedenk sein, und nichts unterlassen, was zur Unterhaltung des Wohlwollens und der Freundschaft gegenseitig gereichen könne; — übrigens erbitte er dem Herzoge alles heil, und empfehle ihn angelegentlichst dem höchsten Gott.

Der große Kurfürst schickte diesen Brief an die reformirten Schweizer-Kantons, indem er ihnen sagt: „Nachdem Wir auch keine gelegenheit, das originalschreiben zu bestellen gewußt, weil Wir des Ortes niemanden von Unseren Leuten haben, So haben Wir davor gehalten, weil die Herren dieser armen Leute sich so fleißig und sorgfältig angenommen haben, es werde ihnen nicht zuwider sein, durch jemandes von Ihren eigenen Leuten dieses Schreiben zu Ihrer Liebden sichern handen überbringen zu lassen.“

Nach Ankunft der Schweizerischen Abgeordneten in Turin sandten auch die Waldenser Deputirte an den Hof. Diesen war versprochen, daß während der Unterhandlungen keine Feindseligkeiten Statt finden sollten. Dessenungeachtet griff der Marquis von St. Damian mit einer verstärkten Armee noch einmal am 25. Dezember 1663 die Orte la Tour, Angrogne, Rocheplatte und St. Germain heftig an, jedoch ohne günstigen Erfolg. Die Waldenser behaupteten sich in ihren Stellungen, ja, sie siegten über ihre Feinde, deren viele in den Gefechten blieben. Die Deputirten der Thalleute und ebenso die Abgeordneten der Schweiz beschwerten sich heftig in Turin über dies Verfahren, und so kam es denn bald zum Frieden, der durch Vermittelung der Schweizer von dem Herzog von Savoyen, Karl Emanuel, vermittelst des Patents vom 11. Februar 1664 den Waldensern erteilt wurde.

Dieses Patent enthielt:

Art. 1. Es wird den Waldensern General-Pardon und Amnestie zugebilligt.

Art. 2. Die Waldenser sollen in den vollen Genuß des Patents vom 18. August 1655 wieder eingesetzt werden, jedoch unter der Bedingung, daß über die Entschädigung für die Beleidigungen, welche die Waldenser dem Herzog durch ihre Widerseßlichkeit zugefügt hätten, und zur Sicherheit des schuldigen Gehorsams, der König von Frankreich das Nähere bestimmen solle, ohne durch irgend einen der vorhergehenden oder nachfolgenden Artikel beschränkt zu sein.

Art. 3. Diejenigen Waldenser, welche schon vor dem Anfang der letzten Unruhen, d. h. vor dem April 1663, verurtheilt worden, sind von dem Pardon und der Amnestie ausgeschlossen.

Art. 4. An den durch das Edikt vom Jahre 1655 verbotenen Orten sollen die Waldenser, wie zur Vermeidung künftiger Mißverständnisse ausführlich angegeben wird, in Rücksicht ihrer Religionsübung, keine Kirche haben, keine Predigt, keinen öffentlichen Gottesdienst und keinen eigenen Geistlichen halten, den Katechismus nicht lehren; — so auch nicht in St. Jean.

Art. 5. In den anderen, im Edikt von 1655 genannten Orten bleibt den Thalleuten die freie Religionsübung. Uebrigens wird den Katholiken in den gedachten Dörtern der Thäler verboten, ihre Religion zu ändern.

Art. 6. Die Prediger der Waldenser sollen in den Thälern gebürtig sein; — finden sich keine geeigneten Eingeborenen, so will der Herzog auf gebührendes Ersuchen auch Ausländer zulassen und berufen.

Art. 7. Die katholische Religion soll, wie schon im Art. 13. des früheren Edikts bestimmt ist, überall in den Thälern ausgeübt werden.

Art. 8. Alle Gefangenen der Waldenser sollen ohne Lösegeld in Freiheit gesetzt werden.

Art. 9. Die Bestimmungen dieses Patenten sollen von allen Beamten befolgt und aufrecht erhalten werden, vorausgesetzt, daß die Waldenser auch ihrerseits alle Bestimmungen der Patente beachten und von dem schuldigen Gehorsam sich nicht entfernen.

Nach dem Erlaß dieses Patenten schrieb der Herzog Karl Emanuel an den großen Kurfürsten Friedrich Wilhelm unterm 15. März 1664 (s. Beil. J.): Er habe den Brief des Kurfürsten vom 15. Dezember erst vor drei Tagen empfangen; — hätte er ihn früher erhalten, so würde er ihn mit nicht geringem Kummer erfüllt haben. Denn da er das Wohlwollen des Kurfürsten sehr hoch schätze, und seine Umsicht und Weisheit ungemein achte, würde es ihm beschwerlich und unangenehm gewesen sein, daß durch unbillige Klagen derjenigen seiner Unterthanen, die sich zu des Kurfürsten Religion bekenneten, bei dem Kurfürsten dem Herzoge Dinge Schuld gegeben worden, die ihm nie in den Sinn gekommen seien, nämlich der Bruch der Privilegien und wohlthölkenden Bewilligungen, welche der Herzog den Waldensern aus seiner reichen Milde gewährt habe. Da indessen alle jene Angelegenheiten in den verfloßenen drei Monaten von den eigens deshalb zu dem Herzoge geschickten schweizerischen Gesandten von der Konfession des Kurfürsten auf das genaueste untersucht seien, so sei es durch Beweise, klarer als das Sonnenlicht, auf das Vollständigste dargethan, daß diese ganze

Angelegenheit durchaus nichts mit der Religion gemein habe; ja, es sei besonderer Bemerkung werth, daß zu Gunsten jener Unterthanen überhaupt gar kein politischer Grund zur Klage gefunden sei; woher es komme, daß sogar nach Gottes heilbringendem Rathschluß dasjenige, worüber sie sich beschwerten, mit Recht zum reichsten Stoff der Freude sich umwende. So möge denn der Kurfürst wissen, daß die Unterthanen des Herzogs im Thale Lucerna mit Wuth die Waffen ergriffen hätten, in keiner anderen Absicht, als um einige schlechte Menschen, die wegen vollbrachten Mordes, Raubes, Eröffnung der Gefängnisse und großer derartiger Verbrechen mit Recht verurtheilt worden, mit unsinniger Theilnahme zu begünstigen, und daß sie, um diese der gebührenden Strafe mit Gewalt zu entziehen, sich selbst in den Abgrund der schändlichsten Empörung in übereinstimmender Raserei gestürzt hätten. Der Herzog habe, fährt er fort, einige Zeit hindurch diese unsinnigen Bewegungen mit Gleichmuth ertragen, er habe die Waldenser milde erinnert, daß sie von selbigen abständen, und sie, daß sie zu sich wieder zurückkämen, mit wiederholter und väterlicher Ermahnung lange vergeblich eingeladen. Damit aber die Langmuth nicht Verachtung erzeugte, und das so schlechte Beispiel unbestrafter verbrecherischer Menschen nicht zum Verderben des Staates werde, hätte eine ganz kleine Anzahl Soldaten, als Arm der Gerechtigkeit, von Staatswegen gegen sie aufgeboten werden müssen. Dies bewiesen die unzweifelhaften, vor den erwähnten Gesandten ausgelegten Dokumente; dies bewiesen die mehr als Einmal abgegebenen Erklärungen derselben; dies beweiße endlich das von seiner Gnade erhaltene Patent,

wovon ein von den oben genannten Gesandten von Wort zu Wort durchgelesenes und bestätigtes Exemplar er diesem Briefe beizufügen nicht unnütz erachtet habe. Hiernach vertraue er mit Recht, daß in gleicher Art, wie der religiöse Sinn des Kurfürsten bereit gewesen sei, sich für die Waldenser bei ihm zu verwenden, so der Kurfürst jetzt nach aufgehobenem Vorhang und aufgedeckten Ränken jener hinterlistigen, dasjenige, was er zu ihren Gunsten habe thun wollen, nunmehr benützen werde, um die Beleidigung, durch welche sie unzweifelhaft ihn (den Kurfürsten) schwer gekränkt hätten, auszulöschen; und daß der Kurfürst diese lügenhaften Ränke auf die Urheber des Betruges übertragen werde. Dies sei bei der Reinheit der Sache an und für sich schon anzunehmen, so daß eine Beleuchtung der einzelnen von dem Kurfürsten angeführten Gründe überflüssig erscheine; damit es jedoch nicht das Ansehen gewinne, als ob der Herzog nur obenhin die Rathschläge des Kurfürsten erwogen habe, so scheine es ihm nichts desto weniger nicht überflüssig, wenigstens die Hauptpunkte des Briefes des Kurfürsten zu berühren. — Was daher der Kurfürst in Betreff seiner gepriesenen Liebe zu den Bekennern der römisch-katholischen und orthodoxen Religion in seinem Reiche anführe, weshalb er mit Humanität gegen sie verfare; oder, was er hinzufüge, daß in den holländischen Staaten die Katholiken durch strafbare Einschränkung nicht gebunden werden, so glaube der Herzog nicht, daß dies für den vorliegenden Fall von Anwendung sein könne, da die römisch-katholischen Unterthanen nirgend etwas gegen die öffentliche Ruhe der Völker unternähmen, die Waldenser aber die Provinz, in der sie wohnen, durch häufige Unruhen heftig bewegen. Möchte übrigen



doch nur den Katholiken in Holland soviel Religionsfreiheit und soviel Vorrecht der Privilegien ertheilt werden, als in den Staaten des Herzogs den Glaubensgenossen des Kurfürsten mildvollst zugestanden sei. Dann würden sie — was den Katholiken in Holland verweigert ist, soviel der Herzog wisse — vollständige öffentliche Sicherheit, wenn auch nur in bestimmten Städten, erhalten; sie würden sich in Privatverhältnissen und öffentlichen Angelegenheiten des vollen Genusses aller Einrichtungen, Genossenschaften und der Verwaltung erfreuen. Was aber der Kurfürst mit großem Lobe von dem unüberwindlichen Könige von Frankreich sage, so sei dem Herzog nur auf das lebhafteste zu wünschen, daß seine Einwohner des Thales Lucerna, angeregt durch das Beispiel jener Unterthanen des Königs von Frankreich, von allen Flecken des Ungehorsams aus freien Stücken oder wider Willen entündigt würden. Keine Handlung ist von jenen jetzt bekannt, die sie gegen ihren Herrn unternommen hätten, weder in gleichgültigen Dingen, noch in Angelegenheiten der Religion, wenn gleich dort noch vor wenigen Monaten neue Gotteshäuser auf den Wink des Königs allein dem Erdboden gleich gemacht seien. \*) Wie sehr dagegen seinem, des Herzogs, Gehorsam die Waldenser sich halsstarrig widersetzten,

---

\*) Durch ein Arrêt du Conseil d'Etat vom 5. October 1663 hatte Ludwig XIV. bestimmt, daß vier reformirte Kirchen in den Diöcesen Nîmes und Uzès, nämlich die Kirchen St. Julien de la Nef, St. Jean de Roques, la Rouviere und la Bruguiere niedergerissen wurden, da in den genannten Ortschaften den Reformirten nicht erlaubt sei, öffentliche Religionsübungen zu halten. (Conf. Benoit Histoire de l'Edit de Nantes Th. III. S. 537 und S. 126 nr. LXIX. der zu diesem Theile gehörigen Edikte.)

werde der Kurfürst nun, woran er nicht zweifle, erfahren haben, weshalb es ihm neu sei, daß die Vorschriften der Religion des Kurfürsten zur Folgsamkeit und zum Gehorsam einluden, da er, der Herzog, erfahre, wie sehr die Waldenser von dieser schuldigen Tugend abweichen, weshalb es erlaubt sein werde, die Waldenser ganz unwürdige Genossen des Glaubens des Kurfürsten zu nennen. Wie dem Herzoge übrigens — so schließt er diesen Brief — immer jede Gelegenheit angenehm sein werde, das Wohlwollen und die Freundschaft des Kurfürsten durch gegenseitige Dienste zu ehren, so werde er auch, wenn er irgend eine Wohlthat den Glaubensgenossen des Kurfürsten angedeihen zu lassen, Veranlassung habe, dies als Zeichen und Pfand seiner Liebe zu dem Kurfürsten (unbeschadet jedoch des Gehorsams gegen die römische, rechtgläubige Kirche, von dem abzuweichen, er, nach inniger Ueberzeugung, in keiner Art für recht halte) gern thun. Inzwischen bitte er Gott für die Erhaltung des Kurfürsten, und daß alles Glückliche und Günstige ihm nach Wunsch begegne. Turin, den 15. März 1664.

Die evangelischen Kantone der Schweiz zeigten hierauf gleichfalls dem großen Kurfürsten in einem Briefe vom 7. Mai 1664 an, daß der Herzog von Savoyen den Waldensern die Religionsfreiheit wiedergegeben habe. „Weltliche Gnad — heißt es wörtlich weiter — Ihnen sonderlich, inn ansehung Ew. Kurfürstl. Durchl. und übrigen Evangelischen Fürsten und Ständen mit denselben habender Glaubensgemeinschaft, und für Sy beschehenen Intercession, auch ermelter Unserer Abgesandten möglichsten Bytrage widerfahren, und damit Sy desto einen besseren Bestand habe, würde Ew. Kurfürstl. Dchl. ein

Gott wolgefelliges, und disen Uralten Reformierten Kirchen in angeregten Thälern ein sehr trostliches Werck verrichten, wann Ihro gnädigst beliebte, hochermeltem Herzog in Saphoy Ihr Danknehmens gefallen herüber auch zu bezeugen, und Ihmme Dieselben zu beharrlichen Gnaden ic. anzubefehlen.“

Der Kurfürst antwortete den Schweizern unterm 23. Mai 1664, es sei ihm sehr lieb und erfreulich zu vernehmen gewesen, daß seine und der übrigen evangelischen Fürsten Verwendung, wie auch die Unterhandlungen der Schweizer bei des Herrn Herzogs zu Savoyen Lbd. so viel gesuchet und gewürcket, daß Sie dero reformirte Unterthanen in denen Thälern wieder zu gnaden aufgenommen, und ihnen die freye Execution ihrer Religion nach inhalt der alten Concessionen und jüngsten Patente de anno 1655 wiederumb verstattet: „gleichwie Wir Uns nun dieser Unserer Religions-Verwandten in ihren angelegenheiten ganz gerne und willig auf den benötigten fall ferner anzunehmen geneigt seind, Also haben wir vor diese ihnen bezeigte gnade des Herzogs von Savoyen Lbd. durch ein an Sie abgelassenes Schreiben bedancket, und wollen darbey hoffen, Es werden auch diese Leute gegen die von Gott ihnen vorgesezte hohe Obrigkeit allen billigmäßigen unterthänigen gehorsam sich dergestalt bezeugen, . damit sie nicht durch wiedermärtiges verhalten zu anderweiter Verfolgung anlas geben, und hochgedachte Ihre Liebden über sie zu klagen nicht ursach haben mögen.“

Dem Herzog von Savoyen aber schrieb der Kurfürst, wie wenig auch der Brief des Herzogs eine solche Antwort verdiente, im Interesse für die gute Sache und das Schicksal der Waldenser unterm 23. Mai 1664 (s. Beil. K.):

Keine

Keine Nachricht sei ihm angenehmer gewesen, nichts Freudigeres hätte ihm begegnen können, als daß der Herzog seinen Unterthanen in den piemontesischen Thälern Gnade ertheilt, und ihnen von neuem freie Religionsübung zugesprochen habe. Er sei überzeugt, daß der Herzog, wie auf der anderen evangelischen Staaten, so auch auf seine, des Kurfürsten, Verwendungen einiges Gewicht gelegt habe. Er wünsche jenen (den Waldensern) und sich Glück; jenen, weil sie ihren Wunsch erreicht hätten, sich, weil er sich in seiner Hoffnung nicht getäuscht habe. Von beiden Theilen sei dem Herzoge Dank zu zollen; mögen jene ihn durch schuldigen Gehorsam und durch Gebete für das Wohl des Herzogs abstaten. Er, der Kurfürst, könne für jetzt nur durch Worte dem Herzoge den lebhaftesten Dank sagen, werde diesen Dank aber gern bei erster Gelegenheit durch die That beweisen. Wenn der Herzog durch irgend ein Band des Wohlwollens dem Kurfürsten sich habe verpflichten wollen, so habe er wahrlich kein festeres finden können, und wollte er es durch ein Band der Freundschaft, so könnte der Kurfürst durch keines kräftiger ihm verbunden werden. Der Herzog habe daher hierdurch ihn auf immer sich verbunden und zu aufrichtigen Freundschaftsdiensten bereit gemacht, und empfehle er ihn übrigens dem göttlichen Schutze u.

So gut stand es indessen mit den Waldensern damals noch nicht, als der edle Kurfürst annahm. Der zweite Artikel des Patents vom 14. Februar 1664 bestimmte, daß der König von Frankreich die Entschädigung bestimmen sollte, welche die Waldenser in Rücksicht der Statt gehaltenen Verwüstungen und zur Sicherheit für ihren Gehorsam zu leisten hätten. Demzufolge

hatte sich der französische Gesandte, Servien, im April 1664 nach Pignerol begeben; Kommissarien des Herzogs und Deputirte der Waldenser waren gleichfalls erschienen. Die Kommissarien des Herzogs liquidirten (cf. Peger Th. II. S. 313):

a) Schaden des Herzogs:

1) Weil die Waldenser den Herzog genöthigt haben, Lucern mit einer Mauer zu umgeben	50000 Livres
2) Für die Unterhaltung der Armee	531000 "
3) Entschädigung für die Salzsteuer	40000 "
4) Entschädigung für die Bölle	25000 "
	<hr/> 646000 Livres.

b) Um zur Entschädigung der katholischen Orte zu dienen, welche aus Veranlassung des Krieges große Verluste erlitten: Bubiana, Lucerna, St. Second, Briqueras u. zusammen

330372 "  
sind 976372 Livres.

Hierzu träten noch die Kosten für die Zerstörung des Forts Mireboue, die Entschädigung für mehrere Beamten des Heeres, als den Intendanten für die Lebensmittel, für die Munition, die Kasernen, die Befestigungen und mehrere andere außerordentliche Ausgaben, zu denen die Kommissarien noch die speciellen Beläge erwarteten. Unter noch anderen Forderungen ward ferner angefragt, daß auf Kosten der Waldenser drei oder vier Thürme oder kleine Forts erbauet würden. Die Waldenser schrakten. Arm, wie sie waren, hätte die Bezahlung der Summen sie ganz an den Bettelstab gebracht, ihre Existenz vernichtet. — Ihre Deputirten überreichten die dringendsten Gegenvorstellungen. Die evangelischen Kan-

tone der Schweiz, England und die Generalstaaten von Holland verwandten sich dringend, letztere beide durch ihre Gesandten, Hollis und Boreel, bei dem Könige von Frankreich. Der große Kurfürst Friedrich Wilhelm von Brandenburg, nachdem er von diesen Verhandlungen Kenntniß erhalten, instruirte seinen Gesandten in Paris, den Freiherrn von Blumenthal, am 1. August 1664: Da er ersucht sei, sich der Waldenser anzunehmen, „vornemlich darumb, weil der Herzog von Savoyen ihnen zwar den Frieden und Amnestie versprochen, aber zwey punct zu des Königes in Frankreich arbitrio und decision ausgestellt, nemlich, daß die Waldenser dem Herzog die Militair Unkosten, so er auf 1100000 L. schätzt, ersetzen, und dann vier Forts auf der Waldenser Unkosten angelegt und unterhalten werden sollten: Und wir dan, so viel durch Unsere Vermittelung zu erhalten möglich seyn wird, das Unserige gerne bey der sache thun wollen, damit diese armen leute mit solchen schweren postulatis verschonet werden mögen, Als befehlen Wir euch hiermit gädigst, bei J. Kön. Mt. Unsertwegen vor diese Waldenser aufs beweglichste zu intercediren, und weil das arbitrium in dero Händen gestellet, dieselben von denen Zumutungen des Herzogs lossprechen möchten, Und damit ihr dieses desto besser zu Wercke richten könnt, habet ihr aus der Sache mit den Englischen wie auch den Statistischen gesandten, Hollis und Boreel, zu communiciren, weil dieselbe darinnen völlig informiret, auch derselben schon unterschiedene Officia und Instantien bei J. R. M. zu thun haben.“

Bei diesen vielen Verwendungen that der König von Frankreich keinen Auspruch. Die Sache blieb auf sich

beruhen, und ward auch von dem Herzog von Savoyen von den Waldensern nichts weiter gefordert, zumal in Turin Familienverhältnisse eingetreten waren, welche die Aufmerksamkeit des Herzogs ganz von den Waldensern abzogen, letzteren auch außerdem günstig waren.

Am 27. Dezember 1663 nämlich war die Mutter Karl Emanuels, Christina, eine französische Prinzessin, Tochter König Heinrichs IV., 60 Jahr alt, gestorben. Eine Feindin der Waldenser, hatte sie die Verfolgung derselben stets betrieben, und ihr Tod entfernte sonach eine schlimme Gegnerin der Thalleute vom Schauplatz der Welt. Fast zu gleicher Zeit erkrankte die junge Gemahlin des Herzogs, Franziska Magdalena, Tochter des Herzogs von Orleans, Gasto Johannes Baptista, gleichfalls eines Sohnes des Königs Heinrich IV. von Frankreich. Sie war geboren am 13. October 1648, und der Herzog Karl Emanuel hatte sich erst im Mai 1663 mit ihr vermählt. Sie starb am 12. Januar 1664, erst 16 Jahr alt. — Durch beide Trauerfälle ward der Herzog von Savoyen und der Turiner Hof in große Betrübniß versetzt und von fernerer Verfolgung der Waldenser abgelenkt.

Im Mai des folgenden 1665ten Jahres vermählte sich Herzog Karl Emanuel zum zweiten Male, und zwar mit Maria Johanna Baptista, geboren den 11. April 1644, einer Tochter des Herzogs von Nemours, Karl Amadeus. Mit großen Ehrenbezeugungen ward die Prinzessin an der französischen Gränze in Chamberi eingeholt. Die Vermählungsfeierlichkeiten waren äußerst glänzend, und viele Hoffeste folgten einander. Im Mai 1666 gebar die Herzogin einen Sohn, Victor Amadeus, als Herzog nachher seines Namens der zweite, den einzigen Sprößling.

dieser Ehe. Es scheint, daß in Folge dieses glücklichen Ereignisses der Herzog und seine Gemahlin freudigen Eintrüben sich hingaben; wenigstens wird noch im Jahre 1668 und 1669 angeführt, daß am Hofe Savoyens herrliche Feste und Ergötzlichkeiten einander folgten; gewiß ist, daß die Waldenser in dieser ganzen Zeit nicht verfolgt wurden.

Einige Jahre später, 1672, gerieth Savoyen in Krieg mit Genua. Die Waldenser leisteten in demselben so tapfere Dienste, daß der Herzog ihnen in einem Schreiben vom 5. November 1672 (cf. Boyer S. 192) seine Zufriedenheit ausdrücklich zu erkennen gab; wie er sie denn überhaupt bis zu seinem Tode nie wieder drückte.

Dieser erfolgte am 12. Juni 1675 nach einer kurzen Krankheit. Karl Emanuel starb, 41 Jahr alt; sein Sohn und Nachfolger, Victor Amadeus II., war erst 9 Jahr alt. Die Mutter übernahm, nach dem Willen Karl Emanuels, die Regierung während der Minderjährigkeit des Sohnes Victor Amadeus. — Auch während dieser Zeit, und in den ersten Jahren der Regierung Herzogs Victor Amadeus II., der 1680 solche übernahm, erfreuten sich die Waldenser der Ruhe und ungestörten Religionsfreiheit, und hofften noch 1684, recht lange Zeit unter diesem Fürsten fortdauernden Friedens genießen zu können, zumal sie sich in dem gedachten Jahre 1684 in einem Feldzuge gegen die Einwohner von Mondovi\*) sehr

---

\*) Die Stadt und Provinz Mondovi liegt südlich von Turin, und hatte früher ihre eigene Regierung. — Wenn gleich sie schon gegen Ende des vierzehnten Jahrhunderts unter Savoyenische Oberherrschaft kam, so waren die Mondovier doch oft unruhig, und gaben mehrmals zu inneren Kriegen Veranlassung.



ausgezeichnet und die größten Versicherungen der Zufriedenheit und des Wohlwollens von ihrem Fürsten dessfalls erhalten hatten. Aber Frankreichs Einfluß auf Savoyen vernichtete ihre Hoffnungen schon im folgenden Jahre 1685.

---

## F. Verfolgung

der Waldenser in Piemont 1685 und 1686  
und deren Folgen bis 1696.

### a) Die Verfolgung selbst.

Unterm 18. October 1685 hob Ludwig XIV., König von Frankreich, das Edikt von Nantes auf. Letzteres war im April 1598 von König Heinrich IV. erlassen, und war durch dasselbe Gewissens- und Glaubensfreiheit, so wie Gleichheit der Rechte den in Frankreich lebenden Reformirten, im Vergleich zu den katholischen Bewohnern Frankreichs zugesichert. Schon unter Ludwig XIII., bei weitem mehr aber noch während der ganzen Regierung Ludwigs XIV., war das Edikt von Nantes in fast allen einzelnen Bestimmungen durchlöchert oder zurückgenommen, bis Ludwig XIV. zuletzt am 18. October 1685 das Edikt völlig und in allen Punkten gänzlich aufhob.

Schon lange Jahre vor diesem Zeitpunkt hatten einzelne Reformirte in Frankreich angefangen, wegen der fortdauernden Bedrückungen, die sie erlitten, ihr Vaterland zu verlassen und in fernen Gegenden eine neue Heimath sich zu bilden. Es war vorherzusehen, daß bei völliger Aufhebung des Edikts von Nantes diese Auswanderungen der Reformirten aus Frankreich noch viel allgemeiner eintreten würden, wie dies auch nachher wirklich geschah.

Das Aufhebungs-Edikt vom 18. October enthielt daher im 9ten und 10ten Paragraphen die Bestimmung,

daß diejenigen Reformirten, welche Frankreich bereits verlassen hätten, ihr zurückgelassenes Haab und Gut wieder erhalten würden, wenn sie innerhalb einer Frist von vier Monaten zurückkehrten; daß aber den noch in Frankreich befindlichen Reformirten, Männern, Weibern und Kindern, durchaus verboten sei, auszuwandern, oder ihr Vermögen, ihr Haab und Gut fortzuschaffen; den Männern bei Strafe der Galeeren, den Frauen bei Verlust ihres Lebens und Vermögens (*confiscation de corps et de biens*).

In der an Piemont, insbesondere auch an die Thäler St. Martin und Lucerna, anstoßenden Provinz Dauphiné wohnten verhältnißmäßig viel Reformirte, wie unter andern auch daraus hervorgeht, daß von 11748 Refugiés, welche unmittelbar aus Frankreich in die Brandenburgisch-Preussischen Provinzen, in Folge des Edikts vom 18. October 1685, einwanderten, 868 allein aus Dauphiné kamen, wie dies aus den mir handschriftlich vorliegenden Kolonielisten von 1701 hervorgeht, in welchen nur von 11748 Individuen der frühere Wohnsitz in Frankreich angegeben ist, so daß die Vergleichung nur von dieser Zahl entnommen werden konnte.

Die Reformirten in Dauphiné waren immer schon zu den ihnen befreundeten und ganz benachbarten Waldensern hinübergewandert. — Sehr viele wählten diesen Weg nach dem Erscheinen des Edikts vom 18. Octbr. 1685.

Da erließ Victor Amadeus II., Herzog von Savoyen, schon am 4. November 1685 ein Edikt, in welchem er allen seinen Unterthanen, welchen Standes, Ranges oder Gewerbes sie seien, bei zehnjähriger Galeerenstrafe verbot, französische Refugiés aufzunehmen, zu beherbergen oder zu verbergen; bei fünfjähriger Galeerenstrafe untersagte,

Habseligkeiten, Geld und Gut französischer Refugees zu verwahren, welches vielmehr überall sofort in die Hände der Richter und bestellten Behörden niedergelegt werden sollte. Endlich ward bestimmt, daß diejenigen französischen Reformirten, welche, dem Zufluchtsrechte vertrauend, schon in die Savoyischen Staaten gekommen wären, und sich darin befänden, solche in acht Tagen verlassen mußten, widrigenfalls sie verhaftet werden sollten, welches letztere auch mit allen denen geschehen werde, welche nach dem Erlaß dieser Verordnung einwanderten.

Der Herzog beginnt dies Edikt vom 4. November 1685: „Da Uns vor allen Dingen an dem Ruhm Gottes und an der Wohlfahrt Unserer heiligen römisch-katholischen Kirche gelegen ist, so halten Wir für diese beiden Zwecke, wie auch für Unsern Dienst nöthig, fremde Reher weder in Unsere Staaten einzulassen, noch daselbst zu dulden; und da Wir Uns gern die Zufriedenheit Seiner Allerschristlichen Majestät erwerben wollen, indem Wir verhindern, daß die, der sogenannten reformirten Religion anhangenden Unterthanen, welche gegen die ausdrücklichen Befehle Sr. Majestät, aus den Ihrer Herrschaft unterworfenen Ländern nach Unsern Staaten kommen, da aufgenommen werden, so verbieten Wir zc.“

Aus diesen Worten geht deutlich hervor, daß das Edikt ganz im Einverständniß und unter dem Einfluß Ludwigs XIV. erlassen war; die Bemerkung aber, daß dem Herzog Alles an dem Wohle der römisch-katholischen Kirche gelegen sei, mochte den im Lande wohnenden evangelischen Waldensern selbst nicht von günstiger Vorbedeutung sein; wie denn ihre Verfolgung sogleich mit dem Jahre 1686 eintrat.

Am 31. Januar 1686 erließ Herzog Victor Amadeus II. ein Edikt, welches den Waldensern die Ausübung ihrer Religion in dem ganzen Staate und auch in ihren Thälern verbietet. Das Edikt war ähnlich und zum Theil genau nachgebildet dem französischen Revolutions-Edikt vom 18. October 1685; auch enthält dasselbe sehr bestimmte Andeutungen, daß es nicht ohne sehr entschiedenen Einfluß Ludwigs XIV. erlassen worden.

Henri Arnaud führt als bestimmte Veranlassung dieses Edikts sogar an (siehe Vorrede zu seinem Werke: *Hist. de la rentrée glor. des Vaud.*), der französische Gesandte, Rebenac Feuquieres, habe dem Herzog von Savoyen erklärt: sein Herr, König Ludwig XIV., würde schon Mittel finden, mit 14000 Mann diese Keger aus den Waldenser Thälern zu vertreiben, dann aber auch diese Thäler für sich behalten. Hierdurch sei Victor Amadeus gezwungen worden, jenes Edikt zu erlassen.

Wie nun König Ludwig XIV. im Revolutions-Edikt damit beginnt, daß Heinrich IV. das Edikt von Nantes nur erlassen habe, um die Unruhen im Reiche zwischen Katholiken und Reformirten zu beseitigen; daß aber Heinrichs IV., Ludwigs XIII. und seine, Ludwigs XIV., Absicht von jeher dahin gegangen sei, die abtrünnigen Reformirten mit der Kirche wieder zu vereinigen, daß dies aber bis dahin nur in soweit zu bewirken möglich gewesen, als Heinrich IV. bestimmte Städte und Orte festgesetzt habe, in denen die Reformirten hätten wohnen dürfen, und die Anzahl dieser Orte in der Folge vermindert sei, auch den Reformirten wegen wiederholter Widersetzlichkeit demnächst mehrere ihnen durch das Edikt von Nantes bewilligten Rechte entzogen seien, jetzt aber der

Zeitpunkt gekommen sei, alle zu Gunsten dieser falschen Religion früher gegebenen Edikte u. ganz aufzuheben; so auch hebt Herzog Victor Amadeus im Edikt vom 31. Januar 1686 damit an: die christliche und politische Weisheit gebiete oft, Uebel zu dulden, welche zur Heilung noch nicht reif sein. So hätten seine Vorfahren zwar von jeher daran gearbeitet, ihre der sogenannten reformirten Religion anhängenden Unterthanen aus den Finsternissen der Ketzerei zu entreißen; es sei ihnen dies jedoch bisher nicht völlig gelungen, sondern nur möglich gewesen, die erwähnten Sektirer auf bestimmte Thäler und Gränzen zu beschränken. Indes habe die Zeit gelehrt, wie nöthig es sei, das Haupt dieser Hydra abzuschneiden, indem die erwähnten Ketter, statt durch Gehorsam und Unterwürfigkeit der Gnade, welche ihnen durch jene Duldung zu Theil wurde, sich würdig zu machen, mehrere Male sich den ärgerlichsten Ausschweifungen überlassen, auch Ungehorsam und Aufruhr ausgeübt hätten; — und da es nun eine der vorzüglichsten Absichten des von heldenmüthiger christlicher Liebe begeisterten, ruhmwürdigen Monarchen von Frankreich sei, daß die Duldung, die oben erwähnt worden, mit der Rückführung der benachbarten Ketter zu dem heiligen Glauben verbunden werde, so glaube der Herzog sich der Undankbarkeit für so viele Gnaden, die er von Sr. Majestät erhalten habe und fortwährend erhalte, schuldig zu machen, wenn er die Gelegenheit, welche Sr. Majestät ihm jetzt gebe, das von seinen Vorfahren beabsichtigte Werk zu vollenden, vernachlässige u. u. — Das Edikt selbst \*) ist nun folgenden schweren Inhalts:

\*) Das Edikt ist vollständig abgedruckt in der Seite 4 ad II. dieser Schrift bemerkten Turiner Edikten-Sammlung.

1) Die Religionsübung, auch in Privathäusern, unter welchem Scheinwand es sei, werden den Waldensern durchauß, indem die früher bestandene oder eingebildef aufgehoben sei, und Niemand, bei Lebensstrafk fskation der Güter, auf solche Anspruch zu rechtigt sein soll."

2) Alle Kirchen, Häuser und Gebäude, Ausübung des Gottesdienstes oder nur zu künften der Waldenser gedient haben oder di sollen niedergerissen werden.

3) Alle Prediger und Schullehrer der reformirten Religion sollen innerhalb 14 Tage kanntmachung des Edikts, bei Strafe des Konfiskation der Güter, das Land verlassen, i dieser Frist nicht zur katholischen Religion i sind. — Bekehren sie sich aber, so sollen sie eine Pension beziehen, die ihr Gehalt um Ei übersteigt; auch sollen dann dereinst ihre H Hälfte ihres Gehalts lebenslang behalten.

4) Alle Kinder der Reformirten sollen namachung dieses Edikts von den katholischen P in den Thälern schon bestehenden Kirchspiele g den. Zu dem Ende sollen die Eltern ihre Ki Kirchen tragen lassen, und, wenn reformirte sem Befehl nicht nachkommen, so sollen die Wät jährigen Galeeren bestraft, und die Mütter öf gepeitscht werden; die Kinder aber sollen alle in katholischen apostolischen Religion auferzogen

5) Endlich wird das Ende des Refugies vom 4. Novemb

sage, daß französische Reformirte, die schon vor längerer Zeit sich in den Thälern niedergelassen, in 14 Tagen das Land verlassen sollen, und ihnen erlaubt sein soll, innerhalb dieser Frist ihre Güter an Katholiken zu verkaufen. — Finden sich solche Käufer nicht, so sollen die Güter denselben, nach einer billigen Schätzung, zu Gunsten des herzoglichen Schatzes verkauft werden.

Schlimmer als irgend eine frühere Verordnung war die hier erwähnte. Die vorhergehenden hatten doch nur die Wohnsitz der Waldenser beschränkt, oder theilweise ihnen freie Religionsübung versagt; — nach der Verordnung vom 31. Januar 1686 sollten sie ganz aus Piemont vertrieben und ihnen eine jede Religionsübung gänzlich genommen werden.

Die ganze Maaßregel war, wie oben schon bemerkt, auf Anstiften Frankreichs geschehen; zu welchem Ende schon am 11. Januar 1686 ein französischer Gesandter, Marquis d'Urfé, nach Turin gekommen war. Auch hatte Herzog Victor Amadeus II. allen Offizieren Befehl gegeben, sich zu ihren Regimentern zu begeben; und Ludwig XIV. hatte bewaffnete Hülfe versprochen.

Die Waldenser baten nach dem Erlaß des Edikts um acht Tage Bedenkzeit, zogen sich auf die höheren Berge zurück, warfen alle Brücken nach Dauphiné zu ab, versahen sich mit Waffen und Proviant, und schickten Abgeordnete nach Turin, die eine Milderung des Edikts vom 31. Januar 1686 bewirken sollten. Diese kehrten indessen unverrichteter Sache zurück, und ward der Herzog Victor Amadeus nur noch mehr gegen die Waldenser erbittert, da sechszehn derselben, in Folge des Edikts, ihren Glauben abgeschworen hatten und zur katholischen Kirche über-



getreten, diese sechszechn aber hierauf von andern Waldensern überfallen und gefänglich fortgeführt worden waren. (Th. Eur.)

Unterdessen war schon am 2. März 1686 der französische General Catinat nach Turin gekommen; ihm folgte eine französische Armee von 4000 Mann, um von ihm gegen die Waldenser kommandirt zu werden. Für letztere verwandten sich wiederholt Abgesandte der evangelischen schweizerischen Eidgenossen. Diese erklärten in der Mitte März, nachdem sie vorher sich zu den Waldensern in deren Thäler begeben hatten, dem Herzog, daß die Thalleute keinen Widerstand weiter leisten, und die Souverainität des Herzogs anerkennen würden, wenn das Edikt vom 31. Januar 1686 nur einigermaßen gemildert, und denen, welche nicht im Lande bleiben wollten, vergönnt würde, auszuwandern und ihre Güter zu verkaufen.

Victor Amadeus II. erließ hierauf unterm 9. April 1686 ein ferneres Edikt\*), in dessen Eingange gesagt wird: die Waldenser hätten die größte Strafe verdient, da sie dem Edikte vom 31. Januar 1686 sich widerspenstig und verstockt widersetzt hätten, und sogar in völlige Empörung ausgebrochen wären. Die angeborene Milde des Herzogs überwiege indessen alle ihre Missethaten, und wolle ihnen nun zum letzten Male die Gnadenthür eröffnen, welche sie in der weiter folgenden Art benutzen könnten. Wenn sie sich jedoch des vorgeschriebenen Gnadenweges nicht sofort bedienten, so hätten sie es sich selbst zuzuschreiben, wenn sie die verdiente Bücktigung

\*) Auch dieses Edikt ist in der oben erwähnten Edikten-Sammlung (S. 4. No. 11.) abgedruckt.

erhielten, welche dann unerläßlich von der gereizten Güte und ermüdeten Geduld des Herzogs erfolgen werde. — Es wird nun zunächst das Edikt vom 31. Januar 1686 — in sofern es nicht der gegenwärtigen Verordnung zuwiderläuft — bestätigt; den Waldensern befohlen, die Waffen niederzulegen und sich spätestens in 8 Tagen in ihre Wohnungen zurückzuziehen; ihnen auf das strengste verboten, Versammlungen und Zusammenrottirungen irgend einer Art zu halten; es wird bestimmt, daß die Missionarien, Geistlichen, Katholischen und Katholischgewordenen, welche von einzelnen Waldensern in irgend einer Art beeinträchtigt worden, oder in Schaden gekommen seien, vollständige Entschädigung erhalten sollen, und zwar aus dem Gesamtvermögen der Sektirer, wenn sich die einzelnen Personen, die den Schaden verursacht haben, nicht sogleich und bestimmt ausmitteln lassen; — den Waldensern wird gestattet, auszuwandern, jedoch ohne Wehr und Waffen, und nur in dreien bestimmten Transporten, von drei bestimmten Orten aus und an dreien bestimmten Tagen, nämlich die Auswandernden aus Lucerna und Umgegend am 21. April von la Torre ab; die aus Angrogna, Barthelemi, Prarustin und Rocheplatte am 22. April aus St. Second; die übrigen aus den Thälern St. Martin und la Peyrouse am 23. April aus Miradola. Endlich sollen die Auswandernden ihre Güter verkaufen dürfen, jedoch nur an Katholische oder Katholischgewordene; sie sollen auch vier oder fünf zurückbleibenden Personen den Auftrag zum Verkauf ihrer Güter theilen dürfen, jedoch soll dieser Verkauf jedenfalls in drei Monaten nach dem Erlaß dieses Edikts bewirkt sein.

„Hiernach“ heißt es in einer alten Mittheilung aus der Schweiz, „eröffneten die Thäler ihre Bedenken über das jüngste Edikt, und sagten: Es habe dasselbe alle Gemeinden, ob sie gleich bis dahin ohngleichet Meinung gewesen, zu einem einmüthigen Schluß gebracht, weiln es Sachen begriffe, denen sie nicht nachkommen können.

1) Sei es keine Rebellion, das Gewissen und die Religionsübung in Freyheit zu setzen. 2) Sei das Edikt ohnbeliebig, weiln es das vom 31. Januarii bestätige, welches die Freyheit des Gottesdienstes benehme. 3) Die Niederlegung der Waffen könne ohne äußerste Gefahr ihres Wohlstandes nicht beschehen. 4) Weniger sie sich der Esquadre's und ähnlichen Zusammenkünften enthalten. 5) Die Zulag wegen der Missionarien, denen man allen Fürschub gethan, sei ohnbegründt. 6) Privatinsolenz ganze Gemeinden imputiren, sey unbillig. 7) Der Termin seye zu kurz; der Verkauf der Güter unmöglich, und darbey allerhand gefährliche Räncke zu besorgen.“

So beschloßen denn die Waldenser in einer allgemeinen Versammlung am 14. April 1686 zu Rocheplatte, das Edikt vom 9. desselben Monats nicht anzunehmen, und faßten den Entschluß, sich zu vertheidigen, wenn sie angegriffen werden sollten.

Es kam hierauf zum förmlichen Kriege. (Cf. Boyer S. 221.) Zwei Heere gab es zum Angriff der Waldenser: Das des Herzogs, welches von Don Gabriel von Savoyen, Onkel des Herzogs, und das des Königs von Frankreich, welches von Catinat, Gouverneur von Cazal, befehligt war. Die Armee des Herzogs bestand aus den Truppen des Hauses, seiner ganzen Kavallerie und Infanterie, der Landwehr (Miliz) von Mondovi, Bagnols, Barjis und anderen Orten

Orten Piemonts. Das französische Heer bestand aus mehreren Regimentern Kavallerie und Dragoner und acht Bataillonen Infanterie, welche die Berge passirt hatten, und aus einem Theil der Garnisonen von Cazal und Pignerol. Der Herzog hielt Musterung über seine Truppen und über das französische Heer, ehe er zu Felde zog, und traf alle Dispositionen zum Angriff der Waldenser, die im Wesentlichen dahin gingen, daß, wenn die Frist, welche ihnen gestattet worden, abgelaufen sein würde, dann die Armee des Herzogs das Thal von Lucerna und Angrogne, und das französische Heer die Thäler von St. Martin und la Peyrouse forciren sollten.

Auch die Waldenser hatten in der Eile einige Maaßregeln ergriffen, sich zu vertheidigen. Sie hatten nur einen Theil des Thales Lucerna und Angrogne inne. Von dem Thale von Peyrouse hatten sie nur einige Posten in denjenigen Orten, welche dem Herzog von Savoyen zugehörten, da ein Theil dieses Thales damals noch unter französischer Herrschaft stand; — aber sie hatten das ganze Thal von St. Martin besetzt, das siehste durch seine Lage. Sie hatten Verschanzungen von Rasen gemacht, große Steine auf Bergen zusammengetragen und waren etwa 2500 Mann unter den Waffen. Sie hatten Anführer und Offiziere aus den Angesehensten unter sich gewählt; es waren keine Fremden unter ihnen, aber es fehlte ihnen an eingeübten Soldaten und Kriegesverständigen Führern. Der größte Fehler, den sie sogleich bei ihren ersten Dispositionen begingen, war, daß sie alle Posten festhalten wollten, statt daß sie gewiß glücklicher gewesen wären, wenn sie sich ganz auf die Berge gezogen und wenige Stellen recht tüchtig

besezt hätten. Dennoch erwarteten sie den Feind mit Fassung.

Am 22. April 1686 griffen die beiden Armeen die Waldenser von verschiedenen Seiten an. Die Armee des Herzogs, welche sich in die Ebene von St. Jean begeben hatte, theilte sich in mehrere Korps, welche zu gleicher Zeit mehrere Verschanzungen der Waldenser in den Thälern von Lucern und bei Angrogne angriffen. Die Waldenser konnten den Kanonen ihrer Feinde nicht widerstehen, verließen ihre Verschanzungen, und begaben sich in einen vortheilhaften festen Platz oberhalb Angrogne, wo ihrer etwa 500 Mann beisammen waren.

Die herzogliche Armee steckte auf dem Wege zu diesem besetzten Orte alle Häuser in Brand; die Waldenser vertheidigten sich jedoch in demselben sehr tapfer einen ganzen Tag, ohne mehr als 5 Mann zu verlieren, während vom Feinde mehr als 300 außer Gefecht gesetzt wurden. Als die Thalleute fürchteten, auch auf diesem Posten sich nicht lange mehr halten zu können, zogen sie sich zweihundert Schritt höher hinauf in einen noch mehr besetzten Ort. Hier aber gab man ihnen am 24. April Nachricht, daß das Thal St. Martin sich den Franzosen ergeben habe. Da sie nicht wußten, unter welchen Bedingungen das Thal sich ergeben hatte, noch welche Behandlung von den Franzosen ihren Mitbrüdern zu Theil geworden war, vom Thal St. Martin aus aber man sehr leicht das Thal Lucerna und Angrogne erobern konnte, so sahen sie sich genöthigt, mit dem Feldherrn der herzoglichen Armee, Don Gabriel von Savoyen, in Unterhandlung zu treten. Dieser ließ, nachdem er die Meinung des in Lucern anwesenden Herzogs eingeholt,

ihnen auf das Bestimmteste eröffnen, daß ihnen Alles werde vergeben, und sie nach den Bestimmungen des Edikts vom 9. April 1686 würden behandelt werden, wenn sie sich der Gnade des Herzogs ergäben. Auch schrieb er ihnen im Namen des Herzogs, daß, in sofern sie sich nach obigen Bemerkungen auf Gnade ergäben, weder ihren eigenen Personen, noch ihren Frauen und Kindern Uebles geschehen werde. — Hierauf streckten die Waldenser die Waffen; aber alle, die sich ergaben, wurden sofort zu Gefangenen gemacht und nach Lucern geführt, unter dem Vorwande, daß man sie nur zum Herzog führe, um ihre Huldigungen darzubringen. Die herzoglichen Truppen besetzten die festen Plätze, welche die Waldenser inne gehabt hatten, raubten und plünderten in den Häusern dieser armen Leute, und außer denen, die als Gefangene fortgeführt wurden, tödteten sie eine Menge Waldenser jeden Alters und Geschlechts, schändeten ihre Frauen und Töchter, und begingen die furchtbarsten Grausamkeiten.

Da die noch zurückgebliebenen Waldenser solche Behandlung ihrer Mitbrüder sahen, welche sich der herzoglichen Armee ergaben, flohen sie in weitere Entfernung zurück, verbargen sich in Waldungen, und schickten durch einen Mann in St. Jean ein Gesuch an Don Gabriel, daß er ihre Brüder losgeben möge, die er gegen gegebenes Wort festhalte, und die Feindseligkeiten einstelle, welche die Armee überall mit so vieler Grausamkeit verübe.

Don Gabriel selbst antwortete nicht auf dies Gesuch, aber einige seiner Offiziere erklärten, daß man die gefangenen Waldenser nur nach Lucern führe, um Gnade bei

dem Herzog für sich zu erbitten, und daß man sie sodann losgeben werde, welches aber nicht geschah.

Don Gabriel ließ indessen alle Höhen in der Gegend von Angrogne besetzen, und das von dem Marquis von Parella unter Don Gabriel befehligte Korps des herzoglichen Heeres drang bis Pré du Tour (Pra del Tora), dem festesten Punkte der Waldenser, wo sie auch den größten Theil ihres Viehes hatten. Der Marquis von Parella erklärte den Waldensern, welche in diesem Ort sich aufhielten, daß durch die Kapitulation von Angrogne Friede gemacht sei, und daß es nur von ihnen abhänge, gleichfalls die Früchte dieses Friedens zu genießen. Er versicherte zugleich auf das Ehrenwort eines Edelmannes, daß, wenn sie sich ihm ergeben wollten, man weder ihnen persönlich, noch ihren Frauen und Kindern das Geringste zu Leide thun werde, daß sie ohne Furcht Alles, was sie wollten, mit sich nehmen könnten, daß man ihnen nichts nehmen werde, und daß sie nur nöthig hätten, nach Lucern zu kommen, um dem dort anwesenden Herzog ihre Ergebenheit zu bezeigen. Wenn sie dies thäten, so könnten diejenigen, welche katholisch werden wollten, in aller Sicherheit in ihre Häuser und Besitzungen zurückkehren; die übrigen würden, in Gemäßheit des Edikts vom 9. April 1686, die Freiheit haben, die Staaten des Herzogs zu verlassen.

Die Waldenser, welche in Pré du Tour waren, ergaben sich auf diese Versprechungen des Marquis von Parella. Aber kaum waren ihre Feinde in Pré du Tour, als alle darin befindlichen Waldenser den Plünderungen der Soldaten überlassen wurden, hauptsächlich den Mon-

dobern, ihren Hauptfeinden, die sich besonders durch solchen Raub bereicherten. — Alle, deren größter Theil Greise, Kranke, Frauen und Kinder waren, wurden mit einigen Predigern zu Gefangenen gemacht, und mit solcher Wuth mitgeführt, daß die, denen Alter oder Krankheit nicht gestattete, rasch genug zu marschiren, nach dem Belieben der Soldaten umgebracht oder von Felsen hinab in die Abgründe gestürzt wurden.

Während so das herzogliche Heer das Thal von Lucern und Angrogne einnahm, griff die französische Armee unter Catinat die Thäler von Peyrouse und St. Martin an. Die Truppen marschirten zwei Stunden vor Tagesanbruch bei Fackelschein am Ufer des Eluson auf damals französischem Gebiete. Catinat detachirte ein Corps Infanterie unter Billeveille, einem Oberstlieutenant des Regiments Limosin, welches auf einer Brücke über den Fluß ging, und nun in den Theil des Thales la Peyrouse eintrat, der dem Herzog von Savoyen gehörte. Das Detachement bemächtigte sich des Dorfes St. Germain, welches die Waldenser verlassen hatten, und forcirte darauf eine oberhalb des Dorfes liegende Verschanzung, in der etwa 200 Thalleute waren. Diese verließen den Posten, und warfen sich in einen andern noch vortheilhafteren. Unterdeffen war ein neues Detachement Kavallerie über den Fluß gegangen, zur Unterstützung der Infanterie, welche das Gefecht begonnen hatte. Gemeinschaftlich bemühten sie sich, die Verschanzung der Waldenser zu erobern, welches sie im ersten Anlauf zu erreichen hofften, da sie 10 gegen 1 waren. Aber sie fanden so viel Widerstand, daß sie sich selbst, nachdem sie schon viele Leute verloren hatten, auf Pistolenschußweite verschanzten.



Zehn Stunden hindurch blieb man von beiden Seiten im ununterbrochenen Feuer; — da verließen die Waldenser, den Degen in der Hand, ihre Verschanzung, stürzten sich auf die Franzosen, die einen so dreisten Ausfall nicht erwarteten, und warfen sie bis in die Ebene am Cluson, wo sie glücklicherweise eine Brücke fanden, welche sie vor dem Ertrinken rettete. Fünfhundert Franzosen wurden getödtet oder verwundet; die Waldenser hatten zwei Tödtte und einige Verwundete.

Bei diesem Rückzuge warf sich Villevieille mit 70 Soldaten und einigen Offizieren in die Kirche von St. Germain. Die Waldenser forderten ihn auf, sich zu ergeben, und boten ihm Pardon, aber er schlug es aus, und bewies großen Heldenmuth. Bei einbrechender Nacht zogen sich die ermüdeten Waldenser zurück, um sich zu erholen, und ließen nur die Thür der Kirche besetzt. — Villevieille aber ward mit Tagesanbruch durch die Truppen befreit, welche der Gouverneur von Pignerol die ganze Nacht hindurch hinter einander hatte abmarschiren lassen. Die Waldenser zogen sich nun in ihre Verschanzung zurück, und glaubten jeden Augenblick angegriffen zu werden; aber ihre Feinde, jetzt in viel größerer Zahl angehäuft, als Tages zuvor, begnügten sich damit, sich in ihrer Nähe gleichfalls zu verschanzen. Zwei Tage hindurch kam es, einige verlorene Schüsse abgerechnet, zu keinem Gefechte.

Unterdessen war die übrige französische Armee am Cluson entlang bis Pegrouse marschirt. Dort detachirte Catinat ein Kommando Kavallerie unter Melac, welches auf zweien Brücken den Fluß passirte und die Höhen des Thales St. Martin an der Gränze besetzte.

angegebenen Frist die befohlene Anzeige nun nicht erhalten hatte, sollte mit zehnjähriger Galerenstrafe belegt werden.

Indessen gab es doch noch eine große Anzahl von Waldensern, welche sich nicht ergeben hatten oder nicht gefangen genommen waren. Die Thalleute in Villars, Bâti und einigen anderen Orten des Thales Lucerna hatten mit den übrigen nicht zusammen unterhandeln wollen, um nicht dasselbe Schicksal zu erfahren. Viele Einwohner von Angrogne hatten sich mit ihnen vereinigt. — Ebenso hatte eine bedeutende Anzahl von Waldensern des Thales St. Martin, um der barbarischen Behandlung der Franzosen zu entgehen, Schutz und Zuflucht in Waldungen und Felsen gesucht.

Nun zogen die französischen Truppen unter Anführung des Marquis von Parella in das Thal St. Martin zurück. Der Marquis nahm einige der angesehensten gefangenen Waldenser mit sich, und zwang diese — das geladene Pistol an ihrem Kopf — nicht nur als Führer die Truppen zu den verborgensten Zufluchtsorten der Thalleute zu bringen, sondern auch ihren Landes- und Glaubensgenossen offene Briefe zu schreiben, daß sie sich ihrem Fürsten ergeben möchten, dessen Gnade allen denen offen sei, die ihr vertrauten. — Und weil das Betragen gegen die, welche sich bereits ergeben hatten, die Glaubwürdigkeit dieser Äußerungen vermindern konnte, so wurde in mehreren dieser Briefe hinzugesetzt, daß die jetzigen Gefangenen baldigst würden losgegeben werden. Auf den Grund dieser Büllete, deren Handschrift man erkannte, und auf die Versicherung des Marquis von Parella und der anderen Offiziere von dem Frieden und der Gnade des Herzogs ergaben sich mehrere Waldenser; aber

In Peumian, einem Dertchen, eine halbe Meile von Pramol, sammelten sich nun die Waldenser aus Pramol, St. Germain, Prarustin und Rocheplatte, etwa 1500 an der Zahl, Männer, Frauen und Kinder. Auch die Thalleute, welche so tapfer gegen Villeveille gefochten hatten, vereinigten sich mit ihnen, da sie sahen, daß sie sich gegen die nahe französische Armee nicht mehr würden halten können. Sie berathschlagten über die Mittel, sich gegen die Franzosen zu vertheidigen, die sich zu ihrem Angriff rüsteten. Da kamen einige von den Feinden gewonnene Thalleute zu ihnen, und sagten ihnen, daß die Waldenser von Angrogne und Lucern sich dem Willen ihres Fürsten unterworfen hätten, daß er ihnen Gnade habe angedeihen lassen, und sie unter die Bedingungen des Edikts vom 9. April gestellt habe. Es würde nur auf sie ankommen, einen Krieg zu beenden, dessen Last sie doch allein nicht tragen könnten, und sich einen ihnen vortheilhaften Frieden zu verschaffen. Hierauf schickten die Waldenser Deputirte an Catinat. Dieser antwortete, es sei die Absicht des Herzogs, ihnen zu vergeben, und versprach ihnen bestimmt von Seiten des Fürsten und seinerseits Leben und Freiheit, mit der Erlaubniß, in aller Sicherheit in ihre Häuser und Besizungen zurückkehren zu dürfen, wenn sie nur sofort die Waffen niederlegten. Die Deputirten äußerten nun noch, die Waldenser fürchteten, daß die Franzosen, aufgebracht über das, was in St. Germain geschehen sei, sich an den Thalleuten rächen würden, wenn sie solche entwaffnet hätten. Hierauf wurden ihnen die heiligsten Versprechungen gemacht, daß, wenn auch die ganze Armee bei ihren Häusern vorbeiginge, man ihnen doch nicht ein Huhn tödten würde.

Catinat behielt einen der Deputirten bei sich, und schickte die anderen zurück, um hiervon den Waldensern Nachricht zu geben, damit alle die, welche sich entfernt hatten, zum 25. April nach Peumian zurückkehren möchten, und von dort ein jeder nach Hause gehen könnte, nachdem er vom Frieden unterrichtet worden. Während nun hierauf die Waldenser die zerstreuten Familien in Peumian sich versammeln ließen, gab Catinat dem Don Gabriel Nachricht von der abgeschlossenen Capitulation, der ihm selbigen Tages einen Courier schickte, welcher den Waldensern, als er durch Peumian kam, versicherte, er bringe den Frieden, und anderen Tages auf seiner Rückkehr ihnen sagte, daß der Friede geschlossen sei. So legten denn die Waldenser die Waffen nieder, und erwarteten das Weitere in Peumian. Es erschien ein Hauptmann von der Garnison des Forts la Penrouse mit mehreren Dragonern, der die Friedensversicherungen wiederholte, sein Geschäft aber damit begann, daß er die Männer in einen besondern Theil des Orts, die Frauen und Kinder in einen andern Theil führte. Gleichzeitig kamen nun französische Truppen an, welche den Männern sagten, daß sie Dore hätten, sie in ihre Häuser zurück zu bringen, und sie nun immer ihrer vier abführten. So wurden die armen Menschen gezwungen, ihre Frauen und Töchter der Willkür der Soldaten zu überlassen; sie wurden aber nicht, wie man ihnen gesagt hatte, in ihre Häuser zurückgebracht, sondern zu Don Gabriel, welcher auf dem Berge la Vachere gelagert war, und sie als Gefangene nach Lucerna abführen ließ. Während man so wider die Männer verfuhr, erlitten die Frauen die schändlichste und grausamste Behandlung von der Wuth und

Brutalität der Soldaten. Viele wurden geschändet unter Umständen, die der menschlichen Natur zur Schande gereichen; die, welche flüchteten, um ihre Ehre zu retten, wurden niedergemacht. Unter Musketenfeuer, das ihnen nachgeschossen ward, liefen viele unglückliche Frauen und Mädchen fort und verbargen sich im Wald und auf den Bergen; — die zurückblieben, wurden mit entsetzlicher Grausamkeit in verschiedene Gefängnisse abgeführt.

Catinat selbst war bei diesen Greuelthaten nicht zugegen; er überließ die Ausführung einigen seiner Offiziere.

Nachdem so das Thal la Penrouse durch die Kapitulation von Peumian unterjocht war, vereinigte sich die französische Armee mit der des Herzogs, welche auf dem Berge la Vachere gelagert war. Jetzt wurden nach allen Seiten hin die zerstreuten Waldenser verfolgt; man schleppte die, welche man einfing, in Gefängnisse und Schlösser, und verweigerte dabei den Bitten und Thränen der Unglücklichen auch nur den Trost, in Familien zusammen zu bleiben. Man trennte den Vater vom Sohn, den Mann von der Frau, um ihnen alle Mittel zu nehmen, sich gegenseitig beizustehen. Viele junge Knaben und Mädchen vertheilte man in Piemont in Privathäuser, um sie zur katholischen Konfession zu erziehen.

Jetzt erließ auch Herzog Victor Amadeus II. unterm 28. April 1686 eine Verordnung (s. Turiner Edikten-Sammlung), in welcher er Jeden, der einen dieser Ketzer männlichen oder weiblichen Geschlechts von jetzt an aufnehmen werde, ohne ihn binnen 24 Stunden den Behörden anzuzeigen und auf Verlangen abzuliefern, des Todes schuldig erklärte; wer aber einen solchen Ketzer schon längere Zeit aufgenommen und beherbergt habe, und in der

angegebenen Frist die befohlene Anzeige nun nicht erhalten hatte, sollte mit zehnjähriger Galeerenstrafe belegt werden.

Indessen gab es doch noch eine große Anzahl von Waldensern, welche sich nicht ergeben hatten oder nicht gefangen genommen waren. Die Thalleute in Villars, Bobi und einigen anderen Orten des Thales Lucerna hatten mit den übrigen nicht zusammen unterhandeln wollen, um nicht dasselbe Schicksal zu erfahren. Viele Einwohner von Angrogne hatten sich mit ihnen vereinigt. — Ebenso hatte eine bedeutende Anzahl von Waldensern des Thales St. Martin, um der barbarischen Behandlung der Franzosen zu entgehen, Schutz und Zuflucht in Waldungen und Felsen gesucht.

Nun zogen die französischen Truppen unter Anführung des Marquis von Parella in das Thal St. Martin zurück. Der Marquis nahm einige der angesehensten gefangenen Waldenser mit sich, und zwang diese — das geladene Pistol an ihrem Kopf — nicht nur als Führer der Truppen zu den verborgensten Zufluchtsorten der Thalleute zu bringen, sondern auch ihren Landes- und Glaubensgenossen offene Briefe zu schreiben, daß sie sich ihm Fürsten ergeben möchten, dessen Gnade allen denen offen sei, die ihr vertrauten. — Und weil das Betragen gegen die, welche sich bereits ergeben hatten, die Glaubwürdigkeit dieser Aeußerungen vermindern konnte, so wurde in mehreren dieser Briefe hinzugesetzt, daß die jetzigen Gefangenen baldigst würden losgegeben werden. Auf den Grund dieser Büllete, deren Handschrift man erkannte, und auf die Versicherung des Marquis von Parella und der anderen Offiziere von dem Frieden und der Gnade des Herzogs ergaben sich mehrere Waldenser; aber

alle, die es thaten, oder die sonst ergriffen wurden, führte man als Gefangene fort. Mehrere wurden auch nieder gemacht.

Im Thale Lucerna hatten die dortigen Waldenser noch zwei Posten inne, der eine Jaimet genannt, der andere Chamruma, oberhalb la Tour. Diese beiden Posten deckten Villar, worin etwa 1000 Menschen waren, theils Greise, theils Frauen und Kinder. Ein Detachement der Armee des Herzogs von Savoyen, unterstützt von den Mondoviern, griff beide Posten an; die Waldenser vertheidigten sich aber tapfer einen ganzen Tag hindurch, tödteten viele Feinde, und unter diesen mehrere Offiziere, namentlich auch den Anführer der Mondovier, während sie selbst nur sechs Todte und eben so viel Verwundete hatten.

Da die Truppen des Herzogs sehr ermüdet waren und sich verschossen hatten, so warfen einige Offiziere ihre Waffen und Hüte zur Erde, und näherten sich am Abend der Verschanzung von Chamruma mit einem Lufte an einem Stocde, und begehrten Friedensvorschlüge zu machen. Sie zeigten auch ein Papier vor und sagten den Waldensern, daß sie Briefe bekommen hätten, des Inhalts, daß der Friede überall in den Thälern hergestellt sei, daß Se. Königl. Hoheit allgemeine Gnade allen ihren Unterthanen ertheilt habe, und daß es von denen, die noch die Waffen führten, allein abhänge, wie die andern, in den allgemeinen Frieden aufgenommen zu werden. — Sie setzten hinzu, daß sie Befehl hätten, nicht mehr zu schießen, sondern zurückzugehen, und ermahnten die Waldenser, dasselbe zu thun, und die Gnade anzunehmen, welche ihr Fürst ihnen anbiete. Ein den Waldensern be-

beugten zu helfen verpflichtet ist, da ja ohne dieses Band der menschlichen Gesellschaft, durch welches nicht allein die gebildeteren, sondern auch die roheren Völker in aller Zeit unter sich zusammenhielten, nie irgend ein Verkehr unter den Völkern hätte sein oder bestehen können.“ — „Wir haben erfahren“, sagt der Kurfürst weiter, „daß viele Unserer Glaubensgenossen aus dem benachbarten Frankreich, dort verfolgt durch die härtesten gegen sie erlassenen Verordnungen, bewogen durch Gewissenstrieb, der stärker ist als Alles, sich in Ew. Königl. Hoh. Reiche begeben haben, in keiner anderen Absicht, als daß sie durch dieselben einen Zufluchtsort erreichen möchten, wohin sie durchgehen könnten, wenn Ew. Königl. Hoheit, daß sie in ihren Reichen verblieben, vielleicht nicht zugeben wollten. — Daß ihnen dies bewilligt werde, hätten die Unglücklichen gehofft, nicht aber erwartet, denen zu sicherem, grausamen Todesstoß überliefert zu werden, welche sie verfolgen, und mit dem Gifte ihrer Verfolgungen auch die eigenen Unterthanen Er. Königl. Hoheit, die der reformirten Religion anhängen, zu umstricken geschäftig sind, wenn gleich diese Unterthanen die treuesten und mit keinem Vorwurf des Ungehorsams beledet sind. Die unglücklichen Flüchtlinge hätten erwartet, daß sie des Schutzrechtes, dessen sie sich früher erfreut hätten, auch ferner genießen würden. Denn das ist es, was Naturgesetz, Humanität, Mitleiden und Milde, die vereinigten Tugenden großer Regenten, Ew. R. Hoh. anrathen und empfehlen; wozu diese Ew. rc. zwar nicht zwingen, um welches Wir aber Ew. rc. mit gebührender Gefinnung, ja mit Bitten auf das angelegentlichste ersuchen. — Ja, wenn jene Armen das Geringste begangen hätten,



sofern sie nicht Neubekehrten überlassen wurden, zu Gunsten der herzoglichen Kammer verkauft worden, die sich dadurch sehr bedeutend bereicherte.

Die französischen Hülfsstruppen entließ der Herzog Victor Amadeus II. reich beschenkt; jeder höhere Offizier erhielt sein mit Diamanten besetztes Bildniß; dem König Ludwig XIV. selbst aber schickte der Herzog als Dank für den geleisteten Beistand fünfhundert der gefangenen Waldenser, welche von französischen Kommissarien abgeholt, nach Marseille geführt, und auf funfzehn Galeeren vertheilt wurden.

#### b) Vermittelung auswärtiger Mächte.

Von Anbeginn dieser Bewegungen an hatten viele auswärtige evangelische Mächte lebhaft für die Waldenser sich interessiert. — Schon als Herzog Victor Amadeus II. den französischen Refugiés den Durchgang und Einzug in sein Land verweigerte, verwandte sich der große Kurfürst Friedrich Wilhelm von Brandenburg lebhaft für sie.

„Wie heftig immer“, schreibt der Kurfürst\*) unterm 19. Januar 1686 an den Herzog von Savoyen (s. Beil. L), „in der Regel der aus Verschiedenheit der Religionsmeinungen entstehende Haß sein mag, älter und heiliger ist doch das Gesetz der Natur, nach welchem der Mensch den Menschen tragen, dulden, ja dem ohne Schuld Gebeugten

---

\*) Der Brief ist lateinisch; — die hier gegebene Uebersetzung zwar im Sinne möglichst treu, in den Worten jedoch nicht bis zur Aengstlichkeit genau.

beugten zu helfen verpflichtet ist, da ja ohne dieses Band der menschlichen Gesellschaft, durch welches nicht allein die gebildeteren, sondern auch die roheren Völker in aller Zeit unter sich zusammenhielten, nie irgend ein Verkehr unter den Völkern hätte sein oder bestehen können.“ — „Wir haben erfahren“, sagt der Kurfürst weiter, „daß nicht Unserer Glaubensgenossen aus dem benachbarten Frankreich, dort verfolgt durch die härtesten gegen sie erlassenen Verordnungen, bewogen durch Gewissenstrieb, der stärker ist als Alles, sich in Ew. Königl. Hoh. Reichs begeben haben, in keiner anderen Absicht, als daß sie durch dieselben einen Zufluchtsort erreichen möchten, wohin sie durchgehen könnten, wenn Ew. Königl. Hoheit, daß sie in ihren Reichs verblieben, vielleicht nicht zugeben wollten. — Daß ihnen dies bewilligt werde, hätten die Unglücklichen gehofft, nicht aber erwartet, denen zu sicherem, grausamen Todesstoß überliefert zu werden, welche sie verfolgen, und mit dem Gifte ihrer Verfolgungen auch die eigenen Unterthanen Er. Königl. Hoheit, die der reformirten Religion anhängen, zu umstricken geschäftig sind, wenn gleich diese Unterthanen die treuesten und mit keinem Vorwurf des Ungehorsams befleckt sind. Die unglücklichen Flüchtlinge hätten erwartet, daß sie des Schutzrechtes, dessen sie sich früher erfreut hätten, auch ferner genießen würden. Denn das ist es, was Naturgesetz, Humanität, Mitleiden und Milde, die vereinigten Tugenden großer Regenten, Ew. R. Hoh. anrathen und empfehlen; wozu diese Ew. rc. zwar nicht zwingen, um welches Wir aber Ew. rc. mit gebührender Gesinnung, ja mit Bitten auf das angelegentlichste ersuchen. — Ja, wenn jene Armen das Geringsste begangen hätten,

zu belassen.“ — Sie erhielten zur Antwort, daß die Conjunctionen „das in dem Edikt zu weit gekommene Engagement, nebst den kostbaren auf den Weinen bestehenden Truppen in dem Weg seien“, daß der Herzog seinem eigenen und der Herrn Gesandten Verlangen nicht entsprechen könne, zudem „jedem Fürsten befrei stehe, seine Religion allein in sein Land, sonderlich wann die Unterthanen kein *jus positivum* haben, einzuführen.“

Hierauf — heißt es in dem damaligen Berichte — replicirten die Herrn Gesandten: „Jüngere Verbündlichkeiten, welche das Edikt begriffe, könnten die obige, so authentisch verklausulirte ältere Concessionen, und die Fürstliche Parole nicht kraftlos machen. Die Auslegung der Transactionen nach der Beschaffenheit der Conjunctionen hebe gleichsam die *fidem publicam* zusamt der Kraft aller Tractaten gänzlich auf. Ewige, ohnwiderrufliche Edicte, wie die von Annis 1655 und 64 seien keine Tolerances. Eine einige Religion in seinem Lande haben, sei wohl zu wünschen, wenn keine Pacta im Wege stehen, krafft deren auch evangelische Fürsten und Stände mit katholischen Unterthanen Gedult tragen müssen. Und weil Ihro Königliche Hoheit sich vernehmen lassen, daß Sie ohne andertweitigen Gewissenszwang nur allein die Unterlassung des Religions-Exercitii in den Thälern haben wollen, ward gründlich zu verstehen gegeben, daß die Sperrung der freien Uebung des Gottesdienstes ohnmittelbar und unzertrennlich an der Gewissensfreiheit hange, und das eine ohne das andere nicht ruhig genossen werden könne.“

„Es wollte aber dieses Memoriale — wird weiter erzählt — bei Ihro Königliche Hoheit und Dero Mini-

sondern es würde auch Unser festes und bestimmtes Vorhaben sein, Uns für solche durch jede Art von Gefälligkeit verbindlich zu zeigen. Gott erhalte Ew. K. Hoheit im längsten Wohlergehen! Gegeben in Unserm Schloß zu Potsdam, am 19. Januar 1686.“

Auch die Generalstaaten von Holland schrieben unterm 31. Januar 1686 an den Herzog von Savoyen, daß er die Waldenser bei der Glaubensfreiheit und den Rechten, die sie seit Jahrhunderten genossen, auch ferner belassen möge. Seine Billigkeit und Gerechtigkeit, sagen sie dem Herzog, werde nie zugeben, daß man Leute verfolge, deren ganzes Verbrechen ist, von einer Religion zu sein, die sie ganz und gar an ihren Gott fesselt, und sie durchaus ihrem Souverain unterwirft. \*)

Die evangelischen Kantone der Schweiz, namentlich Zürich und Bern, schickten sogleich nach dem Erlaß des Edikts vom 31. Januar 1686 im Anfange des Februars gedachten Jahres „von Religions-Gemeinsame wegen — wie berichtet wird — eine einfache Gesandtschaft nach Turin“, um Aufhebung oder Milderung jenes Ediktes zu bewirken. Diese Gesandten stellten dem Herzog vor: Daß von seinen Vorfahren 1655 und 1664 erlassenen Patente und Religions-Konzessionen, welche als unvoiderliche Instrumente von ihm bestätigt seien, könnten nicht als „Toleranzen ausgedeutet“ werden. Der Herzog wolle belieben, nach Inhalt jener Instrumente „in Beharrung guter Freund- und Nachbarschaft die Thalleuth in fernerer Genüßung Ihrer Freiheit der Religion und Gewissens

---

\*) Que l'on persécute des gens, dont tout le crime est d'être d'une Religion qui les attache parfaitement à leur Dieu et les soumet entièrement à leur Souverain etc.

zu belassen.“ — Sie erhielten zur Antwort, daß die Conjunctionen „das in dem Edikt zu weit gekommene Engagement, nebst den kostbaren auf den Weinen bestehenden Truppen in dem Weg seien“, daß der Herzog seinem eigenen und der Herrn Gesandten Verlangen nicht entsprechen könne, zudem „jedem Fürsten befrei stehe, seine Religion allein in sein Land, sonderlich wann die Unterthanen kein *jus positivum* haben, einzuführen.“

Hierauf — heißt es in dem damaligen Berichte — replicirten die Herrn Gesandten: „Jüngere Verbündlichkeiten, welche das Edikt begriffe, könnten die obige, so authentisch verklausulirte ältere Concessionen, und die Fürstliche Parole nicht kraftlos machen. Die Auslegung der Transactionen nach der Beschaffenheit der Conjunctionen hebe gleichsam die *fidem publicam* zusamt der Kraft aller Tractaten gänzlich auf. Ewige, ohnwiderrufliche Edicte, wie die von Annis 1655 und 64 seien keine Tolerances. Eine einige Religion in seinem Lande haben, sei wohl zu wünschen, wenn keine Pacta im Wege stehen, krafft deren auch evangelische Fürsten und Stände mit katholischen Unterthanen Gedult tragen müssen. Und weil Ihre Königliche Hoheit sich vernehmen lassen, daß Sie ohne andertweitigen Gewissenszwang nur allein die Unterlassung des Religions-Exercitii in den Thälern haben wollen, ward gründlich zu verstehen gegeben, daß die Sperrung der freien Uebung des Gottesdienstes ohnmittelbar und unzertrennlich an der Gewissensfreiheit hange, und das eine ohne das andere nicht ruhig genossen werden könne.“

„Es wollte aber dieses Memoriale — wird weiter erzählt — bei Ihrer Königliche Hoheit und Dero Mini-

stris nichts haften, man bezog sich nochmals auf die Conjunctionen und Fatalitäten, auf das Haupttrad, welches die Kleineren treibe, auf die den Unterthanen zweimal gegebene aber selbst versäumte Termine von 15 und 10 Tagen, auf des Fürsten Reputation, auf der Unterthanen Widerseßlichkeit, und die diesmalige Unmöglichkeit, das Edikt wieder aufzuheben, mit Andeuten, die Herrn Gesandten mögten auf ein Temperament der Execution bedacht sein.“

Hierauf reißten einige der Gesandten in die Thäler. Es kamen Deputirte der Waldenser mit ihnen nach Turin. Der Herzog verlangte, daß die Waldenser „sich ledig und ohnbedingt submittiren, umb die libre sortie als eine Gnad anhalten, und alsdann erwarten, was Ihre Königl. Hoheit zu Respect der Herrn Gesandten, so viel Dero Ehr und Reputation zuläßt, Ihnen — den Thalleuten — bewilligen werde.“

Auf solche Bedingungen wollten die Waldenser nicht eingehen. Die Gesandten unterhandelten ferner, und baten insonderheit den Marquis de St. Thomas, er möge bei der Erbitterung und dem Schrecken der Waldenser doch nur dafür sorgen, daß ein Vergleich zu Stande komme, durch welchen der Herzog nichts an seiner Autorität verliere, welcher aber auch „der Gemeinden perplexitet stille.“ — Auf diesen Antrag aber wird fortgefahren: „Er schüttelte den Kopf, lupfte die Achseln, und machte zu sehrnerer gedult schlechte Hoffnung, sonderlich da einige Feurbläser bei Hoff Ihrer Kön. Hoheit zu nunmehriger ergreifung des Gewalts anreizen.“

Bald nachher ward, wie es heißt, „ohnvermerkt und ohnwüßend der Herrn Gesandten“ das Edikt vom

9. April erlassen, in Folge dessen der Kampf in Waffen ausbrach, und die Gesandten sofort nach der Schweiz zurückkehrten.

So wenig die Gesandtschaft der Schweizer den Waldensern wesentlich half, so wenig fruchteten die Bemühungen der Generalstaaten und des großen Kurfürsten von Brandenburg. — Den Generalstaaten antwortete der Herzog von Savoyen in einem sehr höflichen Briefe, daß er ganz besonderen Werth auf ihre Empfehlungen setze, und um so mehr bedauere, ihnen in der Angelegenheit der Waldenser von dieser seiner Gesinnung keinen Beweis geben zu können. „Ich bin — sagt er — in so bestimmten Verpflichtungen für die Einheit der Religion in meinen Staaten, und dies durch Gründe von so großer Wichtigkeit, daß es nicht in meiner Macht steht, davon zurückzugehen, ohne daß die Bewilligungen, durch welche meine Unterthanen in den Thälern von Lucern der Freiheit des Gewissens genossen, dagegen Einwendungen machen könnten, weil diese Bewilligungen sich nie über die Gränze einer einfachen, willkürlichen Toleranz hinaus erstreckt haben.“ \*) Er habe versucht, seine Entscheidung in so milder Art als möglich auszuführen, und wünsche nur, daß die Waldenser von der erhaltenen Erlaubniß Gebrauch machen, damit er nicht zu Maaßregeln gezwungen werde, die seinem guten Willen entge-

\*) Je suis dans des engagements si positives pour l'unité de la religion dans mes Etats, et par des raisons de si grande conséquence, qu'il n'est pas en mon pouvoir d'en revenir, sans que les concessions, par lesquelles mes sujets des Vallées de Lucerne jouissoient de la liberté de conscience, y puissent faire obstacle, puisqu'elles ne se sont jamais étendues au delà d'une simple tolérance arbitraire.

Monate später, und zwar wesentlich durch Vermittelung der evangelischen Kantone der Schweiz. Schon am 29. Juni hatten sie sich schriftlich an den Herzog von Savoyen gewandt, und ihn gebeten, die gefangenen Thälener frei zu lassen. „Demnach es aber“, sagen sie, „der allgütigen Regierung Gottes gefallen, einen so jämmerlichen Uebergang über dieses so arme Völklein zu verhängen, muß eben auch seiner heiligen Vorsehung der mehrere erfolg heimgestellt werden; Und demnach Unsere Gesandte Uns versichern, daß in allen occasionen E. K. Md. Uns etwas zu deferieren sich gnädigst haben vernommen lassen; Als ersuchen Wir Selbige dißmahlen, nachdem Sie durch die traurige fatalitet dieser Armen Leüthen Ihren Zweck erreicht, Sie sich gefallen lassen wolle, die so vill 1000 in den Gefangenschäften hin und wider enthaltene und verschmachtete auff freyen Fuß zu stellen, Und ein jedes under Ihnen, wohin es Gott leiten wird, ein Vaterland, und in demselben seine nahrung suchen und finden zu lassen ic.“ Sie bekamen auf dieses Schreiben keine Antwort, und wiederholten daher in einem Schreiben vom 26. Juli 1686, welches durch einen „expresse abgefertigten reitenden Boten“ übersandt wurde, ihre Bitte: „diese Arme gefangne Leüth zu erledigen, Unnd demenselben freyen sicheren Abzug zu gestatten.“

Der Herzog von Savoyen, Victor Amadeus, antwortete zwar hierauf zuerst unterm 17. August 1686, daß die Schweizer ja selbst wüßten, daß es nur bei den Waldensern gestanden habe, die günstigen Bedingungen anzunehmen, die er ihnen geboten. Denen, welche sich nur ergeben, nachdem sie ihren unausbleiblichen Untergang durch die Waffen vor sich gesehen, habe er das



Leben geschenkt. Eine weise Vorsicht habe ihn genöthigt sie als Gefangene zurückzuhalten, um so mehr, als viele Waldenser, nachdem sie sich ergeben, dann mit denen sich wieder vereinigt hätten, die noch unter den Waffen wären. Unter diesen Umständen sei er verhindert gewesen, schon jetzt einen festen Entschluß über die gefangenen Waldenser zu fassen, und habe deshalb auch das frühere Schreiben der Schweizer bis jetzt nicht beantwortet.

Indessen ging doch bald nachher ein Schreiben des Grafen Scaravelli aus Turin vom 23. August 1686 ein, daß der Herzog beschlossen habe, einen Envoyé extraordinaire in der Person des Grafen von Gobon nach Lucern in der Schweiz zu senden, der wegen Freigebung der Waldenser unterhandeln solle. — Es verzögerte sich jedoch die Ankunft dieses Abgeordneten, so daß die Schweizer „auß eigenem Gewissenstrib sowol — wie sie schreiben — als auff anhalten einiger vertribener Thaleuthen, wellche auß denen Gebirgen entwichen waren, endlich länger nit mehr warten wollen, Sonder auff einer hierumb zu Arau im Septembri expresse angesehnen Conferenz, die ohnverweiltche Abfindung nachher Turin gut befunden.“

Endlich langte der Graf von Gobon in Lucern in der Schweiz an, und es kam am 17. October 1686 zwischen ihm und den Deputirten der Schweizer zu folgender vorläufigen Verabredung: Die Schweizer Deputirten erklärten dem Grafen Gobon, daß es den evangelischen Kantonen Gewissenssache sei, und sie in dieser Beziehung Gott glaubten dereinst Rechenschaft geben zu müssen, daß sie die äußersten Verwendungen für die gefangenen Waldenser eintreten ließen. Sie beabsichtigten

Monate später, und zwar wesentlich durch Vermittelung der evangelischen Kantone der Schweiz. Schon am 29. Juni hatten sie sich schriftlich an den Herzog von Savoyen gewandt, und ihn gebeten, die gefangenen Thälerte frei zu lassen. „Demnach es aber“, sagen sie, „der allvergnüglichen Regierung Gottes gefallen, einen so möglichen Uebergang über dieses so arme Völklin zu verhängen, muß eben auch seiner heiligen Vorsehung der mehrere erfolg heimgestellt werden; Und demnach Unsere Gesandte Uns versichern, daß in allen occasionen E. R. Hd. Uns etwas zu deferieren sich gnädigst haben vernommen lassen; Als ersuchen Wir Selbige dißmahlen, nachdem Sie durch die traurige fatalitet dieser Armen Leüthen Ihren Zweck erreicht, Sie sich gefallen lassen wolle, die so vill 1000 in den Gefangenschaften hin und wider enthaltene und verschmachtete auff freyen Fuß zu stellen, Und ein jedes under Ihnen, wohin es Gott leiten wird, ein Vaterland, und in demselben seine nahrung suchen und finden zu lassen ic.“ Sie bekamen auf dieses Schreiben keine Antwort, und wiederholten daher in einem Schreiben vom 26. Juli 1686, welches durch einen „apresse abgefertigten reitenden Boten“ übersandt wurde, ihre Bitte: „diße Arme gefangne Leüth zu erledigen, Unnd denselben freyen sicheren Abzug zu gestatten.“

Der Herzog von Savoyen, Victor Amadeus, antwortete zwar hierauf zuerst unterm 17. August 1686, daß die Schweizer ja selbst wüßten, daß es nur bei den Waldensern gestanden habe, die günstigen Bedingungen anzunehmen, die er ihnen geboten. Denen, welche sich nur ergeben, nachdem sie ihren unausbleiblichen Uebergang durch die Waffen vor sich gesehen, habe er das

entsetzlich waren das Elend und die Leiden, welche in der Gefangenschaft hatten aushalten müssen. Es hatte sie, Männer und Frauen, an 10000, in vierz Gefängnisse und feste Schlösser vertheilt, wo sie mehr oder weniger schlecht behandelt wurden, je nachdem die Gesinnung dessen war, der im Schloß oder Gefängniß befehlig überall aber — soviel ist gewiß — haben sie schweren Ungemach ertragen müssen. Zur gewöhnlichen Nahrung erhielten sie in jedem Gefängniß nur Brod und Wass und auch das oft nicht soviel, als nöthig war. In einigen Gefängnissen gab man ihnen sehr schlechtes schwar Brod, welches nicht einmal fest war, sondern aufgewel in schmutzigem Wasser, das man aus den Gassen den Straßen entnommen hatte, und in welchem man Kalk, Glas und Kehrlicht fand. An anderen Orten g man ihnen stinkendes Wasser, das sie nur mit Uebertung trinken konnten. An manchen Orten zwang m sie, das Wasser aus dem Trog zu holen, aus welchem m das Vieh tränkte, und in welchem man die Hunde wu während die Waldenser sich aus demselben Wasser holten. manchen Orten erlaubte man nicht, daß sie das Wasser frei aus dem Brunnen bekamen. Man legte vielmehr off Röhren, durch welche das Wasser, den Sonnenstrahl und der Hitze des Sommers ausgesetzt, laufen mußte, und mit sie es nur lau erhielten. An anderen Orten g man ihnen nur zu bestimmten Stunden Wasser, au denen man ihnen nie erlaubte, etwas zu schöpfen, u wenn sie vor Durst umgekommen wären; so daß wi lich mehrere arme Kranke, eben weil sie sich ni durch ein Glas Wasser erfrischen konnten, dahingestor sein sollen. —

deshalb, einen besonderen Abgeordneten an den Herzog zu senden, der mündlich für die Befreiung dieser armen Gefangenen unterhandle. — Der Graf von Savoy antwortete hierauf, daß er zwar keine Befehle des Herzogs habe, wegen der gefangenen Waldenser mit den Schweizern zu unterhandeln; er wage jedoch, von der Güte Sr. Kön. Hoheit zu hoffen, daß Sie durch einen Ausfluß von Gnade sich bewegen lassen würden, die Bitten der Kantons zu berücksichtigen, wenn diese ihm nur einige Mittel an die Hand geben könnten, um alle Bedenkllichkeiten Sr. Königl. Hoheit zu entfernen, daß Sie in der Folge nie wieder von diesem Volke beunruhigt würden. — Die Schweizer erklärten, diese Mittel seien, daß der Herzog die unglücklichen Gefangenen, gekleidet gegen die Strenge der Jahreszeit und mit einem Viaticum versehen, an die Gränzen der evangelischen Kantone bringen ließe, wo sie dann empfangen und theils im Lande vertheilt, theils aber so bald als möglich in weiter entlegene Länder entfernt werden sollten. Se. Kön. Hoh. wollten sich auch überzeugt halten, daß die evangelischen Kantone diesen Leuten weder Waffen, noch Kriegsbedürfnisse, noch Lebensmittel darreichen würden, um damit zurückzukehren. — Der Graf von Savoy erklärte hierauf, diese Vorschläge seinem Fürsten vorlegen zu wollen; und erst am 30. Novbr. 1686 erfolgte die Antwort des Herzogs, daß er auf diese Vorschläge eingehen wollte, und die Gefangenen bis an ihre Gränzen schicken würde.

Mitten im strengsten Winter wurden die Gefängnisse geöffnet (Boyer S. 270), und um Weihnachten oder gegen Ende Dezember kamen die Unglücklichen in Genf an. Die meisten befanden sich in einem traurigen Zustande, denn

entsetzlich waren das Elend und die Leiden, welche sie in der Gefangenschaft hatten aushalten müssen. Man hatte sie, Männer und Frauen, an 10000, in vierzehn Gefängnisse und feste Schlösser vertheilt, wo sie mehr oder weniger schlecht behandelt wurden, je nachdem die Gesinnung dessen war, der im Schloß oder Gefängniß befehligte; überall aber — soviel ist gewiß — haben sie schwere Ungemach ertragen müssen. Zur gewöhnlichen Nahrung erhielten sie in jedem Gefängniß nur Brod und Wasser, und auch das oft nicht soviel, als nöthig war. In einigen Gefängnissen gab man ihnen sehr schlechtes schwarzes Brod, welches nicht einmal fest war, sondern aufgewelcht in schmutzigem Wasser, das man aus den Gassen in den Straßen entnommen hatte, und in welchem man oft Kalk, Glas und Kehrlicht fand. An anderen Orten gab man ihnen stinkendes Wasser, das sie nur mit Uebertöndung trinken konnten. An manchen Orten zwang man sie, das Wasser aus dem Trog zu holen, aus welchem man das Vieh tränkte, und in welchem man die Hunde wusch, während die Waldenser sich aus demselben Wasser holten. An manchen Orten erlaubte man nicht, daß sie das Wasser frisch aus dem Brunnen bekamen. Man legte vielmehr offene Röhren, durch welche das Wasser, den Sonnenstrahlen und der Hitze des Sommers ausgesetzt, laufen mußte, damit sie es nur lau erhielten. An anderen Orten gab man ihnen nur zu bestimmten Stunden Wasser, außer denen man ihnen nie erlaubte, etwas zu schöpfen, und wenn sie vor Durst umgekommen wären; so daß wirklich mehrere arme Kranke, eben weil sie sich nicht durch ein Glas Wasser erfrischen konnten, dahingestorben sein sollen. —

Ueberall waren sie auf den Steinen, womit in Piemont die Stuben ausgelegt sind, ohne Stroh gelagert; und wenn man es ihnen an einigen Orten gab, so war solches wie zu Staub zerrieben oder verfault. — In einigen Gefängnissen waren sie so an einander gedrängt, daß sie sich kaum rühren konnten, und wenn dann einer starb, welches täglich vorkam, so ersetzte man die Stelle sofort durch einen anderen, den man aus den Stuben nahm, damit sie nur immer gleich zusammengepreßt bleiben möchten. Die erstickende Hitze im Sommer und die verderbte Luft, welche in den Zimmern durch die Ausdünstungen der Kranken hervorgebracht wurden, hatten eine Menge von Läusen erzeugt, welche die Gefangenen nicht Tag nicht Nacht schlafen ließen. Dazu kam noch die schmerzliche Plage von Würmern, welche in die Haut der Kranken, während sie noch lebten, sich einfraßen. — In den Wintertagen dagegen gab man ihnen weder Feuer, um sich zu erwärmen, noch Decken, um sich darin zu hüllen, wenn gleich sie in sehr hohen Räumen sich befanden, die überdies größtentheils ohne Fenster waren. Weder Winter noch Sommer erhielten sie Licht, um in der Finsterniß sehen zu können, obgleich sie oft darum baten, um nur die Kranken pflegen zu können. Viele Frauen starben in den Wochen, weil ihnen in solcher Finsterniß nicht beigestanden werden konnte, und ihrer Auflösung folgte der Tod der Kinder, die in dem Augenblick, der ihnen das Leben geben sollte, dahinstarben. Zu diesen körperlichen Leiden der unglücklichen Waldenser kam noch der für sie harte Schmerz, fortdauernd von Mönchen und Priestern gequält zu werden, daß sie ihre Religion verlassen und zur katholischen Kirche übertreten möchten. Doch waren ihrer nur wenige, die dieser Versuchung unterlagen.

in Armenen und Leuten ausbrachen, während die  
andern mit niedergedrückt und geschlagen von  
den Schmerzen des Schmerzes, weder weinen konnten  
noch schlafen.

Die Armenen von Genf nahmen sich der unglück-  
lichen Fremden mit lebhafter Theilnahme an. Sie  
sahen sie an und an Jeder beieiferte sich, den  
bedürftigsten der Waldenser aufzu-  
heben. Es wurde ein großes Werk der Liebe an ihm  
gethan. Er wurde kummlich gekleidet und  
in die Stadt von Genf nach einem andern Lande  
geführt.

Die Fürsten und Herren der Waldenser schon  
in der Zeit der ersten Verfolgungs-Edikte,  
wurden von den Fürsten und Herren  
in der Zeit der Verfolgungen vereinigt. Un-  
ter der Führung des großen Kurfürsten von  
Brandenburg, des Herzogs von Wür-  
temberg, des Herzogs von der Pfalz und den Grafen  
von Hohenlohe.

Die Waldenser kamen in Januar 1686 durch  
den Kurfürsten von Brandenburgischen Be-  
fehl in die Stadt Brandenburg an dem großen Kurfür-  
sten. Der Kurfürst von Brandenburg anfragen ließ  
den Kurfürsten von Brandenburg, ob ihnen wohl  
in der Stadt Brandenburg, wie den französischen Refugiés, in  
der Stadt Brandenburg zu Aufenthalt möchte gewährt wer-  
den. Es wurde nicht Künstler und Gewerbetreibende  
mehr, sondern ihren einfachen Landleute; sie hätten  
die besonderen Sitten und eigenthümlichen Gewohnheiten,  
wie abwärts denen der Schweizer, als denen der Fran-  
zosen

freigelassen; viele Prediger und andere Familien hielt man noch zurück. Nimmt man an, daß 200—300 auf dem Marsche blieben, so würden, nach Abzug dieser und der in Genf angekommenen, etwa 1800—2000 in Piemont auch nach der Freilassung der nach der Schweiz abgegangenen, zurückgeblieben sein. — Zehntausend ungefähr sollen nach und nach in die Gefängnisse geführt worden sein, und hiernach wären etwa fünftausend in der Frist von einem Jahre in den Gefängnissen gestorben.

Alle, die in Genf ankamen, waren in einem so traurigen und bejammernswerthen Zustande, daß einige unter den Thoren der Stadt starben. Andere waren von Krankheit und Schmerz so angegriffen, daß man in jedem Augenblick glaubte, sie würden in den Armen derer ihren Geist aufgeben, welche das Mitleiden hatten, sie zu halten. Einige waren von Kälte so erstarrt, daß sie nicht sprechen konnten, andere wankten auf ihren Füßen, noch andere waren gelähmt und des Gebrauches ihrer Glieder beraubt, so daß sie ihre Hände nicht bewegen und die Hülfe nicht annehmen konnten, die man ihnen bot. Die ~~Armen~~ waren halbnaakt und ohne Schuh. — Da die ~~Wunden~~ Wunden nach einander ankamen, so gingen die früher schon angelangten Haufen jederzeit den neuen Anbömmlingen entgegen, um sich über ihre Angehörigen zu erkundigen, von denen sie seit lange keine Nachricht hatten. Der Vater fragte nach dem Kinde, das Kind nach dem Vater, der Mann nach der Frau, und die Frau nach dem Manne; ein jeder wollte von seinen Freunden und Verwandten hören, aber die Nachfrage war fast immer vergebens, da so viele in den Gefängnissen gestorben waren, und dies gab ein so trauriges, klägliches Schauspiel, daß



die Umstehenden in Thränen ausbrachen, während die Unglücklichen selbst, niedergedrückt und geschlagen von dem Uebermaasse ihres Schmerzes, weder weinen konnten noch klagen.

Die Einwohner von Genf nahmen sich der unglücklichen Eingewanderten mit lebhafter Theilnahme an. Sie gingen ihnen entgegen, und ein Jeder beieferte sich, den Kränksten und Hülfbedürftigsten der Waldenser aufzunehmen, und ein um so größeres Werk der Liebe an ihm zu vollziehen. Sie wurden sämmtlich gekleidet und genährt; bald fanden sie auch noch in anderen Ländern Hülfe und Beistand.

Es hatten sich nämlich Deputirte der Waldenser schon sehr früh, bei dem Erlaß der ersten Verfolgungs-Edikte, von der Schweiz aus an mehrere Fürsten und Herren gewandt, um für ihre Glaubensgenossen dereinstiges Unterkommen zu suchen; so an den großen Kurfürsten von Brandenburg, Friedrich Wilhelm, den Herzog von Württemberg, den Kurfürsten von der Pfalz und den Grafen von Waldeck.

Zuerst hatten diese Deputirte im Januar 1686 durch den Herrn von Mandelslohe, Brandenburgischen Bevollmächtigten in Heidelberg, bei dem großen Kurfürsten Friedrich Wilhelm von Brandenburg anfragen lassen (cf. German Th. VI. S. 215.), ob ihnen wohl in ähnlicher Art, wie den französischen Refugiés, in seinen Staaten ein Zufluchtsort möchte gewährt werden? Sie hätten nicht Künstler und Gewerbtreibende unter sich, sondern seien einfache Landleute; sie hätten ihre besonderen Sitten und eigenthümlichen Gewohnheiten, mehr ähnlich denen der Schweizer, als denen der Fran-  
zosen

zogen, weshalb sie auch nicht mit letzteren zusammen, sondern getrennt für sich — aber, wo möglich, mit einander an Einem Orte vereinigt — zu leben wünschten, und nur noch bäten, unmittelbar dem Landesfürsten unternommen zu werden, nicht — wie es in Frankreich der Fall sei — dem Adel.

Der Kurfürst versicherte sie seines Schutzes schon unterm 31. Januar 1686, und schrieb unterm 12ten März 1686 an die evangelischen Kantone der Schweiz: Gleichwie er sich fortdauernd der französischen Refugiés annehme, so habe er sich auch wegen Aufnahme der Waldenser zu den Deputirten derselben dergestalt erklärt, „daß — heißt es in dem Schreiben — verhoffentlich sie insgesamt und Jedermänniglich Unsere Christfürstliche Intention und Mildigkeit gegen diese arme Leute zur Genüge daraus wird zu verspüren haben.“ — Da indessen die Ueberkunft dieser Leute bis in das Brandenburgische viel Unkosten erfordern werde, so „haben Wir — fährt er fort — zu denen benöthigten Zehrungskosten zwischen Frankfurt a. M. und Unserer Residenz **Wien** an der Spree Ihnen eine gewisse Summe Geldes bei Ihrer Ankunft zu Frankfurt durch Unsern daselbst habenden Rhat und Residenten zahlen zu lassen Uns erklärt.“ — Indessen sei auch Geld nöthig, um die Waldenser von der Schweiz bis Frankfurt a. M. zu bringen, und ersuche er die evangelischen Kantone, für die hierzu nöthigen Mittel Sorge zu tragen.

Nachdem hierauf im April und Mai 1686 die Verfolgung der Waldenser durch Gewalt der Waffen eingetreten war, bat der Kurfürst, auf den Grund der über den Gang der Verhandlungen im Allgemeinen ihm von

den evangelischen Eidgenossen erteilten Auskunft, unterm 3. Juni 1686 um fernere Nachrichten. Diese erteilten ihm die Schweizer unterm 25. Januar 1687. Sie sandten ihm die ganze Korrespondenz, die sie bis Dezember 1686 mit den Ministern in Savoyen geführt, um die Befreiung der in Piemont noch gefangen gehaltenen Waldenser — insbesondere auch der Prediger und Kinder — zu bewirken. Zuletzt antwortete der Savoyische Minister, daß ihre Anträge erfüllt werden würden, und es erschien, nachdem schon im Dezember 1686, wie oben erzählt worden ist, viele Waldenser entlassen waren, unterm 3. Jan. 1687 das förmliche Edikt des Herzogs Victor Amadeus II. wegen Freilassung der Waldenser, des Inhalts, daß den gefangenen Waldensern — auf bestimmten Straßen und in bestimmten Terminen — erlaubt sein sollte, zunächst nach der Schweiz auszuwandern, diejenigen Verhafteten aber, welche schon zur katholischen Religion übergetreten seien, oder die wenigstens sich bereitwillig erklärt hätten, vor dem Abzuge der übrigen zur katholischen Religion überzutreten, sollten im Lande verbleiben, könnten jedoch nicht in den früher erwähnten Thälern, sondern müßten in der entfernt liegenden Provinz Vercelli ihren Wohnsitz nehmen. Unter den härtesten Strafen ward es den einmal ausgewanderten Waldensern verboten, in ihr Vaterland zurückzukehren. — In besonderen Abkommen mit der Schweiz war bedungen, wie dies schon oben angedeutet ist, daß die auswandernden Waldenser nicht in der Schweiz, in der Nähe Piemonts, verbleiben, sondern in fernere Wohnsitze sich begeben sollten. Die ausgewanderten Waldenser wünschten in der größten Mehrzahl in der Schweiz, oder, in sofern dies nicht sein konnte,

doch in einem nahegelegenen Lande zu bleiben; denn von Anfang an hatten sie die Meinung, daß sie über Kurz oder Lang doch wieder Gelegenheit finden würden, in ihr Vaterland zurückzukehren.

Kurpfalz erklärte sich im Mai 1687 bereit, an 2000 Thalleute aufzunehmen. Sie sollten theils diesseit, theils jenseit des Rheins Land angewiesen erhalten. Was das freie Religions-Exercitium betreffe, so sollten die Thalleute, wie die wörtliche Erklärung lautet, „dessen sowol und auf Weiß und Form genießen, als die Reformirten Einwohnere des ganzen Landes; zwarh diesseit Rheins frömbden Ueberfahls halber sicherer, als jenseith; jedoch jenseith ohne entstehende öffentliche Kriegstrouben, ohne Gefahr, zumahlen die Thalleuth mit Bewilligung ihres Landes Fürsten ausgezogen. Die Conditiones belangende würden selbige je nach Beschaffenheit der Zeith, der Dr-then, der mitbringenden Mittlen zc. eingerichtet werden, gleich gegen denen Französischen sich niedergelassenen Gemeinen auch beschehen.“

Der Graf von Waldeck hatte schon unterm 29. Octob. 1686 den dorthin gereiseten Waldensischen Predigern Martin und du Pont seine Bereitwilligkeit erklärt, eine Waldenser-Kolonie bei sich aufzunehmen. Die Bedingungen waren günstig: Sie sollten nach geleistetem Eide den Eingebornen gleichgeachtet werden; das Land, welches sie bebauen wollten, sich selbst auswählen, und zum Eigenthum erhalten; vor Ende des Jahrhunderts sollten sie keine Abgaben geben; freie Religionsübung wurde ihnen unbedingt gewährt; die Prediger wollte der Graf bezahlen; sie sollten ihre eigene Obrigkeit haben, und wenn ein Eingewanderter einen Eingebornen beleidigte, so sollte

letzterer seine Klage bei der Ortsobrigkeit anbringen; wenn aber ein Deutscher einen der neuen Ankömmlinge beleidigte, so würde der Souverain bestimmen, wo die Klage geführt werden solle u. s. f.

Es ist aber wohl zu bemerken, daß ein Vetter des regierenden Grafen schon unterm 14. Februar 1687 an den Prediger der Waldenser, Martin, schrieb, und ihm sehr lebhaft widerrieth, auf Grund jener Bedingungen, mit Waldensern in das Land zu kommen, weil diese Bedingungen die größte Härte gegen die Eingebornen wären, und sie daher nicht nur während der Lebzeiten des Grafen großen Widerspruch finden würden, sondern auch die Nachfolger des Grafen mit Recht verpflichtet sein würden, solche Bedingungen, die gegen die Familienverträge des regierenden Hauses wären, anzuerkennen.\*)

Den Herzog von Württemberg ersuchten die evangelischen Kantone der Schweiz unterm 10. Mai 1687, daß er 2000 Thalleute aufnehmen möchte. Es werde zu deren Unterbringung die Beschaffung von etwa 200 Haushaltungen nöthig sein; diese möge der Herzog den Waldensern überlassen; sie würden nicht ohne alle Mittel ins Land kommen, und sich zum Theil Wohnungen und Land ankaufen können; doch werde erwartet, daß der Herzog ihnen freies Bauholz, sonst Materialien, auch wüste Plätze unentgeltlich überlassen werde u. s. f.

---

\*) „Par charité“ sagt der Graf von Waldeck in diesem Schreiben, „je vous conseille plutot de ne point chercher un azile si incertain, ni de vous laisser engager par des belles apparences dans un Etablissement que vous aurez sujet de regretter.“

Diese Vorschläge wurden von dem Fürstlichen geheimen Regimentsrath eigenen Kommissarien zur Berathung übergeben, die Juristen-Fakultät in Tübingen wurde zum Gutachten aufgefordert, ob unbeschadet der Hausverträge und Landes-Grundgesetze die Waldenser im Lande als Unterthanen aufzunehmen, und ihnen in einem der Landschaft nicht inkorporirten Orte eine freie Religionsübung zu gestatten sei. — Außer diesen weitläufigen Unterhandlungen und den Schwierigkeiten, die hiernach in die Sache gelegt wurden, ward auch von den Theologen im Lande Bedenken geäußert: ob durch die Waldenser nicht die „spitzfindige Reformirte Confession“, wie sie sich ausdrücken, im Lande eingeführt werden würde, und so der streng lutherischen Lehre in Württemberg Eintrag geschehen könne.

Noch während dieser Verhandlungen schlug der Württembergische Geheimerath von Rühle den Ankauf des Schlosses Sulzburg für die Niederlassung der Waldenser vor; — 50 Piemonteser wanderten auch wirklich im Juli 1687 in Württemberg ein, und der Herzog genehmigte endlich durch beigefügtes Placet die von seinen Kollegen vorgeschlagenen Bedingungen, unter denen die Waldenser in größerer Anzahl in das Land eingelassen werden könnten. Nach diesen sollten sie einen bestimmten Nachweis geben, wieviel sie in das Land an Geld und Gut mitbringen würden; freies Bauholz und ähnliche Begünstigungen könnten ihnen nicht zu Theil werden. Ueberhaupt sollten sie — auch in Bezug auf Ueberlassung oder Stellen — ganz den Eingebornen gleich behandelt werden, da das Land schon volkreich genug sei; auch sollten sie ihr Glaubensbekenntniß zur Prüfung vorlegen u.

Die Schweizer erwiederten, daß sie auf diese Bedingungen für die Waldenser nicht näher eingehen könnten, zumal der große Kurfürst Friedrich Wilhelm sehr annehmlliche Vorschläge wegen Aufnahme der Waldenser im Brandenburgisch-Preußischen Staate gethan habe.

Die Lage der Verhandlungen zwischen dem großen Kurfürsten von Brandenburg und den evangelischen Kantonen der Schweiz wegen Aufnahme der Waldenser im Brandenburgischen war aber folgende:

- d) Nähere Einleitungen und Verhandlungen wegen Einwanderung der Waldenser in die Brandenburgisch-Preußischen Staaten während der Regierung des großen Kurfürsten.

Burgemeister, Schultheiß, Landamman und Råth der evangelischen Städten und Dörtern der Eydgenossenschaft Zürich, Bern, Olarus, Basel, Schaffhufen, Appenzell, der usseren Rhoden (äußeren Bezirke) und Stadt St. Gallen schrieben unterm 26. April 1687 an den großen Kurfürsten: Der Kurfürst werde sich erinnern, was die Eidgenossen wegen „des höchstbetrübten Zustandes der so uralten evangelischen Kirchen des Piemonthe und dero Wegreisens aus ihrem Vaterland“ berichtet. „Wenn nun — heißt es weiter — der Auszug dieser standhaften Bekenner sich geendet, und der erbermliche Ueberrest derselben bey Uns angelanget, hingegen nicht allein der mit Savoyen aufgerichtete Liberationstractat, sondern auch Unsere eng eingeschränkte und volkreiche Land, nebend anderen Motiven, welche Ew. Kurfürstliche Durchlaucht bestens bekannt, nicht gestatten, diesen sonst höchstens mitleidenswürdigen Glaubensgenossen mit einem

beständigen und ohnverrückten Domicilio an die Hand zu gehen, als habend Wir wegen dero anderwertiger Versorgung Unsere gedanken nicht ohne sattsamen Grund auf Ew. Kurfürstliche Durchlaucht weltberüimte bereits mädreich verspürte Großmüthigkeit richten, und durch die Abordnung deroselben gnädigste anleitung ehister Sagen in mehrerem vernemen wollen.“

Der Kurfürst erwiderte unterm 15. Mai 1687 auf dieses Schreiben unter anderm: „Wir erkennen hieraus sowohl als auch andern ihrem bisherigen Comportement der Herren gutthätiges Gemüthe und tragende christliche vorsorge für ihre verfolgte Mitbrüdere, Und seynd auch Wir nicht abgeneigt, diesen armen Leuten aus Piemont alle Gnade zu erweisen zc.“

Nun sandten die Schweizer ihren „Secretarium, den edlen, besten David Holzhalb, Rath der Stadt Zürich,“ als Abgeordneten nach Berlin. Er überreichte hier ein „Memoriale der herzlichlichen Angelägenheit, welche Meine Gnädige Herren und Obere, die hochlöbliche Evangelische Rath der Eydtgenossenschaft Ihr kurfürstliche Durchlauchtigkeit mit geziemenden Respect vortragen wegen denen Piemontesischen Thalleuthen.“

In diesem Memoriale ist gesagt: Die Anzahl der Thalleute in der Eidgenossenschaft sei „2656, nemlich 1001 Manns- und 891 Weibs-Personen über 15 Jahr ihres Alters und 764 Kinder unter 15 Jahren, meistens theils Acker- und zum Theil Räbleuth (Weinbauer).“ — Ferner bemerkt Holzhalb, neun Prediger mit funfzig Angehörigen, einige unter den Waffen gefangene Personen und viele Kinder würden noch in Savoyen gehalten. Die Alten und Kranken wollten die Eidgenossen in ihren



Landen behalten, so daß etwa 2000 zum Abzug kommen würden.

„Den Abzug — heißt es wörtlich — erfordert die Erledigungs-Convention, die Hofnung der denjemahligen erlöschung der ministrorum und anderen; die incapacität der Eydtenössiſchen Landen; die ohnerschwinglichkeit der unterhaltung nebst jeweiliger Quantität der französischen Exulanten.“

Holzhalb bittet nun „um ein gnädigst Fürpitschreiben wegen Abzugs der ministrorum und anderen“ — um Erklärung, wieviel und wohin der Kurfürst die Auswandernden aufnehmen wolle, mit dem Bemerken, daß sie gern bei einander bleiben wollten; — endlich um eine Kollekte im Lande des Kurfürsten, mit dem Bemerken, daß schon mehrere Kollekten und Steuern für die Waldenser bewilligt seien. Der Kurfürst von Sachsen habe 1000 Rthlr. für sie versprochen, und erst 500 Rthlr. gezahlt, so daß er noch 500 Rthlr. schuldig sei; die Generalstaaten hätten eine Kollekte versprochen; auch Kurfürst von Hessen. Es sei wohl noch zu versuchen, ob nicht England einen Theil der für die französischen Refugiés bestimmten Kollekte den Waldensern abtreten möchte, und ob nicht auch die Stadt Bremen zur Bewilligung einer Kollekte veranlaßt werden könnte, über welche Stadt Holzhalb zurückreisen wollte, „wegen verlautender Inclination zur Aufnahm einer Anzahl der Thalleuthen.“

Unterm 22. Juni (2. Juli) 1687 erließ der Kurfürst auf den Vortrag des Secretarii Holzhalb an die evangelischen Kantone der Schweiz ein Antwortschreiben, in welchem er die Ausschreibung einer Kollekte in seinen Landen ablehnt, da schon so viel Kollekten wegen Herstellung

abgebrannter Kirchen und wegen der französischen Refugees ausgewiesen seien; — sich erbietet, 2000 Piemontesen aufzunehmen, in der Voraussetzung jedoch, daß die Schweizer „diejenigen, so bei ihrem Abzug aus dem Piemont annoch etwas von dem Ihrigen salviret, nicht ausschließen, auch dehnenselben dasjenige, was von der verhabenden Collecte in Teutschland, Engeland und Niederland etwa einkommen wird, allein werden zu gute kommen lassen.“ — Seinerseits werde der Kurfürst Sorge tragen, daß die Thalleute „durch Concedirung allerhand Immunitäten, Freiheiten und Begnadigungen dergestalt gefördert werden mögen, daß Sie Sich und die Ihrigen ehrlich durchzubringen, genugsame Gelegenheit erlangen.“ Gut würde es sein, wenn die Waldenser einige Deputirte hersendeten, und „durch dieselbe einige Orte, welche Sie zu ihrem Gewerb und Handthierung am bequemsten zu sein erachten, im Lande auffuchen möchten.“ Uebrigens werde der Kurfürst den Piemontesern Commissarien entgegen senden, welche sie an der Gränze empfangen sollen, habe auch bereits nach Antrag der Schweizer an den Herzog von Savoyen wegen Losgebung der Gefangenen geschrieben.

Dieser Brief an den Herzog von Savoyen ist von demselben Datum, dem 22. Juni 1687, in lateinischer Sprache. (C. Beil. N.) Der Kurfürst dankt dem Herzoge in diesem Briefe, daß er gegen die Thalleute, welche mit ihm nicht einerlei Glaubens seien, sich der Härte, die nie mit Glück versucht werde, enthalten wolle, und sich damit begnüge, daß diese Leute sein Land verließen. Wie die Verfolgungen, welche die Reformirten hier und da erfahren, dem Kurfürsten den größten Schmerz verursacht

hätten, und sie von ihm empfunden wären, als seien jene Bedrückungen ihm selbst begegnet, so möge der Herzog sich überzeugt halten, daß der Kurfürst jede Milde und Humanität, die diesen Unglücklichen, denen als Vergehen ausgelegt würde, was der Kurfürst nur als höchste Frömmigkeit betrachten könne, widerführe — als eine ihm selbst erwiesene Wohlthat betrachte. — Nun höre aber der Kurfürst, daß noch eine Menge Prediger und Kinder derjenigen Waldenser, die mit Erlaubniß des Herzogs bereits ausgewandert seien, gleichsam als Geißel des Versprechens, daß die Ausgewanderten nicht in der Schweiz bleiben, sondern weiter gehen würden, dort zurückgehalten würden. Er wolle in dieser Hinsicht den Herzog benachrichtigen, daß er sich entschlossen habe, fast alle jene ausgewanderten Waldenser, die sich in der Schweiz aufhielten, an 2000 Personen, in seine Staaten aufzunehmen, deshalb auch mit der Schweiz in nähere Unterhandlungen getreten sei, und da er nicht zweifle, daß durch diesen Vertrag das Versprechen, daß die ausgewanderten Waldenser in fernere Gegenden sich begeben sollten, erfüllt sei, so werde der Herzog nun auch gewiß nicht Anstand nehmen, die noch zurückgehaltenen Geißeln und Bürgen mit ihren geringen Habseligkeiten gleichfalls zu entlassen. Der Kurfürst wenigstens erbitte dies freundschaftlich und dringend von dem Herzog, und werde jeden Gegenbeweis von Nachsicht und Milde gegen die Genossen seines Glaubens nicht allein durch die eifrigsten Dienste gegen den Herzog, sondern auch dadurch aufzuwiegen nicht unterlassen, daß er den römisch-katholischen Unterthanen in seinen Reichen nicht sowohl die klägliche Freiheit der Auswanderung — um die er für die Waldenser bitte —

sondern, wie er bisher gethan, volle Freiheit des Religionsgebrauchs nach römischem Ritus frei gestatte. — Gott möge, so schließt der Brief, dem Herzog das längste Leben und Glück erhalten.

Herzog Victor Amadeus antwortete unterm 23. August 1687 (s. Beil. O.): Dem Kurfürsten werde wohl bekannt sein, daß es nicht seine, des Herzogs, Schuld sei, wenn die Waldenser nicht ein besseres Loos erfahren hätten, da sie durch wiederholten Aufstand die Uebel herbeigeführt hätten, die sie erlitten. Was einige Prediger betreffe, die er zur Sicherheit noch in seinem Reiche festhalte, so wären sie der Zunder der vorher erwähnten Widerseßlichkeit der Waldenser, weshalb der Herzog nur aus billigen, weisen Gründen gerade dieser Bürgschaft sich bediente; um so mehr, als er erfahren, welche Zeichen verderbter, feindlicher Gesinnung seine bei den Schweizern lebenden Unterthanen bereits gegeben haben, wie allgemein bekannt sei. — Der Kurfürst möge sich überzeugt halten, daß, wenn die Gründe solchen Gewichtes wegfielen, die Prediger zurückzuhalten, der Herzog mit großem Vergnügen die Gelegenheit ergreifen werde, durch welche er dem Kurfürsten beweisen könne, wie gern er ihm gefällig sein und seinen Wünschen entsprechen möge. Uebrigens möge sich der Kurfürst überzeugt halten, daß es nur eine sehr geringe Anzahl von Kindern sei, die in Turin zurückgeblieben wären. Diese seien, von selbst und freiwillig, ohne alle Gewalt, verlassen von ihren eigenen Aeltern, oder, in Ermangelung dieser, von ihren nächsten Anverwandten, jetzt bei verschiedenen Familien vertheilt. Hierin glaube der Herzog etwas der Billigkeit Angemessenes gethan zu haben, und würde es seiner Würde entgegen sein, wenn

er jezt die Kinder mit Gewalt zurückfordern wollte, indem bei ihrer Aufnahme (in den Familien) keine Gewalt angewandt worden sei. — Zu der großen Pietät und Gerechtigkeit des Kurfürsten habe der Herzog übrigens das Vertrauen, daß diejenigen, welche in den Reichen des Kurfürsten zur römisch-katholisch-apostolischen Kirche sich bekennen, wohlwollenden Schutzes sich erfreuen würden; er würde für seinen Theil sich dafür verpflichtet fühlen, da er vertraue, daß die gedachten Katholiken die Fortsetzung der Güte und Milde sich durch vorzügliches Leben und vollkommenen Gehorsam gegen den Kurfürsten verdienen würden, dem er schließlich freundschaftlich alles mögliche Glück wünsche.

Der Kurfürst theilte diesen Brief unterm 13. Sept. 1687 den evangelischen Kantonen der Schweiz mit dem Bemerkn mit: „er habe wegen Befreiung der Prediger und Kinder bei dem Herzog von Savoyen „vermittelt eines absonderlich abgelassenen Schreibens aufs beweglichste und inständigste intercediret.“ „Wenn nun — fährt er fort — darauf jüngsten Tages von erwehntem Herzoge eine Antwort an Uns eingelauffen, so wollten Wir zwar wol wünschen, daß dieselbe etwas erfreulicher, als Wir zu Unserm sonderbahren Leidwesen nicht darin befinden, vor diese arme Leute in sich halten möchte; Wir haben aber doch gleichwol nicht ermangeln wollen, Denenselben beikommende Abschrift davon hiermit zuzusenden, zu der Herren Belieben stellend, was Sie ferner etwa vor sich bey der Sache zu thun, oder auch Uns deshalb an Hand zu geben belieben wollen, gestalt Wir denn in diesen und allen anderen Fällen gewiß nichts unterlassen werden, was solchen Unsern armen bedreng-

ten Glaubensgenossen zu einiger Hülffe und Consolation reichen kann.“

So wie der Kurfürst am 22. Juni 1687 verschiedene andre bereits erwähnte Schreiben in der Angelegenheit der Thalleute erließ, so schrieb er auch an demselben Tage wegen Einwilligung einer Kollekte für die Waldenser und deren Niederlassung in den Brandenburgischen Ländern, an die Generalstaaten, an den Prinzen von Dranien und an die Stadt Bremen; — er trug seinem Residenten in England auf, ihm zu berichten, ob es nicht möglich sei, einen Theil der für die französischen Refugeés in England eingesammelten Gelder den Piemontesern zuzuwenden, wiewohl er solches bezweifelte. Er bat Kurfachsen um die noch rückständigen 500 Rthlr.; er bat den Landgrafen von Hessen und den Kurfürsten von der Pfalz um freien Durchzug der Waldenser und um Unterstützung derselben bei ihrem Durchzuge. — Alle diese Briefe sind in einem edlen Sinne, in herzoglicher Sprache, mit Offenheit und ansprechender Natürlichkeit geschrieben.

In dem Briefe an die Generalstaaten sagt der Kurfürst: „Es sind diese Leute der betrübte Rest derer von jenen Seculis her, auch sogar in den dicksten Finsternissen des Pabstthums allemahl rein und unverdunkelt gebliebenen Kirchen Gottes, welcher gewiß von Uns und allen evangelischen Puissancen dermahleinst schwehre Rechnung fordern würde, wenn wir diese Sancta fragmina gar in desperation und elend vergehen lassen, und Sie nicht vielmehr mit aller möglichen Sorgfalt aufzusammeln und bezubehalten geflissen seyn sollten.“

In dem Schreiben an den Prinzen von Dranien ist bemerkt: „Wenn aber bemelte Thalleute, ehe Sie einen so weiten Weg aus der Schweiz bis in diese Unsere Lande

werden hinter sich legen können, ein ansehnliches werden anwenden müssen, dazu aber wenig oder keine Mittel in Händen haben, so würden Ew. rc. außer Zweifel eine sonderbare Belohnung bei dem Allerhöchsten Jhro dadurch erwerben, wenn Sie nicht allein vor Selbst mehr gedachten armen Exulanten hierzu einigen Zuschnb thun, sondern auch sowol bei dem Staat als auch in England Ihren an beyden Orten habenden Kredit dahin anwenden wolten, daß aus dehnem sowol an dem einen als dem andern Ort vor dergleichen Nothleidende angelegte Collectes Ihnen mit einer erklecklichen Summe an Hand gegeben und dadurch das in Unfern Landen intendirte etablissement so viel mehr facilitiret werden mögte.“

An den Kurfürsten von Sachsen schreibt er: „Wenn es nun Jesho an dehn, daß solche arme von Ihrem Haab und Gut vertriebene und außer Gottes und christlicher Gemüthher Beystand aller zeitlichen Hülffe entblöste Leute zu Folge des zwischen dem Herzoge von Savoyen und dehnem Evangelischen Cantons aufgerichteten Vergleichs die Schweiz nothwendig verlassen und an einem andern Ort, wohin die göttliche Providenz sie etwa führen wird, ihr betrübtes exilium anstellen müssen, Wir auch entschlossen, einen zimblichen Antheil von Ihnen bis an 2000 Personen in Unfern Landen zu stabiliren und aufzunehmen, zu deren Ueberkunft aber, wie Ew. rc. hochvernünftig ermessen werden, in Consideration der großen entlegenheit des Orts ein ansehnliches erfordert wird, So nehmen wir die Freyheit, Ew. Durchl. hiermit freundvetterlich zu ersuchen, es geruhen Dieselben zur Beförderung dieses Gott wohlgefälligen christlichen Werkes gedachten armen Leuten wo nicht mit einem mehreren, je-

doch wenigstens mit der annoch residirenden Halbscheid dessen, was Ew. rc. Ihnen hierbevor versprochen lassen, fordersamst zu Hülffe zu kommen, und wegen dessen Aufzählung benötigte Anstalt machen zu lassen u. s. w.“

Die Stadt Bremen antwortete schon unterm 9. Juli 1687, daß sie das Schreiben des Kurfürsten erhalten und sich dabei ihrer Pflicht erinnert, „daß es freylich nicht genug, solche arme, bedrängte Mitbrüdere zu sehen, und sich zu gemüth gehen zu lassen, sondern daß denenselben müsse wirklich beygesprungen und Hülffe und Trost erwiesen werden.“ Sie habe daher auf den 11. Juli eine allgemeine Kollekte in ihrer Stadt angeordnet.

Der Resident in London (Bonet) antwortete unterm 26. Juli 1687, daß es nicht möglich sein würde, von der für die Refugiés gesammelten Kollekte einen Theil den Waldensern zuzuwenden. — Es seien zwar an 30000 Pfund Sterling bereits eingekommen, indessen davon schon so viel an Unterstützungen ausgegeben, daß nur noch etwas über 3000 Pfund übrig sei. So sehr bedeutend sei das Zuströmen der Refugiés aus Frankreich. — Die einzige Hoffnung der das Geschäft leitenden Kommissarien sei, daß noch einige Provinzen mit ihren Beiträgen fehlten; sonst würde es gar nicht einmal möglich sein, die schon an Refugiés bestimmt verheißenen Unterstützungen und Pensionen auszahlten. Ein ferneres Hinderniß, weshalb den Waldensern kein Antheil an der Kollekte werde gestattet werden können, liege darin, daß man dies zu thun nicht wagen würde ohne Befehl des Königs (des katholischen Jakob II.), da dieser Name für Name wissen wolle, an wen man Geld vertheile. Es würde indessen wohl angehen, in der Folge für diese armen Un-



glücklichen eine beträchtliche Summe zusammenzubringen, und würde man wohl reiche Leute genug finden, die an ihrem unglücklichen Schicksal Theil nähmen; die Schwierigkeit sei nur, für fremde Länder eine Sammlung anzustellen, ohne dazu ausdrückliche Erlaubniß zu haben u.

Der Anerbietungen des großen Kurfürsten ungeachtet, machten die Waldenser in der Schweiz doch nicht Anstalt, sich in die Brandenburgischen Staaten zu begeben. Ja, es gewann den Anschein, als ob höchstens nur ein kleiner Theil derselben in das Brandenburgische gehen würde.

Die evangelischen Kantone der Schweiz schrieben unterm 21. Februar 1688 an den großen Kurfürsten: Er möge ihr langes Schweigen entschuldigen, aber sie hätten sein Anerbieten sogleich den Waldensern mitgetheilt. Es habe sich indessen „bei einem merklichen Theil ein angstreichendes Nachdenken wegen Ihrer annoch in Saphoy enthaltenen Weib, Kindern, Geschwüsteren, Nächsten, Anverwandten, Seelsorgeren, und anderer lieben Persohnen, zusampt der ferneren Beisorg erzeiget, wan Sie von Ihrem Vaterland also entfeyrnet waren, Ihnen einige Hoffnung deroselben, oder gedacht Ihres Vaterlands nit mehr übrig bleiben thäte: Ohngeachtet nun, daß man Ihnen verdeütet, Es werde Ihre Abreiß in Ew. Kurf. Durchl. Land, und die annemmung der anerbottenen so hoher Gnad die Erledigung der annoch Gefangenen umb so ehender facilitiren, hat gleichwolen alle möglichste Persuasio Denenselben Ihre sorgfalt Und natürliche Annehmung zu den Ihrigen nit benommen, sollichem nach Sie auch zu der Reif' in die Brandenburgische Land sich nit entschließen wollen. Hingegen befindet sich annoch ein guter Theil dieser armen Glaubensgenossen, welliche die  
so

so gnedigst bezeugende Churfürstliche Milftigkeit mit großem verlangen und außgeredten Armen zu ergreifen ganz begierig sind.“ — Sie bitten den Kurfürsten, denen, welche kommen würden, seinen Schuß zu gewähren, und möge er „auch Ihren Commissarium umb Dero Holfung abordnen.“

Auch der Resident in Frankfurt a. M., Remigius Merian, berichtete: „Es scheint, daß diese arme Leute täglich Ihr Vorhaben endern, und sich dahero zu nichts gewisses resolviren können, dann bald wollen Sie Sich in Ew. Churfürstlich Durchlaucht Landt begeben, bald ist Ihnen aber Selbiges so weit von Ihrem Vaterlandt entfernt, daß auf solche Weise kein gewisser Staat auf dieses Volk zu machen sein dörrfte. Sie flattiren Sich immerhin, die Zeiten könnten sich ändern, und Sie nachgehends wiederumb zu dem Ihrigen gelangen; allein durch diese falsche einbildung werden Sie hoher Potentaten Gnade verscherzen und beständig in dem Elendte herumziehen müssen.“

Die evangelischen Kantone der Schweiz aber zeigten dem Kurfürsten an, daß nur 1000 Waldenser kommen würden, indem die übrigen sich lieber in Kurpfalz und Württemberg niederlassen wollten, woselbst sie „den Rhäb-  
bau“ treiben könnten.

Der große Kurfürst Friedrich Wilhelm schickte auf diese Nachrichten im Anfange des Jahres 1688 einen eigenen Commissarius, seinen Kammerjunker v. Bondely, in die Schweiz, um die auswandernden Waldenser, unter vorheriger Einreichung eines namentlichen Verzeichnisses derselben, in das Brandenburgische zu bringen; auch die Einfindung der gesammelten Kollekten zu betreiben. —

Wegen letzterer trug er seinem Gesandten v. Dieß im Haag unterm 28. März (7. April) 1688 insbesondere auf, sich nach der Höhe der in Holland eingesammelten Kollekte genau zu erkundigen; und da diese Kollekte pro rata denen nach der Markt wandernden Waldensern zugestanden sei, so solle er dafür sorgen, daß ihnen nichts hiervon „fraude ret“ werde. — Auch ist in diesem Schreiben angemerkt, er habe dem zc. v. Bondely in commissis gegeben, zu begehren, daß gedachte Gelder „ganz“ — oder doch zum größten Theil ihm überwiesen würden.

Endlich bestimmte der große Kurfürst nun auch noch den Ort, der zur Aufnahme der Waldenser erwählt werden sollte. — Es war Stendal. — Noch unterm 2. (12.) April 1688 verfügte er an den Magistrat in Stendal und den Amtsrath Willmann, daß den Waldensern Stendal zum Etablissement angewiesen werden sollte.

Die Verfügung an den Amtsrath Willmann fängt an: „Es ist Euch bekannt, welchergestalt Wir sowohl auf der Evangelischen Cantons in der Schweiz zu verschiedenen Mahlen gethanes bittliches Anhalten, als auch aus selbst eigener vor unsere fast überall anjeho so hoch bedrängte arme Glaubensgenossen tragende kurfürstliche Compassion betrogen worden, den größeren Theil derselben wegen Ihrer Religion aus dem Piedmont Vertriebene und bishehr in der Schweiz sich aufhaltenden Thalleute, wovon wir ehestens eine richtige Specification haben werden, in Unsere Lande auf- und anzunehmen. Gleichwie nun die Stadt Stendahl fast vor allen andern Unsern Chur-Städten durch Krieg, Brand und andere Unglücksfälle dergestalt herunter gekommen, und desolat worden, daß von der vorigen, sehr nombreusen Bürger-

schafft die wenigsten mehr übrig, auch alles, was bishehr zu wiederbringung gedachter Stadt alten Flor und Wohlstandes vor die Hand genommen worden, und wodurch auch andere Orte wieder aufgekommen, daselbst fast gar nicht anschlagen wollen, Als haben Wir Unsere landsväterliche Vorsorge dahin gnädigst gerichtet, ob nicht durch diesen Casum extraordinarium und gleichsam durch eine Neue Colonie gedachte Unsere gute Stadt mit mehreren Einwohnern besetzt, und, weils gedachte Waldenser ein zimliches Vermögen mit sich bringen, Nahrung und Gewerbe daselbst zu mehrerer Aufnahme befördert werden könne.“ — Weiter ist nun bemerkt, daß die Waldenser, da sie der Landessprache nicht kundig seien, auch ihren Gottesdienst für sich haben sollten, und für sie ein besonderer Theil der Stadt bestimmt werden sollte. Zu dem Ende solle der 12. Willmann den französischen Ingenieur Gayarde\*) mitnehmen, der einen genauen Aufriß der Stadt anfertigen, und auf demselben bemerken solle, welche Häuser den Waldensern zu übergeben sein würden. Den Eigenthümern derselben solle Willmanns versichern, „daß ihnen selbige nach Billigkeit bezahlt werden sollen“, auch sien sie zu bedeuten, „daß Sie in dem andern Theil der Stadt Neue Häuser aufbauen mögten, Immaassen Wir Ihnen dan noch über das bezahlte Kaufpretium gewisse Immunität und Freyheit in Gnaden beylegen wollen.“

„Im Uebrigen — ist in dem Schreiben an Willmann bemerkt — habt Ihr auch so viel möglich alle

---

\*) Er wurde 1687 Ingenieur, mit 480 Rthlr. Gehalt und dem Range als Major; im Jahre 1695 Ober-Ingenieur für die kurmärkischen und hinterpommerschen Festungen, und starb im Jahre 1702.

hierbey etwa entstehende Difficultäten durch vernünftige Vorstellung aus dem Wege zu räumen“; auch wird Willmann angewiesen, zugleich das Cataster der zu der Stadt gehörigen liegenden Gründe, namentlich auch die den Stiftungen und p<sup>ius</sup> corporibus gehörigen Acker zc. einzureichen, damit erwogen werden könne, welche Stücke davon den Neuanbauenden Kaufs- oder Pachtsweise zur Einrichtung ihrer Nahrung zu geben seien.

Der Magistrat in Stendal erhielt eine Verfügung unter demselben Datum, in welcher ihm gleichfalls gesagt wird, daß zur Wiederbringung des alten Wohlstandes der Stadt, der Kurfürst Stendal erwählt habe, um die Waldenser dort zu „etabliren“; der Amtsrath Willmann habe desfalls näheren Auftrag erhalten, den er der Stadt eröffnen werde, „und — heißt es zum Schluß — befehlen Euch demnach in Gnaden, solches von ihm mit Mehrerem zu vernehmen, auch mit Ihm das Werk gebührend zu überlegen, und in allem dem, so Er desfalls thun, vornehmen und von Euch begehren wird, Ihm dergestalt an die Hand zu gehen und behülflich zu sein, damit in Zeiten auf alles gute Anstalt gemacht, und die Sache gegen Ankunft mehrbemeldter Waldenser in gehörige richtigkeit gebracht werden könne.“

Nachdem so der große Kurfürst auch in seinem Lande alles Nöthige zum Empfang der Waldenser vorbereitet, und noch unterm 11. (21.) April 1688 seinem Residenten Merian in Frankfurt a. M. geschrieben hatte, daß er mit seinem Kommissarius v. Bondely sich in genaue Verbindung setzen, und ihn, wo und wie er irgend könne, unterstützen möge, ereilte ihn der Tod am 19. (29.) April 1688. — Tief betrauert von seinen Unterthanen, war auch die

schmerzliche Theilnahme im Auslande groß. — In seinem ersten ausführlichen Berichte aus der Schweiz vom 15. Mai 1688 — auf den ich nachher zurückkommen muß — sagt v. Bondely, es sei unaussprechlich, in welcher Betrübniß sich das dortige ganze Land über den Tod eines so großen Fürsten befinde, eines Fürsten, für dessen Person man eine unaussprechliche Ehrfurcht hätte, und den man als die Stütze der ganzen reformirten und evangelischen Kirche betrachtete. Der Schmerz, den er für seine Person empfinde, erlaube ihm nicht, mehr zu schreiben.\*)

Die Waldenser-Angelegenheit wurde unter dem Nachfolger, Kurfürsten Friedrich III., ganz in der eingeleiteten Art fortgeführt.

e) Fortgang der Verhandlungen wegen Aufnahme auswandernder Waldenser in Stendal unter Kurfürst Friedrich III. von Brandenburg.

Der Kammerjunker v. Bondely berichtete unterm 14. und 15. Mai 1688, daß er sogleich nach seiner Ankunft in Zürich in die Rathsversammlung geführt worden, und das Resultat der Konferenzen und der von ihm angezogenen Nachrichten sei: daß jetzt nur 900, höchstens 1000 Piemonteser in das Brandenburgische gehen würden, indem die anderen in der Nähe der Schweiz zu bleiben wünschten. Letztere ließen sich durch eine blinde Liebe zu ihrem Vaterlande leiten, und durch ein unge-

\*) „Il est inexprimable, dans quelle affliction se trouve tout ce pays ici de la perte d'un si grand prince, d'un prince, pour la personne duquel on avoit une veneration inexprimable et lequel on considéroit comme l'appuy et le protecteur de toute l'église reformée et protestante. La douleur, que je sens en mon particulier, ne me permet pas d'ecrire d'avantage.“

regeltes Verlangen, dorthin um jeden Preis zurückkehren zu wollen. \*) Diese fürchteten, daß, wenn sie sich zu sehr von diesen Gränzen entfernten, ihnen die Mittel, ihr Vorhaben auszuführen, ganz genommen sein möchten. \*\*) Er bezeichnet diesen Theil der Waldenser mit dem Namen „libertins.“ — Die schweizerischen evangelischen Kantone würden übrigens diejenigen 900 oder 1000 Piemonteser, welche auswandern würden, den Rhein hinunter bis Frankfurt a. M. oder Gerolzhelm bringen lassen; von dort ab aber werde der Kurfürst sie müssen in Empfang nehmen lassen. Es würde gut sein, wenn wegen freien Durchganges an die betreffenden Fürsten und Landesherren geschrieben würde. Die evangelischen Schweizer-Kantons würden übrigens die auswandernden Waldenser in mehreren Transporten zu 200 bis 300 Personen abgehen lassen, damit man sie besser in Aufsicht halten könnte; auch sei dies nöthig, weil sie auf Schiffen den Rhein hinab gebracht werden sollten, und man schon zu einem jeden dieser Transporte vieler Fahrzeuge bedürfen würde. Eben so würden von Frankfurt a. M. ab viele Wagen zum Transport dieser Wandernden nöthig sein. — Was die Habseligkeiten dieser Leute betreffe, so würden sie davon eine ziemlich große Anzahl, wenn gleich nicht von großem Werthe, mit sich führen. \*\*\*) An Kollektengeldern seien 4000 Rthlr. bereit für die Waldenser in der Schweiz beisammen. Es werde zu

---

\*) „Par un desir deregé de vouloir y retourner à quel pris que ce soit.“

\*\*) „Qu'en s'éloignant trop de ces frontières, les moyens et la facilité ne leur soit entièrement ostée d'exécuter ce dessein.“

\*\*\*) „Pour le bagage de ces gens — heißt es wörtlich — ils en auront en assez grande quantité, quoyque de pas trop grande valeur.“

lössig sein, diese sogleich in Anspruch zu nehmen, und außerdem an den Gesandten v. Dieß im Haag wegen Ueberweisung des vorhandenen Restes zu schreiben. Es solle eine bedeutende Summe in Holland sein. Auch sei er befragt worden, berichtet v. Bondely, an welchem Ort und unter welchen Bedingungen die Waldenser untergebracht werden würden. Er habe sich entschuldigt, hierüber nicht genau unterrichtet zu sein, zuletzt aber, wie aus eigenem Kopfe, erklärt, er glaube, daß Stendal der Ort sei, und habe davon eine so vortheilhafte Beschreibung gemacht, als ihm möglich gewesen sei.\*) Die Schweizer wünschten jedoch eine bestimmte Nachricht hierüber, auch über die Verfassung und Art, wie die Waldenser regiert werden würden. In letzterer Beziehung bemerkt v. Bondely, daß die Waldenser noch anders wünschten behandelt zu werden, als die französischen Refugiés, theils weil es der Rest eines Volkes sei, welches seit so vielen Jahrhunderten bestanden habe, und dessen Ruf immer groß gewesen sei, theils wegen der Kollekten, die man für sie gemacht habe; wobei außerdem gewiß sei, daß sie in Piemont mehr als alle übrigen Unterthanen Savoyens große Freiheiten gehabt hätten.\*\*)

Auf diesen Bericht bestätigte Kurfürst Friedrich III. unterm 2. (12.) Juni 1688 den Auftrag, welchen v. Bondely früher erhalten hatte. Er sei entschlossen, schrieb der Kur-

\*) „Et en ay fait une description autant avantageuse, qu'il m'a esté possible.”

\*\*) „Tant parceque ce sont les restes d'un peuple, qui a subsisté depuis tant de siècles, et dont la renommée a tousiours esté grande, que par les collectes, qu'on a faites pour eux, outre qu'il est sur, qu'ils ont eus des grandes franchises en Piemont par dessus tous les autres sujets de Savoie.”



fürst, „dieses von höchstgedachten Unfers Herrn Vatters Gnaden vor diese arme und vertriebene Leute angefangene rühmbliche Werk ferner fortzusetzen“, und trägt dem Commissarius v. Bondely auf:

- 1) Ihm ein genaues Verzeichniß der auswandernden Piemonteser einzusenden;
- 2) ganz besonders darauf zu halten, und deshalb sich auch mit dem Gesandten v. Dieß in Holland in Verbindung zu setzen, daß der ganze Betrag der Kollekte an den Kurfürsten eingeschickt werde, mit dem Hinzufügen: „sobald Du nun von dem von Dieß die sichere Nachricht wirst erhalten haben, daß Er der auszahlung der holländischen Collectengelder gewüsse Versicherung erlanget, hast Du mit anherosendung der Thalleute den anfang zu machen.“
- 3) Werde der Kurfürst dem Landgrafen von Hessen wegen freien Durchganges schreiben, wolle auch Pässe für diese Thalleute ausfertigen lassen.
- 4) Es sei gut, daß die Waldenser in kleinen Truppen abgesandt würden, und würde der Kurfürst selbst „einige bequeme Leute absenden“, welche in Frankfurt am Main die Waldenser in Empfang nähmen.
- 5) Stendal „die Hauptstadt unserer Altmärkischen Lande“ sei allerdings der Ort, wohin die Waldenser gebracht werden sollten. Es sei untersucht, daß wohl 2000 Waldenser dort Unterkommen finden könnten. Sie sollten in einem abgezweigten Theile der Stadt ihre Häuser bauen, eigenen Magistrat, eigene Gerichtspersonen, Prediger und Schullehrer und alle Privilegien der französischen Refugiés haben. „Es ist auch sonst“, bemerkt der Kurfürst, „gedachte Stadt

Stendal Ihrer Situation und fruchtbaren Bodens halber ein so bequemer und mit allen zu dieser Colonie erfordernten Nothwendigkeiten wohl-versehener Ort, daß gedachte Piemonteser damit außer allem Zweifel völlig vergnügt sein werden.“

Diese Bestimmungen legte v. Bondely den evangelischen Kantonen der Schweiz vor; worauf diese aber unterm 25. Juli 1688 schrieben, daß sie gern nach dem Willen des Kurfürsten mit Absendung der Waldenser sich geduldet hätten, bis die Kollekte aus Holland ganz bewilligt wäre; daß aber, als sie eben deshalb mit Herrn v. Bondely hätten weitere Abrede nehmen wollen, die Nachricht eingelaufen sei, wie ein namhafter Theil der Piemontesischen Thalleute in der Eidgenossenschaft Bern sich unvermerkt versammelt, durch unbrauchbare Wege und rauhe Gebirge bis nahe an die Gränze von Wallis durchgedrungen, und mit bewehrter Hand hindurch zu brechen und ihr voriges Vaterland wieder zu suchen unternommen hätten. Zwar wäre es ihnen (den Schweizern) gelungen, durch ernsthafte, sorgfältige „Anstalt sie von sothanem, unbesonnenen und in Allewege verderblichen Vorhaben ab und zurückzuhalten.“ — Nichts destoweniger sei der Herzog von Savoyen aufgebracht; von Seiten des französischen und des savoyischen Gesandten, desgleichen von den katholischen Eidgenossen und dem Stand Wallis sei ihnen „viel scharpfen Berweises zugewachsen, mit mehrmals wiederholten heftigen Instanzen und Erinnerungen, die Piemonteser fürderlichst aus dem Land zu schaffen.“ Sie müßten hiernach die Auswanderung dieser Leute aus der Schweiz auf alle Weise beschleunigen.

Auch der Resident Remigius Merian berichtete unterm 21. (31.) Juli 1688, daß, nach einem Briefe des Herrn von Bondely an ihn, 500 Waldenser den Versuch gemacht hätten, mit Gewalt in ihr Vaterland zurückzukehren, daß die Schweizer ihm daher von der Kollekte, die sie schon hätten, 2000 Rthlr. sogleich antweisen würden, und daß es wegen der großen „Allarmes“ von Seiten des Herzogs von Savoyen nun nicht mehr möglich sei, den Transport der Waldenser aufzuhalten.

Hierauf verfügte der Kurfürst unterm 29. Juli (5. Aug.) 1688 an v. Bondely, wie er zwar wohl hätte wünschen mögen, „daß ehe und bevor mit Transportirung bemelter Thalleute der anfang gemachet wird, wegen gedachter Collecte Uns genugsame Sicherheit zuförderst hätte verschaffet werden mögen, Inmaassen Dir denn genugsam bekannt, daß Wir solches bei diesem ganzen Werck allemahl von anfang hehr gleichsam *pro conditione sine qua non* gesetzt, auch ohnedem mit denen in Unsern Landen sich also schon befindenden und noch täglich in großer Zahl darin andrängenden französischen Refugiirten so viel zu thun haben, daß Uns sehr schwer fallen würde, ohne einen extraordinairn Zuschub bemelte Piemonteser und deren etablissement noch ferner über uns zu nehmen.“ Da indessen schon — ist in diesem Rescript weiter bemerkt — ehe dasselbe ankommen würde, ein Trupp Waldenser aufgebrochen sein möchte, so habe der Kurfürst wegen Empfanges derselben an den Residenten Merian in Frankfurt a. M. geschrieben, auch Commissarien ernannt, die bis Frankfurt am Main den Waldensern entgegen gehen, und von dort sie in das Brandenburgische geleiten sollten. — Er möge jetzt nur sorgen, daß ihm

wenigstens die in seinem Bericht an Merian erwähnten 2000 Thaler sofort ausgezahlt wurden.

Zu Kommissarien, welche die Waldenser von Frankfurt a. M. bis in das Halberstädtische bringen sollten, ernannte der Kurfürst den Legationsrath Choudens de Brema und den Richter Charles Ancillon, die beide von Berlin sofort abreiseten, und den in Frankfurt am Main bereits anwesenden Sekretair Maillette de Buy, und deutete dem Residenten Merian an, daß, wenn Choudens de Brema und Ancillon noch nicht in Frankfurt sein sollten, wenn die Waldenser ankämen, Maillette de Buy den Transport derselben übernehmen solle.

- f) Abmarsch der Waldenser aus der Schweiz; ihre Reise bis in die Brandenburgisch-Preussischen Staaten.

So brach denn am 30. Juli 1688 von Bern aus der erste Transport in das Brandenburgische wandernder Waldenser auf. Ihre Anzahl wird auf 400, nachher in allen Berichten auf 370 oder 374 angegeben, beträgt aber, nach anliegender namentlicher Liste (s. Beil. P.), genau gerechnet nur 359. — Von diesen waren, nach der unter der Liste befindlichen Bemerkung, 134 Familienhäupter, so daß auf die Familie zwischen zwei und drei Köpfe kommen; eine verhältnißmäßig sehr geringe Summe, vielleicht auch ein Beweis, daß wohl viel Kinder in Savoyen müssen zurückgeblieben sein.

Dieser Transport von 359 Waldensern wurde in Basel auf acht Schiffe vertheilt, auf denen sie den Rhein hinunter fuhren. — Der französische Kommandant von Breisach ließ, wie Erman erzählt, Feuer auf sie geben;

die Kugeln erreichten jedoch die Schiffe nicht. Außer diesem Unfall kam der Transport ungehindert bis Frankfurt a. M. — Da die Kommissarien de Grema und Ancillon noch nicht in Frankfurt angekommen waren, so erhielt der Sekretair Maillette de Buy den Auftrag, sie in Gernsheim in Empfang zu nehmen und in das Brandenburgische zu geleiten. Der Magistrat von Frankfurt überwies den Waldensern ein in der Nähe der Stadt gelegenes Dorf zum Aufenthalt. Hier rückten sie am 10. August 1688 ein, und hielten einen Ruhetag.

Die in Frankfurt lebende Prinzessin von Larent\*) schickte ihnen zwei Ohm Wein, 400 Pfund Brod und 400 Pfund Fleisch; in der französischen und deutsch-reformirten Kirche ward für die Waldenser gesammelt, und an einhundert Thaler unter sie vertheilt.

Am 12. August 1688 gingen diese Waldenser, unter Anführung des Sekretairs Maillette de Buy, von der Umgegend von Frankfurt weiter, fanden aber schon in dem kurmainzischen Ort Bölpel Schwierigkeiten. — Maillette kam einige Stunden vor dem Transport nach Bölpel,

---

\*) Amelia, Tochter des Landgrafen Wilhelm V. von Hessen-Kassel. — Sie war geboren am 12. Februar 1626, und verheirathete sich im Jahre 1648 mit Heinrich Karl von Tremouille, Prinzen von Larent, dessen Großvater Claudius, Herzog von Thouars (†. 1604), Hugenot geworden war, und dessen Schwester sich mit dem Prinzen von Condé verheirathet hatte. — Heinrich Karl von Tremouille, Prinz von Larent, starb 1672. Seine Wittwe Amelia begab sich nachher nach Frankfurt a. M., woselbst sie 1693 im 67sten Lebensjahre an den Kinderpocken starb. Ihr Leichnam wurde nach Kassel gebracht. (Cf. Chronik von Frankfurt, von Florian und v. Lessner, 1706.; Hübnert's genealogische Tabellen; Daniel's Geschichte von Frankreich.)

fragte nach dem Schultheiß, zeigte den Paß des Kurfürsten, seines Herrn, „mit vermelden — wie er berichtet — daß 10 Wagen durch zu passiren, auf dem Weg wären, verhoffend, er werde sie nicht aufhalten, worauf Er, Schultheiß, geantwortet, daß, wann es Frankfurter Fuhrleute seien, er nicht wüßte, ob Sie passiren könnten, dessen wegen selbige zuerst gesehen werden müßten.“ — Als Rallette hierauf nach Frankfurt zurückgehen wollte, ward er mit seinem Begleiter arretirt. Eben so wurden die ankommenden Wagen mit Waldensern festgehalten. — Merian fuhr hierauf in Frankfurt zum Kurmainzischen Abgesandten, um sich über das Statt gefundene Verfahren zu beschweren, fand aber auch dort nicht Gehör, indem ihm bemerktlich gemacht wurde, daß er um besondere Erlaubniß bei Kurmainzischer Behörde wegen Durchzugs der Waldenser mit Frankfurter Fuhrleuten hätte anhalten sollen, da ihm die Differenzen, so der Kurfürst von Mainz mit der Stadt Frankfurt habe, wohl bekannt seien. „Denn gesetzt“, äußerte der Kurmainzische Abgesandte, „es ereigneten sich dergleichen Mißverständnisse mit Er. Churfürstlichen Durchlaucht und einer solchen Statt, und man ließe per Edictum publiciren, es solte Sich kein Einwohner auf diesem Territorio sehen lassen, ein aldort residirender Envoyé gebrauchete Sich aber der Freiheit, ohne daß Er dieserwegen umb gehörige permission ansuchung gethan, ob man Ihme solches wohl in gnaden ausdeuten könnte.“ — Ancillon begab sich hierauf nach Aschaffenburg, und wenn gleich er auch dort anfangs nicht willfährig aufgenommen ward, so wurde denn doch die Aufhebung des in Bölpel Statt gefundenen Arrestes bald vermittelt. — Der Kurfürst Friedrich III. beschwerte

sich hierauf selbst in einem Schreiben vom 21. (31.) August 1688 über das gegen die Waldenser und seinen Beamten in Bölpel beobachtete Verfahren, so wie über die seinem Residenten Merian in Frankfurt von dem Kurmainzischen Residenten begegnete Behandlung, und ersuchte um den freien Durchzug dieser Flüchtlinge, welchen der Kurfürst von Mainz, Anselmus Franciscus, in einem Schreiben vom 18. September 1688 gern bewilligte, und sich folgendergestalt erklärte: „E. L. mögen wir darauff sel. hin widerumb ohn verhalten, wasmaßen Unsere Meinung gewesen, daß diejenige Frankfurter Fuhrleuth, auch deren pferde und wagen, durch welche ermelte Piemonteser fortgeführt worden, angehalten werden sollen, daher Wir, sobald Uns von deren Anhaltung der Bericht eingelangt, nicht allein die widererlassung gleichsobald anbefohlen, sondern dabeneben auch die verordnung gethan haben, daß sowohl die damahls gebrauchte, als zu durchführung, der ferner ankommenden Piemonteser künfftig gebrauchende Frankfurter Fuhrleuth, pferd und geschirr ohngehindert sollen passirt und repassirt werden, woran E. L. gar nicht zu zweifeln haben. Im übrigen ist Uns von dem, was zwischen E. L. Residenten Merian und dem Unsern vorgegangen, nichts wissend. Wir werden Uns aber darüber informiren, und Unserm Diener wegen seiner unbescheidenheit behörend anzusehen nicht ermanglen, indem Uns nichts mehr zuwider sein würde, als E. L. zu einem mißfallen durch die Unsrige Ursach geben zu lassen, dero Wir zu aller angenehmer Dienstleistung allezeit willig seind.“

Von Bölpel aus ging der Zug der Waldenser auf Wagen, die im Hessen-Kasselschen unentgeltlich geliefert

wurden, über Marburg, Kassel und Sondershausen, nach Halberstadt, woselbst dieser Trupp am 28. August 1688 ankam, demnächst über Wanzleben und Magdeburg weiter ging, und am 31. August 1688 in Stendal eintraf.

Sechs Tage später, am 6. Septbr. 1688, folgte, auf demselben Wege und in gleicher Art auf Wagen, jedoch ohne Aufenthalt in Bölpel, der zweite Transport, stärker noch als der erste, 481 Personen nämlich, von denen sich jedoch kein namentliches Verzeichniß aufbewahrt findet. Choudens de Grema und Ancillon führten sie. — Bei ihrer Ankunft schreibt der Kurfürstliche Commissarius in Stendal: „Ich habe sie über Verhoffen fast noch schlechter conditionirt befunden, denn die ersten. — Es sind 4 Pfarrherren, davon der eine 10 Personen in seiner familie hat, darbei.“

Mehr als diese 359 und 481, zusammen 840 Personen, sind nicht eingewandert. — Choudens de Grema und Ancillon sagen zwar in ihrem ersten Bericht aus Frankfurt a. M., daß drei Transporte kommen würden. Es findet sich aber von einem dritten Transport nirgend in den handschriftlichen Quellen eine weitere Nachricht; auch stimmt die Zahl 840 mit den früher schon erwähnten Bemerkungen, daß nur 900 bis 1000 Piemonteser in das Brandenburgische einwandern würden. Der Kurfürst schreibt wörtlich unterm 17. (27.) October 1688 wegen Zahlung von Kollektengeldern an die Stadt Bremen: „Gleichwie nun solche Piemonteser an 900 Persohnen starck ohnlängst würdlich in Unfern Landen angelanget“; in einer Kassenanweisung vom 18. October 1688 wird der Oberlicenteinnehmer Otto Wilhelm Happen angewiesen, für die angekommenen 844 Piemonteser 200 Rthlr. zu zahlen; auch ist die Zahl 840



mit den Nachrichten über die Unterbringung der Waldenser in Stendal u. völlig übereinstimmend. \*)

g) Unterbringung der Waldenser im Brandenburgischen.

Während die Waldenser auf dem Marsche waren, wurde im Brandenburgischen so viel als möglich Alles zu ihrem Empfange vorbereitet. Amtsrath Willmann, der den Auftrag, sie unterzubringen, erhalten hatte, bekam unterm 20. August 1688 ein Rescript, worin es heißt: „Also habt Ihr auch ferner behörige sorgfalt anzuwenden, daß, wenn erwähnte Thalleute zu Stendall angelanget sein werden, Sie daselbst nothdürftig logiret und untergebracht werden mögen, wozu verhoffentlich die Einwohner daselbst umb so viel mehr alle mögliche facilität beitragen werden, weil Ihnen selbst am allermeisten daran gelegen, daß diese so sehr in Abnehmen gekommene Stadt wieder peupliret und dadurch in bessere Nahrung gesetzt werde, wozu sich vielleicht in vielen hundert Jahren kein so bequemes Mittel als durch diese Colonie, welche verhoffentlich Gottes reichen Seegen mit sich dahin bringen wird, finden dürfte. Ihr habt auch sowohl den Magistrat als auch die gesambte Bürgerschaft auf Besse zu versichern, daß Wir die zu etabliung dieser Leute requirirte Häuser, Aecker und dergleichen umb einen raisonnablen Preis baar erkaufen, und Ihnen deswegen solche

---

\*) Aus den hier angeführten Gründen dürfte es auf einem Irrthum beruhen, wenn Erman in seinen *Mémoires pour servir à l'histoire des Réfugiés* Band VI. S. 223 angiebt, daß 1300 Waldenser im Jahre 1688 in unser Vaterland eingewandert seien.

solche erstattung thun wollen, daß Sie damit völlig zufrieden zu sein, Ursach haben würden.“

Der Ingenieur Gayard überreichte dem in verjüngtem Maaßstabe hier mitgetheilten Abriß von Stendal.

So wohlmeinend nun die Absicht des Kurfürsten Friedrich III. und seines ruhmwürdigen Vaters auch war, der Stadt Stendal durch diese Kolonie fleißiger Leute aufzuhelfen, so erhebliche Schwierigkeiten fand das fromme Unternehmen in der Ausführung.

Die Stadt Stendal zählte nach dem Ortschaftsverzeichniß vom Jahre 1819 in 906 Häusern 5252 Einwohner. Berlin zählte 1685 etwa 17400 Einwohner, und ist also in 140 Jahren elf Mal so stark bevölkert worden. Setzte man für Stendal denselben Maaßstab an, so würde es 1688 etwa 477 oder 500 Einwohner gehabt haben. — Indessen möchte das für Berlin in dieser Hinsicht obwaltende Verhältniß doch für Stendal nicht passen. Darf die Anzahl der Häuser als Anhalt genommen werden, so ergiebt der anliegende Abriß, daß Stendal, mit Ausschluß des Domes, 1688 etwa 146 Häuser hatte. Seien es 150, 160, 170; so wäre das etwa der sechste oder fünfte Theil der Häuserzahl, die in dem Ortschaftsverzeichniß des Jahres 1819 angegeben ist; danach kämen gegen 5252 Einwohner 1819 für die Zeit von 1689 etwa 900 oder 1000 Einwohner. Diese Annahme gewinnt noch an Wahrscheinlichkeit, wenn man erwägt, daß ein jedes Haus damals wohl nur von einer Familie bewohnt war, und daß man im Durchschnitt jede Familie zu 5 Köpfen anschlagen kann. Dies gäbe für 150—170 Häuser 750—900 Einwohner, so daß immer nur 1000 Einwohner für Stendal herauskommen; und

mit den Nachrichten über die Unterbringung der Waldenser in Stendal u. völlig übereinstimmend. \*)

g) Unterbringung der Waldenser im Brandenburgischen.

Während die Waldenser auf dem Marsche waren, wurde im Brandenburgischen so viel als möglich Alles zu ihrem Empfange vorbereitet. Amtsrath Willmann, der den Auftrag, sie unterzubringen, erhalten hatte, bekam unterm 20. August 1688 ein Rescript, worin es heißt: „Also habt Ihr auch ferner gehörige sorgfalt anzuwenden, daß, wenn erwähnte Thalleute zu Stendal angelangt sein werden, Sie daselbst nothdürftig logirt und untergebracht werden mögen, wozu verhoffentlich die Einwohner daselbst umb so viel mehr alle mögliche facilität beitragen werden, weil Ihnen selbst am allermeisten daran gelegen, daß diese so sehr in Abnehmen gekommene Stadt wieder peuplirt und dadurch in bessere Nahrung gesetzt werde, wozu sich vielleicht in vielen hundert Jahren kein so bequemes Mittel als durch diese Colonie, welche verhoffentlich Gottes reichen Segen mit sich dahin bringen wird, finden dürfte. Ihr habt auch sowohl den Magistrat als auch die gesambte Bürgerschaft auf Besse zu versichern, daß Wir die zu etabliung dieser Leute requirirte Häuser, Aecker und dergleichen umb einen raisonnablen Preis baar erkaufen, und Ihnen deswegen solche

---

\*) Aus den hier angeführten Gründen dürfte es auf einem Irrthum beruhen, wenn Erman in seinen *Mémoires pour servir à l'histoire des Réfugiés* Band VI. S. 223 angiebt, daß 1300 Waldenser im Jahre 1688 in unser Vaterland eingewandert seien.

liche erstattung thun wollen, daß Sie damit völlig zufrieden zu sein, Ursach haben würden.“

Der Ingenieur Gayard überreichte den in verjüngtem Maaßstabe hier mitgetheilten Abriß von Stendal.

So wohlmeinend nun die Absicht des Kurfürsten Friedrich III. und seines ruhmwürdigen Vaters auch war, so ist Stadt Stendal durch diese Kolonie fleißiger Leute zuhelfen, so erhebliche Schwierigkeiten fand das fromme Unternehmen in der Ausführung.

Die Stadt Stendal zählte nach dem Ortschaftsverzeichniß vom Jahre 1819 in 906 Häusern 5252 Einwohner. Berlin zählte 1685 etwa 17400 Einwohner, und ist also in 140 Jahren elf Mal so stark bevölkert worden. Setzte man für Stendal denselben Maaßstab an, so würde es 1688 etwa 477 oder 500 Einwohner gehabt haben. — Indessen möchte das für Berlin in dieser Hinsicht obwaltende Verhältniß doch für Stendal nicht passen. Darf die Anzahl der Häuser als Anhalt genommen werden, so ergiebt der anliegende Abriß, daß Stendal, mit Ausschluß des Domes, 1688 etwa 146 Häuser hatte. Seien es 150, 160, 170; so wäre das etwa der sechste oder fünfte Theil der Häuserzahl, die in dem Ortschaftsverzeichniß des Jahres 1819 angegeben ist; danach kämen gegen 5252 Einwohner 1819 für die Zeit von 1689 etwa 900 oder 1000 Einwohner. Diese Annahme gewinnt noch an Wahrscheinlichkeit, wenn man wägt, daß ein jedes Haus damals wohl nur von einer Familie bewohnt war, und daß man im Durchschnitt jede Familie zu 5 Köpfen anschlagen kann. Dies gäbe für 150—170 Häuser 750—900 Einwohner, so daß immer noch 1000 Einwohner für Stendal herauskommen; und

wenn selbst 8 bis 10 Köpfe für jedes Haus genommen werden, so wird immer die Annahme, daß 1500 bis 2000 Menschen das Allerhöchste sei, was für Stendal im Jahre 1688 an Einwohnerzahl gesetzt werden kann, um so mehr übergenügend sein, als eine Stadt von 2000 Einwohnern in der Mark im Jahre 1688 wohl schon zu den bedeutenderen gehörte, und alle Rescripte und Berichte jener Zeit voll davon sind, daß Stendal durch Krieg und Brand damals gar sehr zurückgekommen war.

Wenn aber eine Stadt von 1500, 1700 oder 2000 Einwohnern plötzlich eine Einquartirung von 840 Flüchtlingen bekommt, die, meistens Bauern, schon in der Heimath arm, nach einer Reise von mehr denn 100 Meilen, abgerissen und ermattet, Männer, Frauen, Kinder, Obdach und Nahrung fordern; so läßt sich schon aus diesem Umstande, wenn auch das Zeugniß der Zeitgenossen nicht vorhanden wäre, schließen, daß die Einwanderung der Waldenser den Einwohnern Stendals im Jahre 1688 nicht gerade willkommen sein konnte.

Schon ehe die Waldenser in Stendal angekommen waren, schrieb der Amtsrath Willmann an den Minister von Grumbkow, der von Anfang an die Waldenser-Angelegenheit geleitet hatte, eines Theils zwar ausdrücklich: „Ich verhoffe im übrigen, wiewohl es sehr schwer zugehet, noch so viel raum zu finden, daß die Leute unterkommen mögen.“ Am Schlusse dieses Berichtes fügt er indessen hinzu, es sei Nachricht eingegangen, „daß von dem Marggräflichen Regiment alhier eine Compagnie einquartirt werden sollen. Ew. Excell. werden höchstvernünftig ermessen, daß sich bei ankunft so vieler Walden-

fer solches nicht thun lassen wolle. — Sollte die Soldatesque undt Walldenser, alß wovon die ersten Morgen oder übermorgen anhero vermuthet werden, zugleich allhier gelangen, dürfte eine große confusion undt lamentiren bei der Bürgerschaft darauß entstehen.“

Der Amterath Willmann besichtigte Haus bei Haus, ehe die Waldenser kamen, wo und wie sie unterzubringen seien, und schreibt dabei im freundschaftlichen Briefe an den Rath Merian in Berlin am 28. August 1688: „Magistrat und einige Bürger sind schon im Begriff gewesen, mich zu besprechen und wider mein Vorhaben zu protestiren. — Ich habe Selbst alle Häuser besichtigt, undt muß es noch ferner thun; dafern nicht geschwinde resolution erfolgt, leiden wir schaden, und gehet in sonderheit daß obst in mehr denn 100 Gärten verloren. — Unterdessen bleibt mein Herr Collega, welcher sonst ein so großer Patron (welches auch rühmlich) seiner Glaubensgenossen undt der Franzosen ist, eine Wohlthat schuldig, weilm Er sich so künstlich diesen verdrießlichen affairen zurückzuziehen gewußt.“ — Tags darauf schreibt er an denselben Merian, daß der erste Transport Waldenser den 27. August in Halberstadt angelanget sei. Er wolle nach Wollmirstadt reisen, und sich genau erkundigen, wie viel kommen, über Nacht zurückeilen, „und morgen früh den hiesigen Magistrat und Bürgerschaft convociren lassen, denenselben nochmals die churfürstl. gnädige Intention vorstellen, und Sie zum guten Comportement gegen die Frembden ermahnen, auch mit der deslogirung den anfang machen. Bei der gestrigen Visite der Häuser. — schließt er in guter Laune — hatt' es allerhandt delicatessen, absonderlich bey denen platten

Weibern abgegeben, davon ich dem Herrn Collegien gern eine Portion gegönnt hätte.“

Als aber nun die Waldenser wirklich angekommen waren, schreibt er demselben Merian: „Die Bürgerschaft wird wegen Vielheit der Leute, undt weiln Sie durchgehends sehr arm sindt, fast schwierig, jedennoch erweisen einige ihren Einquartirtten alles gutes, andre aber sindt grob undt unbescheiden. Man hatt von denen Leuten viel verdruß.“ —

Bei diesen sich zeigenden Schwierigkeiten, sämmtliche eingewanderte Waldenser in Stendal ordentlich unterzubringen, war Kurfürst Friedrich III. sogleich bereit, auf den Bericht seines Kommissarii, der Stadt Erleichterung zu gewähren, und eine anderweite Vertheilung und Unterbringung der Waldenser zu verfügen. Willmann schlug vor, einige Waldenser, die kräftigsten jungen Männer, zu Soldaten zu machen. Er berichtet als Resultat der Verhandlungen der sämmtlichen Kommissarien: „So haben Wir bey einigen auß dehren Mittel Unß unter der Handt erkundiget, ob Sie unter Ew. Churfürstl. Durchl. in Kriegesdiensten sich bestellen lassen wolten, dieselbe auch nicht ungeneigt darzu befunden, Jedoch mit solcher Bedingung, wan alleine auß Ihrem Mittel elne frey Compagnie aufgerichtet, Sie etwan in einer Guarnison, wo Sie Ihr exercitium Religionis haben könnnten, verleget, die Unterofficirer aus ihrem Mittel und ein Teutscher Capitain über Sie bestellet würde.“ Der Antrag wurde genehmigt; ein Hauptmann Schmidt hob eine Compagnie Waldenser aus, deren Anzahl bei der Aushebung auf 150 Mann angegeben wird, nach Hennerts Beiträgen zur Brandenburgischen Kriegsgeschichte unter Kurfürst

Friedrich III. bei der Belagerung von Bonn aus 143 Köpfen bestand.

Ferner trug Willmann schon im September 1688 darauf an, daß eine Anzahl Waldenser nach Burg gebracht würde. Anfangs schlug er nur vor, daß 205 Personen nach Burg gehen möchten; nach einer späteren Nachricht sind 232 Personen, die Familien bilden (80 Familien), 49 einzelne Arbeiter, die in Fabriken und Manufakturen zu gebrauchen, und vielleicht nachher nach Magdeburg gehen könnten, 22 alte und gebrechliche Leute, zusammen 303 Personen, nach Burg gekommen.

Als Willmann den Auftrag erhalten hatte, in Stendal die nöthigen Vorbereitungen zur Aufnahme der Waldenser zu treffen, ging er über Luckenwalde und Burg, um in jenem Orte die für die Tuchmacher erbauten Häuser zu besichtigen, in Burg aber mit dem Regierungsrath von Mandelslohe die Accise einzuführen. — Er schreibt über Burg an den Minister v. Grumbkow: „Nachdem habe ich nebst dem Herrn Regierungsrath von Mandelslohe die Accise in der Stadt Burg<sup>l</sup> introduciret, undt daselbst viele nützliche und wichtige Dinge angemercket, worvon wier beederseits ehstens unsern unterth. Bericht abstatten werden. Der Dhrt ist also beschaffen, daß E. Exc. Ich hiernächst eines ansehnlichen Steuer-Contingents versichern kann, undt hätte Ich nicht geglaubet, daß Es von solcher Wichtigkeit were.“

Willmann faßte hiernach bald die Meinung, daß mehr Waldenser in Burg als in Stendal untergebracht werden könnten, und motivirt diese Meinung nachher officiell noch näher dadurch, daß, wie er schreibt, bei dieser Stadt „zum wenigsten achzehn, theils große und fast



durchgehends austräglische Feldmarken, köstlicher Wiesewachs, Hütung und Holzung, auch in und vor der Stadt müßte Weinberge, als von dehren Cultur sich die Waldenser in ihrem Vaterlande guten Theils ernehret, vorhanden; wovon Denenselben alsoforth etwas, und nach vollzogener Revision des Catastri ein Mehreres angewiesen werden könnte.“

In anderen Berichten wird angeführt, daß die Waldenser in Burg sich auf den Hopfenbau legen und diesen heben könnten. — Burg zählte, nach dem Ortschaftsverzeichniß, im Jahre 1819 in 1116 Häusern 9054 Einwohner. Hat sich die Einwohnerzahl seit 1688 in gleichem Verhältniß wie bei Stendal vermehrt, so hatte es damals, wie jetzt, etwa noch einmal so viel Einwohner, als Stendal, und war von dieser Ansicht aus die Meinung Willmanns nicht unrichtig.

Ferner schlug Willmann vor, von den in Stendal angekommenen Waldensern „155 einzelner Manns- oder Weibspersonen, auch zum Theil Kinder, in dem Zucht- und Spinnhause zu Spandow“ unterzubringen, um zur „Seidenräderei“ und zu andern Manufakturen gebraucht zu werden. — In der 1784 (in Quarto) erschienenen Diplomatischen Geschichte der Stadt und Festung Spandow wird diese Kolonie C. 31 im Jahre 1688 auf 156 Personen stark angegeben.

Ueber Stendal berichten die Kommissarien Merian und Willmann am 28. Januar 1689 wörtlich: „Zu Stendahl verbleiben 52 Familien à 136 Persohnen, darunter Handwerker und Tagelöhner mitt begriffen.“ — Die Kolonie war also die kleinste geworden, und die nun gebliebene Zahl scheint für Stendal nur gering.

Rechnet man die hier angeführten Zahlen zusammen, so ergibt sich:

a) die Kompagule Soldaten	150 Personen
b) die Kolonie in Burg	303 "
c) " " " Spandow	155 "
d) " " " Stendal	136 "

sind 744 Personen,

fehlen gegen die eingewanderten 840 oder 844 etwa 100 Personen. Zwar habe ich über diese in den mir vorliegenden handschriftlichen Quellen keine nähere Auskunft gefunden, in dessen steht aus den nachher zu erwähnenden Verhandlungen bei dem Rückzug der Waldenser fest, daß mehrere derselben in Magdeburg sich niederließen. Auch v. Puffendorff führt dies in seinem Buche *de rebus gestis Friderici III.* ausdrücklich an. Es mag ein Theil der nach Burg bestimmten 303 Waldenser — wie dies die Absicht der Kommissarien Merian und Wilmann war — nach Magdeburg gewandert sein; doch kann gar wohl auch ein Theil von den oben nicht näher nachgewiesenen 100 Menschen die Kolonie in Magdeburg gebildet haben. Außerdem führt Erman (*Mémoires pour servir à l'hist. d. Ref. Bd. 6. S. 223*) an — und muß doch irgend eine Veranlassung gehabt haben, diese Orte so bestimmt zu bezeichnen — daß Waldenser sich auch in Templin und Angermünde niedergelassen hätten. Auf beide Städte käme dann der Rest der oben nicht ausgemittelten Waldenser.

b) Aufenthalt der Waldenser im Brandenburgischen; Kosten ihrer Unterhaltung und Ertrag der ihr wegen ausgeschriebenen Kollekte; hiermit in Verbindung stehende Verhandlungen wegen Aufnahme noch mehrerer Waldenser im Brandenburgischen.

Um hier vorweg zunächst der Schicksale der zu Soldaten ausgehobenen Waldenser zu erwähnen, so wurde

diese Kompagnie nach ihrer Errichtung zu der am Rhein stehenden Armee des Kurfürsten kommandirt. Hennert erwähnt ihrer ausdrücklich (S. 9), mit dem Bemerkten, daß die Piemonteser von jeher als gute Schützen berühmt gewesen seien, und daß sie als Jäger oder leichte Infanterie Dienste thun sollten. In der Ordre de Bataille der verbundenen Armee am Niederrhein 1689 unter Anführung Friedrichs III., Kurfürsten von Brandenburg, sind sie zwischen den Truppen des General-Feldzeugmeisters von Spaen und der Artillerie ausdrücklich aufgeführt. Es findet sich nicht angegeben, daß diese Kompagnie Waldenser bei den Gefechten vor Bonn oder sonst im Feldzuge am Rhein Verlust erlitten hätte.

Von den im Lande errichteten Waldenser-Kolonieen scheint es am leichtesten und glücklichsten mit der zu Spandow gegangen zu sein.

Das jetzige Zucht- und Spinnhaus in Spandow (cf. diplomatische Gesch. der Stadt und Festung Spandow, 1784, u. historische politisch-geographisch-statistisch u. militairische Beiträge, die Kön. Preuß. u. benachbarten Staaten betreffend, Berl. 1781—84. Th. 2. S. 277 ff.) ist von einem Grafen Synar auf 13 Bürgerstellen (4 Brauhäusern und 9 anderen Häusern) in der zweiten Hälfte des 16ten Jahrhunderts gebaut, hieß bis 1686 das Grafenhaus, und ward im letztgedachten Jahre von den Erben des Erbauers an den großen Kurfürsten Friedrich Wilhelm käuflich überlassen. Kurfürst Friedrich Wilhelm nennt dies Haus in dem „Patent wegen der angerichteten Seydenrad“ und Wollenspinnerei im Spinnhause zu Spandow vom 28. Dezember 1687 (Mylus Const. March. V. Th. II. Abth. V. Cap. N. II. S. 437) Spinn- und

Manufakturhaus, auch bloß Manufakturhaus, und überließ 1688 sämtliche in dem Hause befindliche Arbeiter den Seidenhändlern Müller und Koppisch, welche für jede Person wöchentlich acht Groschen zahlten. — Hier Waldenser, Männer und Frauen, die zur Seidenspinnerei gebraucht werden konnten, unterzubringen, war des Amtsraths Willmannu, nach Lage der damaligen Verhältnisse gewiß zweckmäßiger, Vorschlag. — Zu ihrer ersten Einrichtung ließ Friedrich III. unterm 27. October 1688 ihnen 200 Rthlr. auszahlen. Sie waren nachher ganz als Arbeiter der Fabrikanten Müller und Koppisch zu betrachten, wie daraus klar hervorgeht, daß nach einer Verfügung Friedrichs III. vom 20. Juni 1689 an den Magistrat in Berlin die anliegende (s. Beil. Q.) „Liste des veuves Piemontoises, qui sont présentement dans la Manufacture des Messrs. Müller et Copis“ mit der Aufforderung mitgetheilt worden, solche in einem Hospitale unterzubringen, wobei bemerkt wurde, daß der Kurfürst Alles, was zu ihrem Unterhalt nöthig, gewähren wollte, und ihnen nur Wohnung im Hospital angewiesen werden sollte. Die Verfügung ist überschrieben: „Piemontesische alte Frauen sollen in den hiesigen Hospitalien untergebracht werden.“ Es waren also alte Frauen mit ihren Kindern, die in der Manufaktur nicht gebraucht werden konnten.

Die Lokalität im Spinnhause zu Spandow gewährt vollauf Raum zu 250 Personen und mehr; wie denn 1784 darin 249 Personen waren. — Die Anzahl der Gefangenen belief sich bis 1697 höchstens auf 40 bis 50; also war in den übrigen Theilen der Gebäude für die Kolonie der Waldenser von 155 oder 156 Personen, oder

nach Abzug der 19 in die Hospitäler nach Berlin gebracht, für 136 oder 137 vollständiger Raum.

Die Leute fanden Wohnung und Obdach, ohne bei den Bürgern einquartirt zu werden; sie verdienten selbstständig ihr Wochenlohn, das sie nothdürftig erhielt. Die reformirte Kirche in Spandow ward ihnen zum alternirenden Gebrauch eingeräumt; sie erhielten im November 1668 Pierre Baile zum Prediger und Francois Bress zum Schulmeister, jenen mit 100, diesen mit 50 Rthlr. jährlichen Gehalts aus der Kurfürstlichen Kasse, und lebten in Eintracht mit den Bürgern, mit denen sie wohl wenig Berührung hatten. Es findet sich keine Spur eines Streits mit den Einwohnern, oder irgend eine Klage und Unzufriedenheit der letzteren über die Eingewanderten.

Anders ging es in Stendal und Burg. — In beiden Orten war die Hauptabsicht, den Waldensern Land zur Bebauung zu geben, welches zu beschaffen Schwierigkeit fand, so wie es auch in Stendal an so ausreichendem, in Burg aber ganz an Raum in öffentlichen Gebäuden fehlte, die Eingewanderten unterzubringen.

In Stendal bestand die Kolonie der Waldenser nun aus 136 Personen, so daß im Durchschnitt auf ein Paar noch nicht ein Mann kam, so lange sie nicht in eigenen, neu erbauten Häusern Obdach erhalten konnten. Ueberdies war in dem Brauer-Gildehause, in welchem bei der ersten Ankunft der zweite Transport ganz untergebracht war, Gelegenheit, einem Theil der Eingewanderten Obdach zu gewähren; namentlich wurde hier auch dem ernannten Prediger mit seiner Familie Wohnung angewiesen. Die übrigen wohnten bei den Bürgern, und da ihre Zahl

verhältnißmäßig gering war, die Stadt aber gegen diese Waldenser Befreiung von militairischer Einquartirung genoß, so finden sich keine Klagen wegen dieser Unterbringung. Die Bürger sollten die Waldenser nur mit „Obdach, Logiament undt Betten versehen“, und dafür sorgen, daß die Leute „im Winter der warmen Stuben mit zu genießen haben mögen.“ Für die Verpflegung ward vom Kurfürsten anfangs durch Geldentschädigung gesorgt.

Gleich im October 1688 wurden nun aber die Stelken ausgesucht, wo den Waldensern Häuser und Scheunen zu ihrer künftigen Subsistenz erbaut werden könnten. — Es wird angeführt, daß 18 Häuser und 10 Scheunen nöthig gewesen wären. — Da die Stadt Stendal eine gute Forst besaß, so wünschte der Kurfürst, daß die Stadt eine Anzahl freien Bauholzes aus derselben zur Errichtung dieser Häuser überließe. Der Magistrat opponirte, daß aus diesem Forste die städtischen Gebäude, Brücken, Stege und Wege erhalten werden müßten, daß die Bürgerschaft daraus Unterstützung bei Bauten erhalte, die Forst überall das verlangte Holz nicht werde in der gesforderten Art liefern können, die Piemonteser auch selbst schon „per nostram conniventiam“ einige 100 Fuder Brennholz „hereingeschleppt, so sie zum theil verbrauchet, zum theil an Verkaufung an die Bürgerschaft profit darauß gemachet“ u.

Der Kurfürst erwiederte: „Wir haben uns auß euerem unterthänigen Bericht vom 9. hujus der Länge nach gebührendt vortragen lassen, durch welche motiven ihr wieder unsern an Euch ergangenen gnädigsten Befehl die unentgeldliche Abfolgung der Funfzig Schock Eichen Säme-

len, Kiegel undt Bänder auß dem dortigen Gemeinen Holze zu hintertreiben, undt mitthln den Anbau der Häuser für die Piemonteser Thalleute zu verhindern vermehnet, Nun hätten Wir Uns in dieser zu der gangen Stadt aufnahme abgezielten sehr weit eines Besseren zu Euch versehen, zumahlen da Wir glaubwürdig berichtet werden, daß die von Euch allegirte undt anjehz zum praetext genommene Nothwendigkeiten absonderlich wegen reparation der aedificiorum publicorum, des Lichtstroys, auch Brücken, Wege und Stege wenig oder gar nicht von Euch, wie sich wohl gebühret hätte, beobachtet, dahingegen aber wohl viele starcke Eichen zum Brennholz gefällt undt geschlagen, auch euerem eigenen anführen nach zur Zeiten auf dem Nothfall der Bürgerschaft auß dem Holze succurriret, Undt weiln Wir ohne dehm den effect des von Uns gnädigst intendirten absehens, welches darinnen bestehet, daß die in fast desolatem Zustande befindliche Stadt Stendahl durch diese Colonie hinwieder mitt Bürgern besetzt, das publicum dadurch verbessert, undt die Nahrung je mehr undt mehr zum Flor befördert werden solle, von weit mehreren wichtigkeiten, dann die übrige von Euch vorgeschüttete rationes befinden, — So befehlen wir Euch hiermitt gnädigsten ernstes, die abfolgung der zu obspecificirten Bauholz erfordernten Bäume, alß wodurch das gemeine Holz nicht ruinet werden kann, keinesweges weiter zu hemmen zc.“

Willmann begnügte sich nachher, mit Genehmigung des Kurfürsten, mit einer geringeren Quantität Holz, als zuerst gefordert worden, die dann die Stadt auch lieferte.

Den bei weitem größten Theil des Holzes gab der Kurfürst aus seiner Forst. Da diese indessen entlegen

war, wünschte er, daß die Bauern der Umgegend von Stendal das Holz anführen, und einzelne Dörfer, die dies nicht könnten, zur Entschädigung derer, welche die Fuhre leisteten, eine geringe Summe aufbrächten. — Sämmtliche Herren und Ritterschaft der alten Mark widersehten sich dem Wunsche des Kurfürsten, und erklärten unterm 28. Januar 1689, daß nach den Durchmärschen und dem Hagelschlag, den der gerechte Gott über ihren Kreis geschickt, die Unterthanen sehr heruntergekommen seien, auch das Spannvieh so abgetrieben sei, daß die Fuhren in natura zu leisten unmöglich sei, und wenn sie auch auf eine Anlage zur Bezahlung der Fuhren Bedacht nehmen wollten, so würde dies auch nicht aufzubringen sein, „maßen dieselbe beynahе einer monatlichen Contribution in quanto gleich fallen dürfte, womit ohne dem die erschöpfete Unterthanen weiter nicht mehr nachkommen können, sondern wie ein dürres Landt nach erquickung und Linderung sich sehnen.“ Sie fahren nun in ihrer Vorstellung fort, daß das Etablissement der Thalleute und der Bau der Häuser doch nur den Vortheil der Stadt Stendal bezwecke, der insbesondere eintreten werde, wenn „die Waldenser, so noch stetig *spem redeundi in patriam* spühren lassen sollen, Ihre erlassung einstens wieder erhalten sollen“; daher die Bürger die Fuhren leisten möchten, zumal die Städte gegen das platte Land bei der Accise und sonst sehr begünstigt würden, „auch über dem alle Nahrung und Gewerbe an sich ziehen, und nach eigenem Belieben in allen was der arme Bauer aus den Städten haben muß, denselben übersezen, dagegen was er von seinem Vermögen, so in dem wenigen Vieh, Korn und Wolle irgendt bestehet, Ihnen wieder anzustellen hat, umb einen



schönen Preis an Sich bringen, und also unvermerkt des Landtmannes Vermögen an Sich ziehen u.“ — Der Kurfürst antwortete, wie er aus ihrem Schreiben ersehen, wie sie sich bemühet, „alle wieder die Städte vermeintlich habende alte und neue gravamina hervorzufuchen, und unter deren praetext die würdliche Leistung solcher Fuhren oder die Beschaffung eines billig mäßigen Beytrags an gelde von denen entlegenen Dorffschaften gänzlich abzuschlagen.“ — Der Kurfürst bestimmte nun, es solle ihnen die Erleichterung werden, daß alles Holz, so weit es ginge, gegen baare Bezahlung auf der Elbe hinuntergefahren und dann nur die Fuhren auf kleinen Strecken geleistet würden.

Was das den Waldensern zu bewilligende Land betrifft, so war in Stendal ein aufgehobenes St. Katharinen-Kloster, dessen bedeutender Grund und Boden verpachtet war. Der Kurfürst vermittelte, daß der Pächter ihm die Hälfte des Ackers zur Bebauung durch die Waldenser überließ, wogegen der Kurfürst aus landesherrlicher Kasse die zweite Hälfte der Pacht an das Kloster übernahm.

Am schlimmsten aber ging das Geschäft in Burg. Eröffnete gleich Willmann bei der ersten Verhandlung den Einwohnern Burgs, daß sie gegen Aufnahme der Waldenser „mit anderer Einquartierung und abstattung der Servicen verschonet blieben“; wogegen sie „dehnen Newankömmlingen mit Olimpf und allem guten willen begegnen, und selbige mit obdach, betten, auch fetter und lichte nothdürftig versehen möchten“; — so widersetzten sich die Bürger dieser Stadt doch fortdauernd sehr entschieden dieser Kolonie. — Der Kurfürst wollte in einer

i) **Unterkommen der nicht in das Brandenburgische gewanderten Waldenser.**

Wenn, nach Holzhalbs Bericht, 2656 Waldenser nach der Auswanderung aus ihrem Vaterlande in der Schweiz sich befanden, 850 etwa nach vorstehender Darstellung nur in das Brandenburgische einwanderten, so fragt sich, wo die übrigen 1806 ihr Unterkommen fanden.

In der Schweiz sollten sie, wie bereits oben angeführt, nicht bleiben dürfen; sie hatten sogar (cf. H. Arnaud S. 21) schriftlich das Versprechen abgeben müssen, sich aus der Schweiz entfernen zu wollen. — Da indessen alle Thallente fortdauernd den Wunsch hegten, bei günstiger Gelegenheit in ihre Heimath zurückzukehren, so suchten sie ihr Unterkommen in der Nähe der Schweiz. Nach dem, was H. Arnaud anführt (S. 27), blieben viele in Graubünden; auch außerdem sind von Anfang an gewiß viele in der Schweiz verblieben, wie denn namentlich (cf. S. 151 u. 152 dieser Schrift) die Eidgenossen gleich nach der Einwanderung der Waldenser erklärten, die Alten und Schwachen in ihrem Lande behalten zu wollen. Die übrigen, deren Anzahl hiernach etwa 1000 gewesen sein mag, suchten, Arnaud's Bemerkungen zufolge, an den Gränzen Württembergs und in der Pfalz ihr Unterkommen. — Näheres hierüber ergibt sich aus der in Mone's Badischem Archiv I. Band S. 157 sqq. ad V. abgedruckten Abhandlung „Zur Geschichte der Waldenser.“

Nach Inhalt derselben hat Mone in der Heidelberger Bibliothek zwölf Briefe u. über die Schicksale der 1688 aus der Schweiz ausgewanderten Waldenser aufgefunden, und diese abdrucken lassen. Waren gleich diese,

und daß Sie ohne scharffen Nachdruck zur *raison* nicht zu bringen; Sie wollen die armen Leute nicht in die Stuben nehmen, und außer ihrer Stuben sind die Häuser offen, und von regen und Schnee unbefreyet; daneben gehet bei der einquartirung allerhandt unterschleiff vor, hie ist ein gevatter, dort ein Schwager befreyet, einem andern legt man auf einmahl 6 im Hause aus Feindschaft u. s. f.“ — Am Schlusse dieses Briefes bemerkt er: „wo mir in der Sachen etwas befohlen werden solte, und nicht dabey eine rotte Musquetier von Magdeburg ordonniret wirdt, so kann ich nicht zum zwegl kommen, und wirdt Feder und Papier mir wenig helfen.“

Der Kommandant von Magdeburg, Oberst v. Borstel, wurde hiernach angewiesen, dem Steuerrath Michaelis, der das Einquartirungsgeschäft leitete, „auf bedürffenden Fall aus Magdeburg mit benötigter Mannschaft zu assistiren.“

Außer diesen großen Unannehmlichkeiten, die hiernach die Unterbringung der Waldenser dem Kurfürsten, namentlich in Burg, verursachte, kostete dieselbe auch viel baaren Geldaufwand.

An Gehältern waren zu zahlen, da in Burg und Stendal Prediger und Schullehrer, und in Stendal auch ein Richter ernannt wurden:

drei Predigern	300 Rthlr.
„ Schullehrern	150 „
dem Richter	100 „
	<hr/>
	550 Rthlr.

Die Verpflegung kostete in Burg wöchentlich 49 Rthlr.; rechnet man auf Stendal nur 25 Rthlr., so sind das wöchentlich etwa 75 Rthlr., also jährlich 3800, und zusammen 4350 Rthlr.

Außer

Außer dieser übersichtlichen, fortlaufenden Ausgabe  
n nun noch in Anschlag kommen die Kosten für den  
au der Häuser, die Pachtzahlungen für die den  
versern überlassenen Acker, ferner auch die Bezahl-  
der Fuhrn für den Transport der Waldenser bei  
Ankunft, ihre Verpflegung auf dem Marsche u.  
Eifer betrieb daher der Kurfürst die Einsendung der  
die Waldenser aufgebrauchten Kollekten.

Das Resultat derselben war, so weit es sich aus den  
vorliegenden Nachrichten ersieht, folgendes:

- |                       |  |
|-----------------------|--|
| 100 Rthlr.            | welche aus der holländischen und<br>anderen Kollekten in der Schweiz<br>schon vor dem Abmarsch der Wal-<br>denser beisammen waren;   |
| 157     "             | als der ganze übrige Betrag der<br>holländischen Kollekte;   |
| 407     "     30 Gros | Kollekte der Stadt Bremen, welche<br>durch Otto von Guericke, Bran-<br>denburgischen Hofrath und Re-<br>sidenten in Hamburg, Sohn des<br>berühmten Physikers, übersandt<br>wurde;      |
| 500     "             | als die von Kurfürsten in Rest<br>gebliebene zweite Hälfte des ver-<br>heißenen Geschenks von 1000 Rtl.,<br>da sich keine Spur findet, daß<br>der desfallsige Antrag abgelehnt<br>sei. |

---

064 Rthlr. 30 Gros.

In dem Schreiben wegen Uebersetzung der Kollek-  
tengelder ist mehrmals von dem Kurfürsten erwähnt, daß  
er sämtliche Waldenser in seine Lande aufnehmen werde.  
Und wirklich war es nahe daran, daß außer den einge-  
wanderten 840 oder 844 noch mehrere, noch der übrige  
Rest der aus Piemont ausgewanderten Waldenser gefolgt  
wäre.

Unterm 22. October 1688 schrieben die evangelischen  
Eidgenossen der Schweiz an den Kurfürsten, daß die Wal-  
denfer, welche sich nach der Pfalz und Württemberg be-  
geben, in erbärmlichem Zustande „wiederumb zurück nach  
Unseren Grenzen sich Erheben.“ Die evangelischen Eid-  
genossen könnten sie wegen der katholischen Kantone und  
der sonst obwaltenden Verhältnisse nicht aufnehmen, und  
bäten den Kurfürsten, diesen, wie den andern Waldensern,  
in seinen Landen Unterkommen zu gewähren.

Der Kurfürst antwortete unterm 11. (21.) Novem-  
ber 1688, daß zwar seine „Lande bereits mit einer gro-  
ßen Quantität allerhand Leute, so wegen der Evangeli-  
schen Waarheit von dem Ihrigen vertrieben, angefüllt  
seien“, daß es ferner, da er „zur Beschützung des Reichs  
sich in eine sehr kostbare Verfassung“ habe setzen müß-  
sen, ihm „nicht wenig schwer fallen werde, mit der gegen  
diese arme Leute nun einige Jahre hehr continuirte Cha-  
rität ferner fortzufahren“, zumal die eingegangenen Kol-  
lekten bei weitem nicht das Bedürfniß für die schon einge-  
wanderten Piemonteser decken; „so haben — heißt es  
weiter — Wir uns doch aus christlicher Commiseration  
resolviret, gedachte Piemonteser, so Ihr Etablissement in  
der Pfalz und dem Herzogthumb Württemberg verlassen,  
und von da sich anhero wenden wollen, eine retraite in

Unsere Lande zu verstaten, auch aller möglichkeit nach Sie in denselben zu accommodiren und unterzubringen.“ Nur wünsche der Kurfürst, daß diese Waldenser in einem Trupp zusammenkämen; die Schweizer sie bis Frankfurt a. M., von wo der Kurfürst sie abholen lassen wollte, geleiten ließen, und die Transportkosten für sie bis in die Mark dem Kurfürsten verschafften. Der Kurfürst überschiedte diese Antwort durch seinen noch in der Schweiz anwesenden Kammerjunker v. Bondely, den er zugleich mit den Worten abrief: „Im Uebrigen finden Wir eben nicht nötig, daß Du Dich aldort ferner aufhältst, sondern Du kannst Dich nur mit dem fürderlichsten wieder zurück und nachher Berlin begeben.“

Die evangelischen Eidgenossen dankten dem Kurfürsten im Allgemeinen für das, was er für die Piemonteser gethan, und bezogen sich übrigens auf v. Bondely's Rapport, dem sie ein vorzügliches Zeugniß gaben. Der Abmarsch der aus der Pfalz und Württemberg zurückgekehrten Waldenser verzögerte sich jedoch; die Schweizer gestatteten ihnen noch längeres Verweilen in ihrem Lande, und zwar bis zum 11. (21.) April 1689. — Dafür dankte ihnen der Kurfürst Friedrich III. unterm 6. (16.) April 1689, mit dem Ersuchen, die Frist des Aufenthalts in der Schweiz für diese zurückgekehrten Waldenser noch auf 6 oder 8 Wochen zu verlängern, da er in den eigenen Landen „keinen Raum oder Platz haben werde, gedachte Thalleute zu placiren, dererwegen Wir nebst anderen reformirten Puissancen bedacht seyn, in Engelland, Schott- oder hiernächst in Irlandt eine beständige Stelle vor Sie auszufinden.“

Nachdem nun unter vielfachen Anstrengungen und

nach erheblichen Opfern gegen den Winter 1682 wenigstens ein bedeutender Anfang gemacht und Grund gelegt war, in Ostendal und Burg die Waldenser unterzubringen, und zu hoffen stand, daß der Kurfürst seinen mit schwerer Sorge verfolgten edlen Zweck: geflüchteten Glaubensgenossen in blühenden Kolonien in seinem Lande einen sicheren Zufluchtsort zu gewähren, nun endlich erreichen würde, bereiteten die Waldenser selbst die Erfüllung dieses Wunsches.

Es ist aus der vorhergehenden Erzählung zu entnehmen, wie lange es währte und wie schwer es ihnen ward, Gegenden, die von ihrem Vaterlande entfernt waren, zu ihrem künftigen Wohnsitz zu erwählen. Die früher von ihnen gehegte Idee, bei günstiger Gelegenheit nach Piemont zurückzukehren, haben sie, aller Wahrscheinlichkeit nach, mit in das Brandenburgische genommen; ja, es wird in der oben allegirten Protestation der Herren und Ritterschaft der alten Mark unterm 28. Jan. 1689 dem Kurfürsten ausdrücklich dies gesagt, wie oben bereits wörtlich angeführt ist.

Dieser von den Waldensern hiernach fortdauernd gehegte Plan, in ihr Vaterland zurückzukehren, ward gegen Ende des Jahres 1689 und im folgenden 1690ten Jahre wirklich von ihnen erreicht und zur Ausführung gebracht.

Zur näheren Erzählung dieses Vorganges wird es nöthig sein, einen Rückblick auf Savoyen zu werfen, nachdem zuvor bemerkt worden ist, wo diejenigen Waldenser geblieben sind, welche 1686 und 1687 in die Schweiz wanderten, von dort aber weiter gehen mußten, da sie, nach ausdrücklichem Willen des Herzogs von Savoyen und den deshalb abgeschlossenen Verträgen mit der Schweiz, in letzterem Lande nicht verbleiben durften.

i) **Unterkommen der nicht in das Brandenburgische gewanderten Waldenser.**

Wenn, nach Holzhalbs Bericht, 2656 Waldenser nach der Auswanderung aus ihrem Vaterlande in der Schweiz sich befanden, 850 etwa nach vorstehender Darstellung nur in das Brandenburgische einwanderten, so fragt sich, wo die übrigen 1806 ihr Unterkommen fanden.

In der Schweiz sollten sie, wie bereits oben angeführt, nicht bleiben dürfen; sie hatten sogar (cf. H. Arnaud S. 21) schriftlich das Versprechen abgeben müssen, sich aus der Schweiz entfernen zu wollen. — Da indessen alle Thalleute fortdauernd den Wunsch hegten, bei günstiger Gelegenheit in ihre Heimath zurückzukehren, so suchten sie ihr Unterkommen in der Nähe der Schweiz. Nach dem, was H. Arnaud anführt (S. 27), blieben viele in Graubünden; auch außerdem sind von Anfang an gewiß viele in der Schweiz verblieben, wie denn namentlich (cf. S. 151 u. 152 dieser Schrift) die Eidgenossen gleich nach der Einwanderung der Waldenser erklärten, die Alten und Schwachen in ihrem Lande behalten zu wollen. Die übrigen, deren Anzahl hiernach etwa 1000 gewesen sein mag, suchten, Arnaud's Bemerkungen zufolge, an den Gränzen Württembergs und in der Pfalz ihr Unterkommen. — Näheres hierüber ergibt sich aus der in Mone's Badischem Archiv I. Band S. 157 sqq. ad V. abgedruckten Abhandlung „Zur Geschichte der Waldenser.“

Nach Inhalt derselben hat Mone in der Heidelberger Bibliothek zwölf Briefe u. über die Schicksale der 1688 aus der Schweiz ausgewanderten Waldenser aufgefunden, und diese abdrucken lassen. Waren gleich diese,



wahrscheinlich zu einer Geschichte der Waldenser gesammelten Papiere durch Feuchtigkeit angegriffen, und daher zum Theil unleserlich, so gelang es doch, sie ziemlich vollständig wieder herzustellen, und es ergiebt sich aus ihnen, daß ein Waldenser Prediger, Papon, der auch in den schriftlichen Verhandlungen, welche mir vorliegen, mehrmals erwähnt wird, nach Frankfurt a. M. sich begeben hatte, und dort und in Hanau eine Kolonie Waldenser im J. 1688 um sich versammelte. Eine nicht unbeträchtliche Anzahl Thalleute hatte bei der französisch-reformirten Gemeinde in Schwabach Aufnahme gefunden; anderen war in Erlangen Unterkommen gewährt worden. Ueberall aber waren keine Vorbereitungen zu ihrer Aufnahme getroffen worden, und trotz der Unterstützungen, die sie aus Kollekten in Holland erhielten, ging es ihnen höchst kümmerlich und elend, so daß sehr viele dahin starben.

Der Prediger Bonnet ging mit einer kleinen Truppe Waldenser nach Münch-Aurach; bei weitem die Mehrzahl aber hatte sich nach der Pfalz begeben und dort ein vorläufiges Unterkommen in den Aemtern Mosbach und Bretten gefunden. Allein es ist bekannt, daß Ludwig XIV. wegen der angeblichen Erbansprüche der Prinzessin von Orleans, Gemahlin seines Bruders, auf die Pfalz, diese mit Krieg überzog. Die Waldenser, welche schon zu oft erfahren hatten, wie sehr sie von den Franzosen verfolgt wurden, flüchteten aus den Aemtern Mosbach und Bretten zu dem Pfarrer Papon in Frankfurt am Main. Durch Vermittelung desselben wurden diese und viele andere Waldenser von der Truppe Papon's in 30—35 Dörfern in der Umgegend von Nidda einstweilen untergebracht. Indessen war hier ihres längeren Bleibens nicht.

Vapon knüpfte daher Verhandlungen mit den Generalstaaten von Holland an, um jenen Waldensern die Aufnahme in die Niederlande zu erwirken, und 132 Männer und junge Leute der Waldenser verpflichteten sich, nach einer schriftlichen Erklärung vom 20. Januar 1689, nach Holland zu gehen, sobald es den Generalstaaten belieben würde, um ihnen alle Dienste zu leisten, deren sie fähig wären, und in aller Art sich zu beschäftigen, wo sie es haben wollten. \*) Es scheint indessen nicht, daß diese Waldenser wirklich nach Holland gegangen seien; vielmehr bereitete sich um diese Zeit schon die von H. Arnaud geleitete Rückkehr der Waldenser in ihr Vaterland näher vor, und viele Thaleute bemühten sich daher mehr in die Nähe ihrer Heimath zu kommen. Die Schweizer waren auch jetzt nicht so strenge gegen sie, als früher, so daß die meisten von den Waldensern, welche, wie oben bemerkt, bei Frankfurt und Nidda, in Schwabach, Erlangen u. ihr vorläufiges Unterkommen gefunden hatten, wie sie irgend konnten, nunmehr ihrer Heimath sich zu nähern suchten, und, wie H. Arnaud (S. 32) ausdrücklich bemerkt, auch in den evangelischen Kantonen der Schweiz, in Neuchâtel, Schaffhausen, Neustadt u. sich verbreiteten. Als daher im August des Jahres 1689 H. Arnaud seinen Rückzug wirklich antrat, kamen die Waldenser aus allen ihren Zufluchts-örtern in kurzer Zeit zu seinen Fahnen.

---

\*) „Que nous sommes tous prêts à nous mettre en chemin, quand il leur plaira, pour aller leur rendre tous les services dont nous serons capables et en tout ce quoy elles voudront nous occuper.“

## k) Rückblick auf Savoyen.

Es ist in der vorhergehenden Erzählung ausgeführt worden, daß Herzog Victor Amadeus II. die Waldenser nach ihrer Besiegung durch ein Edikt vom 26. Mai 1686 (cf. Abschn. a.) des Verbrechens der Empörung und der beleidigten Majestät für schuldig, und daher ihr Eigenthum, ihre Güter und Effekten dem Fiskus für verfallen erklärt hatte. Es ist ebendasselbst ferner erzählt worden, daß, jenem Grundsatz zufolge, schon im Jahre 1686 mit Einziehung jener Güter zum Vortheil der Krone wirklich vorgeschritten wurde. — Es ist später (Abschn. c.) bemerkt worden, daß Herzog Victor Amadeus unterm 3. Januar 1687 mit der Erlaubniß, auszuwandern, zugleich die Bestimmung gab, daß diejenigen gefangenen Waldenser, welche zur katholischen Kirche überträten, im Lande sollten verbleiben dürfen, mit der Bedingung jedoch, daß sie nicht ihre früheren Wohnsitze in den Thälern Lucern, Perugia und St. Martin wieder einnahmen, sondern in der Provinz Vercelli ihren Wohnsitz wählten. Diese liegt weit entfernt von den Waldenser Thälern, östlich von Turin, in der Richtung nach Mailand. — Die Bestimmungen des Ediktes vom 3. Januar 1687 in Betreff dieser zurückbleibenden, zur katholischen Kirche sich bekehrenden Waldenser waren äußerst scharf und beschränkend. „Nur denen“ — sagt der Herzog — „Unserer verhafteten Unterthanen, welche schon zur katholischen Religion übertreten sind, oder innerhalb der bezeichneten Frist und vor dem Abzuge der übrigen, zur katholischen Religion, mit der Absicht, in Zukunft als gute Katholiken zu leben, übertreten werden, erlauben Wir in Unseren Staaten zu verweilen, doch sollen sie verbunden sein, nur die ihnen

in der Provinz Vercelli angewiesenen Orte zu bewohnen und die erwähnte Provinz nicht zu verlassen, bei zehnjähriger Galeerenstrafe.“ Ferner: „Sollte irgend einer dieser katholischen Unterthanen veranlaßt sein, eine Reise aus der Provinz Vercelli in einen anderen Theil Unserer Staaten, die Thäler von Lucerna jedoch immer ausgenommen, zu machen, so hat sich ein solcher an den Statthalter zu wenden, welcher ermächtigt ist, ihm die nachgesuchte Erlaubniß, nach Beschaffenheit des Falles, zu ertheilen; der Unterthan soll verpflichtet sein, die erhaltene schriftliche Erlaubniß bis zu seiner Rückkehr bei sich zu tragen, um selbige nach Ablauf der festgesetzten Frist zurückzustellen, indem diese Erlaubniß nach Ablauf der in selbiger festgesetzten Frist, ihre Kraft verliert. Wir befehlen auch allen zur katholischen Religion übergetretenen Unterthanen in Zukunft die Thäler von Lucerna niemals und unter keinem denkbaren Vorwande zu betreten. Wir verbieten bei zehnjähriger Galeerenstrafe solche Unterthanen in den besagten Thälern, oder außerhalb der Provinz Vercelli, ohne Vorzeigung der erwähnten Erlaubniß, oder im Falle die in selbiger festgesetzte Frist schon abgelaufen wäre, zu beherbergen. In Folge dessen beauftragen Wir die Statthalter, Justiz- und Kriegs-Beamte, wie auch jeden, der Unsere Oberherrschaft anerkennt, alle dergleichen Unterthanen, welche in die besagten Thäler zurückkehren wollen, oder ohne Erlaubniß oder nach Ablauf der in selbiger bestimmten Frist, außerhalb der Provinz Vercelli betreten werden, zu verhaften, bei Unserer höchsten Ungnade und anderen willkührlichen Strafen; Wir befehlen ihnen auch, den oder die Verhafteten im nächsten Orte dem Gerichtshalter oder Syndikus zu über-

geben, indem Wir diesen einschärfen, die ihnen übergebenen Verhafteten strenge zu bewachen, bei Strafe von zweihundert Goldstücken und auch körperlichen und anderen willkürlichen Strafen für jeden Entflohenen; indem ihnen zugleich zur Pflicht gemacht wird, dem Intendanten anzuzeigen, wenn ein Entflohener in den erwähnten Thälern verweilet, damit derselbe an dem Schuldigen schnelle Gerechtigkeit üben könne; sollte aber der Entflohene sich in einem anderen Theile Unserer Staaten aufhalten, so sollen zu gleichem Zwecke dem Senats-Präsidenten die nöthigen Anzeigen gemacht werden.“

„Wir erklären ferner, daß jedem, dem es gelingen wird, einen oder mehrere der erwähnten zur katholischen Religion Uebergetretenen in den Thälern von Lucerna zu verhaften, der Betrag von 50 Doppien (die damals gewöhnliche Goldmünze in Piemont) für jede verhaftete Person als Belohnung gegeben und wirklich ausbezahlt werden soll.“

Es ist nach diesem Auszug jenes Ediktes wohl sehr klar, daß der Herzog den Uebertritt der Waldenser zur katholischen Kirche, ungeachtet der von ihnen gegebenen Erklärung, nicht als ernstlich gemeint betrachtete, und daß von Vielen diese Erklärung nur zum Schein abgegeben ward, um wo möglich in ihren Besitzungen zu bleiben, bis unter anderen Umständen es wieder möglich seyn würde, öffentlich zu ihrem früheren Glauben zurückzukehren. Auch verhinderte das Verbleiben der Waldenser in ihren bisherigen Wohnsitzen das Einziehen ihrer Güter. Dies Geschäft aber ward im Jahre 1687 eifrig betrieben und Alles angewandt, um aus der Vertreibung der Waldenser den größtmöglichen Vortheil für die Staatskasse zu gewinnen.

Der General-Auditeur des Herzoglichen Schatzes, Graf Geria di Cossato, erließ unterm 22. Januar 1687 ein Manifest, worin er erklärte, daß in den Kontrakten, welche mit Käufern ganzer Ortschaften und einzelner Besitzungen von Waldensern abgeschlossen worden, auch Fristen bestimmt seien, innerhalb welcher durch Ansiedelung von Familien die Wiederbevölkerung der Thäler bewirkt sein müsse. — In sofern die Käufer nun diese oder sonst ihnen obliegende Verbindlichkeiten nicht erfüllten, würden die Güter wieder an den Staatschatz zurückfallen. Ebenso wurde in diesem Manifest bemerkt, daß bei Gütern der Waldenser, welche der Herzog verschenkt habe, es Sr. Hoheit frei stehe, wenn die gestellten Bedingungen nicht gehörig erfüllt würden, sie anderen zu schenken oder zurückzunehmen, ohne daß die ersten Schenknehmer wegen etwaiger Verbesserung der Güter Ersatz fordern könnten. Auch findet sich in der Savonischen Edikten-Sammlung eine Einladung der Abgeordneten des Herzogs vom 30. Mai 1687 an alle Kauflustige der durch die Empörung der Sektirer Sr. Kön. Hoheit verfallenen Güter von Prarostino, St. Bartolomeo und Roccapiatto abgedruckt, nach welcher Jeder seine Erklärung bis zum 13. Juli 1687 dem General-Auditeur abzugeben hatte, indem an diesem und den folgenden Tagen berathschlagt werden sollte, wie diese Güter am vortheilhaftesten für Sr. Königl. Hoheit verkauft werden könnten.

Aller dieser Maaßregeln ungeachtet, fuhren die Waldenser doch fort, wie irgend möglich, Versuche anzustellen, in ihr Vaterland zurückzukehren, namentlich sich durch zurückgebliebene und einzelne in die Thäler reisende Glaubensgenossen fortdauernd von dem Zustande der Dinge in

Kenntniß zu erhalten; denn der Herzog von Savoyen fand sich veranlaßt, durch ein Edikt vom 12. Juli 1688 das frühere Verbot des Aufenthalts der Waldenser oder auch Neubekyrter in den Thälern Lucern, Perugia und St. Martin vom 3. Januar 1687 zu wiederholen und zu verschärfen. Er bestimmte, daß Waldenser oder Neubekyrte, die in Gemäßheit des Edikts vom 3. Jan. 1687 Piemont damals sogleich, oder auch später verlassen hätten, niemals, weder bewaffnet noch unbewaffnet, nach Savoyen ohne besondere schriftliche Erlaubniß sollten zurückkehren oder darin verweilen dürfen, bei unvermeidlicher Todesstrafe. Auch verordnete er, daß ihm eine genaue Liste aller in den Thälern irgend zurückgebliebenen Männer angefertigt würde. Ferner befahl der Herzog in diesem Edikt den Behörden, jeden Fremden, welcher in einem Orte oder Bezirke, unbewaffnet oder mit irgend einer Art von Waffen versehen, als Durchreisender eintreffen würde, oder auch daselbst, um zu dienen, Handel zu treiben, oder das Feld zu bearbeiten, verweilen wollte, zu fragen, woher er komme, welches sein Vaterland, sein Vor- und Zuname und sein Gewerbe sei. Ergäbe es sich, daß ein solcher Fremder ein ehemaliger Unterthan aus den mehrerwähnten Thälern wäre, so sollte er sogleich verhaftet und als Gefangener in die nächstgelegenen Kerker abgeführt werden, woselbst er aufzunehmen und sorgfältig zu bewachen wäre.

Ebenso erließ der Herzog noch unterm 15. Juni 1689 ein Edikt, nach welchem die Waldenser männlichen oder weiblichen Geschlechtes, welche erst seit dem 1. Januar 1686 zur katholischen Religion übergetreten seien, und in Privathäusern dienten, sich auf zehn Meilen weit

von den Thälern von Lucerna entfernen sollten, bei Strafe fünfjähriger Galeeren für die Männer, und Gefängniß und öffentlicher Geißelung für die Mägde.

Dessen ungeachtet wagten nun bald nachher die Waldenser, welche ausgewandert waren, in ihr Vaterland zurückzukehren.

1) Rückkehr der ausgewanderten Waldenser in ihr Vaterland 1689 und 1690; ihre Theilnahme an dem Kriege Savoyens gegen Frankreich, und Wiedereinsetzung in ihre früheren Rechte und Besizungen 1694.

Die aus ihren alten Wohnsitzen in den Jahren 1686 und 1687 ausgewanderten Waldenser hatten sich, wie dies aus den in den vorhergehenden Erzählungen angeführten Thatsachen hervorgeht, auch anderweit erhellet, fortdauernd in Kenntniß erhalten über die Lage der Dinge in Piemont. So erfuhren sie denn, daß der Herzog von Savoyen im Jahre 1689 vier seiner Regimenten an Frankreich überlassen hatte; auch mochten sie Andeutungen haben, daß die politischen Verhältnisse zwischen Savoyen und dem Könige von Frankreich, welcher doch die hauptsächlichste Veranlassung zur Verfolgung der Waldenser gegeben hatte, anfangen unfreundlich zu werden.

Sie schrieben hiernach an alle geflüchteten Landsleute und Glaubensgenossen, sich auf verschiedenen Wegen in der Schweiz zusammenzufinden, um mit gewaffneter Hand ihr Vaterland und ihre früheren Wohnsitze wieder zu gewinnen. Sie wußten ihre gegenseitigen Mittheilungen so geschickt zu verheimlichen, daß die Schweizer selbst keine bestimmte Anzeige davon erhielten. Unerwartet versam-



melten sie sich; nur dem katholischen Kanton Uri gelang es, einen Transport festzuhalten und die Gefangenen an den Herzog von Savoyen abzusenden; ein bedeutend größerer Trupp erreichte wirklich die Heimath. — Die evangelischen Eidgenossen erzählen in einem Schreiben vom 24. August 1689 an den Kurfürsten von Brandenburg diesen Hergang der Sache folgendergestalt:

„Nun were Uns gewüsslich nichts erwünschter gewesen, als, wen Sie (die Waldenser) die von allerseiths Evangel. Fürsten und Ständen auß Religionsgnößlicher sorgfaltz Ihnen ertheilte wolgemeinte Consilia angenommen, und nicht seithero auß eigenem heimlichen und Uns verborgenem Trieb folgende beide Attentata ergriffen hielten, welche Wir, in Continuation der bißherigen dieser leüthn halber verpflogener Correspondenz hiermit benachrichtigen.“

„Erstlich haben sich gedachter Thallenthnen unterschiedliche nach Ihrem Verreisen auß Unseren Landen in dem Pündtner Land versamblet und nach deme Dieselbe sich von Thur hinaufwerthz gezogen, hat das Orth Ury einen Hauptmann nacher Urselen beordret, welcher innert wenig Stunden 60 mit Säblen, bajonettes, pistolets, Steinschlingen und nothwendigem Kraut und Loth wolversehene Männer verarrestiret: da dann der Bericht, daß annoch bey 600 Ihnen nachkommen werden, einen ganzen Lärmen in dem Urner Land, und ferner verursacht, den engen Paß und posto bei Urselen mit 300 Mann zu verwahren. Die völlige Anzahl der Gefangenen belauft sich auf 101; Bey dero Aufsuchung man unterschiedenliche routes durch ungleiche päss 1° über Urselen, Grimßen, Grätwald und Sanen in dem Berner

Gebietß 2° auf Underwalden, Brünig und gedachten Sanen u. zu dem bestimmten Rendezvous nachher Vevey und Losanna gefunden: Welches der enden ziemliche Jalousie verursacht, so gar, daß auf anhalten des Savoy'schen Ministri Herrn Graffen de Govon gedachter Orth Ury mit Vorwand Pundtsagnössischer Pflichten sich entschlossen, die arme gefangene Ihrem Fürsten, wie bereits beschehen, zu übersenden u. u."

„Demnach haben an einem anderen Orth, benanntlich an dem Ufer des Genffer Sees in dem Wald bey Nyon sich vierzehn in fünfzehn hundert Piemonteser darunder gegen 800 Vertriebener Franzosen begriffen, versamlet, sind von dort den 15ten diß, einem Gemein-Evangelischen Betttag, in mehrtheils Savoy'schen Schiffen verreisct, und haben den 16ten zu Jvoire, einem Dorff in dem Chablay sich niedergelassen, Ihren Marsch zwischen dem Gebirg des Voirons forthgesetzt; Sind den 20sten durch Salanche, so ein klein Stättlein in dem Fossigny passiert; von dannen Sie über die Gebirg gehen und zu Bramont in dem Thal Morcane anlangen; von dort den kleineren Mont Seny besteigen, und nach solchem in die Piemontesische Thäler den 24sten als 25sten diß. ziehen werden: Sie haben bey sich 4 Befehlhabere, 8 Bagage Pferd und gelt zu genüge, bezahlen Ihre Lebensmittel im Durchmarsch ehrlich, nemmen Edelleütze und Mönchen zu Weissen, welche vor Ihnen hergehen müssen, Jeder hat mit sich einen Fusil oder Mousqueton, 2 Pistolets in dem Gürtel gesteckt, ein Waidmesser, guten Läger, acht Pfund Ruglen und 2 Pfund pulver: Mr. Arnault hat durch ein eifrig Gebett vor dem Abmarsch Sie samptlich aufgemuntert.“

Diese von dem Prediger Arnaud gehaltene Rede wird von allen Schriftstellern jener Zeit als vorzüglich anregend und ermutigend geschildert; er verglich die Waldenser mit den Kindern Israel am rothen Meere, und versicherte sie des göttlichen Beistandes, weil ihr Vorhaben kein anderes Absehen habe, als auf die Ehre Gottes, die Erledigung und Befreiung ihrer Geistlichen und Kinder, welche man unrechtmäßiger Weise noch in Savoyen festhielte, und auf die Wiederkehr in ihr Vaterland, Gott daselbst in Ruhe und Frieden zu dienen. Während dieses Gebetes kniete die sämmtliche vorher in Schlachtordnung gestellte Mannschaft.

Henri Arnaud selbst übernahm die Führung dieser Waldenser, und hat sich in diesem denkwürdigen Xenophontischen Rückzuge, wie er die Gemüther der Seinigen als Geistlicher leitete, so in der Führung in die Heimath in der That als ein großer Feldherr bewährt. Er hat in seiner *Histoire de la glorieuse Rentrée des Vaudois dans leurs Vallées*, welche er zwanzig Jahre nach der vollendeten Rückkehr seiner Landsleute, im Jahre 1710, in seinem 60sten Lebensjahre schrieb, diesen Rückzug der Waldenser in ihre Heimath beschrieben, und erzählt ihn in folgender Art.

Die im Anfang des Jahres 1687 in der Schweiz aufgenommenen Waldenser hätten wohl Ursach gehabt, mit ihrem Schicksal zufrieden zu sein, wenn die Lust, in ihr Vaterland zurückzukehren, nicht fortdauernd ihre Gemüther bewegt hätte. In der That rechneten sie das Leben für nichts, wenn sie es nicht da zubringen könnten, wo sie es empfangen, weshalb sie entschlossen waren, dahin zurückzukehren, um jeden Preis, welcher es wäre. —

Drei

Drei Versuche machten sie zu diesem Behuf, von denen jedoch nur der letzte gelang.

Der erste Versuch ohne Plan und Vorbereitung, ohne Führer und fast ohne Waffen, tumultuarisch auf gut Glück unternommen, scheiterte schon in Lausanne, wo selbst die Ortsbehörde den versammelten Waldensern verbot, in Duchy sich einzuschiffen, und ihnen im Namen der Regierung des Kantons Bern befahl, daß ein Jeder in seine Wohnung zurückkehre.

Der zweite, im Juni 1688 unternommene, Versuch der Rückkehr, den Henri Arnaud schon selbst geleitet und vorbereitet hatte, war besonnener überlegt. Das erste, was diese verjagten Waldenser thaten, war, daß sie drei vertraute Männer aus ihrer Mitte absandten, um das Land zu reognosciren. Diese hatten den Befehl, nicht allein die abgelegensten Straßen aufzusuchen, sondern auch die Wege über die höchsten Berge sich zu merken, damit die Flüsse an ihren Quellen umgangen werden könnten. (Ohne diese Notizen zu haben, hätten die rückkehrenden Waldenser fortdauernd durch stark bewohnte Gegenden gehen müssen, um die Brücken über die Flüsse passiren zu können; auch war die Kenntniß der Wege und Steige auf hohen Bergen nöthig, um, wo es nöthig war, unbemerkt marschiren zu können, denn die befahrenen Straßen gehen in Piemont, wie in allen Bergländern, in den Thälern.) — Ferner hatten die drei Abgesandten Befehl, ihr Möglichstes zu thun, diejenigen, welche noch in der Nähe ihrer Thäler waren, zu verpflichten, den Rückkehrenden für die Zeit ihrer Ankunft Brod zu backen, und es an Orten versteckt zu halten, die sie verabredeten; wobei angeführt werden muß, daß man in diesen Thälern fast immer das Brod

von der Härte der Schiffszwiebacke backt, so daß es sich lange hält. (Uebrigens geht aus dieser Bemerkung Henri Arnaud's hervor, daß in den Thälern doch hie und da noch Waldenser in der Verborgtheit leben mußten, wie dies auch aus den früheren Erzählungen in sofern wahrscheinlich wird, als mehrere zwar früh zur katholischen Kirche dem Scheine nach übergetreten, im Herzen aber ihrem Glauben treu geblieben waren.)

Die drei Abgeschickten, erzählt Arnaud weiter, waren auf ihrer Hinreise ziemlich glücklich; nicht so auf dem Rückwege. Denn da sie nicht der großen Straße folgten, so wurden zwei von ihnen als Spitzbuben in den wildesten Gegenden der Grafschaft Tarantaise (Hauptstadt Moustiers, am Flusse Isère) festgenommen. Man fragte sie, warum sie nicht in den ordentlichen Straßen blieben, worauf sie antworteten, daß sie mit Ranten handelten, und da sie wußten, daß man solche im Lande anfertige, so gingen sie von einem Orte zum andern, um davon einzukaufen. Dieser ziemlich scheinbaren Antwort ungeachtet, durchsuchte man sie doch genau. Man fand einiges weiße Papier, und hielt solches gegen das Licht, um zu sehen, ob es nicht doch versteckte Schriftzüge enthalte. Da man dies nicht fand, so legte man ihnen Ranten vor, um zu sehen, ob sie sich auf diese Waare verstanden, in welcher sie vorgaben, Handel zu treiben. Unglücklicher Weise bot der Eine von ihnen für ein Stück, welches kaum 3 Rthlr. werth war, 6 Rthlr. Hierauf nahm man ihnen ihr Geld ab, und warf sie ins Gefängniß. Man fragte sie nun durch alle Formen des Rechts; sie blieben aber bei ihrer ersten Aussage, und da der Zweite, welcher in dem Preise der Waare sich nicht

so verrathen, erklärt hatte, daß er früher in Languedoc als Hansirer gewesen sei, und die Auskunft, welche er über die dortige Gegend, namentlich über Montpellier und Lunel, erteilte, mit den Nachrichten übereinstimmte, welche ein anderer Mann desselben Gewerbes, den man herbeirief, und der oft in jenen Orten, namentlich in Lunel, gewesen war, aus sagte, so ließ man die Gefangenen nach Verlauf von acht Tagen frei, nachdem man ihnen jedoch all ihr Geld, welches sich auf zehn Thaler belief, abgenommen hatte.

Der Bericht, den diese drei Abgeschickten erstatteten, schien dem Unternehmen der Waldenser günstig; sei es wegen der Nachricht, daß ihr ganzes Land von Fremden bewohnt sei, oder weil sie Mittel sahen, auf Wegen zurückzukehren, die man bisher für ganz unwegsam genommen hatte. Genug, ihre Anführer hielten eine Zusammenkunft, in der beschlossen wurde, einen zweiten Versuch der Rückkehr durch das (ganz katholische) Walliserland und über den St. Bernhard zu machen. In Beg, einem Dorfe am äußersten Ende des Kantons Bern, an der Rhone, eine kleine halbe Meile von St. Maurice, einer jenseit der Rhone liegenden Stadt des Walliserlandes, sollte der Versammlungspunkt sein.

Obgleich die Waldenser, 600 bis 700 an der Zahl, des Nachts marschirten, und aus verschiedenen Gegenden auf den Sammelplatz Beg sich begaben, so blieb ihr Vorhaben doch den Regierungen von Zürich, Bern und Genf nicht verborgen. — In Genf dienten einige 60 Waldenser in der Garnison, welche desertirten und sich in das Waatland begaben. — So war denn wohl die gegenseitige Benachrichtigung der drei Kantone Ursache, daß die

Waldenser nicht zu rechter Zeit das Schiff erhielten, welches sie einige Tage vorher angehalten hatten, um ihnen Waffen nach Villeneuve, am östlichsten Ende des Genfer Sees, zu schaffen. So verbreitete sich Lärmen über diese neue Unternehmung; Savoyarden und Walliser zündeten ihre Zeichen an, setzten sich in Vertheidigungszustand, und besetzten namentlich stark die Brücke von St. Maurice, welche die Waldenser nothwendiger Weise passiren mußten, wenn sie nicht unterhalb über die Rhone schiffen wollten, welches sie gethan haben würden, wenn sie Schiffe gehabt hätten. — Während nun unter diesen Umständen die Thalleute nicht wußten, was sie thun sollten, kam der Gouverneur von Aigle, Friedr. Lorman, ein wackerer Mann, nach Berg, welches zu seinem Geschäftskreise gehörte, versammelte sie in der Kirche, zeigte ihnen in erbaulicher Rede das Unausführbare ihres Unternehmens, und ermahnte sie zur Geduld, worauf Henri Arnaud die schon beruhigten Gemüther noch mehr besänftigte, indem er über die Stelle im Kap. XII. St. Lucä (V. 32): „Fürchte dich nicht, du kleine Heerde“, zu ihnen sprach. Fr. Lorman führte die Waldenser hierauf nach Aigle zurück, ließ dort Brod unter sie vertheilen und schaffte ihnen bequemes Unterkommen; auch borgte er ihnen 200 Rthlr., um ihnen den Rückweg zu erleichtern. Aber schon in Vevey wurden sie schlecht empfangen; sie mußten auf einer Wiese vor der Stadt lagern, und nur eine Wittve nahm sich ihrer an, die, gegen das Verbot, ihnen Speise auf den Lagerplatz brachte; weshalb H. Arnaud es als Fingerzeig Gottes anführt, daß das mitten in der Stadt gelegene Haus der Wittve von dem Feuer verschont blieb, welches bald nachher die ganze Stadt verheerte.

Dieser mißglückte Versuch der Waldenser, in ihre Heimath zurückzukehren, hatte zwei schlimme Folgen für sie; einmal, daß der Herzog von Savoyen alle Straßen nach Genf, die ganze Ostküste des Genfer See's besetzen, auch zwei Regimenter Infanterie, ungefähr 2000 Mann, in die Provinz Chablais, die nächste am Genfer See, einrücken ließ; ferner aber, daß die Schweizer Kantons, auf Instanz Savoyens, nun darauf bestanden, daß die Waldenser die Schweiz verließen und sich in fernere Gegenden begäben; worauf denn, wie früher erzählt worden, ein großer Theil in das Brandenburgische ging.

Die übrigen in der Schweiz Zurückbleibenden wünschten am liebsten in der Nähe von Genf zu verweilen. — Hier wurden sie indessen nicht geduldet, und zerstreuten sich daher in Graubünden, an die Grenze von Württemberg, und in einige Orte der Pfalz, wie oben bereits ausführlicher erzählt ist.

Henri Arnaud, nachdem er seine Freunde so untergebracht hatte, begab sich nach Holland, um dort über den Vorfaß der Waldenser, mit dem Prinzen von Dranien, nachherigem König von Großbritannien, und einigen anderen Herren, die sich für die Waldenser-Angelegenheiten interessirten, Rücksprache zu nehmen. Nachdem Wilhelm von Dranien in einer der Audienzen, welche er dem Henri Arnaud ertheilte, vernommen hatte, daß die Waldenser fortdauernd in dem Plane verharreten, in ihre Thäler zurückzukehren, sagte er diesem Prediger, daß er seinen Eifer und seine Pietät sehr lobe, und ermahnte ihn vor Allem, die Waldenser en corps zusammenzuhalten, damit diese alten Kirchen sich nicht durch ihre Trennung verlören; er empfahl ihm, nur noch einige Geduld zu haben



und den Muth nicht zu verlieren, und gab ihm und seinem Reisegefährten, einem Waldenser-Hauptmann Besfon aus St. Jean, Geld zur Rückreise zu seinen Landsleuten.

Inmittelst mußten die Waldenser, welche sich in der Pfalz niedergelassen hatten, diese Kolonien verlassen, da Ludwig XIV. wegen der Verwandtschaft der Herzogin von Orleans mit dem Kurpfälzischen Hause, mehrere Striche dieses Landes in Besitz nahm, und die Waldenser nicht abermals die Opfer der Franzosen werden wollten; sie zogen sich nach Schaffhausen und Neuchâtel, und suchten unterzukommen, so gut es ging, ohne eine sichere Stätte zu finden. (cf. oben Abschn. I.) — Sie erfuhren nun, daß der Herzog von Savoyen die im vorigen Jahre nach Chablais und in die Nähe der Schweiz beordneten Truppen im Frühjahr 1689 zurückgezogen hatte, weil er solche in einem Aufstande der immer unruhigen Mondovier gebrauchte. Ferner aber bestieg um diese Zeit Wilhelm von Oranien, der die Waldenser seines besonderen Schutzes versichert hatte, den englischen Thron. Die Thalleute erwarteten, daß zwischen ihm und Ludwig XIV. bald Krieg ausbrechen, und letzterer überhaupt, bei so großen europäischen Angelegenheiten, sich um die ihrige, als die geringfügigste, nicht sehr kümmern würde; weshalb sie beschlossen, den eingetretenen günstigen Zeitpunkt zu benutzen, um in ihr Vaterland zurückzukehren.

Da die Waldenser sehr wohl erkannt hatten, daß ihre ersten Versuche der Rückkehr vereitelt seien, weil sie nicht geheim genug gehalten waren, so wendeten ihre Anführer jetzt um so mehr die größte Sorge an, daß das Unternehmen verschwiegen bliebe, damit ihnen der

Durchgang durch die Savoyischen Provinzen, die zwischen ihren Thälern und der Schweiz liegen, nicht verschlossen würde; auch damit die Regierung von Bern das Unternehmen, wenn sie nichts davon wußte, nicht verhindern, ja selbst sich rechtfertigen konnte, wenn man ihr nachher in dieser Hinsicht Vorwürfe machen wollte. Sie nahmen daher ihre Maaßregeln so gut, und verabredeten und leiteten die Sache so heimlich, daß alle Waldenser marschirten, ohne zu wissen, wohin.

Der Sammelplatz war in einem großen Walde, genannt das Holz von Nion, zwischen Nion und Rolle; ein zu diesem Vorhaben sehr geeigneter Ort, theils weil sie darin leicht verborgen bleiben konnten, und dann, weil sie zwischen zwei ziemlich bedeutenden Städten und ganz in der Nähe guter Dörfer sich befanden, aus denen sie sehr bequem alle Nahrungsmittel beziehen konnten; außerdem waren sie dort ganz nahe am Genfer See, so daß sie sich leicht in der Nacht ganz in der Stille einschiffen konnten, ohne entdeckt zu werden.

Sie waren auch größtentheils auf dem bezeichneten Sammelplatze glücklich angekommen, nur fehlten einige, die aus dem entferntesten Theile der Schweiz, aus Würtemberg und Graubünden ankommen sollten, größeren Weg zurücklegen mußten, und mehr Gefahr liefen, entdeckt zu werden. Sie wurden es auch wirklich; denn der spanische Gesandte in der Schweiz, Graf von Cassati, bemerkte verdächtige Bewegung, machte davon sofort dem Savoyischen Gesandten, Grafen von Govon, Anzeige, welcher eine genaue Nachforschung veranlaßte, in Folge deren 122 Waldenser (mit Einschluß jedoch mehrerer Fremden, die mit ihnen zogen) angehalten, ihres Geldes,

500 Rthlr., beraubt und gefangen nach Turin geführt wurden, wo sie in Gefängnisse geworfen und erst nach mehreren Monaten, wie aus der folgenden Geschichte hervorgehen wird, wieder frei wurden, nachdem vier derselben in den Gefängnissen gestorben waren.\*)

Die Waldenser im Walde bei Nion, welche nicht wußten, was ihren noch fehlenden Genossen begegnet sein mochte, müde des Wartens und besorgt, entdeckt zu werden, entschlossen sich, 800—900 an der Zahl, über den See zu schiffen. Es war in der That Zeit, denn es hatte sich schon in der Umgegend ein dumpfer Lärmen verbreitet, daß Leute in dem Gehölz von Nion verborgen seien. Indessen benutzten dies die Waldenser zu ihrem Vortheil. Es hatten nämlich Leute gewettet, daß es Waldenser seien, die in dem Walde versteckt wären. Sie schiffen hin, um dies zu untersuchen; die Waldenser aber, welche nur vier kleine Schiffe zu ihrer Disposition hatten, bemächtigten sich der Fahrzeuge derer, welche aus Neugier dorthin gekommen waren, dergestalt, daß sie durch dies Mittel 14 oder 15 Schiffe hatten. Nun hielt Henri Arnaud, der sich von nun an Monsieur de la Tour nennen ließ, das Gebet (wovon oben aus anderen Schriften bereits das Nähere erwähnt ist), und in der Nacht von Freitag dem 16. zu Sonnabend dem 17. August 1689, Abends zwischen 9 und 10 Uhr, schiffen sich ein, soviel auf den Fahrzeugen fortkommen konnten.

Es war in der evangelischen Schweiz allgemeiner Festtag gewesen, so daß die Waldenser mit aller Ruhe hinüberschiffen konnten; doch hatte ein gewisser Prangin

---

\*) Dies ist die Unternehmung, deren im Anfang dieses Abschnitts erwähnt ist; die Gefangennehmung geschah danach vom Kanton Uri.

Inleend das Gebet Arnaud's mit angehört, war dann aber eilig in der Nacht nach Genf gelaufen, um dem französischen Residenten Anzeige zu erstatten, der dies sogleich nach Lion meldete, damit Dragoner gegen diese Waldenser abmarschirten.

Der Letzteren erste Ueberfahrt war glücklich und ohne Unfall. Zwar trennte ein Wind, der sich erhob, ihre Schiffe etwas von einander, indessen bewirkte dies, daß sich ein anderes Schiff mit ihnen vereinigen konnte, welches aus Genf abgegangen war, und ihnen achtzehn ihrer Genossen zuführte. Nachdem sie auf dem Savoyischen Gebiete angekommen waren, schickten sie die sämtlichen, bereits bezahlten, Schiffe zurück, um ihre Kameraden zu holen. Aber die meisten dieser Schiffe nahmen die Flucht, nur drei kamen wieder; mehr als 200 Waldenser mußte H. Arnaud am jenseitigen Ufer in der Schweiz zurücklassen, ja, er hatte das Mißvergnügen, daß mehrere der schon in Savoyen Angekommenen mit den heimfahrenden Schiffen zurückgingen.

Zwar versuchten auch diese, so wie die übrigen in der Schweiz zurückgebliebenen Thalleute, zumal als sie erfuhren, daß ihre kühnen Glaubensbrüder unter H. Arnaud ihr Vorhaben ausführten, gleich ihnen, einige Zeit nachher in ihr Vaterland mit gewaffneter Hand zurückzukehren. Aber ihr Unternehmen mißlang gänzlich. Bourgeois, ein französischer Refugeé, stellte sich an die Spitze dieser Zurückgebliebenen; aber er beging gleich anfangs den großen Fehler, daß er — welches der Schlüssel der Unternehmungen ist, wie H. Arnaud sagt — das Geheimniß seines Vorhabens nicht bewahrte. Im Gegentheil proklamirte er laut, daß er Alle, die nach Savoyen hinüber wollten,

dorthin führen würde. Er erreichte zwar dadurch, daß sich sein Trupp bedeutend vermehrte (die Anzahl war über 1000 Mann), aber zwei große Nachtheile führte dies Verfahren herbei. Einmal sammelten sich nun alle Leute der niedrigsten Volksklasse um ihn, die nichts zu verlieren hatten, die keinesweges reiner Eifer für ihre Religion befeelte, welche vielmehr durch ihren Beitritt zu diesem Zuge nur Brod und Unterkommen sich zu verschaffen hofften. — Bourgeois bildete aus seinem Korps (wie von Arnaud, wie nachher näher erzählt werden wird, gleichfalls bei seinem schon früher erfolgten Eintritt in Savoyen mit seinem Korps geschehen war) 19 Kompagnien; 13 aus französischen Refugiés, 3 aus Schweizern, 2 aus Waldensern und 1 Grenadiere, die Lucernerer genannt werden, und also auch Waldenser waren. Hiernach waren nur  $\frac{1}{3}$ , nicht  $\frac{1}{2}$  des Corps Waldenser, die das Hauptinteresse an dem Wiedererobern ihrer heimathlichen Thäler haben mußten, alle übrigen reizte die Unternehmung nur, um dabei zu gewinnen. Außerdem aber führte das laute Verkünden der Unternehmung nothwendig herbei, daß die Schweiz, schon aus politischen Rücksichten gegen Frankreich und Savoyen, dieses Zusammenrottiren auf ihrem Grund und Boden öffentlich mißbilligen und gegen Bourgeois einschreiten mußte.

Ehe noch das Hauptkorps abgehen konnte, gingen 500 bei Colligni, nahe bei Genf, über den See. In allen Gemeinen des Chablais wurden die Glocken geläutet. Die 500 sahen, daß die Gegend am See überall von Savoyarden besetzt war, und wollten über die Arve-Brücke nach Genf zurück; da wandten sich die Beamten und Behörden Savoyens an den Rath zu Genf, und baten, jenen Leuten nicht den Durchgang über

ihr Gebiet, noch über die Urve-Brücke zu gestatten. Der Rath erwiderte, daß man jenem Trupp nicht erlauben würde, durch die Stadt zu ziehen, man aber nicht dafür einstehen könnte, daß solches außerhalb der Stadt und in der Nacht geschähe. Diese Antwort war den 500 Abenteurern noch ziemlich günstig, aber Tages darauf publicirten die Genfer, daß Niemand mit Waffen aus der Stadt gehen dürfe. Sie verschärften aber noch ihre Befehle, als sie bald nachher einen Brief vom Rathe in Bern erhielten, der sie von den Zusammenrottungen auf Berner Gebiete unter dem Namen der Waldenser in Kenntniß setzte, und worin sie ersucht wurden, dem Durchgang solcher Leute sich zu widersetzen. Sie ließen daher beim Schall der Trompete verkünden, daß allen ihren Bürgern und Einwohnern verboten würde, sich mit denen zu vereinigen, die, wie man sage, nach Piemont gehen wollten, und daß die, welche sich etwa schon mit ihnen vereinigt hätten, sofort nach Genf zurückkehren sollten.

Unterdessen sammelte sich in Savoyen in der Nähe des Genfer Sees ein Heer von einigen Tausend Milizen, Dragonern und 450 Mann regulairer Infanterie unter dem Kommando des Herrn von Bernex. Die katholischen Kantons der Schweiz, angeregt durch den Gesandten Savoyens, den Grafen von Gobon, machten auf dem Landtage den Kantonen Zürich und Bern Vorwürfe, welche nun Alles anwandten, um zu zeigen, daß sie keinen Antheil an der Unternehmung des Franzosen Bourgeois hätten, weshalb dieser eilte fortzukommen, und auch dadurch Alles verdarb.

Am 11. September 1689, als H. Arnaud, wie so gleich näher erzählt werden wird, schon weit in Piemont

vorgedrungen war, schiffte sich Bourgeois mit seinem etwa 1000 Mann starken Korps bei Vevey ein. Einige Stunden vorher war ein Courier aus Bern angekommen, der ihm verbot abzufahren. Bourgeois aber achtete diesen Befehl nicht, und that das Gegentheil. Sein Ungehorsam ward ihm nachher als ein Attentat gegen die Souverainetät Berns ausgelegt, und war die Veranlassung seines Todes.

Bourgeois landete mit seinen Leuten auf 33 Schiffen zu Gingouph, an der Gränze von Chablais und dem Walliser Lande. Die Landung geschah ohne großes Hinderniß. — Zwar schossen die Savoyarden einmal auf die Ankömmlinge, aber aus so weiter Ferne, daß sie nicht trafen. Auch waren zwei savoyische Fregatten auf dem See, welche Miene machten anzugreifen, jedoch bald sich zurückzogen, so daß die Schiffe auch ungehindert nach der Schweiz zurückkehren konnten.

Am 12. September marschirte Bourgeois vorwärts nach Berner, woselbst die unter dem Grafen von Berner sie angreifenden Savoyischen Truppen zurückgeschlagen wurden. Bourgeois Leute verbrannten nun einen Theil des Dorfes, setzten dann mitten durch Berge ihren Weg fort, bei der Abtei Abondance vorbei, nach der Abtei St. Jean d'Aulps. Von da gingen sie bei Taninge in die Provinz Faucigny; da sie aber schlecht geführt waren, und, anstatt immer vorwärts zu gehen, sich dem Trunt übergaben und im kleinen Kriege sich aufhielten, so fanden sie bald alle Wege und Berge mit Savoyischen Truppen unter dem Befehle des Herrn von Berner besetzt. Der Hunger fing an sie heimzusuchen. Sie hatten für ihren Anführer nicht die Achtung und nicht den Gehorsam gegen ihn, der zur Ausführung eines solchen Unterneh-

mens unerläßlich ist. So entstand bald Uneinigkeit zwischen Franzosen und Schweizern, die sich dann allen mittheilte, so daß ihnen zuletzt nichts übrig blieb, als schmachlich den Rückweg anzutreten. — Am 17. Septbr. kehrten sie nach der Provinz Chablais zurück. Bei Thonon und Minges fingen die Schweizer an aus einander: und fortzulaufen, und ihrem Beispiele folgten die Franzosen. Waren sie gleich von Feinden verfolgt, so überließen doch viele sich einzeln der Plünderung. Endlich kam der Haupttrupp auf dem Glacis von Genf an. Sie baten den Rath zu Genf um Schiffe nach der Schweiz. Statt der Antwort wurden ihnen die Thore geschlossen. Nun verbreiteten sie sich in den Gärten und Meiereien am Genfer See. Die Genfer fürchteten, daß der Graf von Berner die Flüchtlinge bis auf ihr Gebiet verfolgen würde, weshalb sie, nach Rücksprache mit dem französischen Residenten, um ihren Staat nicht in Krieg mit Savoyen zu verwickeln, es am gerathensten hielten, den Trupp, der noch beisammen war, auf vier großen und zwölf kleinen Schiffen über den See zu schaffen. Als sie nun aber die Beute bemerkten, welche diese Menschen bei sich hatten, worunter 80 Pferde und eine Menge anderer Sachen, so daß ihr Zug mehr einer Plünderung glich, als einem aus Religionseifer begonnenen Unternehmen, ward alle Welt von ihrer Führung empört, der Rath von Genf ließ sogleich die zehn oder zwölf Gefangenen frei, die sie bei sich hatten, und verordnete, daß jeder Privatmann, der von der Beute dieser Menschen etwas gekauft hätte, solches den Savoyern zurückgäbe. So ward auch im Pays de Vaud überall verfahren. Bourgeois selbst ward in Nion gefangen genommen, ihm der Prozeß gemacht, und



in Folge dessen, nach förmlich gesprochenem Urtheil, „da in ähnlichen Fällen christliche Magistrate solches zu thun zur Aufrechthaltung ihrer Autorität und um mit ihren Nachbarn in Eintracht und Einigkeit zu leben, verpflichtet seien“, als Rebellen gegen die Befehle des Rathes von Bern, am 12. März 1690, nachdem er den ganzen Winter hindurch im Gefängniß zugebracht hatte, in Mion öffentlich enthauptet.

Savoyen und Frankreich gaben den Schwelzern sofort, als sie im September 1689 auf die eben beschriebene Art gegen die Truppen des Bourgeois verfuhrten, über dies Betragen ihren besondern Beifall zu erkennen. Ludwig XIV. ließ sogar, wie im *Theatro Europaeo* angeführt ist, 1689 in Paris wegen dieses Ausganges des Unternehmens in allen Kirchen ein *Te Deum* laudamus singen.

Am 29. September 1689 ließ der Rath von Bern in allen Kirchen des Kantons bekannt machen, daß alle Diejenigen, welche am 11. September in Chablais eingedrungen wären, und sich jetzt noch auf ihrem Gebiete befänden, dasselbe in 8 Tagen, bei Strafe der Züchtigung, verlassen sollten. Die wenigen Waldenser aber, welche sich bei der verunglückten Unternehmung des Bourgeois befunden hatten, fanden erst Gelegenheit, in ihr Vaterland zurückzukehren, als H. Arnaud seinen kühnen Zug glücklich beendet und die Seinigen siegreich in ihre Heimath zurückgeführt hatte.

Die mit H. Arnaud über den Genfer See geschifften Waldenser hatten nicht die Absicht, auf ihrem Zuge zu plündern und sich zu bereichern. Eifer für ihren Glauben und die Absicht allein, in die von ihren Voreltern ererbten Besizungen zurückzukehren, befeelte sie. Die meisten

seines Korps waren Waldenser, alle aber ihm gehorsam, alle einmüthig. — Kühn war das Unternehmen H. Arnaud's allerdings auch; denn klein war die Zahl derer, die mit ihm auszogen. Er selbst giebt in seinem Werke zwar die Anzahl derselben nicht genau an, doch läßt sich berechnen, daß es nicht mehr als etwa 700 gewesen sein können, mit denen er in der Nacht vom 16. zum 17. August 1689 dem Walde von Nion gegenüber, zwischen Nerniers und Yvoire, zweien Burgen in Chablais, an das Savoyische Land stieg. Denn er selbst führt an, daß im Walde von Nion 800 — 900 zusammen gewesen seien, von denen aber, wie vorher bemerkt ist, etwa 200 zurückbleiben mußten. Die Ueberfahrt ward, nach H. Arnaud's Angabe, auf 14 — 15 Schiffen bewirkt, deren sie sich von Fremden bemächtigten. Hierzu treten die vier Schiffe, welche sie schon zur Disposition hatten, dann das Schiff aus Genf, welches ihnen auf der Fahrt begegnete. Dies sind höchstens 20, von denen 3 noch einen zweiten Transport brachten. Da das Schiff aus Genf 18 Mann führte, und Bourgeois etwa 1000 Mann auf 33 Schiffen übersehte, so werden einige 30 Mann höchstens auf ein jedes Schiff gerechnet werden können, welches auf 23 Schiffe etwa 700 Mann ausmacht. — Mit dieser geringen Mannschaft wagte H. Arnaud, durch das ihm feindliche Land des Herzogs von Savoyen, viele Meilen weit, zu marschiren, mit seinen unvollständig bewaffneten, nicht geübten, wenigen Truppen sich gegen die Armee des Herzogs und die furchtbaren Heere des mächtigen Königs von Frankreich, Ludwigs XIV., zu vertheidigen und die Thäler der Waldenser im eigenen Lande des Herzogs von Savoyen wieder zu erobern.

Am ersten Tage, Sonnabend den 17. August 1689, ordnete Henri Arnaud, der mit 14 anderen den ersten Fuß auf das östliche Ufer des Genfer Sees gesetzt hatte, wie er selbst erzählt, die Mannschaft, so wie sie aus den Röhren stieg, besetzte alle Pässe und Zugänge mit guten Schildwachen, und theilte sein kleines Korps in 19 Kompagnien, von denen 13 Waldenser waren, nämlich 3 aus Angrogne, 2 aus St. Jean, 1 aus la Tour, 1 aus Villar, 2 aus Bobi, 1 aus Prarustin, 1 aus St. Germain und Pramol, 1 aus Macel, 1 aus Pracel und 6 Kompagnien Fremde, namentlich Franzosen. Da einige Soldaten in keine dieser Kompagnien paßten, so bildete er aus ihnen eine Kompagnie Freiwilliger, und ließ auf dem ganzen Marsche, wie in Kriegeszügen vollständig organisirter Armeen, sein Korps in drei Abtheilungen gehen, Avantgarde, Korps de Bataille und Arriergarde.

Außer Henri Arnaud, gleichsam dem Patriarchen, waren zwei Prediger bei den Waldensern, als sie in Savoyen ankamen. Einer derselben, Chyon, ging, als man das allgemeine Gebet gehalten, in das nächste Dorf, um einen Führer zu holen; aber ein Savoyischer Edelmann, der die Waldenser am Ufer des Genfer Sees entdeckte, hatte bereits Lärm geschlagen. Der Prediger Chyon ward festgenommen und nach Chamberi geführt, woselbst er bis zum Frieden zwischen den Waldensern und ihrem Herzoge geblieben ist. — Der bezeichnete Edelmann ging den Waldensern entgegen; als aber Arnaud und Lurel ihn angreifen wollten, entfloh er, und so rasch, daß ein Flintenschuß ihn nicht mehr erreichte. Jetzt aber war die Gegend im Aufstande, und keine Zeit mehr zu verlieren. Die Waldenser schickten also einige Offiziere mit 12 Füsilieren

filieren nach Ivoire, um die Einwohner aufzufordern, die Waffen niederzulegen und ihnen Durchgang zu gestatten. Da sie drohten, daß im Fall der Weigerung sie Alles in Flammen und Blut setzen würden, so ward ihre Bitte gewährt; doch wurden die Feuer-signale angezündet, welches Ivoire hätte ins Verderben bringen können, da die Waldenser nun daran dachten, Feuer anzulegen. Die Einwohner entschuldigeten sich damit, daß Kinder die Signale angezündet hätten. Die Waldenser nahmen diese Entschuldigung an, doch nur unter der Bedingung, daß der Burgvoigt und ein Salzwächter sie als Führer begleiteten. Dies geschah. Man entließ sie jedoch nach einer halben Meile, indem der Voigt von Nernier und die Herren von Coudrées und Forc, Landedelleute, als Geiseln mitgenommen wurden. Auch diese entließen sie bald, und da sie sehr strenge Disciplin hielten und Alles bezahlten, so kamen die Bauern mit ihren Pfarrern, um sie zu sehen, und riefen ihnen „Gott geleit Euch!“ zu; ja, der Pfarrer von Gilli öffnete ihnen seinen Keller.

Bald nachher kamen vier wohlbewaffnete Savoyische Edelleute zu Pferde an, ritten auf die Avantgarde zu, wünschten einige Offiziere zu sprechen, und forderten von ihnen ihre Ordre, und warum sie so bewaffnet marschirten. Es ward ihnen geantwortet, daß sie kein Recht hätten, nach ihrer Ordre zu fragen, und daß man wohl wisse, weshalb man die Waffen ergriffen habe. Die Edelleute verlangten hierauf die Niederlegung der Waffen, worauf die Waldenser sie festnahmen, sie zwangen, vom Pferde zu steigen, und als Gefangene an ihrer Spitze zu marschiren. Bald darauf fanden sie in der Nähe eines Holzes 200 Bauern, unter Anführung eines

Maréchal de logis der herzoglichen Truppen und des Voigts von Voëge. Die Bauern leisteten nicht lange Widerstand, warfen nach dem ersten Angriff die Waffen weg, und zerschlugen ihre Trommeln. Die Waldenser nahmen einige Bauern als Führer mit, droheten ihnen aber, sie am ersten Baume aufknüpfen zu lassen, wenn sie nicht ordentlich führten; auch nahmen sie den Voigt von Voëge mit, damit er Zeugniß ablegen könnte, daß sie auf ihrem Marsch keine Unordnungen stifteten. Da sie wohl urtheilten, daß das Land überall in Waffen sein möchte, so veranlaßten sie auch die Edelleute, welche als Geißeln bei ihnen waren, ihnen ein Attest folgenden Inhalts aufzuschreiben:

„Diese Männer sind hier in der Zahl von 1000 angekommen; sie haben uns gebeten, sie zu begleiten, um über ihre Führung Rechenschaft geben zu können, und wir können versichern, daß ihre Führung sehr bescheiden ist, daß sie bezahlen, was sie nehmen, und daß sie nur Durchgang fodern. Wir bitten Euch also, nicht die Glocken zu läuten, nicht die Trommel zu rühren, und eure Leute aus einander gehen zu lassen, wenn sie unter den Waffen sein sollten.“

Dies Attest sendeten die Waldenser voraus, und sahen davon den günstigsten Erfolg. Das Landvolk legte die Waffen ab, und sie fanden alles bereit, wo sie durchmarschirten; selbst Pferde und Wagen wurden ihnen zum Transport ihrer Sachen geliefert. — In der Gegend des Voirons allerdings schoß ein Bauer auf einen Waldenser, fehlte aber, und sie nahmen ihn gefangen, so wie sie einen anderen erschossen, der ganz bewaffnet entfloh, und bei dessen Verfolgung sie auf einen der Dominikaner,

die als Eremiten des Voirons bekannt sind, stießen, und bemerkten, daß derselbe einen Dolch unter dem geistlichen Kleide trug. Indessen half dieser Mönch ihnen für ihren weiteren Marsch. Ungehindert gingen sie Abends durch das Städtchen Bui, wo man ihnen Brod und Wein gewährte. Denselben Tag marschirten sie noch bei Mondeslicht nach St. Joire, wohin sie ein ähnliches Attest, als oben bemerkt, vorausgeschickt hatten. Auch durch diesen Ort gingen sie ungehindert; ja, der Magistrat ließ zu ihrer Disposition eine Tonne Wein auf die Straße bringen, wovon zwar einige tranken, mehrere jedoch, aus Besorgniß vor Vergiftung, nichts genossen. Nachdem sie jenseit Joire durch einige Felder gegangen waren, kamen sie auf eine kleine Anhöhe. Dort machten sie bei Carman Halt auf freiem Felde. Es war Mitternacht, und, wenn es gleich etwas regnete, so schliefen sie doch nach so langem Marsche, und ruheten einige Stunden, um am anderen Tage besser im Stande zu sein, die Brücke von Marni zu passiren, von der sie hörten, daß man sie abgerissen habe. Hier nahmen sie die Brüder von Georges mit, und ließen die Geißeln zurückgehen, die sie von Bröge weggeführt hatten.

Zweiter Tag, Sonntag den 18. August 1689.

Die Brücke von Marni (Marigny) fanden die Waldenser noch in gutem Stande. Sie passirten solche ohne Widerstand, und kamen in ein kleines, sehr angenehmes Thal, welches die Bauern verlassen hatten, und wo sie einige Früchte nahmen. Um 10 Uhr Vormittags trafen sie bei Eluse, einer kleinen besetzten Stadt an der Arve, ein. Sie mußten nothwendig mitten durch die Stadt ziehen. Die Einwohner, in Waffen, hatten die Gräben besetzt; die Bauern kamen vom Berge herab, und erfüllten die Luft mit

Flüchen gegen die Waldenser. Diese rückten, trotz eines Regens, der sie sehr belästigte, bis auf Flintenschußnähe vorwärts, mit dem Entschluß, den Durchgang mit Gewalt zu erzwingen, den man Miene machte, ihnen streitig zu machen. Da hörte ein Herr von Gora, der sich unter den Geißeln befand, daß einige Waldenser unter sich sprachen, im Falle des Widerstandes werde es nöthig sein, die Geißeln zu tödten. Er bat hierauf die Anführer der Waldenser, an die Vorsteher der Stadt schreiben zu dürfen, und ersuchte diese dringend, den Waldensern, über die man an keinem Orte Beschwerde gehabt, den ungehinderten Durchgang zu gestatten. Drei Edelleute kamen nun aus der Stadt, um zu unterhandeln; die Waldenser behielten zwei bei sich, und schickten den dritten mit einem ihrer Offiziere zurück. Letzterer wurde gefragt, wo ihre Ordre sei. Er antwortete: Auf der Spitze des Degens. Nun bewilligte die Stadt den Durchgang, und lieferte ihnen auch noch jenseit der Stadt Brod und Wein, wofür H. Arnaud 5 Louisd'or bezahlte. Jetzt aber bemerkten die Waldenser, daß einige Kinder nach Salenche zu liefen. Sie holten sie zurück, weil sie besorgten, daß sie von ihrem Anrücken dort Kenntniß geben würden. — Als die Waldenser weiter marschiren wollten, erklärten die Herren de la Rochette und de Rides, die von Gluse aus mit herausgekommen waren, daß sie zur Messe zurückgehen wollten. Die Waldenser schlugen ihnen dies ab, und nahmen sie als Geißeln mit sich. Auch untersuchten sie die Taschen des Bedienten des Herrn de la Rochette, der ihnen verdächtig war, und fanden darin eine Aufforderung an die Vorsteher der Stadt Salenche, die Waffen ergreifen zu lassen, mit der Versicherung, daß die von

Fluß dann im Rücken die Waldenser angreifen würden. So marschirten diese denn, in Erwartung einer Schlacht, in einem Thale, welches an der einen Seite von hohen Bergen, an der anderen vom Urve-Fluß eingeschlossen war. Vom Schlosse Maglan nahmen sie den Besitzer und seinen Pfarrer als Geißeln mit. Da sie hier vom jenseitigen Ufer beobachtet werden konnten, gingen sie in Unordnung unter einander, damit man ihre Zahl nicht genau übersehen könnte.

Als sie in die Nähe von Salenche kamen, theilten sie sich in viele Rotten, und übergaben einer Abtheilung ihre Geißeln, deren sie jetzt an 20 hatten, Edelleute und Geistliche. Solche mehr einzuschrecken, als um es wirklich auszuführen, gaben sie diesem Kommando Befehl, alle Geißeln umzubringen, sobald die Savoyarden Feuer geben würden. Jetzt kamen ihnen 6 Abgeordnete der Stadt vor der Brücke entgegen. Die Waldenser verlangten freien Durchzug, worauf die Abgeordneten erwiederten, daß sie eine Frist haben müßten, um über einen so wichtigen Schritt berathen zu müssen. Es ward ihnen eine halbe Stunde bewilligt, mit der Bedingung, daß, wenn diese erfolglos verfloßen wäre, die Waldenser die Brücke forciren würden. Als sie sich hierzu anschickten, kamen jene Abgeordneten zurück, und erklärten, daß sie noch längere Zeit haben müßten. Hierauf ließen sich die Waldenser nicht ein, sondern hielten die Abgesandten als Geißeln fest. Es baten jedoch dieselben, daß einer derselben in die Stadt zurückgelassen werden möchte, um dort ihre Bedrängniß vorzustellen. Dies ward zugestanden. Er kam aber nicht zurück, vielmehr wurden die Glocken geläutet, und etwa 600 bewaffnete Leute sammelten sich an der Brücke. —



Während die Waldenser nun sich zum Angriff bereiteten, kamen vier Kapuziner aus der Stadt, welche ihnen den Durchgang anboten, wenn sie ihre Geißeln losließen, statt deren ihnen zwei der Angesehensten aus der Stadt als solche gestellt werden sollten. Die Waldenser nahmen nach einigem Bedenken dies Anerbieten an. Als H. Arnaud selbst aber gewahr wurde, daß die beiden Geißeln, die man ihnen bot, zwei elende Leute wären, ward er ergrimmt auf die Kapuziner, welche entflohen, von denen aber zwei wieder ergriffen wurden, die man zu den Geißeln gesellte, und welche nachher überall auf dem Zuge vom größten Vortheil waren, indem sie durch Vorstellungen und Bitten ihnen oft freien Durchgang verschafften, weshalb H. Arnaud selbst anerkennt, daß der Einfluß der Geistlichen sehr groß bei den Katholischen sein müsse.

Da sonach alle Kapitulations-Versuche von Salenche fruchtlos geworden waren, ließen die Waldenser ein Detachement voraus marschiren, welches die Brücke besetzte. Als Alle hinüber waren, stellten sie sich in Schlachtordnung auf zwanzig Schritt vor den Hecken, hinter denen sich die Einwohner verschanzt hatten. Diese gaben aber nicht Feuer; im Gegentheil, als sie erfuhren, daß die Waldenser die Stadt nicht in Brand stecken würden, wie sie gedroht hatten, schickten sie zwei Soldaten zurück, die gefangen genommen waren, und die Waldenser zogen ganz ruhig durch die Stadt, und kamen nach großen Umwegen bei einem Dorfe, Cablan, an, wo sie die Nacht zubrachten, da es Zeit war zu ruhen. Denn, außer dem abschrecklichen Wege, hatten sie den ganzen Tag von Regen gelitten. Sie fanden weder zu essen, noch zu trinken,

und kein Feuer, um sich zu trocknen, so daß sie wenig Ruhe genossen; doch dankten sie Gott für den Regen, der ohne Zweifel Ursach war, daß man sie nicht verfolgte, wie sie den ganzen Tag erwartet hatten.

Dritter Tag, Montag den 19. August 1689.

Zwar hatten die Waldenser an diesem Tage keine Angriffe zu bestehen, aber einen höchst beschwerlichen Marsch, indem sie zwei äußerst steile, rauhe Felsen hinauf- und hinabsteigen mußten.

Am Morgen ließen sie die zwei Trompeter blasen, die sie statt der Trommeln bei sich führten, feuerten, nachdem sie beisammen waren, ihre Gewehre ab, und luden von neuem. Sie marschirten durch mehrere Dörfer, versahen sich mit Wein gegen Bezahlung, und kamen nach Mozeve. Die Einwohner waren zwar unter den Waffen, leisteten aber keinen Widerstand, so daß die Waldenser ruhig durch den Ort marschirten und jenseit desselben den ersten Berg bestiegen. Sie kamen hier in mehrere verlassene Dörfer, in denen sie jedoch Milch, Brod und Käse fanden. Nachdem sie hieran sich gesättigt, bestiegen sie den zweiten hohen Berg, Haute Luce. Der bloße Anblick desselben erschreckt, und er war damals noch furchtbarer wegen des vielen Regens und Schnee's und des dicken Nebels, mit dem er bedeckt war. Letzterer war so stark, daß der Führer sich verwunderte; die Waldenser aber redeten ihm ein, es seien Wolken, in welche Gott sie hülle, um sie vor Verfolgung ihrer Feinde zu schützen. Nachdem sie endlich unter den größten Anstrengungen die Höhe erreicht hatten, wo sie in einer verlassenen Scheune etwas Milch und Nahrungsmittel

fanden, mußte der Führer nicht weiter. Einige Bauern, die man herbeiführte, sollten ihm helfen, führten aber aus bösem Willen auf Umwege, um den Savoyarden Zeit zu lassen, die Waldenser in so schrecklichen Engpässen zu vernichten. Durch Drohungen brachte H. Arnaud sie dahin, die richtigen Wege zu zeigen; jetzt aber galt es, den furchtbaren Felsen hinab zu kommen. Sitzend mußten sie immer, wie in einen Abgrund, hinunter gleiten, ohne andere Erleuchtung, als die Weiße des Schnee's. So kamen sie gegen die Nacht in das Dertchen St. Nicolas de Verose, woselbst sich nur einige Schäferhütten finden. In diesem, wie in einem Abgrunde liegenden, tiefen, kalten und verlassenem Orte blieben sie die Nacht. Halb erstarrt, trugen sie die Hütten ab, um Holz zum Feuer zu gewinnen; dafür aber waren sie ohne Dächer und frei dem Regen ausgesetzt, der die ganze Nacht anhielt.

#### Vierter Tag, Dienstag den 20. August 1689.

Früh am 20sten stiegen oder kletterten vielmehr die Waldenser, im Schnee bis an das Knie, auf den Col de bon homme. Da sie wußten, daß im Jahre vorher, als man ihre Rückkehr in Savoyen besorgte, auf diesem Berge viele Verschanzungen angelegt waren, so fürchteten sie jeden Augenblick angegriffen zu werden; indessen standen die Verschanzungen leer. Immer im Schnee den Berg hinabsteigend, kamen sie dann durch Dörfer, wo sie Wein kauften. — Sie gingen an der Isère; als sie auf der Höhe eines Berges bewaffnete Bauern entdeckten. Diese gingen zwar zurück, ließen aber die Glocken ziehen, welche bald in der ganzen Umgegend ertönten. Hierauf kamen die Waldenser an eine Brücke, die mit Balken und

kreuzweis gelegten Bäumen verbarrikadirt war. Bauern mit Flinten, Säbren und Sicheln hielten sie besetzt. Die Waldenser rüsteten sich zum Angriff; da bewilligte ihnen der Graf, welcher Gutsbesitzer im Thale der Jfère war, den freien Durchzug, eilte aber fort, um nicht zu den Geißeln gebracht zu werden, und die Waldenser kamen ungehindert bis zum Städtchen Sey, in dessen Nähe sie blieben und für geringe Bezahlung Brod und Nahrungsmittel vollauf erhielten.

Fünfter Tag, Mittwoch den 21. August 1689.

Vor Tagesanbruch brachen sie auf. Alle Dörfer, durch die sie im Thale der Jfère kamen, waren ganz verlassen; doch fanden sie einen Mann, der sich in sein Haus eingeschlossen hatte, und ihnen Brod verkaufte. Bei St. Foy machten sie Halt. Sie erhielten Brod, Wein und Fleisch gegen Bezahlung, und wunderten sich über die große Zuvorkommenheit, mit der sie behandelt wurden. Viele erklärten, daß sie sich freuten, sie zu sehen, lobten ihren Entschluß, in ihr Vaterland zurückzukehren, und baten sie, noch bei ihnen zu bleiben, sie wollten Brod backen, schlachten und Wein geben. Arnaud aber schöpfte Verdacht aus diesen Reden, ließ sofort weiter marschiren, und nahm einige der Hauptsprecher als Geiseln mit.

Durch ein sehr enges Thal, in welchem man sie leicht hätte aufhalten können, kamen sie dann nach Villar Rougy, wo die Avantgarde einen Geistlichen nahm, der zu entfliehen versuchte, und einige Bauern, die bei ihm waren. Sie kamen hierauf nach Eutigne, einem in einer kleinen, von Bergen rings umgebenen, Ebene liegenden

Dorfe. Die Bauern hatten ihre Wohnungen verlassen, und zeigten sich auf den Bergen bewaffnet. Es ward ein Detachement gegen sie abgeschickt, welches sie zurücktrieb. Gegen Abend verweilten sie einige Zeit in dem Dorfe Laval. Sie brachten die Nacht auf einer Wiese zu, woselbst sie ein großes Feuer anzündeten und sich Lebensmittel aus den verlassenen Häusern holten. Der Ortsvorsteher bewirthete die Offiziere, und hier war es, bemerkt H. Arnaud, wo er zuerst nach acht Tagen und acht Nächten, in denen er mit seinem Kameraden Montour fast nicht gegessen, nicht getrunken und nicht geschlafen hatte, auf etwa 3 Stunden in ein Bett kam.

Sechster Tag, Donnerstag den 22. August 1689.

In Ligne, durch welches sie zuerst kamen, ließen sich die Waldenser das Geld wiedergeben, welches dort den Spionen, die zur Rekognoscirung der Wege früher ins Land geschickt waren, abgenommen worden war. — Dann entließen sie einige Geißeln, mit welchen zugleich auch andere davon gingen, die ihre Wachen bestochen hatten. Sie nahmen an der Stelle dieser zwei Priester und einen Advokaten, und bestiegen mit diesen den Mont Jseran. — Ein Knabe, der ihnen ein Gewehr nachtrug, zerschlug solches an Felsen, und floh dann durch den Fluß. Die Waldenser schossen dreimal nach ihm, der letzte Schuß verwundete ihn. — Die Schäfer auf dem Berge erfrischten sie mit Milch, und sagten ihnen, daß am Fuße des Mont Cenls viele Soldaten sie erwarteten. Muthig stiegen sie den Mont Jseran hinab, gingen durch Bonneval, wo sie Alles erhielten, was sie wünschten, und so fort gerade nach Befas, einem Orte, von dem

bekannt ist, daß er von bösem Volke bewohnt wird. — Die Einwohner hatten den Ort nicht verlassen, und beschimpften die Waldenser, welche zur Strafe ihnen einige Maulthiere fortführten, den Weislichen, den Chatelain und 6 Bauern mitnahmen, und dann, nach dem Uebergange über einen Fluß, in der Nähe eines kleinen Dorfes sich lagerten, wo es die ganze Nacht hindurch regnete.

Siebenter Tag, Freitag den 23. August 1689.

Sie kamen zuerst durch Lannevillard, von wo sie den Pfarrer und einige Bauern mitnahmen. Jener war aber sehr dick, so daß sie ihn zurückschickten, als sie den Mont Genis bestiegen. Da sie wußten, daß hier ein großes Postamt ist, so nahmen sie dort alle Pferde weg, damit die Nachricht ihres Anmarsches und die Gewißheit desselben von dort aus nicht rasch verbreitet werden könnte. Auch nahmen sie hier von Maulthieren, die sie im Marsche beladen antrafen, das Gepäck ab, und fanden darin die Sachen des Cardinals Ranuzzi, die sie jedoch, wie Arnaud wiederholt versichert, bis auf eine Uhr zurückgaben.

Unbeschreiblich waren die Mühseligkeiten, mit denen die Waldenser den großen und kleinen Genis überstiegen. Auf letzterem fanden sie in einer Scheune mit Hellebarden und beschlagenen Stöcken bewaffnete Bauern, die aber bald flohen, wogegen sich Brod und Wein vorfand, welches die Waldenser zu sich nahmen. — Als sie weiter gingen, verirren sie sich unglücklicher Weise, sei es durch Bosheit des Führers, oder wegen des Nebels und des Schnees, mit dem die Erde Fußhoch bedeckt war.

Genug, den Berg Tourliers kamen sie mehr durch einen Abgrund, als auf einem Wege hinunter. Es war Nacht geworden. Viele konnten vor Müdigkeit nicht mehr fortkommen und blieben einzeln und zerstreut im Walde, in welchem sie die Nacht elend hinbrachten. Der Haupttheil der Truppe blieb im Thale Jaillon, wo sie dörres Holz fanden, und sich in dem durchnäßten Zustande, worin sie waren, am Feuer trockneten.

Achter Tag, Sonnabend den 24. August 1689.

Am Morgen hatten die Waldenser das Glück, sich wieder zu vereinigen. Sie entschlossen sich, nach Chauxmont zu, oberhalb Gusa, zu gehen; als sie aber einige Soldaten zum Reconosciren ausandten, erfuhren sie, daß auf der Höhe des Berges eine große Menge von Bauern und französische Soldaten von der Garnison zu Grilles wären, welche ohne Unterlaß große Felsstücke hinabrollen ließen, so daß der Durchgang höchst gefährlich ward, da das Thal an sich enge und der Fluß Jaillon reißend war. Dennoch gingen die Waldenser mit einer bis auf 100 Mann verstärkten Avantgarde muthig vorwärts. Als sie sich bis auf 50 Schritt genähert hatten, schickten sie einen ihrer Hauptleute, wie es in ähnlichen Fällen früher geschehen war, in Begleitung einiger Soldaten, voran, um wegen freien Durchzuges zu unterhandeln; ja, sie gaben selbst zwei katholische Geistliche aus den Geißeln mit, um die Sache zu erleichtern, aber diese entflohen. Der Waldenser Hauptmann ward mit seinen Soldaten gefangen genommen und gebunden. Ein einziger entsprang, den man schon bei den Haaren festhielt, zugleich gab der Feind Feuer, und warf Steine aus

seiner vortheilhaften Stellung auf die Avantgarde der Waldenser, so daß diese sich zurückzog, unter Felsen verbarg, dann durch einen Kastanienwald defilirte und ganz gekleidet durch eine Fuhrt den Fluß durchwatete, oder auf Sträuchern und einem Baumstamm mit großer Mühe übersehte. Hier ward ein Waldenser aus Bobi von den Dragonern ergriffen. Die anderen vereinigten sich mit der Haupttruppe, worauf sie beschloffen, wieder auf die Berge zurückzugehen. — Sie kletterten auf Händen und Füßen auf den Berg Louliers, mit so unsäglicher Mühe und auf so schrecklichen Wegen, daß die Geißeln als Gnade erbaten, sie lieber zu tödten, als diesen Weg von ihnen zu verlangen. Die Waldenser mußten fast alle ihre Beute im Stich lassen; viele verloren sich und blieben in den Wäldern zurück, von denen mehrere, namentlich zwei Offiziere und zwei Chirurgen, gefangen genommen wurden. — Als sie eine der beträchtlichsten Höhen erstiegen hatten, ließen sie lange Zeit die Trompete blasen, um den Verirrten ein Signal zu geben. Dann warteten sie zwei Stunden, worauf sie, wenn gleich noch viele fehlten, weiter marschirten. Endlich, nachdem ihnen auf dem weiteren, schwierigen Wege zwei Geißeln entflohen waren, nach welchen sie schossen, und von denen einer, ein Priester, verwundet oder getödtet worden war, kamen sie auf der Spitze des Louliers an.

Trotz des dicken Nebels, sahen sie etwa 200 Mann unter Trommelschlag in zwei oder drei Abtheilungen marschiren. Sie rückten ihnen muthig entgegen. Der Anführer, in dem sie den Kommandanten von Exiles erkannten, erklärte ihnen, daß er sie ruhig gehen lassen würde, wenn sie seinen Posten nicht berührten, und



oberhalb desselben marschiren wollten. Dies thaten die Waldenser, sie bemerkten aber, daß jene Truppen still ihnen nachkamen; woraus sie den Schluß zogen, daß man sie zwischen zwei Feuer nehmen wollte, wenn sie die Brücke bei Salabertran würden forciren wollen; ein Vorhaben, allerdings ganz geeignet, diese Handvoll von Leuten, welche von Müdigkeit und Elend abgemattet waren, durchaus zu vernichten.

Sie ließen darauf die Truppen fragen, warum sie ihr Wort nicht hielten; jene erwiederten, daß sie es genau halten würden, worauf sie sich anscheinend zurückzogen. — Die Waldenser setzten ihren Marsch auf großen Umwegen und durch Waldungen fort, hielten sich immer eng zusammen, und machten von Zeit zu Zeit Halt. Als sie aber in ein Dorf, eine halbe Meile von Salabertran, kamen, und einen Bauer fragten, ob er ihnen Lebensmittel gegen Bezahlung geben könne, so antwortete dieser: „Geht nur, ihr werdet bekommen, was ihr wollt, und man bereitet euch ein gutes Abendbrod.“ Sie erkannten hiernach, daß ihnen Gefahr drohe, befahlen den Bauern, ihnen Nahrungsmittel zu geben, welches geschah, und marschirten dann getrost vorwärts, nachdem sie nur etwas sich erfrischt hatten. Bald sahen sie am Fuße des Thales 36 Wachtfeuer, und ihre Avantgarde fiel in einen Hinterhalt, der sich aber nach einmaligem Feuern zurückzog. Nun beteten sie und ordneten sich zur Schlacht. Als sie an die Brücke über die Dora kamen, ward ihnen „Qui vive?“ zugerufen; sie antworteten: „Amis!“ aber ihre Feinde schrien: „Tue, tue!“ und feuerten eine gute Viertelstunde hindurch aus mehr denn 2000 Läufen bei einer jeden Ladung. H. Arnaud aber hatte den Seinigen

gleich anfangs zugerufen, sich zur Erde zu werfen, und so kam es, daß bei diesem heftigen Feuer doch nur ein einziger Waldenser am Halse verwundet ward. — Ein Savoyischer Edelmann, der sich unter den Geißeln befand und unter den Waffen ergraut war, erklärte, daß er nie ein so heftiges Feuer gesehen, welches einen so geringen Erfolg gehabt hätte. — Jetzt aber bemerkte H. Arnaud, daß zwei Kompagnien ihnen in den Rücken kamen. Mit einigen Refugiés brachte er sie zum Stehen. Die Waldenser, eingeschlossen zwischen zwei Feuern, sahen, daß hier kein Ausweg sei, als Alles zu wagen. In dieser Ueberzeugung riefen einige: „Muth, die Brücke ist gewonnen!“, wenn gleich es noch nicht der Fall war. Mit Ungestüm, gesenkten Kopfes, Säbel und Bajonet vor sich, stürzten sie über die Brücke, und warfen im Sturmschritt ihre Feinde, deren Flucht bald allgemein war.

Es waren Franzosen, die sie bekämpften, 2500 an der Zahl, die Bauern und die im Rücken der Waldenser stehenden Kompagnien ungerethet. Der Marquis von Larrey kommandirte, und rief, als er die Flucht der französischen Soldaten sah: „Ist es möglich, daß ich dies Gefecht und meine Ehre verliere?“ Er selbst war am Arme schwer verwundet, und floh nach Briançon, wohin, und zum Theil bis Embrun, die Gefehlagenen zurückgingen.

Als der Mond aufging, sahen die Waldenser keinen Feind mehr. Das Schlachtfeld war mit Todten bedeckt; sie selbst hatten aber nur 14 bis 15 Todte und 10 bis 12 Verwundete. — Von den Geißeln war ein Geistlicher todt; von den übrigen 39, die sie bei sich hatten, blieben ihnen nur 6; alle anderen waren während der Schlacht

entflohen. Alles Gepäck und eine Menge Munition war ihnen in die Hände gefallen. Sie versorgten sich mit Pulver und Blei, so viel sie tragen konnten. Dann zerschlugen sie die 13 Trommeln, welche auf dem Wahlplatz lagen, warfen alle Beute, die sie nicht mitnehmen konnten, in den Fluß, und häuften Pulver so viel als möglich zusammen, das sie anzündeten, damit der Knall weit durch die Berge schalle, dem sie lauten Freuden- und Siegesruf zugesellten.

Nach einer solchen Schlacht wäre den Waldensern mehr als je Ruhe zu gönnen gewesen; indessen fürchteten sie, daß der Feind mit Verstärkung sie wieder angreifen könnte, und kletterten daher in der mond hellen Nacht noch auf den Berg Sci, nach dem Thale Pragelas zu. Es war ihnen dies aber nur mit der höchsten Anstrengung möglich, denn vor Schlaf und Müdigkeit fielen bei jedem Schritt viele nieder, und es würde sich eine große Anzahl verloren haben, wenn die Arriergarde nicht besonders gesorgt hätte, jeden Einzelnen, der einschlief oder niederfiel, zu erwecken und aufzurichten. Am

Neunten Tage, Sonntag den 25. August 1689, befanden sich die Waldenser mit Tagesanbruch auf der Höhe des Berges Sci, und hielten an, bis alle Nachzügler herangekommen waren. H. Arnaud versammelte Alle um sich, zeigte ihnen, daß sie von dort aus nun schon die Spitzen ihrer heimathlichen Berge sehen könnten, und hielt ein lautes Dankgebet zu Gott. Darauf überschritten sie den Cluson, und lagerten der Kirche des Dorfes la Traverse gegenüber. Hier erfuhren sie, daß die Franzosen in der Schlacht bei Salabertram 12 Hauptleute, mehrere

mehrere andere Offiziere und ungefähr 600 Mann verloren hatten. Gleichzeitig erhielten sie aber auch die Nachricht, daß in der Nähe des Jaillon 36, und am Fuße des Berges Sci 80, also zusammen 116 der Ihrigen gefangen genommen und gebunden nach Grenoble geführt worden waren. — Auch wurden hier noch vier Waldenser, die sich im umliegenden Walde verirrt hatten, gefangen genommen und gleichfalls nach Grenoble geführt.

Als H. Arnaud mit seinem Korps gegen drei Uhr Nachmittag abmarschiren wollte, um in das Thal St. Martin hinabzusteigen, zeigten sich Dragoner bei Gestreries, die aber zurückgingen, als die Waldenser festen Schrittes auf sie los gingen. Hierauf gingen letztere nach Jassaud, dem höchsten Dorfe auf dem Bergrücken Pis, woselbst sie nur gegen theure Bezahlung wenig Lebensmittel erhielten, da es den Einwohnern aufs strengste untersagt war, ihnen solche zu gewähren.

Zehnter Tag, Montag den 26. August 1689.

Erst spät brachen die Waldenser wegen eines Regens auf. Am Fuße des Berges Pis am Felde Bouchar sahen sie Herzoglich Savoyische Truppen. Arnaud hielt das Gebet mit lauter Stimme, worauf sie in drei Kolonnen zum Angriff vorrückten. Die Truppen zogen sich zurück und ließen ihre Bagage im Stich; wegen starken Nebels konnten die Waldenser sie nicht verfolgen, und thaten nur drei Schüsse auf sie, deren ein jeder seinen Mann niederstreckte. Dann nahmen sie bei Ceras von acht Savoyischen Gardisten, die sie in einer von den Hütten, in

denen Käse bereitet wird, überraschten, sechs gefangen, welche sie tödteten, nachdem sie zu Gott zu beten sie aufgefordert hatten. Auch nahmen sie von diesem Ort 600 Schaafe fort, für welche sie jedoch zum Theil nachher Geld bezahlten. — Sie setzten sich darauf etwas spät in Marsch, und wurden von der Nacht und vom Regen überreilt, welches Ursach war, daß sie einen der abscheulichsten Wege mit Fackeln hinabsteigen mußten, bis zu einer fast ganz abgedeckten Scheune auf dem Bergrücken Damian, woselbst sie die Nacht zubrachten, wenn auch nicht um zu schlafen, so doch um sich an kleinen Feuern zu trocknen. Am

Elften Tage, Dienstag den 27. August 1689, kamen sie zu Balsile an, dem ersten Dorfe im Thale St. Martin. Sehr unerwartet desertirten dort dem H. Arnaud 20 seiner Leute. — Das Dorf Balsile fanden sie verlassen, und ruhten dort etwas, schlachteten auch einige der Hammel, welche sie bei sich führten. Während sie aßen, entdeckte ein Soldat Truppen, welche vom Col de Pis herabkamen. Er rief zu den Waffen, welche die Waldenser ergriffen. Jene Truppen aber, in der Meinung, daß die Waldenser zu ihren Kameraden gehörten, winkten mit dem Luche, als Zeichen, daß sie Soldaten des Herzogs seien. Die Waldenser nahmen sie gefangen, entwaffneten und tödteten sie, nachdem sie auf einer Wiese Kriegerath darüber gehalten, und warfen ihre Leichen von der Brücke von Balsile in den Fluß. Ebenso verfuhrn sie mit zwei Bauern, die sie als revoltirend um diese Zeit gefangen genommen hatten. — Die Herzoglichen Truppen waren 46 Mann Miliz von Savours,

unter Anführung eines Sergeanten, welche den Berg-  
rücken bewachen sollten.

Nach dieser Expedition marschirten die Waldenser  
spät noch nach Macel, wo sie die Nacht blieben, und  
Brod und Lebensmittel fanden, welche die Bauern nicht  
Zeit gehabt hatten zu vergraben.

**Zwölfter Tag, Mittwoch den 28. August 1689.**

Die Waldenser setzten sich in Marsch, um nach Prals  
zu gehen. Als sie auf die Höhe des Berges kamen,  
trennten sie sich in zwei Abtheilungen, deren eine über  
Rodoret, die andere über Fontaines ging, also eine über  
den Berg, die andere im Thale, um desto leichter zu ent-  
decken, ob und wo Truppen wären. Sie fanden aber  
nur einige Savoyarden, die sie niedermachten. Dann er-  
fahren sie, daß der General-Lieutenant und Kommandeur  
der Herzoglichen Truppen, Marquis von Parelle, welcher  
den Cou du Lapier besetzt hielt, in Perrier sei. Hierauf  
vereinigten sich die, welche über Rodoret gegangen wa-  
ren, mit den übrigen in Prals, und verbrannten daselbst  
eine katholische Kapelle, welche erst seit drei Jahren erbaut  
war. Sie fanden noch in Guigon, dicht bei Pral, ihre  
alte Waldenser-Kirche, die immer für Pral hier gewesen war,  
nahmen aus derselben Alles heraus, was auf den römischen  
Kultus Bezug hatte, und sangen den 74. Psalm: „Gott,  
warum verstoßest du uns sogar“, worauf Henri Arnaud,  
um von seinen Zuhörern in und außer der Kirche besser ver-  
standen zu werden, sich auf eine Bank in den leeren Raum der  
Kirchthür stellte, und, nachdem noch der 129. Psalm: „Sie  
haben mich oft gedrängt von meiner Jugend auf“ ganz  
durchgesungen war, über einige Verse desselben predigte.

Dreizehnter Tag, Donnerstag den 29. August  
1689.

Nach gehaltener Predigt marschirten sie ab, in der Absicht, über den Col Julien in das Thal Lucern zu gehen. Ein Pferd, das ihnen begegnete und allein umherlief, ließ sie vermuthen, daß der Feind in der Nähe sei. Ein Bauer, der vor ihnen floh, wurde erschossen; auch sahen sie einen Sergeanten von den Herzoglichen Garden, der einen Bauer zum Führer hatte. Die Waldenser erschossen den Führer und nahmen den Sergeanten gefangen, welcher aussagte, daß er in das Thal St. Martin gesandt sei, um die Stärke der Waldenser zu erforschen, daß 200 Mann Herzoglicher Truppen den Col Julien besetzt hielten, und daß schon seit 17 Tagen, also 3 Tage vor dem Abmarsch der Waldenser, das Regiment der Garden aus Nizza abmarschirt sei, um in die Thäler zu rücken.

Nun trennten sich die Waldenser in drei Abtheilungen, deren eine die rechte, die andere die linke Flanke, und die dritte, stärkste, das Centrum bildete. — Als der rechte Flügel an einen Wald kam, wo er Halt machen wollte, sah er eine feindliche Schildwacht, und eilte, den günstigen Posten einzunehmen, ehe ihn der Feind besetzte. Die Herzoglichen Truppen flohen, von einem dicken Nebel begünstigt, schrieen aber laut: „Kommt, kommt, Teufels-Barbets; wir haben alle Posten besetzt, und sind mehr als dreitausend.“ Die Waldenser warfen sich auf die Verschanzungen, und nach einem Feuer von vielleicht einer halben Stunde zogen die Feinde sich zurück, und ließen ihre Lebensmittel, Munition und Bagage, selbst die reiche Kleidung des Anführers, im Stich.

Die Waldenser hatten nur einen Mann Verlust, der an seinen Wunden starb.

Die Herzoglichen Truppen flohen bis Bobi. Die Waldenser erreichten und tödteten noch 30 Flüchtlinge, und blieben die Nacht in l'Alguille, wo sie sehr vom Regen belästigt wurden, auch der gefangene Sergeant ihnen entfloß, indem er vom hohen Berge in das Thal hinabglitt.

Vierzehnter Tag, Freitag den 30. August 1689.

Bei schönem Wetter verfolgten sie nun vom frühen Morgen an ihre Feinde, welche bei Annäherung der Waldenser immer flohen, sich nach Bobi zogen und selbst noch weiter gingen, so daß die Waldenser in Sibau, einem Dorfe von fünf oder sechs Scheunen, dicht bei Bobi, verblieben.

Fünfzehnter Tag, Sonnabend den 31. August 1689.

Am Morgen dieses Tages theilten sie sich in zwei Corps, deren eines ihre Feinde aus Bobi warf, dann aber die Stadt plünderte; das andere, welches auf den Bergen marschirt war, machte zwölf Gefangene, von denen sie zehn, nach gehaltenem Kriegesrath, tödteten, zwei aber auf Verwundung eines ihrer Offiziere freiließen.

Es war bei den Waldensern Grundsatz, die Gefangenen zu tödten; denn sie hatten keine Gefängnisse, wohin sie dieselben bringen konnten, und sie zu bewachen, wenn sie sie mitnahmen, war Mannschaft erforderlich, die sie zum Gefecht nöthig brauchten; hätten sie selbige aber freigegeben, so würden sie bald ihren Marsch, ihre geringe Anzahl angegeben, und Alles verrathen haben, wo



von der glückliche Ausgang ihres Unternehmens abhing; wie denn einer von denen, die sie hier freigaben, ihnen in dieser Hinsicht sehr geschadet hat.

Sechszehnter Tag, Sonntag den 1. September  
1689.

An diesem Tage blieben sie in Bobi und Sibau. Der Prediger Moutour predigte über Vers 16. Cap. XVI. St. Lucä, und hierauf las H. Arnaud einen Eid vor, den Alle mit lauter Stimme und aufgehobenen Händen unter freiem Himmel schwuren.

Der Eid war folgenden Inhalts:

Da Gott durch seine allmächtige Gnade sie glücklich in das Erbe ihrer Väter zurückgeführt habe, um den reinen Dienst ihrer heiligen Religion darin wieder herzustellen, so schwören für die Fortsetzung ihres großen Unternehmens die Prediger, Kapitaine und anderen Offiziere im Angesichte Gottes, Einigkeit und Ordnung zu halten, sich nie zu trennen oder zu veruneinigen, nie mit den Feinden, sowohl Frankreich als Piemont, zu unterhandeln, ohne Theilnahme des gesammten Kriegesraths, und alle Beute, welche sie gemacht haben oder machen werden, zusammenzuwerfen zur Nothdurft der Mannschaft; — und die Soldaten schwören, den Befehlen der Offiziere und den Personen derselben gehorsam zu sein bis zum letzten Blutstropfen, alle Gefangene und alle Beute in die Hände der Offiziere zu geben, Todte, Verwundete oder Gefangene nicht zu durchsuchen während der Schlacht, außer denen, die hierzu würden bestimmt werden. Noch werden die Offiziere darauf sehen, daß die Soldaten ihre Waffen und Munition wohl erhalten; auch sollen sie die beson-

ders bestrafen, welche fluchen und den Namen Gottes entheiligen. Offiziere und Soldaten schwören sich gegenseitig Einigkeit und Treue, und daß sie Alles aufbieten wollen, um den Rest ihrer Brüder dem grausamen Babylon zu entreißen.

Sie ernannten nun einen Major, einen Aide-Major, vier Schatzmeister, zwei Sekretaire, und machten ein Verzeichniß ihrer Beute. Dann nahmen sie die Glocke vom Thurm zu Bobi, und verbargen sie unter einem Haufen Steine, wo ihre Feinde sie nachher wiederfanden, als sie Bobi besfestigen wollten.

Siebenzehnter Tag, Montag den 2. September  
1689.

Nach gehaltenem Gebet brachen die Waldenser auf, um Villar anzugreifen. In la Pianta theilten sie sich in zwei Abtheilungen, deren größte den Hauptweg verfolgte, während die andere auf den Höhen der Weinberge sich entlang zog, um von der Seite von Rospard aus einen Angriff zu machen. Thörichter Weise schickten sie ihre Verwundeten und Equipage nach la Combe, wo sie nur mit Noth den Feinden, die sie aufheben wollten, entkamen; denn die Truppen, welche auf dem großen Wege, zur Beschützung desselben, gestanden hatten, zogen sich bei Annäherung der Waldenser nach la Combe, die in Villar in das dortige Kloster. Als die Waldenser sich daher in der Stadt befanden, verbrannten sie einige Häuser, um vor jedem Ueberfall gesichert zu sein. Da sie nun aber von dem Feuer aus dem Kloster sehr belästigt wurden, befahl Arnaud, hinter Tonnen und Rufen, die man durch die Straßen rollte, geschützt, dem Kloster sich

zu nähern. Dies geschah; mehrere Waldenser kamen so in die dem Kloster ganz nahe liegenden Häuser, und schossen aus Löchern, welche sie in die Mauern machten, auf die aus den Fenstern des Thurmes feuernden Feinde. Sie verloren 3 Mann, und erfuhren durch Gefangene, daß die Belagerten nicht mit Lebensmitteln versorgt seien. Sie beschossen daher das Kloster nicht weiter, sondern schnitten alle Zufuhr ab; wie sie denn sogleich einen Transport von 14 Mauleseln festhielten, der von einer Compagnie Soldaten begleitet wurde. Fünfzig entschlossene Waldenser trieben diese Soldaten in die Flucht, und nahmen 10 derselben und einen Tambour gefangen. Brod und Wein, das sie genommen, wurde nun vertheilt, und von dem besetzten Hospard ein Vorposten nach Pertuzel geschickt, um alle Hülfe übersehen zu können, die etwa für den Feind ankommen möchte.

Jetzt machten aber die Belagerten im Kloster zu Villar mit dem Degen in der Hand einen verzweifelten Ausfall; wurden jedoch zurückgetrieben, und verloren ihren Anführer, den Boron de Chouate, dessen Leichnam sie an den Beinen in das Kloster zurückzogen, während Hut und Perücke auf dem Plage blieben.

Achtzehnter Tag, Dienstag den 3. September  
1689.

Der Vorposten in Pertuzel gab durch Flintenschüsse Nachricht, daß Feinde naheten. Gleichzeitig bemerkten die Waldenser, daß die im Kloster zu Villar befindlichen Feinde über den Fluß gingen, um sich in den nahe liegenden Wald zu flüchten. Ein Theil der Waldenser — etwa 80 Mann — verfolgte diese; die anderen gingen

dem Feinde entgegen nach Rospard. Aber sie sahen sich in Gefahr, eingeschlossen zu werden, wie sie denn schon von denen abgeschnitten waren, welche die Feinde aus Villar verfolgt hatten. Deshalb, und weil die gegen sie anrückende, von dem Marquis von Parella kommandirte, aus Dragonern, Garden und anderen wohl disziplinierten Truppen bestehende Herzogliche Armee ihnen weit überlegen war, trat das Hauptkorps der Waldenser den Rückweg nach Bobi an. Die anderen achtzig, wenn gleich anfangs auf verschiedenen Wegen getrennt, vereinigten sich wunderbarer Weise auf dem Mont Vendelin, woselbst sie auch H. Arnaud wiederfand, der mit sechs Mann versprengt war, und sich schon verloren geglaubt hatte; wie denn ein anderer Offizier der Waldenser, Moutour, an diesem Tage wirklich gefangen und nach Turin geführt ward. — Diese Waldenser begaben sich vom Mont Vendelin auf die Alpen von Angrogne.

Neunzehnter Tag, Mittwoch den 4. Sept. 1689.

Das Hauptkorps der Waldenser, welches in der Nähe von Bobi geblieben war, schickte an diesem Tage ein Detachement an H. Arnaud, um ihn zu verstärken und in den Stand zu setzen, die Feinde zu schlagen, die dort lagerten. Der Rest blieb in den Scheunen von Terre du Cruel mit den Kranken und Verwundeten.

Zwanzigster Tag, Donnerstag den 5. September 1689.

H. Arnaud benachrichtigte dies größere Detachement, welches in Infernet angekommen war, daß er, sobald er es mit Sicherheit könne, sich zu ihnen begeben werde;

welches er auch am Morgen früh that, während die auf dem Mont Wendelin zusammengekommenen 80 Mann dort verblieben waren. H. Arnaud nahm bald einen Sergeanten gefangen, der von einem Bauer begleitet ward. Letzterer floh und ward auf der Flucht erschossen. Eben so ward der Sergeant getödtet, nachdem er ausgesagt hatte, daß er von Perier komme, wo 150 Mann ständen, zu denen aber ein Transport von 11 Mauleseln mit Zelten und Munition geführt würde. Diese griff Arnaud auf, nachdem die Begleitung entflohen war. Die Maulesel wurden bis auf einen, der ihre Sachen trug, getödtet; dann stiegen die Waldenser zwei Stunden hindurch mit großer Mühe auf den Berg bei Angrogne.

Einundzwanzigster Tag, Freitag den 6. Sept.  
1689.

Gleich am Morgen wurden zwei bewaffnete Leute gefangen und niedergemacht; aus einem Dorfe flohen zwei Bauern, die erschossen worden wären, wenn nicht die Frau des einen sich als eine gewesene Waldenserin zu erkennen gegeben hätte, die in den Unruhen übertreten war, und sich dann an einen Savoyarden verheirathet hatte.

Dann erstiegen die Waldenser den Berg la Vachere, erschossen von dreien dort angetroffenen Feinden den einen auf der Flucht, und nahmen die beiden anderen, einen Sergeanten und einen Chirurgus, gefangen. Diese sagten aus, daß vier Posten auf dem nächsten Berge ständen, auf welche nun die Waldenser losmarschirten und ihnen zuriefen, daß sie zum Corps des Marquis von Parella gehörten. So naheten sie auf 60 Schritt. Die Soldaten bemerkten

aber nun ihren Irrthum, und entkamen, von einem dicken Nebel begünstigt. — Von den Gefangenen tödteten die Waldenser den Sergeanten, den Chirurgus aber nahmen sie mit, um ihnen Dienste zu leisten, da es an einem solchen fehlte.

Nachdem sie nun eine Weile sich geruht hatten, vereinigten sich mit ihnen 200 Mann ihrer Kameraden, die von Bobi aus zu ihnen stießen. — H. Arnaud hielt nun ein Dankgebet, mußte solches aber abbrechen, da die Nachricht einging, daß die Feinde einen günstigen Posten in der Nähe zu besetzen beabsichtigten. Es kam zum Gefecht, in dem die Waldenser keinen Mann, die Herzoglichen Truppen über 100 verloren, und dann hinter Felsen sich zurückzogen. Noch vereinigte sich mit H. Arnaud ein Detachement Waldenser, die zwei Tage und zwei Nächte marschirt waren, ohne Verpflegung zu finden. Nachdem ihnen Brod — bei dem Mangel daran, einem Jeden eine Portion von der Größe einer Nuß — gereicht war, kam es abermals zum Treffen bei dem Mont Servin, welches 7 Stunden dauerte, und in dem die Waldenser 3 Mann, die Feinde sehr viel verloren, da die Thalleute, denen die Munition ausging, ihre Schüsse sparten, und nur feuerten, wenn sie ihren Mann sicher hatten, während die Soldaten immer schossen, ohne genau zu wissen, auf wen. Ein dichter Nebel machte dem Gefechte ein Ende. Die Waldenser zogen sich still zurück, und blieben während der Nacht in einem Lager eine Viertelsmeile vom Feinde, ohne Feuer anzuzünden, da sie durch solches hätten entdeckt werden können.

**Zweiundzwanzigster Tag, Sonnabend den  
7. September 1689.**

Die Waldenser zogen über die schrecklichsten Berge, auf denen ein Fehltritt den Tod brachte, wie denn das mitgenommene Maulthier in den Abgrund stürzte, nach Perier zu. Sie fanden die Dörfer leer, und nirgend Nahrungsmittel. Bei Gayet stießen sie auf 150 Mann, die nach dem zweiten Schuß sich in das wohlbesetzte Kloster zurückzogen. — Die Waldenser, ganz ermattet und ausgehungert, blieben zu Crouzet, wo sie aus Kohl, Erbsen und Zwiebeln, ohne Salz, Fett oder irgend eine Würze, sich eine Suppe bereiteten, und dann 8 Mann absandten, um nachzusehen, ob Feinde in Prals wären, und um Nahrungsmittel zu suchen.

**Dreiundzwanzigster und vierundzwanzigster  
Tag, Sonntag den 8. und Montag den  
9. September 1689.**

Da einer der 8 Abgeschiedten die Nachricht brachte, daß man nach Prals gehen könne, so begaben sich die Waldenser Sonntag den 8. dahin. Sie backten Brod, nahmen Beute aus der Umgegend, und erholten sich zwei Tage. Dann detachirten sie, unter Anführung von H. Arnaud, ein kleines Korps nach Bobi, damit den dort gebliebenen Waldensern — als dem Korps des Thales Lucerna — das Abendmahl gereicht werden könne, wie es die vom Thale St. Martin empfangen hatten. Auch nahm H. Arnaud den gefangen genommenen Chirurgus mit, um den Verwundeten in Bobi Hülfe zu leisten. — Ebenso sandten sie von Prals aus drei Mann nach dem Thale Pragelas, um von den Verwundeten, die sie auf

und ging bis *Vra del Lora*, erfuhr indessen überall, daß Truppen durch *Pragelas* vorrückten, und *St. Germain* im Thale *Peyrouse* mit 300 Mann besetzt hielten.

Neunundzwanzigster Tag, Sonnabend den  
14. September 1689.

Das abgeschickte Detachement sah sich bei *Angrogne* in ein Gefecht mit 500 Mann feindlicher Truppen verwickelt, welches eine gute Stunde hindurch währte; worauf die *Waldenser*, ohne ihre Brüder im Thale *Lucerna* erreichen zu können, sich zurückziehen mußten, und die Nacht hindurch in den Hütten von *Infernet* verblieben, welche sie abdeckten, um Feuer zu machen. Drei zum *Reconosciren* abgeschickte *Waldenser* berichteten, daß die Feinde sich nach der Gegend zurückgezogen hätten, von welcher sie gekommen seien.

Dreißigster Tag, Sonntag den 15. September  
1689.

Das Detachement vereinigte sich mit dem Hauptkorps in *Villevache*, wohin dasselbe gegangen war, um *Weinlese* zu halten. — Es wurden zwei neue Detachements abgesandt; das eine nach *St. Germain* zu, welches in der Gegend sich verproviantirte, Wein aus den Kellern nahm und mehrere Gefangene machte, worunter auch zwei Frauen, welche auf die Gesundheit der Wohlthäter der *Waldenser* trinken mußten, namentlich des Königs von England, des Kurfürsten von Brandenburg, des Herzogs von *Schomberg* und der Generalstaaten. Das andere Detachement ging nach *Peyrouse*, und nahm mit vielen anderen auch die beiden Leute gefangen, welche dem Her-



**Sechszwanzigster Tag, Mittwoch den  
11. September 1689.**

Ein Detachement von 120 Mann ward nach Pomaret gesandt, welches sie besetzt fanden. Sie nahmen mehrere gefangen, erführen aber, daß fortdauernd französische Truppen in das Thal Pragelas einrückten, weshalb sie gegen Abend nach Pral und Rodoret zurückkehrten. — Von den Gefangenen schenkten sie zweien das Leben, indem sie in ihnen Glaubensgenossen erkannten, welche nur vom rechten Wege abgeirrt waren. Der eine vereinigte sich mit ihnen, den anderen entließen sie, nachdem er versprochen hatte, ihnen auf jede Weise behülflich sein zu wollen.

**Siebenundzwanzigster Tag, Donnerstag den  
12. September 1689.**

Sie erhielten die Bestätigung, daß eine große Anzahl französischer Truppen, 8000 an der Zahl, bei Salabertran vorrückten. Bald nachher aber bekamen sie Nachricht, daß diese Truppen nicht weiter gegen sie vorgehen würden, da die Festung Tazal von den Spaniern eingenommen worden sei; dagegen aber schickten ihre Brüder aus dem Thale Lucerna, und baten um Hülfe, indem sie vom Feinde gedrängt würden, welcher sich schon Bobi's bemächtigt habe; achtzig Mann wurden daher dorthin beordert.

**Achtundzwanzigster Tag, Freitag den 13. Sept.  
1689.**

Das abgeschickte Detachement machte mehrere Gefangene, die es sämmtlich tödtete, mit Ausschluß zweier Mädchen, welche ihre Religion nur gewechselt hatten,

und ging bis Pra del Lora, erfuhr indessen überall, daß Truppen durch Pragelas vorrückten, und St. Germain im Thale Peyrouse mit 300 Mann besetzt hielten.

Neunundzwanzigster Tag, Sonnabend den  
14. September 1689.

Das abgeschickte Detachement sah sich bei Angrogne in ein Gefecht mit 500 Mann feindlicher Truppen verwickelt, welches eine gute Stunde hindurch währte; worauf die Waldenser, ohne ihre Brüder im Thale Lucerna erreichen zu können, sich zurückziehen mußten, und die Nacht hindurch in den Hütten von Infernet verblieben, welche sie abdeckten, um Feuer zu machen. Drei zum Reconosciren abgeschickte Waldenser berichteten, daß die Feinde sich nach der Gegend zurückgezogen hätten, von welcher sie gekommen seien.

Dreißigster Tag, Sonntag den 15. September  
1689.

Das Detachement vereinigte sich mit dem Hauptkorps in Billesche, wohin dasselbe gegangen war, um Weinlese zu halten. — Es wurden zwei neue Detachements abgesandt; das eine nach St. Germain zu, welches in der Gegend sich verproviantirte, Wein aus den Kellern nahm und mehrere Gefangene machte, worunter auch zwei Frauen, welche auf die Gesundheit der Wohlthäter der Waldenser trinken mußten, namentlich des Königs von England, des Kurfürsten von Brandenburg, des Herzogs von Schomberg und der Generalstaaten. Das andere Detachement ging nach Peyrouse, und nahm mit vielem andern auch die beiden Leute gefangen, welche dem Her-

zoge von Parella als Führer gedient hatten. Sie führten dieselben nach Peyrouse, errichteten einen Galgen und zwangen den Einen, den Anderen aufzuhängen, worauf sie auch jenen tödteten.

Einunddreißigster Tag, Montag den 16. Sept.  
1689.

Die Waldenser verließen Billeseche, welches der Marquis von Parella einnahm und in Brand steckte. Er zog sich darauf nach Peyrouse, und besetzte sich in der Gegend von Pomaret. Die Thalleute aber betrachteten sich von Rodoret aus, woselbst sie ein Magazin anlegten und sich mit Nahrungsmitteln versehen, als Herren des Thales St. Martin, errichteten auch ein fliegendes Corps, welches ihre Vorräthe beschützte und kleine Angriffe einzelner Feinde abhielt. Dennoch entfloß einer ihrer Hauptleute, Namens Turel, mit mehreren Soldaten, weil er ihre Sache für verloren hielt, und begab sich nach Frankreich, woselbst er aber angehalten wurde und zu Grenoble auf dem Schaffot sein Leben endete. Die anderen Waldenser wurden daselbst zu seiner Rechten und Linken aufgeknüpft und einige auf die Galeeren geschickt, Unruhig aber waren die Waldenser im Thale St. Martin über ihre Brüder im Thale Lucerna, über deren Schicksal Folgendes zu erzählen ist.

Das kleine Corps von 80 Mann, welches sich am 3. September vom Haupttrupp getrennt und vom Mont Vendelin, nachdem H. Arnaud abgegangen war, nach dem Pra del Torn sich begeben hatte, fing bald an, Hunger zu leiden. Abgeschnitten von den Kameraden, zogen sie nach Frankreich hinein, und bemächtigten sich  
im

im Thal Queiras einer Heerde Schaafse zu ihrem Unterhalt. — Am 7. September 1689 gingen sie wieder nach Serre de Cruel bei Bobi, wohin H. Armand sich durchschlich, um ihnen das Abendmahl zu reichen.

Dann ging dieses fliegende Corps des Thales Lucerna wiederholt nach Villar, woselbst der Feind sich namentlich im Kloster leicht festsetzen konnte. Die Waldenser versuchten daher, solches durch Feuer zu zerstören; da ihnen, bei der Dicke der Mauern, dieses aber nicht gelingen wollte, so untergruben sie den Thurm, damit er einstürze, womit sie am 20. September zum Ziele gelangten. — Sie gingen hierauf nach Gabriol, nahmen einen bewaffneten Bauer gefangen, tödteten ihn, und rückten dann nach Torre, welches aber vom Feinde besetzt war. Dort mußten sie vor der Kavallerie, der sie indessen vielen Schaden zufügten, zurückweichen. — Den 24. September hatten sie von Villar aus ein Gefecht mit den Feinden, und wurden bis Bobi zurückgeschlagen, ohne daß sie jedoch einen Mann oder ein Stück ihrer Heerde verloren hätten.

So gering dieses Häuflein Waldenser war, so fürchtbar hatten sie sich dem Feinde, der sich gegen sie verschanzte, durch ihre Tapferkeit und schonungslose Art der Kriegsführung gemacht. Im fliegenden Lager von einem Orte zum anderen ziehend, gingen sie eines Tages bis Kora, tödteten daselbst 30 Personen, Männer und Frauen, steckten die Kirche und viele Häuser in Brand, und führten aus der Umgegend, im Angesichte des Feindes, der ihnen hier und in mehreren kleinen Gefechten in der Gegend von Bobi und Cercena nirgend etwas anhaben konnte, Vieh hinweg.

Da sie indessen bald sahen, daß sie wegen der feind-

lichen Kavallerie nicht mehr das Feld durchstreichen und in die Ebene kommen könnten, so steckten sie in der Nacht vom 11. zum 12. October 1689 die Scheunen um Bobi, die mit Fourage angefüllt waren, in Brand. Auch gelang es ihnen, die Feinde aus einem Hinterhalt in den Weinbergen zu vertreiben.

Am 13. October 1689 wollten die Feinde das Fort Mireboue mit Lebensmitteln versehen. Als die Waldenser davon Kunde erhielten, verbrannten sie den Ort Serre de Cruet, damit die Soldaten dort sich nicht festsetzen könnten, und zogen nach Pausettes, wo sie sich den ganzen Tag schlugen und 4 Mann verloren, dann aber die Geißeln und Verwundeten, die sie bei sich hatten, von einem kleinen Detachement durch tiefen Schnee über den Col de Julien nach Prals bringen ließen. Unterdessen verbrannten die Feinde die Mühle zu Bobi und alle Vorräthe, welche sich dort befanden, damit die Waldenser nie wieder darin einen Zufluchtsort finden könnten. Letztere waren in diesem getrennten Corps nur noch etwa 60 Mann stark, bauten sich einzelne Hütten unter Felsen, wo sie ihre Nahrungsmittel versteckten, und griffen ihre Feinde nur an, wenn günstiger Erfolg zu hoffen war; wie sie denn in dieser Art die Truppen in ihren Verschanzungen zu Sibau bei Bobi in der Nacht überfielen und 34 Mann tödteten, während der noch junge Offizier mit Mehreren nicht ohne Lebensgefahr vom Berge hinabsprang, und einer seiner Gefährten in einem Baume hängen blieb.

Nun zogen sich die Waldenser nach Aignille, um den Col de Julien zu halten; aber die Herzoglichen Truppen rückten in solcher Anzahl von Bobi aus heran, daß die Thalleute, nachdem sie zweimal vergeblich zu ihren

Brüdern im Thale St. Martin, die dort in der Zahl von 400 bis 500 beisammen waren, gesandt hatten, ihre Hütten verließen. Die Truppen fanden Brod, Kastanien und andere Lebensmittel, auch das Tagebuch eines Waldensers bis zum 17. October, der Student in Genf gewesen war und sich seinen Glaubensgenossen angeschlossen hatte. Dieses Tagebuch kam von Turin auf unbekanntem Wege nach Genf, und brachte zuerst die Nachricht von den Thaten und Leiden der Waldenser nach der Schweiz.

Ueber die steilsten Berge, auf Wegen, vor deren Anblick ein Jeder bei ruhiger Betrachtung zittert, entflohen diese Waldenser ihren Feinden, immer in der Nacht marschirend, während sie doch bisweilen durch herabrollende Steine den überall sie umgebenden Truppen verrathen wurden. — Ohne Hauptmann und Führer, faßten sie keinen einmüthigen Entschluß; ein Theil ging nach Angrogne, ein anderer nach dem Thale St. Martin zu. Wo sie auf Feinde stießen, vertheidigten sie sich, ausgehungert und ermattet, als Verzweifelte mit Heldenmuth, wie denn zuletzt noch zwölf in einer Felshöhle versteckt, aus der sie lange nicht zu gehen gewagt hatten, um durch Fußtapfen im Schnee sich nicht zu verrathen, gegen 125 Feinde sich wehrten, viele derselben tödteten und endlich glücklich entkamen.

Nach vielen großen Mühseligkeiten und Strapazen, die einzeln aufzuzählen, hier zu weit führen würde, hatten diese versprengten Waldenser das Glück, nach und nach auf Kameraden aus dem Thale St. Martin zu stoßen, und sich mit diesen nach und nach wieder zu ihrem Hauptcorps zurück zu begeben.

Letzteres hatte bisher zwischen Pral und Rodoret sein Lager gehabt. In der zweiten Hälfte des Octobers 1689 aber rückte der Marquis von Parella mit vielen Truppen — ihre Zahl wird auf 12000 angegeben — von la Peyrouse aus vor; eben so kamen Franzosen von Salaberttram in das Thal von Pragelas, deren Macht auf 10000 angegeben wird.

Bei so furchtbarer Feindesanzahl sank den Waldensern theilweis der Muth. Mehrere französische Refugiés, die bisher mit ihnen gekochten, gingen heimlich fort. — Die Thalleute selbst waren uneinig, ob sie sich nach Bobi oder nach Angrogne ziehen sollten. Da trat H. Arnaud auf, hielt ein lautes Gebet, ermahnte sie dringend zur Einigkeit und bewies ihnen, daß es, da der Feind überall die Ebene besetzt habe, unmöglich sei, weder nach Bobi, noch nach Angrogne zu gehen, und daß der einzige Ort, wohin sie sich wenden und wo sie sich besetzen und festsetzen könnten, la Balsille sei, welcher Vorschlag dann einmüthig und mit Beifall angenommen wurde.

Zunächst hielten die Waldenser für nöthwendig, Anstalten zu treffen, nach denen es den Anschein gewänne, als wollten sie ihr bisheriges Lager lange vertheidigen. Sie machten daher Verschanzungen an der Seite, von welcher sie den Feind erwarteten, und nachdem sie solche, so sehr es in der Eil möglich war, erhöht hatten, marschirten sie am 23. October in der Nacht ab, zwei Stunden vor Tagesanbruch, und in einer solchen Finsterniß, daß sie den Führern die weißeste Leinwand, die sie finden konnten, auf die Schultern legten, um sie zu erkennen; außerdem war der Weg, den sie zu nehmen genöthigt waren, mit Abhängen umgeben, so daß sie die größte Mühe

hatten, auf demselben zu bleiben. Dies ging so weit, daß sie oft auf Händen und Füßen kriechen mußten. Die Geißeln, welche bei ihnen waren, sahen in einer solchen Unordnung die beste Gelegenheit, zu entkommen, bestachen ihre Wachen, und entflohen, ohne daß man es gewahr wurde; denn ein Jeder hatte genug mit sich selber zu thun. — Endlich kamen sie in la Balsille an, und faßten den unerschütterlichen Entschluß, hier sich zu setzen; ihre Feinde festen Fußes zu erwarten, und nicht mehr von Berg zu Berg zu klettern, wie sie so oft hatten thun müssen. Sofort fingen sie an sich zu verschanzen, und machten verdeckte Wege, Gräben und Mauern. Ihre Hütten, einige achtzig, gruben sie in die Erde, und umgaben sie mit Rinnen, so daß das Wasser nicht hineinlaufen konnte. H. Arnaud predigte zwei Mal des Sonntags, einmal des Donnerstags, und hielt alle Tage Morgens und Abends das Gebet, wobei Alle demüthig auf den Knieen lagen, das Angesicht zur Erde. Nach dem Morgengebet gingen die dazu Kommandirten zu den Befestigungs-Arbeiten, und machten Einschnitte und Verschanzungen bis zu siebenzehn über einander, die so angelegt waren, daß, im Fall eines Angriffs, sie von einer Verschanzung zur anderen sich vertheidigend bis zur Spitze des Berges sich zurückziehen konnten. Alle Abend zog die Wache auf, und besetzte den Eingang zum Wege nach Balsille, die Brücke und die Mühle. In letzterer fehlte der Mühlstein, welcher, wie zwei Waldenser aus der Gegend von Balsille sagten, vor drei Jahren in den Fluß geworfen sei. Bei näherer Nachsuchung fanden sie denselben, zogen ihn aus dem Germanesque, wo er im Sande vergraben lag, steckten einen Hebebaum durch das



in der Mitte befindliche Loch, und so trugen ihn zwölf Mann zur Mühle, die sie nun in Stand setzten, und welche im Gange blieb, so lange die Waldenser Herren von Balsille waren. Außerdem bedienten sie sich zur Aushülfe noch der eine halbe Meile entfernt liegenden Mühle von Macel.

Als die Feinde nach Rodoret kamen, wunderten sie sich, dort keine Waldenser zu finden. Die Franzosen, unter dem Befehle des Herrn von Ombraye, gingen nach Prals, wo sie die Thalleute vermutheten, verweilten dort einige Tage, und nahmen dann alle festen Plätze im Thale St. Martin ein. Die Herzoglichen Truppen besetzten den Col de Julien. — Nachdem die französischen Truppen den Aufenthalt der Waldenser entdeckt hatten, griffen sie am 29. October 1689 la Balsille an. Sie schickten mehrere Detachements voraus, die zwei Tage im Walde versteckt lagen, und von fortdauerndem Schnee viel litten; am 30. October aber nahmen sie die Brücke von Balsille, verloren dabei jedoch 60 Mann, die Waldenser dagegen keinen der Ihrigen.

Am 31. October, acht Tage nachdem die Thalleute Rodoret verlassen, zogen sich die Franzosen nach Galse und Macel zurück, zerstörten aber die Mühle am letzteren Orte, wobei sie zwei Waldenser tödteten und ihnen die Köpfe abschnitten; einen dritten aber nahmen sie gefangen und zwangen ihn, die Köpfe seiner Kameraden nach Perouse zu tragen, worauf er selbst hingerichtet ward, und mit Heldenmuth und bis zum letzten Athemzuge seinem Glauben treu, den Todesstreich empfing.

Sei es, weil die Jahreszeit das Land ganz unwirthlich machte, oder die Feinde es überdrüssig waren, auf

rauen Felsen sich der Kälte aussetzen; genug, sie verließen bald nach der Zerstörung der Mühle zu Macel diesen Ort, la Gasse, Fontaines, Rodoret und Prals, verwüsteten aber die ganze Gegend, zerstörten alles Getreide und was sie zum Unterhalt der Waldenser geeignet hielten; verbrannten die Häuser und Scheunen, riefen den Waldensern zu, sie möchten nur bis Ostern warten, und verschlangten sich bei Maneigle und Perier.

Monate lang lebten nun die Waldenser wohl verschont in la Balsille. Sie nährten sich von Kohl, Rüben und Getreide. Letzteres hatte größtentheils in der Umgegend nicht gemäht werden können, und hielt sich wunderbar bis im Januar, Februar und später hinaus unter der Schneedecke, so daß die Waldenser zu ihrem Unterhalt es gewinnen konnten. Ihre Anzahl war etwa 400. — Auch einzelne Detachements streiften durch die unbefestigten Gegenden, um Nahrungsmittel zu beschaffen, und mehrmals gingen sie auch in das Thal Pragelas.

Hier verrieth sie der Syndikus des Städtchens Bourset, welcher sie unter der Verheißung, daß er lieber eine Contribution bewilligen, als den Ort den fortdauernden Streifzügen aussetzen wollte, verlockte, sich zur Unterhandlung in die Stadt zu begeben, wo jedoch 200 Franzosen im Hinterhalt lagen, die den Offizier der Waldenser mit mehreren niedermachten. Gegen dieselben Franzosen, die auf einen Hügel weiter vorgerückt waren, sandten die Waldenser aus Balsille darauf ein anderes Detachement, das die Feinde zurücktrieb und 60 tödtete und verwundete. Ein anderer Trupp Waldenser tödtete Ende Januar 1690 auf dem Wege nach Mireboue einen bewaffneten Mann, der mit zwei anderen ging. Bei diesen

finden sie Briefe, aus denen sie erfahren, was es in der Welt Neues gäbe, und Dinge erfuhren, die für ihre Erhaltung von der größten Wichtigkeit waren.

Bald nachher auch kam ein Waldenser, Parander, aus St. Jean, die Schwester eines anderen und noch zwei Waldenser. Parander brachte einen Brief des Ritters Berce-lis, Kommandanten von la Tour, worin dieser einen Waldenser, Puy, dessen Schwager, Mondon, in Turin gefangen war, aufforderte, sich nach Turin zu begeben und seinen Verwandten zu besuchen; er solle freies Geleit haben, welches ihm in bester Form ausgestellt werden sollte. Ferner kamen auch Briefe an H. Arnaud von seinen Verwandten, so auch an andere Waldenser von Freunden und zum Theil bedeutenden Personen, sie möchten sich verlassen auf das Wort des Herzogs, der freies Geleit bewillige, und den Krieg einstellen. Endlich, nachdem solche Korrespondenzen den ganzen März hindurch gewährt hatten, schickte der Marquis von Parella am 17. April Abgeordnete zum Unterhandeln.

Auf die ersten dieser Briefe hatten die Waldenser erwidert, daß sie sich auf lediglich freies Geleit, wenn es ihnen auch vom Herzog versichert werde, nicht einlassen könnten, da sie zu oft durch solche Verheißungen hintergangen worden seien; wollte man ihnen Geißeln geben, so würden sie Bevollmächtigte absenden. Dann hatten sie erklärt, daß auch sie den Krieg haßten; aber ihre Väter hätten seit unvordenklichen Zeiten die Thäler im Besiß gehabt, sie hätten immer treu den Herzogen gedient, die Abgaben bezahlt, wie solche auferlegt worden, gehorcht Allem, was man ihnen befohlen; aber seit einigen Jahren habe man sie von ihren Häusern verjagt, und

irrten sie mit ihren Familien in fernen Ländern umher; man möge es nicht befremdend finden, wenn dieses arme und gehorsame Völkchen so stark den Trieb des Herzens fühle, in die Orte der Geburt zurückzukehren, um das Erbtheil zu bewohnen und zu besitzen, welches die Vorfahren ihnen von jeder Zeit her hinterlassen hätten. Ja, selbst die Vögel, die keine Vernunft hätten, kämen zurück aus weiter Ferne und suchten ihr Nest und ihren alten Wohnsitz. — Aehnliches erklärten sie dem Marquis von Parella auf dessen letzte Unterhandlungs-Versuche. Sie baten ihn, diese Gefinnungen dem Herzog vorzutragen; ihre Absicht sei nicht, Menschenblut zu vergießen, sie wollten nur ihre angeerbten Wohnsitze wieder haben, auf diesen mit ihren Familien friedlich Gott verehren, und, wie früher, gute und treue Unterthanen Seiner Königl. Hoheit des Fürsten sein, den Gott ihnen gegeben habe.

Ehe sie indessen Antwort bekamen, wurden sie auf das heftigste in ihrer Festung Balsille von Catinat's Heere angegriffen, und schien ihnen die Hoffnung eines guten Ausganges danach immer mehr zu schwinden. Am 30. April 1690 nämlich sahen die Waldenser eine Menge Truppen in der Tiefe des Thales heranrücken, welche über den Col du Clapier und Col del Pis herabgekommen waren. Diese hatten lange durch Schnee und über unwegsame Berge marschiren müssen, so daß die Soldaten, halb erfroren, sich gegenseitig in die Arme nahmen, um sich zu erwärmen. Auch hatten diese Truppen viele Leute mit Schaufeln bei sich, die ihnen die Wege durch den Schnee graben mußten.

Die Waldenser nahmen alle Maaßregeln, um sich auf dem befestigten Schlosse zu Balsille zu halten. Dieses Schloß liegt auf einem sehr steilen Felsen, welcher

gleichsam drei Abschnitte hat; oben ist ein Wall, wohinter jede Compagnie sich eine Art von Kaserne in der Erde gemacht hatte. Auf dem Berge selbst befinden sich drei Quellen. Der Aufstieg zu dem Felsen ist sehr schwierig und nur von einer Seite möglich, wo ein kleiner Bach fließt. Gerade an dieser Stelle aber hatte H. Arnaud, wohl einsehend, daß der Angriff nur hier Statt finden könnte, besondere Sorgfalt auf die Befestigungen angewandt; er hatte selbst dort gute Pallisaden eingepflanzt, kleine Brustwehren von trockenem Gemäuer errichtet und Bäume, die eine jede Compagnie aus dem Gehölz heranzohlte, so angebracht, daß die Aeste und Zweige nach der Seite ihrer Feinde, der Stamm und die Wurzeln nach der Seite der Waldenser zu lagen. Diese beschwerten sie mit großen Steinen, so daß immer eine Schicht Bäume und darüber eine Schicht Steine lagen. Dies war nicht leicht zu übersteigen; doch machte das anrückende Heer am 2. Mai 1690 die nöthigen Vorbereitungen zum Angriff. Dragoner kamen zuerst aus dem gegenüber liegenden Gehölz, setzten über den Fluß und stellten sich längs demselben auf. Die Waldenser machten ein so wohl berechnetes Feuer auf sie, daß sehr viele derselben blieben. Einige hundert Mann Savoyischer Truppen hielten sich ruhig auf ihrem Posten, ohne an dem Gefechte Theil zu nehmen. Das Gros der Armee kam nun in die Niederung, und näherte sich den Häusern Balsille's, kehrte aber bald zurück, da sie viel Tode und Verwundete verloren. Da bemerkte ein Ingenieur der französischen Armee mit Ferngläsern von der Höhe herab, wo allein der Angriff des Schlosses zu machen möglich sei. — Die feindlichen Truppen waren 22000 an der Zahl, 10000 Franzosen und 12000 Her-

joglich Savoyische Truppen. Auf Befehl Eatinat's wurden nun 500 Franzosen vom Regiment d'Artois ausgewählt. Diese 500 näherten sich, geschützt durch ein gemeinschaftliches Feuer, dem ersten Bollwerk. Anfangs glaubten sie nur nöthig zu haben, die oben bemerkten Bäume aus ihrer Stelle herauszuziehen, um dann einen gebuhten Weg zu erhalten; aber sie fanden sich sehr getäuscht, denn als sie sich bemühten, die Bäume herauszuziehen, fanden sie diese durch die Belastung mit Steinen unbeweglich und wie angenagelt (cloués). Die Waldenser, als sie bemerkten, daß der Feind mit Zerstörung dieser Bastion nicht zum Ziele kommen konnte, begannen nun mit solcher Gewalt Feuer zu geben, daß sie den größten Theil der Ankämpfenden niederwarfen. Es war ein wahrer Hagel von Kugeln, mit dem die Waldenser die Luft erfüllten; denn die jungen Soldaten wurden hingestellt, um nur immer wieder zu laden, während die anderen abschossen, so daß es ein anhaltendes Feuer gab, welches die Feinde niederstürzte, trotz eines Schnee's, welcher gar nicht nachließ, dessen ungeachtet aber das Pulver nicht versagte.

Als die Waldenser nach einiger Zeit sahen, daß das oben bezeichnete Detachement zum Theil niedergestreckt, der Rest aber in Unordnung gerathen war, gingen sie aus ihren Verschanzungen, verfolgten und hieben Alles in Stücke; einige der Feinde entflohen, wie sie konnten, ohne Hut und Waffen, und brachten an Eatinat, der nach Elos und von da nach Perouse gegangen war, die Nachricht ihrer entschiedenen Niederlage. — Der Kommandeur des Detachements, Oberstlieutenant v. Parat, ward verwundet zwischen zwei Felsen gefunden; mit ihm nahmen die Waldenser noch zwei Sergeanten gefangen, die sie tödteten, weil dieselben zu entfliehen ver-

suchten, und wenn ihnen dies gelungen wäre, sie von der nicht vorzüglichen Verfassung und geringen Anzahl der Thalleute hätten Bericht erstatten können.

Merkwürdig ist, daß an einem so blutigen Tage, an welchem die Franzosen, nach ihrem eigenen Berichte, weit über 200 Mann verloren, kein Waldenser weder verwundet noch getödtet wurde. — Die französischen Truppen zogen sich noch an demselben Tage bis Macel; die piemontesischen, welche nur Beobachter der Tapferkeit der Thalleute gewesen waren, gingen nach la Gasse.

Tages darauf, am 3. Mai 1690, war das erste, was die Waldenser nach gehaltenem Gebete thaten, daß sie den Todten die Köpfe abschnitten und sie auf die Pallisaden pflanzten, den Feinden zum Zeichen, daß sie in keiner Art sie schonen wollten und sich durchaus nicht vor ihnen fürchteten. Herrn von Parat schlugen sie vor, sich zum Verband seiner Wunden einen Chirurgus kommen zu lassen, da der ihrige vor einigen Tagen gestorben war. Er schrieb zu diesem Ende an seinen Chirurgien-Major; das Schreiben schickten die Waldenser durch einen Knaben nach Maneille, wo letzterer den Brief auf einen Stod steckte und nun die in der Nähe befindlichen Franzosen durch Schreien aufmerksam machte, so daß sie auf diese Weise das Schreiben des Hrn. v. Parat fanden. Der Chirurgus kam auch nach Balsille, wo die Waldenser ihn zugleich zur Behandlung ihrer eigenen Kranken benutzten. — In den Taschen der Todten fanden die Thalleute unverständliche lateinische Worte auf Papier theils geschrieben, theils gedruckt, welche als Talismane denen, die sie trugen, das Leben sichern sollten, und welche von dem Inquisitor in Turin autorisirt waren.

Man fand eine ganze Anzahl solcher Zettel in einem Couvert mit der Ueberschrift: Gebet gegen alle Angriffe gottloser und böser Geister (oratio contra omnes tum maleficorum tum daemonum incursus). Darunter stand die Autorisation des Inquisitors von Turin:

(Fr. Bartolomeus Racca de Palermo Inqu. Taurini vidit, permittitque ut imprimatur.)

Solche Zettel waren 3. B.

† Agra † Batome †

oder

Piscina Christus quae nobis sit Cibus Borrus P. 1690

oder

Ecce crucem Domini nostri Jesu Christi, fugite Partes adversae vici leo De tribu Juda radix David.

Allel. Allel. ex S. Anton. Pe Pad. homo natus est

In ea Jesus Maria Franciscus sint mihi salus

u. f. w. u. f. w.

Catinat ließ indessen nach diesem ersten mißlungenen Versuch, die Waldenser auszurotten, die Sache darum nicht ruhen. Ihn selbst forderten die übrigen erhaltenen Aufträge auf, weiter zu marschiren; dagegen übertrug er den ferneren Feldzug gegen die Thalleute dem Herrn von Feuquieres, der acht Tage nach dem Rückzuge mit lediglich französischen Truppen den neuen Angriff gegen die Waldenser unternahm.

Sonabend den 10. Mai 1690, am heiligen Abend des Ostersfestes, rückte die französische Armee vor. Die Waldenser, welche die Vorbereitung zum heiligen Abendmahl begangen hatten, mußten den Empfang desselben selbst aussetzen, um sich zu vertheidigen. Sie zogen alle ausgeschieden Detachements ein, so gut es gehen mochte.



Die Feinde bildeten fünf verschiedene Korps, in denen sie von allen Seiten auf Balsille losgingen. Gegen die Nacht kamen sie an die ersten Häuser und den Fluß, und errichteten dort eine Redoute. Außer einer großen Anzahl von Pionniers, die bei ihnen waren, mußten alle Soldaten, die nicht auf der Wache waren, Fackeln machen. Sobald ein Stück Terrain gewonnen war, verschanzten sie sich auf demselben, und rückten so dem Schlosse näher. Außerdem verdeckten sie sich hinter Säden und Wolle, damit die Kugeln sie nicht trafen. Nach einigen Tagen bedienten sie sich eines Sprachrohrs, und forderten die Waldenser zur Kapitulation auf; sie pflanzten am Fuße des Schlosses die weiße Fahne auf, und erklärten dem abgeschickten Waldenser, wie sie sich wundern müßten, daß so wenige Leute es wagten, einem so großen Könige, als der König von Frankreich sei, den Krieg zu machen. Wenn sie ihren Posten verlassen und Pässe nehmen wollten, um zurück zu gehen, so würde man ihnen diese geben, und außerdem einem Jeden 500 Louisd'or. Zugleich benutzten die Franzosen diese Zeit der Unterhandlung, um Lebensmittel und Medikamente dem Oberstlieutenant von Parat zuzufenden, den die Waldenser in den zweiten Raum des Schlosses brachten, damit er mehr in Sicherheit wäre. Der Herr von Parat ließ den Kommandeur Herrn von Feuquieres wissen, daß es nicht des Geldes bedürfe, um ihm die Freiheit zu verschaffen; daß er vielmehr letztere nur erhalten würde, wenn folgende vier gefangene Waldenser: Moutou und Bostie, Prediger, Malonot, Chirurg, und Martines, Waffenschmidt, freigegeben würden, und bat, daß Herr von Feuquieres deshalb sich bei dem Herzog von

Savoyen verwenden möge. Herr von Feuquieres aber ließ den Waldensern in mehreren Erklärungen eröffnen, daß eine Auswechselung für Herrn von Parat nicht Statt finden, vielmehr nur von Geldzahlung für ihn die Rede sein könne, daß die Thalleute das Aeußerste vermeiden möchten, indem er Befehl habe, diese Unternehmung nicht aufzugeben, bis sie ganz zu Ende sei; sie möchten sich dem Könige von Frankreich oder der Madame Royale, der Herzogin Königl. Hoheit, einer französischen Prinzessin, (die Franzosen sprachen immer nur von dieser, nie vom Herzog), ergeben; sie möchten sich in die Schweiz zurückziehen, um nicht länger durch Entbehrungen aller Art zu leiden, und jetzt noch die vortheilhaften Bedingungen annehmen, die man ihnen biete, da es hierzu nicht mehr Zeit sein würde, sobald der erste Kanonenschuß gefallen wäre.

Die Waldenser antworteten auf diese Eröffnungen, daß sie keine Unterthanen des Königs von Frankreich seien, und daß, da dieser Monarch nicht Herr dieses Landes sei, sie auch auf keinen Traktat mit einem Herrn des französischen Heeres eingehen könnten; da sie sich jetzt in den Erbtheilen befänden, welche ihre Väter ihnen seit ältester Zeit her zurückgelassen hätten, so hofften sie mit Hülfe des Gottes, der der Gott der Heerschaaren sei, darin zu leben und zu sterben, und wenn ihrer nur zehn übrig blieben. Wenn der Kanonendonner ertönte, so würden ihre Felsen darüber nicht erschrecken, und wollten sie die Schüsse erwarten. — Herr von Feuquieres ließ nun auf den Berg Guinivert ein Kanon auffahren, und eine weiße, bald darauf eine rothe Fahne aufpflanzen, zum Zeichen, daß, wenn die Waldenser sich nun nicht ergäben, sie keinen Pardon zu hoffen hätten, sobald der

erste Kanonenschuß gefallen wäre. Da alle diese Vorbereitungen aber die Waldenser nicht wartend machten, so ordnete Herr von Feuquieres einen allgemeinen Sturm an.

Am 13. Mai schickte er kleinere Detachements an den Fluß, welche die Waldenser beschäftigten, während die Franzosen an anderen Stellen mit Kanonen vorrückten, von denen zwei bald eins der Vorderwerke der Waldenser in Grund schossen.

Der 14. Mai war der Tag des großen Angriffs. Vom frühen Morgen an feuerte das grobe Geschütz, so daß die Waldenser schon am Vormittage an 114 Schüsse zählten, welche die Verschanzungen der Thalleute, die nur vor Musketen schützten, bald zerstörten. Nun gingen die Franzosen von drei Seiten im Sturmschritt mit lebhaftem Kleingewehrfeuer vorwärts. Die Ungegriffenen verließen die untere Gegend, und zogen sich auf den höheren Theil des Schlosses zurück. — Sie hatten dem Oberstlieutenant von Parat eröffnet, daß, wenn sie gedrängt würden, sie ihn tödten müßten, worauf er erwiderte, er vergebe ihnen seinen Tod. Da jetzt ihn seine Wache verließ, schoß ihn einer der letzten abziehenden Waldenser mit einem Pistol durch den Kopf. Während die anrückenden Franzosen in jedem Posten und jeder Hütte, welche die Waldenser verlassen hatten, Alles durchsuchten, dachten diese, immer zurückweichend, nur auf Mittel, davon zu kommen. Einer ihrer Offiziere, Poulat, aus der Gegend selbst und diese genau kennend, versprach, sie zu führen. Er hatte genau sich gemerkt, wo die Posten der Feinde standen. Durch eine einzige Schlucht und einen furchtbaren Abgrund war es möglich, zu entkommen. Von einem dicken Nebel begünstigt, der die Waldenser ihren Feinden verbarg, ging

Poulat

Poulat still voran, und stieg zuerst in die Schlucht. Den Abgrund hinunter rutschten sie sitzend, oder krochen auf den Knien, sich an den Zweigen der Bäume haltend und von Zeit zu Zeit ausruhend. Die Vordersten tappten mit Händen und Füßen, um zu wissen, ob sie festen Grund unter sich hatten. Dann ordnete Poulat an, daß ein Jeder die Schuhe ausziehe, theils um leiser zu gehen, theils um besser fühlen zu können, ob da, wo sie den Fuß hinsetzten, etwas unter ihnen wäre, welches sie halten und tragen konnte. In diesem Zustande schlichen sie dicht bei den französischen Wachen vorbei, und doch hätte beinahe ein hinabfallender Kessel sie verrathen, der, über Steine rollend, Getöse verursachte. Die Schildwacht rief: *qui vive?* Da der Kessel — bemerkt hier H. Arnaud — aber nicht, wie der des Drakels zu Doudona, Antwort gab, so glaubte die Schildwacht sich geirrt zu haben, und wiederholte den Anruf nicht. Hierauf kletterten die Waldenser auf den Berg Guignevert, und zogen sich früh Morgens am 15. Mai nach Salse zu.

Jetzt erst wurden sie von den Franzosen bemerkt. — Als diese auf Balsille ankamen, fanden sie die Leiche des Oberstlieutenants von Parat noch warm, die Waldenser aber entflohen. Am Morgen des 15. Mai schickten die Franzosen sogleich Truppen zu ihrer Verfolgung nach; die Thalleute aber, welche einen Vorsprung hatten, zogen sich am 15. und 16. über Rodoret und Prals nach Fayet, und ließen in der Nähe von Prals in einem kleinen Thale ihre Verwundeten zurück mit dem Chirurgus des Oberstlieutenants von Parat, welchen sie den leicht Verwundeten zur Bewachung übergaben. — Da die Feinde immer in ihrer Nähe waren, so marschirten sie nur während des häufigen Nebels,

und warfen sich oft platt zur Erde, wenn sie besorgten, von den Feinden auf nahe liegenden Bergen bemerkt zu werden.

Am 17. Mai gingen sie nach Rioclarret, bemerkten aber, daß die Franzosen ihnen auf dem Fuße folgten und schon in Pouet waren. Ohne Aufenthalt gingen sie daher nach Pramiol. Hier hatten sie bei dem Dorfe la Rua ein Gefecht, worin der Kommandeur de Bignaur von ihnen gefangen genommen wurde, von dem sie erfuhren, daß der Herzog von Savoyen nur noch drei Tage Bedenkzeit habe, ob er bei Frankreich verbleiben, oder mit den gegen Ludwig XIV. verbündeten Mächten sich vereinigen wolle. Aber schon Sonntag den 18. Mai 1690 kamen ihnen, als sie die Berge von Angrogne besteigen wollten, Parander und Bertin als Abgesandte des Barons von Palavicin entgegen, und kündigte ihnen den Frieden von Seiten des Herzogs von Savoyen an, welche Nachricht ihnen in Pra del Torn, wohin sie sich begaben, von Seiten des Chevaliers de Verceilis, Kommandanten des Forts la Tour, bestätigt wurde.

Drei hundert sieben und sechzig Waldenser waren im Anfang Mai in Balsille zusammen gewesen. Bei ihrem Rückzuge aus dieser Feste hatten sie noch mehrere Mann verloren, und es war also bei Beendigung der Unternehmung als Korps kaum noch die Hälfte von denen zusammen, welche unter Arnaud's Anführung am 17. August 1689 in das savoyische Gebiet eingetreten waren. — Bobi ward diesem übrig gebliebenen Korps als Aufenthalt angewiesen; sie erhielten dort Verpflegung und Unterhalt, und machten von dort aus mehrere Züge gegen die Franzosen. Die gefangenen Waldenser und die, welche versprengt worden, oder sonst abgekommen waren, fanden

sich nach und nach wieder zu dem Hauptkorps zusammen, wie z. B. am 3. Juni 60 zu ihnen stießen, allerdings aber auch die bedeutendste Abtheilung. — Andere kamen einzeln, deren mehrere lange Zeit in den Bergen sich versteckt gehalten und zum Theil schwere Schicksale ausgestanden hatten; wie denn H. Arnaud von Einem erzählt, der, von Hunger gequält, einen jungen Wolf erlegt und diesen fast ganz roh verzehrt habe.

Nachdem der Friede mit dem Herzog bekannt gemacht war, traten Viele, die in den früheren Verfolgungen katholisch geworden, wieder zu ihnen über; wie z. B. am 22. Juni die sämtlichen Einwohner von la Tour.

Auch bestätigte H. Arnaud selbst nunmehr den Waldensern die günstigen Gesinnungen ihres Landesfürsten, der ihnen freie Religionsübung wohlwollend zugestand.

Der Capitain Friquet hatte nämlich mit 9 Waldensern im Thal Pragelas einen französischen Courier aufgesangen, dessen Gefelleisen Friquet, ein Major Odin und Arnaud erst zum kommandirenden Offizier, dem Baron von Palavicin, und von da an den Herzog selbst brachten. — Hier erfuhren sie die gütigen Gesinnungen des Herzogs, der, als er den gefangenen Waldensern die Freiheit gegeben, zu ihnen sagte: „Ihr habt nur einem Gott und einem Fürsten zu dienen. Dient Gott und Eurem Fürsten treu. Bisher waren wir Feinde. Künftig müssen wir gute Freunde sein. Andere sind Ursache Eures Unglücks gewesen. Wenn Ihr aber, wie Ihr sollt, Euer Leben für meinen Dienst wagt, so werde ich auch das meinige für Euch wagen, und so lange ich noch ein Stück Brod habe, sollt Ihr Theil daran nehmen.“

So weit H. Arnaud.

Ludwig XIV. hatte von dem Herzog von Savoyen schon seit längerer Zeit eine gänzliche Abhängigkeit gefordert. Im Jahre 1690 rückte der Feldmarschall Catinat in Piemont ein, und verlangte die Uebergabe der Festung Verrua und der Citadelle von Turin. Insbesondere letztere entehrende Bedingung wollte Victor Amadeus nicht eingehen; er schrieb deshalb an den König, schrieb auch schon vorher, am 24. Januar 1690, an den Herzog von Orleans, seinen Schwiegervater, und sagt in diesem Briefe, in welchem er aus einander setzt, wie ergeben er dem König Ludwig XIV. immer gewesen sei, und welche Bedrückungen er von ihm erfahren, Folgendes auch in Bezug auf die Waldenser:

„Was habe ich jemals dem Könige gethan, als ihm in allen möglichen Fällen, so er von mir verlangt, zu dienen? Habe ich nicht das Lucerner Thal gegen mein Interesse und alle Grundregeln der wahren Staatskunst seinem Willen aufgeopfert? und dieses hat mir den Haß aller reformirten Mächte und aller mächtigen Bundesgenossen zugezogen!“

Ludwig XIV. beharrte auf seiner Forderung. Da schloß Victor Amadeus am 4. Juni 1690 ein Schutz- und Trug-Bündniß mit dem deutschen Kaiser Leopold gegen Frankreich, in dessen §. 6. ausdrücklich bemerkt ist: „Ueber diesem verspricht S. Majestät der Kaiser, es dahin zu dirigiren, daß die Thal-Leute und Französischen Flüchtlinge, nebst den 8000 Mann, welche der Spanische Ambassadeur, der Marquis de Borgomanero, zur assistance zugesagt, mit Rath und auff Befehl S. Kön. Hoheit agiren sollen.“

Noch an demselben Tage, den 4. Juni 1690, gab

der Herzog allgemein den Befehl, die Waldenser und andere geflüchtete französische Evangelische ungehindert nach den Thälern von Lucern u. passiren zu lassen; auch wurden alle gefangene Waldenser von der Citadelle, den Galeren und sonst losgelassen, und ihnen Freiheit gegeben, wieder in ihre Thäler zurückzukehren.

Er schickte eine allgemeine Amnestie und Pässe an alle Waldenser im Auslande, und lud sie ein, in ihr Vaterland zurückzukehren, gab auch mehreren geradezu Befehl, die Waffen gegen die Franzosen zu wenden, welche sie als ihre wahren Verfolger und als die eigentlichen Urheber ihrer Leiden betrachten sollten. Er ließ alle Waldenser, die noch in Turin gefangen waren, vor sich führen, sagte ihnen, daß er von ihrem Elend gerührt sei, und befahl in ihrer Gegenwart, daß man sie kleide und mit allem Nöthigen versehe. Er entschuldigte sich sogar, daß er sie so hart behandelt habe, und warf alle Schuld auf den König von Frankreich, als den wahren Urheber alles dessen, was ihnen begegnet sei. — Da die Anzahl der Waldenser sich sehr verringert hatte, so daß in Piemont kaum noch 2000 vorhanden waren, so erklärte der Herzog von Savoyen, daß alle französische Refugeés, welche kommen wollten, in den Thälern zu wohnen und sich mit den Waldensern zu vereinigen, es thun möchten, und daß er sie unter seinen Schutz nehme; auch ertheilte er ihnen die nöthigen Pässe. Gleichzeitig befahl er, daß, so wie sie in Savoyen ankamen, man ihnen sowohl, als den französischen Refugeés Waffen und was ihnen sonst nöthig, reichen sollte.

Den 5. Juni 1690 kleidete sich Victor Amadeus in Schlarlach, welches bei den Herzögen von Savoyen Krieg



Ludwig XIV. hatte von dem Herzog von Savoyen schon seit längerer Zeit eine gänzliche Abhängigkeit gefordert. Im Jahre 1690 rückte der Feldmarschall Catinat in Piemont ein, und verlangte die Uebergabe der Festung Berrua und der Citadelle von Turin. Insbesondere letztere entehrende Bedingung wollte Victor Amadeus nicht eingehen; er schrieb deshalb an den König, schrieb auch schon vorher, am 24. Januar 1690, an den Herzog von Orleans, seinen Schwiegervater, und sagt in diesem Briefe, in welchem er aus einander setzt, wie ergeben er dem König Ludwig XIV. immer gewesen sei, und welche Bedrückungen er von ihm erfahren, Folgendes auch in Bezug auf die Waldenser:

„Was habe ich jemals dem Könige gethan, als ihm in allen möglichen Fällen, so er von mir verlangt, zu dienen? Habe ich nicht das Lucerner Thal gegen mein Interesse und alle Grundregeln der wahren Staatskunst seinem Willen aufgeopfert? und dieses hat mir den Haß aller reformirten Mächte und aller mächtigen Bundesgenossen zugezogen!“

Ludwig XIV. beharrte auf seiner Forderung. Da schloß Victor Amadeus am 4. Juni 1690 ein Schuß- und Trug-Bündniß mit dem deutschen Kaiser Leopold gegen Frankreich, in dessen §. 6. ausdrücklich bemerkt ist: „Ueber diesem verspricht S. Majestät der Kaiser, es dahin zu dirigiren, daß die Thal-Leute und Französischen Flüchtlinge, nebst den 8000 Mann, welche der Spanische Ambassadeur, der Marquis de Borgomanero, zur assistance zugesagt, mit Rath und auff Befehl S. Kön. Hoheit agiren sollen.“

Noch an demselben Tage, den 4. Juni 1690, gab

der Herzog allgemein den Befehl, die Waldenser und andere geflüchtete französische Evangelische ungehindert nach den Thälern von Lucern u. passiren zu lassen; auch wurden alle gefangene Waldenser von der Citadelle, den Barracken und sonst losgelassen, und ihnen Freiheit gegeben, wieder in ihre Thäler zurückzukehren.

Er schickte eine allgemeine Amnestie und Pässe an alle Waldenser im Auslande, und lud sie ein, in ihr Vaterland zurückzukehren, gab auch mehreren geradezu Befehl, die Waffen gegen die Franzosen zu wenden, welche sie als ihre wahren Verfolger und als die eigentlichen Urheber ihrer Leiden betrachten sollten. Er ließ alle Waldenser, die noch in Turin gefangen waren, vor sich führen, sagte ihnen, daß er von ihrem Elend gerührt sei, und befahl in ihrer Gegenwart, daß man sie Kleide und mit allem Nöthigen versehe. Er entschuldigte sich sogar, daß er sie so hart behandelt habe, und warf alle Schuld auf den König von Frankreich, als den wahren Urheber alles dessen, was ihnen begegnet sei. — Da die Anzahl der Waldenser sich sehr verringert hatte, so daß in Piemont kaum noch 2000 vorhanden waren, so erklärte der Herzog von Savoyen, daß alle französische Réfugiés, welche kommen wollten, in den Thälern zu wohnen und sich mit den Waldensern zu vereinigen, es thun möchten, und daß er sie unter seinen Schuß nehme; auch erteilte er ihnen die nöthigen Pässe. Gleichzeitig befahl er, daß, so wie sie in Savoyen ankamen, man ihnen sowohl, als den französischen Réfugiés Waffen und was ihnen sonst nöthig, reichen sollte.

Den 5. Juni 1690 kleidete sich Victor Amadeus in Scharlach, welches bei den Herzögen von Savoyen Krieg

bedeutete, ließ das Schweißtuch des Heilandes, welches als besonderes Heiligthum in Savoyen bewahrt wird, aufhängen, kommunizirte vor demselben öffentlich im Dom, und ließ dann unter dem Schall der Trompeten den Krieg wider Frankreich öffentlich erklären.

Die Geschichte des Krieges selbst gehört nicht hierher. Catinat führte das französische Heer gegen Savoyen; er siegte bei Staffarda, unweit Saluzzo, am 18. August 1690, bei Marfaglia am 4. October 1693; doch verloren auch die Franzosen in manchen Gefechten. Ehe noch Spanien, Holland und Deutschland durch den Ryswicker Frieden mit Frankreich sich einigten, schloß Victor Amadeus II. mit Ludwig XIV. am 29. August 1696 einen Separat-Frieden unter günstigen Bedingungen. Nähere Erwähnung aber erfordert, welchen Antheil an diesen Kriegereignissen die Waldenser nahmen; zumal sie dadurch auch ganz in ihre früheren Rechte wieder eingesetzt wurden.

Im Juli 1690 kamen noch 1200 geflüchtete Waldenser in die Thäler. Der Herzog organisirte sie in Regimenter, und gab ihnen eine Fahne mit der Inschrift: „*Patientia laesa fit furor.*“ (Verletzte Geduld wird Wuth.)

Schon am 8. August 1690 und an den folgenden Tagen hatten sie heftige Gefechte bei Bubiana mit den Franzosen, in denen sie gleich Anfangs die Feinde mit solchem Ungestüm angriffen, daß sie alles Gepäc von sich warfen, um nur rascher eindringen zu können. Sie siegten entschieden, wenn gleich sie selbst nicht unerhebliche Verluste erlitten; unter andern blieb ein Lieutenant de Baldfeuere, der, wenn gleich 60 Jahre alt, doch Wunder der Tapferkeit gethan hatte.

sammt allen darin gesetzten Geld- und Leibesstrafen, Sätzen, Ordonnangen, Akten und zur Ausführung derselben ergangenen Befehlen; dergestalt, daß erwähnte Edikte künftig als null und nichtig, gleich als wären sie nie an den Tag gekommen, angesehen und gehalten werden sollten.

Der Herzog ertheile hiermit gedachten Evangelischen völlige Gnade, nebst vollkommener Verzeihung aller Uebertretungen jener Edikte, und aller dagegen von ihnen begangenen Excesse, von was Art und Natur sie immer, und wie groß und schwer sie auch sein mögen, sammt allen, sowohl im Allgemeinen, als insbesondere darauf gesetzten Strafen.

Der Herzog restituire hiermit und setze die gedachten Evangelischen wieder in ihre vorige Ehre und Gnade, wie sie vor jenen Edikten gewesen; bestimme auch, daß alle und jede derselben, so noch etwa gefangen sein möchten, ihrer Gefangenschaft ungesäumt entlassen würden; ferner, daß alle Kinder, ohne Ansehung des Alters oder Geschlechts, an welchem Ort sie in den savoyischen Landen sich aufhalten möchten, ohne alle Unkosten sofort auf freien Fuß gestellt werden sollten, damit sie sammt ihren Aeltern sich in die Thäler begeben, und ihre Religion ungehindert und ohne irgend eine Beunruhigung bekennen und treiben mögen; auch sollten die Waldenser wegen ihres Gottesdienstes und dessen abgenöthigter Abschwörung, wenn sie von ihnen oder ihren Vorfahren geschehen sei, in keinerlei Art beunruhigt oder beschwert werden.

Der Herzog verbietet ferner in diesem Edikt Jedermann, die Waldenser in irgend einer Art an der Rück-

England in seiner *Histoire de la glorieuse rentrée des Vaudois dans leurs vallées* ausdrücklich anführt, daß damals noch Waldenser — seit jener Zeit 20 Jahre — der Religion wegen auf den Galeeren die Ketten trügen.

Im Jahre 1692 marschirten die Waldenser mit dem Korps des Marschalls von Schomberg durch das Lucerner Thal auf Miraboue, gingen dann mit der übrigen savoyischen Armee zur Belagerung von Embrun in Dauphiné, und besetzten im Herbst, als die übrigen Truppen in die Winterquartiere gerückt waren, die Gränzen und sonst gefährlichen Punkte.

Auch im Feldzuge des Jahres 1693 zeichneten sich die Waldenser in der Armee des Herzogs von Savoyen durch Tapferkeit aus, so daß Victor Amadeus II., in Anerkennung ihrer Unterthanentreue und ihrer ausgezeichneten Kriegesthaten, sich bewogen fand, durch ein Edikt vom 23. Mai 1694 sie in alle ihre früheren Rechte wieder einzusetzen und ihnen volle Religions- und Gewissensfreiheit wieder zuzugestehen.

Der Herzog beginnt dies Edikt damit, daß er auf mehrmalig wiederholtes inständiges Ansuchen einer fremden Macht im Jahre 1686 gezwungen worden sei, die Edikte vom 31. Januar und 9. April 1686 gegen seine getrennen Unterthanen und Religionarien in den Thälern Lucern, Perouse und St. Martin zu erlassen; daß er aber jetzt, in Anerkennung der vielfältigen Proben ihrer Treue und tapferen Dienste, und in Erwägung der Verwendungen Großbritanniens und der Generalstaaten, sie wieder zu Gnaden auf- und annehmen wolle. Kraft seiner souverainen Autorität widerrufe er daher hiermit obgedachte Edikte vom 31. Januar und 9. April 1686,

greife, auch der Papst in früheren gleichen Verhältnissen, wie z. B. im Jahre 1655, solche Einmischung sich nicht erlaubt habe. — Der Herzog ließ hierauf das Dekret des Papstes von seinem Senat untersuchen. Dieser erkannte dasselbe für unrechtmäßig, worauf ein Dekret publizirt ward, nach welchem jene päpstliche Bestimmung für null und nichtig erklärt und bei Leib- und Lebensstrafe verboten ward, solches irgendwo in den savoyischen Landen anzuschlagen, wogegen das zu Gunsten der Waldenser erlassene Edikt in allen Punkten und Klauseln von neuem bestätigt wurde. Dennoch publizirte der Abt von Pignerol das Dekret des Papstes, worauf aber Herzog Victor Amadeus dem Papste erklären ließ, daß er alle Bischöfe und Geistliche, die jenes römische Inquisitions-Edikt bekannt machten, aus seinem Lande verweisen würde. Hierauf ertheilte der Papst seinem Nuntius in Turin Befehl, das Edikt vom 19. August 1694 zurückzuhalten und nicht zu publiziren, wonach denn das zu Gunsten der Waldenser erlassene Edikt ohne weiteren Anstoß zur Ausführung kam.

k) Rückkehr der in das Brandenburgische gewanderten Waldenser.

Auf die im vorigen Abschnitt näher angeführte Anzeige der evangelischen Eidgenossen der Schweiz vom 24. August 1689 über den Versuch der Waldenser, in ihre Heimath zurückzukehren, und die Gefangennehmung eines Theils der Thalleute im Kanton Uri, antwortete Kurfürst Friedrich III. von Brandenburg unterm 8. (18.) Sept. 1689 von dem Kreuzberge vor Bonn, daß es auch ihm am zweckmäßigsten geschienen, wenn die Waldenser an den

Orten, die ihnen als Asyl eröffnet, geblieben, und nach Piemont zurückzukehren, nicht versucht hätten. „Wenn Wir aber auch an der anderen Seite konsidiren“, fährt er fort, „wie alle Menschen die Begierde, sich in Ihrem Vaterlande und an dehnem Orten, woselbst Sie und Ihr Vorfahren von so langen Jahren hehr gewohnt, auch ferner zu maintainiren, gleichsam von der Natur selbst eingepflanzt, diese arme Leute auch mit großer Gewalt und ohne einzig Ihr Verschulden aus dem Ihrigen verstoßen worden, so finden Wir dieses Ihr Verfahren so beschaffen, daß, wann selbiges nicht gar excusiret werden kann, jedoch billig darunter einige Commiseration und christliches Mitleyden mit Ihnen zu tragen ist. — Wir hätten auch deshalb wohl wünschen mögen, daß in dem löbl. Canton Uri hierauf etwas mehrere Reflexion genommen, und die in demselben aufgefangene Piemonteser zwar angehalten und desarmirt, aber nicht dergestalt, wie geschehen, in die Gewalt Ihrer Feinde hingegeben worden wehren, zumalen leicht zu erachten, daß dieselbe einen gar betrübten proces mit Ihnen halten, und Sie entweder durch des Henckers Hand elendiglich hinrichten, oder, welches noch mehr zu beklagen wehre, durch die bekannte und bishehr nur gar zu sehr hin und wieder gebrauchte Qual und Marter zum Abfall und Verleugnung der Evangelischen Wahrheit zwingen werden.“

Er ermahnt die evangelischen Kantons, gegen diese Glaubensgenossen die bisherige Sorgfalt zu üben, und sowohl den in Uri gefangenen, als insonderheit den übrigen Waldensern, welche nach Piemont zurückkehren wollen, zulängliche Hülfsmittel und Officia zu gewähren, „wodurch diese arme Leuthe gerettet, und von ihrem

äußersten Verderb und untergangt befreuet werden mögen.“

Als nun den Waldensern, wie oben erzählt worden, nachher wirklich gelang, in ihre früheren Wohnsitze wieder zurückzukehren, erlaubte Kurfürst Friedrich III. den in seinen Landen befindlichen Waldensern, so viel Opfer aller Art deren Etablissement auch gekostet, gleichfalls nach Piemont zurückzugehen.

Die vor Bonn stehende Kompagnie marschirte von dort ab; außerdem gestattete Friedrich III., daß eine zweite Kompagnie, die 102 Mann stark angegeben wird, unter einem Hauptmann Garrafin, der zu den französischen Refugiés gehörte, sich bildete. — In den von der königlichen Bibliothek mitgetheilten Papieren aus von Spanheim's Nachlaß findet sich der Befehl des Kurfürsten vom 7. (17.) April 1690 aus Königsberg i. Pr. an die Amtsräthe Merian und Willmann wörtlich: „Hiermit ergeht Unser gnädigster Befehl an Euch, daß Ihr alle diejenigen Piemonteser, welche wegzugehen Lust haben und Krigsdienste zu thun capabel seyn, erlassen sollet.“

Aus v. Spanheim's nachgelassenen Papieren geht auch hervor, daß dieser Kompagnie viele französische Refugiés sich angeschlossen, um mit ihnen in dem Kriege in Piemont zu dienen.

Nach einer Verfügung vom 18. (28.) August 1690 aus dem Hauptquartier zu Halle in Brabant, bestimmte der Kurfürst, daß diese Kompagnie, jetzt in Berlin, noch auf einen Monat Gehalt und Verpflegung erhalten solle, „und hernachmals soll solches Geldt sechs Monath lang nachgesandt werden: Was zum Behueff Ihres Gewehres von nöhten, da sollen auß Unserm dortigen Zeughause



Orten, die Ihnen als Asyl eröffnet, geblieben, und nach Piemont zurückzukehren, nicht versucht hätten. „Wenn Wir aber auch an der anderen Seite consideriren“, fährt er fort, „wie alle Menschen die Begierde, sich in Ihrem Vaterlande und an dehn Orten, woselbst Sie und Ihre Vorfahren von so langen Jahren hehr gewohnt, auch ferner zu maintainiren, gleichsam von der Natur selbst eingepflanzt, diese arme Leute auch mit großer Gewalt und ohne einzig Ihr Verschulden aus dem Ihrigen verstoßen worden, so finden Wir dieses Ihr Verfahren so beschaffen, daß, wann selbiges nicht gar excusiret werden kann, jedoch billig darunter einige Commiseration und christliches Mitlendn mit Ihnen zu tragen ist. — Wir hätten auch deshalb woll wünschen mögen, daß in dem löbl. Canton Uri hierauf etwas mehrere Reflexion genommen, und die in demselben aufgefangene Piemonteser zwar angehalten und defarmirt, aber nicht dergestalt, wie geschehen, in die Gewalt Ihrer Feinde hingegeben worden wehren, zumalen leicht zu erachten, daß dieselbe einen gar betrübten proces mit Ihnen halten, und Sie entweder durch des Henckers Hand elendiglich hinrichten, oder, welches noch mehr zu beklagen wehre, durch die bekannte und bishehr nur gar zu sehr hin und wieder gebrauchte Qual und Marter zum Abfall und Verleugnung der Evangelischen Waarheit zwingen werden.“

Er ermahnt die evangelischen Kantons, gegen diese Glaubensgenossen die bisherige Sorgfalt zu üben, und sowohl den in Uri gefangenen, als insonderheit den übrigen Waldensern, welche nach Piemont zurückkehren wollen, zulängliche Hülfsmittel und Officia zu gewähren, „wodurch diese arme Leute gerettet, und von ihrem

äußersten Verderb und untergange befreyet werden mögen.“

Als nun den Waldensern, wie oben erzählt worden, nachher wirklich gelang, in ihre früheren Wohnsitze wieder zurückzukehren, erlaubte Kurfürst Friedrich III. den in seinen Landen befindlichen Waldensern, so viel Opfer aller Art deren Etablissement auch gekostet, gleichfalls nach Piemont zurückzugehen.

Die vor Bonn stehende Kompagnie marschirte von dort ab; außerdem gestattete Friedrich III., daß eine zweite Kompagnie, die 102 Mann stark angegeben wird, unter einem Hauptmann Garrafin, der zu den französischen Réfugiés gehörte, sich bildete. — In den von der königlichen Bibliothek mitgetheilten Papieren aus von Spanheim's Nachlaß findet sich der Befehl des Kurfürsten vom 7. (17.) April 1690 aus Königsberg i. Pr. an die Amtsräthe Merian und Willmann wörtlich: „Hiermit ergeht Unser gnädigster Befehl an Euch, daß Ihr alle diejenigen Piemonteser, welche wegzugehen Lust haben und Kriegsdienste zu thun capabel seyn, erlassen sollet.“

Aus v. Spanheim's nachgelassenen Papieren geht auch hervor, daß dieser Kompagnie viele französische Réfugiés sich angeschlossen, um mit ihnen in dem Kriege in Piemont zu dienen.

Nach einer Verfügung vom 18. (28.) August 1690 aus dem Hauptquartier zu Halle in Brabant, bestimmte der Kurfürst, daß diese Kompagnie, jetzt in Berlin, noch auf einen Monat Gehalt und Verpflegung erhalten solle, „und hernachmals soll solches Geldt sechs Monath lang nachgesandt werden: Was zum Behueff Ihres Gewehres von nöhten, da sollen auß Unserm dortigen Zeughause

Orten, die ihnen als Asyl eröffnet, geblieben, und nach Piemont zurückzukehren, nicht versucht hätten. „Wenn Wir aber auch an der anderen Seite konsideriren“, fährt er fort, „wie alle Menschen die Begierde, sich in Ihrem Vaterlande und an dehnem Orten, woselbst Sie und Ihre Vorfahren von so langen Jahren hehr gewöhnt, auch ferner zu maintainiren, gleichsam von der Natur selbst eingepflanzt, diese arme Leute auch mit großer Gewalt und ohne einzig Ihr Verschulden aus dem Ihrigen verstoßen worden, so finden Wir dieses Ihr Verfahren so beschaffen, daß, wann selbiges nicht gar excusiret werden kann, jedoch billig darunter einige Commiseration und christliches Mitleyden mit Ihnen zu tragen ist. — Wir hätten auch deshalb wohl wünschen mögen, daß in dem löbl. Canton Uri hierauf etwas mehrere Reflexion genommen, und die in demselben aufgefangene Piemontese zwar angehalten und desarmirt, aber nicht dergestalt, wie geschehen, in die Gewalt Ihrer Feinde hingegeben worden wehren, zumalen leicht zu erachten, daß dieselbe einen gar betrübten proces mit Ihnen halten, und Sie entweder durch des Henckers Hand elendiglich hinrichten, oder, welches noch mehr zu beklagen wehre, durch die bekannte und bishehr nur gar zu sehr hin und wieder gebrauchte Qual und Marter zum Abfall und Verleugnung der Evangelischen Waarheit zwingen werden.“

Er ermahnt die evangelischen Kantons, gegen diese Glaubensgenossen die bisherige Sorgfalt zu üben, und sowohl den in Uri gefangenen, als insonderheit den übrigen Waldensern, welche nach Piemont zurückkehren wollen, zulängliche Hülfsmittel und Officia zu gewähren, „wodurch diese arme Leuthe gerettet, und von ihrem

äußersten Verderb und untergange befreuet werden mögen.“

Als nun den Waldensern, wie oben erzählt worden, nachher wirklich gelang, in ihre früheren Wohnsitze wieder zurückzukehren, erlaubte Kurfürst Friedrich III. den in seinen Landen befindlichen Waldensern, so viel Opfer aller Art deren Etablissement auch gekostet, gleichfalls nach Piemont zurückzugehen.

Die vor Bonn stehende Kompagnie marschirte von dort ab; außerdem gestattete Friedrich III., daß eine zweite Kompagnie, die 102 Mann stark angegeben wird, unter einem Hauptmann Garrafin, der zu den französischen Refugiés gehörte, sich bildete. — In den von der königlichen Bibliothek mitgetheilten Papieren aus von Spanheim's Nachlaß findet sich der Befehl des Kurfürsten vom 7. (17.) April 1690 aus Königsberg i. Pr. an die Amtsräthe Merian und Willmann wörtlich: „Hiermit ergeht Unser gnädigster Befehl an Euch, daß Ihr alle diejenigen Piemonteser, welche wegzugehen Lust haben undt Kriegsdienste zu thun capabel seyn, erlassen sollet.“

Aus v. Spanheim's nachgelassenen Papieren geht auch hervor, daß dieser Kompagnie viele französische Refugiés sich angeschlossen, um mit ihnen in dem Kriege in Piemont zu dienen.

Nach einer Verfügung vom 18. (28.) August 1690 aus dem Hauptquartier zu Halle in Brabant, bestimmte der Kurfürst, daß diese Kompagnie, jetzt in Berlin, noch auf einen Monat Gehalt und Verpflegung erhalten solle, „undt hernachmals soll solches Geldt sechs Monath lang nachgesandt werden: Was zum Behueff Ihres Gewehres von nöhten, da sollen auß Unserm dortigen Zeughaufe

In einem anderen Schreiben gleichen Inhalts, und mit dem gleichen Gesuche, daß der Kurfürst die Gnade, welche er den Waldensern, die in seine Lande geflüchtet, dort gewährt, auch jetzt nach ihrer Rückkehr fortdauern lassen möge, führen sie als Grund ihrer Bitte an, daß das Elend dieser armen Leute fortdauere, und daß die Familien, welche nach Piemont gegangen, in den Thälern wohnen zu können, nicht hoffen dürften, da das ganze Land verheert sei, so wie die Häuser eingeäschert und zerstört, mithin es schwer sein werde, dort Lebensmittel zu erhalten, und sie sich im äußersten Elend befänden.\*)

Kurfürst Friedrich III. war so edel, den evangelischen Eidgenossen der Schweiz, welche diese Gesuche unterstützten, unterm 17. (27.) Dezember 1690 zu antworten:

„Aus der Herren jüngster Tage an Uns eingelassenem Schreiben haben Wir ersehen, was dieselbe wegen der vor einiger Zeit in Unsere Lande gekommene Piedmonteser Thalleute von Uns verlangen wollen, Gleichwie nun Dehnenselfen bekannt, welcher gestalt Wir bemelte Thalleute anfänglich ganz gerne in ged. Unsere Lande auf- und angenommen, auch Sie in denselben dergestalt zu etabliren bemühet gewesen, daß Sie und Ihre Posterität darin verhoffentlich Ihr ehrliches auskommen gehabt haben würden, Also haben Wir auch nachgehends und als des Herzogen von Savoyen Hoheit dieselbe

---

\*) „Comme la misère de ces pauvres peuples continue, et que les familles, qui sont allées en Piemont, ne peuvent pas espérer de se loger présentement dans les vallées tant à cause de la désolation entière du Pais et des maisons qui sont incendiées et ruinées, que pour la difficulté d'y pouvoir avoir des vivres et pour l'extrême misère où elles se trouvent.”

selbe wieder in Ihr Vaterland kommen zu lassen, sich resolviret und Sie, solche Gnade wirklich zu genießen, da sonderbahres Verlangen bezeigt, Ihnen darin auch nicht zuwider seyn wollen, und dannenhero anfänglich diejenige Manns-Personen, deren Wir verhoffet, daß hochged. Herzog sich in gegenwärtigem Kriege wieder gebrauchen können, dahin wieder dimittiret, und von der Zeit an Ihres aufbruchs, noch auf 6 folgende Mohnat Ihnen Ihren Sold zu reichen befohlen: Wir hätten auch derselben alhier hinterlassenen Weibern und Kindern gerne verstaten wollen, annoch eine Zeit lang in Unsern Landen zu verbleiben, zumahl Wir den deñen-selben nicht allein vor Ihrem abzuge solches offeriret, sondern auch nachgehends und als Sie Ihre Reise bereits bis umb Naumburg fortgesetzt gehabt, einige Deputirte Ihnen bis dahin nachgesand, umb, wann Sie sich dazu resolviren wolten, Sie auch von dort wieder zurück anhero zu bringen, Sie sind aber einen Weg wie den andern bei Ihrem Vorhaben, nach Ihrem Vaterland zu kehren, verblieben, und haben Wir es also auch dabey bewenden lassen müssen: Gleich wie Wir aber leichte ermessen können, wie schwer es diesen armen Leuten fallen wird, sich aldort wieder einzurichten, Wir auch Ihnen gern einigen Effect der von den Herrn vor Sie bey Uns eingewanten Intercession genießen lassen wollen, Als haben Wir an den dort anwesenden holländischen Ministrium Valckenier eine gewisse Summe Geldes remittiren lassen, welche derselbe unter gedachter Thallente auß Unsern Ländern zuletzt zurückgekehrten alten Männern, Weibern und Kindern distribuiren lassen wird. Wir wollen auch nicht ermanglen, ferner darauf bedacht zu seyn, wie die-

In einem anderen Schreiben gleichen Inhalts, um mit dem gleichen Gesuche, daß der Kurfürst die Gnade welche er den Waldensern, die in seine Lande geflüchtet dort gewährt, auch jetzt nach ihrer Rückkehr fortdauern lassen möge, führen sie als Grund ihrer Bitte an, daß das Elend dieser armen Leute fortdauere, und daß die Familien, welche nach Piemont gegangen, in den Thälen wohnen zu können, nicht hoffen dürften, da das ganze Land verheert sei, so wie die Häuser eingeäschert und zerstört, mithin es schwer sein werde, dort Lebensmittel zu erhalten, und sie sich im äußersten Elend befänden.\*)

Kurfürst Friedrich III. war so edel, den evangelischen Eidgenossen der Schweiz, welche diese Gesuche unterstützten, unterm 17. (27.) Dezember 1690 zu antworten:

„Aus der Herren jüngster Tage an Uns eingelauffenem Schreiben haben Wir ersehen, was dieselbe wegen der vor einiger Zeit in Unsere Lande gekommene Piedmonteser Thalleute von Uns verlangen wollen, Gleichwie nun Dehnenselfben bekannt, welcher gestalt Wir bemelte Thalleute anfänglich ganz gerne in ged. Unsere Lande auf- und angenommen, auch Sie in denselben dergestalt zu etabliren bemühet gewesen, daß Sie und Ihre Posterität darin verhoffentlich Ihr ehrliches auskommen gehabt haben würden, Also haben Wir auch nachgehends und als des Herzogen von Savoyen Hoheit dieselbe

---

\*) „Comme la misère de ces pauvres peuples continue, et que les familles, qui sont allées en Piemont, ne peuvent pas espérer de se loger présentement dans les vallées tant à cause de la désolation entière du Païs et des maisons qui sont incendiées et ruinées, que pour la difficulté d'y pouvoir avoir de vivres et pour l'extrême misère où elles se trouvent.“

Um so viel kann sich in zwei Jahren schwerlich die Anzahl der Waldenser vermehrt haben, wenn gleich die Anzahl der Geburten bei ihnen gewiß die Zahl der Todesfälle weit überstieg, wie dies aus vielen Andeutungen wahrscheinlich wird. — Ferner ist es möglich, daß die Kompagnie unter Garrafin mit dem Trupp des Maillette de Buy wenigstens durch Deutschland marschirte, und also obige 102 unter den 709 begriffen waren. Zwar scheint hiermit das oben erwähnte Schreiben an die evangelischen Eidgenossen der Schweiz vom 17. (27.) Dezember 1690 nicht überein zu stimmen; indessen finde ich keine besondere Marschrouten für die Kompagnie des 10. Garrafin. Sie brach gleichzeitig mit den übrigen von Maillette de Buy geführten Waldensern auf, wie aus dem Datum des Passes und der Verfügung wegen Verpflegung und Bewaffnung dieser Kompagnie hervorgeht. Ueberdies ist in dieser Verfügung gesagt: „So viel die Weiber von der vorhin wegmarschirten Compagnie betrifft (die vor Bonn gestanden hatte), selbige hätten können gahr süßlich mit der Compagnie alsoforth mit wegmarchiren, sintemahlen es nicht thunlich, wann die Männer wegmarchiret sein, deren Weibern und Kindern noch absonderliche frais oder Reisekosten zu verordnen, wie denn auch Unser gnädigster Befehl und Wille ist, daß denen Weibern, so zur neuen Compagnie gehören, kein absonderliches tractament gegeben werden soll, sondern es müssen dieselben bey und mit der Compagnie marchiren.“ — Diese Frauen der zweiten Kompagnie sind aber, wie ich gewißlich glaube annehmen zu dürfen, mit Maillette de Buy gegangen.

Endlich aber ist höchst wahrscheinlich, und in Bezug



auf die Soldaten nach v. Spanheims nachgelassenen Papieren wohl gewiß, daß den rückgehenden Waldensern viele französische Refugiés, besonders auch aus dem Dauphiné, sich angeschlossen.

Aus diesen Gründen ist es sehr wohl möglich, daß trotz obiger Zahlen-Verschiedenheit, einige der Waldenser, welche 1688 einwanderten, in unserm Vaterlande verblieben sind. Erman behauptet dies ganz bestimmt, wenn gleich er bemerkt, daß nur sehr wenige dieser Waldenser zurückgeblieben seien. Er beweist aber seine Angabe auch durch das Anführen, daß die beiden Prediger Jacob und Peter Bayle zurückgeblieben wären, wovon der Erste 1693, der Andere 1699 in Berlin starben, Beide auch Nachkommen hinterließen. — Die etwa Zurückgebliebenen haben sich ohne Zweifel mit den französischen Kolonien vereinigt.

Kolonien französischer Refugiés aber waren in den Brandenburgisch-Preussischen Staaten am Ende des 17. Jahrhunderts in folgenden 32 Orten: Berlin, Buchholz, Spandau, Köpnick, Bernau, Dranienburg, Lößnitz, Gramzow, Ehorin, Schwedt, Bierraden, Angermünde, Rheinsberg, Frankfurt, Müncheberg, Brandenburg, Stendal, Prenzlau, Strasburg, Neustadt a. d. O., Halle, Magdeburg, Burg, Neuhalbensleben, Halberstadt, Kleve, Emmerich, Wesel, Duisburg, Coesf, Stargard und Königsberg. — Nach den Kolonie-Listen vom Jahre 1700 fanden sich in diesen damals 26 Familien aus Piemont, nämlich:

Um so viel kann sich in zwei Jahren schwerlich die Anzahl der Waldenser vermehrt haben, wenn gleich die Anzahl der Geburten bei ihnen gewiß die Zahl der Todesfälle weit überstieg, wie dies aus vielen Andeutungen wahrscheinlich wird. — Ferner ist es möglich, daß die Compagnie unter Garrafin mit dem Trupp des Maillette de Buy wenigstens durch Deutschland marschirte, und also obige 102 unter den 709 begriffen waren. Zwar scheint hiermit das oben erwähnte Schreiben an die evangelischen Eidgenossen der Schweiz vom 17. (27.) Dezember 1690 nicht überein zu stimmen; indessen finde ich keine besondere Marschrouten für die Compagnie des 10. Garrafin. Sie brach gleichzeitig mit den übrigen von Maillette de Buy geführten Waldensern auf, wie aus dem Datum des Passes und der Verfügung wegen Verpflegung und Bewaffnung dieser Compagnie hervorgeht. Ueberdies ist in dieser Verfügung gesagt: „So viel die Weiber von der vorhin wegmarſchirten Compagnie betrifft (die vor Bonn gestanden hatte), selbige hätten können gahr ſtiglich mit der Compagnie alsoforth mit weg marchiren, ſintemahlen es nicht thunlich, wann die Männer weg marchiret ſein, deren Weibern und Kindern noch absonderliche frais oder Reisekosten zu verordnen, wie denn auch Unser gnädigster Befehl und Wille ist, daß denen Weibern, so zur neuen Compagnie gehören, kein absonderliches tractament gegeben werden soll, sondern es müssen dieselben bey und mit der Compagnie marchiren.“ — Diese Frauen der zweiten Compagnie sind aber, wie ich gewißlich glaube annehmen zu dürfen, mit Maillette de Buy gegangen.

Endlich aber ist höchst wahrscheinlich, und in Bezug

Piemonteser sich nur in den wenigen oben bemerkten Städten aufhielten, die meisten aber in Stendal, Magdeburg, Berlin, auch Spandau, Burg und Angermünde höchst wahrscheinlich, daß mehrere dieser in den Kolonienlisten von 1700 aufgeführten Waldenser von den 1689 eingewanderten herstammten.

---

## G. Kurze Uebersicht

der Schicksale der Waldenser von 1696 an bis auf die heutige Zeit, mit besonderer Rücksicht auf die Verhältnisse zum Brandenburgisch-Preussischen Staate.

---

Der zwischen Frankreich und Savoyen am 28. August 1696 abgeschlossene Friede enthielt im §. 7. folgende Bestimmung:

„Se. Königl. Hoheit werden ein Edikt publiciren lassen, durch welches Sie bei harter Leibesstrafe allen denen, so in den Thälern von Lucerne unter dem Namen der Waldenser wohnen, anbefehlen werden, keine Communication, die Religion betreffend, mit den Unterthanen des Königs von Frankreich zu haben; auch wird sich Se. Königl. Hoheit verpflichten, von dem Tage des gegenwärtigen Tractats an, nicht zuzulassen, daß sich Unterthanen des Königs von Frankreich auf irgend eine Art in den protestirenden Thälern unter irgend einem Schein der Religion, der Heirath, oder anderer Urfach der Bequemlichkeit, der Erbschaft, oder sonst ein

nem Vorwande niederlassen, ferner bei harter Leibesstrafe verbieten, daß auch kein Prediger in des Königs von Frankreich Lande komme; im Uebrigen aber wollen Se. Königl. Majestät von Frankreich nicht verlangen zu wissen, in welcher Art und Weise Se. Königl. Hoheit von Savoyen die Waldenser in Ansehung der Religion behandeln wollen; nachdem Se. Königl. Hoh. sich verpflichtet, kein Exercitium der prätendirten reformirten Religion in der Stadt Pignerol und den cedirten (d. h. früher von Frankreich besetzt gewesenen) Plätzen zu verstatten, gleichwie Se. Königl. Majestät von Frankreich auch solche in Ihrem Königreich nicht duldet noch dulden wird.“

Diese Bestimmung des Friedens von 1696 wurde anfänglich geheim gehalten, ja auch selbst nicht einmal nach dem Ryswicker Frieden sofort publizirt. Jedoch fingen die Waldenser schon mit Anfang des Jahres 1698 an, es entschieden zu empfinden, daß Savoyens Politik und Regierungs-System wieder unter Frankreich stand. Man zwang sie, hohe Abgaben von allem ihren Eigenthum und Besiß zu bezahlen, und zwar auch für die ganze Zeit, in welcher sie außerhalb Landes gewesen waren; man hielt die Güter zurück, die sie früher inne gehabt hatten; man drückte die Prediger. An Aufbau oder Instandsetzung der niedergerissenen oder zerstörten Kirchen war nicht zu denken.

Außer diesen, in einem von dem außerordentlichen Gesandten der Niederlande in der Schweiz, Balckenier, (welcher von acht zu acht Tagen dem Kurfürsten Friedrich III. über die Lage der Dinge sehr ausführlich be-

## G. Kurze Uebersicht

der Schicksale der Waldenser von 1696 an bis auf die heutige Zeit, mit besonderer Rücksicht auf die Verhältnisse zum Brandenburgisch-Preussischen Staate.

---

Der zwischen Frankreich und Savoyen am 28. August 1696 abgeschlossene Friede enthält im §. 7. folgende Bestimmung:

„Se. Königl. Hoheit werden ein Edikt publiciren lassen, durch welches Sie bei harter Leibesstrafe allen denen, so in den Thälern von Lucerne unter dem Namen der Waldenser wohnen, anbefehlen werden, keine Communication, die Religion betreffend, mit den Unterthanen des Königs von Frankreich zu haben; auch wird sich Se. Königl. Hoheit verpflichten, von dem Tage des gegenwärtigen Tractats an, nicht zuzulassen, daß sich Unterthanen des Königs von Frankreich auf irgend eine Art in den protestirenden Thälern unter irgend einem Schein der Religion, der Heirath, oder anderer Urfach der Bequemlichkeit, der Erbschaft, oder sonst ein

Den König Ludwig XIV. nennt Waldenser bigot; er schildert, wie streng im Dauphiné die Verfolgung gegen die Reformirten sei, und wie solche in Drange anfangen. Er meldet im Anfange des Jahres 1698, daß das Verhältniß zwischen Ludwig XIV. und Victor Amadeus sehr vertraulich sei, so daß unter solchen Umständen den Waldensern nicht zu verdenken war, wenn sie schon im Anfang des Jahres 1698 die evangelischen Kantone der Schweiz dringend baten, sie aufzunehmen, wenn eine Verfolgung sie abermals träfe.

Am 1. Juli 1698 erließ hierauf Victor Amadeus, ganz nach dem §. 7. des Friedens vom August 1696, ein Edikt, in welchem er allen denen, die in den Thälern von Lucern, St. Martin und Peyrouse, imgleichen in den Orten von St. Bartholomé, Prarustin und Rocheplatte wohnen, oder künftig wohnen möchten, befahl, in Religionsfachen keine Gemeinschaft mit den Unterthanen Sr. Allerchristlichen Majestät von Frankreich zu haben, bei Strafe von dreimaliger körperlicher Züchtigung, so oft sie sich auf den Boden Sr. Majestät verfügen. Gleichermaßen befahl der Herzog allen Unterthanen des Königs von Frankreich, die in den Waldenser Thälern lebten, von welchem Ort des französischen Gebietes, wes Standes, Verhältnisses oder Gewerbes sie seien, auch den Predigern, unangesehen aller Erlaubniß und Ordre, die sie vorher erhalten, sich in zwei Monaten, bei Lebensstrafe, aus den gemeldeten Thalleyen von Lucern u. zu begeben, und möchten binnen gedachter Zeit von zwei Monaten diejenigen, welche Güter besitzen, sich derselben entschlagen, oder, wenn sie solches nicht könnten, sollten ihnen von den herzoglichen Intendanten die Preise, welche sie be-

weisen könnten, für ihre Güter bezahlt zu haben, wieder gegeben werden. Prediger aus den Thälern, die auf einen Platz Sr. Majestät des Königs von Frankreich sich begäben, sollten für zehn Jahre auf die Galeeren gebracht werden u.

Waldenser berichtet unterm 2. August 1698 bei Einmündung dieses Edikts, dasselbe scheine zwar nur die französischen Refugiés zu betreffen, habe aber doch alle Waldenser aufs höchste beunruhigt (allarmeert), theils weil sie gefährliche Konsequenzen fürchten, theils weil viele Waldenser mit französischen Refugiés verheirathet seien. Auch ist aus früherer Erzählung bekannt, daß der Herzog von Savoyen 1690 französische Refugiés selbst zur Verbindung mit den Waldensern zum Kriege gegen Frankreich in sein Land berief.

So schreibt auch der Waldenser Prediger Blachon an Waldenser über das Edikt: „Wenn gleich es sich nur auf die Refugiés bezieht, so ergreift es doch die ganze Bevölkerung der Waldenser, weil sich sehr viele mit Refugiés verbunden haben, und sie fürchten, daß der Herzog weiter gehen möchte, um Frankreich zu gefallen.“\*)

Bei den übergroßen Abgaben, dem Andenken an frühere harte Schicksale, sei nichts besser, sagt Blachon ferner, als ein Land verlassen, in dem man verfolgt

---

\*) „Quoiqu'il ne s'attache qu'aux Refugies, ne laisse pas que d'ébranler tout le corps, puisque la plupart se sont alliés avec les Refugiés, et apprehendent que S. A. R. n'aille plus avant pour complaire à la France.“



Den König Ludwig XIV. nennt Baldener bigot; er schildert, wie streng im Dauphiné die Verfolgung gegen die Reformirten sei, und wie solche in Drange anfangen. Er meldet im Anfange des Jahres 1698, daß das Verhältniß zwischen Ludwig XIV. und Victor Amadeus sehr vertraulich sei, so daß unter solchen Umständen den Waldensern nicht zu verdenken war, wenn sie schon im Anfang des Jahres 1698 die evangelischen Kantone der Schweiz dringend baten, sie aufzunehmen, wenn eine Verfolgung sie abermals träfe.

Am 1. Juli 1698 erließ hierauf Victor Amadeus, ganz nach dem §. 7. des Friedens vom August 1696, ein Edikt, in welchem er allen denen, die in den Thälern von Lucern, St. Martin und Peyrouse, imgleichen in den Orten von St. Bartholomé, Prarustin und Rochepplatte wohnen, oder künftig wohnen möchten, befahl, in Religionsfachen keine Gemeinschaft mit den Unterthanen Sr. Allerchristlichen Majestät von Frankreich zu haben, bei Strafe von dreimaliger körperlicher Züchtigung, so oft sie sich auf den Boden Sr. Majestät verfügen. Gleichermaßen befahl der Herzog allen Unterthanen des Königs von Frankreich, die in den Waldenser Thälern lebten, von welchem Ort des französischen Gebietes, wes Standes, Verhältnisses oder Gewerbes sie seien, auch den Predigern, unangesehen aller Erlaubniß und Ordre, die sie vorher erhalten, sich in zwei Monaten, bei Lebensstrafe, aus den gemeldeten Thalleyen von Lucern u. zu begeben, und möchten binnen gedachter Zeit von zwei Monaten diejenigen, welche Güter besitzen, sich derselben entschlagen, oder, wenn sie solches nicht könnten, sollten ihnen von den herzoglichen Intendanten die Preise, welche sie be-

weisen könnten, für ihre Güter bezahlt zu haben, wieder gegeben werden. Prediger aus den Thälern, die auf einen Platz Sr. Majestät des Königs von Frankreich sich begaben, sollten für zehn Jahre auf die Galeeren gebracht werden u.

Waldenser berichtet unterm 2. August 1698 bei Einsetzung dieses Edikts, dasselbe scheine zwar nur die französischen Refugiés zu betreffen, habe aber doch alle Waldenser aufs höchste beunruhigt (allarmeert), theils weil sie gefährliche Konsequenzen fürchten, theils weil viele Waldenser mit französischen Refugiés verheirathet seien. Auch ist aus früherer Erzählung bekannt, daß der Herzog von Savoyen 1690 französische Refugiés selbst zur Vereinigung mit den Waldensern zum Kriege gegen Frankreich in sein Land berief.

So schreibt auch der Waldenser Prediger Blachon an Waldenser über das Edikt: „Wenn gleich es sich nur auf die Refugiés bezieht, so ergreift es doch die ganze Bevölkerung der Waldenser, weil sich sehr viele mit Refugiés verbunden haben, und sie fürchten, daß der Herzog weiter gehen möchte, um Frankreich zu gefallen.“\*)

Bei den übergroßen Abgaben, dem Andenken an frühere harte Schicksale, sei nichts besser, sagt Blachon ferner, als ein Land verlassen, in dem man verfolgt

---

\*) „Quoiqu'il ne s'attache qu'aux Refugiés, ne laisse pas que d'ébranler tout le corps, puisque la plupart se sont alliés avec les Refugiés, et appréhendent que S. A. R. n'aille plus avant pour complaire à la France.“

werde, und Wohnsitz auffuchen, wo man mit Freiheit den Wahrheiten des heil. Evangeliums folgen könne. \*)

In einem anderen Berichte vom 4. October 1698 sagt Waldenier, die Waldenser befänden sich in ihren Thälern in so gefährlichem Zustande, daß nicht vorausgesehen sei, wie sie nur noch ein Jahr sollten aushalten können. Aller ihrer Güter im Thale Peyrouse seien sie beraubt, und beinahe alle ihre Diensthöten und Arbeitsleute, die ihnen helfen das Land bebauen, müßten als Refugiés das Land verlassen; durch Abgaben und Lasten seien sie so verschuldet, daß auch sie in die Nothwendigkeit kommen werden, das Land zu verlassen, und anderswo ihr Unterkommen zu suchen. Sie würden für geringen Preis ihre Güter verkaufen müssen, worauf viele Römische Katholische nur harrten.

Ludwig XIV. hatte erwartet, daß die in den Thälern Piemonts verfolgten Refugiés jedenfalls nach Frankreich zurückgehen und dort die römisch-katholische Lehre annehmen würden. Sie zogen aber sämmtlich nach der Schweiz, und viele Waldenser schlossen sich ihnen an. — Die Anzahl der Letzteren wird auf 2500, 2700, ja 3000 angegeben. Darunter mögen jedoch wohl auch französische Refugiés gewesen sein; gewiß aber ist, daß mit dieser bedeutenden Zahl die Mehrzahl der Prediger der Waldenser auswanderte, als: Arnaud aus St. Jean, Dumas aus Nora, Jourdan aus Villars, Papon aus Prarussin, Mouton aus Thal St. Martin, Giraud aus la Tour, Javel auch aus Thal St. Martin, und noch mehrere.

---

\*) „Où l'on peut avec liberté suivre les vérités du St. Evangile.“

Die evangelischen Kantone der Schweiz nahmen die Geflüchteten für den Winter 1698 auf; doch ward beschlossen, daß im Frühling und Sommer 1699 die Eingewanderten einen anderen Zufluchtsort suchen müßten, da die überfüllte Schweiz, zumal die Erndte des Jahres 1698 nicht ergiebig gewesen, sie durchaus nicht länger ernähren könne. Zugleich war bestimmt, daß vor den französischen Refugiés jedenfalls zuerst die Waldenser auswandern sollten.

Deren Abgeordnete hatten in Hessen-Homburg und Hessen-Darmstadt, insbesondere aber in Württemberg, versucht, ein Unterkommen zu finden. In letzterem Staate wünschten sie sich am liebsten niederzulassen; die Regierung aber hatte mancherlei Bedenken, eine solche Anzahl armer Leute aufzunehmen. — Da verwandten sich auswärtige Mächte mit Lebhaftigkeit für den Wunsch der Waldenser. Die Generalstaaten sendeten ihren Bevollmächtigten Valdenier nach Württemberg, der persönlich viel dazu beitrug, etwanige Besorgnisse, die, namentlich in Rücksicht des Glaubensbekenntnisses, auch jetzt noch von den lutherischen Theologen Württembergs erhoben wurden, zu beseitigen; der König von England, Wilhelm III., empfahl die Aufnahme der Waldenser dringend dem Herzog von Württemberg in einem lateinischen Briefe vom 9. Februar 1699, und Kurfürst Friedrich III. von Brandenburg schrieb dem Herzog unterm 28. Januar 1699, und sagt darin: „Und wollen Wir diese Unsere Glaubensgenossen Ew. Liebden zu Erweisung aller christlichen Mildigkeit, Charität und Wohlthat hiermit aufs allerbeste recommendiren, weil Wir selbst derselben ein gut Exempel zu geben, Uns angelegen seyn lassen, auch Uns erklärt haben, daß, wenn

Uns nur mit denen in Engelland, Holland und der Schweiz für diese Leute aufkommenden Collecten gebührend unter die Arme gegriffen, und dabey ein proportionirter Antheil zugewandt wird, alsdann Wir diejenige von der französischen Nation, so sich unter ermeldten Refugiirten befinden, und die sich zu der Zahl von 6000 belaufen sollen, in Unsere Lande aufnehmen und denselben zu nöthigem Unterhalt und Nahrung Gelegenheit zu verschaffen, Uns bemühen wollen, welches, wie Ew. Liebden leicht achten werden, ein schweres und keine geringe Kosten erforderndes Werk ist. Wir trauen aber dabey Gott, welcher hoffentlich Unsere gute zu seiner Ehre und so vieler armen Leute Beybehaltung gerichtete Intention gesegnen, auch nicht weniger Ew. Liebden bey den ihrigen reussiren und alles zum guten Ende kommen lassen wird, welches Wir herzlich wünschen u. s. w.“

Auch ließ Friedrich III. am 13. März 1699 eine Verordnung publiziren, wonach er die Waldenser wieder aufzunehmen sich bereit erklärte. (Theatr. Europ. Th. XV. S. 549.)

Württemberg genehmigte hierauf die Aufnahme der ausgewanderten Waldenser 1699, und haben sie sich selbst in den Ortschaften und Kolonien Dornholzhausen, Wahldorff, Rohrbach, Groß-Villars, Durmens, la Peyrouse und Nordhausen niedergelassen. (Cl. Erman Th. 6. S. 235.)

Bei den vielen Schwierigkeiten, welche den Waldensern und zu ihnen gehörigen Refugiés vor ihrer Niederlassung in Württemberg gemacht wurden, bemühten sie sich, auch in anderen nahe gelegenen deutschen Staaten Unterkommen zu finden. — Waldenser berichtet unterm

18. October 1698, daß die Waldenser Aufnahme gesucht hätten bei den drei Landgrafen von Hessen-Kassel, Darmstadt und Homburg und in den Grafschaften von Büdingen, Offenbach, Hanau, Solms-Braunfels, Greifenstein u., den Fürsten von Wittgenstein, Nassau-Diez, Itstein, Dillenburg, Uffingen, Weilburg, Katzenellenbogen und anderen in der Wetterau.

Waldenser bemühte sich selbst mit großem Eifer, den Vertriebenen bei den genannten Fürsten Unterkommen zu schaffen, und es gelang ihm namentlich in Hessen-Darmstadt, so günstige Bedingungen für sie zu erhalten, daß er solche in Württemberg vorlegen und dadurch Beschleunigung der Aufnahme der Waldenser in letztgenanntem Lande bewirken konnte.

Die Waldenser erhielten in Hessen-Darmstadt in dem Oberamt Lichtenberg die drei Kolonien Rohrbach, Wembach und Hain, woselbst sie sich niederließen. Noch in dem Hessen-Darmstädtischen Kalender von 1793 S. 333 wird ihrer rühmend gedacht.

Ferner sind im Theatro Europaeo Th. XV. S. 444 zwei Orte genannt, in denen sich 1698 Waldenser ansetzten, in Hersfelde mit Genehmigung des Landgrafen von Hessen-Kassel, und zwischen Frankfurt a. M. und Offenbach, wohin sie ein Kapitain von Calanß führte. — Die Bedingungen, unter denen Refugiés und Waldenser in Hersfelde und bei Frankfurt a. M. sich niederließen, waren gleichfalls sehr günstig, wie dies aus den ihnen erteilten Privilegien hervorgeht. — Die Niederlassung zwischen Frankfurt und Offenbach ward vorzüglich durch den Grafen von Hsenburg und Büdingen bewirkt.

Ferner erwähnt Waldenier in zweien Berichten vom 18. März 1699 und 28. März 1699, daß sie in Hessen-Homburg unter günstigen Bedingungen Aufnahme finden würden.

Endlich führt Henri Arnaud an (Vorrede), daß auch in den Staaten des Markgrafen von Durlach die Waldenser ein Unterkommen gefunden hätten, womit eine Aeußerung Waldeniers in einem Bericht vom 13. Sept. 1698 übereinstimmt, daß sich die Waldenser in den Landen von Hessen-Kassel, Darmstadt, Homburg, Baden-Durlach, Württemberg, Hanau und Offenbach verbreiten sollten.

Gewiß ist, nach ausdrücklicher Bemerkung Henri Arnaud's in der Vorrede zu seiner *Histoire de la rentrée glorieuse des Vaudois etc.*, daß 1710 in Württemberg, Hessen-Darmstadt, bei Frankfurt a. M. und in den dort nahe liegenden deutschen Staaten 14 Waldenser Kirchen bestanden, die mit der reformirten Kirche der französischen Kolonie zu Kannstadt in Württemberg eine Synode bildeten. Sieben Prediger dieser Kirchen wurden mit ihren Schullehrern von England, vier von Holland bezahlt; die übrigen erhielten ihren Unterhalt von ihren Fürsten und Kolonien.\*)

Dem Herzog Victor Amadeus II. war es bald leid, daß er die Waldenser hatte auswandern lassen. — Schon  
unterm

---

\*) Gewiß bin ich, außer den württemberger sieben Kolonien, nach den angeführten Stellen, über die Gemeinen: Wembach, Rohrbach, Hain, Hersfelde und zwischen Frankfurt a. M. und Offenbach. Ungewiß bin ich wegen Homburg und Durlach. Statt einer derselben könnte sein, daß eine Kolonie noch in Hanau bestanden hat.

unterm 15. November 1698 berichtete Waldenier, gegen die Waldenser sei in der letzten Zeit kein nachtheiliger Befehl herausgekommen; im Gegentheil habe der Herr Herzog sie neuerlich seiner Theilnahme (affectie) versichert. Auch schreibe man ihm von guter Hand, daß der Hof von Savoyen nun wohl wünschte, die Refugirten nicht vertrieben zu haben.

Unterm 18. October 1698 meldet Waldenier: das Gerücht in Savoyen, daß die Waldenser in ihren Thälern nicht mehr sollten predigen dürfen, sei dadurch gänzlich verschwunden, daß der Herzog von Savoyen auf einer Reise durch Pignerol den Waldensern erklärt habe, daß sie an die Stelle der ausgewanderten Prediger andere sich annehmen möchten; nur sollten dies keine Franzosen sein. Er wiederholte diese Erklärung, und sorgten darauf die Schweizer für die nöthigen Prediger der Waldenser.

Als aber 1703 Victor Amadeus II. abermals mit Ludwig XIV. in Krieg gerieth, erließ er unterm 15. October 1703 ein schmeichelhaftes Schreiben an die Thalleute, forderte sie zum Kriegsdienst auf, und empfahl diese Angelegenheit noch in einem besondern Schreiben an die Geistlichen der Waldenser.

Victor Amadeus II., vielfach gekränkt von Ludwig XIV., schloß sich im Jahre 1703 bei dem schon ausgebrochenen spanischen Erbfolgekriege den gegen Frankreich verbündeten Mächten: Oestreich, England, Holland, Preußen u. an. — Die unmittelbare Veranlassung des Ausbruchs der Feindseligkeiten zwischen Frankreich und Savoyen war folgende: Der Herzog hatte, bei schon vorhandener Spannung zwischen beiden Mächten, den in



Italien stehenden französischen Truppen die Einräumung der Plätze Verceil, Susa und Nizza verweigert. Hieran ließ der französische Feldherr in Italien, der Herzog von Vendôme, die bei dem Heere befindlichen savoyischen Truppen, 3400 an der Zahl, entwaffnen und als Kriegsgefangene in die Festungen im Mailändischen und Mantuanischen vertheilen. Die Offiziere wurden sämmtlich als Gefangenen erklärt.

Als diese Nachricht am 3. October 1703 nach Turin kam, wurden daselbst alle Thore geschlossen, dem französischen Gesandten Wachen vor die Häuser gegeben, und alle Franzosen und wer nur einigermaßen mit ihnen Gemeinschaft hatte, Soldaten, Offiziere, Rekruten, ja Kaufleute in Arrest genommen. Victor Amadeus machte, als er aus der Messe kam, bei Hofe bekannt, wie der Herzog von Vendôme gegen die savoyischen Truppen verfahren, weshalb er entschlossen sei, gegen alle in seinen Landen befindlichen Franzosen Repräsentalien zu gebrauchen, und mit dem Kaiser und dessen Verbündeten sich zu vereinigen, dem König von Frankreich aber den Krieg anzukündigen. Hierauf ward alle weiffenfähige Mannschaft Savoyens zum Kampf angetragen; den Waldensern insbesondere, seinen „lieben und werthen Unterthanen im Thale Lucerna“, schrieb der Herzog Victor Amadeus am 5. October 1703: Die unerhörte Gewaltthat, die Frankreich wider alle Traktate und das Völkerrecht gegen den Herzog sich erlaubt habe, indem es die herzoglichen Truppen, die im Mailändischen in seinen Diensten gestanden, entwaffnen und die Offiziere als Gefangene zurückhalten lassen, auch Truppen gegen den Herzog ausfende, die seine Länder anfallen sollen, in der Hoffnung, durch einen so unvermutheten Einfall und

weil dem Herzog die Kraft zum Widerstande fehle, des Landes sich zu bemächtigen, zwänge ihn, alle Mittel zu ergreifen, welche die Noth und die Vorsicht zur Vertheiligung erfordern. Er eröffne dies den Thalleuten, indem er fest versichert sei, daß sie eben das, was ihm ihre Tapferkeit und ihr Eifer im vorigen Kriege habe zu erkennen gegeben, auch jetzt antreiben werde, ein Gleiches in dem gegenwärtigen zu thun, der von weit größerer Wichtigkeit als jener sei. Sie sollten demnach ohne Zeitverlust ihre Kompagnieen auf gleiche Art wieder zusammenbringen, als sie im vorigen Kriege gethan, und auch alle diejenigen französischen Flüchtlinge annehmen, die sich in die Thäler begeben wollten, und diese dahin bewegen, daß sie mit dem Herzog wider den Feind kämpfen helfen. Durch Kommissarien, die er dorthin senden werde, solle ihnen der nöthige Unterhalt geschafft werden. Er wolle sich bei den Ursachen, welche die Waldenser hierzu bewegen sollen, nicht aufhalten. Es betreffe jetzt die Erhaltung seiner Länder, seine Ehre und ihre Wohlfahrt. Er wisse nur allzuwohl, wieviel ihnen an alle dem liege, weshalb er auch nicht zweifle, sie würden sich befeßigen, desfalls ihr Möglichstes zu thun, und allen den Eifer anwenden, den er von so guten und getreuen Unterthanen erwarten könne. Im Uebrigen bitte er Gott, daß er sie in seinem heiligen und würdigen Schutze erhalten wolle.

Dieses Schreiben ward den Waldensern überliefert und ihnen dabei völlige Gewissensfreiheit versichert, auch jedem jeden Soldaten täglich 10 Soli und das freie Brod versprochen. Den Waldenser Predigern aber schrieb er Herzog an demselben Tage, unter Mittheilung des eben erwähnten Briefes: „Aus gegenwärtigem Briefe,

den Wir an Unsere werthe und liebe Unterthanen dieses Thales ergehen lassen, werdet Ihr die Ursachen vernehmen, die Uns gezwungen haben, Uns wider die beiden Kronen (Frankreich und Spanien) zu erklären, die zugleich alle Unsere Unterthanen dahin anreizen sollen, allen Eifer und alle Treue für Uns anzuwenden. Ihr möget ihnen den Inhalt verständigen, und Wir zweifeln nicht, Ihr werdet ihnen zugleich so zureden, daß sie nicht unterlassen, bei so gefährlichen Zeiten mit Uns zusammen zu streiten u.“

In dem ganzen schon ausgebrochenen spanischen Erbfolgekriege, in welchem Savoyen, seitdem es dem großen Bündniß gegen Frankreich beigetreten, nun oft der Schauplatz des Krieges war und vielfach verheert ward, litten die Waldenser, deren viele im Heere dienten, keine Verfolgungen; sobald aber der Friede zu Utrecht 1713 abgeschlossen war, brachen neue Unterdrückungen gegen sie aus, wenn gleich zunächst nicht gegen die in den Thälern Lucern, St. Martin und Peyrouse wohnenden Waldenser.

Ganz nach Inhalt der von den Abgeordneten Savoyens unterm 5. März 1712 vorgelegten Friedensvorschläge, die auch schon die Bedingung enthielten: die 1696 zu Turin geschlossenen Traktaten sollten genau in allen Stücken beobachtet werden, wurde der Friede zwischen Savoyen und Frankreich unterm 11. April 1713 zu Utrecht abgeschlossen. Durch denselben erhielt Victor Amadeus II. in Folge der allgemeinen, von den übrigen europäischen Mächten zu Utrecht geschlossenen Friedensverhandlungen, namentlich auf Verwendung Großbritanniens, für seine Ansprüche an die spanische Monarchie, Sicilien, als ein Königreich, mit allen Souverainitätsrechten.

Ferner aber erhielt Victor Amadeus, gegen Abtretung des Thales Barcelonette, von Frankreich das Thal Pragelas mit der Festung Genestrelles, und die Thäler Houle und Gésane. — Im Artikel 16. ist erklärt, daß die Bestimmungen früherer Traktate, namentlich des 1696 in Turin geschlossenen Friedens, durch den jetzigen Friedensschluß, in sofern solches nicht ausdrücklich bemerkt werde, nicht verändert werden sollten.

Der Traktat von 1696 ist oben angeführt. Nach Inhalt desselben wollte Frankreich sich zwar nicht darum kümmern, in welcher Art in Savoyen die Waldenser behandelt werden; in allen von Frankreich cedirten Orten aber sollte die reformirte Religion nicht geduldet werden.

Im Thale Pragelas waren, wie Gilles S. 10 anführt, in früheren Jahrhunderten in Pragelas, Ugeaus, Genestrelles, Mentoles, Villaret und Meane immer Waldenser gewesen. Sie waren schon im 15. Jahrhundert von den damaligen Inquisitionen und Verfolgungen nicht befreit geblieben, hatten nachher jedoch unter französischer Hoheit sich in ihren versteckten Thälern immer erhalten, bis auch sie unter den Religions-Verfolgungen Ludwigs XIV., und namentlich durch Aufhebung des Edikts von Nantes 1685 waren betroffen worden. Damals waren viele ehemalige Waldenser des Thales Pragelas in der Zeit des Zwanges und der Noth zur katholischen Kirche übergetreten. — Victor Amadeus eroberte dies Thal im spanischen Erbfolgekriege im Jahre 1708. Ein großer Theil der Einwohner des Thals kehrte hierauf zu seiner früheren Konfession zurück, welches den katholischen Geistlichen Veranlassung gab, deshalb bei dem Herzog Beschwerde zu führen, der sich mit seiner Armee zu Mentoles befand. —

den Wir an Unsere werthe und liebe Unterthanen dieses Thales ergehen lassen, werdet Ihr die Ursachen vernehmen, die Uns gezwungen haben, Uns wider die beiden Kronen (Frankreich und Spanien) zu erklären, die zugleich alle Unsere Unterthanen dahin anreizen sollen, allen Eifer und alle Treue für Uns anzuwenden. Ihr möget ihnen den Inhalt verständigen, und Wir zweifeln nicht, Ihr werdet ihnen zugleich so zureden, daß sie nicht unterlassen, bei so gefährlichen Zeiten mit Uns zusammen zu streiten u.

In dem ganzen schon ausgebrochenen spanischen Erbfolgekriege, in welchem Savoyen, seitdem es dem großen Bündniß gegen Frankreich beigetreten, nun oft der Schauplatz des Krieges war und vielfach verheert ward, litten die Waldenser, deren viele im Heere dienten, keine Verfolgungen; sobald aber der Friede zu Utrecht 1713 abgeschlossen war, brachen neue Unterdrückungen gegen sie aus, wenn gleich zunächst nicht gegen die in den Thälern Lucern, St. Martin und Peyrouse wohnenden Waldenser.

Ganz nach Inhalt der von den Abgeordneten Savoyens unterm 5. März 1712 vorgelegten Friedensvorschläge, die auch schon die Bedingung enthielten: die 1696 zu Turin geschlossenen Traktaten sollten genau in allen Stücken beobachtet werden, wurde der Friede zwischen Savoyen und Frankreich unterm 11. April 1713 zu Utrecht abgeschlossen. Durch denselben erhielt Victor Amadeus II. in Folge der allgemeinen, von den übrigen europäischen Mächten zu Utrecht geschlossenen Friedensverhandlungen, namentlich auf Verwendung Großbritanniens, für seine Ansprüche an die spanische Monarchie, Sicilien, als ein Königreich, mit allen Souveränitätsrechten.

Ferner aber erhielt Victor Amadeus, gegen Abtretung des Thales Barcelonette, von Frankreich das Thal Pragelas mit der Festung Genestrelles, und die Thäler Houly und Gésane. — Im Artikel 16. ist erklärt, daß die Bestimmungen früherer Traktate, namentlich des 1696 in Turin geschlossenen Friedens, durch den jetzigen Friedensschluß, in sofern solches nicht ausdrücklich bemerkt werde, nicht verändert werden sollten.

Der Traktat von 1696 ist oben angeführt. Nach Inhalt desselben wollte Frankreich sich zwar nicht darum kümmern, in welcher Art in Savoyen die Waldenser behandelt werden; in allen von Frankreich cedirten Orten aber sollte die reformirte Religion nicht geduldet werden.

Im Thale Pragelas waren, wie Gilles S. 10 anführt, in früheren Jahrhunderten in Pragelas, Ugeaus, Genestrelles, Mentoles, Villaret und Meane immer Waldenser gewesen. Sie waren schon im 15. Jahrhundert von den damaligen Inquisitionen und Verfolgungen nicht befreit geblieben, hatten nachher jedoch unter französischer Hoheit sich in ihren versteckten Thälern immer erhalten, bis auch sie unter den Religions-Verfolgungen Ludwigs XIV., und namentlich durch Aufhebung des Edikts von Nantes 1685 waren betroffen worden. Damals waren viele ehemalige Waldenser des Thales Pragelas in der Zeit des Zwanges und der Noth zur katholischen Kirche übergetreten. — Victor Amadeus eroberte dies Thal im spanischen Erbfolgekriege im Jahre 1708. Ein großer Theil der Einwohner des Thals kehrte hierauf zu seiner früheren Konfession zurück, welches den katholischen Geistlichen Veranlassung gab, deshalb bei dem Herzog Beschwerde zu führen, der sich mit seiner Armee zu Mentoles befand. —

Victor Amadeus antwortete in Gegenwart vieler Offiziere, daß sie in Frieden und guter Einigkeit mit den Waldensern leben und einem jeden die Freiheit lassen sollten, den Bewegungen seines Gewissens zu folgen \*), und daß sie mit ihnen es machen sollten, wie es die Einwohner des Thales Lucern mit den Katholiken machten. Der Intendant Gasque versammelte darauf im folgenden Jahre 1709 in Genestrelles die Kommunal-Vorsteher des Thales Pragelas, und eröffnete ihnen obigen Willen seines Herrn. Ja, Victor Amadeus veranlaßte, da er das Land durch den Krieg und die Auswanderung der Einwohner verödet sah, einige Zeit nachher den Hauptmann Griquet, einen Waldenser aus dem Thale Pragelas, denen seiner Landsleute und Glaubensgenossen, welche der Religion wegen 1685 ausgewandert waren, zu schreiben, daß sie in ihre Heimath zurückkehren möchten, unter dem Versprechen, daß sie volle Gewissensfreiheit und freie Ausübung der Religion genießen sollten.

Bei solchen Vorgängen wäre es nicht thöulich gewesen, daß Victor Amadeus, als er durch den Frieden zu Utrecht 1713 das Thal Pragelas als Landesherr erhalten hatte, die Klausel des Friedenstraktats, nach welcher er die Waldenser aus dem Thal Pragelas verjagen konnte, und welche so genau, da sie versteckt lag, von den pacificirenden evangelischen Mächten gewiß nicht bemerkt war, sofort in Ausführung brachte. Ueberdies war er den evangelischen Mächten Europa's zu Dank verpflichtet. An dem Kriege, der so sehr zu seinen Gunsten ausschlug, hatten viele evangelische Truppen Theil genom-

---

\*) „De suivre les mouvements de leur conscience“, wie es in dem vorliegenden Mémoire wörtlich heißt.

fer im Thale Pragelas schon vorher zwei Schullehrer ihres Glaubens angestellt, welche nun im Februar 1714 die Ausübung des Unterrichts einstellen mußten.

Endlich war es in Pragelas Landesverfassung, daß die Einwohner ihre Kommunal-Vorsteher, denen auch zum Theil die Einziehung der landesherrlichen Steuern oblag, selbst erwählten. Sie hatten nun in den meisten Kommunen Waldenser erwählt, und zwar, der Observanz gemäß, sechs Monate vor dem Amtsantritt, und waren bei den Wahlen von den Katholiken keine Einwendungen erhoben, solche vielmehr einstimmig erfolgt. — Damals war Victor Amadeus noch in seinen Erblanden anwesend. Jetzt aber, im Anfang Februar 1714, erklärten die Königlich-Beamten, daß nur Katholische Kommunal-Vorsteher sein könnten, und die früheren Wahlen wurden, als ungültig, nicht in Ausführung gebracht.

Bei so vielen Bedrückungen, in Folge deren der Kommandant von Peyrouse mit Truppen im Mai 1714 in das Thal Pragelas rückte, und mehrere Waldenser bei Nacht aus den Betten nehmen, sie binden und nach Genestrelles bringen ließ, wie in einem Briefe des Cap. Fricquet vom 31. Mai 1714 aus Genf angeführt ist, wandten sich die Waldenser an die ihnen befreundeten auswärtigen Mächte, insbesondere auch durch einen ihrer Prediger, Papon, der in Frankfurt am Main lebte, an König Friedrich Wilhelm I. von Preußen. Fricquet bittet den Prediger Papon, für die Waldenser bei den evangelischen Mächten sich zu verwenden, und besonders bei Sr. Majestät dem Könige von Preußen, einer der vorzüglichsten Stützen unserer Religion.\*)

---

\*) „Et surtout près de Sa Majesté le Roi de Prusse, un des principaux apuis de notre religion ”



Briefen an evangelische Freunde im Auslande führten; drei Wege schlug die Propaganda ein, um zu ihrem Ziel zu gelangen. — Einmal nämlich waren im Thale Pragelas nach den Verfolgungen Ludwigs XIV. keine öffentliche Predigten der Waldenser mehr gehalten worden. Diese Einwohner erhielten aber von Victor Amadeus 1708 und 1709, als er dort mit seinem Heere war, die Erlaubniß, daß Prediger der anderen Waldenser-Thäler dort von Zeit zu Zeit predigen durften. Es hatten sich aber 1710 während des Krieges oft Streifzügler aus Frankreich nach Pragelas gezogen, von denen in militairischer Hinsicht allerlei Schaden, durch Wegnahme von Vorräthen u. besorgt werden mußte; weshalb von dem savoyischen Gouverneur zur Sicherheit verordnet ward, daß in einem Dorfe nie mehr als 12 bis 14 Menschen zusammenkommen dürften. Diese Verordnung wurde nun benützt, alle größeren öffentlichen gottesdienstlichen Versammlungen in Pragelas zu verhindern; ein Waldenser-Prediger, der eine Predigt dort halten wollte, wurde gefangen genommen, die übrigen wurden bedroht und eingeschränkt, und mehrere der vorzüglicheren Waldenser Einwohner, Cap. Fricquet, Jean Bonnet und Jean Guigas, wegen Uebertretung der landesherrlichen Befehle nach Pignerol citirt.

Fricquet, in dessen Hause größere gottesdienstliche Versammlungen Statt gefunden hatten, sah kein anderes Heil, als seine Heimath zu verlassen und nach der Schweiz zu flüchten, welchem Beispiele Mehrere folgten.

Ferner erließ der savoyische Intendant Pavia im Dezember 1713 einen Befehl, daß im Thal Pragelas kein Schullehrer angestellt werden dürfe, ohne Approbation der katholischen Geistlichen. Indessen hatten die Walden-

niren möge, daß Er diese Unsere Glaubens-Genossen bey Ihrer völligen Gewissens-Freyheit lassen, und Seinem deshalb Ihrer Majestät der Königin gegebenen Wort unverbrüchlich nachkommen wolle.“

Als fernere Nachrichten über den Zustand der Waldenser, deren Inhalt oben angegeben ist, dem Könige mitgetheilt wurden, schrieb er unterm 19. Juni 1714: „Wir werden von verschiedenen Orten benachrichtiget, und habt Ihr aus dem Beischluß zu ersehen, wasmaassen die Religions-Verfolgungen der Reformirten Thalleute in Piemont fast täglich und dergestalt überhand nehmen, daß die gängliche Ausrottung der Evangelischen Religion an Selbigen Orten ohnausbleiblich erfolgen wirdt, daferne man sich dieser armen Leute nicht in Zeiten und mit gehörigen Ernst und Eysfer annimmt. Und gleichwie kein Zweifel, es werde der Königin von Gros-Britannien Majestät ein leichtes seyn, durch Ihren bey dem Herzog von Savoyen habenden Credit, ermeldte Piemontser Thalleute von Ihren bisheyrigen schweren drangsalen zu befreien, und Ihnen die verlorrne Religions- und Gewissens-Freyheit wieder zu wege zu bringen, wann nur Ihre Majestät zu solchem Ende Ihr Wort und officia bei hochged. Herzoge auf eine pressante Weise einzutwenden geruhen wollen, Also habt Ihr auch, daß solches mit dem foder sambsten und zwar in nachdrücklichen terminis geschehen möge, alldort an gehörigen Orten in Unserm Rahmen Ansuchung zu thuen, und wirdt es Uns gewis zu einer sonderbahren Consolation gereichen, wen solches den verlangten effect hat, und die völlige Restitution mehrged. Reformirter Thalleute in Piemont dadurch befodert werden kann.“

Papon erfüllte diesen Wunsch, und überreichte die ihm zugekommenen Darstellungen über die Verhältnisse der Waldenser dem preussischen Residenten Reinhold Hecht in Frankfurt a. M., der solche seinem Könige vorlegte. Friedrich Wilhelm I. instruirte hierauf seine Residenten in Holland und England und seinen Gesandten in Augsburg, unterm 24. März 1714, die dringende Gefahr, worin sich die Waldenser befänden, gebührenden Ortes nachdrücklich vorzustellen. „Ihr könnt dabei temoigniren“, heisst es wörtlich in diesen Verfügungen, „daß Wir in alle die Mittel und Wege mit eintreten wollen, welche der Staat (bei Holland), die Königin Anna (bei England), Unsere Evangelischen Mitstände im Reich (nach Augsburg) zur Abwendung des Ruins, der der Reformirten Religion in gedachten Thälern angedrohet wird, zu nehmen diensam erachten würden.“

Von Augsburg antwortete der Gesandte, es habe sich bei den Konferenzen gleich die Schwierigkeit gezeigt, „daß der Herzog von Savoyen der Zeit keinen Minister hier hätte, auch nicht als König erkannt sei; daher man Ihm auch folglich nicht schreiben könnte — zu geschweigen, daß Er auch überdem auf des Corporis Intercession wenig geben würde.“ Dagegen wiederholte Friedrich Wilhelm I. seine Verwendungen bei England. Er schrieb dem dortigen Residenten Bonet am 28. April 1714: „Ihr habt diese Sache Ihrer Majestät der Königin und dero Ministris so schrift- als mündlich auf das Beweglichste vorzustellen, und die inständigste Ansuchung zu thun, daß Ihre Majestät dieser Sache mit rechtem Ernst sich annehmen, und den Herzog von Savoyen oder nunmehrigen König von Sicilien mit Nachdruck dahin dispo-

Am 1714 abermals eine neuerlich ihm zugesandte Darstellung der Verhältnisse in Pragelas an Bonet, um daraus zu ersehen, „welchergestalt alles dasjenige, was ged. Piemonteser Thallenten zur Last geleyet werden will, und wodurch Sie, des Marquis de Trivié Vorgeben nach, die gehörige persecutiones sich zugezogen haben sollen, nicht das geringste fundament hat. Ihr habt von solchem Memorial all dort an gehörigen Orten communication zu thun, und darneben, durch alle diensame und bewegliche Vorstellungen es dahin zu befodern, daß der Königin Majestät dieser armen Leute sich an dem Savoyischen Hofse ferner ernstlich annehmen, und Ihnen durch nachdrückliche Intercessionen zu Ihrer Religions- und Gewissens-Freyheit wieder zu verhelffen bemühet seyn wolle.“

Der König Friedrich Wilhelm I. hatte wirklich die Freude, zu erfahren, daß seine lebhaften Verwendungen für die Waldenser im Thal Pragelas und überhaupt diesmal nicht ohne Erfolg blieben. — Die Königin Anna starb am 1. Aug. 1714. Georg I. bestieg den Thron. — Bonet berichtet nun unterm 7. (18.) Septbr. 1714: Er habe dem Marquis de Trivié gesagt, daß neue Beschwerden über die Bedrückungen der Waldenser eingegangen seien. Er wolle seine Vorstellungen einstellen, wenn jetzt bei der Rückkehr des Königs von Sicilien nach Piemont die Unterdrückungen jener armen Leute aufhören würden, wobei er zu bedenken gab, daß es nicht mehr das England der letzten Jahre, sondern ein neues und kräftiges England sei, welches die Sache dieser Unglücklichen, die man unterdrückt habe, führen werde. \*) Der Gesandte möge ihm Beweise geben,

---

\*) „Que ce n'est plus l'Angleterre des dernières années, mais

Anfangs berichtete Bonet unterm 22. Juni (2. Juli) 1714, daß er wenig Hoffnung habe, etwas Entscheidendes zu Gunsten der Waldenser bei der Königin Anna zu bewirken. Der Marquis von Trivié, Gesandter Savoyens, an den er sich gewandt, habe bemerkt, daß die Waldenser, gegen die Friedenstraktate, versucht hätten, Römisch-Katholische zur Religionsveränderung zu bewegen, auch daß sie gegen öffentliche Verordnungen gefehlt hätten. Der englische Staatssekretair aber, der von diesen Einwendungen unterrichtet sei, habe erklärt, daß es auf genaue Ausmittlung der Fakta zunächst ankommen werde, und daß es auch für England bedenklich sei, für die Waldenser vermittelnd einzutreten, da im Inlande so sehr strenge Geseze gegen die Katholiken beständen. Bonet habe nun zwar erwiedert, daß die englischen Geseze gegen die Katholiken ihren Ursprung in einer Widersetzlichkeit derselben gegen den Staat hätten, welches man nirgend von Evangelischen mit Grunde sagen könne, und daß, wenn die Geseze auch streng wären, so doch es ihre Ausführung nicht sei, wogegen sehr häufig in katholischen Ländern gerade der umgekehrte Fall vorhanden sei. Die Richtigkeit der Fakta aber ergäbe sich aus so vielen speziell angegebenen Fällen, wie denn Auswanderungen der Unterdrückten Beweise der eingegangenen Berichte seien. Indessen werde er schwerlich ein lebhaftes Interesse für die Waldenser erwecken können, da der Mann, mit dem er zu thun habe, 21 Jahr alt, wenig geschäft zu ernst en Geschäften und eingenommen gegen Diejenigen sei, welche in einem Staate der herrschenden Religion nicht zugethan seien.

Friedrich Wilhelm I. sandte hierauf unterm 18. Au-

gest 1714 abermals eine neuerlich ihm zugesandte Darstellung der Verhältnisse in Pragelas an Bonet, um daraus zu ersehen, „welchergestalt alles dasjenige, was ged. Piemonteser Thalleuten zur Last geleyet werden will, und wodurch Sie, des Marquis de Trivié Vorgeben nach, die bisheyrige persecutiones sich zugezogen haben sollen, nicht das geringste fundament hat. Ihr habt von solchem Memorial all dort an gehörigen Orten communication zu thun, und darneben, durch alle diensame und bewegliche Vorstellungen es dahin zu befodern, daß der Königin Majestät dieser armen Leute sich an dem Savoyischen Hofe ferner ernstlich annehmen, und Ihnen durch nachdrückliche Intercessionen zu Ihrer Religions- und Gewissens-Freyheit wieder zu verhelffen bemühet seyn wolle.“

Der König Friedrich Wilhelm I. hatte wirklich die Freude, zu erfahren, daß seine lebhaften Verwendungen für die Waldenser im Thal Pragelas und überhaupt diesmal nicht ohne Erfolg blieben. — Die Königin Anna starb am 1. Aug. 1714. Georg I. bestieg den Thron. — Bonet berichtet nun unterm 7. (18.) Septbr. 1714: Er habe dem Marquis de Trivié gesagt, daß neue Beschwerden über die Bedrückungen der Waldenser eingegangen seien. Er wolle seine Vorstellungen einstellen, wenn jetzt bei der Rückkehr des Königs von Sicilien nach Piemont die Unterdrückungen jener armen Leute aufhören würden, wobei er zu bedenken gab, daß es nicht mehr das England der letzten Jahre, sondern ein neues und kräftiges England sei, welches die Sache dieser Unglücklichen, die man unterdrückt habe, führen werde. \*) Der Gesandte möge ihm Beweise geben,

\*) „Que ce n'est plus l'Angleterre des dernières années, mais

die er seinem Könige melden könne, daß die Unterdrückungen aufhörten. Der Marquis de Trivulsi habe ihm gedankt für den Entschluß, den er gefaßt, nämlich die Rückkunft des Königs von Sicilien abzuwarten; er habe sich bemüht, ihn zu beruhigen, und hinzugefügt, wie er wohl unterrichtet sei, daß die Verwendungen für die Waldenser ursprünglich besonders von dem Könige von Preußen ausgegangen seien, und daß gewiß nach der Rückkehr des Königs aus Sicilien Maaßregeln würden ergriffen werden, die zur Zufriedenheit des Königs wären. \*)

Am 6. November 1714 berichtete Reinhold Hecht aus Frankfurt a. M.: „Seitdem E. Hoheit der Herr Herzog von Savoyen aus Sicilien zu Turin wieder angelangt, hören nicht allein die harte Religions-Verfolgungen gegen die Evangelisch-Reformirte Thalleuthe in Piemont zimlich auff, sondern von den bisher gefangen gehaltenen sind albereit auch ein Theil wieder auff freyem Fuß gestellet worden, und haben die übrigen gleichfalls die Hoffnung, auß ihrer unschuldig leidenden gefangenschaft baldt erlöset zu werden.“

Hiernach ruheten einige Zeit die Verfolgungen gegen die Waldenser in Pragelas und in den übrigen Thälern; denn Victor Amadeus sah in der damaligen Lage der politischen Verhältnisse sich genöthigt, immer schlagfertig zu sein. Er vermehrte sein Heer, ordnete an, daß alle waffenfähige Landesbewohner sich bereit hielten, eintre-

---

une nouvelle et vigoureuse Angleterre, qui plaideroit la cause de ces malheureux qu'on a opprimés.”

- \*) „Qu'il ne doutoit pas qu'à l'arrivée de son Roy dans les anciens Etats tout ne fut redressé à la Satisfaction de Votre Majesté.”

tenden Falles sofort zu den Waffen greifen zu können; weshalb ein ganzes Jahrzehend, während dessen Victor Amadeus 1720 Sicilien mit Sardinien vertauschen mußte, beinahe verging, ohne daß die Waldenser in ihren Thälern durch offenbare und größere Verfolgungen beunruhigt worden wären.

Zwar ward schon 1718 verordnet, daß alle Waldenser die katholischen Festtage feiern sollten; indessen ward doch diese Bestimmung nebst anderen erst von 1723 an recht drückend für die Waldenser. Im September des gedachten Jahres nämlich publizirte Victor Amadeus ein allgemeines Landrecht und Verordnungen, welche für alle seine Unterthanen erlassen wurden, in denen sich vier Bestimmungen fanden, welche die Waldenser auf das härteste trafen:

„1) Alle Sonntage und Feiertage, welche Unsere heilige Mutter, die Kirche, anordnet, sollen von Jedermann im Lande, wer es auch sei, heilig gehalten werden, bei Strafe von Zehn Thalern für einen jeden Kontraventions-Fall.“

Es waren aber in Piemont unverhältnißmäßig viel Feiertage. Die Waldenser, höher belastet mit Abgaben, als die Katholiken, außerdem aber gesetzlich zurückgewiesen in enge Wohnsitze und in die Nothwendigkeit, den Felsen und einzelnen kleineren Landstrichen die Erzeugnisse des Bodens mühsam abzugewinnen, konnten nicht bestehen, wenn sie so viele Tage im Jahre nicht arbeiteten. Aufmerksam aber und genau beobachteten nun ihre Gegner, ob sie irgend eine Stunde des Tages, ja des Nachts — wie ihre Prediger Appia, Reinaud, Bertin und Bartie unterm 8. März 1724 an König Friedrich Wilhelm I. von Preußen schrieben — einen Garten begössen, am Weinstock arbeiteten u. s. f., um sie in Strafe und viel-



leicht, bei der Armuth vieler, zum Uebertritt zur katholischen Kirche zu bringen.

„2) Die Ketzer, welche ihren Glauben abschwören, und die Juden, welche katholisch werden, können von ihren Verwandten sich Diejenigen auswählen, welche sie unterstützen und ihnen Alimente geben sollen, oder sie können von ihren Aeltern verlangen, daß das ihnen gebührende Erbtheil ihnen sofort ausgezahlt werde, sobald sie ihren Glauben abgeschworen haben, oder getauft sind, um mehr Unsere religiösen Absichten sicher zu stellen, wenn ein Sohn oder eine Tochter einer Familie sich von der Ketzerei oder dem Judenthum zurückziehen will. Wer hiervon Kenntniß erhält, soll sofort die Aufnahme eines genauen Inventarii an beweglichen und unbeweglichen Gütern der Aeltern veranlassen.“

Es bedarf keiner näheren Ausführung, wie dieser Artikel darauf berechnet war, junge Leute zum Katholicismus zu verführen und die Kinder von den Aeltern abtrünnig zu machen, der unwürdigen Zusammenstellung der Evangelischen mit den Juden nicht zu erwähnen.

3) Durch einen anderen Artikel war bestimmt, daß Bücher der evangelischen Konfession zum Unterricht u. nicht in das Land gebracht, und demgemäß an der Gränze beim Zoll angehalten werden sollten.

4) Endlich enthielt ein Artikel, daß alle Notarien katholisch sein mußten.

Bisher hatten die Waldenser ihre eigenen Rechtsanwalte gehabt; der hier in Rede stehende Artikel war um so schlimmer, als alle katholischen Notarien Piemonis Mitglieder des Raths zur Verbreitung des Glaubens und Ausrottung der Ketzer waren.

Zuerst

Zuerst gaben die evangelischen Kantone der Schweiz dem Könige Friedrich Wilhelm I. unterm 24. April 1724 Nachricht über diese neuen Bedrückungen der Waldenser. Ihre Prediger wandten sich aber auch unmittelbar an den König, und schrieben ihm unterm 8. März 1724:

„Wenn die Kirchen der Thäler Piémonts, dieser kleine Rest der alten Waldenser, durch eine Erfahrung verschiedener Jahrhunderte wissen, was es heiße, für den Namen Jesu Christi zu leiden, so haben sie auch den Trost gehabt, zu sehen, daß Fürsten desselben Glaubens die Güte gehabt haben, Antheil an ihren Interessen zu nehmen, ja einige dem letzten und traurigen Schiffbruch entronnene Trümmer haben in den Staaten Sr. Majestät einen sicheren Zufluchtsort gefunden, wo sie gewesen, ernährt und mit Güte überhäuft worden sind.“\*)

Sie erzählen nun, wie es ihnen seitdem ergangen, und wie sie jetzt nach den oben erzählten Bestimmungen von neuem bedrückt werden, und fahren fort:

„Das alles zielt deutlich, wenn gleich ganz in der Stille, auf den Untergang dieser Kirchen, welcher ohne Hülfe unvermeidlich ist. So nehmen sie sich denn die Freiheit, Eure, sich in tiefer Demuth vor den hohen Thron Ew. R. Maj. niederzuwerfen, Sie bittend, wie sie denn Sie bitten bei den Leiden unseres Heilandes und Erlösers

---

\*) „Si les Eglises des Vallées de Piémont, ce petit résidu des anciens Vaudois, savent par une expérience de divers siècles, ce que c'est que souffrir pour le Nom de Jesus Christ, elles ont eu la consolation de voir que des Princes de la même foy, ont eu la bonté de prendre part à leurs intérêts, même quelques débris réchapés du dernier et triste naufrage, ont trouvé dans les Etats de V. M. un azile assuré, où ils ont été et nourris et comblés de bien.“

Später, als der obige Brief vom 6. Januar abging, nämlich am 16. Januar 1725, gelangte auch ein besonderer Bericht des preußischen Gesandten in London, v. Wallenrodt, an den König Friedrich Wilhelm I., der obige Erklärung bestätigte.

„Der Marquis von Cortance“, sagt v. Wallenrodt, „hat auch deswegen mit mir gesprochen, und gesagt, daß sein König sein einmahl gegebenes Wort gegen die Waldenser halten, auch so lang sie sich als gute Untertanen aufführen würden, die ertheilte Privilegia continuiren wolte. Besagter Marquis v. Cortance hat mir, wiewohl im Vertrauen gesagt, daß der Gardinische Secrétaire d'Etat einen gar zu großen und indiscreten Ehffer in selbiger Sache bezeuget, als Er nicht in commissis gehabt. Allein dieses hat er mich gebeten sub rosa zu halten.“

In ähnlicher Art antwortete Victor Amadeus dem Könige Friedrich Wilhelm I. (Beil. S.) unterm 3. März 1725, daß schon vor seiner großmüthigen Verwendung für die Waldenser er mit Gefinnungen der Liebe und des Wohlwollens für sie eingenommen gewesen sei, mit welchen er die Treue und den Eifer derselben betrachte, und mithin auch ihre Ruhe und Sicherheit. Man habe nicht zu besorgen, daß diese Gefahr laufe, da seine Absicht sei, ihnen solche so lange fortdauernd zu gewähren, als ihre Anhänglichkeit in Erfüllung ihrer Pflichten sein werde. Er bitte den König, seiner vollkommenen Freundschaft und Verehrung sich überzeugt zu halten.

Allerdings waren alle diese Erklärungen und Schreiben doch sehr bedingt und allgemein gestellt; die oben erwähnten harten Bestimmungen wurden nicht ausdrücklich

aufgehoben; es blieb auch nicht aus, daß kleinere Bedrückungen in den nächstfolgenden Jahren vorkamen, wie z. B. 1726 bekannt gemacht wurde, daß Niemand in den reformirten Kirchen Piemonts zugelassen werden sollte, als die Waldenser Familien, denen es im Edikt von 1694 zugestanden war, bei Strafe der Verbannung der Geistlichen und willkührlicher, selbst körperlicher Strafe der Anciens. Diese Kirchen waren aber immer für Jedermann, namentlich auch alle Fremden, stets offen gewesen, und gab auch diese Verordnung Veranlassungen, einzelne Geistliche und andere Waldenser zu bedrücken.

Indessen kam es doch nicht zu einer allgemeinen, größeren Verfolgung. Diese trat erst 1730 ein, als Victor Amadeus bald nachher die Regierung niederlegte, und zwar traf solche zunächst die Waldenser im Thale Pragelas, gegen welche jetzt zunächst die Vertreibung in Ausführung gebracht wurde, zu der die versteckten Verbindungen des Utrechter Friedens beschönigenden Vorwand hergeben konnten.

Die evangelischen Eidgenossen der Schweiz meldeten unterm 7. April 1730 dem Könige Friedrich Wilhelm I. in Preußen: „Zu nicht geringem unserem Bedauern müssen wir vernehmen, wie daß die Evangelischen Einwohner des Thals Pragelas, durch des Königs von Sardinien auflässigen Befehl genöthigt werden, innert kurz angezeigter Zeit, entweder die Catholische Religion anzunehmen, oder das Land mit hinterlassung des Uebrigen zu räumen, und daß nicht nur schon eine große Anzahl solcher Flüchtlingen wirklich zu Genff angelanget und noch mehrere auff dem weg dahin seyen; Und haben Wir danahen unserer Pflicht und Schuldigkeit zu seyn ermessen, von

solch differer Glaubens-Genossen betrübtem Zustand ohne Zeitverlust Ew. Königl. Maj. gehörig zu benachrichtigen, anbey nicht unterlassen mögen, Dieselbe zugleich mit aller Ehrerbietigkeit zu ersuchen, nach Dero bey dem König von Sardinien habend vilvermögendem Ansehen dieser Ellenden Leüthen, äußerstes Elend zu herzen zu nehmen, und durch nachdrucksame Recommendationen bey demselben, Ihne dahin zu bewegen, zu trachten, daß denen annoch in dem Land befindlichen der weitere Auffenthalt in demselbigen, und denen würcklich emigrirten die Rückkehr in dasselbige in gnaden gestattet werden möchte.“ — Sie bitten den König ferner, er möge „nach dem unsterblichen Ruhm Dero glormwürdigsten Vorfahren“ sich gegen diese „alles mitleidens würdigste Glaubens-Genossen mittheilend erzeigen, und einen guten Theil der Emigrirten Glücklingen in Dero Lande aufnehmen, und hierzu die gedeyliche Disposition verfügen.“

Der König Friedrich Wilhelm I. erklärte hierauf sogleich in einem Schreiben vom 25. April 1730 (Beil. T.) dem Könige von Sardinien: Er erfahre mit vielem Schmerz, daß der König den Evangelischen in Pragelas befohlen habe, ihre Religion zu ändern, oder das Land zu verlassen. Da diese armen Leute nichts verbrochen hätten, und ihre Feinde ihnen nur vorwerfen könnten, daß sie Gott nach ihrem Gewissen dienten, wofür der König Victor Amadeus eher ihnen seinen Schutz verleihen solle, als sie so grausam verfolgen, so könne der König Friedrich Wilhelm I. von ihrem jetzigen Unglück nur lebhaft sich ergriffen fühlen, und er bitte deshalb den König Victor Amadeus dringend, die Waldenser nach seiner gewöhnlichen Gnade zu behandeln und ihnen zu erlauben, daß sie bleiben oder in ihr Vaterland zu-

Walden in der Thälerei zu wohnen und dort als gute und getreue Unterthanen zu leben dürfen.

Der König von Sardinien, Victor Amadeus, erwiderte (Beil. U.) unterm 10. Juni 1730: König Friedrich Wilhelm I. sei über die Verhältnisse der Thäler von Pragelas nicht gehörig unterrichtet. Diese Thäler seien ihm durch den Frieden von Utrecht tauschweise von Frankreich übergeben, und sei die ergriffene Maaßregel Folge des Traktats, dem der König sich nicht entziehen könne.

Aber auch die uralten Waldenser Thäler blieben nicht frei von Verfolgung.

Victor Amadeus erließ unterm 20. Juni 1730, nachdem vorher katholische Missionarien in jenen Thälern gewesen waren, ein Edikt, in welchem er, unter mehrerem Auführen der in Rücksicht der Waldenser erlassenen Verordnungen, ad 4. bestimmte: Diejenigen Personen, welche in den Waldenser Thälern vor 1686 in der römisch-katholischen Kirche geboren oder getauft und dann Apostaten geworden seien, sollten nach alten Edikten mit dem Tode und der Konfiskation ihrer Güter gestraft werden; eben so auch die Abtrünnigen, welche nach dem Jahre 1696 freiwillig katholisch geworden und dann wieder zur evangelischen Glaubenslehre übergetreten seien: — der König wolle ihnen indessen einen Beweis seiner Gnade geben und gestatten, daß sie entweder in sechs Monaten in den Schooß der heiligen römisch-katholischen Kirche zurückkehrten, oder in diesem Zeitraum die savoyischen Staaten verließen, wobei ihnen noch erlaubt sein sollte, ihre Güter zu verkaufen.

Da dieser Artikel viele Waldenser traf, wie sie denn selbst melden, daß die Ausführung des Edikts

eine große Anzahl von Familien unglücklich machen würde, indem Einige sich von Vater und Mutter getrennt und ihrer Besizthümer beraubt sehen würden, Andere von ihren Kindern, ja in manchen Familien die Frau von dem Mann und der Mann von der Frau würden getrennt werden, so suchten sie den Schuß mehrerer auswärtigen evangelischen Mächte, die sich vergeblich für sie verwandten, wie z. B. Holland. — Zunächst aber nahmen sie die Fürsprache der evangelischen Kantone der Schweiz in Anspruch, und diese batm abermals König Friedrich Wilhelm I. um seine Verwendung.

Victor Amadeus II. legte die Regierung im September 1730 nieder, und übertrug solche seinem Sohne und Nachfolger Karl Emanuel III. An diesen schrieb Friedrich Wilhelm I. (Beil. V.) unterm 14. Novbr. 1730: Er könne nicht beschreiben, wie sehr ihn das traurige Schicksal der Thabewohner rühre, da ihnen 1694 volle Religions-Freiheit zugesichert, jezt aber ein Edikt publizirt sei, dem zufolge Viele zur römisch-katholischen Kirche zurückkehren sollten. Da der König Friedrich Wilhelm I. mit diesen armen Leuten gleichen Glaubens sei, weshalb er sie als seine Brüder in Jesus Christus betrachte, so bitte er den König, gleiche Gnade gegen sie, wie gegen seine übrigen Unterthanen zu üben, und sie ganz der Vortheile des Edikts von 1694 genießen zu lassen. Da es der erste Beweis von Freundschaft sei, den er erbitte, so hoffe er gewiß auf Genehmigung seines Antrags.

König Karl Emanuel III. erwiederte unterm 23. Dezbr. 1730 (Beil. W.), daß das Edikt vom Juni 1730 dem früheren von 1694 nicht zuwider laufe, und vielmehr gegen Einzelne, die nach den früheren Edikten Strafen hätten erleiden müssen, ein Ausfluß königlicher Milde sei.

Friedrich Wilhelm I. beruhigte sich bei dieser Erklärung nicht. Er befahl vielmehr seinen Gesandten in holland und England, bei den dortigen Höfen dringend um Verwendung für die Waldenser anzusuchen. — Wirklich hatte auch Georg II. am 23. Februar 1731 in einem lateinischen Briefe dem Könige von Sardinien eröffnet, daß er, von den Generalstaaten insbesondere aufgefordert, den König bitten müsse, das Edikt von 1730 in soweit aufzuheben, als es den Waldensern Rechte, die ihnen durch das auch von England garantierte Edikt von 1694 bewilligt seien, entzöge. — Inzwischen berichtete schon vorher der preussische Gesandte in England, der Graf von Degenfeld, unterm 30. Jan. 1731, er habe sich zwar für die Waldenser bei den englischen Ministern verwandt, indessen seit einiger Zeit sie nicht gesehen, „indem Sie mit denen Englischen Affairen wegen des übermorgen angehenden Parlements sehr occupirt seyn. Inzwischen — fährt er fort — hat mir der Sardinische Gesandte, Chevalier Dsorio, gesagt, das Edict de Anno 1694 wäre im geringsten nicht aufgehoben, oder demselben derogiret, sondern solches vielmehr confirmirt und bestätigt, und wolte Er mir das Edict vom vorigen Jahre communiciren, und da Er dergleichen Vorstellung auch dem hiesigen Ministerio gethan, so hätte Es von dieser Sache von selbst abstrahiret.“

Indessen wurde dann doch noch oben erwähneter Brief des Königs an Karl Emanuel abgesandt; auch meldet der Graf von Degenfeld unterm 23. März 1731: „Der Graf von Essez, welcher als Ambassadeur nach Turin gehe, werde auch Ordre bekommen, in faveur dieser armen Leuthe auch mündliche Vorstellung zu thun.“



Auch die Generalstaaten ersuchten den König von Sardinien sehr dringend und wiederholt, das Edikt vom 20. Juni 1730, in soweit es gegen die Waldenser gerichtet sei, aufzuheben. Karl Emanuel antwortete ihnen unterm 3. März 1731, daß das Edikt vom Juni 1730 milde sei, indem dasselbe die Strafe, welche nach früheren Edikten mehrere Waldenser verdient hätten, erlasse, und ihnen die Auswanderung in einer geräumigen Frist von sechs Monaten gestatte; auch habe er keinen Anstand genommen, Einzelnen auf ihr Ansuchen auch noch längere Frist zu gestatten.

Die Waldenser selbst hatten ihrem Könige Karl Emanuel im Herbst 1730 vorgestellt, er möge den 4. Artikel des Edikts seines Vaters Victor Amadeus vom 20. Juni 1730 aufheben, und sie in die Rechte des Patents von 1694 wieder einsetzen, indem in den früheren Verfolgungen Viele gezwungen katholisch geworden, und in ruhiger Zeit dann zum Glauben ihrer Väter zurückgekehrt seien, dies aber nach dem Edikt von 1694, wonach ihnen völlige Religions-Freiheit gestattet worden, zugelassen sei. Sie hatten um so mehr glücklichen Erfolg gehofft, als der König von Sardinien, wie sie schreiben, war überrascht worden von der großen Liste derjenigen Waldenser, welche durch den Artikel 4. der Verordnung vom 20. Juni 1730 in den Fall kamen, auszuwandern. Dennoch erhielten sie unterm 27. November 1730 die Antwort, daß es lediglich bei den Bestimmungen des Edikts vom 20. Juni 1730 verbleiben müsse.

Diese Antwort brachte Schrecken unter die Waldenser, welche von jenem Edikte betroffen wurden. Sie entschlossen sich, mehrere Hunderte an der Zahl, auszuwan-

den, und begaben sich im Anfange des Jahres 1731 nach der Schweiz. Unter ihnen waren Greise beiderlei Geschlechts, welche auf der Reise zum Theil getragen werden mußten. Alle kamen entblößt von Geld, Wäsche und Habseligkeiten in mitleidswerthem Zustande in der Schweiz an.

König Friedrich Wilhelm I. schrieb nun unterm 17. März 1731 (Beil. X.) an den König von Sardinien, wie er wohl gewünscht hätte, daß seine vorjährige Verwendung für die Waldenser mehr Erfolg gehabt hätte, als der Fall gewesen wäre. Er müsse indessen allerdings dem Könige überlassen, den Sinn seiner Edikte und Verordnungen in Bezug auf das Innere seiner Staaten selbst zu erklären. Er bitte jedoch den König, mit Theilnahme und Mitleiden den traurigen Zustand zu betrachten, in welchen diese armen Leute gebracht seien, nicht, weil sie Verbrechen begangen hätten, welche ihnen die Ungnade des Königs hätten zuziehen können, sondern lediglich weil sie der Bewegung ihrer Religiosität gefolgt seien, das heißt, der Hand des Allmächtigen, welcher der Menschen Gewissen leitet, und der einzige freie Herr desselben ist. Er wiederhole daher seine Bitten, daß Karl Emanuel das Edikt des vorigen Jahres mildern, und denen, die noch im Vaterlande geblieben seien, erlaube, dort ruhig zu verbleiben; denen aber, welche schon ausgewandert seien, die Rückkehr in ihre Heimath zu gestatten.

Zwar antwortete Karl Emanuel unterm 28. April 1731 (Beil. Y.) nur kurz: Je lebhafter sein Wunsch sei, dem König seine aufrichtige Freundschaft und Verehrung zu bezeigen, um so mehr bedauere er, dies in Bezug auf die Waldenser, die in dem Edikt des vorigen Jahres begriffen seien,

nicht bethätigen zu können; es beziehe sich diese Angelegenheit nur auf das Innere seiner Staaten, und sei eine abgemachte Sache, die aus vielen Gründen und Umständen keine Aenderung mehr erleiden könne. Der König möchte bei Durchsicht jenes Edikts auch die Güte und das Wohlwollen in Betracht ziehen, das im Allgemeinen den Waldensern und Einzelnen derselben in jenem Edikt bewiesen sei.

Dessenungeachtet waren die Schreiben des Königs von Preußen, die Verwendungen anderer evangelischer Mächte und auch gewiß die wirklich Statt gehabte Auswanderung vieler Waldenser nicht ohne Erfolg. Es erschien unterm 12. Mai 1731 ein — ich darf wohl sagen — künstlich gefaßtes Edikt, worin der wahre Sinn des Artikels 4. des Edikts vom 20. Juni 1730 dahin erklärt wurde, daß, wenn Eltern in der Zeit von 1686 bis 1694 katholisch geworden, nachher aber wieder zu ihrem alten Glauben zurückgekehrt seien, in Bezug der Kinder, die mit katholisch geworden, unterschieden werden sollte, ob sie in der Zeit, wo ihre Eltern katholisch wurden, schon den Verstand hatten, sich selbst zu entscheiden; und wenn dies nicht der Fall sei, so sollte der vierte Artikel des Edikts vom 20. Juni 1730 auf sie keine Anwendung leiden. Hätten diese nachher sich immer zur evangelischen Kirche gehalten, so sollten sie zur Annahme der katholischen Lehre nicht genöthigt werden. Auch wenn Kinder, ehe sie den Gebrauch ihres Verstandes erlangt hätten, (non avendo l'uso di ragione), wären gezwungen worden, die evangelische Religion ihrer Eltern abzuschwören, so könnte daraus nicht gefolgert werden, daß sie wahrhaft die katholische Religion sich erwählt hätten &c. Nur in Bezug auf diejenigen Waldenser, die nach dem Frieden

von

von Utrecht 1713 im Thal Pragelas an Savoyen gekommen seien, sei es nicht möglich zu dulden, weil es dort so gehalten werden müsse, wie es in Frankreich war, wo nur die eine katholische Konfession geduldet worden wäre.

Es sind in den Jahren 1730 und 1731, wie aus der Beilage Z. näher hervorgeht, aus Piemont 840 Waldenser ausgewandert: 360 aus dem Thal Pragelas und 480 aus den übrigen Thälern. Sie befanden sich 1731 sämmtlich in der Schweiz, namentlich im Kanton Bern.

Als die evangelischen Kantone am 7. April 1730, wo die ersten Auswanderungen aus dem Thale Pragelas vorkamen, dem Könige Friedrich Wilhelm I. den Antrag gemacht hatten, die Waldenser aufzunehmen, berichtete das General-Direktorium, daß man sie allerdings aufnehmen könne und nach Litthauen kommen lassen möge. Der König schrieb auf den Bericht: „Gut. Ich will sie 500 Familien samt ihre Prediger aufnehmen, sollen Bauerhöfner im Sabinischen Schulzen-Amte erbauet werden, da ist noch sehr viel wüste. F. W.“

Dies Sabinische Schulzenamt liegt im Dramburgischen Kreise, jetzt im Regierungsbezirk Cöslin, damals in der Neumark. Der Geheime Staatsminister v. Podewils bemerkte aber sofort, daß im Ganzen nur 560 Personen (als soviel damals am 30. November 1730 bekannt waren) aus den Waldenser Thälern ausgewandert seien, die also kaum 100 Familien ausmachen könnten, weshalb es am besten sein würde, wenn den Schweizern zunächst nur der Wille Sr. Majestät eröffnet würde, und sie veranlaßt würden, nun eine namentliche Liste derjenigen Waldenser einzusenden, welche die Wohlthat des Kö-

nigs annehmen wollten, damit man dann wegen ihrer Transports sowohl, als künftigen Etablissements in den königlichen Landen das Nöthige einleiten könnte.

Es wurde nun zwar eine solche Liste eingefordert; indessen finde ich nicht, daß dem zufolge ein eigener Transport Waldenser, wie 1688, in das Brandenburgische gekommen sei. Vielmehr führt Moser (S. 301 u. 302) an, daß sie nach und nach in Deutschland und anderen Ländern untergebracht seien. — Auf diese Weise sind wahrscheinlich auch mehrere Familien in die Brandenburgisch-Preussischen Staaten gekommen; wie denn E. man anführt, daß die Waldenser, welche in den französischen Kolonien wären, nach 1703 eingewandert seien, welches wohl nur auf die Zeit von 1730 und 1731 sich beziehen kann; denn seit dieser Zeit haben in Piemont, wenigstens nach den Ermittlungen, die anzustellen mir möglich war, keine so großen und allgemeinen Verfolgungen der Waldenser Statt gefunden, als früher, namentlich keine, durch welche sie gezwungen gewesen wären, in größerer Anzahl auszuwandern.

Am 17. März 1735 erließ Karl Emanuel ein Edikt, in welchem er die früher bis 1681 gegebenen Patente bestätigte.

Von 1744 wird angeführt, daß die Waldenser in dem damaligen französischen Kriege sich sehr ausgezeichnet hätten.

1763 ward ihre Anzahl von ihnen selbst auf 13000 angegeben.

Im Jahre 1792 ward von fanatischen Katholiken — jedoch ohne ausgesprochene Autorisation des Hofes — der Versuch gemacht, die Waldenser-Familien in la Tort auszurotten, während die Männer acht Meilen entfernt im Felde waren. Zwei wackere katholische Bewohner de

Thales, Odetti und Brianza, die von der Verschwörung Kunde erhielten, benachrichtigten davon die Waldenser bei dem Heere, welche unter Lebensgefahr nach Hause eilten und die Ihrigen retteten. Sie überreichten hierauf der Regierung eine Liste der Verschwörer; es wurden aber keine Untersuchungen in dieser Beziehung angestellt, und die Uebelthäter blieben unbestraft. (Gilly S. 109—115.)

Im Jahre 1799 kamen die Waldenser mit Piemont unter französische Herrschaft. Unter dieser Regierung wurden sie den übrigen Piemontesern ganz gleich gestellt. Funfzehn Jahre hindurch genossen sie aller bürgerlichen Rechte und des Schutzes der Geseze; auch bewilligte Napoleon den Geistlichen der Waldenser 1000 Frco. Gehalt jährlich aus der Staatskasse.

Als er einst durch die Thäler marschirte, sprach er längere Zeit mit einem Waldenser Geistlichen, und erkundigte sich namentlich genau, ob H. Arnaud's Rentrée glorieuse überall genau und wahr sei.

Im Jahre 1814 kamen die Waldenser wieder unter die Herrschaft ihres legitimen Regenten, des Königs von Sardinien, Victor Emanuel. Dieser setzte die alten Edikte gegen die Waldenser sogleich wieder in Gültigkeit, nach denen sie jenseit der Flüsse Elnon und Pelice kein Grundstück erwerben, sich nicht niederlassen, keine neuen Kirchen erbauen, in der Armee nur als gemeine Soldaten dienen durften, und von allen Civil-Ämtern und militairischen Würden ausgeschlossen wurden. Die Konmunen durften weder Aerzte noch Ortsvorsteher ihrer Religion haben; ihre Korrespondenz mit dem Auslande war einer strengen Aufsicht übergeben; ihre religiösen

Schriften durften sie im eigenen Lande nicht drucken lassen, und große Abgaben waren darauf gelegt, wenn sie diese Bücher vom Auslande kommen ließen. Das Staatsgehalt der Geistlichen ward verweigert, und auch wohl hie und da versucht, Kinder der Waldenser zum Katholizismus zu bringen. (Gilly S. 65 sqq.)

Wenn gleich hiernach der Zustand der Waldenser sich gegen die Zeit der Fremdherrschaft verschlimmert hatte, so äußerten sie doch durchaus kein Mißvergnügen über die Wiedereinführung ihres gebornen Landesfürsten, und verhielten sich ganz ruhig, als Bonaparte 1815 von Elba nach Frankreich ging und in ihrer Nähe vorbeizog. Dagegen baten sie wiederholt die Behörden und ihren Fürsten auf gesetzmäßigem Wege um Milderung der gegen sie wieder in Kraft gesetzten Edikte, worauf Victor Emanuel am 27. Februar 1816 bestimmte, daß den Geistlichen wieder ein Staatsgehalt gegeben werden solle, welches demnächst auf 500 Frcs. jährlich bestimmt wurde; daß die Waldenser ihre Grundstücke behalten dürften, welche sie unter dem vorigen Gouvernement rechtmäßig erworben, auch wenn sie außerhalb der Gränzen lägen, welche ihnen durch die alten Edikte vorgezeichnet wären, und daß sie endlich nicht allein alle Künste und Handwerke sollten treiben, sondern auch Chirurgen, Pharmaceuten, Geometer und Feldmesser werden und ähnliche Beschäftigungen ergreifen können, vorausgesetzt, daß sie sich den vorgeschriebenen Prüfungen und Gesetzen unterwerfen würden. Ausgeschlossen sollen sie nur bleiben von allen Stellungen, zu denen der Doktorgrad erforderlich ist.

Dieser Bewilligungen ungeachtet, waren die Waldenser, und namentlich ihre Prediger, meist nur in sehr ärmlicher Lage. — Der preussische Gesandte, der Graf von Waldburg-Truchseß, interessirte sich von Anfang an lebhaft für die Waldenser, so daß sie ein großes Vertrauen zu ihm faßten, wie dies von Gilly mehrfach herausgehoben wird.

Ein glaubhafter Augenzeuge, der in der Mitte des Jahres 1818 die Waldenser Thäler durchreis'te, führt an, er habe mit Vergnügen bemerkt, daß, mit wenigen Ausnahmen, dort zwischen Katholiken und Evangelischen ein gutes Einverständniß herrsche; selbst die Geistlichen lebten unter sich in guter Einigkeit, ohne daß der Eifer der Waldenser für den Glauben ihrer Väter irgend abgenommen habe. Sie achten und gehorchen blindlings ihren Predigern, welche aber auch ihrerseits allgemein das beste Beispiel von Moralität und wahrer Frömmigkeit geben. Daher sei es nicht zu verwundern, daß die Sitten der Einwohner dieser Thäler sich vor denen aller übrigen durch Sanftmuth und Reinheit auszeichnen, weshalb es um so wünschenswerther wäre, wenn das Schicksal ihrer Prediger etwas verbessert werden könnte, von denen mehrere mit dem größten Elende kämpfen, indem ihre Gemeinglieder fast alle zu arm sind, ihnen zu helfen.

Der König von Sardinien, wie bereits oben bemerkt, läßt einem jeden Geistlichen zwar einen Gehalt von 500 Francs zahlen; 400 Frcs. beinah erhalten sie von England, welches letztere, wie aus Gilly hervorgeht, jetzt beschäftigt ist, ihnen diejenigen Summen wieder zu schaffen, die ihnen früher aus den Kollekten von 1655 und folgenden Jahren zufließen, und welche unter Karl II. eingezo-



Schriften durften sie im eigenen Lande nicht drucken lassen, und große Abgaben waren darauf gelegt, wenn sie diese Bücher vom Auslande kommen ließen. Das Staatsgehalt der Geistlichen ward verweigert, und auch wohl hie und da versucht, Kinder der Waldenser zum Katholizismus zu bringen. (Gilly C. 65 sqq.)

Wenn gleich hiernach der Zustand der Waldenser sich gegen die Zeit der Fremdherrschaft verschlimmert hatte, so äußerten sie doch durchaus kein Mißvergnügen über die Wiedereinführung ihres gebornen Landesfürsten, und verhielten sich ganz ruhig, als Bonaparte 1815 von Elba nach Frankreich ging und in ihrer Nähe vorbeizog. Dagegen baten sie wiederholt die Behörden und ihren Fürsten auf gesetzmäßigem Wege um Milderung der gegen sie wieder in Kraft gesetzten Edikte, worauf Victor Emanuel am 27. Februar 1816 bestimmte, daß den Geistlichen wieder ein Staatsgehalt gegeben werden solle, welches demnächst auf 500 Frcs. jährlich bestimmt wurde; daß die Waldenser ihre Grundstücke behalten dürften, welche sie unter dem vorigen Gouvernement rechtmäßig erworben, auch wenn sie außerhalb der Gränzen lägen, welche ihnen durch die alten Edikte vorgezeichnet wären, und daß sie endlich nicht allein alle Künste und Handwerke sollten treiben, sondern auch Chirurgen, Pharmaceuten, Geometer und Feldmesser werden und ähnliche Beschäftigungen ergreifen können, vorausgesetzt, daß sie sich den vorgeschriebenen Prüfungen und Gesetzen unterwerfen würden. Ausgeschlossen sollen sie nur bleiben von allen Stellungen, zu denen der Doctorgrad erforderlich ist.

Dieser Bewilligungen ungeachtet, waren die Waldenser, und namentlich ihre Prediger, meist nur in sehr ärmlicher Lage. — Der preussische Gesandte, der Graf von Waldburg-Truchseß, interessirte sich von Anfang an lebhaft für die Waldenser, so daß sie ein großes Vertrauen zu ihm faßten, wie dies von Gilly mehrfach herausgehoben wird.

Ein glaubhafter Augenzeuge, der in der Mitte des Jahres 1818 die Waldenser Thäler durchreis'te, führt an, er habe mit Vergnügen bemerkt, daß, mit wenigen Ausnahmen, dort zwischen Katholiken und Evangelischen ein gutes Einverständniß herrsche; selbst die Geistlichen lebten unter sich in guter Einigkeit, ohne daß der Eifer der Waldenser für den Glauben ihrer Väter irgend abgenommen habe. Sie achten und gehorchen blindlings ihren Predigern, welche aber auch ihrerseits allgemein das beste Beispiel von Moralität und wahrer Frömmigkeit geben. Daher sei es nicht zu verwundern, daß die Sitten der Einwohner dieser Thäler sich vor denen aller übrigen durch Sanftmuth und Reinheit auszeichnen, weshalb es um so wünschenswerther wäre, wenn das Schicksal ihrer Prediger etwas verbessert werden könnte, von denen mehrere mit dem größten Elende kämpfen, indem ihre Gemeinglieder fast alle zu arm sind, ihnen zu helfen.

Der König von Sardinien, wie bereits oben bemerkt, läßt einem jeden Geistlichen zwar einen Gehalt von 500 Francs zahlen; 400 Frco. beinahe erhalten sie von England, welches letztere, wie aus Gilly hervorgeht, jetzt beschäftigt ist, ihnen diejenigen Summen wieder zu schaffen, die ihnen früher aus den Kollekten von 1655 und folgenden Jahren zufließen, und welche unter Karl II. eingezo-

gen wurden; indessen sind 900 Francs immer sehr wenig für einen armen Prediger, der davon Frau und Kinder erhalten und erziehen soll. — Die Holländer bestimmen jährlich 4000 Frs. zur Unterhaltung der Schulen in den Thälern. Die evangelischen Kantone der Schweiz haben sechs Stipendien für Waldenser Theologen gegründet, die in Lausanne studiren.

Diese mehrfachen Unterstützungen auswärtiger evangelischer Mächte hatten indessen der großen Noth der Waldenser nach schweren Kriegeszeiten im Jahre 1818 noch nicht durchgreifend abgeholfen. Auf einen diesfälligen Bericht des preussischen Gesandten bewilligten des Königs Majestät, zur Aushülfe der dringendsten Noth dieser armen Glaubensgenossen, ein Geschenk von 2000 Rthlr., und überließen dem Grafen von Truchseß die Vertheilung derselben.

Groß war die Freude der Waldenser beim Empfange dieser Nachricht, und rührend sind ihre Dankesagungen. — „Das Geschenk Sr. Maj., welches Sie zur Disposition Ihres treuen Ministers gestellt hätten, würde ein ewiges Denkmal Königlicher Freigebigkeit bleiben! Ach, daß sie erwidern nichts könnten, als mit aller Inbrunst täglich vom Könige der Könige Gnade auf die geheiligte Person Sr. Majestät herabflehen!“

Das Königliche Geschenk wurde mit großer Gewissenhaftigkeit, unter Berathung mit den Vorstehern der Waldenser-Gemeinen, so vertheilt, daß davon erhielten: 500 Rthlr. die ärmsten Prediger und Schullehrer, von denen einer blind war; 900 Rthlr. an 161 Familien, um sie vom gänzlichen Elende zu erretten; 600 Rthlr. als

hülfe bei Errichtung von drei neuen Schulen, Verbesserung der elf alten, Reparatur dreier Kirchen 2c.

Am 18. April 1821 übernahm der jetzige König von Sardinien, Karl Felix Joseph (geb. 1765), nach freiwilliger Abtretung seines Bruders, die Regierung.

An der in diesem Jahre in Piemont ausgebrochenen Revolution haben die Waldenser in keiner Art auch nur den entferntesten Antheil genommen, wenn gleich die rebellische Bewegung ganz in ihrer Nähe entstand.

In Verona wurde von den evangelischen Mächten, und besonders von England und Preußen, eine bessere Behandlung der Waldenser und Gleichstellung mit allen übrigen Unterthanen dem Könige von Sardinien empfohlen. Es drückte sie fortdauernd noch der Umstand, daß sie keine Krankenanstalt für sich hatten, da, wenn ein Waldenser in ein königlich sardinisches Hospital aufgenommen werden wollte, er vorher, wie erzählt wird, seinen Glauben abschwören mußte. — So gab ihnen denn, auf Vermittelung Englands unter Canning's Einfluß, und Preußens, in dessen Namen der Graf von Waldburg-Truchseß sehr lebhaft intercedirte, der König von Sardinien die Erlaubniß zur Erbauung eines eigenen Hospitals.

Hierzu fehlte es ihnen aber ganz an Mitteln. — Der preußische Gesandte in Turin, Graf von Truchseß, veranlaßte darauf den preussischen Gesandten in der Schweiz, Grafen von Neuron, dahin zu wirken, daß zunächst Seitens der evangelischen Schweiz für diesen wohlthätigen Zweck etwas geschähe, und es bewilligten die Schweizer 5192 Francs. — Die Waldenser selbst versuchten nun durch Kollekten im Auslande noch Geld zu erhalten. — So kam denn auch ein Abgeordneter derselben, Peter Appia,

gen wurden; indessen sind 900 Francs immer sehr wenig für einen armen Prediger, der davon Frau und Kinder erhalten und erziehen soll. — Die Holländer bestimmen jährlich 4000 Frcs. zur Unterhaltung der Schulen in den Thälern. Die evangelischen Kantone der Schweiz haben sechs Stipendien für Waldenser Theologen gegründet, die in Lausanne studiren.

Diese mehrfachen Unterstützungen auswärtiger evangelischer Mächte hatten indessen der großen Noth der Waldenser nach schweren Kriegeszeiten im Jahre 1818 noch nicht durchgreifend abgeholfen. Auf einen diesfälligen Bericht des preussischen Gesandten bewilligten des Königs Majestät, zur Aushülfe der dringendsten Noth dieser armen Glaubensgenossen, ein Geschenk von 2000 Rthlr., und überließen dem Grafen von Truchseß die Vertheilung derselben.

Groß war die Freude der Waldenser beim Empfange dieser Nachricht, und rührend sind ihre Danksayungen. — „Das Geschenk Sr. Maj., welches Sie zur Disposition Ihres treuen Ministers gestellt hätten, würde ein ewiges Denkmal Königlicher Freigebigkeit bleiben! Ach, daß sie erwiedernd nichts könnten, als mit aller Inbrunst täglich vom Könige der Könige Gnade auf die geheiligte Person Sr. Majestät herabflehen!“

Das Königliche Geschenk wurde mit großer Gewissenhaftigkeit, unter Berathung mit den Vorstehern der Waldenser-Gemeinen, so vertheilt, daß davon erhielten: 500 Rthlr. die ärmsten Prediger und Schullehrer, von denen einer blind war; 900 Rthlr. an 161 Familien, um sie vom gänzlichen Elende zu erretten; 600 Rthlr. als

Kongregation sich bildete, welche auf die Bedrückung der Waldenser hinarbeitete.

Es haben sich nämlich in neuerer Zeit viele Waldenser außerhalb der früheren Gränzen ihrer Wohnsitze in Folge der Toleranz des Gouvernements angesiedelt, Handlung und Gewerbe getrieben und sich bei Anderen eingeniehet. Plötzlich erschien unterm 5. November 1827 ein Befehl der Königl. Behörden in Pignerol, daß alle dortigen Einwohner ihre waldensischen Miethsleute bis zum 1. April 1828 fortziehen lassen mußten, indem sie, nach dem Edikt vom 23. Dezbr. 1622, welches in der Anlage D. abgedruckt ist, nicht in Pignerol u. wohnen dürften. — Viele Waldenser gingen nach Turin, um sich zu beschweren; aber, wie man erzählt, war der Einfluß der Jesuiten-Kongregation, die in Pignerol mehrere Brüder hatte, so groß, daß, als ein Waldenser aus einander setzte, die Ausführung des Edikts von 1622 und ihre Beschränkung auf ihre ersten Wohnsitze sei bei ihrer jetzigen Volkszahl physisch unmöglich, ihm geantwortet wurde: „Nun wohl, in diesem Falle ist Amerika groß genug, Euch aufzunehmen!“ worauf der Waldenser, für diesen Rath ehrfurchtsvoll dankend, erwiderte: daß sie, dem Himmel sei Dank, nicht nöthig haben würden, sich so weit zu entfernen, indem sie sicher seien, daß, wenn es zu solchem Aeußersten käme, sie in näheren Gegenden Zuflucht und Schutz finden würden.

Die von Seiten mehrerer europäischen Höfe (namentlich auch Preussens) eingelegten Verwendungen hatten die Folge, daß von Seiten der sardinischen Regierung erklärt wurde, jene Verordnung sei ohne ihr Wissen erlassen; was

im Jahre 1824 nach Berlin, und bat des Königs Majestät um Bewilligung einer Kollekte Behufs Erbauung eines Hospitals in den Waldenser Thälern für arme Kranke.

Des Königs Majestät geruhten sofort unterm 2. Dezember 1824 eine evangelische Kirchen-Kollekte in der ganzen Monarchie zu gestatten, genehmigten auch bald darauf unterm 8. Januar 1825, auf desfalligen Bericht des Geheimen Staatsministers Freiherrn v. Altenstein noch eine Privatsammlung durch einen Verein, der sich zu diesem Behuf aus den angesehensten Staatsbeamten und anderen Wohlgesinnten gebildet hatte.

Zu dieser Privatsammlung haben — da der Zweck ein allgemein menschlicher war — auch einzelne katholische Christen beigetragen. Ein schönes Zeichen der Zeit und des glücklichen Einverständnisses aller Konfessionen im preussischen Staate!

Die evangelische Kirchen-Kollekte hat sehr bedeutend eingetragen. Es sind im Ganzen im preussischen Staate eingekommen: 21915 Rthlr. 27 Sgr. 9 Pf.

So wurden die huldreichen Bewilligungen Sr. Majestät des Königs von dem glänzendsten Erfolge gekrönt. Die Waldenser dankten für die erwiesene Wohlthat. Se. Majestät antworteten ihnen in den huldreichsten Ausdrücken, mit dem Bemerken, daß das glänzende Resultat der Sammlungen Allerhöchstihnen ungemein angenehm gewesen, und daß der Himmel das Saamenkorn segnen möge, welches auf so guten Boden gefallen sei.

Vor einigen Jahren erlitten die Waldenser wieder Angriffe auf ihre Freiheiten, da in Turin eine Jesuiten-

kein Aergerniß haben, mag dem Fremden auffallen; die Waldenser nehmen, in Erinnerung früherer härterer Zeit, daran nicht Anstoß. — In Rora, einem auf hohen Gebirgskuppen liegenden Dorfe, wo der evangelische Gottesdienst früh um 10 Uhr geschlossen sein muß, weil dann der katholische in der nahe belegenen Kirche beginnt, ist von der Regierung jetzt bereits Genehmigung ertheilt zur Erbauung einer neuen Waldenser-Kirche auf entfernterer Stelle, wo dann der Gottesdienst zu einer günstigeren Tageszeit wird gehalten werden können; denn die steilen Gebirgswege zu der hoch liegenden Kirche machen es in Wintertagen besonders alten Leuten fast unmöglich, so früh zur Kirche zu kommen, als jetzt nothwendig ist, weil der Gottesdienst schon um 10 Uhr beendet sein soll. — Die Waldenser-Gemeine zu Rora liefert willig die Materialien zum Bau der Kirche, da ihr Boden Kalk, Schiefer und Bausteine selbst darbietet. Zur Vollendung des Baues fehlen noch etwa 6000 Francs; doch haben die Waldenser Aussicht, solche durch Beiträge des Auslandes, namentlich Englands, gedeckt zu erhalten.

Dringend wünschen noch die Waldenser Prediger eine Ausdehnung des Unterrichts, da ihre Geistlichen sich jetzt im Auslande bilden müssen, und in ihren Unterrichtsanstalten evangelische Theologie nicht gelehrt werden darf. Der englische Geistliche Gilly soll den Waldensern, wenn ihnen diese Erlaubniß ertheilt würde, das großmüthige Anerbieten gemacht haben, zur Errichtung eines evangelisch-theologischen Seminars die gesammten Einkünfte seiner nicht unbedeutenden Pfründe — des Kanonikats zu Durham — ihnen zu überlassen.



In bürgerlicher Hinsicht ist es, wie die neuesten Nachrichten ergeben, gewiß eine erfreuliche Erscheinung, daß sich von Tag zu Tage mehr Wohlhabenheit bei den Waldensern verbreitet, wie von einem glaubhaften Reisenden im October 1830 berichtet wird.

Ein Grund dieser besseren Lage liegt in der eigenen Betriebsamkeit und Arbeitslust der Waldenser, und darin, daß sie in bürgerlicher Hinsicht von ihrer Regierung jetzt weniger beschränkt werden, als früher. — Eine große Wohlthat ist für sie, daß für ihre Kranken und Schwachen jetzt zwei Hospitäler, zu la Tour und Pomaret, jedes für zwölf Kranke bestehen, wo die Hospitaliten, ohne bei ihrem Scheiden aus der Welt mit Befehrungsversuchen belästigt zu werden, bis an ihr Ende Verpflegung finden.

Die Kollekten, welche im Auslande, namentlich auch im Preussischen, zu diesem Behuf gesammelt worden sind, haben den Thalleuten die Errichtung dieser wohlthätigen Anstalten möglich gemacht. Ueberhaupt ist nicht zu leugnen, daß für eine Bevölkerung von etwa 20000 Menschen die Geschenke, welche ihnen von hohen Wohlthätern zu Theil wurden, ihre äußere Lage wesentlich verbessert haben.

---

So ist denn unter den Namen anderer Wohlthäter, neben England, der Schweiz und den Niederlanden, auch der Name Preussens und seiner Regenten — der früheren in historischer Erinnerung, des jetzigen allgemein geliebten und hochverehrten Königs im lebhaften Gefühl des Erfolgs der erhaltenen vielfachen Wohlthaten — bei den Waldensern hoch gefeiert.

Die Geschichte derselben ist für den Brandenburgisch-preussischen Staat nicht in Bezug auf die bei den französischen Réfugiés wohl aufzuwerfende Frage: ob, und

leweit sie für die Entwicklung der Nation, für Kul- und Industrie nützlich gewesen, irgend von Wichtigkeit; aber wird sie für jeden Vaterlandsfreund deshalb lebhaftem Interesse sein, weil — wo die Waldenser d mit dem Brandenburgisch-Preussischen Staate in Verhältnisse kommen — die Verhandlungen jederzeit einen edlen Beweis geben von den stets edlen Gesinnungen der frommen Landesfürsten.

---

In bürgerlicher Hinsicht ist es, wie die neuesten Nachrichten ergeben, gewiß eine erfreuliche Erscheinung, daß sich von Tag zu Tag mehr Wohlhabenheit bei den Waldensern verbreitet, wie von einem glaubhaften Reisenden im October 1830 berichtet wird.

Ein Grund dieser besseren Lage liegt in der eignen Betriebsamkeit und Arbeitslust der Waldenser, und darin, daß sie in bürgerlicher Hinsicht von ihrer Regierung weniger beschränkt werden, als früher. — Eine große Wohlthat ist für sie, daß für ihre Kranken und Schwachen jetzt zwei Hospitäler, zu la Tour und Pomaret, jedes für zwölf Kranke bestehen, wo die Hospitaliten, ohne bei ihrem Scheiden aus der Welt mit Bekehrungsversuchen belästigt zu werden, bis an ihr Ende Verpflegung finden.

Die Kollekten, welche im Auslande, namentlich auch im Preussischen, zu diesem Behuf gesammelt worden sind, haben den Thalleuten die Errichtung dieser wohlthätigen Anstalten möglich gemacht. Ueberhaupt ist nicht zu leugnen, daß für eine Bevölkerung von etwa 20000 Menschen die Geschenke, welche ihnen von hohen Wohlthätern zu Theil wurden, ihre äußere Lage wesentlich verbessert haben.

---

So ist denn unter den Namen anderer Wohlthäter, neben England, der Schweiz und den Niederlanden, auch der Name Preußens und seiner Regenten — der früheren in historischer Erinnerung, des jetzigen allgemein geliebten und hochverehrten Königs im lebhaften Gefühl des Erfolgs der erhaltenen vielfachen Wohlthaten — bei den Waldensern hoch gefeiert.

Die Geschichte derselben ist für den Brandenburgisch-preussischen Staat nicht in Bezug auf die bei den französischen Refugees wohl aufzuwerfende Frage: ob, und

in wie weit sie für die Entwicklung der Nation, für Kultur und Industrie nützlich gewesen, irgend von Wichtigkeit; wohl aber wird sie für jeden Vaterlandsfreund deshalb von lebhaftem Interesse sein, weil — wo die Waldenser legend mit dem Brandenburgisch-Preussischen Staate in Verhältnisse kommen — die Verhandlungen jederzeit einen treulichen Beweis geben von den stets edlen Gesinnungen dieser frommen Landesfürsten.

---



# A.

## Katechismus

der

Waldenser vom Jahre 1100.

- Lo Barba.** Der Onkel (d. h. Prediger).  
tu fosses demandà qui sies tu? Wenn du gefragt wirst, wer du  
lespond. seiest? antworte.
- L'Enfant.** Das Kind.  
atura de Dio, rational et Geschöpf Gottes, vernünftig und  
mortal. sterblich.
- Per que Dio t'a crea?** Frage. Warum hat Gott dich  
erschaffen?
- Afin que yo connoissa, luy** Antwort. Damit ich ihn selbst  
escime, e cola, e avent la gra- erkenne, ihn ehre und, die Gna-  
de de luy meseime, sia salva. de durch ihn selbst habend, er-  
rettet sei.
- En que ista la toa salut?** Fr. Worin besteht dein Heil?
- En tres vertus substantials de** A. Drei Haupttugenden gehö-  
cessità pertinent à salù. ren nothwendig zum Heile  
(Glückseligkeit).
- Quals son aquellas?** Fr. Welches sind diese?
- Fé, Esperança e Carità.** A. Glaube, Hoffnung und Liebe  
(Barmherzigkeit).
- Per que cosa provaras aizo?** Fr. Wodurch willst du das be-  
weisen?
- L'Apostol scri 1. Corinth. 13.: A. Der Apostel schreibt 1. Ep.**  
nestas cosas permanon, Fé, an die Corinthen Kap. 13.:  
esperança e Carità. Diese Dinge bleiben: Glaube,  
Hoffnung, Liebe. (Nun aber  
bleibt: Glaube, Hoffnung, Liebe  
— diese drei.)

D. Qual cosa ès Fè?

R. Second l'Apostol Heb. 11. Es una subsistentia de las cosas da esperar, e un argument de las non appareissènt.

D. De quanta manera ès la Fè?

R. De duas maneras, zo ès viva et morta.

D. Qual cosa ès Fè viva?

R. Lo ès aquella que obra per Carità.

D. Qual cosa ès Fè morta?

R. Second Sanct Jaques, La Fè, s'illi non a obras ès morta, e dere ço, la Fè ès ociosa senza las obras. O Fè morta ès creire esser Dio, creire de Dio, e non creire en Dio.

D. De la qual Fè sies tu?

R. De la vera Fè Catholica e Apostolica.

D. Qual ès aquella?

R. La ès aquella laqual al conseil de li Apostol ès despartia en doze articles.

D. Qual ès aquella?

R. Yo creo en Dio lo Payre tot puissant, etc.

D. Per qual cosa poyes tu cognosser que tu crees en Dio?

R. Per aizò. Car yo say et garde li Commandament de Dio.

D. Quanti son li Commandament de Dio?

R. Dies, com' ès manifest en Exode e Deuteronomio.

D. Quas son aquilli?

R. O Israël au lo teo Segnòr. Non anrès Dio estrang devant mi. Non farès a tu entaillement ni alcuna semblança de totas aquellas cosas que son ad Cèl etc.

Fr. Was ist Glaube?

A. Nach dem Apostel 11: Es ist aber der Glaube eine gewisse Zuversicht das man hoffet, und nicht sieht an dem, das man sieht.

Fr. Wie vielerlei Art ist Glaube?

A. Zweierlei Art: lebendig todt.

Fr. Welches ist der lebendige Glaube?

A. Der ist's, der sich zeigt wirkt) durch Liebe.

Fr. Welches ist der todte Glaube?

A. Nach St. Jacobus: „auch der Glaube, wenn er Werke hat, ist er todt an selber.“ Und also ist der Glaube müßig ohne Werke. todte Glaube ist glauben, Gott sei, von Gott glauben und nicht in Gott glauben

Fr. Welches Glaubens bist du?

A. Des wahren katholischen apostolischen Glaubens.

Fr. Welches ist solcher?

A. Der ist es, welcher im apostolischen Symbolum in 12 Artikeln getheilt ist.

Fr. Welches ist solcher?

A. Ich glaube an Gott Vater, den allmächtigen

Fr. Wodurch kannst du erkennen, daß du an Gott glaubst?

A. Dadurch, wenn ich weiß beachte die Gebote Gottes

Fr. Wieviel Gebote giebt es?

A. Zehn, wie im 2ten und 10ten Buch Moses erklärt ist.

Fr. Welches sind sie?

A. O Israel, ich bin dein Herr du sollst keine anderen Götter haben vor mir. Du sollst kein Bildniß, noch irgend Gleichniß machen von irgend Dingen, die da sind im Himmel etc.

que pendon tuit aquisti  
fundament?

dui grand Commandament,  
amar Dio sobre totas co-  
sas: lo proyme enaimma tu  
ne.

Al ès lo fundament daquisti  
fundament, per li qual un  
n deo intrar a vita, sença  
fundament non se pò  
mènt far ni complir li  
fundament?

Segnor Jesus Christ del  
li l'Apostol I. Cor. Alcun  
pauzar altre fundament  
aquel quès pausa loqual  
u Christ.

qual cosa pò venir l'home  
a fundament?

la Fè, dizent St. Peire.  
Jo yo pausaray en Sion la  
pèira cantonal, esle-  
pretiosa, aquel que creyrè  
non serè confondà. Et  
dòr dis: Aquel que cres  
a vita aeterna.

qual maniera pos tu co-  
que tu crees?

ço ch'yo conoyso luy  
ne veray Dio e veray ho-  
me e passiona etc. par la  
redemption, Justification  
no luy mescime, e desiro  
ir li Commandament de

qual cosa se perven' à  
tut essentials, zo ès à la  
Esperança e la Carità?

li don del Sanct Esperit.

tu al Sanct Esperit?

Jo creo. Car lo Sanct Espe-  
cedent dal Paire e dal Filli,  
Persona de la Trinità, e  
la Divinità, es aigal al  
e al Filli.

Fr. Worauf beziehen sich diese  
Gebote?

A. Auf zwei große Gebote;  
nämlich: Gott lieben über alle  
Dinge, und deinen Nächsten  
wie dich selbst.

Fr. Welches ist der Grund die-  
ser Gebote, durch welche ein  
Jeder in das Leben eingehen  
soll, ohne welche Keiner die  
Gebote würdig thun und er-  
füllen kann?

A. Der Herr Jesus Christus,  
von dem der Apostel sagt  
I. Corinth: Einen anderen  
Grund kann Niemand legen,  
außer dem, der gelegt ist, wel-  
cher ist Jesus Christ.

Fr. Durch welches Mittel kann  
der Mensch zu diesem Grunde  
kommen?

A. Durch den Glauben. Petrus  
sagt: Siehe da, ich lege einen  
auserwählten köstlichen Eck-  
stein in Zion, und wer an ihn  
glaubt, der soll nicht zu Schan-  
den werden. — Und der Herr  
sagt: Wer an mich glaubt,  
hat das ewige Leben.

Fr. Woran kannst du erkennen,  
daß du glaubest?

A. Daran, daß ich ihn erkenne  
als wahren Gott und wahren  
Menschen, der geboren ist und  
gelitten hat etc. zu meiner Er-  
lösung, Rechtfertigung etc., daß  
ich selbst ihn liebe, und begehre  
seine Gebote zu erfüllen.

Fr. Durch welches Mittel kommst  
du zu den Haupttugenden, dem  
Glauben, der Hoffnung und  
der Liebe?

A. Durch die Gaben des heili-  
gen Geistes.

Fr. Glaubst du an den heil. Geist?

A. Ich glaube daran. Denn der  
heilige Geist geht aus vom  
Vater und dem Sohn, ist eine  
Person der Dreieinigkeit, und  
der Göttlichkeit nach, ist er  
gleich dem Vater u. dem Sohne.



D. Tu crees Dio Paire, Dio Filli, Dio Spirit Sanct esser tres en personnas. Donc tu as très Dios?

R. Non ay très.

D. Emperço tu n'as nomme très?

R. Aço ès per rason de la differencia de las personnas: ma non per rason de la Essentia de la Divinità. Car jasiào que el ès très en personnas, emperço, el ès un en Essentia.

D. Aquel Dio alqual tu crees en qual modo l'adores tu, e coles?

R. Yo l'adoro per adoration de Latria exterior e interior. Exterior per plegament de genouilli, eslevation de mans, per enclinament, per hymnis, per cant spirituals, per dejunis, per envocations, ma interiorament per piatosa affection, per voluntà appareilla à totas cosas ben placent à si, ma yo colo per Fè, per Esperança e per Carità en li seo Commandament.

D. Adores tu alcuna otra cosa, e coles come Dio?

R. Non.

D. Per que?

R. Per lo seo Commandament loqual el mandè destreitamente, disent: Tu adoreres lo teo Segnor Dio, e servires à luy sol. Encara, la mia gloria non la doneray à li autre. Et dereço, Yo vivo, dis lo Segnor, et tot genoil serè plega à mi. E Jesu Christ dis: Lo seren vray adoradors, liqual adoraren lo Paire en esperit e verità. E l'Angel non volc esser adora de Sanct Johan. Ni Peire de Corneilli.

Fr. Du glaubst, Gott Gott Sohn, Gott heilig seien drei Personen. Also drei Götter?

A. Ich habe nicht drei.

Fr. Du hast doch aber i nannt?

A. Das geschieht in Bezug die Verschiedenheit der nen, nicht in Bezug c Wesen der Gottheit. sind sie auch drei in Pe so sind sie doch Eins de sen nach.

Fr. Auf welche Weise du an und verehrst i Gott, an den du glaub

A. Ich bete ihn an durch und innere Gottesvere Die äußere besteht in d knieen, Aufheben der d Verneigung, in Hymnen lichen Gesängen, in Fast Anrufungen; — aber i nere in frommer Hing in einem Willen, der be zu allen Gott wohlgef Dingen; ich verehere ihl Glauben, Hoffnung uni in seinem Gebote.

Fr. Betest du irgend ei dere Sache an, und ve sie wie Gott?

A. Nein.

Fr. Warum?

A. Weil es sein Gebot ist welches es sehr bestim fohlen ist, indem es hei sollst Gott deinen Her beten und ihm allein d Ebenso: Ich werde mein lichkeit keinem Andern Ebenso: Ich lebe, sa Herr, und jedes Knie heugt vor mir. Und Christus sagt: Die si wahren Anbeter, die de ter im Geist und in der heit anbeten. Und der wollte nicht angebetet vom heiligen Johann, Petrus von Cornelius.

D. En qual modo oras?

R. Yo oro de la oration liora per lo Filli de Dio disent: No-  
stre Peire qui sies en li Cèl etc.

D. Qual es lautra vertu substan-  
tial de necessità pertenenent à  
salù?

R. Lo es Charità.

D. Qual cosa ès Charità?

R. Lo es un don del Sanct Espe-  
rit per loqual ès reformà l'ama  
en voluntà, enlumenà per Fè,  
per laqual creo totas cosas de  
creyre, spero totas cosas d'es-  
perar.

D. Crees tu en la Sancta Gleisa?

R. Non. Car illi ès creatura, ma  
yo creo de luy meseima.

D. Qual cosa crees tu de la Sancta  
Gleisa?

R. Yo demando de ley meseima  
que la Gleisa ès de doas ma-  
nieras, l'una de la part de la  
substantia, l'autre de li Mini-  
steri. De la part de la substan-  
tia Sancta Gleisa Catholica son  
tuit li esleit de Dio, del com-  
mençament entro à la fin, en  
la gratia de Dio per lo merit  
de Christ, congregà per lo Sanct  
Sperit, et devant ordonnà à vita  
eterna, li nombre et li nom de  
liqual aquel sol conèc loqual  
elegic lor. Et finalment en  
aquesta Gleisa non reman neon  
proscrit. Ma la Gleisa second  
la verità ministerial, son li Mi-  
nistres de Christ cum lo poble  
soject, usant de li menestier per  
Fè, Esperança e Carità.

D. Per qual cosa dèves conoisser  
la Gleisa de Christ?

R. Per li Ministres convenivols  
e lo poble participant en verità  
en li ministeri.

Fr. In welcher Art betest du?

A. Ich bete das Gebet des Soh-  
nes Gottes, sagend: Unser Va-  
ter, der du bist im Himmel etc.

Fr. Welches ist die andere  
Haupttugend, die nothwendig  
zum Heil gehört?

A. Das ist die Liebe.

Fr. Was ist die Liebe?

A. Sie ist ein Geschenk des  
heiligen Geistes, durch welches  
die Seele im Willen geläutert  
ist, erleuchtet durch den Glau-  
ben, durch welchen ich alle Din-  
ge glaube, die zu glauben sind,  
und hoffe alle Dinge, die zu  
hoffen sind.

Fr. Glaubst du an die heilige  
Kirche?

A. Nein. Denn sie ist ein Ge-  
schöpf; aber ich glaube von ihr.

Fr. Was glaubst du von der  
heiligen Kirche?

A. Ich bemerke von ihr, daß  
die Kirche in zweierlei Art zu  
betrachten ist: von Seiten des  
Wesens, und von Seiten  
des Predigtamts. Dem We-  
sen nach sind die heilige ka-  
tholische Kirche alle von Gott  
Erwählte von Anfang bis zu  
Ende, in der Gnade Gottes,  
durch das Verdienst Christi,  
versammelt durch den heiligen  
Geist, vorher berufen zum ewi-  
gen Leben, der Zahl und dem  
Namen nach nur dem bekannt,  
der sie auserwählt hat. Und  
endlich darf in dieser Kirche kein  
Gebannter bleiben. Aber die  
Kirche, in Beziehung auf das  
Predigtamt, sind die Prediger  
Christi mit dem ihnen anver-  
trauten Volke, ihr Amt üben  
durch Glaube, Hoffnung u. Liebe.

Fr. Woran sollst du Christi  
Kirche erkennen?

A. An geeigneten Predigern und  
einer Gemeinde, die Theil nimmt  
in der Wahrheit an den geist-  
lichen Verrichtungen.

- D. Ma per qual cosa connoisses li Ministres?
- R. Per lo veray sèn de la Fè, e per la sana Doctrina, e per vita de bon exemple, e per Evangelization. E per debita menistration de li Sacrament.
- D. Per qual cosa connoisses li fals Ministres?
- R. Per li fruc de lor, per l'enquetà, per mala operation, per perversa Doctrina, per indebita administration de li Sacrament.
- D. Per qual cosa se conois l'enquesta?
- R. Cum non sabon la verità de necessità pertènent à salù, gardan li atrobament human, enaimi li Commandament de Dio, de liqua! ès verificà aquel dict de Esaia que Christ adiit Matth. 15. Aquest poble honora mi cum labias: ma lo cor de lor ès long de mi, ma illi colon mi senza raison, enseignant las Doctrinas, e li Commandament de li hommes.
- D. Per qual cosa ès connoissua la mala operation?
- R. Per li manifest peccà de liqua! di l'Apostol Roman. 1. Aquelli que fan aital cosa non consegnèn lo regne de Dio.
- D. Per qual cosa ès connoissua la perversa Doctrina?
- R. Cum la enseigna contra la Fè, e l'Esperança, enaima Idolatria feita de mota maniera à la creatura rational, e non rational, sensibla, o vesibla, o non vesibla. Car lo sol Paire, cum lo seo Filli, e lo Sanct Esperit, se deo coler, e non autre quelque qual se sia creatura. Ma
- Fr. Aber woran erkennest Prediger?
- A. An dem wahren Glauben, an der reinen an einem Leben, das zu ten Beispiel dient, a Predigen des Evangel durch die gebührliche Vtung der Sacramente.
- Fr. Woran erkennest i falschen Prediger?
- A. An ihren Früchten, Verblendung, ihren ten Werken, ihrer ten Lehre und ihrer bührlichen Verwaltung d framente.
- Fr. Woran erkennt me Verblendung?
- A. Wenn sie die Wahrhe kennen, die nothwendig Heile gehört, menschliche findung achtend für Götbot, so daß von ihnen be wird, was Esaia's sagt Christus anführt Mat! Dies Volk nahet sich mit seinem Munde, und mich mit seinen Lippen ihr Herz ist ferne vor aber vergeblich dienen dieweil sie lehren solch ren, die nichts denn Megebote sind.
- Fr. Woran erkennst d schlechten Werke?
- A. Durch die offenbare von welcher der Apost Römer 1: Die solches werden nicht erben das Gottes.
- Fr. Woran erkennt me falsche Lehre?
- A. Wenn man gegen den ben und die Hoffnung wie die Abgötterei, we mehrfacher Art dem vi tigen Geschöpfe gewährt und dem unvernünftigen sichtbaren und unsichtbaren Denn der Vater allei sein Sohn und der

contra aizò attribuissèn à l'home, e a l'obra de las soas mans, ou a las parolas, ou a la soa authorità, enaimi que gl'home cre-sent cequament estiman lor esser aiostà à Dio per falsa Religion, e per avara simonia de li Sacerdot.

11. Per qual cosa ès conoissua la non debita administration de li Sacrament?

11. Cum li Sacerdot non auven lo sèn de Christ, ni conoissen l'entention de luy meseime, en li Sacrament, e dison la gratia e la verità cesser enclausa per las solas ceremonias exteriors, e amenon li home senza la verità de la Fè, de l'Esperança e de la Carità à receber lor meseime Sacrament. Et lo Seignor garda li soo daitals fals sacerdotes, disant: Garda vos de li fals Prophetes. Item: Garda vos de li Pharisaei, ço ès, del levam de lor, zo ès de la Doctrina. Item: non voilla creire, non voilla anar en après lor. E David airè la Gleisa daitals disant: Yo ac en odi la Gleisa de li malignant. E lo Seignor commanda saillir d'aitals. Nomb. 16: Departè vos de li tabernacle de li felon, e non voilla tocar à las cosas que pertenen à lor, que non sia enveloppa en li pecca de lor. E l'Apostol 2. Corinth. Non voilla menar joug cum li non fidel: car qual participation de la justitia cum la iniquità, e qual compaignia de la luz à las tenebras, qual convention de Christ al Diavol, o qual partia del fidel cum li non fidel, qual consentiment del Temple de Dio cum las Idolas? Per laqual cosa isse del mez de lor, et sia departi, dis le Seignor. Non tocàre lo non mond, et yo recebray vos. Item 2. Thessal.: O Fraires nos

Geist sollen verehrt werden, und kein anderes Geschöpf, welches es auch sei. Dagegen aber legen sie göttliche Ehre dem Menschen bei, und Werken seiner Hände, oder seinen Worten, oder seiner Autorität, so daß die Menschen blindlings glauben, noch ein übriges bei Gott sich zu erwirken durch die falsche Religion und durch die geizige Simonie der Priester.

Fr. Woran wird erkannt die ungebührliche Administration der Sacramente?

11. Wenn die Priester nicht den Sinn Christi haben, nicht seine Absicht bei den Sacramenten erkennen, und sagen: die Gnade und Wahrheit sei eingeschlossen allein in diese äußeren Ceremonien, und führen die Menschen dahin, daß sie ohne Wahrheit des Glaubens, der Hoffnung und der Liebe die Sacramente empfangen. Und der Herr warnte die Ge-nigen vor solchen falschen Priestern, indem er sagte: Hütet Euch vor den falschen Propheten. Ebenso: Hütet Euch vor den Pharisäern! das heißt, vor ihrem Sauerteig, ihrer Lehre. Ebenso: Glaubet ihnen nicht, gehet nicht zu ihnen. Und David haßte die Kirche dieser, sagend: Ich hasse die Kirche der Bösen. Und der Herr be-fahl solche zu vermeiden. (Moses, 4. Buch 16): Hebe dich fort von der Gemeinschaft der Schlechten, und berühre nicht was ihnen gehört, daß du nicht in ihre Sünde verwickelt seiest. Und der Apostel im 2. Cor.: Zieheth nicht an demselben Joch mit den Ungläubigen. Denn was hat die Gerechtigkeit für Genieß mit der Ungerechtigkeit? Was hat das Licht für Gemeinschaft mit der Finsterniß? Wie stimmt Christus mit Belial? Oder was für ein Theil hat der Gläubige mit

anuncièn a vòs que vòs vòs gardes de tot fraire anant desordonnament. Item Apocal. 18: Isse lo meo poble de ley, e non sia perçonnier de li pecca de ley, e non recchè de las plagas de lor.

D. Per qual cosa ès connoissù lo poble, loqual non ès en verità en la Gleisa?

R. Per li public peccà, e per la Fè erronien. Car la ès de fugir d'aitals, que non vegna sozura de lor meseima.

D. Per qual cosa debes communiquar à la Sancta Gleisa?

R. Yo devo communiquar à la Gleisa per rason de substantia per Fè, per Sperança, per Carità, e per observanza de li Commandament, e per final perseveranza en ben.

D. Quantas son las cosas ministerials?

R. Doas, la Parola et li Sacrament.

D. Quanti son li Sacrament?

R. Dui, ço ès lo Baptisme e l'Eucharistia.

D. Qual cosa ès la terça vertu necessaria à salu?

R. Esperança.

D. Qual cosa ès Esperança?

R. Lo ès certa speranza de gratia e de la gloria avenador.

D. Per qual cosa se spera la Gratia?

R. Per lo mediator Jesus Christ, del qual di Sanct Johann 1:

dem Ungläubigen? Was hat der Tempel Gottes für eine Gleichheit mit dem Bösen? Darum gehet aus von ihnen, und sondert euch ab, spricht der Herr, und rühret kein Unreines an: so will ich euch annehmen. Ebenso 2. Thess.: Wir gebieten euch aber, lieben Brüder, daß ihr euch entziehet von allem Bruder, der da unordentlich wandelt. Ebenso Offenbarung 18: Gehet aus von ihr, mein Volk, daß ihr nicht theilhaftig werdet ihrer Sünden, auf daß ihr nicht empfanget etwas von ihren Plagen.

Fr. Woran erkennt man das Volk, welches nicht in Wahrheit in der Kirche ist?

A. Durch die offenbare Sünde und den irrigen Glauben. Denn solche muß man meiden, daß man nicht von ihnen beschmutzt werde.

Fr. Wie sollst du Theil haben an der heiligen Kirche?

A. Ich soll Theil haben an der heiligen Kirche dem Wesen nach durch Glauben, Hoffnung, Liebe, und durch Beobachtung der Gebote und Aushalten im Guten bis ans Ende.

Fr. Wie viel geistliche Geschäfte giebt es?

A. Zwei: das Wort und die Sacramente.

Fr. Wie viel Sacramente giebt es?

A. Zwei: die Taufe und das Abendmahl.

Fr. Welches ist die dritte zur Heil nöthige Tugend?

A. Die Hoffnung.

Fr. Was ist die Hoffnung?

A. Es ist die sichere Hoffnung der Gnade und der künftigen Herrlichkeit.

Fr. Wodurch hofft man die Gnade?

A. Durch den Mittler Jesus Christus, von dem St. Johan

Gratia es feita per Jèsus Christ. E dereço: Nos veguèn la gloria de luy, plen de gratia e de verità, e nos tuit avèn receopu de la plenetà de luy.

D. Qual cosa ès aquella Gratia?

R. Lo ès Redemption, Remission de li pecca, Justification, Affilament e Sanctification.

D. Per qual cosa ès spera aquella gratia en Christ?

R. Per Fè viva, e per vera Penitèntia, discent Christ: Pentè vos e crea l'Evangile.

D. Dont procedis l'Esperança?

R. Del don de Dio, e de las promissions dont dis l'Apostol: El ès poissant per complir qual que qual cosa el promet: car el meisme a promès. Si alcun aurè conoissu luy, e se serè penti, e aurè sperà: car el vol aver misericordia, perdonnar, justificar etc.

D. Quas cosas devian d'aquesta Esperança?

R. La Fè morta, la seduction de l'Ante-Christ, en autre que à Christ, ço ès en li Sancts, e en la soa potestà, e authorità, parolas, en benedictions, en Sacramens, reliquias de li mort, en Purgatori, soima, e en feint, enseignar avèr questa sperança per li mez liqual van dreitament contra la verità, e contra li Commandament de Dio, enaima ser Idolatria de molta maniera, e per simóniaca pravità etc. Abandonnant la fontana de la vida viva, donà de gratia, per corre a las cisternas devant dictas, adorant, honorant, colent la creatura enaima lo Creator, servent à lei per orations, per dejunis, per sacrificis, donas,

nes sagt: Die Gnade ist durch Jesum Christum geworden. Und ferner: Wir haben seinen Ruhm gesehen voll von Gnade und Wahrheit, und haben von seiner Güte empfangen.

Fr. Was ist die Gnade?

A. Sie ist Erlösung, Vergebung der Sünde, Rechtfertigung, Annahme an Kindes Statt und Heiligung.

Fr. Wodurch ist die Gnade in Christo zu hoffen?

A. Durch den lebendigen Glauben und die wahre Reue, indem Christus sagt: Thut Buße und glaubet das Evangelium.

Fr. Woraus entspringt die Hoffnung?

A. Aus den Geschenken Gottes und seinen Verheißungen, von denen der Apostel sagt: Er ist mächtig, um zu erfüllen, was er verspricht. Denn er hat es selbst versprochen. Wenn ihn einer erkannt hat, und Buße gethan und gehofft hat, daß er mit ihm Mitleid haben wolle, ihm verzeihen, rechtfertigen etc.

Fr. Welche Dinge führen ab von der Hoffnung?

A. Der todte Glaube, die Verführung des Antichrist zu etwas anderem als zu Christus, nämlich zu den Heiligen, und zu seiner eigenen Gewalt, Ansehen, Worten, Segnungen, zu Sacramenten, Reliquien der Todten, zum Fegfeuer, geträumt und erfunden, um Mittel zu lehren, durch welche man zur Hoffnung kommen könne, die der Wahrheit gerade entgegen sind, und den Geboten Gottes, wie die Abgötterei in allerlei Art, und durch die simonische Schlechtigkeit der Priester etc. Verlassend die Quelle des lebendigen Wassers, aus Gnade verliehen, laufen sie zu den oben beschrie-

per uffertas, per pelegrinations, per envocations etc. confidant lor aquistar gratia, laqual neun non a de donar sinen lo sol Dio en Christ. Enaimi lavorant vanament, laissons la pecunia, e la vita, e acerta non solament la vita present, ma l'avenadòr, per la qual cosa lo ès dict, l'Esperança de li selon perirè.

D. E qual cosa dis de la Beata Vergena Maria? Car illi ès plena de gratia, com' atestifica l'Angel: Yo te salue plena de gratia!

R. La Beata Vergena fo, e ès plena de gratia enquant à la soa besogna, ma non enquant à la communication à li autre. Car lo sol seo Filli ès plen de gratia en quant à la participation, com' ès dict de si meseme: e nos tuit receopen gratia per gratia de la plenetà de luy.

D. Tu non crees la Communion de li Sanct?

R. Yo creo que lo son duas cosas en lasquels communion li Sanct. Algunas son Substantials, algunas son Ministerials. Illi communion à las Substantials per lo Sanct Esprit en Dio, per lo merit de Jesu Christ. Ma illi communion à las Ministerials o Ecclesiasticas, per li Menestier fait debitament, enaima son per las parolas, per li Sacrament, e par las Orations. Yo creoc l'una e l'autra d'aquestas communions de li Sanct. La primera solament en Dio, e en Jesu Christ, e al Sanct Esperit per sprit. L'autra en la Gleisa de Christ.

benen Eisternen, anbetend, achtend, ehrend das Geschöpf statt des Schöpfers, ihm dienend durch Gebete, Fasten, Opfer, Geschenke, Meßopfer, Wallfahrten, Anrufungen etc., vertrauend dadurch die Gnade erreichen zu können, die Niemand geben kann, als Gott allein in Christo. So arbeiten sie umsonst, verlieren ihr Geld und ihr Leben, und nicht allein das jetzige Leben, sondern auch das zukünftige, weshalb gesagt ist: die Hoffnung der Untreuen wird untergehen.

Fr. Und was sagst du von der heiligen Jungfrau Maria? Denn sie ist voller Gnade, wie es der Engel bezeugt: Ich grüße dich, Gnadenvolle! —

A. Die heilige Jungfrau war und ist voll von Gnade für sich selbst, aber nicht, um solche Anderen mitzutheilen. Denn ihr Sohn allein ist voll Gnade, um sie Anderen mitzutheilen, wie denn von ihm gesagt ist: Und wir haben Gnade für Gnade aus seiner Fülle empfangen.

Fr. Glaubst du nicht die Gemeinschaft der Heiligen?

A. Ich glaube, daß in zweierlei Art Gemeinschaft der Heiligen ist. Die eine dem Wesen nach, die andere in Bezug auf die geistlichen Verrichtungen. Dem Wesen nach haben sie Gemeinschaft durch den heiligen Geist in Gott durch das Verdienst Jesu Christi. Aber sie haben Gemeinschaft in Bezug auf die geistlichen Verrichtungen durch die gebührend bewirkte Verwaltung des geistlichen Amtes, nämlich durch Wort, Sacramente und Gebet. Ich glaube eine und die andere dieser Gemeinschaften der Heiligen. Die erste allein in Gott und Jesu

Christo und im heiligen Geist durch den Geist; die andere in der Kirche Christi.

qual ista la vita eterna? Fr. Worin besteht das ewige Leben?

la Fè viva, e obrivol, e verença en ley meseima. l'ador dis Joan. 17: Aque- vita aeterna quilli conois- sol veray Dio, e Jesu : loqual tu tramès. Et que perseverarè entro à aquest serè salva. Amen.

A. In dem lebendigen und thätigen Glauben und in dem Verharren in demselben. Der Heiland sagt Johannes 17: Das ist aber das ewige Leben, daß sie dich, daß du allein wahrer Gott bist, und den du gesandt hast, Jesum Christum, erkennen. Und: Wer aushält bis ans Ende, der wird selig werden. Amen.

## B.

### Glaubensbekenntniß

der

Waldenser vom Jahre 1120.

#### Art. 1.

resèn, e fermament tenèn nt se contèn en li doze del Symbolo loqual ès gli Apostol, tenènt esser tota cosa laqual se discorda, s convenènt à li doze Ar-

#### Art. 1.

Wir glauben und halten fest an Allem, was enthalten ist in den zwölf Artikeln des Symbols, welches das Apostolische genannt wird; halten für Kezerei Alles, was damit nicht übereinstimmt und nicht enthalten ist in jenen zwölf Artikeln.

#### Art. 2.

resèn un Dio Paire, Fil Esperit.

#### Art. 2.

Wir glauben einen Gott Vater, Sohn und heiligen Geist.

#### Art. 3.

econtèn per Sanctas Scri- anonicas, li libres de la biblia. Viz: Moyse, autramesi; Moyse, dict Exodi; dict Levitic; Moyse, dict; Moyse, dict. Deuteronomie; Juges; Ruth; I. Samuel;

#### Art. 3.

Wir erkennen als heilige kanonische Schriften die Bücher der heiligen Bibel, nämlich: das erste Buch Moses, auch Genesis genannt; das 2. Buch Moses, genannt Exodus; das 3. Buch Moses, genannt Leviticus; das



II. Samuel; I. de li Rey; II. de li Rey; I. de las Chroni; II. de las Chroni; I. Esdras; Nehemia; Esther; Job; lo libre de li Psalmes; Proverbis de Salomon; Ecclesiastes, autrament lo Predicator; Cantic de Salomon; la Prophetia d'Esaias; la Prophetia de Jeremia; la Lamentation de Jeremia; Ezechiel; Daniel; Ozea; Joel; Amos; Abdias; Jonas; Michea; Nahum; Abacuck; Sophonia; Aggea; Sacharia; Malachia.

4

Ara senségon li Libres Apocriphes liqual non son pas receopu de li Hebrivos, ma nos li ligen (enaima dis Hierome al Prologe de li Proverbi) per l'enseignamènt del Poble non pàs per confermàr l'autorità de las Doctrinas Ecclesiasticas, enaymi: lo ters d'Esdras, lo quatre d'Esdras; Tobias; Judith; Sapientia; Ecclesiastic; Baruch con la Epistola de Jeremia; Esther despois el 10. cap. d'aquí à la fin; le cant de li trey Fantin en la fornais; l'Historia de Susanna; l'Historia del Dragon; lo premier de li Machabei; lo second de li Machabei; lo très de li Machabei.

Ara senségon li Libres del Nouvel Testament: L'Evangeli St. Mattheo; l'Evangeli S. Marc.; l'Evangeli St. Luc; l'Evangeli St. Joan.; Actes de li Apostols; Epistola S. Paul à li Rom.; I. à los Corinthos; II. à los Corinthos; A li Galatiens; A li Ephesiens; A li Philippiens; A li Colossiens; I. à li Thessaloniciens; II. à li Thessaloniciens; I. à Timotheo; II. à

4. Buch Moses, genannt Num. das 5. Buch Moses, genannt Deuteron.; Josua; das Buch Richter; das Buch Ruth; 1. Buch Samuels; das 2. Buch Samuels; das 1. Buch der Könige; das 2. Buch der Könige; das 1. Buch der Chronika; das 2. Buch der Chronika; das 1. Buch der Chronika; Esra; das Buch Nehemia; das Buch Esther; das Buch Psalter; die Sprüche Salomonis; der Prediger; das Lied Salomonis; der Prophet Jesaias; der Prophet Jeremia; die Klagelieder Jeremias; Daniel; Hosea; Amos; Obadja; Jona; Nahum; Habakuk; Jephthah; Haggai; Sacharia; Malachia.

Nun folgen die Apocryphen Bücher, welche von den Hebräern nicht recipirt worden; wir lesen sie (so sagt Hieronymus in der Vorrede zu den Sprüchwörtern) zur Unterweisung des Volkes, wenn es nicht, um die Autorität der heiligen Lehren zu bestätigen; nämlich: das 3. Buch Esra; das 4. Buch Esra; Tobias; Judith; Weisheit; Jesus Sirach (Ecclusiasticus); das Buch Baruch mit der Epistel des Jeremia; Esther vom 10. Kap. bis zu Ende der Gesang der drei Kinder (Madrach) im Ofen; die Historie der Susanne; die Geschichte des Drachen; das 1. Buch d. Machabäer; das 2. Buch der Machabäer; das 3. Buch der Machabäer.

Nun folgen die Bücher des Neuen Testaments: das Evangelium St. Matthaei; das Evangelium St. Marci; das Evangelium St. Lucae; das Evangelium St. Johannis; die Apostelgeschichte; die Epistel St. Paul an die Römer; die 1. Epistel an die Corinthher; die 2. Epistel an die Corinthher; an die Galater; an die Epheser; an die Ph

o; A Tito; A Philemon; die 1. an die Thessalonicher; die 2. an die Thessalonicher; die 1. an den Timotheus; die 2. an den Titus; an den Philemon; an die Ebräer; die Epistel Jacobi; die 1. Epistel St. Petri; die 2. Epistel St. Petri; die 1. Epistel St. Johannis; die 2. Epistel St. Johannis; die 3. Epistel St. Johannis; die Epistel St. Judä; die Offenbarung St. Johannis.

lipper; an die Colosser; die 1. an die Thessalonicher; die 2. an die Thessalonicher; die 1. an den Timotheus; die 2. an den Titus; an den Philemon; an die Ebräer; die Epistel Jacobi; die 1. Epistel St. Petri; die 2. Epistel St. Petri; die 1. Epistel St. Johannis; die 2. Epistel St. Johannis; die 3. Epistel St. Johannis; die Epistel St. Judä; die Offenbarung St. Johannis.

libres sobre dict, enseignon les un Dio tot poissant, e tot bon, loquàl per la ità, a fait totas las cosas. a formà Adam à la soà e semblença, ma que per del Diavol, e per la desça del dict Adam, lo peccatrà al mond, e que nos ecadors en Adam, e per

Vorgenannte Bücher lehren, daß es einen Gott giebt, allmächtig, allweise, allgütig, der durch seine Güte alle Dinge gemacht hat. Denn er hat Adam gemacht nach seinem Bilde und seiner Ähnlichkeit; aber durch die Abgunst des Teufels und den Ungehorsam des genannten Adam ist die Sünde in die Welt gekommen, und sind wir Sünder in Adam und durch Adam.

Christ ès istà promès à li liquial an receopu la Ley, e per la Ley connoissentàs, e la non justitia, e la abastança, desirresson l'adit de Christ, per satisfar lor peccà, e accomplir la luy meseime.

Daß Christus verheissen gewesen den Vätern, die das Gesetz empfangen haben, so daß, durch das Gesetz erkennend ihre Sünden, ihre Nicht-Gerechtigkeit und ihre Ohnmacht, sie die Ankunft Christi wünschten, um für ihre Sünden genug zu thun und durch ihn das Gesetz zu erfüllen.

Christ ès nà al temp orde Dio lo seo Paire, soès à l'hora que tota eniquità, e non pàs per las bonas solamènt. Car tuit eran urs, ma açò qu'el nos se misericordia enaima ve-

Daß Christus zu der von Gott, seinem Vater, bestimmten Zeit geboren ist, das heißt zu der Zeit, da aller Unbilligkeit Ueberfluß war, und nicht für die guten Werke allein. Denn alle waren Sünder, aber damit er uns Gnade und Erbarmen erweise, als der Wahrhaftige.

Christ ès la nostra vità, e justitia, e Pastor, e Advocatia, e Preire, loqual ès er la salut de tuit li cre-resuscità per la nostra ju-

Daß Christus unser Leben ist, und Friede, und Gerechtigkeit, und Prediger, und Anwalt, und Hostie, und Priester, der gestorben ist zum Heil aller Gläubigen und auferstanden zu unserer Rechtfertigung.

E semblablement nos tenèn fermamènt non esser alcun autre Mediator e Advocat en après Dio Paire sinon Jesu Christ: ma que la Vergena Maria, ès ista sancta, humil e plena de gratia. E enaïmi cresèn de tuit li autre Sanct, qu'illi spèran en li Cèl la resurrection de lor corps al Judici.

Item, nos cresèn, en après aquesta vita esser tant solamènt duoi loc, un de li salvà, loqual appellèn per nom Paradis, e l'autre de li damnà, loqual appellèn Enfer, denegant al postot à quel Purgatori seumà de l'Antechrist, e enseint contra la verità.

Item nos havèn totavia cresù esser abomination, non parlivol devant Dio, todas las cosas atrobas de li homes, enaïma son las Festas, e las Vigilas de li Sanct, e Laigua laqual dison Benieta, e se abstenir alguns jorns de la carn, e de li autre manjars, e las semeilant cosas, e principalment las Messas.

Nos abominen li Atrobament human, enaïma Antechristiàn per liquel sen contorba, e que prejudican à la libertà de l'Esperit.

Nos cresèn que li Sacramènt son signàl de la cosa Sancta, o forma vesibla, tenent esser bon que li fidel uzan alcune vees d'aquisti dict signàl, o forma vesibla, si la se po far. Ma emperço nos cresèn, e tenèn que li predict fidel pon esser fait salfs, non recebènt li predict signal, quand non hanlo luoc nilo modo de poer usar de li predict signàl.

Ebenso halten wir fest daran, daß es keinen anderen Mittler und Anwalt bei Gott dem Vater giebt, als Jesus Christus; aber daß die Jungfrau Maria heilig, demüthig und voller Gnade ist, und so glauben wir von allen anderen Heiligen, daß sie im Himmel hoffen die Auferstehung ihrer Körper zum Gericht.

Ebenso glauben wir, daß es nach diesem Leben zwei Orte giebt, den einen für die Erretteten, welchen man Paradies nennt; den anderen für die Verurtheilten, den man Unterwelt nennt; und leugnen wir ganz und gar das Fegfeuer, erdacht vom Antichrist, und erfunden gegen die Wahrheit.

Ebenso haben wir immer geglaubt, daß zu verabscheuen und vor Gott nicht davon zu sprechen sei, alle die Dinge, die Menschen erfunden haben, als die Feste und Vigilien der Heiligen, das Wasser, welches sie geweiht nennen, und daß man sich an gewissen Tagen des Fleisches und ähnlicher Speisen enthalten muß; und insbesondere die Messen.

Wir verachten menschliche Traditionen, als antichristlich, durch welche wir beunruhigt werden, und die der Freiheit des Geistes nachtheilig sind.

Wir glauben, daß die Sakramente Zeichen oder sichtliche Form heiliger Dinge sind, und halten für gut, daß die Gläubigen von Zeit zu Zeit sich dieser Zeichen oder heiligen Formen bedienen, wenn solches angeht. Aber wir glauben doch und halten dafür, daß der Treue errettet werden kann, ohne diese Zeichen erhalten zu haben, wenn er nicht am Orte war, oder nicht die Mittel hatte, dieser Zeichen sich zu bedienen.

Nos non avèn conegu autre Sacrament que lo Baptisme, e la Eucharistia.

Wir haben keine anderen Sacramente je erkannt, als Taufe und Abendmahl.

Nos devèn honòr à la potestà secular, en subjection, en obediènça, en promptessa e en pagament.

Wir sind der weltlichen Gewalt Ehrfurcht schuldig, in Unterwerfung, Gehorsam, schneller Folgbarkeit und Zahlung von Steuern.

## C.

### Autre Confession de Foy

intitulée Briève Confession de Foy, faite par les Pasteurs et Chefs de Familles des Vallées de Piémont, assemblés à Angrogne le 12. de Decembre 1532 et qui se trouve conservée avec les autres pièces dans la Bibliothèque de Cambrige.

Elle commence par la Préface suivante.

Les Articles suivants ont esté sousignés par tous les Pasteurs et Chefs des Familles lors presens, qui ont juré de les croire et de s'y valloir tenir, comme les reconnoissans conformes à l'Ecriture Sainte, et contenant le sommaire de la Doctrine, qui leur avoit esté enseignée de Père en Fils selon la Parole de Dieu, comme avoient fait les fidelles du tems d'Esdras et de Nehemie. Esdr. chap. 10. et Nehem. 9. et 10.

Touchant la manière en laquelle se doit faire le Service divin.

1) Nous croyons que le Service Divin se doit faire en esprit et vérité, parceque Dieu est Esprit, et veut que ceux qui l'adorent, l'adorent en esprit et vérité.

Touchant l'Election.

2) Que tous ceux qui ont esté, et qui seront sauvés, Dieu les a élus devant la fondation du monde.

Et son succès.

3) Qu'il est impossible que ceux qui ont esté ordonnés au salut ne soient sauvés.

Du Franc Arbitre.

4) Que quiconque maintient le Franc Arbitre, nie absolument la Predestination et la grâce de Dieu.

de leurs biens.

incompatible à la communion de l'Eglise  
autres possèdent quelque bien propre pour  
amilles.

Des Sacrements.

tière des Sacrements. Que la Sainte Ecri-  
et que deux Sacrements que Jesus Christ nous  
l'Eucharistie, que nous recevons pour té-  
ous persévérer en la Sainte Communion, où  
le S. Baptême, et pour commémoration de  
ist, mort pour notre redemption, qui nous a  
ng de nos péchés.

## D.

### Verbot

itare e com- an die Reßer, außerhalb der  
dei Limiti Grenzen zu wohnen und han-  
ere in confor- del zu treiben, ausgenommen  
ve di Gregor auf den Jahrmärkten, in Ge-  
2 Luglio 1622. mäßheit des Breve Gregors  
manuel I. per XV. vom 2. Julius 1622.  
Dio Duca di Sa- Karl Emanuel I. von Gottes  
tc. li 23 Dicem- Gnaden Herzog von Savoiem  
e 1622. 1c. 1c., den 23. Decbr. 1622.

ità del Breve fatto  
la santità di nostro  
Gregor XV. sotto li  
ssimo passato e per-  
tanto maggiormente  
nazione in seguire i  
della santità sua,  
izio di Dio e della  
eligion, con le pre-  
certa scienza e au-  
rer anche del nostro  
ibiamo a tutti quelli  
Religione riformata  
ione essi sieno di  
ne tener domicilio  
di quà dai monti

In Gemäßheit des von Sei-  
ner Heiligkeit dem Papste Gre-  
gor XV. unter dem 2. Julius  
dieses Jahres erlassenen Breve,  
und um durch Befolgung der  
heiligen Rathschläge Seiner Hei-  
ligkeit Unsern Eifer im Dienste  
Gottes und Unserer heiligen Re-  
ligion um so mehr an den Tag  
zu legen, verbieten Wir durch  
Gegenwärtiges nach Unserer ge-  
wissen Einsicht und Auctorität,  
in Uebereinstimmung mit dem  
Gutachten Unseres Rathes, allen  
Anhängern der vorgebliß ver-  
besserten (reformirten) Religion,

fuori dei limiti soliti tolerati, meno avere botteghe ordinarie, ne camere per tenervi mercanzie, non impediendo però loro che non possano venire alle fiere dei nostri stati con loro mercanzie negoziare e commerciare durante solamente il tempo di dette fiere, e non altrimenti, mentre che non vi prendano casa ne stanze come sopra, e che vivano senza dogmatizare nè dar scandalo, e questo sotto pena della perdita delle loro mercanzie, ed altra all' arbitrio nostro riservato, e alli sudditi nostri proibiamo anche d'affittare case e botteghe alli sudetti sotto pena della confiscazione delle sudette case ed altra arbitraria: mandando e comandando perciò a tutti nostri Magistrati, Ministri, Uffiziali, Governatori, Vasalli, ed altri ai quali queste perverranno, che le osservino, e facciano osservare inviolabilmente procedendo contra i delinquenti irremissibilmente qualsivoglia cosa in contrario, non ostante, per quanto ognuno stima cara la nostra grazia, ed acciò non si pretenda ignoranza del presente Ordine, si farà pubblicare per voce di grida ed affische di copia ai luoghi soliti, dichiarando noi tal intimazione, e la copia stampata, valida e legittima senz' altro, che tal è nostra mente.

Dat. in Torino li 23 Decbr. 1622.

C. Emanuel.

V. Argentero.

Crotti.

welches Standes sie sein möge in Unseren Staaten dießseit d Gebirge außerhalb der ihnen h kömmlich zugestandenen Grenz zu wohnen und sich aufzuhalten oder auch für gewöhnlich Läden und Waarenniederlagen daselbst zu haben; ohne daß Wir ihn jedoch verwehren, die Jahrmärkte Unserer Staaten mit ihren Waren zu besuchen, um zu handeln und feil zu halten, jedoch während der Dauer der erwähnten Jahrmärkte, und nicht weiter; während welcher Zeit si wie oben gesagt, daselbst auf Häuser und Zimmer miethen dürfen, auch nicht Lehremeinungen ausbreiten und Aergerniß gebe bei Verlust ihrer Waaren und anderweitiger Strafe, weld Unserm Gutedünken vorbehalten bleibt; desgleichen verbieten Wir Unseren Unterthanen, Häuser und Läden an Obgenannte zu vermieten, bei Confiscation dieser Häuser und anderweitig zu bestimmender Strafe; tragen daher auf und befehlen allen Unsere Obrigkeiten, Rätthen, Beamten, Befehlshabern, Vasallen und Anderen, welchen Gegenwärtig zukommen wird, es unverlegt zu beobachten und beobachten zu lassen, und gegen die dardw Handelnden streng und ohne all sonstige Rücksicht zu verfahren bei Verlust Unserer Gnade; damit man aber nicht Unkenntnis des gegenwärtigen Befehls verschüße, wird derselbe öffentlich ausgerufen und in Copien an den herkömmlischen Orten angeschlagen werden, welche Bekanntmachung und Abdruck Wir durchaus vollgültig und gesetzlich erklären, denn solches ist Unser Wille.

Turin, den 23. Decbr. 1622.

C. Emanuel.

v. Argentero.

Crotti.

## E.

## Patente di grazia

perdono agli Eretici delle  
alli con nuova dichiara-  
one de' limiti e permis-  
one di commerciare oltre  
mi nel resto dello Stato  
nza però abitarvi, con  
altri regolamenti per  
la Religione.

## Gnadenbrief

an die Waldensischen Ketzer,  
mit einer neuen Bestimmung  
der Grenzen, und Erlaubniß  
außerhalb derselben im übrigen  
Lande zu handeln, ohne  
jedoch daselbst wohnen zu  
dürfen, nebst anderen die  
Religion betreffenden  
Verordnungen.

Carlo Emanuel Per grazia di  
Dio Duca di Savoia, Principe  
di Piemonte, Re di Cipro ecc.

Carl Emanuel von Gottes  
Gnaden Herzog von Sa-  
voien, Fürst von Piemont,  
König von Cypern u. s. w.

È parte di buono e generoso  
Principe non meno di compri-  
mere e debellare col valor delle  
armi la violenza de' nemici, e con  
la severità de' castighi contenere  
la disubbidienza de' Popoli nel  
dover, che con la soavità della  
clemenza esercitare gli atti della  
benignità verso chi prostrato som-  
mamente a' suoi piedi, ricono-  
sciuti i falli commessi, con ogni  
voce l'implora. Quindi è che  
per gli uomini della pretesa  
Religione riformata delle tre Valli  
di Lucerna, S. Martino e Perosa,  
de' luoghi di Roccapiata, San  
Bartolommeo e Prarustino preso  
armi contro le nostre, ed ostil-  
mente resistendo all' esecuzione  
de' nostri comandi fossero stati  
di della nostra indignazione. Ed  
vedo ora (mentre a loro danni  
è armata la nostra destra) con  
mai ed espressioni del loro cor-  
raglio rappresentato l'infinito do-  
lore che hanno avuto ed hanno  
aver contravvenuto agli ordini  
nostri colla presa delle armi, e

Der Güte und Großmuth ei-  
nes Fürsten ziemt es, nicht nur  
mit Gewalt der Waffen den Un-  
gestüm der Feinde zu bändigen  
und zu bekämpfen, und mit stren-  
gen Züchtigungen den Ungehör-  
sam der Völker in Schranken zu  
halten, sondern auch mit Freunds-  
chaft und Milde Werke der  
Huld zu üben gegen den, der  
sich in Ergebenheit ihm zu Fü-  
ßen wirft, und, sein Unrecht er-  
kennend, mit aller Demuth ihn  
ansieht. Daher, weil die An-  
hänger der sogenannten refor-  
mirten Religion aus den drei  
Thälern Lucerna, S. Martino  
und Perosa und den Ortschaften  
Roccapiata, San Bartolommeo  
und Prarustino die Waffen gegen  
Uns ergriffen und sich feindselig  
der Vollstreckung Unserer Befehle  
widerseht haben, verdienten sie  
zwar Unsern Zorn; da sie aber  
nunmehr, als sie Unsere Rechte  
zu ihrem Verderben gewaffnet  
sahen, mit Gefinnungen und  
Ausdrücken der Reue den außer-

perciò raccorsi alla nostra bontà, e supplicatici di volergli perdonare gli errori commessi, col restituirgli nella nostra buona ed intiera grazia, ed anche concedergli ad esempio de' nostri Predecessori alcuni capi concernenti l'uso della loro Religione: ed essendosi parimente compiaciuta la Maestà Cristianissima dell' invittissimo Re di Francia per mezzo del sig. di Servient suo Consigliere ordinario ne' suoi Consigli di Stato, e suo Ambasciadore ordinario appresso di Noi residente, di passare diversi uffizj, acciò ci degnassimo di ricevere i suddetti in nostra buona grazia; volendo far noto al mondo con quanta tenerezza d'affetto amiamo i nostri Popoli, quando non s'allontanano dalla dovuta ubbidienza, e quanto deferiamo all' interposizione della M. S. e l'osservanza singolare che Le professiamo. Per le presenti, di nostra certa scienza, piena possanza e suprema autorità, mossi dalle preghiere e dal consiglio di Madama Reale mia Signora e Madre, alla quale abbiamo sempre tanto deferito, e col parere del nostro Consiglio usando della somma nostra clemenza. Primieramente confermiamo alli predetti della pretesa Religione riformata la grazia che gli concessimo nei rescritti delli due e quattro Giugno, e ventinove Decembre mille seicento cinquanta tre, secondo loro forma e tenore. Ed inoltre le concediamo ampia amnistia, e le facciamo grazia e remissione d'ogni contravvenzione a' nostri ordini e di tutti gli eccessi commessi dal principio e sino duranti i presenti moti; annullando ogni confisca, processura, condanne e dichiarazione di pene reali e personali, ed ogni altr'atto fatto, per il quale in generale od in particolare potessero venire inquietati, tanto quelli che sono catalogati in queste ultime congiunture, quanto Giov. Leggero, Isaac Lepreux, e Gio. Michellino Mi-

sten Schmerz über ihre m. Waffnen geübte Widerseßli gegen Unsere Befehle an de gelegt, Unsere Güte in Angenommen und Uns gebeten, ihr begangenes Unrednen zu vergeben, sie völl Gnaden wieder aufzuneh und ihnen, nach dem Be Unserer Vorgänger einige I in Betreff ihrer Religions zugestehen zu wollen; imgl da Seine Allerschönstetät der König von Frankreich durch Seinen Wirklichen Rath und Ordentlichen an U Hofe residirenden Gesandten Herrn de Servient, sich zu wenden geruht hat, damit die Obgenannten zu Uns wieder aufnehmen möchten wird hierdurch, um Unsere liche Liebe zu Unsern Völlern, wofern sie sich von dem schen Gehorsam nicht entfernen so wie Unsere Rücksicht auf Verwendung Seiner Majestät und Unsere besondere Vertheilung gegen Dieselbe an den Tag legen, nach Unserer sichersten sicht, vollkommenen Macht obersten Gewalt, auf die B und den Rath Ihrer Königl. Hoheit Unserer Frau Mutter, welche Wir stets so hoch getet haben, und in Uebereinstimmung mit Unserm Rathe, höchster Milde Erstlich den sagten Anhängern der sogenannten reformirten Religion Gnade, welche Wir ihnen den Rescripten vom 2. und Junius und 29. Decembre bewilligt haben, in gleicher Weise bestätiget. Und d dies gewähren Wir ihnen t Amnestie, und begnadigen wegen jeglicher Vergehungen der Unsere Befehle und w aller seit dem Anfange und Verlauf der jetzigen Unruhen begangenen Excesse; annullir Confiscationen, Processen, Theilungen und verhängten I



altri, e qualsivoglia altro processo, e che potrebbe esserlo all'avvenire per dette cose occorse, sempre ai li sudditi nostri, che li forestieri di qualunque condizione e paese ch'avranno prestato aiuto, favore o consiglio alli di detta Religione. Inibendo Noi a tutti dal Senato nostro di Piemonte, a tutti li Giudici, Ministri, Ufficiali, Magistrati, Fiscali, e da chi sia spediente ogni qualunque molestia per detto fine, e dependenti, rimittendogli nel pristino grado, pacifico stato, e nella buona grazia nostra, e quelli ripigliamo sotto la regia nostra protezione e salvaguardia, come erano di prima.

oder Personal-Bußen, so wie jedes andere Verfahren, durch welches im Allgemeinen oder Besonderen sowohl Diejenigen eine Kränkung erfahren könnten, welche bei diesen letzten Ereignissen aufgezeichnet worden, als die Prediger Joh. Leggero, Isaaß Lepreux, Joh. Michellino und wer sonst noch vor Gericht gestellt ist, oder es der erwähnten Vorfälle halber künftig werden könnte, worunter sowohl Unsere Unterthanen begriffen sind, als die Fremden jedes Standes und Volkes, welche den Anhängern jener Religion Beistand, Förderung oder Rath gewährt haben; wehren daher allen Mitgliedern Unseres Senates von Piemont, allen Unsern Richtern, Dienern, Beamten, Obrigkeiten, Fiscalen und anderen Expedienten, sie wegen besagter Ereignisse und deren Folgen auf irgend eine Weise zu kränken, indem Wir sie alle in ihren vorigen Grad, Friedensstand und Unsere Gnade wieder einsetzen, und von neuem unter Unsere Königlich Obhut und Fürsorge nehmen, wie zuvor.

2) Dovranno però gli uomini della pretesa Religione riformata abbandonare l'abitazione e li beni, quali avevano ne' luoghi esistenti di là dal Pelice, e ne' loro rispettivamente sinaggi, e così Bubiana, compresa Lucernetta e Fenile, ed anche Campiglione e Garzigliana, quando ivi avessero, o per il passato avessero avuto beni o abitazione, nè potranno più all'avvenire in detti luoghi e sinaggi avere abitazione, nè beni, come nè tanto al borgo e luogo di Lucerna; compiacendoci però Noi di permettere, come permettiamo alli suddetti che abbandonano come pra li beni al di là dal Pelice, poter quelli vendere a' particolari Catolici di quì alla festa di u i Santi, che cade al primo diembre or prossimo, e per quelli

2) Es sollen aber die Anhänger der sogenannten reformirten Religion die Wohnungen und Besitzungen aufgeben, welche sie in den Ortschaften jenseit des Pelice und deren Gebieten inne hatten, also Bubiana mit Inbegriff von Lucernetta und Fenile, auch Campiglione und Garzigliana, wofern sie dort Besitzungen oder Wohnungen hätten oder früher gehabt hätten, und sie können künftig in den besagten Ortschaften und Gebieten keine Wohnungen u. Besitzungen mehr inne haben, so wenig, als auch in Lucerna und dessen Vorstadt; jedoch sind Wir geneigt, zu erlauben, und erlauben hierdurch den Obgenannten, welche nach obiger Verfügung die Besitzungen jenseit des Pelice verlas-

beni che non saranno in quel tempo venduti, gli faremo pagare in contanti il prezzo che risulterà da' loro rispettivi instrumenti, e quando quelli non si ritrovino, si prenderà il prezzo avuto riguardo al titolo de' fondi vicini, colla distinzione della maggiore o minore bontà, che sarà fatta da esperti comunemente eligendi. E trattanto che non saranno fatti i contratti di dette vendite, godranno i medesimi di detti beni, e raccoglieranno i frutti; avranno però di là dal Pelice quelli di detta pretesa Religione riformata la goldita ed abitazione alle Vigne di Lucerna verso Rorata, conforme saranno con certi termini limitate, cioè comprenderà quello che avanti i presenti moti possedevano, senza poter avere in dette Vigne la predicazione. Avranno parimente l'abitazione ed esercizio della loro Religione nel luogo e fini di Rorata, dichiarati, e compresi in tutte le precedenti concessioni, ed alla mente d'esse.

3) Dovranno parimente i medesimi della pretesa Religione riformata riabitare unitamente con i Cattolici a S. Giovanni, però senza che vi possano aver il Tempio, nè la predicazione, vivendo nel resto al solito, e come dispongono le precedenti concessioni, e per maggior quiete sì de' Cattolici, che di quelli di detta Religione in detto luogo abitanti, ordiniamo che si

sen, dieselben binnen jetzt dem Feste Allerheiligen, welches auf bevorstehenden 1. November fällt, an Privatleute unter Katholiken zu verkaufen; für diejenigen Besizungen, die in dieser Zeit nicht verkauft sein werden, wollen Wir den Preis baar bezahlen. Hier sich aus ihren jedesm Instrumenten ergeben wird, wenn diese sich nicht vorfinden, soll der Preis mit Berücksichtigung des Werthes der benannten Grundstücke nach dem von gemeinsam zu erwählenden Sachkundigen gegebenen Urtheil über die größere oder kleinere Güte derselben festgestellt werden. So lange aber die Kaufkontrakte noch nicht abgeschlossen sind, sollen jene Leute die erwähnten Besizungen nutzen und deren Früchte einerten dürfen. Es bleibt mithin den Anhängern der sogenannten reformirten Religion die Nutzung und Bewohnung der Weinberge jenseits des Pelice von Lucerna nach Rorata in einer zu bestimmenden Begrenzung, welche dasjenige begreifen wird, was sie vor den jetzigen Unruhen besessen haben, ohne daß sie jedoch auf besagten Weinbergen Predigten halten dürfen. Desgleichen sind ihnen Wohnung und Ausübung ihres Gottesdienstes verstattet in Rorata und der Umgegend, gleichwie in allen obigen Bewilligungen erklärt und inbegriffen, und im Sinne derselben.

3) Ferner sollen eben diese Anhänger der sogenannten reformirten Religion zu S. Giovanni wieder mit den Katholiken zusammen wohnen, jedoch daselbst die Kirche nicht inne haben, noch Predigten halten dürfen, im übrigen aber nach Gewohnheit leben, und wie in den obigen Bewilligungen verfügt wird; und damit sowohl die Katholiken, als

cedere alla divisione del registro d'esso luogo e anni, lasciando la parte di cui unita alla Comunità di S. Giovanni, e del restante che a quelli di detta Religione si attribuirne una Comunità separata, concorrendovi però il consenso degli uni e degli altri, come si suppone, che concorrà, e che vi sia danno del nostro nome, al qual effetto deputo un Delegato sempre che esso supplicati.

Quanto alla Torre potranno sopra riabitare, e nel suo avere l'esercizio della loro ne, conforme per il passato.

Quanto a S. Secondo non si abitazione salvo ne' luoghi di Prarustino, S. Bartolomeo e Roccapia, ove permetteno che facciano l'esercizio della Religione come avanti i preti era loro concesso, e che eguisca alla separazione di due luoghi di Prarustino e Bartolomeo dal restante luogo secondo nella maniera, che è stato nel capo terzo concerno il luogo di S. Giovanni; per il resto non avranno li della ne l'abitazione nel luogo nè altro, mediante però il pagamento della migliorazione fatta, che si trovano aver in questi, e del prezzo di quei de' quali sono padroni, da quel tempo sopra prescritto, addici di provvedere sopra continuazione della retenzione i beni, ed eziandio sopra la loro permissione a nostro beneficio quando ne saremo, tanto addetti, quanto da' Cattolici

die an dem genannten Orte wohnenden Anhänger jener Religion um so ungestörter sein mögen, verordnen Wir, daß in der Theilung des Weichbildes und Registers von S. Giovanni fortzufahren werde, und der Antheil der Katholiken mit der Gemeinde von Lucerna vereinigt bleibe, aus dem Uebrigen aber, welches den Anhängern der genannten Religion gehört, eine besondere Gemeinde gebildet werde, jedoch nicht ohne gegenseitige Einwilligung, welche hierbei vorausgesetzt wird, und ohne daß Unser Patrimonium dabei Nachtheil leide; zu welchem Ende Wir einen Bevollmächtigten abordnen werden, sofern man Uns darum gehen wird.

4) La Torre können sie ebenfalls nach obiger Bestimmung wieder bewohnen, und in dessen Gebiete ihren Gottesdienst halten, so wie früherhin.

5) Was S. Secondo betrifft, so werden sie nur, wie bisher, in den Ortschaften Prarustino, S. Bartolomeo und Roccapia wohnen dürfen, woselbst Wir ihnen die Ausübung ihres Gottesdienstes zugestehen, wie sie vor den jetzigen Unruhen ihnen gestattet war; auch soll man in der Trennung der genannten beiden Ortschaften, Prarustino und S. Bartolomeo, von den übrigen Theilen von S. Secondo fortfahren, in der Art, wie im dritten Abschnitte hinsichtlich S. Giovanni angegeben worden. In Bricherasio und dessen Gebiete dürfen die Anhänger jener Religion nicht wohnen, doch sollen ihnen die Meliorationen der Güter, welche sie in besagtem Gebiete inne haben, und die Preise der ihnen gehörigen Besitzungen in der oben angegebenen Frist vergütet werden; wobei Wir Uns noch vorbehalten, über fernere Retention jener Be-

supplicati, e conosceremo essere di servizio nostro.

6) E perchè siamo informati, che i danni sofferti in occasione de' moti suddetti sono tali, che difficilmente per qualche tempo saranno in istato di poterci pagare le generali imposizioni, che si fanno sopra il restante paese, perciò gli facciamo grazia e remissione di tutte le debiture, che in cinque anni prossimi ci dovranno, comprese le restanti debiture dell' anno corrente; con dichiarazione, che per i tre primi anni, 1656, 1657, 1658, saranno esenti non solo dal quartier d'inverno, sussistenze, caserme, comparto de' grani, ma anco del tasso medemo, e d'ogni altra debitura, e nelli due susseguenti 1659 e 1660 gioiranno dell' istessa grazia del tutto, eccetto che del tasso, qual in detti due anni dovranno pagare, ed essi spirati pagheranno tutte le debiture, che a rata di tutto il restante paese dovranno. Li facciamo grazia de' reliquati degli anni passati, quali non saranno ancora assignati, e per le partite assignate, ed altre dovute a' particolari creditori li concediamo prolungo di pagargli fra un anno prossimo, mediante però il pagamento degl' interessi di sei in sei mesi maturatamente, quali durante gli inibiamo da chi sia spediente ogui molestia.

7) Permettiamo alli medemi il libero esercizio della loro Reli-

sigionen, so wie auch über weitere Bewilligungen nach Unserm Gutdünken zu bestimmen, wofür Wir sowohl von Obgenannten, als von den Katholiken darum angegangen werden und es für vortheilhaft erkennen.

6) Und weil Wir davon unterrichtet sind, daß das in den erwähnten Unruhen erlittene Ungemach so groß ist, daß sie für einige Zeit schwerlich im Stande sein werden, Uns die allgemeinen Abgaben zu entrichten, welche dem übrigen Lande obliegen, so erlassen Wir ihnen alle Leistungen, die sie Uns in den nächsten fünf Jahren schuldig wären, die rückständigen Leistungen des gegenwärtigen Jahres inbegriffen, mit der Bestimmung, daß sie in den ersten drei Jahren, 1656, 1657 und 1658 nicht allein von Winterquartier, Verpflegung, Kasernen und Getreidelieferung, sondern auch von der Schatzung selbst und allen anderen Leistungen frei sein, in den beiden folgenden Jahren aber, 1659 und 1660, ganz derselben Vergünstigung genießen sollen, mit Ausnahme allein der Schatzung, welche sie in besagten zwei Jahren zu entrichten haben, und nach deren Verlauf sollen sie alle Abgaben entrichten, welche ihnen nach Maaßgabe des ganzen übrigen Landes zukommen. Wir erlassen ihnen die Reste aus den vergangenen Jahren, welche noch nicht angewiesen sind; für die angewiesenen Porsten aber, und für solche, welche sie an Privatgläubiger schuldig sind, verstaten Wir ihnen Aufschub, sie in einem der nächsten Jahre abzutragen, doch müssen sie die Interessen pünktlich von sechs zu sechs Monaten entrichten, während welcher Wir sie gegen einen Jeden vor Kränkung bewahren.

7) Wir verstaten denselbigen freie Religionsübung und Gewis-

pione e libertà di coscienza in tutti i luoghi nelle precedenti concessioni compresi, quali non s'intenderanno nè ristretti, nè ampliati.

8) Concediamo e faremo tener mano, che in tutti gli altri nostri Stati sia loro concesso il libero commercio, con facoltà di comprare e vendere qualsivoglia cosa, eccetto stabili, e di negoziar, messonar, tener aire, e trafficar indifferentemente come gli altri nostri sudditi, senza che possano essere ricercati per la loro Religione, miandio di qualunque Magistrato, tanto ecclesiastico che secolare, con che in essi luoghi non contraino domicilio, nè abbino residentemente abitazione.

9) Avendo Noi dichiarato e stabilito di voler, che in tutti i nostri Stati si celebri la Santa Messa, e si facciano le altre funzioni della Chiesa secondo il rito Romano, ed anche nelli luoghi concessi alli suddetti della pretesa Religione riformata, tanto per la sola abitazione, quanto per l'abitazione e l'esercizio, ed essendo applicati di valersi e deputar sudditi nostri siano secolari o regolari, senza valersi de' padri Missionarj forastieri, quali essendo grandemente odiati dal minuto Popolo, potrebbe arrivar accidente, che turbasse la pubblica tranquillità, dichiariamo di voler porre Religiosi nostri sudditi, o secolari o regolari, come meglio ci parerà, e teneremo mano, che si stabiliscano soggetti da' quali ragionevolmente alcuno non si possa dolere, e quando si celebrerà la Santa Messa, non potranno li suddetti della pretesa Religione riformata esser astretti d'assistergli, meno contribuirgli cosa alcuna, ma non potranno direttamente, o

sensfreiheit an allen den Orten, welche in den obigen Bewilligungen begriffen sind, die man weder beschränkter, noch ausge dehnter zu nehmen hat.

8) Wir bewilligen und werden darauf halten lassen, daß ihnen in Unserm ganzen übrigen Lande freier Handel verstattet sei, mit der Erlaubniß, jede Art von Gegenständen, Grundstücke ausgenommen, zu kaufen und zu verkaufen, Geschäfte zu treiben, Märkte zu besuchen, Läden zu halten und zu handeln, vollkommen wie Unsere übrigen Unterthanen, ohne daß sie von irgend einer geistlichen oder weltlichen Obrigkeit ihrer Religion halber zur Rede gestellt werden können; nur dürfen sie sich nicht an diesen Orten häuslich niederlassen, noch bleibend daselbst Wohnungen inne haben.

9) Da Wir erklärt und bestimmt haben, daß in allen Unseren Staaten die heilige Messe gehalten und die übrigen Gebräuche der Kirche nach Römischen Ritus beobachtet werden sollen, und zwar auch an den Orten, welche den besagten Anhängern der sogenannten reformirten Religion sowohl blos zur Wohnung, als zur Wohnung und zum Gottesdienste überlassen sind, und da Wir angegangen worden, weltliche oder Ordensgeistliche aus Unsern Unterthanen abzuordnen, ohne Uns der fremden Missionäre zu bedienen, welche bei dem gemeinen Volke äußerst verhaßt sind, so daß eine Störung der öffentlichen Ruhe zu befürchten sein möchte, so erklären Wir, aus Unsern Unterthanen entweder weltliche oder Ordensgeistliche, wie es Uns besser dünken wird, einzusetzen zu wollen, und werden darauf halten, daß solche Leute angestellt werden, über welche man vernünftiger Weise keine

indirettamente causargli alcun disturbo ed impedimento.

Beschwerde führen könne; und wenn die heilige Messe gefeiert wird, sollen die besagten Anhänger der sogenannten reformirten Religion nicht angehalten werden können, derselben beizumohnen, noch auch irgend etwas zu derselben beizusteuern; doch sollen sie auch, weder mittelbar, noch unmittelbar, dieselbe stören oder hindern dürfen.

10) Non sarà da Noi, nè da' nostri Ufficiali data molestia ad alcuno di quelli delle dette tre Valli, e luoghi suddetti, quali dal principio di questi moti sino all' effettuazione dell' aggiustamento avessero abgiurata la loro Religione, eziandio che usino della libertà di loro coscienza, e non ostante la loro abgiurazione e promessa, non li tratteremo da relapsi.

10) Weder von Uns, noch Unsern Beamten sollen diejenigen Bewohner der drei Thäler, und besagten Ortschaften eine Kränkung leiden, welche vom Beginn dieser Unruhen bis zum Abschlusse des Vergleiches ihre Religion abgeschworen haben, indem sie der Gewissensfreiheit genießen; und, ungeachtet ihres Schwurs und Versprechens, werden Wir sie doch nicht als zurückgefunzene Ketzer behandeln.

11) Li prigionieri dell' una e dell' altra parte, comprese le donne e fanciulli, dovunque siano negli Stati nostri, saranno messi in libertà senza ransone nè spesa subito che saranno indicati.

11) Die beiderseitigen Gefangenen mit Inbegriff der Frauen und Kinder sollen, wo sie auch in Unsern Landen sich befinden mögen, sobald sie angezeigt worden sind, ohne Lösegeld und Unkosten in Freiheit gesetzt werden.

12) Avranno parimente li suddetti l'esercizio d'ufficj pubblici nella maniera che sono stati concessi nel memoriale delli 9 aprile 1603, ed al capo terzo del memoriale delli 4 giugno 1653.

12) Ferner ist den Obgenannten die Verwaltung öffentlicher Ämter in der Weise erlaubt, wie sie ihnen in dem Memorial vom 9. April 1603 und im dritten Abschnitte des Memorials vom 4. Juni 1653 verstattet worden ist.

13) Confermiamo la concessione già fatta alla Comunità della Torre d'aver ivi un mercato, e daremo gli ordini opportuni, acciò venghi dalla Camera nostra interinata.

13) Wir bestätigen die der Gemeinde von la Torre bereits ertheilte Bewilligung, daselbst einen Markt halten zu dürfen, und werden die angemessenen Anordnungen erlassen, daß sie von Unserer Kammer beglaubigt werde.

14) Ne' luoghi sopra tollerati dichiariamo che la successione legale, sotto pretesto di Religione, non venghi interrotta nè impedita.

14) Wir erklären, daß in den oben bewilligten Ortschaften die gesetzliche Erbfolge unter dem Vorwande der Religion nicht gehemmt noch verhindert werden dürfe.

15) Non potrà alcuno di detta Religione pretesa riformata essere sforzato d'abbracciar la Religione Cattolica, Apostolica, Romana, nè i figliuoli potranno esser tolti a' loro parenti, mentre che sono in età minore, cioè li maschi di dodici e le femmine di dieci anni.

16) Acciò si toglia ogni impedimento alla testimonianza della verità, ordiniamo che essendo qualche Cattolico informato di cosa appartenente a qualcheduno di detta pretesa Religione riformata, non sia impedito di darla, tanto in giudizio, che fuori. Proibiamo parimente, che alcuno di detta pretesa Religione riformata sia schernito, nè con nomi obbrobriosi ingiuriato.

17) Confermiamo le franchigie, prerogative e privilegj già altre volte concessi alli luoghi di dette Valli, ed altri suddetti, sì e come si vedono rispettivamente concesse, ed altre volte interinate, ed ordiniamo che ne venghi fatta nuova interinazione alla forma delle interinazioni precedenti.

18) Caso che i Ministri o Pastori venissero inquisiti per cause criminali, vogliamo che siano sottoposti alla prima e seconda cognizione come gli altri particolari di dette Valli, e che non possano esser citati avanti i nostri Supremi Magistrati a drittura, salvo nei casi che si può procedere contro gli altri particolari a drittura.

19) Sarà eccettuato dalla grazia sovraddetta della confisca quel sito e quella parte di case demo-

15) Es darf kein Anhänger der sogenannten reformirten Religion zur Annahme der katholischen, apostolischen, römischen Religion gezwungen, noch dürfen die Kinder ihren Aeltern genommen werden, so lange sie minderjährig sind, d. h. die Knaben bis zum zwölften, die Mädchen bis zum zehnten Jahre.

16) Damit jedes Hinderniß wegfallt hinsichtlich des Zeugnisses von der Wahrheit, verordnen Wir, daß ein Katholik, welcher über die Angelegenheit irgend eines Anhängers der sogenannten reformirten Religion unterrichtet ist, nicht gehindert sein soll, dasselbe sowohl vor Gericht, als anderwärts abzugeben. Ungleiches verbieten Wir, daß irgend ein Anhänger der sogenannten reformirten Religion verspottet oder durch Schimpfnamen geschmäht werde.

17) Wir bestätigen die den drei Thälern und übrigen genannten Ortschaften bereits früher bewilligten Freiheiten, Vorrechte und Privilegien in der Art, wie sie respektive bewilligt und früher beglaubigt worden, und verordnen, daß eine neue Beglaubigung derselben nach der Form der früheren Beglaubigungen gemacht werde.

18) Im Falle, daß die Beamten oder Pastoren in Kriminalsachen zur Untersuchung gezogen werden, wollen Wir, daß sie dem ersten und zweiten Erkenntnisse eben so wie die übrigen Privatleute in jenen Thälern, unterworfen seien, und daß sie nicht zu gerichtlichem Verfahren vor Unsere höchsten Obrigkeiten gefordert werden dürfen, außer in den Fällen, wo auch gegen die übrigen Privatleute gerichtlich verfahren werden kann.

19) Von der oben ausgesprochenen Erlassung der Confiscation soll diejenige Stelle und derje-

lito in ogni una delle predette terre che saranno necessarie e come tali da Noi elette per la costruzione d'una Chiesa e casa, nella quale si faccia l'esercizio cattolico, i quali siti saranno per nostra parte dichiarati fra quindici giorni dopo le presenti pubblicate, e l'agginamento eseguito, ove essi non elegghino piuttosto ne' predetti luoghi di rimettere gli antichi siti delle Chiese Cattoliche distrutte.

20) Ordiniamo pertanto a tutti i nostri Magistrati, Ministri ed Ufficiali d'osservare e far osservare le presenti secondo loro forma e tenore, e specialmente a' Magistrati nostri, Senato e Camera, di doverli interinare senza pagamento di dritto alcuno, acciò siano perpetuamente ed inviolabilmente osservate, purchè li suddetti della pretesa Religione riformata dalla parte loro osservino ciò che nelle presenti è stato dichiarato e stabilito, e non s'allontanino dalla dovuta ubbidienza, che tale è nostra mente; e che si dia tanta fede alla copia stampata delle presenti dallo stampatore nostro Sinibaldo, come al proprio originale.

Dat. in Rivoli li 18 Agosto 1655.

Carlo Emanuel.

V. Morozzo. De St. Thomas.

Interinate dal Senato e Camera li 19 di detto mese.

nige Theil zerstörter Häuser in einer jeden der oben erwähnten Gegenden ausgenommen sein, welche zur Errichtung einer Kirche und Wohnung für den katholischen Gottesdienst erforderlich, und als solche von Uns ausgewählt sein werden; welche Stellen Unsererseits binnen zwei Wochen nach Bekanntmachung des Gegenwärtigen und Abschluß des Vergleichs angezeigt werden sollen, wofern jene nicht vorziehen, die alten Stellen der zerstörten katholischen Kirchen herzugeben.

20) Wir verordnen also allen Unsern Obrigkeiten, Dienern und Beamten, Gegenwärtiges nach dessen Form und Inhalt zu beobachten und beobachten zu lassen, und insbesondere Unseren Obrigkeiten, dem Senate und der Kammer, es ohne Bezahlung irgend eines Rechtes zu beglaubigen, damit es fortdauernd und unverleßlich beobachtet werde, wenn anders die Anhänger der sogenannten reformirten Religion ihrerseits das, was in Gegenwärtigem erklärt und festgesetzt worden, beobachten, und sich von dem schuldigen Gehorsam nicht entfernen; denn so ist Unser Wille; und es soll die von Unserm Drucker Sinibaldo gedruckte Copie des Gegenwärtigen so beglaubigt sein, wie das Original selbst.

Ausgefertigt zu Rivoli, den 18. August 1655.

Carlo Emanuel.  
v. Morozzo. De St. Thomas.

Beglaubigt von dem Senat e und der Kammer am 19. desselben Monats.

Dichiarazione del sig. Ambasciatore di Francia circa il Forte della Torre.

Ancorchè nella Patente d'amnistia concessa da S. A. R. agli uomini professanti la pretesa Reli-

Erklärung des französischen Gesandten über das Fort von la Torre.

Ungeachtet in dem Patent durch welches S. A. R. den Bekennern der sogenannten ref-



pione riformata nelle tre Valli di Lucerna, S. Martino e Perosa, e nelli luoghi di S. Bartolommeo, Roccapia e Prarustino, per mezzo dell' illustrissimo ed eccellentissimo signor di Servient Consigliere ordinario ne' Consigli di Stato di S. M. Cristianissima e suo Ambasciatore ordinario appresso la predetta R. A., non si sia fatta menzione alcuna, nè della demolizione, nè della retenzione del Forte della Torre; la verità però è, che circa detto Forte è stato aggiustato (e per mezzo dell' E. S., la quale, a nome della predetta M. Cristianissima, ha mediato e concluso l'aggiustamento), concertato e stabilito il capo seguente, del quale, acciò non se ne possa dubitare, ne ha fatto S. E. la presente dichiarazione da lei sottoscritta.

Pinarolo li 18 Agosto 1655.

Segue il tenor del capo quarto del suddetto aggiustamento.

Quanto alla Torre potranno come sopra riabitare e nel suo finaggio aver l'esercizio conforme per il passato, ritenendo però S. A. R. la Fortificazione, circa della quale s'è detto, che nelle Patenti del perdono non se ne debba far menzione, ma che sia riservato alli detti della pretesa Religione riformata di ricorrere a' piedi di S. A. R. per supplicarla, che siccome resterà certificata della loro ubbidienza e fedeltà, così le piaccia di demolirla o almeno trasferirla al sito della vecchia Fortezza, e circa di ciò dichiarano voler interporre le preghiere de' signori Ambasciatori Svizzeri, alle quali S. E. promette di congiungere i suoi ufficj, con dichiarazione però, che consentendo o no S. A. R. alla demolizione, o traslazione, sempre abbi effetto l'aggiustamento, ed

mirten Religion in den drei Thälern Lucerna, S. Martino und Perosa und in den Ortschaften S. Bartolommeo, Roccapia und Prarustino, durch Vermittelung Seiner Excellenz des Wirklichen Staatsrathes Sr. Allerchristlichsten Majestät und Ordentlichen Gesandten am Hofe S. R. H., Herrn de Servient, die Amnestie bewilligt, keine Erwähnung geschehen ist, weder daß das Fort von la Torre geschleift, noch daß es besetzt gehalten werden solle, so hat man doch hinsichtlich dieses Forts sich dahin verglichen und durch S. Exc., welche im Namen S. Allerchristlichsten Majestät den Vergleich vermittelt und abgeschlossen hat, Folgendes verabredet und festgesetzt, worüber zu besserer Beglaubigung S. Exc. gegenwärtige von ihm unterschriebene Erklärung gegeben.

Pinarolo, den 18. August 1655.

Es folgt der Inhalt des vierten Abschnittes des besagten Vergleiches.

La Torre betreffend, können sie es obgemeldeter Maaßen wieder bewohnen und in dessen Gebiete Gottesdienst halten, wie zuvor; doch bleiben Sr. R. H. die Befestigungswerke, hinsichtlich deren gesagt ist, daß in dem Gnadenbriefe ihrer nicht gedacht werden, sondern den Anhängern der sogenannten reformirten Religion überlassen bleiben solle, zu den Füßen Sr. R. Hoh. die Bitte niederzulegen, daß, wie derselbe ihres Gehorsams und ihrer Treue versichert sein könne, so ihm gefallen möge, dieselben zu schleifen, oder wenigstens an die Stelle der alten Festung zu verlegen; und deshalb erklären sie, die Fürsprache der Herren Schweizerischen Gesandten einlegen zu wollen, mit welcher S. Exc. seine Verwendung zu ver-

anche in caso che stimasse l' A. S. R. di dare repulsa alle dette preghiere.

E. Servient.

Par Monseigneur  
C. F. Canon.

einigen verspricht, mit der Erklärung jedoch, daß, möge nun S. K. H. zu der Schleifung oder Verlegung einwilligen oder nicht, immer der Vergleich Kraft habe, auch im Fall, daß S. K. H. besagte Bitten abzuweisen für gut fände.

E. Servient.

Par Monseigneur  
C. F. Canon.

## F.

### B r i e f

des großen Kurfürsten vom 17. März 1662. an  
den Herzog von Savoyen.

Serenissime Princeps,  
Domine Amice charissime!

Cum eorum mala miseriaque, quibuscum nobis communia sint sacra, cumprimis animum nostrum afficiant, atque ad charitatis officia jure meritoque nos invitent, a quo, speramus, animo Dilectio Va. intercessionem nostram admittet pro iis, qui in ditionibus Dnis. Vae. in vallibus nimirum Pedemontanis eandem nobiscum Christianam doctrinam hactenus professi sunt. Intelleximus enim, quod quanquam majores Dnis. Vae. securitati ipsorum jam inde a multis prospexerint saeculis, et nuper quoque intercedente Rege Christianissimo, aliisque vicinis atque Amicis Dio. Va. benignissime ipsis et commerciorum et conscientiae libertatem denuo concesserit, publicisque firmaverit tabulis, ipsis tamen quietis esse, atque tanta Dnis. Vae. gratia frui non liceat, cum ea quae Dio. Va. ipsis pro Summa aequitate sua induluit, alii intervertant, et miris eludant modis, ipsisque tandem auferant jura et privilegia. Atque hinc fieri narratum nobis, ut vectigalibus praee aliis onerentur, a commerciis arceantur, in judiciis haud aequo cum aliis jure gaudeant, in pastores ecclesiarum mortis feratur sententia, praecipua eorum membra proscribantur, atque in iis locis, in quibus religionis exercitium liberum habuerunt hactenus, idem prohibeatur, nullaque fere alia conscientiae libertas ipsis permittatur, quam qua reluctantante ipsa conscientia, relictis sacris suis in ecclesia Romana frui possint. Ita enim quod ipsum a Dne. Va. uti principe suo clementissimo indultum fuit, liberum religionis suae vitae exercitium, a quibusdam per ludibrium explicari privilegium accipimus. — Ista vero,

non modo in praedictum istius juris tendant, quod nemini  
 Christianorum denegandum, sed etiam cum a laudatissimis Dnis. Vae.  
 etiam, atque ipsa Dne. Va. praedictis Vallensibus clementissime  
 conservatumque fuit, ipsum principalium sanctionum vigo-  
 rem appugnent, ideoque nulli dubitamus, quin et edictorum suorum  
 libertatem et subditorum salutem et conscientiae libertatem dignis  
 rationibus ac vindicatorum sit rationibus. Nos equidem Do. Va., si fidei  
 confessionis nostrae socios ab istis liberaverit miseriis et aerumnis,  
 quo affecerit beneficio, quovis officiorum genere demerendo, invi-  
 tae, ut subditos nostros Catholicae-Romanae confessioni addictos,  
 omni omnem et securitatem et conscientiae libertatem in terris no-  
 praestamus, majore indies favore prosequamur, isti vero afflictis  
 nunc subditi Dnis. Vae., quibus post verum Dei cultum ex reli-  
 gionis suae praescripto, nihil obsequio erga Principem suum antiquius,  
 tantissimas ad Deum pro ipsius salute et Domus suae incrementis  
 present praes, atque is, qui solus est animorum rector et conscien-  
 tia Dominus de caetero Gubernationi et actionibus Dnis. Vae.  
 benedictet. Quod ex animo vovemus, Eamque divinae tutelae  
 commendamus.

Dabantur Coloniae 17 Martii 1662.

Ad  
 Ducem Sabaudiae.

## G.

### B r i e f

des großen Kurfürsten an den König von  
 Frankreich.

Serenissime et Potentissime Rex etc.

Retulerunt nobis ii, qui in vallibus Pedemontanis eandem nobis-  
 cum Christianae fidei confessionem sequuntur, quod quanquam ante  
 aliquot annos auspiciis Regiae Mtis. Vae. et Legatis ejusdem interve-  
 nientibus, et conscientiarum et commerciorum libertas a Seren. Sa-  
 baudiae Duce concessa ipsis sit et stabilita, illa tamen a malevolis  
 quibusdam indignis nunc intervertatur modis et vel plane negetur:  
 Confugiunt igitur, nobis interpretibus, ad gratiam et benignitatem  
 Regiae Mtis. Vae. ante in summis periculis expertam, rogantque, ut  
 beneficium, quod interventione sua ipsis procuravit, tueri quoque ac  
 conservare atque apud praedictum Sabaudiae Ducem eo rem deducere  
 velit, ut quam antea concessit Libertatem, ea deinceps tuto frui ac  
 gaudere possint. Praecellunt ea laude Majores Regiae Mtis. Vae.  
 eamque ipsa tuetur, quod cum Deus illos amplissimo Regno praefer-  
 erit, ipsi imperium Regis Regum in conscientias atque animos homi-

num tum in terris suis, tum alibi asseruerint. Quod cum in hac ipsa afflictissimorum Vallensium causa jam ante praestiterit Ra. Mtas Va., hoc certius eandem illi in iisdem haerentes calamitatibus sibi promittunt opem, atque proinde supervacaneum ducimus, Regiam Mtem. Vam. ad ea quae sponte et bonitate sua ducta praestare solet, precibus invitare nostris, hoc tantum addentes, nullo nos magis obstringi posse beneficio, quam quod in confessionis Nostrae socios confectumque nos omni officiorum genere respondere nunquam non studuimus. De caetero Ram. Mtem. Vam. divinae protectioni commendamus.

Dabantur in arce Nostra Coloniensi ad Spream die 29 Martii 1662.

Ad  
Regem Galliae.

## H.

### B r i e f

des großen Kurfürsten an den Herzog von  
Savoyen.

Serenissime Princeps,  
Dne. Cognate Colende!

Annus est a decimo septimo Martii die, cum miseros istos, qui in Pedemontanis Vallibus habitant, confessionis nostrae cives subditosque Dñs. Vrae. per amicos Intercessionales nostras eidem multo commendatiores fore, atque ex eo tempore et libertati Religionis et commerciorum Privilegiis, caeterisque Juribus suis pridem restitutos esse credebamus, idque ea cum primis de causa, quod vel ipsius Dñs. Vrae. Sanctiones et Diplomata luculentissima de iisdem conservandis jam antehac publice promulgata extarent. Postquam vero bona fide ad nos perlatum est, eadem Dñs. Vrae. Rescripta aliorum falsis interpretationibus atque machinis quotidie eludi, nec remitti quicquam a pristina in afflictos acerbitate, sed iisdem adhuc malis continentibus eo usque premi, ut per instantem hiemem cervicibus ipsorum longe graviora, exilium certe atque exitium imminere videantur; Hac tanta sortis eorum commoti atrocitate, et commiseratione ducti iterum vel Nos ipsi, in ea tamen super Dte. Vestra perstitimus bona opinione, ut has iteratas atque enixissimas Intercessionales nostras, dum in nervum calamitas erumpit, a Dte. Vra. nunc certe exaudium iri confidamus. Nolumus jam merita allegare nostratum ac multum praedicare, quae tum in Imperio Romano, tum a Celestissimis statibus ordinibusque Federati Belgii hactenus in vestrae Religionis Ecclesias non obscure edita sunt. Neque difficile nobis ipsis  
fuisset,

set, nisi Christiana lex et caritas intercederent, circumscribere pariter auctoritatem Ecclesiae Vestrae Romanae in ditionibus nostris, quam tamen omni injuria ac maleficio hactenus sartam tectam ultro ac sponte nostra mentissime defendimus. Istud vero Regum christianissimorum tantam domesticum religionis Vestrae exemplum multo luculentissimum, o vel ipsi praelucere volunt Dilectioni Vestrae, praeterire nullo modo praesentiarum debuimus. Quam enim Nominis sui gloriam Reges Gallicum a servatis in hanc diem Religionis nostrae sociis, altero jam seculo tere apud nos quam plurimum, ipsa simul aeternitas consecravit hactenus atque ad seram memoremque posteritatem transmittere nunquam sedit. Utinam Augustissimus Imperator aliquanto maturius eandem salubritatem pervincere apud se passus esset, qui post heratam nimis causam remedia quaerens eo tutiora, Nostrae nunc Religionis cives subditosque in Regno Hungariae suae restitui deinceps libertati conscientiarum, novisque eos Diplomatis fovere, ac frui o veteri Jure Privilegiis suis omnibus jussit. Ipsa illa, quae Germaniae impendunt, ominosa nimis tempora, admonere nos ultro possunt, ne infestus ille atque internecinus Christiani nominis hostis, turca, in tuendis ac defendendis, quos semel in deditionem recepit, Christianis, ipsos Christum professos Principes ac Dominos, fide et stititia superasse primum, post armis eo justius vicisse ac damnasse deatur. Quod equidem sicuti oculis animisque nostris quotidie ac ultum obversatur, ita dubitare vicissim non possumus, quin eadem obscurum mente futura sit Dilectio Vestra, et in servandis protegendisque Religionis Nostrae sociis civibus subditisque Vestris singularem ac praedicatam Nobis bonitatem et clementiam suam tanto libentius factopereque deinceps attestari cupiat. Suspirabunt certe illi cum reliis civibus vestris aequo jure habiti homines boni atque innocentes, apud Deum pro incolumitate ac salute Vestra precibus eo calidioribus intercedent, qui non exsolvi se officio ac fide erga Principem, ad ad omne obsequium ac devotionem obstringi per ipsam Religionis nostrae formulam docentur. Nos quoque tanti in illos beneficii a Dilectione vestra collati semper futuri memores, nihil eorum intermissuri erimus, ut ad benevolentiam amicitiamque mutuo colendam factura intelligamus; de cetero Dilectioni Vestrae prospera comprecanti omnia, quam eadem supremo Numini commendatissimam volebamus.

Dab. in arce Nostra Coloniensi ad Spream die 15 Dec. 1663.

Ad  
Ducem Sabaudiae.

num tum in terris suis, tum alibi asseruerint. Q  
 afflictissimorum Vallensium causa jam ante praes  
 hoc certius eandem illi in iisdem haerentes calam  
 tunt opem, atque proinde supervacaneum ducin  
 Vam. ad ea quae sponte et bonitate sua ducta pr  
 bus invitare nostris, hoc tantum addentes, nullo  
 posse beneficio, quam quod in confessionis Nos  
 cuique nos omni officiorum genere respondere i  
 himus. De caetero Ram. Mtem. Vam. divinae i  
 damus.

Dabantur in arce Nostra Coloniensi ad Spream

Ad  
 Regem Galliae.

## H.

B r i e f

des großen Kurfürsten an den  
 Savoyen.

Serenissime Princeps,  
 Dne. Cognate Colende!

Annus est a decimo septimo Martii die, cum  
 in Pedemontanis Vallibus habitant, confessionis  
 tosque Dtis. Vrae. per amicos Intercessionales n  
 commendatiores fore, atque ex eo tempore et li  
 commerciorum Privilegiis, caeterisque Juribus su  
 esse credebamus, idque ea cum primis de causa, c  
 Vrae. Sanctiones et Diplomata luculentissima de  
 jam antehac publice promulgata extarent. Postq  
 ad nos perlatum est, eadem Dtis. Vrae. Rescripta  
 pretationibus atque machinis quotidie eludi, nec  
 pristina in afflictos acerbitate, sed iisdem adhuc  
 eo usque premi, ut per instantem hiemem cervici  
 graviora, exilium certe atque exitium imminere vid  
 sortis eorum commoti atrocitate, et commiseratio  
 Nos ipsi, in ea tamen super Dte. Vestra per  
 nione, ut has iteratas atque enixissimas Intercessio  
 in nervum calamitas erumpit, a Dte. Vra. nun  
 iri confidamus. Nolumus jam merita allegare x  
 tum praedicare, quae tum in Imperio Romano,  
 statibus ordipibusque Federati Belgii hactenus  
 nis Ecclesias non obscure edita sunt. Neque d



## I.

## B r i e f

des Herzogs von Savoyen an den großen  
Kurfürsten.

---

Serenissime Princeps Elector Domine Cognate Colendissime!

Epistola Celsitudinis Vestrae diei decimi quinti mox praeteriti, quam nudius tertius dumtaxat accepimus, si paulo ante reddita fuisset, non mediocri Nos affecisset moerore. Cum etenim Celsitudinis Vestrae plurimi faciamus benevolentiam, ejusque circumspectam magni pendamus prudentiam, molestum sane et grave fuisset, iniquis subditorum Nostrorum, Vestram profitentium Religionem querelis, ea Nobis apud Vos imponi, quae ne dum animo occurrissent, infractionem scilicet Privilegiorum, ac benignarum largitionum locupleti Nostra clementia concessarum. Veruntamen quia sedulo per expletum trimestre rerum istarum jam exacto examine coram Helveticis legatis Vestrae Religionis apud Nos peculiariter missis, probationibus luce meridiana clarioribus plenissime constitit, nullam penitus toto in hoc negotio Religionis causam versari; immo quod et speciali nota dignum exhibetur, nec ullam politicam conquerendi occasionem eorundem subditorum favore natam fuisse: ideo fit ut ipsum dolendi subjectum salutari Dei judicio in luculentissimam laetandi materiem merito deflectatur. Noscat nimirum Celsitudo Vestra Lucernenses subditos Nostros furenter arma arripuisse, non alio respectu, quam ut improbis quibusdam hominibus, ob patrata homicidia, latrocinia, carcerum effractiones, variaque et enormia id genus crimina, jure proscriptis amenti animi affectu faverent, eisque ut debitas poenas per vim adimerent, in turpissimae defectionis barathrum concordii insania se praecipites dederunt. Sustinuimus aequanimiter congruo temporis interstitio vesanos istos motus. Monuimus clementer inde ut sisterent, et rursus ad resipiscentiam iterata et paterna hortatione incassum diu invitavimus. Ne tamen longanimitas apretum parturiret, et pessimum scelestorum hominum impunitorum exemplum in perniciem status irreperet, minusculam militum copiam uti justitiae brachium contra eosdem impellere e Republica fuit. Testantur haec indubia coram dictis legatis enucleata documenta: testantur ipsorummet non semel emissae confessiones: testatur denique a Nostra clementia impetratum diploma, cujus exemplum a praedictis legatis perlectum de verbo ad verbum et approbatum nostris hisce literis annectere non alienum putavimus. Hinc fit ut merito confidamus ut quemadmodum Celsitudinis Vestrae animus Religionis ergo apud Nos pro his ad intercedendum parabatur, ita nunc sublato velo, seu detecto subdolorum hujusmodi machinamento, quae in eorum astruebat favorem nunc ad eliminandam Vestrae dignitatis offensam, quam propterea graviter laesum iri non est ambigendum, mendaces hasce tecnas in fraudis auctores sit relatura. Haec licet satis pro rerum gestarum sinceritate, ut supervacanea videatur



singulorum argumentorum a Celsitudine Vestra expositorum enucleatio, nihilominus ne Vestra consilia perfunctorie perpendisse videamur, non abs re factum arbitramur, si vel saltem summa capita attingamus. Quod igitur celebrata Celsitudinis Vestrae charitas erga Romanæ et orthodoxæ Religionis professores in Vestra ditione humaniter se gerere commemorat; quodve in Hollandicis Statibus poenali coercitione non distringi adseverat, rem perstringere non autumamus, cum nostri Romani humiles et obsequentes quidpiam contra publicam populorum quietem non attentent, isti vero provinciam, quam incolunt, crebris turbationibus vehementer exagitant. Porro utinam Catholicis in Hollandia tanta Religionis libertas et privilegiorum prerogativa concederetur, quanta a Nobis statim in locis Vestrae Religionis hominibus benignæ non denegatur. Plenam siquidem (quod illis negatum scimus) et publicam determinatis saltem in oppidis assequerentur securitatem, et rerum privatarum et publicarum integris constitutis universitatibus, administratione, omni completo munere gauderent. Quod autem de invicto Galliarum Rege maxima cum prædicatione innuit, summopere Nobis esset exoptandum, ut Lucernenses Nostri, illius subditorum exemplo instituti, ab omni inobedientiae labe sive ultro sive invito expiarentur; nullum facinus sane adversus Dominum ab illis nunc patratum fuisse liquet, nequidem in materia indifferenti nedum Religionis, quandoquidem ibi nova Templi, solo Regis nutu, paucis abhinc mensibus solo æquata. Nostræ autem obedientiæ quam econtra cervicose istiusmodi reluctantur, Vobis in comperto esse non dubitamus, ut proinde novum Nobis sit quod ex sua Religionis formula ad obsequium et obedientiam invitentur, dum ab hac debitæ virtutis norma tantumdem devios experimur, atque adeo Vestrae Religionis socios plane indignos eos liceat nuncupare. Cæterum ut grata semper Nobis erit Celsitudinis Vestrae benevolentiam et amicitiam mutuis officiis colendi occasio, ita si quid in eorundem sociorum Vestrae Religionis beneficium Nobis contigerit impendendum, id in tessera et pignus amoris erga Celsitudinem Vestram (salvo tamen Ecclesiæ Romanæ et orthodoxæ obsequio, a quo divelli nullatenus justum esse perfecte cognoscimus) libenter præstabimus. Interim vero Deum optimum maximum pro Vestra incolumitate et ut Celsitudini Vestrae omnia felicia faustaque ex voto contingant deprecamur.

Dabantur Augustæ Taurinorum die 15 Martii 1664.

Celsitudinis Vestrae

studiosissimus et addictissimus cognatus  
C. Emanuel.

Serenissimo Electori Brandenburgensi.

---

K.

B r i e f

des großen Kurfürsten an den Herzog von  
Savoyen.

---

Serenissime Princeps,  
Domine Cognate plurimum colende!

Nulla Nobis nova unquam acceptiora, laetiora nulla accidere potuissent, quam ea, quando Dilectionem Vestram subditis suis Pedemontii Vallium incolis gratiam fecisse, iisque liberum Religionis exercitium denuo concessisse ad Nos relatum fuit. Persuasissimum Nobis est, Dilectionem Vestram uti aliorum Evangelicorum Statuum ita et intercessionis Nostrae non postremam rationem habuisse; Gratulamur itaque Illis et Nobis; Illis, quod voti compotes facti, Nobis, quod spe Nostra haud frustrati fuerimus. Ab utrisque gratia debetur, persolvent illi debitis obsequiis et precibus pro salute Dilectionis Vestrae, Nos vero pro temporis ratione jam quidem non nisi verbis gratias referimus quas possumus maximas, re ipsa tamen easdem aliquando data occasione reddituri: Si aliquo Benevolentiae vinculo Dilectio Vestra Nos sibi devincire voluisset, firmitus hoc sane nullum reperire potuisset, at si amicitiae nexu, nullo certe validius jungi potuimus: Habebit itaque Nos semper hoc nomine aibi devinctos, et ad syncerae amicitiae officia paratissimos, quam de caetero divinae protectioni commendamus.

Dabantur in arce nostra Coloniensi ad Spream d. 23 Maii 1664.

Ad  
Immanuelem Ducem Sabaudiae etc.

---

L.

B r i e f

des großen Kurfürsten an den Herzog von  
Savoyen.

---

Serenissime!

Quamvis gravia sint plerumque ex diversitate Religionum odia, antiquior tamen et sanctor est naturae lex, qua homo hominem ferre, pati, imo et adfectum absque merito suo juvare tenetur; nec enim

commercium inter gentes ullum esse aut subsistere posset, absque hoc humanae societatis vinculo, quo non tantum moratiores sed et barbarae gentes omni ac inter se coaluerunt. Pervenit ad Nos, multos ex vicina Gallia, qui eandem Nobiscum profitentur Religionem, gravissimis adversus ipsos ibidem promulgatis edictis perculosos, et conscientiae stimulis, quo nullus gravior, actos in ditiones Regiae Vestrae Celsitudinis se recipere, non alia mente, quam ut tutum per easdem quaerant refugium, quo transire possint, si, ut ibidem subsistant et commorentur, Celsitudo Vestra Regia pati forte nollet. Quod ut iis concedatur, nec miseri ad certa et atrocia supplicia, iis, qui in hunc finem eosdem persequuntur, et, quod relatum Nobis, contagio persecutionum suarum etiam Celsitudinis Vestrae Regiae subditos Reformatae Religioni addictos, quamvis fidelissimos nec ulla labe inobedientiae aspersos, involvere satagunt, extradantur, sed ut protectionis jure, quo hactenus gavisunt, et in posterum fruantur; — hoc est, quod lex naturae, quod humanitas, quod misericordia et elementia, congenitae magnorum Principum virtutes, Regiae Celsitudini Vestrae suadent, suggerunt, et ad quod tantum non Eandem cogunt, quod Nos vero eo quo par est affectu, imo et precibus summopere ab Eadem contendimus.

Sane si miseri isti vel minimum perpetrassent, quod eos poena et odio dignos redderet, tantum abest, ut pro iisdem intercedere induceremur, quin potius ipsi absque ullo Religionis Nobiscum communis intuitu promeritas ab iisdem exigeremus poenas. At nunc cum nullius criminis rei, et ipsa innocentia tuti, miseri tamen, extorres, exsules, inopes, famelici, omnia bona, quibus sors humana pretium fecit, imo et carissima vitae et sanguinis pignora reliquerint, et quasi a se ipsis divulsi fuerint, saltem ut conscientis suis, quae nulla vi humana cogi possunt, et in quas solus sibi Deus imperium reservavit, consulerent; — quis non misericordia, ope, auxilio dignos eos judicaret!

Equidem tantam in bonitate Celsitudinis Vestrae Regiae reponimus fiduciam, ut non veriti simus pias has ad Eandem deferre commendationes Nostras, quamvis diversitas Religionum, quas profiteamur, et causa, pro qua oramus, scrupulum Nobis movere potuissent. Sed et Nos in ditionibus nostris imprimis Westphalicis plurimos habemus Romano-Catholicos, eos protegimus, fovemus, amamus, ad honores, dignitates, et munia promovemus, non secus ac caeteros, qui ejusdem Nobiscum fidei sunt; quidni igitur persuaderi Nobis patiamur, hujus etiam exempli rationem Celsitudinem Vestram Regiam habituram. Sane nullum Eadem Nobis gratius praestare poterit beneficium, quod non tantum grata semper recolere mente, sed et omni officiorum genere demereri firmum Nobis fixumque stat. Deus Celsitudinem Vestram Regiam quam diutissime servet incolumem.

Dabantur ex Arce Nostra Potsdamiensi die 19 Jan. 1686.

Ad  
Ducem Sabaudiae.

---

## M.

## B r i e f

des Herzogs von Savoyen an den großen  
Kurfürsten.

---

Serenissime Princeps Elector Domine Cognate Colendissime!

Cum meum erga Serenissimam Celsitudinem Vestram Electoralem addictissimum studium patefacere nihil mihi magis in votis sit, maxime tædet, quod harum Lucernæ Vallium res ita se habeant, ut hoc comprobare non liceat; nam ita invaluit subditorum horum audacia, ut non solum quibus poterant secundum primi Edicti tenorem sub trigesima prima Januarii præteriti promulgati facilitatibus frui recusarint, sed armata manu resistere ausi; maluit Nostra reduces reos advocare clementia, quam plectere justitia, edictis publicis amnistiae literis sub nona aprilis elapsi; at indurati quam spreverant vindicem voluerunt experiri clementiam, ut Serenissimæ Electoralia Celsitudinis Vestrae plenipotentiaro Carolus Carrocus in Dieta Ratisbonensi meo nomine gerens fusius deducet, et quam re multum perpensa Galliarum Regis subditos in ditionibus nostris recipere non queat, feliciores opportunitates vehementer exopto, quibus propensam admodum voluntatem et ad omnia officia paratissimam Celsitudini Vestrae Serenissimæ Electorali exhibere contingat, cui interim a Deo optimo maximo nunquam intercisam felicitatum omnium seriem enixe rogo.

Dabantur Lucernæ die 4 mensis may 1686.

Serenissimæ Celsitudinis Vestrae Electoralis

studiosissimus cognatus

V. Amedeus.

Serenissimo Electori Brandenburgico.

---

## N.

## B r i e f

des großen Kurfürsten an den Herzog von  
Savoyen.

---

Maximam profecto Regia Celsitudo Vestra non apud Nos solum sed et apud omnes, quicunque sana religionis pro vera aut falsa habitae sive propagandae sive evellendae media amant, prudentiae humanitatis-

que laudem consecuta est, dum contra Convallenses subditos suos, circa sacra diversum a se sentientes infeliciter semper tentata cruciatum suppliciorumque severitate abstinere satisque habere voluit, ut ditionibus suis exesse et mutandae civitatis domiciliique jura usurpare possent. Sane sicut Nos illas quas Reformatae religioni addicti hactenus passim sunt experti vexationes ad Nos magnopere pertinere doloremque eorum Nobis ipsis quodammodo illatum sumus arbitrati, ita Regiam Celsitudinem Vestram certam esse cupimus, quicquid ab eadem in miseros hosce, et nonnisi ejus, quod Nos summam pietatem esse credimus, criminis reos lenitatis humanitatisque profectum est, id Nos non alio loco, quam quae Nobis ipsis exhibentur beneficia collocare.

Ast cum relatum Nobis sit, detineri adhuc in ditionibus Regiae Vestrae Celsitudinis non Ministros tantum, qui praefatorum Convallensium nuper praeerant Ecclesiis, sed etiam satis magnum eorum qui iam tum venia Regiae Vestrae Celsitudinis terras Ejusdem egressi sunt liberorum numerum, obsides quasi factae promissionis, fore ne in Helvetiae pagis illi subsisterent, sed longius progredirentur, Regiae Vestrae Celsitudini hisce significandum duximus: Nos omnes fere Valdenses istos exules, quicumque in Helvetia nunc commorantur et numerum bis mille circiter personarum efficiunt, in provinciis ditionibusque Nostris recipiendi consilium cepisse, et cum eo, qui a Protestantibus Helvetiae Cantonibus nuper ad Nos missus est, ea de re uberius convenisse, nulli dubitantes, cum hoc pacto promissio de exulibus istis longius amandandis adimpleta sit, Regiam Celsitudinem Vestram illos, quos hujus rei penes se adhuc habet obsides et sponsores, quam primum libertati reddituram et cum exiguis et aerumnosis, quae forte illis adhuc suppetunt facultatibus, ad Nos pariter dimissuram esse. Nos certe illud a Regia Celsitudine Vestra amice omnique studio et affectu contendimus et hoc quicquid ut moderationis clementiaeque suae in praefatos Religionis Nostrae socios complementum non sedulis tantum in Regiam Celsitudinem Vestram officiis, sed in eos etiam, qui Dominio Nostro subsunt, Romano-Catholicae fidei consortes non flebili hocce quod petimus emigrationis beneficio, sed pleno ut fecimus hactenus sacrorum secundum ritus Romanos usu ac libertate pensare non intermittemus. Deus Regiam Celsitudinem Vestram vita fortunaque quam longissime servet incolumem.

Dabantur Potsdami die 22 Juni (2 Juli) 1687.

Ad  
Ducem Sabaudiae.

---

## O.

## A n t w o r t

des Herzogen von Savoye auf Seiner Durchl.  
Intercession vor die Piemonteser.

---

Serenissime Princeps Elector Domine Cognate Colendissime!

Serenitatem Vestram Electoralem haud ignorare confidimus per Nos non stetisse, quin subditi Nostri Vallium Lucernensium meliorem experti sint sortem, ipsorumque pertinaciam in iteratis perduellionis actibus malorum, quae perpassi sunt, veram fuisse originem. Quod ad aliquot Ministros attinet, qui adhuc in ditionibus Nostreis ad securitatem detinentur, sicut fuere praefatae pertinaciae fomites, ita ab aequis, prudentibusque rationibus ad hujusce cautionis usum vocamur; et scilicet accipimus eosdem subditos Nostros apud Helvetios commorantes sat pravi insensique animi signa dedisse, ut omnibus pateat. Sibi itaque persuadere placeat Serenitati Vestrae Electorali, Nos, ubi tanti ponderis causae desierint praedictos Ministros retinendi, magna cum voluptate amplexuros esse opportunitatem, qua Serenitati Vestrae Electorali testari valeamus, quam prono animo Ipsi inservire Ejusque desideriis obsecundare cupimus. Caeterum certa sit Serenitas Vestra Electoralis valde exiguum liberorum esse numerum qui hic remanserunt, quibus libere ac sponte citraque omnem vim relictis a propriis parentibus aut horum defectu a propinquioribus consanguineis, atque impraesens in variis familiis distributis, rem putaremus efficere aequitati et partibus nostris reluctantem, si ea in repetendis, quae in accipiendis adhibita non est, violentia uteremur. Ad eximiam pietatem ac justitiam Serenitatis Vestrae Electoralis porro referimus, quod ii qui in Ipsius Ditionibus fidem Catholicam Apostolico-Romanam profitentur benigna protectione gaudeant; quam ob rem pro parte Nostra Eidem devinctos Nos esse testamur, confidentes, praedictos Catholicos hujusmodi clementiae ac bonitatis continuationem sibi promerituros optimis agendi rationibus, perfecta quoque obedientia erga Serenitatem Vestram Electoralem, cui denique prosperitatum omnium apicem animitus precamur.

Datum August. Taurinorum die 23 Augusti 1687.

Serenitatis Vestrae Electoralis

studiosissimus cognatus  
V. Amedeus.

---

## P. Denombrement

des Piémontois, qui ont esté remis soubz ma Conduite  
par Monsieur de Bondely et Messieurs les Commissaires  
Suiſſes en vertu de la Commission de S. A. E. de  
Brandebourg en datte du 29 Juillet dernier  
St. v. 1688.

	Personnes		Personnes
Jean Sala, sa femme et 3 enfans	5	Barthelemy Rivoire . . . . .	1
Jean Magnau . . . . .	1	Antoine Prassint . . . . .	1
Antoine Fayet . . . . .	3	Paul Coisson . . . . .	7
Valere Gros . . . . .	2	Daniel Guiove . . . . .	6
Daniel Vdry . . . . .	1	Jean Malau . . . . .	1
Jean Bonnet . . . . .	1	Marie Barthe . . . . .	2
Daniel Roben . . . . .	4	Barthelemy Bruze, sa femme et	
Antoine Rostain . . . . .	3	4 enfans . . . . .	6
Jacque Cardon . . . . .	5	Barthel. Trou, sa femme et 3 enf.	5
Paul Cardon . . . . .	1	Jean Trou, sa femme et 5 enfans	7
Jean Rostain . . . . .	1	Marie Trouve veuve et 3 enfans	4
Paul Chiau Forau . . . . .	3	Barthelemy Trou et ses 2 soeurs	3
Madelaine Grille . . . . .	4	Madelaine Brune, orpheline . .	1
Marie Godine . . . . .	2	Jeanne Pegrenne, orpheline . .	1
Jacque Godin . . . . .	3	Jean Bruze, sa femme et 2 enfans	4
Madelaine Rostain . . . . .	3	François Peyrot, sa femme et	
Daniel Constantin . . . . .	3	une soeur . . . . .	3
Margueritte Robert . . . . .	2	Philippe Perot et 2 frères . .	3
Jacob Constantin . . . . .	2	Jacque Beau et sa femme . .	2
Jacque Martinas . . . . .	4	Susanne Beau veuve et son fils	2
Jacque Don . . . . .	2	Antoine Faret . . . . .	1
Jeanne Tornerone . . . . .	3	Jean Richar, sa femme, un fils,	
Madelaine Gardiot . . . . .	3	sa mère et une soeur . . . .	5
Daniel Lavare . . . . .	2	David Pascal, orphelin . . . .	1
Susanne Godine . . . . .	3	Madel. Richard veuve et sa fille	2
Barthelemy Stondet . . . . .	1	Margueritte Peyrott veuve avec	
Marta Rostain . . . . .	1	3 enfans . . . . .	4
Paul Gardiot . . . . .	2	Anne Sarette et sa fille . . .	2
Michel Rostain . . . . .	2	Jeanne Bernard et 2 enfans . .	3
	72	Phil. Richard, sa femme et 2 enf.	4
		Jean Grill, orphelin . . . . .	1
		Jean Sap . . . . .	1
		Antoine Perroue . . . . .	1
		Jeanne Pergiere et Anne Miso	2
		Pierre Constantin, sa femme et	
		5 enfans . . . . .	7
		Pierre Remor . . . . .	1
		Aban critier, sa femme et un fils	3

Personnes		Personnes	
Jacque Brun . . . . .	1	Jean Arbeau . . . . .	1
Jeanne Merusanne . . . . .	1	Jacque Sibile . . . . .	3
Jean Nicol, sa femme et 3 enfans . . . . .	5	Judith Renaud . . . . .	3
Barthelemy Salvagert . . . . .	5	Jean Rouet, sa femme et sa fille	3
Matthieu Pellent . . . . .	3	Pierre Rouet, sa femme et 2 fils	4
Marie Garriene . . . . .	1	Jean Rembaud, sa femme, 5 enfans et une servante . . . . .	8
Jean David . . . . .	4	Catherine Mondon . . . . .	1
Jean Chabran, 2 personnes . . . . .	2	Barthelemy Giraudin, sa femme et 3 enfans . . . . .	5
Jean Bonet . . . . .	1	Joseph Ardhaïn, sa femme, son fils et sa soeur . . . . .	4
Pierre Baux, 3 personnes . . . . .	3	Paul Ardhaïn, sa femme et sa soeur	3
Jean Malan . . . . .	5	Estienne le Gras, sa femme et sa fille . . . . .	3
Jean Jordain . . . . .	3	Daniel Carva, sa femme et son fils	3
Antoine Arbarin . . . . .	4	Madelaine Arbarca, 2 filles et une soeur . . . . .	4
Madelaine Galeave . . . . .	2	Pierre Mondon . . . . .	1
Marie Cantane . . . . .	3	Marie Michelin . . . . .	1
Jacque Georsin . . . . .	4	Paul Marinot, sa femme et 3 enf.	5
Pierre Meglie . . . . .	4	Anne Morglia et 2 enfans . . . . .	3
Marie Cantare . . . . .	4	Susanne Bertimata et 3 enfans	4
Paul Belgarde . . . . .	1	Madelaine Pelanchiouna et sa fille	2
Antoine Cantare . . . . .	4	Anne Fontana et 2 filles . . . . .	3
Elisée Gos . . . . .	3	Joseph, Jacque Ozay et Marie Servagota le Niepus . . . . .	3
Daniel Udry . . . . .	1	Pierre Brez, son frère et sa soeur	3
Paul Vertus . . . . .	3	Jeanne Marina . . . . .	1
Marthe Jove . . . . .	1	Jean Marin . . . . .	1
Marie Baudoire . . . . .	1	Susanne Toma et 2 enfans . . . . .	3
Madelaine Gevre . . . . .	1	Louis Durand . . . . .	1
Jean Michelin . . . . .	1	Jeanne Janavella et sa fille . . . . .	2
Daniel Catalin . . . . .	4	Jacque Lietta, sa femme et sa fille	4
Lucrèce Bianchis . . . . .	3	Daniel Rostaguiol . . . . .	1
Catharine Martine . . . . .	2	Catherine Reveline et son fils	2
Catherine Gousne . . . . .	2	Daniel Bertin, sa femme et sa fille	3
Daniel Tourneron . . . . .	4	Margueritte Pelancha . . . . .	1
Marie Geordane . . . . .	1		
Constance Cataline . . . . .	1		
88			
			89

Susanne Meira et Estienne son frère	2
Paul Berter . . . . .	3
Jeanne Bonose et 2 fils . . . . .	3
Villar Villa Sechia . . . . .	1
Plus nous a joint en partant Joseph Michelin 2 filles et un garçon . . . . .	4

13.

Il y a en tout la quantité de Cent trente quatre Chef. Qui font en tout avec femmes et enfans celles de trois Cents soixante personnes.

Fait à Gernsheim le 8 (18) Aoust 1688.

Maillette.



## Q.

## L i s t e

les Veuves Piémontoises, qui sont présentement dans  
la Manufacture des Messieurs Miller et Copis.

---

- 1) Madelaine Gardiole
- 2) Anne Benechie
- 3) Susanne Volate
- 4) Jeanne Volate
- 5) Jeanne Bonose
- 6) Susanne Baudé
- 7) Madelaine Paillallo
- 8) Marie Bodoire
- 9) Catterine Perone
- 10) Marie Rostagne
- 11) Madelaine Geimonate
- 12) Jeanne Rivoire.

Leurs enfans sont:

Pierre Gardiol  
Daniel Benechie  
Jean Benechie  
Jean Bonnos  
Jacque Bonnos  
Catherine Bonnose  
Filippe Baud.

---

## R.

## B r i e f

des Königs Friedrich Wilhelm I. an den  
König von Sardinien.

---

Monsieur mon Frère!

Touché comme je suis du triste état où se trouvent présentement les Eglises Protestantes dans les Vallées de Piedmont, Je n'ay pu me dispenser de Vous écrire celle-cy en leur faveur, espérant, que Votre Majesté l'aura d'autant moins pour désagréable, parceque Elle

jugera aisément par l'affection qu'Elle a envers ceux qui professent la même Religion avec Elle, que je dois avoir la même tendresse pour les Eglises susdites, et que leur conservation et tranquillité ne me scauroient être indifférentes.

Je ne puis croire, que les plaintes de ces pauvres Eglises soient parvenues jusques à Votre Majesté, ou si cela est, qu'on luy en ait représenté toute la justice, car tout le monde scait, que Votre Majesté est trop généreuse pour qu'Elle put refuser de remédier aux griefs d'un peuple qui, en plusieurs occasions importantes, a repandu son sang et sacrifié ses biens pour le service de Votre Majesté, et cela avec tant de bravour et de fidélité, que Votre Majesté en a toujours paru très satisfaite.

Fondé sur ces circonstances je me promets, que Votre Majesté voudra bien, comme je l'en prie instamment, continuer sa protection et bienveillance Royale aux dites Eglises Protestantes et les faire jouir paisiblement des Edits publiés cy devant en leur faveur, et surtout de celui du 23 May 1694 contre la disposition duquel on veut obliger sous des rigoureuses peines les dites Eglises Protestantes d'observer toutes les Fêtes ordonnées par l'Eglise Romaine ce qui est une chose directement contraire à la liberté de conscience, dont, comme Votre Majesté le scait, aucun Prince ne peut priver ses sujets, sans commettre une extrême violence, et sans empiéter même sur les droits réservés à la Majesté Divine, à laquelle seule appartient de régner sur les coeurs et la conscience des hommes.

L'ordonnance publiée sous le nom de Votre Majesté, que les Protestants Vaudois doivent fournir à leurs Enfans qui auroient abjuré la Religion de leurs Pères, les aliments, ou leur délivrer la legitime qui leur est due sur les biens et effets, meubles et immeubles de leurs Parents, ne paroît pas moins dure, ni moins contraire, que la susmentionnée aux loix Divines et Humaines, puis qu'Elle inspire aux Enfans Protestants des sentimens de libertinage et les distrait de l'obéissance due à leurs Pères et Mères, réduisant en même tems ceux-cy à l'impossibilité de pouvoir subsister, surtout lorsque leurs biens ne consistent qu'en fonds de Terre, ou qu'ils sont contraints de séparer plusieurs portions de leurs biens, pour les assigner à leurs Enfans, qui auront été séduits à abandonner la Religion Protestante.

Si l'on ajoute aux deux griefs susdits les deux suivans: à scavoir, qu'on arrête à la Douane de Votre Majesté les livres qui sont nécessaires pour l'exercice de la Religion Protestante, et qu'on ne veut plus admettre à l'office de Notaire aucune personne, qui ne professe la Religion Romaine, quoyque de tems immémorial les Vaudois aient eu des Notaires de leur Religion, on ne peut juger autrement de toutes ces procédures, si non que l'unique but de ceux qui ont porté Votre Majesté à faire les ordonnances susdites est, de renverser tous les Privilèges des Eglises Protestantes dans le Piedmont, et même d'y extirper entièrement cette Religion. Ce que la Justice de Votre Majesté et Sa bonté envers ses fidels sujets, à ce que J'espère, ne voudront jamais permettre.

Je prie aussy Votre Majesté d'être bien persuadée que de toutes les marques d'amitié, qu'Elle me pourra donner, celle d'avoir égard à mon intercession pour les dites Eglises Protestantes me sera toujours la plus agréable et dont je luy seray le plus sensiblement obligé.

Aussy profiteray-je avec plaisir de toutes les occasions ou j'en pourray témoigner ma vive reconnaissance, et prouver à Votre Majesté la sincérité et la parfaite considération avec lesquelles je suis etc.

Berlin ce 6 Jan. 1725.

Au  
Roy de Sardaigne.  
(mittatur sub volante an den 11. Febr.  
v. Stründede nach Neuchâtel.)

S.

A n t w o r t

des Königs von Sardinien an den König  
Friedrich Wilhelm I. in Preußen.

Monsieur mon Frère!

J'ai reçu très agréablement la lettre de Votre Majesté du 6. du mois de Janvier, qui vient de m'être rendue. J'aurai toujours un empressement sincère de rencontrer au possible vos satisfactions; mais je ne puis me refuser celle de lui dire, que les offices, qu'Elle accorde aux Vaudois mes sujets par un pur effect d'intercession généreuse, me trouvent déjà prévenu par les sentimens de bonté et de protection, avec lesquels je regarde la fidélité et le zèle des mêmes Vaudois et par conséquent leur tranquillité. L'on n'est point dans le cas, qu'elle coure aucun risque, puisque mon intention est, qu'elle soit autant permanente, que le sera leur attachement à remplir leur devoir, et je prie Votre Majesté d'être persuadée de la parfaite amitié et considération, avec laquelle je suis

Monsieur mon Frère

de Votre Majesté

à Turin ce 3 Mars 1725.

le bon Frère

V. Amédée.

## T.

## B r i e f

des Königs Friedrich Wilhelm I. an den  
König von Sardinien.

---

Au  
Roi de Sardaigne.

(Lettre d'intercession pour les habitans  
protestans de la Vallée de Pragelas.)

Très haut, très excellent et très puissant Prince etc.

Nous venons d'apprendre avec beaucoup de douleur, que Votre Majesté a trouvé bon, d'ordonner à ses sujets protestans de la Vallée de Pragelas, d'abandonner sur le champ la religion qu'ils professent ou bien de quitter le pais de leurs Ancêtres.

Comme ces pauvres gens n'ont commis aucun crime qui leur devroit attirer la disgrâce de Votre Majesté, rien ne leur étant imputé par leurs ennemis, que d'avoir servi Dieu selon le mouvement de leur conscience, chose qui mériterait la protection de Votre Majesté plutôt, que de se voir abandonner à la merci de ceux qui les persécutent si cruellement, Nous ne pouvons être que très sensiblement touchés, de voir ces pauvres gens accablés d'un si grand malheur, et quasi entièrement plongés dans la dernière misère.

Ce sont aussi les motifs, qui nous engagent d'intercéder pour eux auprès de Votre Majesté, à fin qu'il Lui plaise, comme Nous le prions instamment, de les traiter selon sa clémence ordinaire, et leur permettre, qu'ils puissent demeurer ou retourner dans leur patrie, et y vivre en bons et fidèles sujets de Votre Majesté.

La quelle Nous obligera par là d'une manière si forte et si intéressante, que Nous embrasserons avec empressement toutes les occasions, où Nous pourrions avoir le plaisir de Lui en témoigner Notre reconnaissance, priants Dieu au reste de Vous avoir, très haut, très excellent et très puissant Prince etc. en sa sainte et digne garde.

Ecrit à Berlin ce 25 d'Avril 1730.

A  
Sa Majesté le Roi de Sardaigne.

---

## U.

## B r i e f

des Königs von Sardinien Victor-Amadeus an  
den König Friedrich Wilhelm I. in Preußen.

---

Très haut, très excellent et très puissant Prince, notre très  
cher et très aimé bon Frère!

Les occasions, dans lesquelles il dépendra de Nous, de marquer à Votre Majesté notre considération singulière pour ses offices, nous seront toujours bien agréables, et nous la prions d'en être fermement persuadée. A l'égard de ceux, qui font le sujet de Sa lettre du 25 Avril qui nous est parvenue ces derniers jours, nous voyons, qu'Elle n'a pas été informée au juste de ce qui regarde les Vallées de Pragelas: puisqu'on lui a supposé un ordre, que nous n'avons point donné. Ce qui concerne ces Vallées que nous ne tenons que par un Echange, fait par le Traité d'Utrecht avec la France, à la quelle nous avons cédé en correspectivité un Equivalent pris sur l'ancien Patrimoine de notre Couronne, est une affaire de Traité, dont nous ne sommes point en liberté de nous départir, d'autant plus que l'observation des Traités est un intérêt délicat, et commun à tous les Princes. Et nous flattant, que Votre Majesté sera entièrement persuadée de la parfaite amitié et estime que nous conservons pour Elle, nous prions Dieu sur ce qu'il vous ait, très haut, très excellent et très puissant Prince, notre très cher et très aimé bon Frère, en sa sainte et digne garde.

Ecrit à Rivoles le 10 Juin 1730.

Au  
Roy de Prusse.

Votre bon Frère  
V. Amédée.

---

## V.

## B r i e f

des Königs Friedrich Wilhelm I. in Preußen an  
den König von Sardinien.

---

Au

Roi de Sardaigne.

(Touchant les habitants Protestants  
des Vallées du Piémont.)

Très haut etc.

Nous ne saurions nous dispenser de témoigner à Votre Majesté combien Nous sommes touchés du triste sort des Habitants des Vallées qui, en vertu de l'Edit du 23 May 1694 ne devroient être recherchés, ni molestés en aucune manière, pour cause de Religion, ou pour abjuration forcée que leurs Parents, ou bien eux mêmes, pourroient avoir faite, se trouvent à présent par un autre Edit publié en date du 20 du mois de Juin dernier réduits à la dure nécessité, de retourner à la Religion Catholique Romaine ou de sortir dans l'espace de six mois des Etats de Votre Majesté.

La communion de foy, que Nous professons avec ces pauvres gens, et qui Nous les fait considérer comme nos Frères en Jesus-Christ, est le motif, qui nous engage, d'employer pour eux nos intercessions auprès de Votre Majesté, La priant instamment de vouloir user envers eux, comme envers Ses autres fidels sujets, de Sa clemence, et de les faire jouir sans interruption, de tout ce que l'Edit susmentionné de 1694 dispose en leur faveur.

Comme c'est la première marque d'amitié, que Nous demandons à Votre Majesté, Nous espérons, qu'Elle aura la bonté de ne la pas refuser.

Nous en aurons toute la reconnoissance imaginable et nous nous servirons avec empressement des occasions où Nous la pourrions réaliser, priants Dieu, au reste, qu'il Vous ait, très haut etc.

à Berlin ce 14 de Novbr. 1730.

---

W.

B r i e f

des Königs von Sardinien an den König  
Friedrich Wilhelm I. in Preußen.

---

très haut, très excellent et très puissant Prince, notre très cher et  
très aimé bon Frère!

Sur la lettre, que Votre Majesté a bien voulu nous écrire le 14  
u mois échu, et qui ne nous est parvenue que dans ces derniers  
ours, nous ne saurions assez lui exprimer la considération singulière,  
vec laquelle nous regardons ses offices, et le plaisir, avec lequel nous  
ouhaitons de rencontrer au possible ses satisfactions.

Quant à l'Edit de l'année courante, qui en fait le sujet, non  
eulement il n'est contraire en rien à celui de 1694, dont nous voions  
u'on n'a pas informé Votre Majesté au juste, mais de plus il con-  
ient une ampliation de grâces accordées par un effet de bonté aux  
abitans des Vallées en général, qui soit compris dans le susdit Edit  
le 1694, et il contient en faveur de quelques Particuliers, qui n'y  
ont point compris, et qui ont contrevenu aux anciens Edits, une  
onsiderable moderation des peines, qu'ils ont encourues.

Cet Edit ne pouvant donc être regardé que comme un acte<sup>1.</sup>  
onté et de protection pour les premiers, et de clemence pour les  
econds, et non comme un sujet de compassion, nous ne pouvons  
u'être persuadés, que de tels sentimens seront agréables à Votre  
Majesté, et souhaitant d'avoir des occasions propres à lui prouver de  
lus en plus la parfaite amitié et estime, que nous avons pour Elle,  
ous prions Dieu sur ce qu'il vous ait, très haut, très excellent et  
ès puissant Prince notre très cher et très aimé bon Frère en sa  
ainte et digne garde.

Ecrit à Turin le 23 Decembre 1730.

Votre bon Frère

C. Emanuel.

Au Roy de Prusse.

---

plaisir et empressement toutes les occasions où Nous pourrons Luy en tesmoigner Notre reconnaissance. Sur ce Nous prions Dieu, de Vous avoir, très haut etc.

Ecrit à Berlin ce 17 du Mars 1731.

A  
Sa Majesté le Roy de Sardaigne.

---

Y.

B r i e f

des Königs von Sardinien an den König von  
Preußen, Friedrich Wilhelm I.

---

Très haut, très excellent et très puissant Prince, Notre très cher et très aimé bon Frère!

Plus le désir de persuader Votre Majesté par des preuves effectives de Notre véritable amitié et parfaite considération pour elle, est vif, plus Nous sentons le regret de ce que concernant les Particuliers Vaudois, qui peuvent être compris dans l'Edit de l'année dernière, qui ne regarde que l'intérieur de Nos Etats, il s'agit d'une affaire, qui est consommée, et qui ne sauroit plus par plusieurs raisons et circonstances souffrir aucune altération. Nous ne doutons donc pas que Votre Majesté ne veuille ajouter ces réflexions à celles, qui regardent la bonté et la protection pour les Vaudois en général, et la clémence pour les susdits Particuliers, dont cet Edit est accompagné, et l'assurant que Notre amitié et Notre estime pour Elle ne sauroient être plus parfaites, ni plus sincères, Nous prions Dieu sur ce qu'il Vous ait, très haut, très excellent et très puissant Prince, Notre très cher et très aimé bon Frère, en sa sainte et digne garde.

Ecrit à Turin ce 28 Avril 1731.

Votre bon Frère

C. Emmanuel.

A  
Sa Majesté le Roi de Prusse.

---



## Z.

## L i s t e

des pauvres persécutés de la Vallée de Pragelas; arrivés  
au louable Canton de Berne au mois de May 1730,  
et repartis comme s'ensuit.

Au Baillage de Nyon.		personnes
Cantelme Bermond, 18 ans	.	1
Jean Meyer, 27 ans	.	1
Pierre Chaillier, 16 ans	.	1
Etienne Salin, 28 ans	.	1
Magdelaine Mayer, 22 ans	.	1
Marie Meyer, 16 ans	.	1
Sara Meyer, 14 ans	.	1
Jean Challier 45, Marie sa femme 40 et leur fils Pierre 10 ans	.	3
Pierre Challier 45, Marie sa femme 42 et 5 enfans en bas age	.	7
François Meyer, 56 ans	.	1
Daniel Griot, 66 ans	.	1
Marguerite sa fille, 14 ans	.	1
La veuve de Jean Brun 46, sa fille ainée 19, la seconde 12, la troisième 9, son fils 15 ans	.	6
Daniel Bergoin 45, Madelaine Griot sa femme accouchée deslors 38, Madelaine 13, Marie 11, Daniel 7, Susanne 5, Marguerite 3 ans	.	7
Mr. Jean Guyot, Notaire, un des quatre Chefs exilés, ayant toujours vecu chez lui de ses rentes 62, Marguerite Papon sa femme 62, Catherine sa fille 22 ans	.	3
outre deux fils, qui sont à Genève, l'un Etudiant et l'autre Chirurgien.	.	
Madelaine Cantelme Bermon veuve Bergoin 26, Marie sa fille 6 ans	.	2
Susanne Papon veuve Consul et deux enfans retranchés de la pension depuis quelque temps, etant sortie longtemps avant la persecution 35 ans	.	
Pierre Jannin 35, Marie sa femme 31, Marie leur fille 1½ ans,	.	
Jean Jannin incommode	.	4
Marguerite Brunet femme de Daniel Brunet 50, Susanne sa fille 12 ans, Daniel son fils	.	3
Etienne Challier, Catherine sa femme, Marie fort petite, Susanne	.	
Etienne, muet et sourd de naissance	.	5
Pierre Cantelme, 18 ans	.	1
Pierre Ronchail, 22 ans	.	1
Jean Prasset, 27 ans	.	1
Pierre Pinatel 36 et sa femme 22 ans	.	2
Mr. le Capitaine Jean Balut 73, Mad. son épouse 65, Pierre leur fils 30 ans	.	3
Etienne Friquet, 33 ans	.	1

Latus: personnes 58

## Transport: personnes 58

Jean Guyot 33, Madelaine Guigat sa femme, Marie 10, Madelaine 8, Susanne 4, Catherine 1½ ans . . . . .	6
La veuve de Daniel Prat nommé Marie Cantelme 48, Daniel Prat son fils 16, Marie Prat 1, Susanne Prat 18 ans . . . . .	4
Catherine Bourrel, veuve de Jean Griot 43, Susanne sa fille 21 ans . . . . .	2
Jean Parrou, 30 ans . . . . .	1
Madame Marguerite Palut, 35 ans . . . . .	1
Mr. Jaques Perron 47, Mad. sa femme 44, Marie 25, Judit 20, Marguerite 19, Etienne 15, Anne 13, Suson 9, Catherine 7, Pierre 5, Louis 3 ans . . . . .	11
Mr. Jean Perron, Docteur en Medecine, Mad. sa femme 46, Jean 26, Marie 22, Marguerite 20, Catherine 16, Abraham 14, Jacob 12, Madelaine 10, Anne 8, Louis 4 ans . . . . .	11
Daniel Martin Vuillot 48, Marie sa femme 34, Daniel 16, Jean 14, Marie 12, Madelaine 10, Marguerite 5, Susanne 2 ans . . . . .	8
La veuve de Pierre Ballet, 59 ans . . . . .	1
Pierre 26, sa femme Marie Ganin 28, Daniel 18, Madelaine 2 ans . . . . .	4
Etienne Cantelme, aveugle, 60 ans . . . . .	1
Jean Passet, surnommé Grand-Michel, incommodé de la vue, 58, sa femme 48, Jean 8, Daniel 5, Madelaine 20, Catherine 14, Marguerite 11 ans . . . . .	7
Thomas Passet 52, Anne Vuillot 45, Jean 18, Daniel 15, Michel 5 ans . . . . .	5
Jaques Balut 40, sa femme 40, Jaques 7, Marie 4 ans . . . . .	4
Jean Prin 54, Jean son fils 18, Marie 22, Madelaine 14, Catherine 11 ans . . . . .	5
Catherine Prin, soeur du susdit, 48 ans . . . . .	1
Daniel Passet 59, sa femme 54, Jean 25, Madelaine 14, Susanne 12 a. . . . .	5
Jaques Charret 49, sa femme 44, Jean 12, Jaques 18, Thomas 7, Etienne 4, Marie 9, Marguerite 2 ans . . . . .	8
Etienne Fauver 70, sa fille 40 ans . . . . .	2
Renée Sourdan, simple et affligé, 28 ans . . . . .	1
Jean Guiot, 19 ans . . . . .	1
Jean Griot, 20 ans . . . . .	1
Madelaine Bergoin, 27 ans . . . . .	1
Jean Ronchail, 22 ans . . . . .	1
Madelaine Gujot, 17 ans . . . . .	1
Madelaine, fille de feu Daniel Bergoin, 23 ans . . . . .	1
Daniel Griot 28, Marie Griot sa femme 26, leur fille 2 ans . . . . .	3
Moise Griot, son frère, 25, sa femme Susanne Ronchail 23 ans . . . . .	2
Pierre Sallin, nouvellement arrivé . . . . .	1
Daniel Passet, demeure chez Mr. Cornable . . . . .	1

## Rière le Baillage de Nyon: personnes 150

dont sept sont en apprentissage . . . . .	7
Pierre Cantelme s'est sauvé . . . . .	1
Jean Ronchail, cordonnier . . . . .	1
Pierre Salins, maçon ou pariseur . . . . .	1

En sorte qu'on paye encore la pension à 149 personnes, outre les 7 ci-dessus en apprentissage.

\*) Ces deux ont été retranchés n'étant pas dans le cas de persecution.

## Au Baillage de Morges.

Daniel Cantelme 59, Marie Passet sa femme 59, trois enfans, 22, 16 et 14 ans	5
Jean Bert 35, sa femme 33, une fille 9, un fils 7 ans	4
Jean Pastre 45, sa femme 45, trois enfans 11, 9 et 2 ans	5
La mère accouchée delors.	
Jean Bergoin 37, sa femme 35, 6 enfans 12, 10, 8, 6, 4, 1 ans	8
Thomas Cantelme 22, Jean Turin 33, Jean Breuse 55, attend sa femme et un enfant Madelaine Brun 16 ans	4
Madelaine Passet, son fils, sont arrivés au mois de Novembre 1730, Marie sa fille 18 ans	3
Catherine J'aimé, 45 ans	1
Jean Turlu 76, sa femme 35, la mère 62, 4 enfans agé de 7, 5, 3 ans et 11 mois	7
La veuve du Seigneur Alex. Perron 50, 2 filles de 16 et 10 ans	3
Thomas Pastre 50, sa femme 45, 6 enfans agé de 18, 16, 14, 10, 8, 1 ans	8
Pierre Chailler 45, sa femme 45, 3 enfans agé de 14, 12 et 8 ans	5
Jean Papon 57, sa femme 56, 5 enfans 26, 23, 20, 10 et 6 ans	7
Jacques Guyot 56, sa femme 33 ans	2
Etienne Griot 58, son fils 27 ans	2
Daniel Brouet	1
Michel Burlot, 29 ans	1
Seigneur Daniel Gonnet, Chirurgien, 48, sa femme 35, cinq enfans agé de 17, 12, 11, 7 et 2 ans	7

Rière de Baillage de Morges: personnes 73

## Rière le Baillage de Lausanne.

Jean Bert 47, sa femme 55, Madelaine leur fille 18 ans	3
François Guyot Pin 24, Marie Guyot Pin, sa soeur, 30, Jacques leur frère, 16 ans	3
Paul Rermond 53, sa femme 42, 5 enfans 18, 14, 10, 7 et 3 ans	7
Marguerite Briancon, veuve de Jean Consul, 65, 3 enfans de 33, 20 et 17 ans	4
La veuve du Seigneur Jean Pastre Gonnet agée 60, Susanne sa fille 23 ans	2
Jeanne Perron, veuve de François Guyot Pin; 53, 3 enfans agés 18, 13 et 10 ans	4
La veuve Noel, née Charret, 63 ans	1
Jacob Perron 56, sa femme 42, cinq enfans agé de 20, 17, 15, 12 et 7 ans	7
Paul Papon 47, sa femme 50, 3 enfans agé 25, 17 et 14 ans	5
Antoine Matte Prin 40, sa femme 33, trois enfans de 9 et 6 ans et 22 mois	5
Catherine, fille du Seigneur Daniel Bergoin, 14 ans	1
Jean, fils de Jean Bonin, 35, sa femme 32, trois enfans agé de 7 et 4 ans et 14 mois	5
Jeanne Bertin née Perron 52, deux filles agées de 14 et 11 ans	3
La veuve de Pierre Allio, née Marguerite Chaillé 21, deux enfans agés de 8 et 3 ans	3
Jacques Chaillé 50, sa femme 43, cinq enfans agé de 18, 14, 12, 7 et 4 ans	7

Latus: personnes 60

Transport: personnes 60

Jean Chaillé 63, son fils Jean 34 ans . . . . .	2
Daniel Bergoin 40, sa femme 35, quatre enfans agé de 9, 6, 4 ans et 9 mois . . . . .	6
Madeline Guyot 59, et son fils aîné 20 ans . . . . .	2

Rière le Baillage de Lausanne: personnes 70  
et un enfant nouvellement né de Paul Bermond.

## Rière le Baillage d'Aubonne.

Jean Perrot 65, sa femme 60, trois enfans de 18, 15 et 17 ans . . . . .	5
Pierre Burnet 65, sa femme 45, Súsanne sa fille 22, Marie sa pe- tite fille 5 ans . . . . .	4
Daniel Blanc 50, sa femme 44, 6 enfans agés de 18, 14, 12, 10, 7 et 4 ans . . . . .	8
Daniel Bert, menuisier, sa femme, Daniel leurs fils 27, 24 et 2 ans . . . . .	3
François Floe, cordonnier, 57, deux enfans de 8 et 6 ans . . . . .	3
Thomas Passet, 23 ans . . . . .	1
Daniel, Joseph Floe de 30 et 28 ans . . . . .	2
Claude Perron, sa femme, 8 enfans, un garçon et 7 filles . . . . .	10
Joseph Turin, sa femme, 3 petits enfans . . . . .	5
Jean Turin . . . . .	1
Marie Flot . . . . .	1

Rière le Baillage d'Aubonne: personnes 43

## Au Baillage de Bon Mont.

David Bergoin 36, sa femme 35, 4 enfans 10, 7, 6 et la fille de 12 a. . . . .	6
Etienne Charret 50, sa femme 36, 5 enfans de 12, 9, 6, 3 et 1 a. . . . .	7
La veuve de Jacob Perron 58, son fils marié 28, sa femme 25, un enfant d'un an . . . . .	4
Etienne Friquet, 32 ans . . . . .	1

Rière Bon Mont: personnes 18

## R e s u l t a t.

Nyon, y compris les apprentifs . . . . .	156
Morges . . . . .	73
Lausanne . . . . .	70
Aubonne . . . . .	43
Bonmont . . . . .	18
	<hr/> 360.

## L i s t e

des habitans des Vallées de Lucerne, Perouse et St. Martin, arrivées à Geneves en Decembre 1730 et exilés de leur país, en suite de l'edit du Roy de Sardaigne, Victor Amadée en date du 20 Juin 1730 et en suite cantonnés tant à Berne qu'au País de Vaud.

## De l'Eglise de Macel.

personnes

Jean Breuse et sa femme, luy agé de 60 et sa femme 55 ans	2
Jacques Polat, sa femme et 2 filles, luy de 48, sa femme de 34, leur ainée de 19 et l'autre de 2 ans	4
Antoine Micol et sa fille, luy agé de 76 et sa fille de 44 ans	2
Antoine Barral agé de 36 ans, incommodé	1
Antoine Micol, sa femme et 7 enfans, 5 males et 2 filles, luy agé de 39, sa femme de 37, l'ainé de leurs enfans 9 ans et les autres à proportion	9
Jean Micol agé de 65 ans	1
Autre Jean Micol, sa femme et deux enfans males, luy agé de 45, sa femme 40, l'ainé de leurs enfans 8 et l'autre de 5 ans	4
Antoine Pous agé de 60 ans	1
Pierre Iron, sa femme et 3 enfans, luy de 30, sa femme de 28, un fils de 8, l'ainée des filles de 4 ans et l'autre de 14 mois	5
Jacques Courvele, sa femme et un petit enfant, luy agé de 22, sa femme de 24 ans et leur enfant de 9 mois	3
Jacques Iron, sa femme et 4 enfans, luy agé de 39, sa femme 25, l'ainé de leurs enfans de 6 ans et les autres à proportion	6
Jean Peyran de la Salle, sa femme et 3 filles, luy agé de 40, sa femme de 46, leur ainée de 12, l'autre de 8 et la troisième de 6 ans	5
Jacques Peyran, frère du susdit, sa femme et un enfant, luy agé de 33, sa femme de 30 ans et leur fils de 16 mois	3
Pierre Trou 95, Barthelemy Breuse 48, Antoine Brun 54, Samuel Maisle 37, Ancien François Barral 36 ans	5

personnes 51

## De l'Eglise de Maneille.

Le Capitaine la Plume et sa femme, luy agé de 62 et elle 50 ans	2
Philipp Freisné, frère du susdit Capit., et deux garçons, agé de 50, son ainé de 14 et le cadet de 8 ans	3
Jacques Pous, sa femme et un fils, luy agé de 65, elle 53 et le fils 12 ans	3
Pierre Barral agé de 55 ans	1
Antoine Barral et sa femme incommodée, l'un et l'autre agé de 62 ans	2
La veuve de Philippe Blanche de 50 ans	1
Marguerite Peyran ou Salmone, 50 ans	1

Iatus: personnes 13

## Transport: personnes 13

La Veuve de Pierre Ribet, 60 ans . . . . .	1
Jean Barthelmy, sa femme et 4 enfans, luy agé de 48, sa femme de 46, l'ainé de leurs males 20, l'autre 8, l'une des filles 12, l'autre 10 ans . . . . .	6
Marguerite Barthelmy, 30 ans . . . . .	1
Jacques Micol, sa femme et 5 enfans, luy agé de 45, elle 28, l'ainé de leurs enfans 10 ans, les autres à proportion . . . . .	7
Jacques Guidon, sa femme et 3 enfans, luy agé de 40, sa femme 34, l'ainé de leurs enfans 7 ans, les autres à proportion . . . . .	5
Jacques Peyroin agé de 50, Jacques Ireine 50 ans . . . . .	2
Jean Micol et 5 filles, luy 51, l'ainée 16 ans, les autres à prop. . . . .	6
Pierre Micol, sa femme et 3 enfans, luy 52 ans, elle de même age, son fils 9, leurs filles 13 et 11 ans . . . . .	5
François Micol 35, son fils 10 ans . . . . .	2
Jean Jurs 36, sa femme 30 ans, 3 enfans qui sont petuis . . . . .	5
David Micol 24 ans . . . . .	1
	<hr/>
	personnes 54

## De l'Eglise de Praly.

Etienne Peyret 28, sa femme 36, 4 filles, dont l'ainée à 9 ans et les autres à proportion . . . . .	6
Etienne Gril agé de 75 ans . . . . .	1
Jacques Gril 38, sa femme 34, 4 enfans, dont l'ainé a 14 ans, et les autres à proportion . . . . .	6
Pierre Gril, sa femme et 3 enfans, luy agé de 35, sa femme de 30, l'ainé de leurs enfans de 5 ans et les autres à proportion . . . . .	5
La femme de Samuel Gril et 2 enfans, elle agée de 35, son fils de 5 et sa fille de 3 ans . . . . .	3
Geoffroy Garron, sa femme et 4 enfans, luy de 45, sa femme de 35, l'ainé des garçons 14 ans et les autres à proportion . . . . .	6
La femme de Philippe Baude, 40 ans . . . . .	1
Pierre Menusan, sa femme et un enfant, luy de 45, elle 22 ans, la fille de 20 mois . . . . .	3
La femme de Philippe Perouse, 35 ans . . . . .	1
La femme de Philippe Gril, 26 ans . . . . .	1
Philippe Pons, sa femme et deux filles, luy de 50, elle de 45, l'ainée des filles 20 et l'autre de 15 ans . . . . .	4
Jean Pons, fils du dit, et sa femme, luy agé de 25 et elle de 20 a. . . . .	2
Catherine Menusan, agée de 15 ans . . . . .	1
Jacob Generon, sa femme et 4 filles, luy agé de 54, elle 49, les filles 17, 15, 12 et 8 ans . . . . .	6
François Trou, sa femme et 3 enfans, luy agé de 38, elle 33, les filles 6, 5 et 3 ans . . . . .	5
Pierre Meynier, sa femme et 6 enfans, 3 males, luy agé 48, elle 49, l'ainé de leurs enfans 25 ans et les autres à proportion . . . . .	8
Paul Malnu et sa femme, luy agé de 80 et sa femme de 72 ans . . . . .	2
Pierre Rostain, sa femme et 4 enfans, luy de 44, sa femme de 50, l'ainé de leurs fils de 20 ans et les autres à proportion . . . . .	6
	<hr/>
	personnes 67

## De l'Eglise de Ville Seche.

personnes

Jean Jeanvé, Jean son fils et la femme du fils, luy 64, le fils 45, sa femme 44 ans	3
Pierre Jeanvé et sa fille, luy 69, elle 35 ans	2
Marguerite Brurette, 40 ans	1
Jacques Janet et sa soeur, luy 18, elle 22 ans	2
Jacques Jors, agé 78 ans	1
Antoine Jaquenine, 79 ans	1
Jacques Clot 60, 3 enfans, les fils de 10 et 7, la fille de 12 ans	4
Etienne Peiret fils et sa femme enceinte, luy 21, la femme 30 ans	2
Deux orphelins de Jean Peyret, frère du susdit, le garçon de 5 et la fille de 17 ans	2
Jean Jaquemin de 46, 4 garçons de 23, 20, 15 et 12 ans	5
Pierre Breuse agé de 45, Marie Peironelle de 30, Jean Macel de 30, Marie et Marguerite Reynold, soeurs, l'une de 23, l'autre de 16, la veuve de François Willelm 80 ans	6
La femme de Thomas Machel et 3 garçons, elle de 60, eux de 20, 17 et 13 ans	4
Anne Gaillau, femme de Carriere de 50 ans	1
Jean Reynaud et sa femme, luy de 57, elle de 63 ans	2
Jean Menusan de 38 et un fils de 9 ans	2
Antoine Menusan 23, sa femme 26 ans et 3 petits enfans	5
Jean Brez, sa femme et un fils, luy de 52, la femme du même age et le fils de 13 ans	3
Jean Iron Jannet, sa femme et deux enfans, luy 38, elle 25 ans, les enfans petits	4
Antoine Iron Jannet de 32, Michel Iron Jannet et sa mère, luy de 29 et elle de 79 ans	3
Philippe Regnaud 58, sa femme 62, 3 filles 20, 18 et 8 ans	5
Pierre Morat de 61, sa femme 66, ses filles 25 et 20 ans	4
Jacques Morat ancien 50, Jacques Iremé 62, Antoine et François Jors, l'un de 28, l'autre de 24 ans	4
François Regnaud, sa femme et 3 enfans, luy de 35, elle de 30 ans, les enfans petits	5
Pierre Leger agé de 52, le Capitaine Chattillon et 2 filles, luy agé de 64, les filles 24 et 20, Pierre Jors de 30, Jacob Salins 24 ans	6
Etienne Peiret de 55, sa femme de 54 et 3 filles de 20, 17, 9 ans	5
	personnes 83

## De l'Eglise de Pomaret.

Antoine Trou, sa femme et un garçon, luy de 42, elle 40, le fils 12 ans	3
Catherine Trou de 25 ans	1
François Charrier de 23, sa femme de 25 ans	2
Jacques Barral de 30, sa femme de 25 ans, un enfant de 2 mois	3
Jean Reiment, sa femme et 2 enfans, luy agé de 30, elle 26 et leurs enfans petits	4
	personnes 13

personnes

## Suite de l'Eglise de Pomaret.

La femme de Jacques Barral et son enfant, elle de 32, luy 3 ans	2
Pierre Constantin, 25 ans	1
François Barthelmy de 56, sa femme de 45 ans et leur enfant de 6 mois	3
Jean Salmon dit Berger, maitre d'école, sa femme et deux enfans males, luy de 44, elle 60 et les enfans 17 et 15 ans	4
Jean Meynier, sa femme et 3 enfans, luy de 51, elle 45, l'ainé de 15 ans, les autres à proportion	5
Jacques Chambre ancien 42 ans, Pierre Volee 42, Jacques Bachalot 40, Jean Volat 42, Matieu Bertolin 40, la femme de Jean Constantin 45 ans, Jacques Volat	7
Pierre Tarran 48, sa femme 36 ans	2

personnes 24

## De l'Eglise de St. Germain.

Jean Juttet de 56, sa fille de 2 ans	2
Joseph Combe, 42 ans	1
Jean Coste Belle, 38 ans	1
Louis Bertoch, 42 ans	1
Augustin Bernat, 35 ans	1
La veuve de Jacques Robert, 41 ans	1
Marie et Susanne Bontrard, tailleuses, l'une de 26 et l'autre 19 a.	2
Pierre Gaillau, agé de 52 ans	1
Jean Bonnos 60, son fils 16 ans	2

personnes 12

## De l'Eglise de Pramol.

Jean Baral 30, Jacques Constantin, sa femme et un fils, luy 26, sa femme 31, leur fils 11 an, et un orphelin qu'ils ont emmené 8,	
Jean Cautelme 40 ans	6

personnes 6

## De l'Eglise de Prarustin.

Antoine Forneron 35, sa femme 27, 2 filles de 3 et 2 ans	4
Etienne Ronchail de 23, Daniel Cordon 65 ans	2
La femme de Barthelmy Rostain, 40 ans	1
Anne et Marie Boulards, socurs de 65 et 62 ans	2
Daniel Barquet, agé de 57 ans	1
Pierre Gautier de 50, sa femme 68 ans	2
Antoine Servet de 70 ans, son fils est forgeron	2
Jeanne Aillano de 53, Catherine Odin 50, Madelaine Pusquet 45,	
Michel Gay 45 ans	4

personnes 18

## De l'Eglise de St. Jean.

Paul Peyrot 50, son fils 20 ans	2
La femme de Daniel Fauvel, 45 ans	1
La femme d'Etienne Mauraude, 44 ans	1
Martin Sarvay 47, sa femme 46 et son fils 17 ans	3
La femme de Matieu Agasot de 30 et une fille de 3 ans	2

Latus: personnes 9



Transport: personnes 9

La veuve de Barthelmy Boral, 40 ans . . . . .	1
Pegret Gay et 2 fils, luy agé de 45, les fils 17 et 12 ans . . . . .	3
La femme de Jean Guichard, 40 ans . . . . .	1
La femme de Daniel Mondan enceinte, 40 ans . . . . .	1
Antoine Sagmet, 26 ans . . . . .	1
La veuve de Mr. Combe, Ministre, sa mère et un enfant, la mère agé 65, la veuve 24, le garçon 4 ans . . . . .	3
Joseph Bianqui 44, sa mère 81 ans . . . . .	2
Jean Pierre Bianqui de 60 et sa femme de 46 ans . . . . .	2
Barthelmy Bianqui, Susanne, Marguerite et Marie Bianqui, tous de 40—50 ans . . . . .	4

personnes 27

## De l'Eglise du Vilards.

Jacques Brun, 76 ans . . . . .	1
Pierre Ayaune, 63 ans . . . . .	1
Daniel Blanchon, 62 ans . . . . .	1
Joseph Peyron, 31 ans . . . . .	1
Paul Boisse, 40 ans . . . . .	1
La veuve Mariel, 63 ans . . . . .	1
Jean Rouet 50, sa femme 36 et ses enfans males de 20, 18, 12, 10, 7 et 4 ans. Les deux aînés apprennent des professions à la charge de Mrs. de la Bourse Italienne à Geneve . . . . .	8
La femme de Jean Guillauman et un enfant, elle 24 et son fils 4 ans . . . . .	2
Joseph Dauin, agé de 68 ans . . . . .	1
Jacques Dauin 63 et son fils 18 ans . . . . .	2
Madelaine Berton de 35 ans . . . . .	1
Catherine Belin, 42 ans, aveugle . . . . .	1
La veuve d'Etienne Fontagne de 64 et sa fille de 14 ans . . . . .	2
La veuve de Daniel Martinet, 75 ans . . . . .	1
La veuve de feu honoré Martin, 60 ans . . . . .	1
La veuve d'Esaje Zuairus de 62 ans . . . . .	1
Joseph Richard, 64 ans . . . . .	1
La femme d'Elisée Dui de 37 ans . . . . .	1
La femme de David Marinet de 40 ans . . . . .	1
Jean Reichard, sa femme et un enfant, luy 20, elle 30, l'enfant 9 a. . . . .	3
Joseph Jaimonal agé de 76 ans . . . . .	1
Daniel Bonnet et sa femme, luy de 64 et elle 55 ans . . . . .	2
David Zuarius agé de 62 ans . . . . .	1
Daniel Jagnet 56 et sa soeur 44 ans . . . . .	2

personnes 38

## Suite de l'Eglise de Villars.

Anne Berton agé de 23 ans . . . . .	1
Pierre Bonnet, 48 ans . . . . .	1
Jacques Dalmas, 46 ans . . . . .	1
Michel Guidon, 45 ans . . . . .	1
Jacques Agassort, 57 ans . . . . .	1
Daniel Bany 45 et sa femme 42 ans . . . . .	2
Jean Frache 55, sa femme 45, un garçon 16 ans . . . . .	3

Latus: personnes 10

## Transport: personnes 10

ne de Paul Perrachon âgée de 24 et une fille de 13 ans	2
ancesot âgé de 46 ans	1
e de Jean Masset de 56 ans	1
nbon de 42 ans	1
ne de Paul Meylle de 45, son fils 17 ans	2
ny Rosseing âgé de 45 ans	1
ne, fille de Paul Charbonnier, de 67 ans	1
Arnod âgé de 33 ans	1

personnes 20

## De l'Eglise de Boby.

de Caffaret 60, sa femme 40 et leur fils 16 ans	3
itoine, maitre d'école, âgé de 21 et sa femme de 26 ans	2
s Artoud et sa femme, luy de 76 et elle de 45 ans	2

personnes 7

## De l'Eglise de la Tour.

ne du Seigneur Barthelmy Appia, âgé de 70 ans	1
rite Barbery, 35 ans	1
de Mr. Bertin, Ministre, 42 ans	1
garçons, un de 13, l'autre de 9 ans	2
Pastre, femme de Jean Grand, 30 ans	1
Jourdan 34, sa femme 32, deux fils de 6 et 3 ans	4
ouis Payas de 48, sa femme de 30, deux garçons, un de 10	
utre de 3, une fille de 13 ans	5
ine Coin, femme de Samuel Grand, 28 ans, enceinte	1
me de Jean Rostagel, 31 ans	1
oin de 25 ans	1
me de Paul Turin de 52 ans	1
Arnaud de 40 ans	1
larridon de 52 ans	1
me de Jean Muston et 3 filles, elle âgé de 33, l'ainée des	
de 6 ans et les autres à proportion	4
rite Chabriol Maille, 36 ans	1
larc Egnard 55, le fils 20 ans	2
habriol Maille 47, le fils 17 ans	2
Chabriol Maille, 42 ans	1
illion, Chapellier, 47 ans	1
ve d'Ant. Jasset de 54, son fils de 22 ans	2
Philippe Blanquiere, tailleur, de 40, sa femme 28 ans, un	
t une fille petite	4

personnes 38

## S u i t e.

ouis Margue de 14 ans	1
s Muris, tailleur, 44, sa femme 40, une fille de 20, 3 fils	
5, 12 et 2 ans	6
ostagnol de 50, sa femme de 42 ans, ses enfans de 8 et au	
ous	5
larridon de 48 ans	1
s Bertram de 50 ans	1

personnes 14

## De l'Eglise d'Angrogne.

Jean Bartholin agé de 46 ans . . . . .	1
Jean Riviere de 12 et sa soeur de 17 ans . . . . .	2
	<u>personnes 3</u>

## De l'Eglise de Roraa.

Michel Pavarin agé de 65 ans . . . . .	1
Louis Douarin de 30 ans . . . . .	1
La femme de Barthelmy Salvajot de 31 ans . . . . .	1
Marie Pelat de 48 et une nièce de 13 ans . . . . .	2
Jacques Grile de 22 ans . . . . .	1
	<u>personnes 6</u>

Le nombre des Personnes persecutées des vallées de Pragelas	
monte à . . . . .	360
Et celui des vallées de Piemont . . . . .	480
	<u>Total personnes 840.</u>

## Druckfehler.

---

- Seite 13, Zeile 15, statt: waren — denn, lies: waren; — denn.
- 31            lies die Seitenzahl 31 statt 13.
  - 31    • 15   statt: ewigem, tödtlichen, unversöhnlichen, l.  
                 ewigem, tödtlichem, unversöhnlichem.
  - 56    • 1    v. u., statt: 1712, l. 1713 und 1730.
  - 71    • 10   v. o., statt: 1651, l. 1655.
  - 95    • 25   v. o., statt: Weltliche, l. Welliche.
  - 116   • 6    v. o., statt: Pra del Tora, l. Pra del Torn.
  - 122   • 18   statt: nur, l. selbst.
  - 129   • 14   statt: ihren, l. Jhren.
  - 144   • 9    statt: und, l. um.
  - 226   • 14   statt: 1000, l. 2000.
  - 255   • 1    statt: Tora, l. Torn.
  - 269   • 27   statt: Osterfestes, l. Pfingstfestes.
  - 274   • 15   statt: kündigte, l. kündigt en.
  - 283   • 21   v. o., statt: k. lies: m.
  - 293   • 5    v. u., statt: Coisson, Guiver, Bernard, lies:  
                 Coisson, Bernard.
  - 320   • 4    v. u., statt: Rechtsanwalte, l. Rechtsanwalde.
  - 337   • 2    v. o., statt: möglich zu dulden, l. möglich  
                 sie zu dulden.
  - 362   • 12   v. u., statt: Summa, l. summa.
  - 384   • 18   v. o., statt: Dne, Cognate Colende, l. Dne.  
                 Cognate pl. Colende.
-

